Nouvelle Série. 1965 Publication trimestrielle N° 2. Avril-Juin

REVUE

DE

SCIENCE CRIMINELLE

ET DE

DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ
avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ
de l'Université de Paris

et avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

COMITÉ DE PATRONAGE

M. AYDALOT, Procureur général près la Cour de cassation. — **M. BATTESTINI**, Premier Président honoraire de la Cour de cassation. — **A. BESSON**, Ancien Procureur général près la Cour de cassation. — **Ch. BORNET**, Premier Président de la Cour de cassation. — **P. BOUZAT**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Rennes. — **J. BROUCHOT**, Premier Président honoraire de la Cour de cassation. — **M. GARÇON**, de l'Académie Française, Avocat à la Cour d'appel de Paris. — **L. HUGUENEY**, Professeur honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris. — **G. LE BRAS**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris. — **A. LÉGAL**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Montpellier. — **M. ROUSSELET**, Premier Président honoraire de la Cour d'appel de Paris, Membre de l'Institut. — **G. VEDEL**, Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

LIBRAIRIE SIREY
— 22, rue Soufflot — PARIS (V°) —

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.
© by *Editions Sirey*, Paris, 1965.

L'assureur et le procès pénal

par Guy CHESNÉ
Chargé de cours à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Rennes.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1. L'antinomie entre l'objet du contrat d'assurance et la mission du juge répressif. — 2. Réfutation, et importance juridique du procès pénal pour l'assureur. — 3. Avantages pratiques résultant de l'intervention de l'assureur au procès pénal ; importance actuelle du problème. — 4. Critiques. — 5. Solutions du droit positif. Plan.

PREMIÈRE PARTIE

L'ASSUREUR DU DÉLINQUANT

6. Le double rôle de l'assureur de responsabilité.

A. — *La direction du procès.*

7. Les effets de la clause de direction du procès.

a) La défense du délinquant.

8. Analyse de la jurisprudence : la distinction entre la défense à l'action publique et la défense à l'action civile. — 9. Difficultés soulevées par la division de la défense ; solutions.

b) L'exercice des voies de recours.

10. L'appel. — 11. Le pourvoi en cassation.

12. Conclusion.

B. — *L'intervention.*

13. Le caractère exceptionnel de l'intervention devant les juridictions pénales. — 14. Etude de la jurisprudence criminelle : le refus de l'intervention de l'assureur du délinquant. — 15. Valeur de cette jurisprudence ; analyse du rôle de l'assureur de responsabilité en droit contemporain. — 16. Solution de l'article 16 du décret du 7 janvier 1959 relatif à l'assurance de responsabilité automobile obligatoire ; appréciation critique. — 17. Conclusion de la première partie.

DEUXIÈME PARTIE

L'ASSUREUR DE LA VICTIME

18. Plan.

A. — *L'assureur, partie civile à titre personnel.*

19. Analyse du droit positif : l'assureur ne subit personnellement aucun dommage résultant directement de l'infraction. — 20. Appréciation critique.

B. — *L'assureur, partie civile au nom de l'assuré.*

21. Exposé de la jurisprudence de la Chambre criminelle : l'irrecevabilité de la constitution de partie civile de l'assureur de dommages subrogé dans les droits de la victime. Résistance des juridictions inférieures. Situation particulière de l'assureur contre les accidents du travail agricole. — 22. Critiques adressées par la doctrine à la jurisprudence de la Chambre criminelle. — 23. Portée de la jurisprudence de la Chambre criminelle. Distinction entre l'exercice de l'action civile par voie d'action et l'exercice de l'action civile par voie d'intervention.

24. Conclusion.

Introduction

1. L'étude successive de clauses insérées dans les polices d'assurances terrestres de dommages et de certains arrêts de la Cour de cassation révèle l'intérêt porté par les assureurs au procès pénal, et la tendance de la Chambre criminelle à les tenir à l'écart des tribunaux répressifs. L'assureur et le procès pénal constituent donc les deux pôles d'un conflit entre la pratique et le juge dont l'enjeu est l'intervention — *lato sensu* — de l'assureur devant les juridictions répressives.

De prime abord, ce conflit surprend, car aucune relation juridique ne paraît exister entre l'objet du contrat d'assurance et la mission du juge répressif.

La prestation de l'assureur destinée à couvrir les conséquences dommageables provenant de la réalisation d'un risque contre lequel l'assuré s'est garanti par le paiement d'une prime. Le préjudice entraîné par le sinistre étant toujours d'ordre patrimonial, la prestation de l'assureur consiste, principalement, en une obligation de somme d'argent[1]. Le lien créé par le contrat d'assurance ne concerne, de ce fait, que des intérêts particuliers, et il est purement patrimonial. Aussi, le contentieux des assurances relève-t-il, apparemment, de la compétence exclusive du juge civil. En effet, à la différence du procès civil où seuls des intérêts privés sont en cause, la justice pénale connaît à la fois, des atteintes portées à l'ordre social, et de l'honneur, de la liberté, voire de la vie de l'individu poursuivi[2]. L'objet du procès pénal est d'apprécier

1. M. Picard et A. Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd. (1964), I, n° 32, p. 45.

2. G. Stefani, *Procès pénal et action civile*, *Cours de doctorat* 1955-1956, éd. Cujas, 1956, p. 7 et s. ; G. Stefani et G. Levasseur, *Droit pénal général et procédure pénale* (1964), II, n° 4, p. 2 ; A. Vitu, *Procédure pénale*, p. 1 et s. V. également, M. Patin, *Rev. sc. crim.*, 1958, chron., p. 416.

la culpabilité d'un homme, de condamner l'auteur d'une infraction à une peine ou de prononcer à son encontre une mesure de sûreté.

Il semble dès lors difficile d'établir un lien logique entre l'assureur, préoccupé uniquement d'intérêts pécuniaires, et le caractère répressif et essentiellement humain du procès pénal[1]. Et, l'un des principes les moins discutés du droit pénal classique, celui de la personnalité des peines, renforce encore cette antinomie. Selon ce principe, la sanction ne doit théoriquement frapper que l'auteur même du fait incriminé ; l'essence de la responsabilité pénale est d'être personnelle[2]. Cette règle, d'ordre public, implique l'interdiction pour le coupable de se décharger, par une convention d'assurance, des conséquences pécuniaires de sa responsabilité pénale. L'amende, peine pécuniaire, ne peut former l'objet d'une assurance de responsabilité[3]. L'auteur responsable est tenu de l'acquitter personnellement. Les polices d'assurance de responsabilité précisent d'ailleurs, assez généralement, que les amendes sont exclues de la garantie[4].

Pour ces diverses raisons, le procès pénal se présente, en dernière analyse, comme le procès du délinquant[5]. Aussi, cette spécificité de la justice répressive laisse-t-elle présumer que l'assureur n'est intéressé ni par les débats, ni par la décision pénale.

2. La solution inverse s'impose pourtant. Plusieurs arguments, de fait et de droit, permettent de réfuter l'antinomie précédemment dénoncée entre l'objet du contrat d'assurance et celui de la justice pénale, et d'établir ainsi entre eux une relation juridique certaine.

1. Sur le rôle du juge en droit pénal moderne, voir notamment, P. Bouzat et J. Pinatel, *Traité de droit pénal et de criminologie* (1963), I, nos 325 et s., p. 298, et II, n° 937, p. 725 ; G. Stefani, *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 8 ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, I, n° 241, p. 202, nos 335 et s., p. 269, et II, nos 3 et 4. p. 1 et s. ; R. Vouin et J. Léauté, *Droit pénal et criminologie*, spéc., p. 102 et s.

2. P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, I, n° 329, p. 301 et s. ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, I, n° 246, p. 206 ; R. Vouin et J. Léauté, *op. cit.*, p. 537.

3. V. notamment, A. Besson, *Les conditions générales de l'assurance automobile obligatoire* (1960), n° 7, p. 11 et s. ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 5e éd., III, n° 2654, p. 804 ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, I, n° 22, p. 51 et s., et III, n° 139, p. 304 et s. ; G. Stefani, *De l'assurance des fautes*, th., Paris, 1923, p. 217 à 220.

4. V. art. 9-8° de la police modèle pour l'assurance automobile multirisques établie par la Direction des assurances en 1959, in *Les conditions générales de l'assurance automobile obligatoire*, *cit.*, annexes, p. 128 et s.

5. Le terme *délinquant* est employé ici, et le sera tout au long de cette étude, non pas dans son sens strict (auteur d'un délit, par opposition au criminel, auteur d'un crime) mais dans le sens très général d'individu traduit devant une juridiction répressive, qu'il s'agisse d'un tribunal de police, du tribunal correctionnel ou de la cour d'assises.

L'importance juridique du procès pénal pour l'assureur résulte d'abord, et principalement, du rôle du juge répressif en droit français. Si l'infraction pénale provoque un trouble social, elle entraîne aussi très fréquemment un préjudice matériel ou moral pour la victime ou ses héritiers. Deux actions naissent donc du même fait délictueux : l'action publique destinée à assurer la répression, et l'action civile dont le but est de permettre la réparation du dommage.

La législation française, à la différence d'un certain nombre de droits étrangers (notamment le droit anglais et le droit de la plupart des Etats d'Amérique du Nord) ignore l'indépendance absolue du procès civil par rapport au procès pénal. La juridiction répressive possède compétence à la fois pour statuer sur la culpabilité du prévenu, et pour allouer des dommages et intérêts à la victime. Car, aux termes de l'article 3 alinéa 1 du Code de procédure pénale, « l'action civile peut être exercée en même temps que l'action publique et devant la même juridiction »[1]. Dès lors, il est aisé de justifier l'attention portée par les assureurs au procès pénal. L'assurance de responsabilité garantit les fautes non intentionnelles, y compris celles qui constituent des infractions pénales[2]. L'un des intérêts essentiels des assurances contractées par les automobilistes réside d'ailleurs dans cette garantie, leur responsabilité étant bien souvent engagée par des fautes constitutives d'une infraction au Code de la route ou d'un délit correctionnel, et plus spécialement du délit d'homicide ou blessures par imprudence. En présence d'une telle faute, la victime a la faculté de porter le procès en responsabilité devant le tribunal correctionnel. Si les juges répressifs reconnaissent la responsabilité pénale de l'assuré, ils doivent nécessairement se prononcer sur la réparation du dommage causé par l'infraction. Dans cette hypothèse, la compagnie d'assurances est directement intéressée par les débats, car c'est elle qui supporte, en définitive, la charge pécuniaire de la condamnation civile, l'assurance ayant pour principal objet de garantir l'assuré de la dette de responsabilité susceptible de peser sur lui[1]. Il est donc primordial pour l'assureur du délinquant de démontrer soit l'absence de responsabilité de l'assuré, soit le caractère volontaire ou dolosif de la faute[2], soit de relever à la charge du prévenu telle circonstance aggravante (conduite en état d'ivresse par exemple) l'exonérant de ses obligations, soit encore de discuter l'étendue de la responsabilité et le montant des dommages-intérêts. Et, l'intervention de l'assureur au procès pénal paraît d'autant plus opportune que l'assuré, se sachant couvert, négligera peut-être de défendre ses intérêts civils.

Dans le cas particulier de la conduite en état d'ivresse, la présence de l'assureur aux débats sur la responsabilité de l'assuré a d'ailleurs une utilité accrue depuis le décret du 7 janvier 1959 relatif à l'assurance automobile obligatoire. L'article 9 *in fine* décide que la condamnation de l'assuré pour ce délit constitue, moyennant clause expresse, un cas de déchéance. Ainsi, à la différence du droit pénal qui assimile la conduite en état d'ivresse à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique, les mêmes pénalités étant édictées à l'encontre de ces deux infractions (art. L. 1er du Code de la route, ord. du 15 déc. 1958), la législation en matière d'assurance automobile ne prend en considération que la conduite en état d'ivresse[3].

Dans l'hypothèse où l'auteur de l'accident est poursuivi en même temps pour homicide ou blessures par imprudence et pour contravention à l'ordonnance du 15 décembre 1958 régissant la circulation des véhicules, l'assureur a, de ce fait, intérêt à intervenir au procès afin d'éviter que les magistrats répressifs ne prononcent une condamnation en se référant à tort au délit de conduite sous l'empire d'un état alcoolique, ou en invoquant, sans autre précision, l'article L. 1er du Code de la route. Car, en vertu de la théorie de la peine justifiée, la condamnation pénale ne saurait

1. V. notamment, P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, nos 963 et s., p. 743 et s. ; A. Chavanne, « Les effets du procès pénal sur le procès engagé devant le tribunal civil », *Rev. sc. crim.*, 1954, nos 3 et s., p. 239 et s. ; J. Larguier, « L'action publique et l'action civile dans le Code de procédure pénale », *J.C.P.*, 1959.I.1495 ; G. Stefani, « Les effets du procès pénal sur le procès engagé devant le tribunal civil », *Rev. int. dr. pén.*, 1955, p. 473 et s., et spéc. p. 474, et *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 12 ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, nos 91 et s., p. 71 ; A. Vitu, *op. cit.*, p. 144 et s.

2. L'article 24 de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance annule « toutes clauses générales frappant de déchéance l'assuré en cas de violation des lois ou des règlements, à moins que cette violation ne constitue un crime ou un délit intentionnel » ; V. H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, no 2653, p. 803.

1. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, no 133, p. 286, et no 137, p. 297 et s. V. également, J. Hémard, *Théorie et pratique des assurandes terrestres*, II, no 556 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, no 2646, p. 787 ; R. Savatier, *Traité de la responsabilité civile en droit français*, 2e éd., 1951, II, no 730.

2. L'article 12 de la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance, exclut dans ce cas la garantie.

3. V. A. Besson « La déchéance pour conduite d'un véhicule en état d'ivresse », *Rev. gén. ass. terr.*, 1961. p. 145 et s., et *Les conditions générales de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire*, nos 50 et 51, p. 72 et s. V. également, Perraud-Charmantier, « De la preuve, des effets et des sanctions de l'état d'ivresse du conducteur en matière de responsabilité civile et d'assurance automobile », *Gaz. Pal*,, 1959.2, doct., p. 51 et s.

être valablement attaquée, l'erreur de qualification n'entraînant pas en l'espèce une peine différente de celle qui aurait été prononcée si elle n'avait pas eu lieu [1]. Par suite, l'assureur se trouvera dans l'impossibilité d'opposer au conducteur responsable la clause de déchéance insérée dans la police.

De même, dans le cas d'une assurance de choses, assurance contre le vol ou contre l'incendie par exemple, l'assureur de la victime qui a versé à cette dernière l'indemnité stipulée au contrat a intérêt à intervenir devant le tribunal saisi de la poursuite dirigée contre l'auteur de l'infraction afin d'en obtenir le remboursement. L'assurance de dommages (assurance de choses et assurance de responsabilité) par opposition à l'assurance de personnes (essentiellement l'assurance sur la vie et contre les accidents corporels) est, en effet, qualifiée de contrat d'indemnité [2]. Ce principe interdit à la partie lésée de cumuler la réparation par l'assureur et par le tiers responsable. Aussi, lorsque l'assureur a dédommagé l'assuré du préjudice imputable au délinquant, possède-t-il la faculté d'exercer contre ce dernier l'action en réparation qui appartenait à la victime.

Outre cela, le principe fondamental de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil accroît considérablement la dépendance des intérêts de l'assuré et de l'assureur, et l'importance du procès pénal pour ce dernier [3]. Ce principe consacré par la doctrine et la jurisprudence signifie que la chose irrévocablement jugée au

1. V. Cass. crim., 28 mars 1962, *J.C.P.*, 1962,II.12861, et la note A. Besson. Selon la Cour suprême, il est sans importance qu'une décision ait retenu le délit de conduite en état d'ivresse d'un véhicule, bien que les diverses énonciations de l'arrêt aient plus exactement défini l'état alcoolique, dès lors que les articles L. 1er et L. 13 de l'ordonnance du 15 décembre 1958 « ne créent, quant à la répression, aucune distinction entre la conduite en état d'ivresse et la conduite sous l'empire d'un état alcoolique et que, d'ailleurs, l'état alcoolique punissable se trouve caractérisé... ».

Sur la théorie de la peine justifiée, voir notamment, P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, n° 1496, p. 1152 ; Donnedieu de Vabres, *Traité de droit criminel et de législation pénale comparée*, 3e éd., n° 1520 ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, n° 666, p. 480.

2. Art. 28, loi du 13 juill. 1930. V. M. Picard et A. Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, nos 175 et s., p. 261 et s., et nos 327 et s., p. 452 et s. Pour le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques couverts par l'assurance contre la maladie ou les accidents corporels, et l'application du principe indemnitaire, voir M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, n° 444, p. 615, et n° 448, p. 624 ; Colmar, 16 mars 1956, *Rev. gén. ass. terr.*, 1956, p. 282, note A. Besson.

3. Sur ce point, voir notamment, M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 251, p. 591 ; P. Hébraud, « Les garants de la réparation devant les juridictions répressives », in *Mélanges Magnol*, p. 189 et s., et spéc., p. 221 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2686, p. 891 et s., n° 2713, p. 952 et s., et les références citées note 7, p. 953 ; R. Perrot, « L'autorité de la chose jugée en matière d'assurance », *Rev. gén. ass. terr.*, 1957, p. 258 et s., et spéc. nos 12 et s., p. 272 et s. ; G. Stefani, *Les effets du procès pénal sur le procès engagé devant le tribunal civil*, *cit.*, p. 482.

criminel a une autorité absolue sur le jugement de l'action civile [1]. Il est, ainsi, impossible au juge civil de méconnaître la décision du juge pénal sur l'existence du fait incriminé, sa qualification, et la culpabilité ou l'innocence de celui à qui ce fait est imputé. L'autorité du jugement pénal est, de plus, absolue en ce sens que s'il se prononce sur la responsabilité de l'auteur d'un accident, la décision s'impose *erga omnes*. Elle n'est contestable par aucune des parties au procès civil, pas même par celles qui n'ont pas été en mesure de se défendre, ni de faire valoir leurs droits devant la juridiction répressive.

Pour cette raison, le procès pénal présente beaucoup d'importance pour les compagnies d'assurances, et d'une façon générale, pour tous ceux qui sont garants des condamnations pécuniaires susceptibles d'être prononcées contre le prévenu. En effet, si un automobiliste est condamné pour blessures involontaires, l'assureur se trouve dans l'impossibilité de nier la responsabilité encourue par l'assuré, la faute pénale impliquant nécessairement la faute civile d'imprudence [2]. Le risque est réalisé, et l'assureur tenu de réparer le préjudice subi par la partie civile. Il semble alors équitable de lui reconnaître la possibilité d'intervenir à l'instance pénale pour tenter d'obtenir une décision favorable sur l'action publique.

Ces considérations soulignent, en définitive, l'étroite communauté d'intérêts qui existe entre la compagnie d'assurances et son assuré. Par conséquent, la participation aux débats et la défense des droits de l'assuré sont, pour l'assureur, d'excellents moyens de sauvegarder ses propres droits et de se protéger contre la décision du tribunal répressif [3].

Ces divers arguments justifient donc amplement l'intérêt porté par les compagnies d'assurances au procès pénal lui-même, et l'utilité des clauses relatives à la défense de l'assuré devant les

1. P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, n° 1541, p. 1188, et les références ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, nos 696 et s., p. 502 et s. ; A. Vitu, *op. cit.*, *p.* 451 et s.

2. Inversement, l'acquittement de l'individu inculpé du délit d'imprudence a juridiquement pour conséquence l'absence, même très légère, de faute personnelle. V. J. Déprez, « Faute pénale et faute civile », in *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal, Etudes de droit criminel* publiées sous la direction de G. Stefani, p. 158 et s., et spéc., nos 21 et s., p. 177 et s., et les références. V. également, P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, I, n° 105 et II, n° 1548. G. Stefani, *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 33 et s.

3. V. notamment, J. Van Eyll, « L'intervention des tiers est-elle recevable devant les juridictions répressives ? », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1938, p. 593 et s. V. également, en droit judiciaire privé, L. Boyer, « Les effets des jugements à l'égard des tiers, » *Rev. trim. dr. civ.*, 1951, p. 163 et s., et spéc. n° 37, p. 201 et s., et les références ; P. Hébraud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1958, chron., n° 7, p. 445 et 446.

juridictions répressives ou à ses obligations en cas de sinistre constitutif d'un délit pénal [1].

3. A l'importance juridique de la présence de l'assureur au procès pénal s'ajoutent aussi les avantages pratiques de cette intervention. Son opportunité apparaît avec évidence. L'intervention volontaire de l'assureur ou sa mise en cause devant le tribunal répressif saisi de la poursuite dirigée contre l'auteur du sinistre permet en effet de statuer au cours d'une même instance sur tous les aspects d'un même litige.

Plus spécialement, la liaison du contentieux évitera de scinder le règlement d'intérêts civils étroitement dépendants en deux instances distinctes : l'une devant le tribunal répressif, accessoirement à l'action publique, pour déterminer la responsabilité du prévenu et le montant des dommages-intérêts mis à sa charge ; l'autre devant le tribunal civil, pour fixer les droits et les obligations de l'assureur. Les mêmes débats avec les mêmes éléments de preuve, apporteront ainsi une solution simultanée à tous les aspects de la situation litigieuse : la responsabilité pénale et civile du délinquant, et la mise en œuvre des rapports d'assurance.

Une telle simplification de la procédure, en supprimant la multiplication des procès, accélère le règlement de l'affaire, épargne des frais supplémentaires, et d'une façon générale, participe à une meilleure administration de la justice. Au surplus, l'intervention de l'assureur à l'audience préviendra une collusion, toujours possible, du délinquant et de la victime lors de la liquidation des intérêts civils.

Et, ces avantages sont rendus encore plus précieux par le remarquable essor que connaît l'industrie des assurances depuis plusieurs décennies, et l'accroissement continu du nombre des

1. Selon la remarque d'un auteur (R. Perrot, *L'autorité de la chose jugée en matière d'assurance*, *cit.*, p. 260) ...« si l'assureur était certain de ne jamais se voir opposer les conséquences fâcheuses d'un jugement rendu entre la victime et l'auteur du sinistre, il serait inutile pour lui de monopoliser la défense des intérêts de son assuré ».

Pour un exemple de ces clauses, voir le modèle de conditions générales pour l'assurance automobile multirisques, établi par la Direction des assurances en 1959, in *Les conditions générales de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire*, *cit.*, annexes, p. 128 et s. ; selon l'article 23 : « L'assuré doit... 5°) En cas de vol du véhicule assuré ... déposer une plainte au parquet si l'assureur le demande ... ». Par ailleurs, l'article 25 précise : « En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur, dans la limite de sa garantie : ... *b*) Devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté de diriger la défense ou de s'y associer et, au nom de son assuré civilement responsable, d'exercer les voies de recours... ».

instances pénales intéressant les assureurs. Ce double phénomène contemporain, qui gagne sans cesse en importance, s'explique par les conditions de la vie moderne (concentration urbaine de la population qui favorise l'assurance contre l'incendie, développement du machinisme qui étend les formes d'assurances de responsabilité, etc. [1]), et principalement par l'augmentation du nombre de véhicules en circulation. Le parc automobile français qui comportait en 1952 un total de 4 700 000 véhicules, était approximativement évalué au 1er janvier 1960 à un total de 14 351 000 véhicules [2]. Deux conséquences découlent de cette constatation : d'abord, un accroissement corrélatif des assurances de responsabilité des véhicules à moteur, qu'une loi du 27 février 1958 [3] a rendu obligatoire ; ensuite, une constante progression des accidents du roulage occasionnant des dommages corporels aux tiers. En 1953, il y a eu en France 118 881 accidents corporels (7 166 tués et 147 551 blessés). Pour l'année 1958, le chiffre de ces accidents atteint 134 713 (8 126 tués et 176 030 blessés) [4] ; il s'élève en 1962 à 169 024 (9 928 tués et 229 322 blessés) [5].

En ajoutant aux délits d'imprudence les vols de véhicules couverts également par l'assurance automobile multirisques, il est certain que pour cette seule branche du droit des assurances, les instances pénales susceptibles d'intéresser les assureurs deviennent de plus en plus nombreuses. L'expérience du Palais révèle d'ailleurs l'encombrement des tribunaux correctionnels par les conséquences civiles des accidents de la circulation [6].

Des considérations d'ordre pratique renforcent donc les liens existant déjà entre l'assureur et le procès pénal. Aussi, le problème de la présence de l'assureur aux poursuites dirigées contre le délin-

1. V. M. Picard et A. Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 3, p. 5.

2. Ces chiffres, cités par A. Besson, in *Les conditions générales de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire*, n° 1, comprennent à la fois les véhicules à quatre roues et ceux à deux roues.

3. *J.O.*, 28 février 1958.

4. Ces chiffres, cités par A. Besson, *op.* et *loc. cit.*, concernent à la fois les lésions corporelles subies par l'assuré et celles causées au tiers.

De 1959 à 1960, le nombre des sinistres déclarés a augmenté de 20 % (P. Duchez, « L'évolution des assurances en 1960 », *Rev. gén. ass. terr.*, 1962, p. 307). Ces chiffres donnent une idée de l'importance des indemnités versées chaque année par les compagnies d'assurances aux victimes des accidents de la circulation ou à leurs ayants droit.

5. V. *Les accidents corporels de la circulation routière en* 1962, Fas. I, publié par le ministère des Travaux publics et des Transports.

6. J. Granier, « La partie civile au procès pénal », *Rev. sc. crim.*, 1958, p. 1 et s., et spéc. p. 12.

quant se pose-t-il avec une acuité particulièrement vive[1]. Cela explique l'attitude du législateur belge lorsqu'il rendit obligatoire l'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. La loi belge du 1er juillet 1956[2] autorise, en effet, les compagnies d'assurances à intervenir, dans certains cas, devant les juridictions pénales.

En dépit de ce faisceau d'arguments favorables à l'intervention, — volontaire ou forcée — de l'assureur à l'instance répressive, un courant doctrinal en rejette cependant l'idée, car elle apporterait un trouble grave au bon fonctionnement de la justice pénale.

4. Celle-ci trouve sa justification dans la répression des faits délictueux. Le rôle essentiel du magistrat pénal est de réprimer les atteintes portées à l'ordre social par l'application de peines et de mesures de sûreté aux personnes qui se rendent coupables de crimes ou de délits[3]. Le procès pénal est le procès d'un homme. Son honneur et sa liberté y sont débattus ; sa vie même, parfois, est en cause. Aussi, la compétence civile du juge répressif n'a-t-elle qu'un caractère exceptionnel[4]. Il ne connaît d'intérêts pécuniaires qu'accessoirement à l'action publique.

Or, l'intervention des compagnies d'assurances à l'audience pénale risque d'inverser l'ordre des facteurs et de perturber le mécanisme de la répression[5]. En effet, ces compagnies viendront aux débats avec un dossier comptable et la détermination d'un créancier vigilant. L'assureur du délinquant contestera le montant des dommages-intérêts mis à la charge de l'assuré ou opposera une exception de non-assurance à l'application du contrat. L'assureur de la victime fournira un compte minutieux des frais occasionnés par le sinistre et en demandera le remboursement. En

1. J.-P. MARCHAT, *L'intervention dans le procès pénal*, th. Paris, 1961, p. 44. V. également, R. MICHEL, « De l'intervention des compagnies d'assurances devant les tribunaux répressifs en matière d'accidents », *J.C.P.*, 1964.I.1881 ; P. SARRAZ-BOURNET, « Les compagnies d'assurances devant les tribunaux répressifs en droit moderne marocain », *J.C.P.*, 1965.I.1913.

2. P. PIRET, « La loi belge du 1er juillet 1956 sur l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs », *Rev. trim. dr. com.*, 1956, p. 623 et s.

3. Dans l'accomplissement de cette tâche, le juge pénal ne doit pas omettre de prendre en considération la personne même du délinquant afin d'assurer, dans toute la mesure du possible, son reclassement au sein de la société (v. *supra*, les références citées note 1, p. 285).

4. J. MAGNOL, « De la compétence des juridictions répressives pour connaître de l'action civile, et des conditions de recevabilité de cette action devant ces juridictions », in *Le droit privé français au milieu du XXe siècle, Etudes offertes à Georges Ripert*, II, no 2, p. 210.

5. M. PATIN, « L'action civile devant les tribunaux répressifs », *Rec. gén. des lois*, 1958, p. 397 et s.

revanche, les impératifs de la défense de la société et les directives de la criminologie moderne leur importeront peu.

La multiplicité des questions soumises au tribunal aura nécessairement pour conséquence de compliquer et d'alourdir fâcheusement sa tâche ; le juge répressif sera distrait de sa véritable fonction[1].

D'une part, les débats vont se transformer en un exposé de chiffres et en une discussion purement juridique de nature à estomper leur caractère pénal et à reléguer au second plan la personnalité du délinquant. Ce danger sera d'ailleurs d'autant plus à redouter que le moindre délit de blessures involontaires fait surgir non seulement l'assureur du délinquant et celui de la victime, mais aussi, le cas échéant, le Fonds de garantie automobile et la Sécurité sociale. Sous l'impulsion de ces divers garants des conséquences pécuniaires de l'infraction, l'audience pénale peut devenir, à la limite, le lieu de débats purement comptables dont l'issue n'intéressera ni l'inculpé ni la victime. A l'instar des instances civiles, le procès répressif sera celui de deux compagnies d'assurances.

D'autre part, le règlement des comptes est souvent long. Plusieurs enquêtes et expertises sont quelquefois nécessaires. L'étude de ces questions étrangères à l'action publique aura pour résultat d'en retarder la solution. De ce fait, l'intrusion de l'assureur au procès pénal en affectera le rythme et nuira à la répression ; car, la sanction pénale n'est efficace et ne défend utilement les intérêts de la société que si elle intervient avec une promptitude suffisante. Lorsque la répression tarde, le trouble social causé par l'infraction s'estompe et la sanction n'atteint pas son but.

Ainsi les intérêts de l'assureur l'emporteront sur les intérêts sociaux en cause dans le procès pénal ; le magistrat répressif jugera moins le délinquant que les conséquences pécuniaires de l'infraction. Finalement, l'aspect civil des débats prédominera, le rôle du ministère public deviendra accessoire[2], et la spécificité du procès pénal disparaîtra.

1. V. sur ce point, J. GRANIER, « La partie civile au procès pénal », *Rev. sc. crim.*, 1958, p. 1 et s. ; J. HAMELIN, « Les infractions volontaires et les parties civiles », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1958-1959, p. 79 et s. ; J. MAGNOL, *De la compétence des juridictions répressives pour connaître de l'action civile et des conditions de recevabilité de cette action devant ces juridictions*, *cit.* ; M. PATIN, « L'action civile devant les tribunaux répressifs *Rec. gén. des lois*, 1957, p. 8 et s., et 1958, p. 397 et s. ; J. VAN EYLL, « *L'intervention des tiers est-elle recevable devant les juridictions répressives ?* » *cit.* Comp., R. HUILLIER, « La sécurité sociale partie civile devant les juridictions répressives », *J.C.P.*, 1954.I. 1151, nos 3 et 4. V. également, P. BOUZAT et J. PINATEL, *op. cit.*, II, no 987 *bis*, p. 759 ; G. STEFANI, *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 13.

2. V. sur ce point, J.-B. HERZOG, « La prévention des infractions volontaires », in *La prévention des infractions contre la vie humaine et l'intégrité de la personne*, publié

Ces considérations expliquent le refus opposé par un certain nombre d'auteurs à la présence de l'assureur devant les tribunaux de répression.

5. Dès lors, deux thèses sont en présence, et elles aboutissent à des solutions extrêmes. La communauté d'intérêts résultant des rapports d'assurance conduit à admettre sans réserve la présence de l'assureur à l'audience répressive. La spécificité du procès pénal commande, au contraire, de l'en écarter.

Des conclusions aussi contradictoires ne facilitent pas leur conciliation. La difficulté est encore aggravée par l'absence, au moins partielle, de solution législative. Il n'existe aucun texte relatif au problème étudié. Nulle part, le législateur n'envisage la question de la participation de l'assureur au procès pénal ; ni le Code d'instruction criminelle, ni le Code de procédure pénale n'ont tranché ce problème. Quant au recours à des textes plus généraux du Code de procédure pénale ou de la législation des assurances, il est assez décevant car des arguments en faveur de l'une et l'autre thèses peuvent en être dégagés. De ce fait, l'option demeure. Les controverses qui opposent la doctrine sur ce sujet le démontrent suffisamment.

L'article 3 du Code de procédure pénale fournit un premier indice favorable à l'intervention de l'assureur au procès en responsabilité porté devant la juridiction pénale. Ce texte, en attribuant compétence aux tribunaux répressifs pour connaître de l'action civile accessoirement à l'action publique, leur confère une double tâche : la répression du délinquant et la réparation des conséquences dommageables de l'infraction.

Or, le particularisme du procès pénal a pour fondement la protection des intérêts de la société. Par conséquent, lorsque le fait délictueux est pénalement réprimé, la sauvegarde des intérêts particuliers de la victime n'est pas de nature à compromettre la répression, et normalement, la spécificité du procès pénal disparaît [1]. Sur la base de l'article 3 du Code de procédure pénale, l'intervention de l'assureur paraît donc recevable dans la mesure où elle est limitée au seul aspect civil des débats, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les deux situations dans lesquelles l'assureur peut se

sous la direction de A. Besson et M. Ancel, 1956.I, p. 215 ; R. Legros, « Considérations sur les délits d'imprudence », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1958-1959, p. 109 et s., et spéc., p. 131 et s. ; M. Patin, *L'action civile devant les tribunaux répressifs*, *cit.*

1. Comp., G. Stefani, *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, *cit.*, Préface, VII.

trouver placé : être l'assureur du délinquant ou celui de la victime. Le premier interviendra soit de son propre gré pour faire valoir une exception ou pour discuter la responsabilité civile, soit contre sa volonté, le prévenu ou le tiers lésé l'appelant en cause en qualité de garant de l'indemnisation.

Quant au second, l'assureur de la victime, il demandera le remboursement de l'indemnité versée à cette dernière. Dans cette hypothèse, l'assureur deviendra partie civile au procès pénal.

Un deuxième argument, l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, tend précisément à confirmer le droit, pour l'assureur de la victime (du moins pour l'assureur de choses et l'assureur de responsabilité), de se constituer partie civile. Ce texte dispose que l'assureur de dommages qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité [1]. La subrogation a pour conséquence, semble-t-il, d'ouvrir légalement l'accès du tribunal répressif à l'assureur de la victime.

Pourtant, ces arguments favorables aux compagnies d'assurances ne sont pas décisifs. D'autres textes remettent en cause le bien fondé de ces conclusions.

Aux termes des articles 388 et 531 du Code de procédure pénale, l'exercice de l'action civile par la voie pénale n'est possible qu'à l'encontre du prévenu, et le cas échéant, des tiers civilement responsables [2]. Or, si l'assureur du délinquant est garant des conséquences pécuniaires du sinistre, cette qualité implique-t-elle nécessairement celle de tiers civilement responsable ?

Enfin, à l'encontre de l'exercice de l'action civile par l'assureur de la victime, il est possible d'invoquer l'article 2 alinéa 1er du Code de procédure pénale. Cet article, qui s'inspire du deuxième alinéa de l'article 1er du Code d'instruction criminelle, précise que « l'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à tous ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par l'infraction ».

1. Sur ce point, voir H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, I, nos 233 et s., p. 295 et s. M. Picard et A. Besson., *op. cit.*, nos 327 et s., p. 452 et s. Sur l'ensemble de la question, voir plus spécialement, P. Guiho, *Les recours contre l'auteur d'un dommage ouvrant droit à une indemnité d'assurance*, th. Paris, 1951. V. également, H. Gauthier, *Du recours de l'assureur contre le tiers responsable du dommage*, th. Paris, 1939 ; A. Vitu, « Subrogation légale et droit des assurances », *Rev. gén. ass. terr.*, 1946, p. 231 et s.

2. P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, nos 1003 et s., p. 770 et s. ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, nos 173 et s., p. 130 et s. ; A. Vitu, *Procédure pénale*, p. 163.

En exigeant un préjudice personnel directement causé par l'infraction, le législateur entend réserver à la seule victime le pouvoir de se porter partie civile [1]. Ce texte est donc de nature à interdire l'intervention de l'assureur au procès pénal. En effet, est-il certain que celui-ci subisse un tel dommage ? Et surtout, ne tient-il pas en échec la subrogation dont bénéficie l'assureur de la victime : subrogé dans les droits de l'assuré, l'assureur est-il automatiquement investi de la qualité requise par le Code de procédure pénale ?

Finalement, l'incertitude demeure. Aucun de ces textes ne permet de trancher avec une suffisante netteté le conflit qui oppose les intérêts de l'assureur au particularisme du procès pénal. Leur étude a cependant le mérite de montrer que les problèmes juridiques posés par l'intervention de l'assureur au procès pénal diffèrent suivant que l'assureur vient aux débats pour garantir la réparation ou, au contraire, pour faire valoir un droit à réparation. La première hypothèse concerne l'assureur du délinquant ; la seconde, l'assureur de la victime. C'est sur la base de cette distinction qu'il convient de rechercher les solutions apportées par la jurisprudence criminelle au problème étudié.

Première partie
L'ASSUREUR DU DÉLINQUANT

6. Une pratique constante, et parmi les plus éprouvées de l'assurance de responsabilité, consiste à confier à l'assureur la défense des droits de l'assuré. Assez généralement, les polices terrestres comportent des clauses relatives au contentieux et à la direction du procès, qui laissent à l'assureur la maîtrise exclusive des débats en cas de contestation avec les tiers ou de poursuite de la part du ministère public. Par conséquent, si l'assureur de responsabilité a pour obligation principale de couvrir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, il lui doit aussi, à titre accessoire, des services personnels [2]. La compagnie d'assurances est tenue à la fois d'organiser la défense de l'assuré à l'action intentée contre lui, et de garantir l'indemnisation de la victime, sous réserve pour

1. A. Besson, R. Vouin et P. Arpaillange, *Code annoté de procédure pénale*, 1958, art. 2, al. 1er, p. 2.
2. V. M. Picard et A. Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, no 32, p. 46.

l'assureur de se retourner contre l'assuré dans la mesure où une déchéance lui est opposable.

Or, c'est précisément cette analyse du rôle de l'assureur de responsabilité qui est remise en cause par le procès pénal. La mise en œuvre des droits et des obligations de la compagnie se trouve contrariée lorsque l'assuré — le délinquant — comparaît devant les juridictions répressives. Dans ce cas, la jurisprudence restreint en effet la portée d'application de la clause de direction du procès (A), et elle interdit l'intervention de l'assureur (B), faussant ainsi le jeu des mécanismes contractuels et altérant considérablement le rôle de garant de l'assureur du délinquant.

A. — *La direction du procès*

7. L'assureur est directement intéressé par les débats relatifs à la responsabilité de son assuré — et en l'absence de sanction pénale, il est même le principal intéressé, — car la perte du procès se traduit par la mise en jeu de la garantie. La bonne conduite de la défense de l'assuré présente donc pour lui une très grande importance. La solution la plus opportune pour la compagnie d'assurances consiste alors à se substituer à l'assuré, et à plaider personnellement. Dans ce but, une clause toujours insérée dans les polices, lui réserve la faculté de diriger le procès en responsabilité sous le nom de l'assuré. L'analyse classique de cette clause correspond à la notion de mandat ; ses effets sont ceux du mandat de droit commun. Sa licéité n'est pas contestée, et la jurisprudence civile lui reconnaît une pleine efficacité [1].

L'étendue du mandat donné à l'assureur par la clause de direction exclusive du procès est très large. Il a pour première conséquence de laisser à l'assureur la liberté la plus totale pour diriger le procès et prendre toutes les mesures utiles jusqu'à sa solution définitive. De ce fait, aucune initiative n'est laissée à l'assuré dans la conduite

1. C. Freyria, « La direction du procès en responsabilité par l'assureur », *J.C.P.*, 1954.I.1196 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 5e éd., III, no 2676, p. 872 ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, nos 217 et s., p. 502 et s., et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, nos 373 et s., p. 515 et s. ; R. Savatier, *Traité de la responsabilité civile en droit français*, 2e éd., II, nos 733 et 771 ; P. Sumien, *Traité des assurances terrestres et des opérations à long terme*, 7e éd., 1956, nos 115 à 117. V. également les thèses : Bizière, *L'assureur directeur du procès en responsabilité civile*, Paris, 1930 ; Naud, *La clause dite de direction de procès dans les polices d'assurance de responsabilité*, Paris, 1936. Comp. P. Hébraud, *Les garants de la réparation devant les juridictions répressives*, *cit*,, note 1, p. 220.

de sa défense ; son rôle est purement passif. Il ne peut, sous peine de déchéance, ni désigner ses défenseurs, ni comparaître volontairement devant le tribunal, ni reconnaître sa responsabilité en justice, ni transiger.

Ce mandat confère ensuite à l'assureur l'exercice absolu des voies de recours, appel et pourvoi en cassation. Corrélativement, les droits de l'assuré disparaissent. Il a désormais pour seule tâche de transmettre les pièces de procédure qu'il reçoit.

Cependant, lorsque le procès en responsabilité engagé contre l'assuré est porté devant une juridiction répressive — soit sur l'initiative du parquet, soit à la suite de la constitution de partie civile de la victime — le mandat de justice donné à l'assureur produit des effets moindres. Dans ce cas, la spécificité de la justice pénale s'affirme au détriment des rapports d'assurance : si la clause de direction du procès n'est pas dépourvue d'efficacité dans la défense proprement dite du délinquant (*a*), la jurisprudence lui retire pratiquement toute utilité lors de l'exercice des voies de recours (*b*).

a) La défense du délinquant.

8. En dépit du mandat de justice donné à l'assureur, l'assuré assigné devant une juridiction pénale conserve son droit de libre défense, car les poursuites engagées contre lui mettent en jeu son honneur et sa liberté. Il s'agit, dans ce cas, d'un droit intangible et personnel à l'assuré, qui n'est pas susceptible de faire l'objet d'une convention privée. Par suite, les intérêts moraux et strictement personnels du prévenu l'emportent sur les légitimes intérêts patrimoniaux de l'assureur.

Tel est le fondement de la jurisprudence extrêmement nette de la Cour de cassation qui retire à l'assureur la défense pénale de l'assuré, limitant ainsi la portée d'application de la clause de direction du procès à la seule défense des intérêts civils sur la demande en réparation formée par la victime [1]. L'assuré poursuivi devant un tribunal répressif possède, malgré la clause, le droit de choisir librement son avocat et celui de lui donner les instructions qu'il juge utiles [2]. Et, si le prévenu peut accepter d'être défendu

1. Cass. civ., 23 déc. 1936, *D.H.*, 1937.65 ; S., 1937.I.71 ; *Gaz. Pal.*, 1937.1.324 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1937, p. 291, note P. Picard. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 12 et 13 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2676, p. 872 et s. ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 224, p. 521 ; R. Savatier, *op. cit.*, II, n° 771.

2. Rouen, 19 janv. 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 368, note P. Picard. C. Freyria, *La direction du procès en reponsabilité par l'assureur*, *cit.*, n°s 12 et 13 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2676, p. 874, et note 2-6 ; M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 224, p. 522.

par l'avocat de la compagnie d'assurances, il ne s'agit pour lui que d'une simple faculté.

Mais, s'il est interdit à l'assureur de s'immiscer dans la défense pénale de l'assuré, il dispose, en revanche, de l'entière direction du procès lorsqu'il s'agit de résister à la demande de la partie civile. La clause insérée dans la police permet alors à la compagnie d'assurances de désigner un avocat différent de celui qui assume la défense du délinquant, et elle a même la possibilité de provoquer de nouvelles mesures d'instruction.

Cette distinction entre la défense à l'action publique et la défense à l'action civile a pour conséquence logique de laisser à l'assureur la défense des intérêts de l'assuré lorsque ce dernier est cité en qualité de civilement responsable du prévenu. En effet, l'assuré n'encourt dans ce cas aucune condamnation pénale. A l'égard de la compagnie d'assurance et de son assuré, le procès reste strictement civil. Aussi, l'assureur garde-t-il la direction exclusive du procès [1].

9. Dans l'hypothèse où l'assuré est, au contraire, lui-même prévenu, la division de la défense, et par suite la dualité de défenseurs, risque d'être génératrice de conflits, car il est difficile de définir avec précision leurs pouvoirs respectifs, les initiatives de l'un étant de nature à influer sur la défense de l'autre [2]. Il est parfois opportun pour le prévenu de reconnaître la matérialité de certains faits, voire sa responsabilité. Or, cette initiative entraîne, en principe, la mise en œuvre de la garantie, même si l'assureur entend dénier à la victime tout droit à réparation. Inversement, si l'avocat de la compagnie d'assurances ne conteste pas la faute de l'assuré, et reconnaît sa responsabilité, il ne sera guère facile de plaider et d'obtenir son acquittement sur le plan pénal. La reconnaissance de la responsabilité civile suppose, en effet, le délit carac-

1. Cass. req., 18 févr. 1936, *D.H.*, 1936.236 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1936, p. 578 (rejetant pourvoi contre Bastia, 26 févr. 1935, *Rev. gén. ass. terr.*, 1935, p. 824, note M. Picard) ; Paris, 5 juin 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 1094 ; Douai, 1er févr. 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 149 ; Lyon, 4 juin 1937, *Rev. gén. ass. terr.*, 1937, p. 970, note A. Besson ; Trib. civ. Châlons-sur-Marne (motifs), 4 mai 1939, *Rev. gén. ass. terr.*, 1939, p. 693, note A. Besson. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 13 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2676, note 2-4, p. 873 ; M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 224, p. 523, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 377, p. 521.

2. V. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 14.

térisé sur le terrain pénal. Un désaccord peut également exister entre les deux avocats sur le choix de certaines mesures d'instruction.

La doctrine et la pratique résolvent ces difficultés en donnant la primauté à la défense pénale. Elles laissent au défenseur du délinquant le soin exclusif de discuter le principe même de la responsabilité [1]. Et, parmi les moyens susceptibles de tenir en échec les poursuites, ou d'en atténuer les conséquences, il est admis que le prévenu a le droit de passer des aveux devant le tribunal répressif sur les circonstances matérielles du fait dommageable, pourvu qu'il ne déclare pas juridiquement sa responsabilité. De cette façon la défense pénale de l'assuré ne compromet pas les intérêts de la compagnie d'assurances. Cette solution trouve son fondement dans l'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 : l'assuré qui avoue la matérialité d'un fait, n'encourt pas les sanctions édictées par la police à l'encontre de celui qui admet sa responsabilité [2].

Quant à l'avocat de l'assureur, il aura pour seule mission de déterminer l'étendue de la responsabilité. Il plaidera uniquement sur le montant des dommages-intérêts à allouer à la victime, sans avoir à reconnaître sur le plan purement civil une responsabilité contestée sur le plan pénal. Une telle attitude serait d'ailleurs peu conforme aux intérêts de l'assureur.

Enfin, les auteurs considèrent très généralement que chacun des défenseurs a le droit de demander librement les mesures d'instruction de son choix, le juge pénal ayant toute latitude pour en admettre le principe [3].

Par conséquent, si la clause de direction du procès demeure sans effet à l'égard de la défense pénale de l'assuré, elle n'est pas pour autant inefficace devant les juridictions répressives [4]. Certes, la spécificité de la justice pénale interdit, à juste titre, toute immixtion de la compagnie d'assurances dans les débats relatifs à la responsabilité pénale de l'assuré ; néanmoins, l'assureur n'est pas tenu à l'écart du procès pénal puisqu'il conserve la maîtrise de la défense des intérêts civils. De plus, l'assuré a l'obligation de communiquer à son assureur toutes les pièces de procédure [1]. Mais, l'équilibre ainsi réalisé entre les droits personnels du prévenu et les droits pécuniaires de l'assureur est gravement compromis lors de l'exercice des voies de recours.

1. Bizière, th. *cit.*, p. 89 ; C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 14 ; Perraud-Charmentier et Rauzy, *L'assurance automobile*, 1939, n° 167 ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 224, p. 523.

2. Cass. civ., 24 juin 1942, *Rev. gén. ass. terr.*, 1942, p. 363 ; Trib. civ. Aix-en-Provence, 6 avril 1949, *Rev. gén. ass. terr.*, 1949, p. 284. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 14 ; M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 208, p. 483 ; R. Savatier, *op. cit.*, n° 759. Comp. H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n°s 2681 et s., p. 884 et s.

3. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 14 ; M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 224, p. 523.

4. V. sur le problème de la nullité de la clause, M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 224, p. 521, et les références citées note 1.

b) L'exercice des voies de recours.

10. De prime abord, la distinction précédemment établie entre la défense pénale et la défense des intérêts civils paraît devoir être transposée à l'exercice des voies de recours, appel et pourvoi en cassation. L'appel restreint aux seuls intérêts civils serait l'apanage exclusif de l'assureur ; la possibilité d'interjeter un appel général lui serait, en revanche, refusée. Une autre solution a néanmoins prévalu. Reconnaissant une très large autonomie au procès pénal, les tribunaux ont réduit à néant l'utilité de la clause de direction du procès. Le délinquant possède en effet la plus grande liberté pour interjeter appel ; son assureur ne bénéficie pratiquement d'aucune prérogative, sauf dans le cas où l'assuré est condamné en qualité de civilement responsable de l'auteur du délit.

En premier lieu, l'assureur ne peut pas interdire à son assuré d'interjeter appel de la décision pénale consacrant sa responsabilité. La justification de cette limite apportée à l'application du mandat de justice est identique à celle qui réserve au prévenu la défense à l'action publique. Elle repose sur le droit individuel de défense devant les tribunaux répressifs : le délinquant doit rester libre de faire appel de la décision qui l'atteint dans sa personne, sa liberté ou son honneur. Le principe est classique. Auteurs et tribunaux affirment sans réserve que l'acquiescement du délinquant à sa condamnation est inefficace [2]. En matière pénale, et par opposition à la solution

1. Cass. civ., 26 oct. 1926, *Gaz. Pal.*, 1927.1.52 ; Cass. civ., 23 déc. 1936, *cit.* C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 14 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2676, note 3 *ter*, p. 875 ; M. Picard et A. Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 377, p. 521.

2. V. notamment, Cass. crim., 24 janv. 1862, *D.P.*, 1862.1.144 ; Cass. crim., 21 août 1884, *D.P.*, 1885.1.428. R. et P. Garraud, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, V, n° 1692 ; G. le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, art. 202, n° 5 ; J.-A. Roux, *Cours de droit criminel français*, 2e éd., II, p. 435 ; Vidal et Magnol, *Cours de droit criminel et science pénitentiaire*, 9e éd., n° 625. V. également, M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 225, p. 524.

admise en matière civile, la renonciation à l'exercice des voies de recours est impossible. « Le droit d'apprécier le bien fondé de la condamnation et le mérite de la peine infligée est un droit rigoureusement intangible et personnel au condamné » [1] ; aussi, l'assuré est-il fondé « à ne pas souscrire à une mesure qui (limite) son droit de libre défense devant la juridiction répressive, lequel est d'ordre public » [2].

Cette solution, parfaitement justifiée dans son principe, n'est pourtant pas sans danger pour l'assureur : le montant des dommages-intérêts, et par suite de la garantie, risque d'augmenter dans l'hypothèse où la partie civile répondra à l'appel du délinquant par un appel incident.

En second lieu, l'assureur ne peut obliger son assuré, condamné par la juridiction pénale du premier degré, à faire appel de cette décision, qu'il s'agisse d'un appel général ou d'un appel restreint aux intérêts civils [3]. En d'autres termes, la jurisprudence permet à l'assuré de s'opposer à tout appel, quelle que soit son étendue, sans encourir aucune déchéance du bénéfice de l'assurance.

Pour refuser à l'assureur le droit de contraindre son assuré à interjeter appel, le principal argument invoqué par les arrêts est un argument de fait [4] : l'appel du délinquant, même limité aux réparations civiles, est de nature à provoquer « un appel incident *a minima* du ministère public susceptible d'entraîner une aggravation de la peine » [5]. A cette motivation certains auteurs objectent que l'aggravation de la peine a pour cause immédiate l'appel incident du ministère public, et non l'appel principal de l'assuré [1]. De plus, le procureur général a toujours le droit de remettre en cause le côté pénal de la décision des premiers juges après l'expiration des délais des appels ordinaires et incidents [2]. La critique n'a cependant rencontré aucun écho en jurisprudence, et sa portée est d'autant plus réduite que les parquets répondent automatiquement à l'appel principal du délinquant par un appel incident *a minima* [3].

1. Riom, 29 oct. 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 83, note M. Picard.
2. Cass. req., 31 oct. 1933, *D.P.*, 1934.1.89, note A. Besson ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1934, p. 110, note M. Picard.
3. Cass. req., 31 oct. 1933, *cit.*, rejetant pourvoi contre Riom, 29 oct. 1930, *cit.* ; Cass. req., 4 déc. 1934, *Rev. gén. ass. terr.*, 1935, p. 75, note M. Picard, rejetant pourvoi contre Douai, 14 févr. 1933, *Gaz. Pal.*, 1935.1.158 ; Lyon, 22 déc. 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 366, note M. Picard ; Lyon, 1er mars 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 574, note M. Picard ; Trib. civ. Châlons-sur-Marne, 4 mai 1939, *Rev. gén. ass. terr.*, 1939, p. 693, note A. Besson ; Poitiers, 21 mai 1964, *Gaz. Pal.*, 23 sept. 1964. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 15 ; P. Hébraud, *Les garants de la réparation devant les juridictions répressives*, *cit.*, p. 222 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2676, p. 874 ; M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n°s 226 et 227, p. 526 et s. ; R. Savatier, *op. cit.*, II, n° 771.
4. A cet argument de fait, s'ajoute parfois un argument de droit : la clause de direction du procès — même valable devant les juridictions pénales — serait insuffisante pour autoriser l'assureur à interjeter appel au nom de l'assuré. La clause ne contiendrait en effet qu'un mandat général ; or, l'article 502 du Code de procédure pénale (ancien article 204 du Code d'instruction criminelle) exige dans ce cas un mandat spécial. En ce sens, Lyon, 22 déc. 1932, *cit.*, et Lyon, 1er mars 1933, *cit.* V. H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2676, p. 874 et note 3 *bis*. *Contra*, M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 226, p. 527. V. également, A. Besson, note, *D.P.*, 1934.1.92 et s.
5. Cass. Req., 4 déc. 1934, *cit.*

Toutefois, si le ministère public prend l'initiative de former appel *a minima* de la condamnation pénale dans le délai ordinaire, l'assureur a le droit, en vertu de la clause de direction du procès, d'imposer à son assuré de faire appel incident du chef des intérêts civils [4], le risque d'aggravation du sort de l'assuré sur le plan pénal étant directement créé par l'appel du procureur de la République.

Cette jurisprudence, très favorable à l'assuré, présente le grave inconvénient de méconnaître les légitimes intérêts de la compagnie d'assurances. Celle-ci se trouve privée de l'avantage du second degré de juridiction lorsque la victime porte le procès civil, accessoirement à l'action publique, devant les tribunaux répressifs. S'il est naturel de laisser au délinquant, à titre personnel, le soin de critiquer la décision relative à sa responsabilité pénale, l'interdiction faite à son assureur de discuter le montant des dommages-intérêts alloués à la victime est beaucoup moins valable. Car, en interjetant un appel limité à la condamnation civile, l'assureur ne cherche nullement à porter atteinte au sort personnel de l'assuré. Il espère seulement une réduction, voire une suppression de l'indemnité mise à sa charge.

La conciliation des intérêts en présence est néanmoins concevable dans un cas : celui où l'assuré, au mépris de l'opposition de son assureur, interjette appel des seuls intérêts civils. Mais, l'espèce est plus théorique que pratique, car l'assuré est avant tout, sinon exclusivement, préoccupé par la condamnation pénale. Dans cette hypothèse, qui ne s'est d'ailleurs jamais présentée en jurisprudence,

1. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 226, p. 528, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 378, p. 523. V. également, A. Besson, note, *D.P.*, 1934.1.92.
2. M. Picard et A. Besson, *op.* et *loc. cit.* V. art. 497, 546 al. 5 et 505, Code de procédure pénale.
3. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 15, *in fine*. V. également, J. Bancal, « De l'automatisme des appels *a minima* consécutifs à des appels limités aux intérêts civils », *J.C.P.*, 1965.I.1883.
4. M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 227, p. 529, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 378, p. 523.

les auteurs proposent de laisser l'assuré faire appel à ses risques et périls, l'assureur ne pouvant être tenu au delà du jugement qu'il accepte [1].

En revanche, si l'assuré a été condamné en qualité de civilement responsable de l'auteur du délit, la jurisprudence décide que le droit de faire appel appartient exclusivement à l'assureur [2]. La direction du procès est donc soumise au même régime que dans le cas où l'action est portée devant une juridiction civile. Le motif invoqué à l'appui de cette solution est que le civilement responsable n'encourt aucune condamnation pénale ; de ce fait, il est dans l'impossibilité de se prévaloir du droit de libre défense qui est essentiellement personnel au délinquant. Cette jurisprudence a soulevé une objection : l'appel formé par l'assureur risque d'atteindre indirectement celui dont l'assuré est civilement responsable. En effet, l'appel imposé par l'assureur au civilement responsable peut provoquer un appel du ministère public, et par là même aggraver la situation du délinquant. L'espèce est alors identique à celle où l'assuré est lui-même prévenu. Aussi, cette jurisprudence semble-t-elle en contradiction avec la précédente [3].

Finalement, en refusant à l'assureur le bénéfice du second degré de juridiction, même lorsque l'appel ne porte que sur l'étendue de la responsabilité, la jurisprudence réduit considérablement l'utilité de la clause de direction du procès. L'exercice de l'appel n'est guère concevable qu'avec l'accord de l'assuré. C'est la position des compagnies d'assurances. Aux termes de l'article 25 *b* du modèle de conditions générales pour l'assurance automobile multirisques, « en cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur, dans la limite de sa garantie, (a la faculté) devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées... de diriger la défense ou de s'y associer et, au nom de son assuré civilement responsable, d'exercer les voies de recours. Toutefois, l'assureur ne pourra exercer les voies de recours qu'avec l'accord de l'assuré, si celui-ci a été cité comme prévenu... » [4].

1. C. Freyria, *La direction du procès en responsabilité par l'assureur*, *cit.*, n° 15. M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 225, p. 525.

2. Lyon, 4 juin 1937, *D.H.*, 1937.460 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1937, p. 970, note A. Besson. H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2676 et note 2-4, p. 873 ; M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 227, p. 530.

3. A. Besson, note, *Rev. gén. ass. terr.*, 1937, p. 970 et s. V. également, M. Picard et A. Besson, *op.* et *loc. cit.*

4. Selon le texte, une variante est possible : « Toutefois, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré cité comme prévenu sera encore en jeu, l'assureur ne pourra exercer ces voies de recours qu'avec l'accord de ce dernier ». V. A. Besson, *Les conditions générales de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire*, annexes, p. 141.

Et, le texte, établi par la Direction des assurances en 1959, ajoute ... « exception faite du pourvoi en cassation lorsqu'il est limité aux intérêts civils ».

11. La question du pourvoi en cassation se présente, en effet, dans des termes différents de l'appel. Selon la thèse dominante, — la jurisprudence ne s'étant pas prononcée sur ce point, — la clause de direction du procès laisse à l'assureur l'entière initiative du pourvoi en cassation contre la partie de la décision relative aux intérêts civils, ce pourvoi n'ayant aucune répercussion d'ordre pénal, même si l'assuré a été pénalement condamné. Certains auteurs reconnaissent cependant à l'assuré la faculté de se pourvoir à ses risques et périls, l'assureur ne pouvant jamais être tenu au delà de l'arrêt attaqué [1].

Inversement, l'assuré conserve la plus grande liberté pour attaquer la partie de l'arrêt qui édicte à son encontre une condamnation pénale. La compagnie d'assurances ne saurait le contraindre à se pourvoir en cassation ; le caractère d'ordre public de la responsabilité pénale s'y oppose.

La clause de direction du procès possède, en conséquence, une utilité certaine pour l'exercice du pourvoi en cassation. Son efficacité risque, toutefois, d'être assez illusoire dans la mesure où l'assureur ne dispose d'aucun pouvoir au stade de l'appel. Le refus du délinquant — l'assuré — d'interjeter appel rend vain le droit reconnu à l'assureur de se pourvoir en cassation du chef des intérêts civils.

12. En définitive, lorsque les tribunaux interdisent aux compagnies d'assurances d'interjeter appel devant les juridictions répressives en vertu de la clause de direction du procès, ils opposent les intérêts de l'assureur à ceux de son assuré, subordonnant les premiers aux seconds. De ce fait, la jurisprudence nie l'existence même du contrat d'assurance de responsabilité ; des liens particuliers naissent de ce contrat entre l'assureur et l'assuré, et ils ont précisément pour résultat de rendre communs, dans une large mesure, les intérêts des deux parties. Des considérations propres au procès pénal affectent donc considérablement le mandat de justice donné à l'assureur et, par suite, l'ensemble des rapports d'assurance.

1. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 228, p. 531, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 378, p. 524.

Pour éviter d'aussi graves inconvénients, la seule voie concevable sur le terrain procédural est alors de permettre l'intervention de l'assureur aux débats où la responsabilité du délinquant et l'obligation corrélative de garantie sont l'une et l'autre en jeu.

B. — *L'intervention*

13. Dans son principe même, la recevabilité de l'intervention de l'assureur aux débats relatifs à la responsabilité de son assuré ne fait l'objet, en matière civile, d'aucune contestation. Elle est la conséquence, sur le plan processuel, des rapports juridiques nés du contrat d'assurance de responsabilité, aussi bien entre l'assureur et son assuré qu'entre l'assureur et la victime.

Par conséquent, lorsque le procès en responsabilité est porté devant une juridiction civile, l'assureur a le droit de s'intégrer volontairement dans une instance à laquelle il était initialement étranger [1] afin de défendre ses intérêts qui, sous certaines réserves, coïncident avec ceux de son assuré. Il peut également y être placé contre son gré, à la demande de l'une ou de l'autre des parties [2], en qualité de garant de la réparation ; l'auteur de l'accident appelle son assureur en garantie, la victime demande sa mise en cause. Ces solutions sont certaines [3]. Certes, l'action principale et celle en intervention dérivent d'obligations différentes, et sont juridiquement distinctes. La première a sa source dans un délit ou un quasi-délit ; la seconde naît d'un contrat. L'une est délictuelle, l'autre contractuelle. L'objection est cependant sans portée car, dans la mesure où le risque garanti par l'assureur consiste dans la responsabilité de l'assuré, l'objet de la demande en intervention est nécessairement dans la dépendance de celui de la demande originaire. Le lien de connexité entre l'action en indemnisation dirigée contre la compagnie d'assurances et l'action en responsabilité intentée

1. Grenoble, 4 juin 1941, *Rev. gén. ass. terr.*, 1942, p. 85.
2. Cass. civ., 26 avril 1937, *Gaz. Pal.*, 1937.2.216 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1937, p. 763 : « Attendu que l'obligation de l'assureur a pour sanction le droit qui appartient à l'assuré d'actionner l'assureur en paiement de l'indemnité due, soit séparément, soit, à moins de convention contraire (v. sur ce point, M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 200, p. 467, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 364, p. 504), par voie d'appel en garantie dans l'instance introduite par la victime contre l'assuré responsable ». V. également dans le même sens, Cass. civ., 29 juin 1942, *D.C.*, 1944.3, note P. L.-P. ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1944, p. 61, note A. Besson. Trib. Nantes, 22 févr. 1928, S., 1930.2.121, note P. Guyot.
3. M. Picard et A. Besson, *op.* et *loc. cit.*

par la victime est d'ailleurs d'autant plus évident que cette dernière bénéficie d'une action directe contre l'assureur [1].

Mais, si l'immixtion ostensible de la compagnie d'assurances dans le procès en responsabilité ne soulève, dans son principe, aucune difficulté en droit judiciaire privé, elle suscite au contraire les réserves les plus sérieuses en procédure pénale. Auteurs et tribunaux considèrent alors le droit d'intervention comme un droit exceptionnel. Et, si le Code de procédure pénale n'édicte pas en termes exprès l'irrecevabilité de l'intervention devant les tribunaux de répression, cette irrecevabilité s'infère de la finalité même de la justice répressive. Le juge pénal a pour tâche primordiale d'assurer l'ordre social par la répression des faits qualifiés infractions, et non de statuer sur des intérêts privés. L'action publique domine le débat ; le procès pénal est le procès du délinquant et de son état dangereux. Il est, à ce titre, l'apanage de l'Etat. C'est pourquoi, une jurisprudence constante déclare l'intervention prohibée, sauf lorsqu'un texte l'autorise expressément. « Devant les tribunaux répressifs, le droit d'intervention, comme le droit d'action lui-même, ne peut être fondé que sur un texte formel... s'il découle pour la partie directement lésée par l'infraction des articles 1, 3, 67 du Code d'instruction criminelle, et pour les personnes civilement responsables de l'article 182 du même Code, ce droit n'appartient à aucune autre personne et doit être strictement renfermé dans les limites tracées par le Code d'instruction criminelle »[2].

La spécificité du procès pénal a donc pour effet de restreindre considérablement le nombre des personnes ayant qualité pour intervenir aux débats. Dans la mesure où aucun texte ne donne le pouvoir à l'assureur du délinquant de figurer à titre personnel au procès pénal, son intervention n'y est recevable que s'il appartient à la catégorie des tiers civilement responsables. Or, si l'assureur de responsabilité est garant de la réparation, cette qualité implique-t-elle juridiquement celle de tiers civilement responsable ?

1. Cass. civ., 29 juin 1942, *cit.*
2. V. notamment, Cass. crim., 24 juill. 1897, *Bull.*, n° 266, p. 409 ; Cass. crim., 14 déc. 1899, S., 1902.1.256 ; Cass. crim., 13 févr. 1904, S., 1906.1.160 ; Cass. crim., 25 nov. 1905, *Bull.*, n° 520, p. 828 ; Cass. crim., 24 nov. 1944, *Bull.*, n° 189, p. 298 ; Cass. crim., 5 avril 1949, S., 1949.1.120 ; Cass. crim., 6 mai 1954, *Bull.*, n° 163, p. 279 ; Cass. crim., 15 juin 1954, *Bull.*, n° 216, p. 370 ; Cass. crim., 17 nov. 1954, *Bull.*, n° 338, p. 585.

14. A cette question, le droit positif apporte une réponse négative. Si quelques rares décisions ont accueilli favorablement l'intervention de l'assureur [1], une jurisprudence constante la condamne. Pour la Chambre criminelle, les magistrats répressifs saisis d'une action en responsabilité contre l'auteur d'un accident ne sont pas compétents pour juger la question d'assurance.

Deux raisons, juridiquement différentes, justifient cette incompétence. D'abord, l'assureur n'a pas qualité pour être partie au procès civil porté devant la juridiction pénale, car il n'est pas civilement responsable des conséquences de l'infraction. L'article 69 du Code pénal (ancien article 74 du même code) considère en effet comme tiers civilement responsables, les personnes énumérées par l'article 1384 du Code civil [2]. Aussi, cette notion est-elle juridiquement très précise. Elle repose uniquement sur l'idée de responsabilité pour autrui ; elle n'englobe pas indistinctement tous les garants de la réparation. De plus, c'est une notion étroite. L'énumération de l'article 1384 du Code civil auquel renvoie le Code pénal est limitative [3].

Par suite, seuls sont tenus de réparer le dommage résultant de l'infraction commise par autrui, les père et mère, les maîtres et commettants, les instituteurs et les artisans, dans les cas où ceux-ci sont responsables de leurs enfants mineurs, de leurs domestiques ou préposés, de leurs élèves ou apprentis.

A ce premier argument défavorable à l'assureur s'en ajoute un second, fondé sur le caractère exceptionnel de la compétence — *stricto sensu* — des juridictions pénales. Les juges répressifs n'ont compétence en matière civile qu'à l'égard de l'action en réparation du dommage causé par l'infraction dont ils sont saisis (art. 2, al. 1er, et art. 3, C. proc. pén.). Or, l'obligation de garantie qui pèse sur la compagnie d'assurances ne trouve pas son origine dans le délit reproché au prévenu. Le fait délictueux est seulement l'occasion de l'exécution de l'obligation de l'assureur. Ce dernier n'est pas tenu en raison d'une faute, prouvée ou présumée, mais en vertu du contrat civil d'assurance. Son intervention, volontaire ou forcée, sera donc toujours relative à l'exécution de ce contrat.

1. Trib. corr. Melun, 8 mars 1928, *D.H.*, 1928.346 ; Trib. corr. Privas, 21 et 24 juin 1954, S., 1955.2.29, note J. B. ; Observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1955, p. 323.

2. V. notamment, P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, n° 1004, p. 771, et les références citées note 2 ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, n° 177, p. 132.

3. Cass. crim., 24 oct. 1935, *D.H.*, 1936.23.

L'objection selon laquelle l'obligation de l'assureur n'est pas délictuelle — comme celle du tiers civilement responsable — mais purement contractuelle, sans portée en droit judiciaire privé, devient dès lors déterminante en procédure pénale. Elle retire compétence à la juridiction répressive pour connaître des demandes en intervention relatives aux rapports d'assurance.

L'assureur ne peut, en définitive, ni intervenir volontairement pour discuter la responsabilité de son assuré ou invoquer une exception de non-assurance, ni être appelé en garantie par l'auteur du sinistre, ni mis en cause par la victime [1]. Ces règles s'appliquent, par voie d'analogie, à l'assureur de la partie civilement responsable [2]. La jurisprudence a maintes fois rappelé toutes ces solutions en des termes qui ne laissent place à aucune discussion [3]. Et, le législateur

1. Cass. crim., 10 juin 1932, *D.H.*, 1932.431 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, p. 813 ; Cass. crim., 26 nov. 1953, S., 1954.1.105 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1954, p. 104 ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1954, p. 494 ; Trib. corr. Seine, 4 avril 1928, *D.H.*, 1928.391 ; Trib. corr. Seine, 25 févr. et 24 avril 1929, *D.P.*, 1930.2.1, note L. Josserand ; *Gaz. Pal.*, 1929.1.693, conclusions A. Sée ; Trib. corr. Saint-Quentin, 9 mai 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 1113, note M. Picard ; Paris, 5 juin 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 1094 ; Paris, 14 déc. 1932, *Rev. gén. ass. terr.* 1933, p. 359 ; Douai, 25 avril 1942, *Rev. gén. ass. terr.*, 1942, p. 287, note A. Besson ; Nîmes, 1er juill. 1955, *Gaz. Pal.*, 1955.2.1289 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1955, p. 294, note A. Besson ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1956, p. 133 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2039-2, p. 136, n° 2689, p. 898, n° 2722, p. 967 ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 245, p. 579, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 364, p. 504, et n° 388, p. 541 ; R. Savatier, *op. cit.*, II, n° 774 ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, n° 177, p. 132. V. également, P. Guyot, note, S., 1930.2.122 ; L. Josserand, note, *D.P.*, 1933.1.6 ; H. Lalou, « Les civilement responsables du fait d'autrui et les juridictions répressives », *D.H.*, 1932, chron., p. 105 ; B. Lequesne, *De l'action civile devant les tribunaux répressifs et l'article 1384 du Code civil*, thèse Paris, 1943, p. 171 à 177 ; J. Magnol, « De la compétence des juridictions répressives pour connaître de l'action civile et des conditions de recevabilité de cette action devant ces juridictions », in *Le droit privé français au milieu du XXe siècle, Etudes offertes à Georges Ripert*, II, n° 30, p. 227 ; R. Marx, *La justice pénale et les personnes civilement responsables du fait d'autrui*, thèse Paris, 1935, p. 72 et s. ; G. Roullet, « De la responsabilité civile pour autrui devant les tribunaux répressifs », *J.C.P.*, 1945.I.482, n° 4.

2. Cass. crim., 27 mai 1943, *Bull.*, n° 42, p. 64.

3. « Attendu que ne peuvent être attraits devant les tribunaux répressifs que l'auteur du délit et les personnes civilement responsables de ce délit dans les termes des articles 74 du Code pénal et 182 du Code d'instruction criminelle ; que l'assureur qui ne saurait être compris parmi les personnes énumérées dans les articles 1382 à 1386 du Code civil ne peut être recherché en vertu du délit reproché au prévenu, mais seulement à raison des effets du contrat civil d'assurance dont l'appréciation échappe à la juridiction répressive » (Cass. crim., 26 nov. 1953, cit.). L'arrêt ajoute que les dispositions de l'article 51 de la loi du 13 juillet 1930, qui mettent à la charge de l'assureur les dépens résultant de toute poursuite en responsabilité contre l'assuré, règlent seulement les rapports entre assureur et assuré et ne modifient en rien les règles de compétence en la matière (v. également, Cass. crim., 27 mai 1943, *cit.*). En d'autres termes, pour la Cour suprême, si l'assureur et le tiers civilement responsable peuvent être tenus l'un et l'autre au paiement à la fois des dommages-intérêts alloués à la victime et des frais du procès, leur situation respective demeure fondamentalement différente. Pour

vient, implicitement, de confirmer cette jurisprudence à l'égard de l'assureur de responsabilité automobile.

Lors de l'élaboration du décret du 7 janvier 1959 — portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur —, un projet destiné à permettre l'intervention de l'assureur aux poursuites pénales dirigées contre son assuré, auteur de l'accident, fut établi sous l'impulsion du Conseil national des assurances. Sans aller jusqu'à autoriser les compagnies d'assurances à invoquer devant le juge saisi de l'infraction une exception de non-assurance ou une déchéance, le projet avait néanmoins un grand mérite, celui de ne pas les tenir à l'écart de la discussion relative à la responsabilité civile de leur assuré. De ce fait, la décision rendue sur les intérêts civils leur aurait été opposable. Le texte proposé reconnaissait en effet aux assureurs le droit d'intervenir volontairement à titre principal, sans que la juridiction pénale « puisse statuer sur les droits (qu'ils étaient susceptibles de) faire valoir contre l'assuré ».

Le projet prévoyait également la possibilité pour l'assuré ou pour la victime d'assigner l'assureur [1]. Ces dispositions favorables aux intérêts de tous, assureurs et victimes, n'ont cependant pas reçu de consécration législative. La Chancellerie s'y est opposée [2].

attraire l'assureur devant le tribunal répressif, il a également été avancé que l'article 2.102, paragraphe 8, du Code civil apportait une dérogation à l'article 69 du Code pénal. Certes, ce texte donne un privilège aux victimes d'un accident sur les indemnités dont l'assureur de la responsabilité civile a été judiciairement reconnu débiteur, et il ajoute que les paiements faits par celui-ci à l'assuré ne sont libératoires que lorsque les créanciers privilégiés auront été désintéressés. Mais, ces dispositions ne sauraient être valablement interprétées comme constituant un nouveau cas de civilement responsable. De même que précédemment, il n'est nullement dérogé aux règles de compétence. La loi ne fait qu'accorder aux victimes un recours civil contre l'assureur (Douai, 25 avril 1942, *cit.*).

Enfin, si la victime est dans l'impossibilité de poursuivre simultanément l'assuré et son assureur devant la juridiction répressive, *a fortiori*, elle ne saurait, sur le fondement de l'action directe, assigner le seul assureur devant cette même juridiction, car ce dernier n'a pas commis d'infraction à la loi pénale. D'ailleurs, la victime ne reproche pas un tel fait à l'assureur. Elle lui demande seulement l'exécution du contrat d'assurance (H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2722, p. 967 ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 245, p. 579).

1. Le texte proposé par le Conseil national des assurances était le suivant : « Pour l'application de la présente loi, les assureurs, au cas de poursuite pénale exercée contre leur assuré, peuvent, devant la juridiction répressive saisie, soit être mis en cause par la victime ou ses ayants droit ou par l'assuré, soit intervenir volontairement à titre principal, sans que cette juridiction puisse statuer sur les droits que l'assureur peut faire valoir contre l'assuré ».

2. V. sur ce sujet, A. Besson, *Les conditions générales de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire*, n° 70, p. 109.

Ainsi, contrairement à la solution admise devant les juridictions civiles, les liens de dépendance résultant du contrat d'assurance sont insuffisants pour déclarer recevable l'intervention de l'assureur devant la juridiction répressive saisie de la poursuite exercée contre l'auteur responsable. Il faut d'abord avoir qualité [1]. La jurisprudence exprime très généralement cette idée en soulignant le caractère exceptionnel de la compétence des tribunaux répressifs. Cela est vrai. Mais, il paraît plus juste de faire appel à la notion de qualité. En effet, le tribunal répressif est compétent pour connaître de la demande en réparation formée par la victime contre l'auteur de l'infraction. En demandant la mise en cause de l'assureur, la partie civile ne poursuit pas un autre but. Or, si l'assureur était civilement responsable, la question de compétence ne se poserait pas ; elle ne se poserait d'ailleurs en aucune circonstance. Le refus opposé à l'intervention de la compagnie d'assurances s'explique alors moins par l'incompétence du tribunal que par l'absence de qualité pour être partie au procès pénal [2].

Cette exigence d'un pouvoir propre pour intervenir à l'instance répressive — conséquence de son autonomie — a pour effet de réserver l'accès du procès pénal à la seule victime de l'infraction et aux tiers civilement responsables. Si ce résultat est justifié dans son principe, le fait de ne pas reconnaître à l'assureur cette dernière qualité l'est beaucoup moins. En refusant de le considérer comme civilement responsable du délinquant, il en découle un trouble grave dans le fonctionnement des rapports contractuels d'assurance, et surtout, une méconnaissance de la portée de l'assurance de responsabilité en droit contemporain.

15. Initialement, l'assurance fut conçue dans l'intérêt personnel de l'assuré. Par le versement de primes, il se garantissait des consé-

1. *Contra*, note J. B., S., 1955.2.29 ; J.-P. Brunet, note *J.C.P.*, 1958.II.10724. V. également, J. Brunet, « Des règlements des intérêts civils et des actions en recours entre parties devant un tribunal répressif », *J.C.P.*, 1953.I.1088.

2. Telle est d'ailleurs l'idée profonde qui inspire la Chambre criminelle lorsqu'elle rappelle le caractère exceptionnel de l'intervention : « Devant les tribunaux répressifs, le droit d'intervention ne peut être fondé que sur un texte formel... » (v. *supra*, les références de la note 2, p. 307). Exceptées la partie directement lésée par l'infraction et les personnes civilement responsables, « ce droit n'appartient à aucune autre personne, et doit être strictement renfermé dans les limites tracées par le Code d'instruction criminelle ». En d'autres termes, en l'absence d'un texte formel, aucune personne n'a le pouvoir d'intervenir au procès pénal. Comp. J. Vidal, « Observations sur la nature juridique de l'action civile », *Rev. sc. crim.*, 1963, p. 481, et *infra*, n° 23. V. également, J. Magnol, *De la compétence des juridictions répressives pour connaître de l'action civile, et des conditions de recevabilité de cette action devant ces juridictions*, *cit.*, n° 35, p. 232.

quences de sa responsabilité. Une seule catégorie de rapports juridiques découlait du contrat : ceux de l'assureur et de son assuré. Le contrat d'assurance était indifférent aux tiers ; l'assureur ne pouvait être recherché en justice que par l'assuré.

L'assurance ne s'est cependant pas confinée dans ce cadre étroitement contractuel. Sa fonction sociale est « d'assurer le plus complètement possible la réparation des délits et des quasi-délits » [1], sa finalité économique consiste dans le service « d'une valeur de remplacement du bien détruit » [2]. Aussi, l'assurance de responsabilité devait-elle nécessairement intéresser les tiers, et tendre principalement à dédommager la victime du préjudice subi [3]. Dans ce but, la loi du 28 mai 1913 lui attribua un privilège sur l'indemnité d'assurance (art. 2102, § 8, C. civ.). La jurisprudence en déduisit l'existence, au profit du tiers lésé, d'un droit propre sur l'indemnité et d'une action directe contre l'assureur [4]. La victime se voyait ainsi reconnaître par les tribunaux le droit de réclamer directement à l'assureur l'exécution d'un contrat auquel elle n'était pas partie. Le législateur confirma ces solutions dans la loi du 13 juillet 1930. L'assureur devenait alors garant de l'indemnisation de la victime [5]. Mais, à ce stade de l'évolution de l'assurance de responsabilité, l'analogie entre la situation de l'assureur et celle du tiers civilement responsable n'était encore qu'apparente.

Certes, la jurisprudence confère une certaine autonomie à l'action directe par rapport à l'action de l'assuré contre son assureur. La Chambre civile décide, d'abord, que sa nature est identique à celle de l'action de la victime contre l'auteur responsable, sa source étant non pas dans le contrat d'assurance, mais dans le fait dommageable causé par l'assuré [6]. Puis, consacrant une nombreuse

1. P. Guyot, note sous Trib. Chinon, 27 juill. 1931, S., 1932.2.153.

2. P. Hébraud, *Les garants de la réparation devant les juridictions répressives*, *cit.*, p. 206.

3. Comp. P. Hébraud, « L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur », *Rev. crit.*, 1931, p. 25.

4. Cass. civ., 14 juin 1926, *D.P.*, 1927.1.57, rapport A. Colin, et note L. Josserand ; S., 1927.1.25, note P. Esmein. V. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 230, et les arrêts cités note 2, p. 537, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 379, p. 525 et s. V. également, H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, nos 2697 et s., p. 911 et s. ; R. Savatier, *op. cit.*, II, n° 763.

5. P. Bouzat, note sous Trib. de la Seine, 21 déc. 1931, S., 1933.2.106 (col. 2, § 2) ; P. Hébraud, *Les garants de la réparation devant les juridictions répressives*, *cit.*, p. 206 et 207.

6. « Si l'action de la victime d'un accident contre l'assureur est subordonnée à l'existence d'une convention passée entre ce dernier et l'auteur de l'accident et ne peut s'exercer que dans ses limites, elle trouve en vertu de la loi, son fondement dans le droit à la réparation du préjudice causé par l'accident dont l'assuré est reconnu responsable » (Cass. civ., 28 mars 1939, *D.P.*, 1939.1.68, note M. Picard). V. M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, n° 231, et les arrêts cités note 2, p. 544.

jurisprudence des tribunaux inférieurs, elle déclare inopposables au tiers lésé les déchéances encourues par l'assuré postérieurement au sinistre [1]. La victime jouit donc de droits plus étendus que ceux qui appartiennent à l'assuré. En dépit de ce particularisme, l'action directe demeure néanmoins fonction des droits de l'assuré contre son assureur. Ils en sont même le soutien nécessaire. Par suite, les droits de la partie lésée, ou de ses ayants droit, sont identiques à ceux dont l'assuré dispose en vertu de la police. La mesure de leur créance est celle de l'indemnité telle qu'elle a été stipulée, définie et limitée par le contrat d'assurance [2]. Exceptées les causes de déchéances survenues postérieurement à l'accident, tous les moyens de défense ou exceptions susceptibles d'être invoqués à l'encontre de l'assuré, nullité du contrat, exclusion de risque, suspension du contrat ou de la garantie, réduction proportionnelle, franchise, sont opposables par l'assureur à la victime.

Finalement, malgré l'œuvre prétorienne de la jurisprudence, le contrat est toujours à l'origine de l'indemnité, et il la conditionne. L'assureur ne peut être tenu en dehors et à l'encontre de l'engagement qu'il a signé.

Avec la récente réglementation de l'assurance automobile, l'hésitation n'est plus permise. Le rôle accru de l'assureur de responsabilité dans l'indemnisation des victimes l'assimile, sans conteste, à un tiers civilement responsable.

Le législateur de la seconde moitié de ce siècle s'est efforcé de parvenir à la protection de toutes les victimes d'accidents de la circulation, en général, et à la protection de chacune d'elle, en particulier. Pour cela, un Fonds de garantie automobile fut d'abord institué [3]. Puis, la loi du 27 février 1958, entrée en vigueur le 1er avril

1. Cass. civ., 15 juin 1931, *D.H.*, 1931.411 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 801. V. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 271, et les arrêts cités note 2, p. 642, et note 1, p. 643.

2. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 233, et les arrêts cités note 4, p. 551, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 381, p. 529.

3. Article 15 de la loi du 31 décembre 1951, et décret du 30 juin 1952. L'objet essentiel du Fonds de garantie automobile est d'assurer l'indemnisation des victimes d'accidents corporels causés soit par des auteurs inconnus, soit par des auteurs connus, mais non assurés ou insuffisamment assurés. De plus, dans l'hypothèse d'une assurance partielle, l'assureur devait indemniser intégralement la victime, sous réserve de son recours éventuel contre le Fonds.

Enfin, la création du Fonds a eu pour résultat d'accroître les garanties accordées par les assureurs de responsabilité automobile avec l'adoption pour ceux-ci de conditions

1959, a posé le principe de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire. Enfin, le principe même de l'obligation d'assurance étant imposé à tous les utilisateurs de véhicules terrestres à moteur, le législateur a cherché à protéger les victimes contre l'insolvabilité du responsable.

Il y est parvenu, d'une part, en interdisant à l'assureur d'invoquer à l'encontre des victimes, ou de leurs ayants droit, trois catégories d'exceptions dont normalement il est en droit de se prévaloir. Aux termes de l'article 13 du décret du 7 janvier 1959, sont inopposables, les déchéances, la réduction proportionnelle de l'indemnité édictée par l'article 22 de la loi du 13 juillet 1930, et la limitation de garantie résultant d'une franchise [1]. Dans la quasi-totalité des cas, l'assureur est donc obligé de désintéresser intégralement la victime, sous réserve de recourir ultérieurement contre l'auteur du sinistre, voire contre le Fonds de garantie automobile.

D'autre part, dans l'hypothèse d'insuffisance du montant de la garantie, exception normalement opposable à la victime, au lieu d'imposer à celle-ci deux recours distincts, l'un contre l'assureur à concurrence du montant de la garantie, l'autre contre le responsable pour le complément, le législateur a simplifié la procédure. Il a transposé à l'assurance automobile les solutions admises par la loi du 1er juillet 1938 en matière d'assurance contre les accidents du travail : au cas de rente et d'insuffisance d'assurance, l'assureur est substitué à l'employeur pour la totalité des rentes, et il dispose ensuite d'un recours partiel contre le Fonds de garantie des accidents du travail.

En conséquence, dans l'hypothèse où l'exception réside dans l'insuffisance du montant de la garantie, l'assureur est tenu de payer l'intégralité des dommages-intérêts alloués à la victime, lorsque l'auteur responsable n'acquitte pas la part d'indemnité lui incombant [2].

minima de la garantie du risque responsabilité accidents. V. A. Besson, *Les conditions générales de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire*, n° 3, p. 5, et les références citées notes 6, 7 et 8.

1. A. Besson, *op. cit.*, n° 63, p. 94. V. également, H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2748, p. 997.

2. Article 5, alinéa 2, du décret de 1952 relatif au Fonds de garantie automobile, modifié par le décret du 26 mars 1959. Toutefois, la compagnie d'assurances paie par provision, pour le compte du responsable ou du Fonds de garantie automobile. Après avoir versé le reliquat de l'indemnité, elle dispose d'un recours contre le Fonds de garantie. Ce dernier a lui-même le droit de recourir contre le responsable. V. A. Besson, *op. cit.*, n° 66, p. 101, et n° 68, p. 104. V. également, H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op.* et *loc. cit.*

Pour toutes ces raisons, l'assureur, selon la remarque d'un auteur, a été d'autorité transformé « en caution des assurés dans l'intérêt des victimes » [1]. Les données initiales de l'assurance de responsabilité, plus précisément de l'assurance de responsabilité automobile, sont profondément modifiées. Désormais, la fonction de garantie sociale est primordiale. Le contrat est relégué au second plan. Par leur étendue, les droits de la victime n'offrent plus aucune similitude avec ceux de l'assuré contre l'assureur. Prévus et réglementés par le législateur, ils se détachent totalement de la convention d'assurance ; leur autonomie est certaine. Dès lors, l'action de la victime contre l'assureur est identique à l'action en réparation contre le responsable du fait d'autrui. La jurisprudence belge n'hésite pas à relever l'analogie. Dans une décision du 25 mars 1959, le Tribunal correctionnel de Liège remarque que pour l'application de la loi du 1er juillet 1956 sur l'assurance obligatoire [2], l'action de la personne lésée contre l'assureur est une action fondée sur la responsabilité aquilienne qui peut être assimilée à l'action contre la personne civilement responsable du prévenu [3]. Et, le parallélisme entre les deux situations est d'autant mieux réalisé, que l'un et l'autre de ces garants de l'indemnisation de la victime sont également tenus au paiement des frais du procès [4]. L'article 51 de la loi du 13 juillet 1930 met en effet à la charge de la compagnie, sauf clause contraire, les dépens résultant de la poursuite en responsabilité dirigée contre l'assuré. Cette garantie, qui joue aussi bien devant les tribunaux civils que devant les juridictions pénales [5], ne porte pas, en principe, sur les honoraires d'avocats. Mais, en pratique, les polices couvrent assez fréquemment tous les frais engagés pour la défense de l'assuré [6].

1. A. Besson, *op. cit.*, n° 61, p. 92. Comp. P. Hébraud, *Les garants de la réparation devant les juridictions répressives*, *cit.*, p. 204 et s., et p. 216 et note 2.

2. La législation belge est sensiblement analogue à la législation française ; la seule différence notable tient à l'absence de Fonds de garantie automobile. V. notamment, A. Besson, *op. cit.*, n° 65, p. 100 ; R. Piret, « La loi belge du 1er juillet 1956 sur l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs », *Rev. trim. dr. com.*, 1956, p. 623 et s.

3. Trib. corr. Liège, 25 mars 1959, *Pas.*, 1960, III, 97.

4. Ce seul argument serait, en revanche, insuffisant pour attribuer à l'assureur la qualité de civilement responsable (v. *supra*, note 3, p. 309). Pour le civilement responsable, v. notamment, G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, n° 178, p. 133, et n° 631, p. 454. V. également, P. Hébraud, *Les garants de la réparation devant les juridictions répressives*, *cit.*, note 2, p. 190.

5. Cass. civ., 29 juin 1936, *Rev. gén. ass. terr.*, 1936, p. 1022.

6. V. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, III, n° 157, p. 347, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 356, p. 492.

La clause est généralement la suivante : « La compagnie (ou la société) s'engage à

Cependant, si l'assureur assume légalement des obligations identiques à celles qui incombent au tiers civilement responsable, le législateur lui en refuse juridiquement la qualité. La solution manque de réalisme. Par ce seul refus, la politique sociale et humanitaire suivie par le législateur moderne en matière d'assurance de responsabilité se trouve gravement compromise. Car, il interdit l'intervention de l'assureur au procès en responsabilité porté devant la juridiction pénale. De ce fait, les juges répressifs n'ont à connaître d'aucune question d'assurance ; il leur est impossible de prononcer une condamnation à l'encontre de l'assureur [1]. Toutes les mesures prises en faveur de la victime pour garantir, simplifier et accélérer le règlement des dommages-intérêts apparaissent alors vaines.

16. Pour pallier cet inconvénient, l'article 16 du décret du 7 janvier 1959 énonce une règle assez singulière. Lorsque la demande d'indemnité est portée devant une juridiction répressive, « la victime ou ses ayants droit peuvent demander à l'assureur (sous certaines conditions) [2], le paiement des sommes qui leur seraient versées par le Fonds si le règlement était effectué par ce dernier ». Et, si l'assureur refuse d'exécuter cette obligation, — en invoquant par exemple une exception, — « il peut y être contraint par une ordonnance rendue par le juge des référés à la requête de la victime ou de ses ayants droit ». La compagnie d'assurances a donc l'obligation de verser les dommages-intérêts alloués au tiers lésé par le juge répressif, même si elle ne doit pas garantie. C'est le cas lorsque l'exception opposable à la victime est fondée. A cet égard, l'analogie entre la situation de l'assureur et celle du commettant responsable du fait de son préposé est certaine. Ni l'un, ni l'autre n'ont la faculté d'éluder le paiement de l'indemnité quand la responsabilité de l'auteur du fait dommageable est établie.

Toutefois, l'assureur ne supportera pas toujours à titre définitif la charge de la condamnation. Il a la possibilité « lorsque le bien fondé de l'exception par lui opposée est reconnu, soit par accord

assurer à ses frais la défense devant les tribunaux répressifs en raison des poursuites consécutives aux contraventions ou délits qui sont à l'origine de l'accident provoqué par le véhicule assuré ou qui ont été commis à cette occasion, et à payer les frais de justice motivés par une condamnation pénale pouvant en résulter ».

1. Comp. A. Besson, *op. cit.*, n° 70, p. 108.

2. V. A. Besson, *op. cit.*, n° 71, p. 110. V. également, Paris (14e Ch. référés), 10 mars 1962, *Rev. gén. ass. terr.*, 1962, p. 368, conclusions P. Nepveu, et note A. Besson ; Trib. gr. inst. Nantes (référés), 13 juill. 1961, *Rev. gén. ass. terr.*, 1962, p. 376, note A. Besson.

avec le Fonds de garantie, soit judiciairement (devant une juridiction civile)... (de) réclamer au Fonds de garantie le remboursement des sommes qu'il a payées pour le compte de celui-ci... ». En revanche, toute discussion est close si le tribunal estime non fondée l'exception invoquée par l'assureur. Dans ce cas, il a exécuté l'engagement auquel il était tenu en vertu de la police ; il ne dispose d'aucun recours contre le Fonds de garantie automobile.

Telle est la procédure adoptée par le décret de 1959. Certes, sur le plan pratique, elle est satisfaisante. L'exercice de l'action civile par la voie pénale permet à la victime d'être indemnisée avec certitude dès la fin du procès. Sur le plan juridique, la solution est étrange. Elle est un défi à la logique, et la doctrine n'hésite pas à la qualifier « d'hérésie juridique » [1]. La compagnie d'assurances est obligée, sous contrainte judiciaire, d'exécuter la décision de la juridiction pénale sur la responsabilité. Le jugement ne lui est pourtant pas juridiquement opposable puisque l'assureur n'est ni partie, ni représenté au procès pénal. Le système aboutit à une opposabilité de fait de la condamnation civile à l'assureur ; l'exemple est vraisemblablement unique en droit [2].

Il serait plus logique, et aussi plus opportun, de déclarer recevable l'intervention de l'assureur du délinquant au procès pénal [3]. L'hostilité du législateur à cette solution est d'autant moins compréhensible que le Fonds de garantie automobile est autorisé à intervenir volontairement et à titre principal — sans pouvoir être mis en cause — devant le tribunal répressif saisi de l'action civile de la victime [4]. La garantie du Fonds ne constitue cependant

1. A. Besson, *op. cit.*, n° 71, p. 112.

2. A. Besson, *op.* et *loc. cit.*

3. V. A. Besson, *op. cit.*, n° 70, p. 109, et note sous Cass. Req., 31 oct. 1933, *D.P.*, 1934.1.93 ; J.-P. Brunet, note sous Cass. crim., 2 mai 1956, *J.C.P.*, 1958.II.10724 ; P. Hébraud, *Les garants de la réparation devant les juridictions répressives*, *cit.*, p. 223 ; Observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1955, p. 323 ; B. Lequesne, *De l'action civile devant les tribunaux répressifs et l'article* 1384 *du Code civil*, thèse cit., p. 170 et s. ; R. Michel, « De l'intervention des Compagnies d'assurances devant les tribunaux répressifs en matière d'accidents », *J.C.P.*, 1964.I.1881 ; P. Sarraz-Bournet, « Les compagnies d'assurances devant les tribunaux répressifs en droit moderne marocain », *J.C.P.*, 1965.I.1913. V. également, Riom, 29 oct. 1930 (motifs), *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 83, note M. Picard. Comp. R. Meurisse, « L'intervention du Fonds de garantie devant les juridictions répressives », *Gaz. Pal.*, 1957.2, doct., p. 61 et spéc. p. 63.

4. Article 20 de l'ordonnance du 23 septembre 1958, modifiant l'article 15 de la loi du 31 décembre 1951 : « Le Fonds de garantie peut intervenir même devant les juridictions répressives, et même pour la première fois en cause d'appel, en vue notamment de contester le principe ou le montant de l'indemnité réclamée, dans toutes les instances engagées entre les victimes d'accidents corporels ou leurs ayants droit, d'une part, les responsables ou leurs assureurs, d'autre part. Il intervient alors à titre principal et peut user de toutes les voies de recours ouvertes par la loi ». V. également, A. Besson, « Les

« qu'un *ultimum subsidium* »[1] ; il n'indemnise le tiers lésé qu'à défaut d'assurance. La différence faite à cet égard par la loi entre le Fonds de garantie et l'assureur s'explique, sans doute, par l'idée que le premier intervient principalement pour discuter la responsabilité de l'auteur de l'accident, tandis que le second peut également contester le principe même de l'assurance. Or, la spécificité de la justice répressive s'y oppose.

L'objection n'est pas décisive. Pour éviter que l'intervention de l'assureur n'affecte l'atmosphère particulière du procès pénal, il suffit d'écarter des débats toute discussion d'ordre purement contractuel. Il convient, pour cela, d'interdire à la compagnie d'assurances de faire valoir les recours et exceptions qu'elle possède contre l'assuré ; les prérogatives de l'assureur doivent trouver leur mesure dans celles qui sont reconnues aux tiers civilement responsables[2].

Telle est la solution de la loi belge du 1er juillet 1956 sur l'assurance automobile obligatoire[3], et c'était également le système préconisé par le projet élaboré par le Conseil national des assurances[4].

débuts du fonctionnement du Fonds de garantie automobile », *J.C.P.*, 1954.I.1174, n° 12 et 13 ; R. MEURISSE, *op.* et *loc. cit.*

De même la Sécurité sociale est toujours présente à l'instance pénale relative à l'accident causé à un assuré social, et la Chambre criminelle lui a reconnu le droit d'intervenir devant les juridictions répressives pour discuter le partage de la responsabilité entre la victime et l'auteur de l'accident (Cass. crim., 19 juill. 1956, *J.C.P.*, 1957.II. 9711, note J. Granier). En droit luxembourgeois, V. R. THIRY, *Actions et recours des assurances sociales devant les juridictions répressives*, publication du Cercle François Laurent, Luxembourg, 1964.

1. A. BESSON, *Les conditions générales de l'assurance de responsabilité automobile obligatoire*, n° 70, p. 109.

2. Si durant l'instruction le tiers civilement responsable n'a aucun droit, au cours de la phase du jugement, il peut discuter l'existence de l'infraction, contester l'étendue du préjudice et le montant des dommages-intérêts. De plus, il dispose de voies de recours (G. STEFANI et G. LEVASSEUR, *op. cit.*, II, n° 179, p. 133).

3. Art. 9, § 4. V. R. PIRET, *La loi belge du 1er juillet 1956 sur l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs*, *cit.*, n° 18. Pour un exemple de l'assimilation, par la jurisprudence belge, de la situation de l'assureur à celle d'un tiers civilement responsable, v. Bruxelles, 28 juin 1961, *Recht. Weekbl.*, 1961-1962, col. 880 : l'appel interjeté régulièrement par une société d'assurances intervenue volontairement, par application de l'article 9 de la loi du 1er juillet 1956, dans l'instance pénale poursuivie à charge de son assuré sur la base des articles 418 et 420 du Code pénal, est recevable même si le jugement est coulé en force de chose jugée en ce qui concerne le prévenu. Par cet appel sont remis en discussion tant le principe de la responsabilité du prévenu que le montant du dommage.

4. *Supra*, n° 14, et note 1, p. 310.

La récente Conférence sur l'assurance automobile organisée par M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques (janv.-juin 1964) adopte des conclusions analogues (v. Rapport du groupe de travail II, *Rev. gén. ass. terr.*, 1964, p. 283).

Le projet établi en 1941 par la Société d'études législatives sur le rapport de M. Picard était beaucoup plus absolu. Tendant à modifier l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930, il accordait compétence aux juridictions pénales pour connaître de l'action directe

17. Les développements qui précèdent révèlent la situation spéciale créée par l'existence du contrat d'assurance au regard des règles de procédure. La communauté d'intérêts qui lie dans une large mesure le sort de la compagnie d'assurances à celui de l'assuré fait de celle-ci l'animatrice du procès en responsabilité. Aussi, est-il hautement désirable qu'elle soit présente aux débats, et que toutes les questions contentieuses posées par l'accident soient tranchées au cours d'une même instance.

Or, l'intervention de l'assureur au procès en responsabilité dépend de l'option exercée par la victime : suivant que cette dernière porte l'action civile devant les juridictions civiles ou, accessoirement à l'action publique, devant les juridictions répressives, il a ou n'a pas qualité pour être partie au procès. De plus, si devant le tribunal civil l'assureur jouit de la plus grande liberté pour diriger le procès au nom de l'assuré, devant le juge pénal, au contraire, le mandat de justice ne lui accorde pas un pouvoir suffisant pour conserver, dans son intégralité, l'initiative de la procédure et la maîtrise de la défense.

Ainsi, en droit positif, tous les garants de la réparation n'ont pas le droit d'intervenir aux débats. Seuls ont le pouvoir de s'intégrer au procès en responsabilité ceux qui ont qualité pour être partie à l'action publique. Ces solutions démontrent, finalement, le pouvoir attractif de l'autonomie du procès pénal. Loin de se limiter à la répression, elle s'étend à la réparation, au détriment des principes les mieux établis en matière d'assurance. L'exercice de l'action civile par la voie pénale a pour effet de la placer dans la dépendance de l'action publique ; elle perd son caractère propre d'action en responsabilité pour apparaître comme le prolongement de la répression. De ce fait, le problème de la liaison du contentieux ne saurait être résolu de la même manière qu'en droit judiciaire privé. La notion de qualité trouve ici sa pleine expression.

Mais, si le droit positif refuse à l'assureur du délinquant le pouvoir de s'immiscer dans le procès pénal et d'intervenir à côté de l'assuré et du tiers lésé, cette solution est-elle encore valable lorsqu'il s'agit de l'assureur de la victime ?

ontre l'assureur lorsqu'elles statuent contre le délinquant. « ...la juridiction répressive est compétente pour connaître de l'action intentée par la victime contre l'assureur en même temps que contre l'assuré, accessoirement à l'action publique. La victime ne sera recevable à se constituer partie civile au cours d'un débat où l'assuré est seul en cause que sous réserve de justifier dans le délai qui lui sera imparti de la mise en cause de l'assureur » (M. PICARD et A. BESSON, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, III, note 1, p. 541 ; M. PICARD, « Sur l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur de la responsabilité selon le droit français », *Travaux de l'Association Henri Capitant*, 1946, Dalloz, 1947, p. 370 et 371.

Deuxième partie

L'ASSUREUR DE LA VICTIME

18. Lorsqu'une compagnie d'assurances est obligée, à la suite d'un sinistre, de payer à l'assuré soit une indemnité correspondant au préjudice subi, soit le capital même stipulé dans la police, peut-elle exercer un recours contre l'auteur responsable et lui demander le remboursement des sommes versées à la victime ?

Le problème est classique [1], et il se pose, d'une façon générale, à propos de toute faute causée par un tiers à l'encontre de l'assuré. Mais, il mérite cependant une attention particulière dans l'hypothèse où le fait dommageable constitue une infraction à la loi pénale (vol ou incendie volontaire, par exemple), car l'autorité de la décision pénale est de nature à modifier les droits de l'assureur.

Le jugement émanant d'une juridiction répressive s'impose *erga omnes*. De ce fait, nul n'a le droit de le contester, pas même l'assureur. Et, si l'action civile est exercée devant le tribunal civil, postérieurement à l'action publique, le juge civil doit obligatoirement en tenir compte. Dans la mesure où l'assureur de la victime possède effectivement un recours contre l'auteur du sinistre, il a donc intérêt à se constituer partie civile devant le juge répressif, afin d'obtenir sur l'action publique une décision qui lui soit favorable.

Dès lors, il convient de rechercher si, en règle générale, l'assureur justifie d'un intérêt suffisant pour exercer l'action civile de son propre chef (A), et, à défaut, si l'assureur de dommages peut, en vertu de la subrogation, se porter partie civile au nom de l'assuré (B).

A. — *L'assureur, partie civile à titre personnel*

19. Comme toutes les actions en justice, l'action civile n'est recevable que si le demandeur justifie d'un intérêt personnel et direct. La règle est prescrite par l'article 2, alinéa 1er, du Code de procédure pénale : l'action en réparation appartient à « ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par l'infraction ».

1. V. *infra*, les références citées note 3, p. 322.

Mais pour apprécier ce dernier caractère, qui conditionne la compétence exceptionnelle des juridictions pénales en matière civile, la jurisprudence criminelle se montre généralement exigeante. Le pouvoir d'actionner le délinquant devant les tribunaux de répression sur la base des principes généraux de la responsabilité civile n'appartient à ceux qui ont personnellement souffert de l'infraction que dans la seule limite du dommage dont cette infraction est la cause efficiente.

Est-ce le cas de l'assureur qui, du fait de l'infraction, est obligé d'indemniser l'assuré ? Existe-t-il un lien de causalité suffisant entre la faute pénale et le paiement auquel procède l'assureur, pour lui permettre d'intervenir de son propre chef dans la poursuite pénale dirigée contre l'auteur de l'infraction afin de recouvrer l'indemnité versée à l'assuré ?

La jurisprudence criminelle — comme la jurisprudence civile d'ailleurs — n'a pas toujours porté une même appréciation sur ce problème. Initialement, la Cour de cassation considéra la réalisation du risque prévu au contrat comme la suite immédiate et directe de la faute du tiers. Ainsi, un arrêt de la Chambre criminelle du 23 juin 1859 a autorisé une compagnie d'assurances à intervenir de son propre chef au procès pénal afin de se faire restituer par l'auteur d'un incendie les sommes payées aux assurés, car « son intervention dans la cause était ... justifiée par un légitime intérêt... » [1].

La jurisprudence moderne, en revanche, lui refuse catégoriquement le droit d'exercer un recours personnel fondé sur l'article 1382 du Code civil. Pour la Chambre criminelle, la cause juridique du paiement est le contrat qui lie la compagnie d'assurances à l'assuré et non le délit retenu à la charge du prévenu. Le dommage éprouvé par l'assureur ne répond pas, de ce fait, aux conditions définies par l'article 2, alinéa 1er, du Code de procédure pénale [2]. C'est un dommage indirect.

1. Cass. crim., 23 juin 1859, *Bull.*, 1859, n° 149, p. 258.
« Attendu que tout fait de l'homme qui cause un préjudice à autrui donne ouverture à une action en dommages-intérêts.
« Attendu que la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie était intéressée à se faire restituer, par l'auteur de l'incendie, les sommes payées aux assurés ; que son intervention dans la cause était donc justifiée par un légitime intérêt... ».
V. dans le même sens, Cass. civ., 22 mars 1829, *D. Rép.*, V° *Ass. terr.*, n° 247 ; Cass. civ., 22 déc. 1852, D., 1853.1.93 ; Cass. civ., 12 août 1872, D., 1872.1.293.

2. « Attendu qu'il ne résulte pas... que le préjudice subi par la compagnie trouve son origine ailleurs que dans le contrat conclu entre les parties ; qu'il ne constitue pas en

Il est cependant difficile, dans cette hypothèse, de reprocher à la Chambre criminelle le particularisme de sa jurisprudence. Car, même si elle illustre la tendance actuelle des juges répressifs à limiter le nombre des actions civiles, les juridictions civiles écartent également la demande en dommages-intérêts présentée par l'assureur. Une différence pourtant les sépare. Le juge civil n'adopte pas les mêmes motifs que le juge pénal. Ce n'est pas le caractère indirect du préjudice qui justifie le rejet du recours personnel de l'assureur contre le délinquant, mais l'absence de préjudice. La solution fut d'abord admise en matière d'assurances sur la vie non soumises au principe indemnitaire [1], et elle fut ensuite étendue aux assurances de dommages [2].

Cette seconde thèse, assez généralement approuvée par la doctrine [3], est juridiquement plus satisfaisante.

20. Si l'on fait abstraction du contrat d'assurance, l'infraction n'occasionne certainement aucun préjudice à l'assureur. Mais, sans le sinistre, l'assureur ne serait tenu d'aucune obligation envers l'assuré. Le contrat à lui seul, n'est pas la cause du paiement ;

conséquence un dommage direct » ; Cass. crim., 2 mai 1956, *J.C.P.*, 1958.II.10724, note J.-P. Brunet ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1958, p. 290, note A. Besson. V. également, pour le rejet de la constitution de partie civile fondée par l'assureur sur l'article 1382 du Code civil, Cass. crim., 15 oct. 1958, *Bull.*, 1958, n° 623, p. 1101.

Dans le même sens, v. Cass. crim., 5 mai 1959, *Bull.*, 1959, n° 244, p. 492, et observ. J. Robert, *Rev. sc. crim.*, 1959, p. 859, qui déclare irrecevable contre un prévenu de blessures involontaires, l'employeur qui a payé à son employé le montant d'une rémunération pendant la durée de son immobilisation. Le préjudice subi par l'employeur prend sa source non pas dans l'accident, mais dans la convention passée entre le patron et son préposé.

De même, la Cour de Riom, dans un arrêt du 28 mai 1947 (*J.C.P.*, 1947.II.3803) déclare irrecevable devant la juridiction pénale l'action récursoire exercée par l'assureur d'une personne civilement responsable du fait de son préposé, car elle n'était pas la suite directe de l'infraction pénale commise par ce dernier. Cette action tire son origine du contrat d'assurance préexistant et non pas directement de l'infraction (G. Stefani, *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 67).

1. Cass. civ., 6 janv. 1914, D., 1918.1.57, note P. Dupuich ; Paris, 29 janv. 1921, *Gaz. trib.*, 1922.2.70 ; Paris, 26 janv. 1924, *Gaz. Pal.*, 1924.1.376.

2. Cass. req., 18 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, p. 525, note M. Picard. V. cependant, Cass. req., 9 mars 1936, *Rev. gén. ass. terr.*, 1936, p. 787, note M. Picard.

3. H. Capitant, « Du recours soit de l'assureur soit de l'assuré contre le tiers qui, par sa faute, a amené la réalisation du risque prévu au contrat d'assurance », *Rev. trim. dr. civ.*, 1906, p. 38 et s. ; Colin et Capitant, *Cours de droit civil français*, II, 10e éd. par Julliot de la Morandière, n° 1299, note 1 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, I, n° 253, p. 308 ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, II, nos 293 et 294, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 328, p. 453, et n° 441, p. 611 ; Planiol, Ripert et P. Esmein, *Traité pratique de droit civil français*, VI, 2e éd., n° 695, p. 992 ; G. Ripert, notes, D., 1921.2.17 et D., 1928.2.41. V. également, J.-P. Marchat, *L'intervention dans le procès pénal*, thèse *cit.*, p. 156. *Contra*, R. Meurisse, note D., 1958.388. V. les références citées par H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, I, n° 254, note 2, p. 309.

c'est l'infraction commise au détriment de l'assuré qui contraint l'assureur à verser les sommes promises. Cette constatation peut sembler suffisante pour décider que le dommage supporté par l'assureur est direct.

D'ailleurs, dans un arrêt du 19 juillet 1951 — quelque peu antérieur par conséquent aux décisions relatives au recours de l'assureur —, la Chambre criminelle a reconnu le droit à la S.N.C.F., qui avait remboursé à l'expéditeur la valeur de colis volés, de se porter partie civile dans l'instance pénale introduite contre le voleur [1]. Pourtant, dans ce cas, l'action civile de la S.N.C.F. se fonde sur sa qualité de transporteur. A ce titre, elle repose, comme l'action de l'assureur, sur un contrat préalable au fait délictueux. Quelques mois plus tard, il est vrai, la Cour suprême statuait dans un sens opposé, et décidait que le préjudice éprouvé par la S.N.C.F. ne résultait pas directement de l'infraction [2].

En vérité, le débat est placé sur un terrain incertain. Le problème de la définition du caractère direct du lien de causalité est très difficile à résoudre [3]. Certains le prétendent même insoluble [4]. Aussi est-il juridiquement préférable d'expliquer le rejet de l'action en responsabilité en se référant, non pas au caractère indirect du préjudice, mais à l'absence de préjudice. Il convient, en d'autres termes, d'aborder le problème au fond, et de rechercher si l'infraction occasionne réellement un préjudice à l'assureur.

En se portant partie civile, l'assureur demande au délinquant la restitution des sommes payées à l'assuré. Le préjudice dont il se plaint, c'est « d'avoir exécuté son contrat » [5].

Certes, l'auteur du fait délictueux a rendu exigible une obligation conventionnelle qui eût pu ne jamais l'être. Mais l'assurance est, par nature, un commerce de risques, — organisé de telle façon que l'assureur n'en court en principe aucun. En contre partie des indemnités servies, l'assureur a encaissé des primes dont le montant est évalué en tenant compte à la fois des chances de sinistres

1. Cass. crim., 19 juill. 1951, *Bull.*, 1951, n° 219 ; *J.C.P.*, 1951.II.6438. V. notamment, G. Stefani, *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 126 et 127.

2. Cass. crim., 29 nov. 1951, *J.C.P.*, 1952.II.6712. V. sur ce sujet, P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, n° 1000, p. 765, et les références citées note 5, p. 766.

3. Selon un auteur, « le problème (du lien de causalité) est sur le plan théorique d'une rare complexité ». J.-D. Bredin, note, D., 1964.616, et les références citées. *Adde*, P. Esmein, *Le nez de Cléopâtre ou les affres de la causalité*, D., 1964, chron., p. 205.

4. G. Ripert, D., 1945.237. Rappr. Flour, note, *D.C.*, 1941.85. V. également J.-P. Brunet, note, *J.C.P.*, 1956.II.10724.

5. H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, I, n° 253, p. 308.

et du nombre des assurés. Attribuer à l'assureur un recours personnel contre l'auteur du fait délictueux c'est, en définitive, « lui procurer un bénéfice purement gratuit et manifestement contraire au caractère aléatoire du contrat d'assurance » [1].

Au surplus, et d'une façon plus générale, lorsqu'un débiteur a reçu du cocontractant la prestation à laquelle il a droit, l'exécution normale du contrat ne saurait lui causer un préjudice dont il soit en droit de demander réparation [2].

Ces diverses considérations interdisent donc à l'assureur de recourir à titre personnel contre le délinquant devant le juge pénal. Une condition essentielle lui fait défaut, l'intérêt pour agir.

Mais, si les assureurs ne remplissent pas les conditions requises pour agir contre l'auteur du sinistre suivant les principes généraux de la responsabilité, certains d'entre eux, les assureurs de choses et de responsabilité, possèdent cependant un recours contre le tiers responsable en vertu de la subrogation [3]. Aux termes de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 « l'assureur (de dommages) qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé, jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers, qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur ». Dès lors, dans la mesure où l'assureur de dommages ne se constitue pas partie civile à titre personnel, mais au nom de l'assuré — victime directe de l'infraction —, il doit, semble-t-il, avoir qualité pour intervenir au procès pénal.

B. — *L'assureur, partie civile au nom de l'assuré*

21. Si le sinistre qui entraîne la responsabilité du défendeur constitue en même temps une faute pénale, les auteurs enseignent que l'assureur de dommages, subrogé dans les droits et actions de l'assuré préalablement désintéressé par lui, a la faculté, comme la victime elle-même, de joindre son action à l'action publique en se constituant partie civile devant les juridictions répressives. En d'autres termes, pour la doctrine, l'assureur a le droit d'exercer

1. Cass. Req., 18 avr. 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, p. 525, note M. Picard, cité par M. Picard et A. Besson. *op.* et *loc. cit.*

2. H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, I, n° 253 *in fine*, p. 308.

3. Comme toutes les actions patrimoniales, l'action en réparation d'un préjudice matériel est transmissible. Devant les juridictions civiles, le cessionnaire ou le tiers subrogé, ont donc le droit d'agir à la place de la victime. C'est dans ce but, précisément, que le législateur a accordé à l'assureur de dommages une subrogation dans les droits de l'assuré contre le tiers responsable. V. *supra*, n° 2, et notes 2, p. 288 et 1 p. 295.

l'action subrogatoire aussi bien devant le juge pénal que devant le juge civil [1].

Cette solution, qui pendant de longues années ne semble pas avoir soulevé de difficultés en jurisprudence, vient d'être rejetée avec fermeté par la Chambre criminelle. Les motifs invoqués pour justifier cette attitude hostile à l'assureur de dommages reposent sur l'idée que l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930 ne déroge pas aux dispositions de l'article 2, alinéa 1er, du Code de procédure pénale (art. 1 et 3, Code inst. crim). Selon ce texte, l'action civile ne peut être exercée devant les tribunaux de répression que par celui-là même qui a subi un préjudice actuel et personnel, prenant directement sa source dans l'infraction poursuivie. Or, l'obligation pour l'assureur d'indemniser son assuré n'a pas son origine dans le fait délictueux commis au détriment de ce dernier, mais dans le contrat d'assurance intervenu entre la compagnie et la victime. Aussi l'assureur, même subrogé aux actions de la partie lésée, n'est-il pas en droit de demander devant les juridictions criminelles la réparation du préjudice qu'il prétend avoir subi [2].

1. V. H. Lalou, *Traité pratique de la responsabilité civile*, 5e éd., nos 211 et 214 ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2026-2, p. 188, et n° 2733, p. 982 ; M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, II, n° 311, et *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 341, p. 469 ; P. Sumien, *op. cit.*, n° 151. V. également, J.-P. Brunet, note sous Cass. crim., 2 mai 1956, *J.C.P.*, 1958.II. 10724 ; H. Gauthier, *Du recours de l'assureur contre le tiers responsable du dommage, th. cit.*, p. 113 ; P. Guiho, *Les recours contre l'auteur d'un dommage ouvrant droit à une indemnité d'assurance, cit.*, p. 90 ; J. Magnol, « De la compétence des juridictions répressives pour connaître de l'action civile, et des conditions de recevabilité de cette action devant ces juridictions », *cit.*, n° 30, p. 277 ; R. Meurisse, « Le préjudice réparable à plusieurs titres », *Gaz. Pal.*, 1956,1, doct., p. 60, et note sous Cass. crim., 28 mai 1957, *D.*, 1958.386 ; F. Sauvage, « La subrogation légale de l'assureur devant les juridictions de répression », *Dr. mar. fr.*, 1960, p. 268.

Les dispositions de l'article 5 de l'avant-projet de Code luxembourgeois de procédure pénale confirment cette solution. « En cas de cession légale des droits de la victime au profit d'une personne ou d'un organisme, ou de subrogation légale de ceux-ci dans les mêmes droits, la personne ou l'organisme cessionnaire ou subrogé peut exercer l'action civile devant les juridictions répressives au lieu et place de la victime ou aux côtés de celle-ci ». V. G. Levasseur, « L'action civile de la victime dans l'avant projet de Code luxembourgeois de procédure pénale », in *Etudes juridiques offertes à Léon Julliot de La Morandière*, n° 10, p. 303.

2. Cass. crim., 2 mai 1956, *J.C.P.*, 1958.II.10724, note J.-P. Brunet ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1958, p. 290, note A. Besson ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1958, p. 612 ; Cass. crim., 16 nov. 1956, *Gaz. Pal.*, 1957.1.163 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1957, p. 62, note A. Besson ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1957, p. 347 ; Cass. crim., 10 oct. 1957, *Bull.*, 1957, n° 616, p. 1107 ; *D.*, 1958.386, note R. Meurisse ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1958, p. 409 ; observ. M. Patin, *Rev. sc. crim.*, 1958, p. 416 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1958, p. 291, note A. Besson ; Cass. crim., 8 juill. 1958, *Bull.*, 1958, n° 523, p. 920 ; *Gaz. Pal.*, 1958.2.227 ; observ. H. et L. Mazeaud *Rev. trim. dr. civ.*, 1959, p. 105 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1958, p. 390, note A. Besson ; Cass. crim., 15 oct. 1958, *Bull.*, 1958, n° 623, p. 1101 ; observ. J. Robert, *Rev. sc. crim.*, 1959, p. 397 ; Cass. crim., 26 déc. 1961, *Bull.*, n° 552, p. 1055 ; *Gaz. Pal.*, 1962.1.211 ;

Cette jurisprudence est la suite logique de celle qui refuse au cessionnaire des droits de la partie lésée le pouvoir d'exercer l'action civile devant les tribunaux répressifs [1]. Et, en même temps, elle est une illustration de la tendance générale de la Chambre criminelle à restreindre le nombre des constitutions de partie civile dans le but de restituer au procès pénal son véritable climat [2]. La seule possibilité offerte à l'assureur subrogé pour obtenir du délinquant le remboursement des sommes versées à l'assuré est alors de porter l'action en responsabilité devant les tribunaux civils. Cela suppose toutefois, en cas de vol par exemple, que le voleur ait fait l'objet d'une poursuite pénale. Sinon, le recours ultérieur de l'assureur devant le juge civil demeurera purement théorique [3].

Mais, la Cour suprême ne traite pas avec une même rigueur toutes les compagnies d'assurances. Si elle refuse à l'assureur de dommages le droit d'intervenir devant le juge répressif, elle l'accorde, au contraire, à l'assureur contre les accidents du travail agricole. A l'instar des solutions admises en matière d'accidents du travail avant la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation de ces accidents [4], la Chambre criminelle déclare, en effet, l'assureur fondé à se constituer partie civile dans l'hypothèse où un accident du travail agricole est imputable à la faute d'un tiers.

observ. A. Tunc, *Rev. trim. dr. civ.*, 1962, p. 506 ; *Rec. gén. des lois*, 1962, p. 584, observ. R. Charles. V. également, Cass. crim., 27 oct. 1964, *J.C.P.*, 1964.IV.153 ; Trib. corr. Seine, 11 janv. 1957, *Gaz. Pal.*, 1957.1.336 ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1957, p. 538,. *Rev. gén. ass. terr.*, 1957, p. 387, note A. Besson.

1. Cass. crim., 25 févr. 1897, *Bull.*, 1897, n° 71, p. 105 ; S., 1898.1.201, note J.-A. Roux. V. P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, n° 993, p. 760 ; G. Stefani, *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 151 et s. ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, n° 166, p. 125.

2. J. Granier, « Quelques réflexions sur l'action civile », *J.C.P.*, 1957.I.1386 ; note sous Cass. crim., 19 juill. 1956, *J.C.P.*, 1957.II.9711 ; « La partie civile au procès pénal », *Rev. sc. crim.*, 1958, p. 1 et s. M. Patin, « L'action civile devant les tribunaux répressifs », *Rec. gén. des lois*, 1957, p. 8 et 1958, p. 397. V. également, P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, n° 987 *bis*, p. 759 ; J. Foyer, « L'action civile devant la juridiction répressive », in *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, *cit.*, n° 3, p. 323 ; G. Levasseur, « L'action civile de la victime dans l'avant-projet de Code luxembourgeois de procédure pénale », in *Etudes juridiques offertes à Léon Julliot de la Morandière*, n° 6, p. 299.

3. Pour pallier ce danger, les compagnies d'assurances ont pris l'habitude d'insérer dans les polices une clause particulière imposant à l'assuré l'obligation, en cas de vol, de porter plainte au parquet (V. *supra*, note 1, p. 290).

4. La Chambre criminelle a toujours reconnu qualité aux compagnies d'assurances pour intervenir dans l'instance engagée devant la juridiction pénale contre l'auteur d'un accident du travail, même dans le cas où ni la victime de cet accident, ni le patron de la victime ne se sont portés partie civile. Cass. crim., 4 nov. 1927, *D.H.*, 1928.20 ; Cass. crim., 23 juin 1932, *Bull.*, 1932, n° 155, p. 292 ; Cass. crim., 23 oct. 1946, *Bull.*, 1946, n° 182, p. 282. V. J. Magnol, *op.* et *loc. cit.*

« Si devant les tribunaux de répression, le droit d'intervention ne peut être exercé que sous certaines conditions ce droit résulte pour le chef d'entreprise ou son assureur qui lui est légalement substitué dans le paiement des rentes par l'article 1185, alinéa 7, du Code rural, des dispositions susvisées (art. 1147 du même code) » [1].

La différence de régime entre la situation de l'assureur subrogé à l'assuré et celle de l'assureur substitué au chef d'entreprise, que rien n'explique apparemment, a pour conséquence de créer certaines hésitations chez les juges du fond.

Il arrive que des juridictions inférieures refusent à l'assureur contre les accidents du travail agricole le droit d'intervenir devant les tribunaux répressifs, car en dépit de la substitution légale de celui-ci à l'employeur, il n'éprouve personnellement aucun dommage découlant directement de l'accident [2].

En revanche, certaines Cours d'appel résistent à la Chambre criminelle, et permettent à l'assureur de dommages d'exercer l'action subrogatoire devant le juge pénal [3]. Pour elles, la subrogation légale dont bénéficie l'assureur l'autorise à se porter partie civile contre le délinquant, et au besoin contre ses complices. De ce fait, il existe un conflit entre les thèses de la Cour de cassation qui méconnaissent les effets de la subrogation pour tenir l'assureur à l'écart du procès pénal, et celles des juges du fond qui, approuvées par la doctrine, font prévaloir au contraire les droits de l'assureur.

22. La jurisprudence de la Chambre criminelle qui écarte l'assureur de dommages des débats répressifs est, en effet, sévèrement critiquée par la majorité des auteurs. Elle repose sur une confusion entre les droits personnels de l'assureur et les droits du subrogeant exercés par l'assureur subrogé. Certes, dans la mesure de la somme assurée, la victime ne dispose plus de son action en responsabilité

1. Cass. crim., 14 mai 1956, *Bull.*, 1956, n° 371, p. 683 ; Cass. crim., 8 mars 1962, *Bull.*, 1962, n° 125, p. 259 ; Cass. crim., 27 mars 1963, *Bull.*, 1963, n° 131, p. 262.
Pour l'étude des dispositions des articles 1147 et 1185, alinéa 7, du Code rural, v. *infra*, n° 22.

2. Paris, 6 avril 1954 ; Caen, 12 juill. 1961 ; Lyon, 10 oct. 1961. Ces décisions ne sont pas publiées, du moins à notre connaissance.

3. Aix, 6 nov. 1951, *Rev. gén. ass. terr.*, 1952, p. 39, note A. Besson ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1952, p. 377 ; Douai, 23 janv. 1953, *Rev. gén. ass. terr.*, 1953, p. 399, note A. Besson ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1954, p. 315 ; Paris, 16 mai 1956, *Gaz. Pal.*, 1956, 25 sept. ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1956, p. 355, note A. Besson ; observ. H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1956, p. 729 ; Paris, 6 mars 1958, *Gaz. Pal.*, 1958.2.19 ; Paris, 14 avr. 1959, *Gaz. Pal.*, 1959.2.150 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1960, p. 35, note A. Besson.

puisque l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930 subroge l'assureur dans les droits et actions de l'assuré indemnisé.

Mais, l'action du tiers lésé contre l'auteur du fait dommageable ne disparaît pas. Elle appartient à la compagnie d'assurances, et celle-ci est désormais titulaire de tous les droits et de toutes les prérogatives attachés à la créance née du dommage. Lorsque l'assureur agit contre le responsable il ne demande donc pas réparation d'un préjudice personnel, mais de celui que l'infraction a directement causé à la victime. Il n'agit pas de son propre chef comme semble le croire la Cour de cassation quand elle affirme que l'assureur n'a subi aucun « préjudice personnel prenant directement sa source dans le délit poursuivi », mais à la place de l'assuré. L'intérêt pour agir ne s'apprécie pas dans la personne du subrogé mais dans celle du subrogeant. Le seul problème qui concerne le subrogé est celui de sa qualité. Or, c'est précisément le rôle de la subrogation de lui reconnaître le pouvoir nécessaire pour actionner le délinquant au nom de la victime. La situation est juridiquement la même que si la victime s'était portée partie civile. Aussi, la nature et l'étendue de l'action de l'assureur sont-elles identiques à celle de l'assuré. Elle est soumise aux mêmes règles de preuve, à la même prescription [1], et le tiers responsable peut valablement opposer à l'assureur les exceptions dont il disposait à l'encontre de l'assuré. Par suite, il est logique d'appliquer les mêmes règles de compétence, et de reconnaître à l'assureur la faculté de soumettre l'action subrogatoire au juge saisi de la poursuite dirigée contre le délinquant [2].

En revanche, l'argumentation développée par la Chambre criminelle et relative à l'absence de rapport de causalité entre l'infraction et le dommage, est susceptible d'être avancée aussi bien à l'égard de l'assureur de personnes — qui, réserve faite des frais médicaux et pharmaceutiques [3], n'est pas subrogé dans les droits de son assuré — qu'à l'égard de l'assureur de dommages dans l'hypothèse où ils demandent personnellement réparation du préjudice que leur cause l'infraction [1].

1. *Contra*, Cass. civ. (1re section civ.), 10 févr. 1954, *Rev. gén. ass. terr.*, 1954, p. 171, note critique A. Besson ; Cass. civ. (2e sect. civ.), 26 avr. 1963, *Rev. gén. ass. terr.*, 1964, p. 38, note critique A. Besson ; Aix, 7 nov. 1949, *Rev. gén. ass. terr.*, 1950, p. 61, note critique A. Besson ; observ. critiques H. et L. Mazeaud, *Rev. trim. dr. civ.*, 1950, p. 510. V. M. Picard et A. Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 342, p. 470.

2. V. *supra*, les références citées note 1, p. 325. V. également, A. Besson, notes, *Rev. gén. ass. terr.*, 1952, p. 39, 1953, p. 399, 1957, p. 62 et p. 387, 1958, p. 290 ; H. et L. Mazeaud, observ., *Rev. trim. dr. civ.*, 1952, p. 377, 1954, p. 315, 1956, p. 729, 1957, p. 347 et 358, 1958, p. 409 et 612, 1959, p. 105 ; A. Tunc, observ., *Rev. trim. dr. civ.*, 1962, p. 506.

3. V. *supra*, note 2, p. 288.

A cette première objection fondée sur la méconnaissance des règles du droit civil s'en ajoute une seconde. Comment expliquer que des arrêts refusent à l'assureur de dommages le droit d'intervenir au procès pénal alors que d'autres, au contraire, permettent à l'assureur contre les accidents du travail agricole de se porter partie civile devant les tribunaux de répression ? Le rôle de la Cour de cassation n'est-il pas, cependant, d'établir l'unité du droit ?

Pour justifier la recevabilité de l'action intentée par l'assureur contre les accidents du travail agricole, la Chambre criminelle se réfère aux articles 1147 et 1185, alinéa 7, du Code rural. Selon le premier alinéa de l'article 1147 la victime a le droit d'agir contre l'auteur de l'accident, autre que le patron ou ses ouvriers et préposés, pour réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun. Le troisième alinéa autorise le chef d'entreprise à intervenir dans l'instance pour réclamer au tiers responsable le paiement des rentes, indemnités et prestations qu'il peut être tenu de servir à la victime ou à ses ayants droit. Et, le dernier alinéa ajoute que le chef d'exploitation possède la faculté d'exercer cette action contre le tiers responsable à ses risques et périls au lieu et place de la victime si celle-ci a négligé d'en faire usage.

Quant à l'article 1185, alinéa 7, il précise que l'assureur est substitué au patron pour le paiement des rentes et indemnités afin de supprimer tout recours de la partie lésée contre lui.

Plusieurs constatations s'imposent. D'abord, le recours de la victime ou du chef d'entreprise est soumis aux règles du droit commun. Ensuite, l'assureur substitué à l'employeur pour le paiement des indemnités a le droit d'en réclamer le remboursement à l'auteur de l'accident. De ce fait, il est mis à la place du patron : tenu de ses obligations, il bénéficie de ses prérogatives (art. 1147, al. 3 et 4). Il est, en d'autres termes, subrogé dans l'action en réparation de la victime. Enfin, aucun de ces textes ne fait allusion à l'hypothèse particulière d'une instance devant les juridictions pénales.

La situation de l'assureur contre les accidents du travail agricole qui a dédommagé la victime ou ses ayants droit est ainsi absolument identique à celle de l'assureur de dommages. Ce dernier a légalement

1. Sur ce problème, v. *supra*, nos 19 et 20.

le droit d'exercer l'action de l'assuré indemnisé, et la subrogation dont il bénéficie n'est assortie d'aucune réserve. Il lui est alors loisible de demander réparation du préjudice causé à la victime par l'infraction, conformément aux règles du droit commun.

Or, le sens de ces règles ne sauraient varier en fonction de l'objet du contrat d'assurance. Si les principes du droit commun n'interdisent pas au tiers subrogé dans les droits de la victime de se porter partie civile au nom de cette dernière, ils doivent s'appliquer à l'assureur de dommages comme à l'assureur contre les accidents du travail agricole. A l'inverse, si les dispositions de l'article 2 du Code de procédure pénale (art. 1 et 3, Code instr. crim) sont déterminantes dans un cas, elles le sont également dans l'autre.

De même, la Cour de cassation autorise les Caisses de sécurité sociale — dont le rôle est comparable à certains égards à celui d'un assureur — à recourir contre le responsable d'un accident devant le juge saisi de la poursuite pénale dirigée contre lui.

Pourtant l'article 95 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur les assurances sociales (art. L. 397, Code de la séc. soc.) et l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail (art. L. 470, C. de la séc. soc.) ne prévoient pas des solutions différentes de celles qui sont admises en matière d'assurance de dommages. Ils subrogent, implicitement ou expressément, les Caisses dans les droits de la victime contre le tiers responsable [1]. Seul l'article L. 471 du Code de la sécurité sociale énonce quelques dispositions plus particulières de nature à justifier la jurisprudence de la Cour suprême [2]. Toutefois, il ne faut pas exagérer la portée des décisions de la Chambre criminelle. Les caisses de sécurité sociale ne sont admises à réclamer le remboursement des prestations versées par elles que par voie d'intervention, et sous

1. V. notamment, P. Bouzat et J. Pinatel, *op. cit.*, II, n° 994, p. 761 ; J.-P. Marchat, *L'intervention dans le procès pénal*, th. *cit.*, p. 153 et s. ; H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, I, n° 267, p. 321, et les références citées note 11, p. 323 ; R. Meurisse, « La constitution de partie civile par des Caisses de sécurité sociale », S., 1957, chron., p. 27 ; G. Stefani, *Procès pénal et action civile, cit.*, p. 154 et s. ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, n° 169, p. 126. V. également, *infra*, note 1, p. 331.

2. « Si des poursuites pénales sont exercées dans les cas prévus aux articles L. 467 à L. 470, les pièces de procédure sont communiquées à la victime ou à ses ayants droit. Le même droit appartient à l'employeur et à la Caisse. Dans les cas prévus aux articles L. 469 et L. 470, la victime ou ses ayants droit doivent appeler la Caisse en déclaration de jugement commun ou réciproquement... ». V. Colmar, 2 oct. 1958, *Rev. gén. ass. terr.*, 1959, p. 201, note A. Besson.

réserve que la victime ait préalablement saisi le juge pénal de sa demande en dommages-intérêts [1].

Il est donc étrange que seul l'assureur de dommages soit écarté du procès pénal. Aussi, convient-il de s'interroger sur la portée réelle des arrêts de la Chambre criminelle.

23. Lorsque la Chambre criminelle pose le principe de l'incompétence des juridictions répressives à l'égard de la demande de l'assureur subrogé, elle justifie cette solution en reprochant aux compagnies d'assurances de ne pas avoir un intérêt direct et personnel. Apparemment, l'argument n'est pas fondé puisque l'assureur subrogé aux droits de la victime acquiert sans aucune restriction la créance même de cette dernière. Mais, en réalité, ce motif exprime une idée quelque peu différente. Derrière cette formule, la Cour de cassation fait grief à l'assureur d'être sans qualité pour exercer l'action civile devant les tribunaux de répression [2]. Malgré la subrogation, il ne dispose pas d'un pouvoir suffisant pour être partie au procès pénal. Et, la raison profonde de ce défaut de qualité réside dans le fait que l'exercice de l'action civile par voie d'action — soit sous forme de citation directe, soit sous celle de plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction — a pour résultat de mettre en mouvement l'action publique. Un double mobile est alors susceptible d'animer la victime quand elle se porte partie civile : obtenir la réparation du préjudice subi et le châtiment du coupable. Comme cette dernière prérogative ne saurait faire l'objet d'une cession, seule la victime a finalement qualité pour exercer l'action civile par voie d'action [3].

1. « Si les Caisses de sécurité sociale sont recevables à intervenir devant la juridiction répressive, ... une telle intervention dérogatoire au droit commun et fondée uniquement sur l'action accordée par le Code d'instruction criminelle à la victime de l'infraction, est nécessairement subordonnée à l'exercice par ladite victime de son action devant cette même juridiction ». Cass. crim., 13 mars 1958, *Gaz. Pal.*, 1958.2.175 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1959, p. 199, note A. Besson ; observ. M. Patin, *Rev. sc. crim.*, 1958, p. 871 ; Cass. crim., 30 mai 1958, *Bull.*, 1958, n° 420 ; Cass. crim., 22 janv. 1959, *Rec. dr. pén.*, 1959, p. 120 ; Cass. crim., 29 avr. 1959, *Bull.*, 1959, n° 360, et observ. J. Robert, *Rev. sc. crim.*, 1960, p. 296 ; Cass. crim., 23 déc. 1959, *Bull.*, 1959, n° 576, p. 1100 ; Cass. crim., 29 mars 1960, *Bull.*, 1960, n° 177, p. 375 ; Cass. crim., 22 juin 1960, D., 1960.668 ; Cass. crim., 6 janv. 1961, *Bull.*, 1961, n° 8, p. 12 ; Cass. crim., 2 juill. 1964, *Bull.*, 1964, n° 224, p. 478. *Contra*, Colmar, 2 oct. 1958, *Rev. gén. ass. terr.*, 1959, p. 201, note A. Besson ; Colmar, 15 mai 1959, *Rec. dr. pén.*, 1959, p. 381.

2. V. J. Vidal, « Observations sur la nature juridique de l'action civile », *Rev. sc. crim.*, 1963, n° 13, p. 491. V. également, J. Foyer, *L'action civile devant la juridiction répressive, cit.*, n° II, p. 333 ; J.-A. Roux, note sous Cass. crim., 25 févr. 1897, S., 1898.1. 201 ; note F.T., sous Cass. crim., 13 févr. 1904, D., 1904.1.533.

3. « Attendu ... que l'exercice de l'action civile devant les tribunaux répressifs ayant pour résultat nécessaire de mettre en mouvement l'action publique est un droit

Ainsi, le président Patin écrivait, à propos d'un arrêt rendu sous sa présidence et qui écartait l'assureur de la victime du procès pénal [1] : l'action civile exercée devant le tribunal répressif comporte « un droit exceptionnel, un privilège particulier qui est d'entraîner éventuellement par le seul fait de sa mise en œuvre le déclenchement de l'action publique. Or, une telle faculté ne peut être dévolue qu'à celui-là et celui-là seul à qui l'infraction a causé un dommage direct et personnel ». Précisant cette idée, il écrivait encore : « si on peut voir dans cette rigueur une forme de l'autonomie du droit pénal, cette autonomie trouve sa justification dans cette circonstance que par le jeu de la constitution de partie civile, la victime de l'infraction devient un auxiliaire du ministère public ». Or, « il serait périlleux pour l'honneur et la sécurité des citoyens que les dirigeants des compagnies d'assurances soient investis d'attributions comparables à celles du procureur de la République » [2].

Par suite, la condamnation prononcée par la Chambre criminelle à l'encontre de la constitution de partie civile par l'assureur de dommages devrait avoir une portée moins absolue qu'elle ne l'affirme. En effet, la Cour de cassation n'interdit pas à la partie lésée de céder son droit de réclamer des dommages-intérêts ; elle rend seulement impossible la transmission du droit de saisir directement la juridiction répressive. Ce n'est pas l'action civile dans son intégralité qui est extrapatrimoniale, mais le droit de déclencher l'action publique.

Une distinction s'impose donc entre l'exercice de l'action civile par voie d'action et l'exercice de l'action civile par voie d'intervention. Dans le premier cas, la victime et elle seule, a qualité pour agir devant le juge pénal. Dans le second cas, au contraire, le cessionnaire ou le tiers subrogé doit avoir le pouvoir de se porter partie civile, puisque, dans cette hypothèse, l'action publique est mise en mouvement sur la seule initiative du ministère public.

Cette solution, préconisée par de nombreux auteurs à l'égard de l'assureur de dommages [3], rejoint précisément la jurisprudence

exceptionnel qui, en raison de sa nature, doit être strictement renfermé dans les limites fixées par le Code d'instruction criminelle ; que la seule intervention autorisée par le texte de la loi est celle de la personne lésée par le crime ou par le délit et que la faculté de mettre en mouvement l'action publique ne saurait, à aucun point de vue, rentrer dans la catégorie des choses qui sont dans le commerce et, à ce titre, peuvent être l'objet des libres conventions des parties » (Cass. crim., 25 févr. 1897, *cit*).

1. M. Patin, note sous Cass. crim., 10 oct. 1957, *Rev. sc. crim.*, 1958, p. 416.

2. M. Patin, *L'action civile devant les tribunaux répressifs*, *cit.*

3. A. Besson, note sous Cass. crim., 13 mars 1958, *Rev. gén. ass. terr.*, 1959, p. 204 ; R. Charles, observ. sous Cass. crim., 26 déc. 1961, *Rec. gén. des lois*, 1962, p. 584 ;

de la Chambre criminelle relative à l'exercice de l'action civile par les Caisses de sécurité sociale, puisque celles-ci ne sont admises à réclamer le remboursement des prestations versées à la victime de l'infraction que par voie d'intervention [1]. Et, le législateur lui-même confirme le droit pour le tiers subrogé d'intervenir au procès pénal. L'article 20 de l'ordonnance du 23 septembre 1958 reconnaît, en effet, au Fonds de garantie automobile, subrogé dans les droits des victimes d'accidents corporels par l'article 15 de la loi du 31 décembre 1951, le droit d'intervenir devant les juridictions répressives. Ce texte se réfère donc à la dissociation du droit de mettre en mouvement l'action publique et du droit à réparation, et il exclut la possibilité pour le Fonds de garantie de déclencher l'action publique en se constituant partie civile à titre principal [2].

Des solutions identiques sont également consacrées par le droit belge. L'article 9, alinéa 4, de la loi du 1er juillet 1956 sur l'assurance automobile obligatoire permet à l'assureur de responsabilité d'intervenir au procès pénal [3]. Quant à la jurisprudence belge, elle décide que si l'assureur est subrogé à tous les droits de l'assuré indemnisé contre le responsable du dommage (art. 22 de la loi belge du 11 juin 1874) il n'a cependant pas le droit de le citer directement devant la

R. Legros, « Considérations sur les délits d'imprudence », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1958-1959, p. 109 et s. ; J. Magnol, « De la compétence des juridictions répressives pour connaître de l'action civile, et des conditions de recevabilité, de cette action devant ces juridictions », *cit.*, n° 30, p. 228 ; G. Stefani, *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 153 ; J. Vidal, « Observations sur la nature juridique de l'action civile », *cit.*, nos 23 et s., p. 505, et n° 27, p. 512. *Contra*, J.-P. Marchat, *L'intervention dans le procès pénal*, th. *cit.*, p. 160 et s., et p. 186 et s.

Un auteur a cependant proposé une solution différente (P. Pfister, « La subrogation légale de l'assureur devant les juridictions de répression », *Dr. mar. fr.*, 1961, p. 587). Il propose de s'inspirer des conditions de la *bailee clause*, pratique suivie par les assureurs anglais, et plus particulièrement en matière d'assurance maritime. Il conviendrait d'écarter par une disposition de la police, la subrogation dont bénéficie l'assureur — ce qui est possible car la subrogation légale n'est qu'une simple faculté qui peut être écartée par la convention des parties (M. Picard et A. Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2e éd., I, n° 334, p. 460) — et de la remplacer par des conditions s'inspirant de la *bailee clause*. L'objet de cette dernière est de donner au paiement effectué par l'assureur le caractère d'une avance pour le compte de l'armateur responsable (G. Ripert, *Droit maritime*, III, n° 2480, p. 513 ; R. Rodière, *Droit maritime*, n° 375), l'assuré s'engageant aux frais de l'assureur à effectuer toutes les démarches nécessaires pour recouvrer sur le responsable du dommage le montant du préjudice qu'il subit et à lui reverser ensuite.

1. V. *supra*, note 1, p. 331.

2. V. J. Vidal, « Observations sur la nature juridique de l'action civile », *cit.*, note 2, p. 490, et n° 27, p. 512.

3. V. R. Piret, « La loi belge du 1er juillet 1956 sur l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs », *cit.*, n° 18. V. également, H. et L. Mazeaud et A. Tunc, *op. cit.*, III, n° 2026-2, p. 118, et note 4, p. 119.

juridiction répressive. Ce droit est personnel à la victime ; il n'est pas susceptible de subrogation [1].

Par conséquent, nombreux sont les arguments favorables à l'intervention de l'assureur de la victime au procès pénal. Certes, une telle solution n'est pas rigoureusement conforme aux règles du droit civil. La subrogation a certainement pour effet de retirer à la victime la faculté de décider « suivant sa conscience de l'opportunité de la poursuite ou du pardon » [2] pour en investir le subrogé. Mais, elle a le mérite de concilier le particularisme de l'action civile exercée par la voie pénale avec les droits de l'assureur. Au surplus, elle correspond à la pratique très généralement suivie par les compagnies d'assurances. Aussi, est-il permis de penser que les arrêts de la Cour suprême qui refusent à l'assureur subrogé le droit de joindre son action à celle du ministère public ne sont pas l'expression d'une jurisprudence définitive.

L'étude de la jurisprudence criminelle démontre, finalement, l'importance de la notion de qualité pour être partie civile au procès pénal. C'est, une fois encore, une manifestation de la nature particulière de l'action civile [3]. Si, pour la théorie classique, l'action en dommages-intérêts possède un caractère exclusivement patrimonial, pour la Cour de cassation, au contraire, elle n'est pas une pure action en responsabilité civile ; car, tous ceux qui, à un titre quelconque, sont titulaires d'une créance d'indemnité n'ont pas le droit de la soumettre indistinctement et en toute circonstance au juge répressif, comme ils pourraient le faire devant une juridiction civile. Conformément à la tradition historique, la jurisprudence criminelle considère que l'origine délictueuse du dommage dont l'action civile assure la réparation lui confère un aspect pénal [4].

1. Trib. corr. Courtrai, 11 juin 1959, *Rechl. Weeklb.*, 1959.454 ; Trib. corr. Liège, 21 déc. 1960, *Jur. Liège*, 1961, p. 243. V. également Cass., 6 mars 1961, *P.*, 1961.I.730 ; *Rev. dr. pén. et crim.*, 1961-1962, p. 419. P. Guiho, « Les recours contre l'auteur d'un dommage ouvrant droit à une indemnité d'assurance », *cit.*, p. 90.

2. L. Mazeaud, « Conflit à la Cour de cassation : l'action personnelle du débiteur de prestations contre le responsable de l'accident survenu au prestataire », *Gaz. Pal.*, 1957.2, doct., p. 37, n° 40.

3. « L'exercice de l'action civile devant les tribunaux de répression est un droit exceptionnel qui, *en raison de sa nature*, doit être strictement renfermé dans les limites fixées par le Code de procédure pénale » (Cass. crim., 26 déc. 1961, *Bull.*, 1961, n° 552, p. 1055). V. *supra*, n° 17, et les arrêts cités note 2, p. 325.

4. J. Foyer, *L'action civile devant la juridiction répressive*, *cit.*, nos 1 et s., p. 320 ; J. Granier, *Quelques réflexions sur l'action civile*, *cit.*, et *La partie civile au procès pénal*, *cit.* ; G. Stefani, *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, *cit.*, Préface, IX ; *Procès pénal et action civile*, *cit.*, p. 53 et s., et p. 58 et s. ; G. Stefani et G. Levasseur, *op. cit.*, II, nos 146, p. 109 ; J. Vidal, « Observations sur la nature juridique de l'action civile », *cit.*

Les arrêts de la Cour de cassation qui subordonnent l'intervention des Caisses de sécurité sociale devant les tribunaux de répression à l'exercice par la victime de son action civile devant ces mêmes tribunaux sont particulièrement révélateurs de cette tendance.

Même lorsque la constitution de partie civile du tiers subrogé n'est pas susceptible de mettre en œuvre l'action publique — ce qui est le cas lorsqu'il intervient à l'instance répressive — seule la victime peut prendre l'initiative de demander des dommages-intérêts par la voie pénale. C'est reconnaître que l'action civile possède toujours, quel que soit son mode d'exercice, un caractère à la fois patrimonial et extrapatrimonial. Elle est sous une forme pécuniaire un complément de la répression, sans se confondre d'ailleurs avec une peine [1].

Cette jurisprudence s'inscrit ainsi dans la ligne des arrêts qui refusent à l'assureur du délinquant le droit d'intervenir devant le juge répressif. Comme eux, elle souligne l'importance de l'autonomie du procès pénal, qui s'étend à tous les aspects de la réparation, au détriment des principes traditionnels du droit privé et plus spécialement des droits de l'assureur subrogé.

Conclusion

24. Finalement, quelle que soit l'hypothèse étudiée, la Chambre criminelle refuse systématiquement à l'assureur de dommages le pouvoir d'intervenir au procès pénal. En dépit de la communauté d'intérêts qui existe entre la compagnie d'assurances et l'assuré, et contrairement aux solutions admises en droit judiciaire privé, l'assureur n'a qualité pour être partie aux débats ni comme défendeur, ni comme demandeur.

Cette jurisprudence, qui a pour résultat de fermer l'accès du procès pénal, est une illustration marquante du particularisme de la justice répressive. Mais, dans la mesure où, précisément, ce particularisme est acquis au mépris des règles du droit civil et des principes fondamentaux du droit des assurances, il appelle les plus sérieuses réserves. Car, les arrêts de la Chambre criminelle ignorent les légitimes intérêts de l'assureur, et, de plus, ils troublent gravement la mise en œuvre des rapports d'assurances.

Pour échapper à ces griefs, le moyen le plus simple consiste sans

1. G. Stefani, *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, *cit.*, Préface, IX.

doute à repenser dans son ensemble le statut de l'assureur devant les juridictions répressives [1]. Mais, une autre solution, d'une portée beaucoup plus générale, est aussi concevable.

Conformément aux directives de la science criminelle moderne, la jurisprudence insiste, chaque jour davantage, sur la spécificité du procès pénal. La tâche du juge répressif consiste beaucoup plus à étudier la personnalité du délinquant, à rechercher si son comportement est socialement dangereux et à prononcer une peine ou une mesure de traitement et de rééducation qu'à affirmer une vérité objective [2]. De ce fait, hormis celui qui est personnellement victime de l'infraction, nul n'a qualité pour être partie à l'instance.

Dans cette perspective, ne conviendrait-il pas alors de restreindre, corrélativement, la portée juridique de la décision pénale [3] ?

1. V. travaux de la Conférence sur l'assurance automobile (janv.-juin 1964), « Rapport du Groupe de travail II », *Rev. gén. ass. terr.*, 1964, p. 283.

2. A. CHAVANNE, « Les effets du procès pénal sur le procès engagé devant le tribunal civil », *Rev. sc. crim.*, 1954, p. 256.

3. V. A. CHAVANNE, *op.* et *loc. cit.* ; G. STEFANI, « Les effets du procès pénal sur le procès engagé devant le tribunal civil », *Rev. int. dr. pén.*, 1955, p. 500 et 501. V. également, J. GRANIER, « La partie civile au procès pénal », *Rev, sc. crim.*, 1958, p. 32 et s.

Pour les solutions admises à l'étranger, voir en droit anglais, J. COUTTS, « De l'autorité de la chose jugée au pénal sur le procès civil », *Rev. int. dr. pén.*, 1955, p. 435 ; voir en droit italien, G. GUARNERI, « Les effets du procès pénal sur les causes évoquées devant le tribunal civil », *Rev. int. dr. pén.*, 1955, p. 455.

Etude des lois concernant la prescription des crimes contre l'humanité

par Jacques-Bernard HERZOG

Docteur en droit,
Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Paris.

1. On a, depuis quelques mois, beaucoup dit et beaucoup écrit sur le problème de la prescription des crimes contre l'humanité. Chacun a soutenu la thèse qu'il défendait au moyen des arguments les plus divers, bons ou mauvais. Il est regrettable qu'un des membres du comité de patronage de cette *Revue* ait employé le pire, en laissant croire qu'il pouvait y avoir une comparaison possible entre les hommes responsables des camps de concentration et d'extermination et les enfants turbulents, agacés par les reproches tardifs de mères abusives [1]. L'assassinat d'Anne Frank et le chapardage d'une tartine de confitures portent peut-être des atteintes à la morale sociale assez différentes pour que les juristes fassent, à leur propos, l'effort de renouveler et de nuancer leur pensée ! Car, qu'on le veuille ou non, qu'on l'approuve ou qu'on s'en inquiète, le problème de la prescription des crimes contre l'humanité est actuellement posé par l'opinion publique à la conscience sociale. Un puissant courant législatif a, depuis un an, multiplié le nombre des lois qui tendent à lui donner une solution de droit interne. Mon propos est, au delà de toute philosophie polémique, de procéder à l'étude du droit positif constitué par les lois intervenues en la matière (I) et d'en confronter les données essentielles aux principes généraux du droit pénal (II).

1. Maurice GARÇON, « La prescription des crimes nazis », *Le Monde*, 14-15 mars 1965.

I

La prescription des crimes contre l'humanité dans les législations internes

2. Lorsque les conventions internationales et les lois internes ont, en application de la Déclaration du 30 octobre 1943 [1], organisé la répression des crimes commis par les chefs du gouvernement allemand et par les exécutants de leurs ordres contraires au droit des gens, le problème de la prescription n'a pas été évoqué. Il n'y est fait référence ni dans le Statut du Tribunal militaire international des grands criminels de guerre [2], ni dans les lois qui, dans les différents pays antérieurement envahis par les troupes hitlériennes, ont été adoptées à l'effet d'assurer la sanction des faits commis dans une zone géographique délimitée [3]. Seule la loi n° 10 du Conseil de contrôle en date du 20 décembre 1945 y a fait allusion en prévoyant, en son article 2, paragraphe 5, que les personnes accusées d'un des crimes définis par les dispositions légales, ne pourraient bénéficier d'aucun droit de prescription en ce qui concerne la période du 30 janvier 1933 au 1er juillet 1945 [4].

Cette formule a donné lieu à diverses interprétations. M. Meyrowitz a considéré qu'elle emportait « annulation pure et simple » de la prescription et avait eu pour conséquence de rendre imprescriptibles les infractions sanctionnées par la loi du 20 décembre 1945 [5]. J'hésite, en ce qui me concerne, à partager cette conviction, en dépit de la caution que l'adhésion de M. Graven a donnée à l'argumentation de M. Meyrowitz [6]. Il m'apparaît que la portée de l'article 2, paragraphe 5, de la loi n° 10 a plus exactement été de constater que la prescription avait été suspendue pendant la durée de la dictature hitlérienne, en raison de l'impossibilité d'exercer les poursuites judiciaires résultant des conditions mêmes

1. V. *Le Statut et le Jugement du Tribunal de Nuremberg*, Publications des Nations Unies, 1949, p. 94.
2. V. *Ibid.*, p. 96 et s.
3. Notamment : France, ordonnance du 28 août 1944 ; Belgique, loi du 20 juin 1947 ; Luxembourg, loi du 2 août 1947 ; Pologne, décrets-lois des 31 août et 12 octobre 1944 et 22 janvier 1946, etc. ; v. Boissier, « La répression des « petits » crimes de guerre », *Revue internationale de droit pénal*, 1948, p. 293.
4. V. Telford Taylor, *Les procès de Nuremberg*, Paris, Carnegie, 1949, p. 150.
5. Meyrowitz, *La répression par des tribunaux allemands des crimes contre l'humanité et de l'appartenance à une organisation criminelle*, 1960, p. 234.
6. Graven, « Les crimes contre l'humanité peuvent-ils bénéficier de la prescription » ? *Revue pénale suisse*, 1965, p. 149.

de l'exécution des crimes du national-socialisme. L'article 2, paragraphe 5, de la loi du 10 novembre 1945 n'a statué que pour le passé. Elle n'a pas envisagé le lointain avenir, devenu le présent, dont il convient que les gouvernements et les organismes internationaux résolvent les imbroglios juridiques et politiques.

3. Il est malaisé d'épiloguer sur les raisons pour lesquelles le problème de la prescription n'a pas reçu de solution législative en 1945. Aucun des souvenirs personnels que j'ai gardés de cette époque où, après avoir assuré le secrétariat de la Commission française des crimes de guerre, j'ai été appelé au ministère public du Tribunal militaire de Nuremberg, ne me permet de prétendre qu'il en ait jamais été discuté, dans une quelconque réunion de travail des organismes nationaux ou internationaux compétents. Cette indifférence a-t-elle eu pour origine la certitude que les crimes contre le droit des gens étant imprescriptibles par nature, il n'était pas nécessaire de débattre un problème dont la solution s'imposait par avance ? Je voudrais pouvoir l'affirmer, mais je crois que l'honnêteté intellectuelle ne m'autorise pas à traduire cette impression en une affirmation catégorique. N'y a-t-il pas eu, en l'esprit des uns et des autres, une autre motivation : la croyance que la volonté répressive de tous les gouvernements, y compris celui de la nouvelle Allemagne, aurait pour conséquence de mener l'action répressive à son terme avant l'expiration des délais de prescription ? Pourquoi ne pas avoir, enfin, le courage de reconnaître comme plausible, que le problème a échappé à la vigilance de ceux qui ont eu la charge de préparer les lois internes et les conventions internationales, dans la bousculade euphorique des premiers mois de l'après-guerre !

La recherche de ce qu'ont pu être, il y a vingt ans, les intentions *négatives* des gouvernements est d'autant plus malaisée que la doctrine a fait preuve d'une égale discrétion à l'égard du problème de la prescription dont M. Graven a souligné qu'il n'avait même pas été soulevé par les auteurs allemands [1]. Elle engage l'étude des questions actuelles sur une voie sans issue. Il suffit de constater que, vingt ans après la capitulation de l'Allemagne hitlérienne, l'approche de la date où la prescription des crimes du national-socialisme risquait d'être acquise, a provoqué une avalanche de lois tendant, par des moyens divers, à éviter l'impunité des crimes

1. V. Graven, *op. cit.*, p. 150.

inexpiables. Ces lois sont inspirées par la même inquiétude sociale mais elles ont emprunté des techniques juridiques distinctes et leur portée peut être différenciée. Il suffit pour s'en convaincre de procéder successivement à leur étude analytique (A) et à leur comparaison synthétique (B).

A. — *Exposé analytique des lois*

4. Les lois que le présent article a la prétention de commenter sont au nombre de douze. Elles émanent, dans l'ordre chronologique de leur promulgation, d'Israël, de Pologne, de la République démocratique allemande, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Belgique, de France, de l'Union des républiques socialistes soviétiques, de Bulgarie, d'Autriche, de Yougoslavie et de la République fédérale d'Allemagne [1]. Leurs dispositions essentielles sont les suivantes.

1° *Israël : loi* 5-710 *de* 1950 [2].

5. La loi 5-710 de 1950 qui est essentiellement rétroactive, a pour objet de donner aux juridictions israéliennes compétence pour connaître des infractions commises, pendant la domination hitlérienne, en dehors du territoire d'Israël.

Les trois infractions principales, punies de la peine de mort, sont le *crime contre le peuple juif*, le *crime contre l'humanité* et le *crime de guerre*, définies par l'article 1er de la loi.

Les *crimes contre le peuple juif* sont les actes suivants : l'extermination des personnes juives, l'atteinte grave portée à leur intégrité physique ou mentale, leur soumission intentionnelle à des conditions d'existence devant entraîner leur destruction physique, l'application de mesures tendant à entraver les naissances, le transfert des enfants juifs dans un autre groupe national ou religieux, la destruction ou la profanation de biens ou d'objets du culte, l'incitation à l'antisémitisme, toutes ces infractions étant commises dans l'intention de détruire totalement ou partiellement le peuple juif, pendant la durée du régime national-socialiste [1].

La loi israélienne désigne comme *crimes contre l'humanité* : l'assassinat, la destruction, l'asservissement, la privation de nourriture causant inanition, l'expulsion des populations civiles, leur persécution pour des raisons nationales, sociales, religieuses ou politiques, et tout acte inhumain commis à leur égard pendant la période du national-socialisme.

Les *crimes de guerre* qualifient l'assassinat de personnes civiles d'un pays occupé, leur persécution et leur déportation pour exécuter des travaux forcés ou pour toute autre raison, l'assassinat des prisonniers de guerre et les mauvais traitements qui leur sont infligés, l'exécution des otages, la destruction d'agglomérations habitées et toute destruction non justifiée par des raisons militaires imprévues, lorsque les faits ont été commis au cours de la seconde guerre mondiale [2].

Indépendamment de ces crimes majeurs, les articles 2 et suivants de la loi de 1950, définissent des infractions de moindre gravité. L'article 2 envisage une situation particulière en disposant que si un individu a, pendant la durée du régime national-socialiste, commis en pays ennemi, certaines infractions précisées par le texte (viol, attentat à la pudeur avec violence, assassinat, homicide, tentative d'homicide, rapt, vol avec violence, etc.), il sera passible des peines prévues par le Code pénal israélien, pour les faits de même nature commis en Israël, si la victime est une personne « persécutée en tant que telle », c'est-à-dire aux termes de l'article 16 de la loi, une personne victime de persécution en raison de son appartenance à un groupe national, racial, religieux ou politique.

6. Il était nécessaire de rappeler ces prémisses pour comprendre la portée de l'article 12 de la loi qui concerne la prescription de l'action publique. Il est ainsi conçu :

« *a*) Les dispositions sur la prescription établies par le chapitre 5 du Code ottoman de procédure pénale ne seront pas applicables aux infractions prévues par la présente loi.

1. Il existe une loi roumaine dont je n'ai pas pu, au jour où j'ai rédigé le présent article, me procurer le texte. Aucune loi n'est, selon les renseignements que j'ai pu recueillir, intervenue aux Pays-Bas, en Grèce, en Norvège et au Danemark. On peut d'ailleurs se demander si le droit danois ne se suffit pas à lui-même. Il résulte, en effet, de l'article 93 du Code pénal danois, qu'en principe l'action publique n'est pas atteinte par la prescription lorsque la peine encourue aux termes de la loi dépasse six années d'emprisonnement. La prescription ne produit, en ce cas, effet que si, par le jeu des circonstances atténuantes, la peine prononcée par le juge est inférieure à un an d'emprisonnement. Au surplus, une loi n° 368 du 6 juillet 1946, dans son article 7, déclare imprescriptible les actes de trahison et les activités antinationales. V. Hurwitz, *Den danske kriminalsret, special del*, Copenhague, Gads Forlag, 1955, p. 3 et s.

2. Recueil des lois du 9 août 1950, p. 281. V. *Annuaire de législation étrangère*, 1950-1951, p. 255. La traduction espagnole de la loi (par M. Israël Drapkin) a paru dans *Anuario de derecho penal y ciencias penales*, 1961, p. 82.

1. C'est-à-dire entre le 30 janvier 1933 et le 8 mai 1945 : art. 16 de la loi.

1. C'est-à-dire entre le 1er septembre 1939 et le 14 août 1945 : art. 16 de la loi.

« *b*) Personne ne pourra être jugé pour les infractions prévues par la présente loi, *sauf celles prévues par les articles* 1 *et* 2, dès lors que se sera écoulé un délai de vingt ans depuis la commission de l'infraction ».

Le mécanisme de la loi israélienne est ainsi très simple et peut être exposé en trois propositions :

1) Les règles du droit commun de la prescription ne sont pas applicables à la matière traitée par la loi 5-710.

2) Les infractions sanctionnées par cette loi se prescrivent en principe toutes par vingt ans.

3) Toutefois, l'article 12 de la loi a déclaré imprescriptibles les crimes définis par ses articles 1 et 2, c'est-à-dire d'une part les crimes contre le peuple juif, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, tous punis de la peine de mort aux termes de l'article 1er et, d'autre part, les crimes commis contre une personne « persécutée en tant que telle » au sens de l'article 16 et tenus par l'article 2 comme présentant de ce fait une exceptionnelle gravité.

La loi israélienne admet ainsi cumulativement le principe de l'imprescriptibilité des infractions « inexpiables » et celui d'un allongement systématique des délais de prescription en ce qui concerne les faits de moindre portée au regard des lois pénales nationales et du droit international de la guerre.

2° *Pologne* : *loi du* 22 *avril* 1964 [1].

7. La loi polonaise comporte un très court exposé des motifs selon lequel le législateur a voulu « empêcher les criminels nazis, coupables des plus grands crimes commis durant la seconde guerre mondiale, d'échapper à la justice ». Son article unique prévoit que la prescription fixée par les articles 86 et 87 du Code pénal n'est pas applicable à l'égard des individus ayant pris part à l'assassinat de personnes faisant partie de la population civile, de soldats ou de prisonniers de guerre, afin de faciliter la tâche des autorités nationales-socialistes. Il est toutefois précisé par le texte que cette exception aux règles de la prescription n'est valable qu'au cas où les poursuites n'ont pas été entamées ou menées du fait que le délinquant n'avait pas été découvert, appréhendé ou extradé.

On observe ainsi que la loi polonaise se caractérise par les dispositions suivantes :

1. V. *Journal officiel de la République populaire de Pologne* du 27 avril 1964, n° 15.

1° Elle vise le crime d'assassinat et ne le définit pas par rapport aux qualifications de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre.

2° Elle a, au regard du crime d'assassinat, un caractère de généralité qui contredit la formule restrictive de son exposé des motifs concernant les individus coupables des plus grands crimes commis pendant la seconde guerre mondiale.

3° Elle soumet la prescription aux dispositions du droit commun lorsque les poursuites n'ont pas été entreprises ou poursuivies contre des criminels dont la retraite était connue, à l'arrestation desquels il avait été procédé ou dont l'extradition avait été obtenue. Les règles posées par les articles 86 et 87 du Code pénal demeurent ainsi valables dans l'hypothèse où les auteurs des crimes nationaux-socialistes n'ont pas été poursuivis par l'effet de la négligence des organes chargés de l'exercice de l'action publique.

3° *République démocratique allemande* : *loi du* 1er *septembre* 1964 [1].

8. La loi de la République démocratique allemande contient un long exposé des motifs et comporte trois articles dont un alinéa concerne la prescription.

L'exposé des motifs est essentiellement destiné à opposer la fidélité de la République démocratique allemande aux obligations résultant du droit des gens à la volonté de la République fédérale d'Allemagne de mettre fin aux poursuites contre les criminels nationaux-socialistes en vertu des dispositions de sa loi interne. L'intention polémique y est toutefois dépassée par l'affirmation que le juste châtiment des criminels de guerre est une condition impérative du maintien de la paix mondiale et une manifestation de confiance envers les droits humains fondamentaux. Elle est également surmontée par l'argumentation juridique qui considère la loi sur l'imprescriptibilité des crimes nazis et des crimes de guerre comme l'exécution des sujétions internationales découlant de la Déclaration du 30 octobre 1943, du Statut du Tribunal militaire international, de l'accord de Postdam du 12 août 1955 « et des traités de paix conclus après la seconde guerre mondiale ».

C'est pourquoi l'article 1er de la loi énonce, en son premier alinéa, une déclaration de principe qui est ainsi conçue : « les personnes qui ont, au cours de la période allant du 30 janvier 1933 au 8 mai 1945,

1. *Journal officiel de la République démocratique allemande*, 10 sept. 1964, p. 127.

commis, commandé ou favorisé des crimes contre la paix ou l'humanité ou des crimes de guerre seront poursuivies et punies conformément aux obligations nées du droit des gens ». L'alinéa 2 de l'article prévoit que : « les dispositions sur la prescription des crimes entrant dans la criminalité générale ne sont pas applicables aux crimes ci-dessus » [1].

La République démocratique allemande a, par ces dispositions, donné une solution simple et ample au problème résolu par la loi du 1er septembre 1964 : elle a déclaré qu'étaient tout à la fois imprescriptibles les crimes contre la paix, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis pendant la durée du régime national-socialiste.

4° *Tchécoslovaquie : loi du 24 septembre* 1964.

9. La loi tchécoslovaque emprunte une forme analogue à celle de la loi de l'Allemagne de l'Est. Un très long exposé des motifs introduit une disposition législative énoncée en son article unique dont les modalités ne laissent toutefois pas que d'être à la fois complexes et nuancées. L'intérêt de l'exposé des motifs réside dans le fait qu'il situe la loi nouvelle dans le cadre du droit commun de la prescription. Aux termes de l'article 67 du Code pénal de Tchécoslovaquie de 1961, les crimes punis de la peine de mort se prescrivent par vingt ans, et ceux que la loi sanctionne d'une peine privative de liberté bénéficient d'une prescription de moindre durée. La prescription de l'action publique est suspendue pendant toute la durée du temps où l'auteur de l'infraction réside à l'étranger. La loi du 24 septembre 1964 est partie de ces données fondamentales pour régler le problème de la prescription des crimes du national-socialisme dans l'esprit de la Déclaration de Moscou, de l'accord inter-allié du 8 août 1945 et de la Convention internationale sur le génocide, à l'appel du VIIe Congrès international des juristes démocrates, tenu à Budapest le 31 mars 1964, et de la conférence sur

1. L'article 2 de la loi évoque un problème dont la solution n'est pas sans importance en ce qui concerne les relations judiciaires entre les deux Allemagnes. Il précise, en effet, que « dans la poursuite des crimes contre la paix et l'humanité ou des crimes de guerre, toute assistance sera prêtée aux autres Etats ». V. à ce propos J.-B. Herzog, « L'extradition des criminels de guerre », *Rapport au Ve Congrès international de droit pénal, Actes du Congrès*, Paris, Sirey, 1952, p. 78 ; le 26 mars 1965, une dépêche de l'A.F.P., reproduite dans le journal *Le Monde* du 27 mars 1965, annonçait que deux magistrats de l'Allemagne de l'Est avaient remis aux Parquets de Coblence et de Bonn « divers documents relatifs à des exactions nazies ».

la prescription des crimes hitlériens donnée à Varsovie, le 5 juin 1964 [1]. Il s'est agi, selon le titre même de la loi « d'éliminer la prescription de la poursuite pénale des crimes les plus graves contre la paix, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au profit ou au service des occupants ».

Le texte de la loi peut donner lieu à la paraphrase qui suit : Ni la poursuite pénale, ni l'exécution de la peine ne se prescrivent en ce qui concerne les crimes contre la paix, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, ou d'une façon générale tous les crimes, commis pendant la période courant du 21 mai 1938 au 31 décembre 1948, par les criminels de guerre ou par leurs complices au profit ou au service des occupants, à la double condition :

— que le fait soit constitutif d'une infraction aux termes du Code pénal tchécoslovaque et des lois en vigueur au moment de son exécution ;

— que la prescription doive intervenir le 9 mai 1965 ou postérieurement à cette date.

10. De la loi tchécoslovaque du 24 septembre 1964, on peut essentiellement retenir :

1° qu'elle concerne à la fois la prescription de l'action publique et celle de la peine ;

2° qu'elle se réfère cumulativement aux crimes contre la paix, aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité et à tous crimes commis au profit ou au service des occupants ;

3° qu'elle rend imprescriptibles les infractions commises du 21 mai 1938 au 31 décembre 1946, c'est-à-dire au delà de la durée de la guerre proprement dite ; pendant la période qualifiée « de danger accru ayant menacé la République » [2] ;

4° qu'elle ne porte pas atteinte aux prescriptions acquises au 9 mai 1965 pour les crimes punis d'une peine privative de liberté ;

5° que sa portée est limitée au cas des criminels séjournant sur le territoire tchécoslovaque sans y être découverts puisque celui des criminels réfugiés à l'étranger est résolu par la suspension de la prescription résultant de l'article 67, paragraphe 2, du Code pénal.

1. V. le texte de la Résolution de Varsovie, Graven, *op. cit.*, p. 128 et s.
2. Décrets du 19 juin 1945, *Recueil des Lois* 1945, n° 16, fixant au 21 mai 1938 le commencement de la période de danger accru, et ordonnance du 22 novembre 1946 (*Recueil des lois* 1946, n° 217) fixant son terme au 31 décembre 1946.

5° *Hongrie : décret-loi n° 27 de* 1964 [1].

11. Un décret 81-1945, auquel une loi n° 7 de 1945, a donné force législative et qu'un décret 1440 de 1945 et une loi n° 34 de 1947 ont complété et modifié, a prévu que les individus responsables ou complices de la « catastrophe historique subie par le peuple hongrois », seraient châtiés aussi vite que possible. Ces dispositions établissaient une distinction entre les crimes de guerre et les crimes contre le peuple. Mais il suffit de se référer à la définition des crimes de guerre pour en déceler le large domaine et s'apercevoir que sous ce vocable, la loi hongroise a englobé le crime contre la paix (avoir poussé la Hongrie à entrer dans la guerre et ne pas l'en avoir empêché alors qu'on en avait le pouvoir ; avoir empêché l'armistice par la force ou la menace) et ce qu'il est convenu de dénommer le crime contre l'humanité (avoir violé gravement les conventions internationales relatives au traitement des populations civiles, avoir abusé de ses pouvoirs en participant à l'exécution illégale ou à la torture d'êtres humains, y compris la déportation des juifs). Les crimes de guerre étaient, dans les lois hongroises de 1945-1947, toutes les infractions commises en relation avec la guerre, les crimes contre le peuple étant ceux qui se rapportaient à l'état politique et social [2].

L'exposé des motifs du décret-loi de 1964 constate que les dispositions prises ont permis de poursuivre « la plupart » des criminels de guerre et d'exécuter les peines auxquelles ils ont été condamnés. Mais il observe que certains d'entre eux se sont, par leur fuite à l'étranger ou par tout autre moyen, soustraits à l'action de la justice et qu'à leur égard il importe, *en dépit du temps écoulé*, de faire en sorte « que les auteurs des crimes extrêmement graves puissent répondre de leurs actes, ou que les peines les plus lourdes prononcées contre eux puissent être exécutées ».

12. Cela étant, le décret-loi hongrois dispose que ne se prescrit pas l'action publique concernant les crimes de guerre définis par les articles 11 et 13 du décret 81.1945 et des textes subséquents, non plus que la peine prononcée pour lesdites infractions, lorsqu'il

1. *Journal officiel de la République populaire de Hongrie*, du 10 nov. 1964, n° 68, p. 553.
2. V. *Annuaire de législation étrangère* 1939-1948, p. 337 ; Racz, « L'évolution récente du droit pénal hongrois », *Bulletin de la Société de législation comparée* 1948, p. 77 et s., notamment 82, 83, 96 et 97.

s'agit d'une peine privative de liberté pendant quinze ans ou d'une peine plus grave. Cette formule très simple appelle trois observations.

1° L'attention a déjà été attirée par le sens extensif qui est, en droit hongrois, celui de l'expression crime de guerre.

2° La loi hongroise traite à la fois de la prescription de l'action publique et de celle de la peine.

3° Elle ne concerne pas tous les crimes de guerre, mais les plus graves d'entre eux, définis par les articles 11 et 13 du décret de 1945.

6° *Belgique : loi du 3 décembre* 1964 [1].

13. La loi belge du 3 décembre 1964 a une portée très limitée. Elle se présente comme dérogatoire à l'article 91 du Code pénal fixant à vingt ans la durée de la prescription des peines criminelles. L'article 1er de la loi décide que, nonobstant les dispositions de l'article 91 du Code pénal et pourvu que la prescription ne soit pas encore acquise à la date de son entrée en vigueur, les peines de mort prononcées pour crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat (chapitre II, du titre 1er du livre II du Code pénal) commises entre le 9 mai 1940 et le 8 mai 1945 se prescriront par trente ans et non pas par vingt ans à compter de la date de la condamnation. Il résulte de l'article 2 que la durée de la prescription demeure fixée à trente ans, en cas de commutation, après l'entrée en vigueur de la loi, de la peine de mort en une peine supérieure à vingt ans.

Autrement dit, la loi belge ne concerne que la prescription des peines de mort et n'a pas d'autre effet que d'allonger de dix ans le délai de droit commun, porté de vingt à trente ans.

Il convient également d'observer que la prescription n'est modifiée qu'au cas où les peines de mort ont été prononcées pour crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. On peut en inférer que le législateur de Belgique a voulu régler le problème dit de l'incivisme [2] et non pas celui de la criminalité de guerre, *stricto* ou *largo sensu*.

La preuve en résulte à l'évidence des travaux préparatoires de la loi du 3 décembre 1964. Un membre de la Chambre des représentants, M. Moulin, a déposé une proposition de loi tendant à complé-

1. *Moniteur belge* du 4 septembre 1964, p. 12572.
2. V. notamment J. Y. Dautricourt, « La répression de l'incivisme en Belgique », *Revue internationale de droit pénal*, 1960, p. 133.

ter le projet gouvernemental en rendant imprescriptibles les peines criminelles prononcées pour « génocide, crimes de guerre et crimes contre la sûreté de l'Etat ». Cette proposition a été écartée, *à l'unanimité*, par la Commission de la Justice, après une intervention du ministre compétent faisant observer que sa portée était trop large et que le droit pénal belge ignorait le crime de génocide [1]. Les rapporteurs de la loi ont, accidentellement, évoqué le comportement des « criminels de guerre ». Mais il ne faut pas s'y tromper, le gouvernement belge ne s'est pas spécialement référé aux crimes de guerre définis par la loi du 20 juin 1947. Il n'a pas hésité à affirmer que la notion de génocide était étrangère au droit de la Belgique. L'exposé des motifs de la loi du 3 décembre 1964 est d'ailleurs explicite. La seule préoccupation du gouvernement de la Belgique a été d'éviter que la prescription mette fin à *l'exil* de citoyens belges, condamnés à mort pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat. L'article 3 de la loi a d'ailleurs trait aux conséquences de la modification du délai de prescription sur la déchéance de nationalité résultant de l'article 4 de la loi du 30 décembre 1953.

14. La loi du 3 décembre 1964 n'a d'ailleurs pas été approuvée par le Parlement belge sans que le ministre de la Justice fournisse des explications sur la politique que le gouvernement entendait proposer au Roi de suivre en matière de grâces. Il en résulte que 1338 condamnations à mort ont été prononcées par défaut pour crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat belge. Huit cents condamnés pourraient, selon le ministre, bénéficier de mesures de grâce ayant pour effet d'entraîner l'application de l'article 2 de la loi et leur maintien en liberté par l'effet de la prescription de droit commun. Le cas d'environ cinq cents criminels devrait donner lieu à un examen approfondi. Aucune mesure de clémence ne saurait, à la limite extrême, être envisagée en faveur de cinquante condamnés qui se sont rendus coupables de tortures ou de dénonciations massives ou qui ont assumé des responsabilités politiques très lourdes [2]. Il faut aller jusqu'au fond de sa pensée et dire que la loi du 3 décembre 1964 ne s'est apparemment pas assigné d'autre fin que

1. *Rapport* fait au nom de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants par M. Gruselin, document 861, 1963-1964, n° 2, du 10 nov. 1964. Ce document se réfère de façon assez inattendue à l'avis des « pénalistes étrangers Donnedieu de Vabres, Beccaria et Bentham ».

2. *Rapport* fait au nom de la Commission de la Justice du Sénat, par M. Van Bogaert, document 22 du 24 nov. 1964.

de régler le problème posé au gouvernement belge par le cas de Degrelle et des membres de son état-major !

7° *France : loi du 26 décembre 1964* [1].

15. Une proposition de loi, élaborée en suite des travaux menés sous la direction de M. Rolland, conseiller à la Cour de cassation, par l'Amicale des magistrats résistants et par la Commission juridique de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance, a été déposée conjointement par deux parlementaires, appartenant l'un à la majorité gouvernementale, M. Schmittlein, et l'autre à l'opposition modérée, M. Paul Coste-Floret, ancien membre de la délégation française au Tribunal militaire international de Nuremberg. Elle a été votée à l'unanimité dans chacune des deux Assemblées et elle est devenue la loi du 26 décembre 1964 dont le texte est le suivant : « Les crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par la résolution des Nations Unies du 13 février 1946 prenant acte de la définition des crimes contre l'humanité, telle qu'elle figure dans la Charte du Tribunal international du 8 août 1945, sont imprescriptibles par nature ».

16. Le style de l'article unique qui constitue la loi n'est peut-être pas des meilleurs. Mais l'intention du législateur est nettement précisée et la portée de la disposition législative soigneusement délimitée.

La Résolution des Nations Unies à laquelle il est fait référence a été prise au cours du procès de Nuremberg et a trait à la livraison des criminels de guerre, mais quelques jours après que le jugement ait été rendu, l'Assemblée générale des Nations Unies a, le 11 décembre 1946, créé, par sa résolution 94 (1), une commission pour led éveloppement progressif du droit international et, par sa résolution 95 (1) elle a, le même jour, invité cette commission à procéder à une « codification générale des principes reconnus dans le Statut du Tribunal de Nuremberg et dans le Jugement de ce Tribunal » [2]. On peut donc négliger le problème des nuances apportées à la notion de crime contre l'humanité par les définitions successives du Statut du 8 août 1945 et du Jugement du 1er octobre 1946. L'exposé des motifs de la proposition de loi et le rapport présenté par M. Paul

1. *Journal officiel* du 29 déc. 1964, p. 17788, *B.L.D.*, 1965, p. 33, D. et S., 1965.L.11 ; *J.C.P.*, 1965.III.30668.

2. « Le Statut et le Jugement du Tribunal de Nuremberg », *op. cit.*, p. 16.

Coste-Floret à l'Assemblée nationale au nom de la commission de législation, ont souligné que la loi française frappait d'imprescriptibilité les crimes contre l'humanité, parce qu'à défaut de convention internationale, la France se devait d'agir par sa législation interne et parce que les crimes contre l'humanité lui apparaissaient comme imprescriptibles par nature.

Il s'agit des crimes entrant dans les prévisions de l'article 6 C du Statut du 8 août 1945, à savoir « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toute population civile, avant ou pendant la guerre, ainsi que les persécutions poursuivies pour des motifs politiques, raciaux ou religieux ». Mais il importe assez peu que l'article 6 du Statut du Tribunal de Nuremberg n'ait incriminé les crimes contre l'humanité que dans la mesure où ils ont été commis en liaison avec les autres infractions entrant dans la composition de la juridiction internationale et que le jugement se soit fondé sur cette formule restrictive pour estimer que les actes commis par les nationaux-socialistes antérieurement au 1er septembre 1939 n'ont pas nécessairement constitué, pour révoltants et atroces qu'ils aient été, des crimes contre l'humanité [1]. La loi française du 26 décembre 1964, a attaché la conséquence de l'imprescriptibilité à la nature même des crimes contre l'humanité, sans en limiter l'effet aux circonstances dans lesquelles ils ont été commis et, par voie de déduction, malgré la référence à la Charte du Tribunal militaire international, sans que la compétence de la juridiction de 1945 ait une incidence sur la portée d'une disposition législative parfaitement explicite par son exposé des motifs.

8° *Union des républiques socialistes soviétiques : décret du Presidium du Soviet suprême du 4 mars* 1965 [2].

17. Le Presidium du Conseil suprême de l'Union des républiques socialistes soviétiques a décidé, le 4 mars 1965, « que les criminels nazis, coupables de crimes de guerre et des pires forfaits contre l'humanité devaient être traduits en justice, indépendamment du temps écoulé depuis l'exécution de leurs crimes ».

1. *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international*, Edition française, 1947, t. 1, p. 12 et 268 ; v. J.-B. Herzog, « Contribution à l'étude de la définition du crime contre l'humanité », *Revue internationale de droit pénal*, 1947, p. 155 ; Graven, « Les crimes contre l'humanité », *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 1950, p. 427.

2. *Pravda*, 5 mars 1965.

L'exposé des motifs qui introduit cette disposition aux termes imprécis permet difficilement d'en déterminer la portée exacte. Il dispose que la conscience des peuples ne peut pas admettre que « les criminels fascistes ayant commis les pires forfaits lors de la seconde guerre mondiale demeurent impunis » et que le Presidium du Soviet suprême se conforme aux principes universellement admis par le droit international, reproduits dans le Statut du Tribunal militaire international et admis par les Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, en édictant des règles permettant de châtier les criminels hitlériens où qu'ils se trouvent et quel que soit le temps pendant lequel il se sont dérobés à la justice. L'interprétation du décret, en fonction de son exposé des motifs, conduit aux trois conclusions suivantes :

1) le droit soviétique concerne les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis pendant la seconde guerre mondiale sans que soient énoncés les délais qui déterminent la période d'hostilités. Peut-être y a-t-il à cette discrétion quelque raison que la bienséance diplomatique conseille de laisser dans un oubli prolongé !

2) La question de savoir si la notion de « pire forfait contre l'humanité » englobe ce qu'il est convenu de dénommer le crime contre la paix, doit vraisemblablement être résolue par l'affirmative, étant donné que l'exposé des motifs fustige les criminels hitlériens qui ont « déclanché » la deuxième guerre mondiale.

3) La formule du décret ne permet pas, *a priori*, de résoudre le problème du sort que la justice soviétique entend réserver aux prescriptions éventuellement acquises. Elle laisse également sans solution apparente la difficulté suivante : l'article 41 des Fondements de la législation pénale de l'Union des républiques socialistes soviétiques du 25 décembre 1958 (art. 48 C. pén.) expose que la prescription est portée à quinze ans lorsque l'auteur d'une infraction s'est volontairement soustrait aux poursuites et complète cette disposition par une formule qui est ainsi conçue : « La question de savoir s'il faut faire jouer la prescription à l'égard d'une personne ayant commis une infraction passible, en vertu d'une loi, de la peine de mort est tranchée par le tribunal. Si le tribunal estime impossible d'appliquer la prescription, la peine de mort ne peut être infligée et elle est remplacée par la privation de liberté ». On pourrait s'interroger sur le conflit existant entre cette règle exceptionnelle et l'exception résultant du décret du 4 mars 1965, si la logique ne commandait pas de conclure à l'abrogation de

toutes les dispositions du droit pénal commun en ce qui concerne les faits définis par le décret sur l'imprescriptibilité des crimes hitlériens.

9° *Bulgarie : décret du 22 mars 1965* [1].

18. Le Presidium du *Narodno Sobranié* (Assemblée générale) de la République populaire de Bulgarie a adopté, le 22 mars 1965 un décret dont les termes sont les suivants : « La prescription ne s'applique pas aux crimes contre la paix et l'humanité et aux crimes de guerre, et les responsables hitlériens et fascistes doivent être traduits devant les tribunaux et punis, nonobstant le délai qui s'est écoulé depuis la commission de ces crimes ».

La formule bulgare est ainsi, à des nuances près, identique à celle du décret soviétique. Elle vise expressément les crimes contre la paix. Elle se réfère à la période 1941-1945 dans la mesure où elle traite des criminels « hitlériens et fascistes » et où son exposé des motifs, très proche également de celui du décret soviétique, précise que des crimes d'une extrême gravité, à jamais ineffaçables de la mémoire des peuples, ont été commis pendant la seconde guerre mondiale.

10° *Autriche : loi fédérale du 31 mars 1965* [2].

19. La loi autrichienne du 23 avril 1965 ne peut pas être exposée sans que le cadre juridique dans lequel elle s'insère ait été défini. Il faut savoir que l'article 231 du Code pénal autrichien déclarait imprescriptibles les crimes punis de la peine de mort, tout en les sanctionnant d'une peine moindre après l'écoulement d'un délai de vingt ans. Il faut également se rappeler que la peine de mort a été abolie en Autriche par une loi du 21 juin 1950, qui a substitué à la peine capitale, la peine dite de la réclusion de rigueur à perpétuité. Le législateur autrichien a cru pouvoir résoudre, sur ces bases, le problème de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Il n'a pas légiféré sur la matière elle-même mais il l'a vidée de sa substance en procédant à une modification de l'article 231 du Code pénal.

L'alinéa 1er de cette disposition est désormais, aux termes de l'article 1er de la loi du 31 mars 1965, ainsi rédigé : « Il n'y a pres-

1. Décret n° 208, *Journal officiel*, n° 23 du 23, mars 1965.
2. *Bulletin des lois de la République d'Autriche*, n° 28, du 23 avril 1965.

cription, ni de l'instruction, ni de la peine, pour les crimes punis de la réclusion de rigueur perpétuelle, en vertu de l'article 1er de la loi fédérale du 21 juin 1950 ». La loi du 31 mars 1965 complète cette disposition permanente en prévoyant, en son article 3, que l'article 231 est applicable aux actes commis avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle et passible, au moment de leur commission, soit de la peine de mort, soit de la peine de la réclusion de rigueur perpétuelle. Autrement dit :

1° Malgré les termes de la loi, seule la prescription de l'action publique est en cause. C'est en effet au sens de prescription de l'action publique qu'il convient d'entendre la formule prescription de « l'instruction et de la peine » utilisée par le Code pénal autrichien. Seule la réhabilitation peut mettre fin à l'effet de la condamnation [1].

2° La loi autrichienne a déclaré imprescriptibles, dans les termes de l'article 231 du Code pénal, tous les actes punis de la peine de mort ou de la peine de réclusion de rigueur perpétuelle. Il est évident que les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre les plus graves sont atteints par cette disposition, dans la mesure où les dites infractions entrent dans les incriminations du droit pénal autrichien. Il convient cependant de demeurer attentif au fait que le maintien de l'alinéa 2 de l'article 231 entraîne, à l'échéance d'un délai de vingt ans, une diminution très sensible des pénalités légales et que dans cette perspective, la loi autrichienne du 31 mars 1965 a donné une adhésion plus apparente que réelle à la thèse de l'imprescriptibilité.

3° Mais, et ceci compense en partie cela, la loi du 31 mars 1965 paraît devoir être interprétée compte tenu de l'article 229 du Code pénal, précisant en son alinéa *c*, que le bénéfice de la prescription n'est *jamais* acquis au délinquant ayant fui le territoire autrichien.

11° *République fédérale d'Allemagne : loi du 13 avril 1965* [2].

20. On sait que le problème de la prescription des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité a constitué une épreuve morale et politique pour le gouvernement et le peuple de l'Alle-

1. *Les Codes pénaux européens*, t. 1, *Code pénal autrichien*, traduction de M. Hinschberger, p. 133, note 4. V. Max Horzow, *Grundriss des Osterrischen Strefrechts, Strafe und Sicherung*, p. 263.
2. *Bulletin des lois de la République fédérale d'Allemagne*, partie I, 21 avril 1965.

magne fédérale. C'est en grande partie pour inciter les autorités allemandes à agir que la conférence de Varsovie s'est réunie et que le mouvement législatif concernant la prescription n'a cessé de se développer à travers l'Europe. On a déjà trop souvent [1] et parfois trop bien [2] décrit le trouble qui s'est, à ce propos, emparé des esprits en Allemagne, pour qu'il soit nécessaire de revenir sur les péripéties ayant accompagné le vote de la loi du 13 avril 1965. Il suffit de rappeler que, dans l'Europe en construction et le monde en transformation, l'Allemagne ne peut devenir fraternelle qu'à condition d'admettre, en préalable indispensable, que l'hitlérisme a été criminel ! On est alors conduit à se demander si cette conviction préjudicielle apparaît à travers les dispositions de la loi du 13 avril 1965.

21. L'économie de la loi ouest-allemande est la suivante. Elle prévoit qu'en ce qui concerne les crimes punissables de la réclusion perpétuelle [3], la prescription est considérée comme suspendue du 8 mai 1945 au 31 décembre 1949, sous réserve des prescriptions acquises à la date de son entrée en vigueur [4]. On peut en déduire que :

1° la loi allemande ne s'est pas placée sur le terrain de l'imprescriptibilité, mais a modifié les délais de prescription par le mécanisme d'une suspension temporaire ;

2° la date du 31 décembre 1949, correspond à celle de la fondation de la République fédérale d'Allemagne. Il n'est pas sans intérêt de comparer cette date aux données de fait suivantes. Les tribunaux allemands ont, après l'entrée en vigueur de la loi n° 10 du Conseil de contrôle interallié du 20 décembre 1945, eu la faculté de connaître des procédures concernant les criminels de guerre allemands lorsque les victimes des infractions étaient des nationaux allemands ou des personnes sans nationalité [5]. Il a ainsi

1. V. notamment dans la presse d'information : Dominique Auclères, « Jugement des crimes nazis et délai de prescription : deux problèmes à caractère obsessionnel pour les Allemands », *Le Figaro*, 11 févr. 1965 ; Rémy Roure, « Anniversaire et prescription », *Le Figaro*, 12 avril 1965 ; Georges Gombault, « L'occasion manquée de l'Allemagne », *Le droit de vivre*, 15 mai 1965.

2. V. notamment Graven, *op. cit.*, p. 114 à 119, 142 et s., 169 et s.

3. La peine de mort est abolie en Allemagne, v. art. 102 de la Constitution fédérale.

4. La suspension de la prescription a pour effet de rendre inapplicable l'article 5, alinéa 1er de la première loi du 30 mai 1956 concernant l'abrogation de la législation dite d'occupation (art. 2) ; la loi du 13 avril 1965 est *applicable* dans le *Land* de Berlin en vertu de l'article 13, alinéa 1er de la 3e loi du 4 janv. 1952.

5. Art. III-1, *in fine*, de la loi du 20 déc. 1945.

été procédé, dans des conditions sporadiques, jusqu'à ce que la République fédérale d'Allemagne ait recouvré son entière souveraineté par l'effet des accords de Paris du 24 octobre 1954, entrés en vigueur le 5 mai 1955 [1]. La date du 31 décembre 1949 provient donc d'un choix arbitraire et institue un délai dont les termes résultent de données plus politiques que juridiques ;

3° le législateur allemand n'a pas osé aborder de front le problème de la criminalité hitlérienne et a agi sur les délais de prescription concernant les crimes punissables de la réclusion perpétuelle. Sa formule est donc à la fois extensive dans la mesure où elle englobe les infractions de quelque nature que ce soit et restrictive pour autant qu'elle atteint exclusivement celles dont la sanction est la réclusion perpétuelle.

12° *Yougoslavie : loi modifiant le Code pénal* [2].

22. La Yougoslavie est un des pays qui a incriminé, par des dispositions de son droit interne, la violation des conventions internationales sur le génocide et sur la protection des populations civiles et des prisonniers de guerre. Le Code pénal yougoslave de 1951 comporte un chapitre XI, intitulé : « Infractions contre l'humanité et contre le droit des gens », dont les articles successifs ont sanctionné les atteintes au droit international et au droit des gens [3]. C'est pourquoi le législateur a pu se contenter d'insérer une disposition concernant la prescription des infractions définies par le chapitre XI dans une loi destinée à réduire certaines contradictions existant entre le Code pénal et la Constitution. L'article 15 de cette loi est rédigé comme suit : « Après l'article 134 du Code pénal s'ajoutent un nouveau titre et un nouvel article ainsi conçus :

« Imprescriptibilité des crimes de génocide et des crimes de guerre.

(Art. 134 *a*) :

« La poursuite et l'exécution de la peine concernant les délits prévus aux articles 124 à 128 du Code pénal ne se prescrivent pas ».

La formule du droit yougoslave se caractérise ainsi par le fait que l'imprescriptibilité atteint les infractions, en elles-mêmes, et non pas en raison de ce qu'elles ont été commises à l'occasion

1. V. Graven, *op. cit.*, p. 143-144.

2. V. *Journal officiel de la République populaire fédérative de Yougoslavie*, 5 avril 1965, p. 643.

3. V. *Le droit pénal nouveau de la Yougoslavie*, Bogdan Zlataric, « Etude des incriminations dans le droit pénal yougoslave », p. 103 et s.

de la seconde guerre mondiale. Elle permet également d'observer que, si l'article 134 *a* concerne à la fois les crimes contre l'humanité sous leur forme aggravée du génocide et les crimes de guerre, il exclut le crime contre la paix de son champ d'application. On peut également souligner que seuls les crimes de guerre les plus graves sont atteints par l'imprescriptibilité puisque les infractions définies par les articles 129 et suivants du Code pénal yougoslave échappent à la règle posée par le nouvel article 134 *a*.

B. — *Commentaire critique*

23. L'analyse des lois concernant la prescription des crimes contre l'humanité a mis en évidence la diversité des techniques utilisées par les législations étudiées pour parvenir à des fins prétendues identiques. Il paraît inutile d'alourdir le présent exposé par un commentaire détaillé de ces techniques, mais il n'est pas sans intérêt de présenter les observations suivantes.

1° *Adoption d'une législation d'exception ou modification de la législation de droit commun.*

24. Deux méthodes ont été suivies par les législateurs nationaux. La plupart ont consacré une législation spéciale à la question des crimes contre l'humanité alors que d'autres ont tenté de résoudre le problème particulier qui leur était posé en englobant sa solution dans une modification des règles concernant le droit commun de la prescription. A vrai dire, trois lois seulement ont eu recours à ce procédé : celle de la Belgique qui est applicable, dans la mesure de ses prévisions, à toutes les infractions à la sûreté extérieure de l'Etat, celle de l'Autriche qui a rendu imprescriptibles tous les crimes punis de la peine de mort et de la réclusion de rigueur perpétuelle et celle de la République fédérale d'Allemagne qui a suspendu les délais de prescription concernant toutes les infractions passibles de réclusion perpétuelle. On peut tirer argument de la généralité des solutions consacrées par ces lois en faveur du caractère relatif de la notion de prescription. La prescription n'est pas de droit naturel puisque les systèmes juridiques les moins enclins à rendre imprescriptibles les crimes contre le droit des gens, ont cru n'avoir pas d'autre moyen de consacrer cette solution qu'en utilisant une formule uniforme, applicable aussi bien aux infractions exceptionnelles du droit international pénal qu'aux crimes de

droit commun [1] ! Sans doute y-a-t-il à cet égard une leçon à tirer d'un mouvement législatif qui, se voulant timoré dans ses incidences politiques, apparaît comme « radical » dans sa signification juridique.

2° *Imprescriptibilité des infractions ou prolongation des délais de prescription.*

25. L'attitude, qui a été prise à cet égard par les diverses législations, est significative de leur approche du problème. En déclarant imprescriptibles les crimes contre le droit des gens les unes ont adopté une solution de principe, allant au delà du trouble entretenu dans les esprits par l'approche de la prescription, et fondée sur la conception que les crimes inexpiables par essence (ou par nature, selon l'expression de la loi française) doivent être soustraits à l'oubli de la prescription. En se bornant à agir sur les délais de prescription, les autres législations ont précisément eu le souci de ne pas s'engager sur la voie des principes généraux du droit. Leur seule préoccupation a été de trouver une solution aux difficultés résultant tant sur le plan des relations internationales que sur celui des politiques internes de l'approche de la prescription.

26. A vrai dire, il n'y a que deux lois dont la technique ait exclusivement consisté à modifier le délai de prescription : la loi belge qui a prolongé de dix ans le délai de prescription des peines de mort prononcées pour atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, et la loi allemande qui a suspendu le cours de la prescription jusqu'au 31 décembre 1949. Toutes les autres lois se sont placées sur le terrain de l'imprescriptibilité (Pologne, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Hongrie, France, U.R.S.S., Bulgarie, Autriche, Yougoslavie). Mais l'exemple d'Israël doit être mis en évidence. La loi de 1950 a, d'une part, tenu pour imprescriptibles les crimes contre le peuple juif, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes commis contre une victime persécutée en raison de ses origines nationales ou ethniques. Elle a, d'autre part, fixé à vingt ans le délai de prescription de toutes les autres infractions définies par le texte légal. Il y a, dans la technique de la loi israélienne, une volonté de nuancer les solutions qui mérite de retenir l'attention.

2. V. ci-après, n° 28.

3° *Prescription de l'action publique ou prescription de la peine.*

27. La portée des lois récemment intervenues diffère essentiellement selon qu'elles concernent la prescription de la peine ou la prescription de l'action publique.

A vrai dire, une seule d'entre elles ne se réfère exclusivement qu'à la prescription de la peine. C'est la loi belge dont on a déjà précisé qu'elle ne prolongeait, au surplus, les délais de prescription qu'à l'égard des peines de mort. Aucune modification n'est apportée, en droit belge, en ce qui a trait à la prescription de l'action publique [1] et il est possible de le regretter.

Les lois qui traitent à la fois de la prescription de l'action publique et de celle de la peine ne sont pas les plus nombreuses. Seules, en fait, les formules utilisées par les législations tchécoslovaque, hongroise et yougoslave sont explicites. Une réflexion vient toutefois à l'esprit. On peut se demander si les dispositions législatives qui se limitent à déclarer imprescriptibles les infractions qu'elles concernent, n'envisagent pas implicitement la prescription de la peine et celle de l'action publique. N'est-ce pas en particulier le cas de la loi française du 26 décembre 1964 ? S'il est vrai que les crimes contre l'humanité sont, aux termes de cette loi, imprescriptibles *par nature*, n'est-il pas logique d'en conclure que cette imprescriptibilité atteint aussi bien la peine que la poursuite pénale ? Ni l'exposé des motifs, ni les travaux préparatoires de la loi ne permettent de résoudre le problème avec certitude. Mais la solution affirmative correspond à l'esprit et même à la lettre des dispositions légales.

En revanche, les formules employées par les lois d'Israël, de l'U.R.S.S., de la Hongrie, de l'Autriche [2] et de la République fédérale d'Allemagne sont suffisamment précises pour être cantonnées dans le domaine de la prescription de l'action publique. A vrai dire, il conviendrait, pour délimiter leurs conséquences exactes au regard de la prescription des peines, de procéder à une étude préalable des procédures de contumace ou de défaut dans les diverses législations. Cette recherche permettrait de mesurer l'incidence réelle des dispositions concernant la prescription, mais elle excéderait les limites de cet exposé.

1. V. art. 21 du C. d'instr. crim. belge.
2. V. *supra*, note 1, p. 353.

4° *Domaine d'application des lois de prescription.*

28. L'analyse des lois qui ont tenté de résoudre le problème de la prescription des crimes contre le droit des gens attire enfin l'attention par la diversité des infractions envisagées par les différentes législations.

On peut d'abord déterminer plusieurs courants législatifs selon ce qu'il est tentant d'appeler le « volume de leur débit ».

Une tendance extensive a englobé, en des formules parfois imprécises, le crime contre la paix, le crime de guerre et le crime contre l'humanité. Telle est la terminologie des lois tchécoslovaques, est-allemande, hongroise, soviétique et bulgare. La loi israélienne couvre également un domaine très large puisque, si elle n'a pas envisagé le crime contre la paix, elle a, dans ses articles 1er, 2 et 12, donné aux crimes contre le peuple juif et contre les personnes persécutées en raison de leur origine, le même régime juridique qu'aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité. Une observation paraît, à l'égard de ces formules législatives, pouvoir (ou devoir) être présentée. Il est peut-être inquiétant de constater que le crime contre la paix est déclaré imprescriptible, alors qu'en dépit du jugement rendu, le 1er octobre 1946, par le Tribunal militaire international des grands criminels de guerre, le problème de l'agression demeure posé à la science des juristes et à la conscience des hommes [1].

A l'inverse, la tendance des lois qui limitent leur effet à certaines incriminations peut être tenue pour restrictive. On retrouve les législations qui « se sont réfugiées » dans la modification du droit commun de la prescription et qui ne concernent, en Belgique que les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, en Autriche, les crimes punis de la peine de mort ou de la réclusion de rigueur perpétuelle, en Allemagne, les infractions passibles de la réclusion perpétuelle. La loi polonaise peut (assez étrangement) être comptée au nombre de ces législations dans la mesure où elle n'envisage que les faits d'assassinats commis contre des prisonniers de guerre (crimes de guerre) ou des populations civiles (crimes contre l'humanité).

Entre ces deux extrêmes, il est possible de situer les législations qui ont tenté de limiter le domaine d'application des mesures

1. V. Aroneanu, *La définition de l'agression*, Paris, les Editions internationales, 1958.

d'imprescriptibilité aux crimes contre le droit des gens, qualifiés par le moyen d'une incrimination large mais précise. La loi française du 29 décembre 1964 et la loi yougoslave ont témoigné de cette préoccupation en se référant, la première aux crimes contre l'humanité, définis par le Statut du Tribunal militaire international, et la seconde aux crimes de génocide et aux crimes de guerre. Il y a, entre les deux législations, une différence fondamentale. La première exclut de son champ d'application les crimes de guerre dégagés par l'article 6 B du Statut alors que la seconde les englobe, du moins dans la définition donnée par les articles 125 à 128 du Code pénal yougoslave, c'est-à-dire sous leur forme aggravée d'une extermination systématique s'apparentant au génocide. En dépit de cette divergence, la loi française et la loi yougoslave témoignent de la même technique dans la mesure où, également éloignées de l'extension confuse et de la précision restrictive, la discrimination à laquelle elles ont procédé, correspond à une conception politique et à une définition juridique du domaine de l'imprescriptibilité.

29. Une réflexion analogue est inspirée par une dernière particularité des lois étudiées. Ces lois se distinguent en ce qu'elles rattachent ou non le problème de l'imprescriptibilité à l'hitlérisme ou à la deuxième guerre mondiale. C'est la formule qu'ont employée les législateurs israélien, polonais, est-allemand, tchécoslovaque, hongrois, belge, soviétique et bulgare, qui se réfèrent soit à l'époque de la domination nationale-socialiste, soit à la durée des hostilités, soit (en Tchécoslovaquie), à la « période dite de danger accru ayant menacé la République » [1]. En revanche, les lois autrichienne, ouest-allemande, française et yougoslave déclarent imprescriptibles des infractions dont elles définissent la nature, indépendamment des conditions, notamment des circonstances de temps et de lieu, dans lesquelles elles ont été commises. Mais on sait déjà que cette méthode ne s'explique pas, dans les quatre cas, par les mêmes considérations. Elle est, en Allemagne fédérale et en Autriche, la conséquence du fait que le législateur a agi par modification des règles du droit commun concernant la prescription. Elle trouve, en France et en Yougoslavie, sa raison d'être dans la volonté du législateur d'apporter une solution juridique autonome au problème de la prescription des crimes contre le droit des gens.

1. V. *supra*, n° 10 et note 2, p. 345.

5° *Classification.*

30. On est ainsi conduit à un essai de classification. Des explications qui viennent d'être fournies, il n'est peut-être pas impossible de tirer la conclusion que les douze lois étudiées sont susceptibles d'entrer dans les quatre catégories suivantes :

a) deux lois ont eu pour fin de donner une solution *permanente* et autonome au problème juridique de la prescription des crimes contre l'humanité : ce sont les lois française et yougoslave ;

b) huit lois ont eu pour but principal d'apporter une réponse provisoire aux questions humaines ou politiques posées par la prescription des crimes commis par les chefs de l'Allemagne hitlérienne et par leurs exécutants. Il en a ainsi été en Israël, Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne de l'Est, Hongrie, U.R.S.S., Bulgarie et, sous une forme particulière, en Autriche ;

c) une loi, celle de l'Allemagne fédérale a reporté la difficulté en reculant la solution du problème. On doit le regretter, mais on peut, sans être taxé de sacrilège, espérer qu'à cet égard l'avenir n'est pas seulement à Dieu, mais également aux hommes de bonne volonté qui sauront le forger !

d) une loi paraît avoir éludé le problème de la prescription des crimes contre l'humanité pour se retrancher dans un domaine restreint : la loi belge qui ne peut pas prétendre avoir abordé la difficulté de la prescription des crimes contre l'humanité en se bornant à allonger de dix ans le délai de prescription des peines de mort prononcées pour atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat pendant la seconde guerre mondiale.

II

La prescription des crimes contre l'humanité au regard des principes généraux du droit

31. Il n'entre pas dans mes intentions de procéder à une étude doctrinale des problèmes posés par le mouvement législatif que j'ai tenté de décrire. Cette étude a déjà été entreprise et je n'ai pas la prétention de répéter ce que d'autres ont déjà dit [1]. Il me paraît

1. V. Graven, *op. cit.*, notamment les paragraphes III « Le sens général de la prescription pénale et son application en droit interne », et V « La position du droit international », p. 132 et s. et 146 et s. ; les consultations fournies à l'*Amicale des magistrats*

toutefois utile à la compréhension des lois ci-dessus commentées de les situer dans le cadre des problèmes généraux du droit. Je présenterai à cet effet deux observations fondamentales concernant, l'une les problèmes relatifs au caractère juridique de la prescription, et la seconde les questions inhérentes à la rétroactivité des lois intervenues à la veille de l'échéance des délais de prescription.

A. — *L'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et la notion de prescription pénale*

32. La question de la nature juridique de la prescription pénale a été récemment étudiée par M. Graven, exposant, en termes excellents, que la prescription « n'était pas un droit de la personne mais une mesure d'opportunité » [1].

Il paraît toutefois évident que la prescription de l'action publique est une institution dont les fondements doctrinaux s'effritent sous la poussée des réalités judiciaires [2]. Comment admettre la notion d'un oubli lénitif lorsque la victime de l'infraction vient, tardivement mais véhémentement, demander justice aux juridictions répressives ? L'explication d'une expiation résultant de l'angoisse imposée au délinquant par l'écoulement du délai de prescription ressort d'un romantisme juridique qui est réduit à néant par les données de la psychologie judiciaire. La thèse du dépérissement des preuves est une pétition de principe dont l'expérience démontre l'inexactitude. Il reste que la prescription de l'action publique est la sanction de l'impuissance ou de la volonté des autorités chargées de son exercice. Mais cette considération conduit à suspendre la prescription tant que le ministère public n'a pas pu avoir connaissance de l'infraction ou la poursuivre. Nul n'ignore que cette formule, suggérée par le projet de Code d'instruction criminelle du professeur Donnedieu de Vabres n'est pas admise par l'ensemble des législations. Un auteur contemporain a pu s'emparer de ces évidences pour en déduire que la prescription « avait fait ses preuves et méritait de disparaître » [3].

résistants à la demande de M. Rolland, par M. Marc Ancel, Mme Suzanne Bastid, MM. Dautricourt, Graven, Levasseur et Quintano Ripollès, doivent faire l'objet d'une prochaine publication qui sera signalée à l'attention des lecteurs de cette *Revue*. Il convient également de noter l'étude de deux professeurs allemands, MM. Werner Mayofer, *Verlängerung oder Aufhelung der Verjahrungsfrist fur N.S. Verbrechen* ; et Peter Schneider, *N.S. Verbrechen und Verjahrung* ; *Aus Politik und Zeitgeschichte*, supplément *Das Parlament*, 24 mars 1965, p. 3 à 14 et 15 à 23.

1. Graven, *op. cit.*, p. 132.
2. V. Stefani et Levasseur, *Précis de procédure pénale*, Dalloz, éd. 1959, nos 115 et s.
3. Larguier, D., 1955, p. 265.

Mais, au delà des critiques par lesquelles la doctrine a, depuis toujours, dénoncé la prescription comme une prime accordée aux malfaiteurs les plus dangereux [1], et sans insister sur les considérations d'ordre historique qui confirment cette thèse [2], il semble que la relativité de la notion de prescription puisse être déduite des trois considérations suivantes.

1° *La prescription en droit comparé.*

33. Il est possible, sans entrer dans le détail des législations contemporaines, de confronter à cet égard les droits européens et les droits anglo-américains. Ces derniers ne consacrent ni le principe de la prescription de l'action publique, ni celui de la prescription de la peine. La peine ne s'éteint *jamais* par l'écoulement d'un délai. Quant à la prescription de l'action publique, elle appelle quelques observations.

Le droit anglais applique la mesure *nullum tempus occurit regi* et n'admet la prescription de l'action publique qu'à titre exceptionnel. La principale exception intéresse la trahison commise en Grande-Bretagne qui, hormis le cas de tentative d'assassinat du souverain, implique que l'*indictment* soit signé dans les trois ans de l'infraction. Les délits de douanes, les faits réprimés par la loi sur les émeutes (*Riot Act*) par la loi sur le braconnage de nuit (*Night Poaching Act*) ou par les lois électorales, les infractions prévues par les dispositions relatives aux marques de commerce (*Merchandise Marks Act*) et certains délits contre les mœurs, sont également atteints par des prescriptions de durée diverse. Il convient d'ajouter à ces particularités une règle générale. Elle est posée par l'article 104 du *Magistrates Court Act* de 1952 et implique que les infractions punissables par *summary conviction* doivent en principe être poursuivies dans les six mois de leur exécution. Il n'en reste pas moins qu'en droit anglais, la tradition de la *common law* est contraire au principe de la limitation de l'action par l'effet du temps écoulé entre l'infraction et la poursuite [3].

1. V. notamment Beccaria, *Des délits et des peines*, § 13 ; Bentham, *Traité de législation civile et pénale*, t. II, chap. 3 ; Garofalo, *La criminologie*, p. 397 ; v. à ce sujet Larguier, *J.C.P.*, 1953.II.7701.
2. Graven, *op. cit.*, p. 133 et s. ; Moazzami, *La prescription de l'action pénale en droit français et en droit suisse*, thèse, Genève, 1952.
3. *Halsbury's Laws of England* (2e éd.) Vo *Limitation of actions*, vol. 20, p. 595 et s.

34. Le droit américain est dans le même sens mais il est plus nuancé. La prescription de la peine est étrangère au mécanisme pénitentiaire de l'Amérique. En ce qui concerne l'action publique, il n'existe pas de règle générale mais les lois de la plupart des Etats ont institué des délais de prescription variables, valables à l'égard soit des *misdemeanors*, soit des *felonies* de moindre gravité. Parmi ces lois, les unes fixent un délai pour l'exercice des poursuites pénales, les autres pour le prononcé de la déclaration de culpabilité, et les derniers concernent la reprise de la procédure après l'annulation éventuelle de l'*indictment* [1].

On peut trouver l'exemple d'autres systèmes qui ne réservent qu'une place limitée à la prescription de l'action publique. Il a déjà été fait allusion au droit danois [2]. Ces observations élémentaires suffisent toutefois à montrer que l'institution de la prescription n'est pas de droit naturel et qu'elle est notamment inconnue des régimes juridiques les plus attachés à la notion du *due process of law*.

2° *La prescription dans la législation française.*

35. On a souvent dit, et parfois écrit, que dans le droit français actuellement en vigueur, *toutes* les infractions étaient atteintes par la prescription, qu'elles soient jugées par des juridictions de droit commun, des tribunaux militaires ou des tribunaux d'exception [3]. C'est oublier les dispositions expresses des articles 202 des Codes de justice militaire pour l'armée de Terre et pour l'armée de Mer. Elles ont trait à l'insoumission et à la désertion [4] et énoncent deux règles complémentaires. La première prévoit que les délais de prescription ne commencent à courir, en matière d'insoumission et de désertion qu'à partir du jour où l'insoumis ou le déserteur ont atteint l'âge de cinquante ans et le second déclare qu'il n'y a lieu ni à la prescription de l'action publique ni à la prescription des peines dans le cas de désertion à l'ennemi ou en présence de l'ennemi et dans celui d'un déserteur ou d'un insoumis qui s'est réfugié ou est resté à l'étranger en temps de guerre pour se soustraire à ses obligations militaires [5]. Il y a donc, en droit français positif, au

1. *Federal Digest*, V° *Limitation of actions*, vol. 44, p. 47 et s.
2. V. ci-dessus note 1, p. 340.
3. V. Maurice Garçon, « La prescription des crimes nazis », *Le Monde*, 14-15 mars 1965.
4. V. Hugueney, *Encyclopédie juridique Dalloz*, t. 2, *Insoumission*, n° 65.
5. V. art. 199 des deux Codes de justice militaire.

moins une infraction qui dans une hypothèse prévue par la loi, échappe au principe de la prescription. C'est la lézarde presque invisible d'un monument qui tend à s'effondrer sous le poids de l'âge.

3° *La prescription de l'action publique dans la jurisprudence française.*

36. Car la manifestation la plus incontestable de la relativité de la notion de prescription est, en France, la crise qu'elle subit dans la jurisprudence actuelle. La psychologie judiciaire n'est pas étrangère à ce mouvement jurisprudentiel. La formation intellectuelle des magistrats, leur éducation morale, le milieu dans lequel ils se situent, l'exercice de leurs fonctions, le rôle social qu'ils ont conscience d'assumer, les incitent à la réserve à l'égard du mécanisme de la prescription. S'ils évitent que le couperet tombe, la raison en est à la fois leur désir de répression sociale et leur volonté de sauvegarde des intérêts individuels confiés à leur sauvegarde. La psychologie judiciaire rejoint la théorie pénale et fait que la prescription n'est plus cette notion mathématique que le Code d'instruction criminelle a jadis voulu définir. Elle a acquis une souplesse que certains auteurs considèrent comme démesurée, en raison des tendances extensives de la jurisprudence. Ces tendances peuvent s'observer dans tous les domaines où les tribunaux ont eu successivement l'occasion de se placer [1].

37. Elles ont inspiré les arrêts qui ont, à propos des effets de l'interruption, interprété la notion de connexité assez largement pour admettre, en matière de droit pénal des sociétés, qu'une plainte avec constitution de partie civile, visant en termes généraux les agissements d'un gérant ou d'un administrateur, avait un effet interruptif à l'égard de *toutes* les infractions commises dans la gestion sociale [2]. Et les décisions qui ont considéré que l'interruption des délais de prescription raccourcis précisés par des lois spéciales avait pour effet de faire à nouveau courir le délai de droit commun ont traduit la même préoccupation répressive.

1. V. notamment Gavalda, *La théorie de la prescription des actions en procédure pénale. Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, Dalloz, 1956, p. 96 ; Larguier, notes au *Jurisclasseur périodique*, 1953.II.7701 ; 1960.II.11636 ; 1964.II.13648 ; et au Dalloz-Sirey, 1955, p. 281. V. de même « Le point de départ de la prescription en matière d'abus des biens sociaux », *Mélanges Secretan*, Montreux, p. 159.
2. Crim., 23 déc. 1940-1941, p. 59, note Donnedieu de Vabres.

38. L'extension jurisprudentielle des causes d'interruption de la prescription a également eu pour fondement une conception très large de la notion « d'acte de poursuite et d'instruction ». C'est ainsi qu'ont été considérés comme interruptifs de la prescription des procès-verbaux de gendarmerie dont l'objet était de recueillir des renseignements sans constater de délits [1]. La Cour de cassation n'a pas hésité, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, à accorder un effet interruptif aux procès-verbaux dressés au cours d'enquêtes officieuses [2], par une jurisprudence que le Code de procédure pénale de 1958 a consacrée en légalisant l'enquête préliminaire, dans ses articles 75 à 78. Il a récemment été rappelé que la citation du prévenu devant un juge répressif incompétent interrompait la prescription comme constituant un acte de poursuite au sens de la loi [3].

Il convient de noter par ailleurs qu'en droit français, la suspension de l'action publique a été essentiellement une création de la jurisprudence. Aux obstacles de fait constitués par l'état mental de l'inculpé, incapable d'assurer sa défense ou par la survenance d'un fléau naturel, elle a notamment assimilé ceux qui résultent de l'occupation militaire du territoire par l'ennemi [4]. Elle a eu, des obstacles de droit empêchant l'exercice de l'action publique, une conception assez large pour avoir considéré comme tels, non seulement les questions préjudicielles [5], et le pourvoi en cassation [6], mais également l'absence d'autorisation de l'Assemblée, en cas de poursuite d'un parlementaire pour un crime ou délit non flagrant [7], et le défaut de plainte de la victime ou de dénonciation de l'autorité étrangère, en cas de délit contre les particuliers commis par un Français à l'étranger [8].

La multiplication des causes d'interruption et de suspension de la prescription a évidemment pour effet de provoquer un allongement du délai de prescription. Mais la même conséquence a été produite, dans des conditions plus caractéristiques de l'évolution des idées

1. V. toutefois en sens contraire, Crim., 31 mars 1960 ; *J.C.P.*, 1960.II.11636, note Larguier.
2. Crim., 15 avril 1937, S., 1939.I.233, note Hugueney ; Crim., 11 févr. 1938, S., 1938.I.235 ; Crim., 26 janv. 1955, *Bull.*, 64.
3. Crim., 15 mars 1960, *Bull.*, 84, et 8 févr. 1961, D., 1961, p. 449.
4. Crim., 1er août 1919, D., 1922.I.49, note Matter.
5. Crim., 29 mars 1897, S., 1901.I.452.
6. Crim., 19 mai 1956, *Bull.*, 75.
7. Crim., 24 juill. 1952, D., 1952, p. 533, rapport Patin.
8. Paris, 27 mars 1953, *J.C.P.*, 1953.II.7701, note Larguier.

en la matière, par la jurisprudence relative au point de départ du délai de prescription.

39. Les tribunaux ont, en effet, développé un effort persistant pour retarder le point de départ de la prescription des infractions instantanées. Ils ont pour y parvenir fait appel à plusieurs raisonnements.

40. Le premier s'est attaché à dissocier les divers éléments des délits complexes et à considérer l'infraction instantanée comme consommée à compter du dernier acte d'exécution le constituant. Il a été ainsi jugé qu'en matière d'escroquerie, le point de départ de la prescription devait être fixé au jour de la dernière remise des fonds escroqués [1], et qu'en matière d'infractions à la législation sur les dommages de guerre et à la législation sur la sécurité sociale, il convenait de se reporter à la date du dernier versement par l'administration ou par la caisse [2].

Dans un domaine voisin, la jurisprudence a essayé, de la même façon, d'étirer le délai de prescription. Lorsqu'en matière d'homicide par imprudence, faute et décès ne sont pas concomitants, on peut hésiter dans la détermination du point de départ du délai. Assez nombreuses sont les décisions qui l'ont retardé au jour du décès de la victime, et ont ainsi allongé de plusieurs mois, parfois de plusieurs années, le délai de prescription [3].

41. Le second procédé utilisé par les tribunaux pour retarder le point de départ du délai de prescription des infractions instantanées a été plus subtil. Il a consisté à se fonder sur le caractère clandestin de certains délits contre les biens et à reporter le point de départ de la prescription au jour où ces délits ont pu être constatés. Cette jurisprudence, dont on a dit qu'elle visait les « aigrefins trop adroits », a été appliquée, à l'origine, en matière d'abus de confiance. Les tribunaux ont sanctionné la malignité des délinquants qui avaient commis un détournement ou une dissipation dans des conditions ne permettant pas à leurs victimes de s'en rendre immédiatement compte, en posant en principe que la prescription ne courait, en cette hypothèse, qu'à compter du jour

1. Crim., 7 janv. 1944, *D.A.*, 1944, p. 47.
2. Crim., 4 juin 1955, *J.C.P.*, 1955.II.8808.
3. Crim., 10 mars 1932, *D.H.*, 1932, p. 189, et surtout Aix, 12 janv. 1954, *J.C.P.*, 1954.II.8040, note Savatier.

où les faits avaient pu être constatés [1]. Bien que critiquée par la doctrine, cette théorie tend actuellement à faire tache d'huile. Elle a, depuis peu, été appliquée en matière d'abus des biens et du crédit des sociétés [2], de détournement de gage [3], de faux bilan [4].

42. On peut déduire de l'évocation de ce courant jurisprudentiel que le droit de la prescription est en voie d'évolution et que les incertitudes de la jurisprudence appellent peut-être une intervention régulatrice du législateur. Mais on peut aussi en conclure qu'elle constitue une preuve surabondante du caractère relatif d'une institution que ses inconvénients conduisent les tribunaux à déformer dans l'intérêt de la répression pénale moderne [5].

B. — *Les lois de prescription et le problème de la non-rétroactivité des lois pénales*

43. Le problème de la rétroactivité des lois intervenues afin de déclarer imprescriptibles les crimes contre l'humanité ne peut pas être laissée sans solution. Il ne suffit pas d'observer que le principe de la non-rétroactivité des lois pénales est une règle que l'éthique juridique conseille mais n'impose pas au législateur. Il convient de déterminer les données du problème en se plaçant successivement sur le terrain du droit commun et sur celui des infractions contre le droit des gens.

1° *Les lois de prescription et les infractions de droit commun*

44. Il est évident que la question de savoir si les lois de prescription doivent recevoir une application immédiate en ce qui concerne les poursuites ou les peines afférentes à des faits commis avant leur publication dépend de facteurs complémentaires et notamment, d'une part, de la conception relative à la nature juridique de ces lois, d'autre part, de la teneur même des dispositions législatives. Les solutions diffèrent selon que les lois de prescription sont considérées comme des lois de fond ou comme des lois de forme et, dans la première hypothèse, leur incidence ne peut pas être la même selon

1. Crim., 10 déc. 1925, *D.P.*, 1927.I.79 ; Crim., 28 janv. 1959, *Bull.*, 71.
2. Paris, 30 juin 1961, D., 1962, p. 393, note Touffait et Herzog, *J.C.P.*, 1962.II. 12783, note Kahn ; Rennes, 26 juin 1962, *J.C.P.*, 1962.II.12830.
3. Bordeaux, 9 oct. 1962, *J.C.P.*, 1963.II.13128, note Larguier.
4. Bordeaux, 24 mars 1964, *J.C.P.*, 1964.II.13648, note Larguier.
5. V. les observations présentées à ce propos par M. Chavanne dans « Le droit pénal des sociétés et le droit pénal général », cette *Revue*, 1963, p. 683 et s.

qu'elles ont pour effet de créer ou de supprimer une prescription, d'en allonger ou d'en raccourcir les délais.

45. La jurisprudence française a évolué [1]. Pendant de longues années, elle a considéré les lois de prescription comme des lois de fond dont il n'était possible d'admettre l'effet immédiat qu'en application du principe de la rétroactivité *in mitius* [2]. Mais un revirement de jurisprudence s'est produit en 1931, date où la Chambre criminelle a estimé qu'il s'agissait de lois de forme, applicables dès leur publication aux prescriptions en cours non acquises, même si ces lois avaient pour conséquence d'allonger les délais ou de multiplier les conditions d'extinction de l'action publique ou de la peine [3]. Un arrêt rendu le 26 décembre 1956 [4] a, cependant, adopté une solution opposée en matière de prescription de la peine et la doctrine a pu croire qu'un nouveau revirement de jurisprudence s'était produit. Mais plusieurs décisions postérieures sont intervenues à l'effet de juger, à l'instar de l'arrêt de 1931, que le prévenu n'a pas, avant l'échéance de la prescription, un droit acquis dont il puisse se prévaloir. Il a ainsi été jugé que l'exception de prescription était à bon droit rejetée, lorsque la prescription contraventionnelle d'un an n'était pas intervenue au jour du dahir marocain ayant élevé à trois ans la prescription des contraventions connexes à un délit [5]. Une décision plus récente a confirmé que la loi du 25 novembre 1956, ayant décidé que la prescription en matière de contravention était interrompue non seulement par le jugement (droit antérieur) mais également par tout acte de poursuite ou d'instruction (droit nouveau), était applicable aux prescriptions en cours, non acquises au jour de sa publication [6]. La loi française du 26 décembre 1964 sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, apparaît ainsi comme susceptible de s'appliquer aux

1. V. Levasseur, *Droit pénal général complémentaire*, Les Cours de droit, 1960, p. 85 et s. ; Merle, *Droit pénal général complémentaire*, P.U.F., 1957, p. 43 ; Bouzat, *Traité de droit pénal et de criminologie*, 1962, t. II, p. 1292 et s. ; Vitu, *Des conflits dans le temps en droit pénal*, thèse, Nancy, 1945, p. 195 et s. ; Legal, « Chronique de jurisprudence », cette *Revue*, 1957, p. 627.
2. V. la jurisprudence citée par Bouzat, *op. cit.*, p. 1293, note 1.
3. Crim., 16 mai 1931, *Gaz. Pal.*, 1931.2.178. V. également 3 mars 1939, *Gaz. Pal.*, 1939.I.759 et cette *Revue*, 1939, p. 500, observ. Magnol.
4. Crim., 26 déc. 1956, *Bull.*, 880, D., 1957.126, note P.A., cette *Revue*, 1957, p. 627, observ. Légal, et p. 664, observ. Simonin. V. également l'analyse de l'arrêt dans Levasseur, *op. cit.*, p. 92.
5. Crim., 18 juill. 1956, *Bull.*, 543 ; 16 oct. 1957, *Bull.*, 643.
6. Crim., 12 mai 1959, *Bull.*, 260, *J.C.P.*, 1959.II.77.

prescriptions en cours non acquises, par la simple application des principes généraux du droit.

46. La question est peut-être plus délicate en Allemagne où, du fait que la Constitution fédérale a posé le principe de la non-rétroactivité des lois pénales en son article 103, alinéa 2, l'argument de la rétroactivité a été utilisé par les uns et exploité par les autres. La doctrine allemande est divisée. Elle aurait selon la formule de M. Graven, tendance à tenir les lois de prescription pour des lois de fond touchant au caractère punissable du fait [1]. Rien n'est toutefois moins certain. La jurisprudence allemande a, du moins en plusieurs de ses décisions, consacré la thèse inverse. Elle a, par des arrêts approuvés par la doctrine, jugé que la prolongation des délais de prescription ne portait pas atteinte aux principes constitutionnels concernant la non-rétroactivité des lois pénales [2]. Il ne faut cependant pas se dissimuler que, raison ou prétexte, l'argument de la rétroactivité est à l'origine de la solution décevante adoptée par le Parlement de l'Allemagne fédérale.

2° *Les lois de prescription et les crimes contre le droit des gens.*

47. On simplifie le problème en posant ses données sur le terrain des crimes contre le droit des gens et sur le plan international. Cette simplification ne résulte pas seulement du fait que la nature des crimes contre l'humanité les rend inexpiables et impose à la conscience sociale l'exigence de leur imprescriptibilité. Elle tient à ce que le problème de la rétroactivité trouve une assise juridique dans le droit international, au travers de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Cette disposition est ainsi conçue :

« 1) Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

1. V. Graven, *op. cit.*, p. 156-158 et note 38.
2. Cour constitutionnelle fédérale du 18 septembre 1952 ; *Entscheigungen des Bundes Verfanungsgerichts*, 1.418, 403 ; Rechsgericht, 22 avril 1952 ; *Entscheidungen des Bundesgerichtholfs in Strafsachen*, 2.306. Sur la doctrine favorable, voir Maunz Durig, *Grundgesetz*, 1964, art. 103, n° 109 ; Meurech, *Deutsches Strafrecht, Allgemeiner Teil*, 2e édition, 1958, p. 103.

« 2) Le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'un prévenu coupable d'une action qui, *au moment où elle a été commise était criminelle* d'après les principes *généraux de droit reconnus par les nations civilisées* ».

Or, la portée du second alinéa a été dégagée par la Commission européenne des droits de l'homme à propos de requêtes dirigées contre la législation ayant réprimé la collaboration avec l'ennemi pendant la seconde guerre mondiale. La Commission a exposé que l'enseignement suivant ressortait des travaux préparatoires de la Convention : le paragraphe 2 de l'article 7 avait pour but de préciser que cet article n'affectait pas les lois prises dans les circonstances tout à fait exceptionnelles de l'issue de la deuxième guerre mondiale, à l'effet de réprimer les crimes de guerre et les faits de trahison et de collaboration avec l'ennemi et ne prétendait porter aucune condamnation juridique ou morale sur aucune de ces lois [1].

N'est-il pas possible d'inférer de cette disposition qu'elle contient, sur le plan international, la justification juridique de l'application immédiate des lois sur la prescription des crimes contre l'humanité ? Elle incite ainsi au mouvement qui, une fois acquise la modification des législations internes, tend à porter le problème de la prescription des crimes contre l'humanité sur le plan du droit international. L'unification des législations disparates par une convention uniforme est l'œuvre qui paraît actuellement entreprise par les gouvernements encouragés par des opinions publiques demeurées sensibles aux exigences de la justice [2]. Le vote de la résolution adoptée, en ce sens, le 28 janvier 1965, par le Conseil de l'Europe [3] et les travaux ébauchés par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies montrent, une fois de plus, que l'œuvre n'est jamais achevée et que toute fin est un commencement.

1. V. Karel Vasak, *La Convention européenne des droits de l'homme*, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1964, n° 95.
2. Voir Maurice Rolland, « Une convention internationale doit assurer la non-prescription des crimes contre l'humanité », *Le Figaro*, 5 avril 1965.
3. Voir document, 1857, 5 janv. 1965 ; 1868, 19 janv. 1965.

Le droit de la preuve de la vérité en droit turc dans le cadre du droit comparé

par Sulhi Dönmezer

Professeur ordinaire de droit pénal, de procédure pénale et de criminologie à la Faculté de Droit, Directeur de l'Institut de Criminologie de l'Université d'Istanbul.

---

1. Le droit de faire la preuve de la vérité à propos des délits de diffamation est devenu en droit turc, dans les quinze dernières années, un des sujets les plus âprement discutés, non seulement par les juristes mais aussi par les milieux politiques. On peut, sans exagérer, prétendre qu'un des motifs de la révolution du 27 mai 1960 a certainement été les controverses politiques qui se sont déroulées pendant les cinq années qui l'ont précédée et qui tendaient à élargir l'admission de la preuve de la vérité en droit turc. En effet, un arrêt de la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, avait limité la possibilité d'application de l'article 481 du Code pénal, du reste déjà restreinte, sur la preuve de la vérité. Cet arrêt avait rendu très difficile le recours à la preuve de la vérité lorsqu'un fonctionnaire public avait été diffamé dans l'exercice de ses fonctions. Il est curieux de constater que cette jurisprudence qui avait conduit à la condamnation d'un des leaders de l'opposition pour diffamation envers un ministre du Cabinet, resta en vigueur lors du changement de pouvoir qui suivit les élections politiques de 1950. De sorte que l'on put voir le parti démocrate, qui avait si vivement critiqué cette jurisprudence lorsqu'il était dans l'opposition, défendre sans hésitation, une fois qu'il eut accédé au pouvoir, le bien fondé de cette même jurisprudence et émettre, à chaque occasion, des votes contraires aux propositions de lois déposées par l'opposition et tendant à élargir la possibilité de faire la preuve qu'offrait l'article 481.

Une proposition de loi a été soumise en 1956 à la Grande Assemblée Nationale par une quinzaine de députés démocrates de la fraction intellectuelle, contrairement à la volonté du chef du parti au pouvoir ; on leur a demandé de retirer leur proposition ; ils s'y sont refusé et, à la fin, ils ont été exclus du parti. Ces mêmes députés, dont le comportement était considéré comme contraire à la solidarité qui devait régner au sein d'un parti politique, ont fondé un autre parti qui fut assez puissant dans la politique intérieure des années 1956 et 1957.

C'est à cause de ces événements qu'après le 27 mai une des préoccupations des Assemblées législatives fut l'amendement des textes de la loi pour assurer une possibilité très étendue d'exercer le droit de faire la preuve de la vérité.

Ce fut un progrès étonnant qui se poursuivit pendant une dizaine d'années, en partant d'une jurisprudence limitant d'une façon considérable la possibilité de preuve, et qui aboutit à une législation élargissant l'*exceptio veritatis* pour sauvegarder une parfaite liberté de la presse et assurer l'intégrité dans l'administration.

Notons qu'il y a eu une coïncidence marquée entre les incidences politiques qui ont contribué à l'apparition de ce droit en Amérique dans la première moitié du XVIII[e] siècle et les événements qui se sont déroulés en Turquie.

L'état actuel du droit de faire la preuve de la vérité en droit turc mérite, croyons-nous, d'être évoqué dans le cadre du droit comparé.

2. *Brèves remarques sur le droit comparé* [1].

Pour préciser la valeur de l'article 481 du nouveau Code pénal turc il est opportun de dire quelques mots sur le droit comparé.

On constate deux tendances opposées et un courant mixte dans le droit comparé.

1° Le système dit du droit absolu de la preuve de la vérité envisage celle-ci dans les délits de diffamation d'après deux fondements juridiques différents : ou l'imputation d'un fait inexact, contraire à la vérité, est un élément essentiel du délit de diffamation

1. Pour les systèmes sur le droit de la preuve de la vérité en droit comparé, voir sur le droit turc :
— Faruk EREM, *Le droit pénal turc*, t. II, Ankara, 1962, p. 924 et s. ;
— Sulhi DÖNMEZER, *Le droit pénal (Partie spéciale)*, 5[e] éd., Istanbul, 1963, p. 156 et s. ;
— Sahir ERMAN, *Les délits de diffamation*, Istanbul, 1950 (en langue turque).

et la preuve qui démontre la validité de l'imputation est une cause d'extinction du délit, ou bien la vérité est seulement une cause d'extinction de la peine.

Par exemple, les Codes allemand, canadien, finlandais, indien et celui des Philippines appartiennent à la première catégorie, tandis que le Code yougoslave fait partie de la deuxième.

Quelle que soit la base juridique qui protège le diffamateur en lui donnant la possibilité de faire la preuve de la vérité, le fondement philosophique et social de ce système peut être résumé de la façon suivante :

Une condamnation, en dépit de la vérité de l'imputation, est un scandale qui ne doit pas être toléré parce qu'une telle solution est contraire au bon sens. Si la justice cherche toujours la vérité, une condamnation, malgré une vérité évidente, devient par là même une injustice.

Un système de droit qui ne donne pas la possibilité de faire la preuve de la vérité est absolument contraire aux intérêts vitaux de la collectivité parce qu'il établit une croyance commune dans la nation, d'après laquelle la vérité ne peut pas être affirmée à cause de l'état du droit qui punit pour diffamation celui qui ne dit que la vérité.

Tandis que la société a toujours un intérêt vital à connaître la vérité, l'honneur ne se perd que par les propres agissements de ceux qui l'ont déjà perdu, mais non par la faute de ceux qui émettent et propagent l'accusation.

Un système absolu du droit de faire la preuve de la vérité est une garantie nécessaire pour une bonne administration. L'exercice normal d'un mandat du peuple nécessite la liberté de la presse et, à son tour, la liberté de la presse ne peut être garantie que par ce droit qui devrait être accordé à la presse.

Certainement les imputations de la presse par rapport aux intérêts publics de la nation ne doivent être incriminées et punies que si elles sont fausses.

Un tel système absolu est, à notre avis, fondé évidemment sur des bases solides, mais il a aussi des inconvénients considérables. On ne saurait dire qu'il y a un intérêt public important dans le fait de publier toutes les vérités comme, par exemple, lorsque le diffamateur affirme qu'une personne est bossue.

2° Le système opposé n'admet absolument pas *le droit à la preuve de la vérité*. C'est l'adage célèbre de la *common law* qui existait

avant l'affaire *Zenger* en Amérique : la diffamation doit être considérée plus lourde si la vérité est manifeste.

L'exemple typique de ce système était le Code pénal italien de 1931 avant les modifications qui ont eu lieu après 1946. En effet, l'article 596 avait prohibé absolument la défense de la preuve de la vérité. Cette prescription de la loi était, d'ailleurs, un moyen ou plutôt un résultat logique de la philosophie fasciste qui envisageait l'Etat comme une valeur suprême en soi. Le droit d'établir la preuve de la vérité n'est pas conciliable avec l'esprit d'un tel système politique. Selon l'exposé des motifs de l'article 596, le contrôle des fonctionnaires de l'Etat par les individus est absolument contraire au régime social et politique du fascisme ; il y a d'autres moyens encore plus efficaces pour éliminer les fonctionnaires incapables et malhonnêtes : il suffit d'avertir les autorités. Préférer la voie de la diffamation au lieu de prévenir les autorités, c'est sûrement aller à l'encontre, non seulement des intérêts privés du fonctionnaire, mais aussi de ceux de l'Etat et du régime qu'il représente.

Il est facile de voir que le fondement principal de ce système est lié aux préoccupations du régime politique qui n'a pas tendance à considérer la dignité individuelle comme une partie essentielle de l'Etat. Mais, en outre, il y a des considérations plutôt juridiques : comme l'a dit Carmignani, il importe de ne pas permettre aux diffamateurs de faire usage de la preuve de la vérité pour maintenir la paix et la sécurité des citoyens. La justice n'exige sûrement pas de ne pas punir un individu qui n'hésite pas à en diffamer un autre, sous prétexte d'affirmer la vérité. Il y a un mur de la vie privée ; aucune considération ne justifie une intervention des individus irresponsables dans la vie privée d'autrui.

3° Le troisième système est celui qui permet d'apporter la preuve de la vérité exceptionnellement dans des cas limités. D'où sa qualification de *mixte*. C'est un système, à peu près généralement admis. Il y a deux tendances séparées dans ce système mixte : ou bien la règle générale est l'admission du droit de preuve de la vérité qui ne permet cette défense que dans des cas limités et exceptionnels, ou bien la règle est la non-admission de la preuve en général, la preuve de la vérité n'étant tolérée que dans des cas exceptionnels et limités.

Le Code pénal suisse fournit un exemple de l'application de la première tendance. D'après la loi suisse, l'inculpé n'encourt aucune peine s'il prouve que ses allégations sont conformes à la vérité,

même s'il prouve non qu'elles sont vraies, mais qu'il avait des raisons sérieuses pour les tenir pour vraies.

Le Code pénal turc fournit sans doute l'exemple le plus typique de la deuxième tendance. En affirmant, dans son article 481, que « l'individu inculpé du délit prévu à l'article précédent ne sera pas admis à prouver à sa décharge la vérité ou la notoriété du fait diffamatoire. La preuve de la vérité sera toutefois admise 1° si... ».

La tendance commune en droit comparé s'affirme dans son état actuel comme le principe d'une admission de la preuve de la vérité aussi large que possible. En effet, le mouvement de démocratisation et le désir d'employer le droit pénal pour des buts sociaux ont entraîné à élargir le droit de la preuve de la vérité et à ne plus punir l'inculpé quand il prouve la vérité de ses allégations. Le système mixte devient ainsi le principe général partagé par les divers systèmes juridiques ; tous ceux qui sont à tendance démocratique traitent ce problème en lui attribuant une importance considérable à cause de ses relations très étroites avec la liberté de la presse.

Mais, comme on le constate en droit comparé, l'usage de ce droit sans réserve et sans un sentiment de responsabilité peut entraîner un danger qui égale son utilité et peut devenir, pour les honnêtes gens, une gêne intolérable. Il est donc nécessaire et opportun de prendre des mesures de procédure pour éliminer des inconvénients inadmissibles.

Pour combler cette exigence fondamentale, on n'admet d'abord pas la preuve de la vérité pour des allégations sur la vie privée. Ensuite on ne l'admet que pour les cas où existent des considérations d'utilité publique collective.

Une garantie essentielle pour l'usage propre de ce droit, devons-nous préciser, consiste à employer des mesures de procédure plutôt strictes capables de prévenir les abus de ceux qui veulent l'utiliser pour satisfaire leurs sentiments de haine et pour deshonorer et décourager les gens honnêtes. Il ne faut pas fournir aux diffamateurs un instrument de torture en leur permettant de jouer avec ce droit. L'article 55 de la loi sur la presse en France donne un exemple d'une procédure propre à écarter les abus.

Sinon, l'usage du droit de la preuve de la vérité n'a d'autre conséquence que de décourager les honnêtes gens, établissant ainsi dans la vie publique la domination des procéduriers.

Après ce rappel du droit comparé nous allons étudier le droit turc actuel, en commençant par un bref historique.

3. *Le droit turc.*

Le Code pénal turc de 1926 admettant le système mixte, précisait dans son article 481 que la preuve de la vérité ou de la notoriété du fait diffamatoire ne serait admise que dans les cas suivants :

1° si la personne offensée est un fonctionnaire public, et si le fait qui lui a été imputé se rapporte à l'exercice de ses fonctions, sauf toutefois les dispositions des articles 194 et 198 ;

2° si, en ce qui concerne le fait imputé, des débats sont ouverts devant une juridiction pénale ou du moins des poursuites sont commencées contre le diffamé ;

3° si le plaignant demande formellement que le jugement à intervenir se prononce aussi sur la vérité ou la fausseté du fait diffamatoire.

Dans des cas où la vérité du fait est prouvée, ou si la personne diffamée est, par suite de la diffamation, condamnée pour ce fait, l'auteur de la diffamation sera exempté de la peine, sauf le cas où les moyens employés constitueraient par eux-mêmes le délit d'injures.

Notons que la preuve de la vérité était admise seulement pour la diffamation dans des cas limités prévus par la loi et qu'il n'y avait aucune procédure spéciale sur la façon de prouver la vérité.

D'une part, ces cas exceptionnels limités, pour lesquels la preuve de la vérité était admise, s'avéraient insuffisants ; d'autre part l'article qui ne donnait aucune précision sur la procédure à suivre laissait la voie ouverte aux abus et devenait, par là, un instrument de torture pour les personnes offensées. Parfois même les diffamateurs prolongeaient un simple procès de presse en apportant chaque fois, et cela pendant des années, des preuves nouvelles.

L'alinéa premier de l'article avait exempté de la preuve de la vérité les diffamations contre les fonctionnaires publics si les faits diffamatoires avaient eu lieu en leur présence et à raison de l'exercice de leurs fonctions. Donc, il n'y avait déjà que peu de possibilité de prouver la vérité lorsqu'il s'agissait de diffamations contre les fonctionnaires publics. Un arrêt de la Cour de cassation limita encore davantage cette possibilité. En effet, en droit turc, il y a une loi spéciale actuellement en vigueur qui établit une procédure et des juridictions compétentes spéciales pour les délits commis par les fonctionnaires dans l'exercice ou par rapport à l'exercice de leurs fonctions. Les tribunaux compétents ne peuvent être saisis de l'affaire et les procureurs généraux ne peuvent intenter l'action publique qu'avec l'autorisation des juridictions administratives compétentes. Il y a donc là une procédure et une juridiction spéciale exceptionnelles.

Un procès en diffamation intenté en 1949 pour offense à un membre du gouvernement souleva un problème juridique assez délicat et dont la solution eut des retentissements considérables sur la politique intérieure du pays : était-il possible de faire la preuve de la vérité pour une offense formulée contre un fonctionnaire ou une personne soumise à une procédure et à une compétence spéciales exceptionnelles à cause d'une inculpation faite pendant l'exercice ou par rapport à l'exercice de leurs fonctions ?

La Cour de cassation a encore limité la portée de l'alinéa 1er en affirmant qu'il était impossible d'admettre la preuve de la vérité devant le tribunal qui décidera sur la diffamation. Parce qu'une telle procédure entraînerait l'empiètement de ce tribunal sur une procédure et une juridiction spéciales.

La Cour de cassation disait, en effet :

« Attendu que la Constitution, par des considérations d'ordre public, admet une procédure spéciale qui exige que les membres du gouvernement soient tenus en dehors des juridictions normales et assujettis à une juridiction exceptionnelle, que ce serait une préoccupation d'ordre public d'en juger en évaluant d'une façon parfaite les actes exécutés par les membres du gouvernement à cause de leur qualification politique et par rapport à leur responsabilité politique ;

« qu'il s'agirait sans doute de deux intérêts contradictoires, quand on exigerait le droit de la preuve de la vérité pour des allégations diffamatoires formulées contre un ministre ou une autre personne soumise à une juridiction spéciale et qu'il s'agirait aussi de faire un choix entre ces deux intérêts, tandis qu'on ne peut admettre la jouissance des droits individuels que s'ils sont conformes à l'ordre public.

« La Cour décide qu'il est impossible d'admettre la preuve de la vérité devant le même tribunal pour des allégations diffamatoires qui se rapportent à l'exercice des fonctions publiques des personnes qui sont soumises, pour ces mêmes faits, à une procédure et une juridiction spéciales ».

Nous avons très sévèrement critiqué cette décision de la Cour

dans une note jurisprudentielle [1] en affirmant que les motifs de la décision pouvaient avoir une valeur si la personne diffamée se voyait jugée comme inculpée tandis qu'il ne s'agissait que de la constatation d'une cause d'extinction de la peine au profit de l'auteur de la diffamation ; qu'il était contraire à la loi et aux principes juridiques d'essayer d'écarter un droit accordé par l'alinéa 1er de l'article 481 ; qu'on ne pouvait justifier la limitation jurisprudentielle d'un droit accordé par la loi directement à l'inculpé ; que la décision de la Cour limitait une possibilité de la loi garantissant efficacement la liberté de la presse ; étant donné qu'il ne s'agissait pas là d'une procédure pour arriver à la constatation d'une inculpation ou d'un acquittement, l'admission de la preuve de la vérité n'empiéterait pas sur une compétence spéciale d'ordre public et, qu'enfin, la décision était contraire à l'intérêt public.

Les motifs de cette jurisprudence ayant d'ailleurs été admis par la Grande Assemblée Nationale à l'occasion d'une proposition de loi déposée contre la tendance du groupe parlementaire du parti au pouvoir par des députés de la fraction intellectuelle du même parti, devenaient ainsi un point de vue législatif.

Les motifs de la Commission parlementaire, que l'Assemblée fit siens, insistent surtout sur le fait que la procédure de la preuve de la vérité n'est pas seulement une défense mais doit être considérée, en même temps, comme un procès en soi qui a des conséquences similaires à la peine parce que punir ou ne pas punir dans un procès pénal n'est pas le fondement, la base, mais seulement la conséquence, le procès consistant en la qualification du fait.

Jusqu'à la révolution du 27 mai 1960 il y eut bien des tentatives pour modifier le texte de la loi ; et même une Commission mixte de professeurs et de journalistes, sous notre présidence, a émis le vœu qu'on devrait ajouter à la Constitution une prescription établissant le droit de la preuve de la vérité. Bien que tous ces efforts aient échoué, ils avaient ouvert néanmoins la voie à une législation beaucoup plus démocratique.

4. Le but de la révolution du 27 mai 1960 étant la démocratisation des institutions du pays, l'instauration d'un gouvernement de droit, la création de conditions et de cadres juridiques des libertés individuelles, il était évident que les corps législatifs ne pouvaient

1. *Revue de la Faculté de Droit d'Istanbul* (en turc), 1949, n° 1.

négliger les modifications qui permettraient un emploi large et justifié du droit de la preuve de la vérité.

De ce chef, la première préoccupation a été d'obtenir l'amendement de l'article 481, ce dont nous parlerons plus tard.

Mais la nouveauté extrêmement importante qui apparut, ce fut l'article 34 de la nouvelle Constitution turque qui établit le droit de la preuve de la vérité.

Il est à remarquer qu'une des particularités notables de la nouvelle Constitution est la place qu'elle accorde à la liberté de la presse et des institutions affiliées.

En effet, la Constitution abrogée de 1924 ne portait aucune garantie sérieuse pour protéger la liberté de la presse ; elle se contentait de stipuler dans son article 77 que « la presse est libre dans le cadre de la loi et que le contrôle et la censure sont prohibés avant la publication ». Cet article était la répétition de la prescription qui se trouvait déjà dans les Constitutions de 1876 et de 1909 et qui s'était révélée tout à fait illusoire pour la protection constitutionnelle de cette liberté. Comme cet article laissait le soin de la réglementation de cette liberté uniquement et absolument à la discrétion des corps législatifs, d'après les tendances politiques dominantes des majorités de la Grande Assemblée Nationale, on admettait des modifications au Code de la presse, en sens contraire, même à des intervalles assez brefs.

On peut donner plusieurs exemples de modifications intervenues de cette manière. L'Assemblée constituante envisageant les expériences d'un siècle a jugé opportun de protéger la liberté de la presse contre les majorités futures des Assemblées et, dans ce but, a introduit dans la Constitution des prescriptions sur la liberté de la presse qui pouvaient même être considérées comme les détails d'une loi organique.

Il y a, dans la Constitution turque actuelle, six articles (les articles 22 à 27) sur la liberté de la presse. La Constitution admettant la liberté de la presse comme un droit social dit que « l'Etat prend des mesures destinées à assurer la liberté de la presse et de l'information » ; « les journaux et revues bénéficient, sur une base d'égalité, des facilités et des moyens de l'Etat et des autres personnes morales publiques ou des établissements qui y sont rattachés » [1].

1. V. la traduction de la Constitution du 27 mai 1961 dans les *Annales*, n° 20, p. 246 à 307.

Une loi sur la presse sera certainement adoptée mais cette loi, comme le dit la Constitution, « ... ne peut pas imposer de restrictions politiques, économiques, financières ou techniques susceptibles de mettre obstacle ou de créer des difficultés à la publication libre des nouvelles, opinions et convictions »...

La Constitution va même jusqu'à établir le droit de rectification et de réponse et à en formuler les principes généraux : « le droit de rectification et de réponse n'est reconnu que dans les cas d'atteinte à l'honneur et au crédit des personnes ou d'assertions fausses les concernant ; il est réglementé par la loi. Si la rectification et la réponse ne sont pas publiées, il appartient au juge de décider si cette publication doit être faite ou non ».

Pour compléter ce système constitutionnel de la protection de la liberté de la presse, la Constitution précise, dans son article 34, que « dans les actions en diffamation intentées pour des allégations faites contre des personnes remplissant des fonctions publiques, en relation avec l'exercice de ces fonctions, l'accusé a le droit de prouver la véracité de son allégation. Dans tous les autres cas, la demande de preuve ne peut être admise que si la preuve de l'exactitude du fait allégué est d'intérêt public ou si le plaignant consent à en faire la preuve ».

5. L'article 481 du Code pénal a été modifié précisément après la révolution du 27 mai 1960. Nous estimons qu'il est inutile d'entrer dans les détails techniques et juridiques de cet article devant un auditoire étranger. Nous tenons cependant à dire quelques mots sur les modifications qui résultent des efforts de ceux qui ont souffert pour la liberté de la presse :

La nouveauté apportée par l'article 481 peut se résumer en trois points :

1° l'article prend soin, tout d'abord, d'écarter la jurisprudence de la Cour de cassation en précisant que la véracité de l'allégation diffamatoire sera prouvée devant la juridiction auprès de laquelle le plaignant a intenté le procès, même s'il est assujetti à la compétence exceptionnelle d'une juridiction spéciale d'instruction ou de jugement pour les accusations faites par l'auteur du délit de diffamation ;

2° il élargit les cas où la preuve de la vérité est permise en ajoutant un alinéa 3 et en affirmant que la preuve de l'exactitude du fait allégué sera autorisée si le tribunal décide qu'une telle preuve est d'intérêt public ;

3° une procédure assez rigide est envisagée pour le bon usage du droit de la preuve.

En effet, l'accusé est tenu d'apporter tous les documents et preuves dans les quinze jours à partir de l'admission de sa demande. Le plaignant aussi doit apporter ses preuves et documents contraires dans les cinq jours. Le tribunal rend un jugement d'extinction du procès et de la peine s'il admet la véracité du fait allégué. Pour le cas où la cour n'admet pas l'exactitude du fait allégué la peine est augmentée de moitié et on prononce une amende de dix à quinze mille livres turques contre le propriétaire du journal.

Dans un cas récent le problème de la constitutionnalité de l'alinéa 1er de l'article 481 qui élimine la preuve de la vérité pour les diffamations commises envers les fonctionnaires, en leur présence et dans l'exercice de leurs fonctions, s'est posé devant la Cour constitutionnelle. En effet, face à l'article 34 très large de la Constitution, les exceptions formulées dans l'article 481 paraissaient inconstitutionnelles. A notre avis, la nature du droit violé par le délit puni par les articles 266 à 268 étant d'ordre public, mais non les droits individuels du fonctionnaire, il ne s'agissait nullement d'inconstitutionnalité par rapport à l'article 34. La Cour constitutionnelle n'a pas jugé sur le fond du problème. En effet, d'après l'article transitoire 4 de la loi constitutionnelle, les lois promulguées depuis le 27 mai 1960, date de la révolution, jusqu'au 6 janvier 1961, ne peuvent pas être l'objet d'une action en annulation devant la Cour constitutionnelle, par voie d'opposition devant les autres tribunaux.

L'article 481 du Code pénal ayant été modifié le 29 novembre 1960, il n'était pas possible, pour la Cour, de connaître du problème en question.

D'ailleurs, la nouvelle Constitution turque, pour conserver et défendre les lois de protection de la révolution turque, donne une liste des lois pour lesquelles elle précise, dans l'article 153, qu'aucune disposition de la présente Constitution ne peut être entendue ou interprétée de manière à rendre inconstitutionnelles les dispositions en vigueur à la date à laquelle la Constitution aura été approuvée par référendum, les lois révolutionnaires indiquées ci-après ayant comme objet d'élever la collectivité turque au niveau de la civilisation contemporaine et de protéger le caractère laïque de la République turque.

6. On voit par là que le droit turc a fait un progrès considérable sur un point qui est d'une importance capitale pour la liberté de la presse. On doit toutefois reconnaître que l'article 481 présente encore quelques lacunes assez graves.

Par exemple, la vérité du fait diffamatoire, quand il est relatif aux fonctions, devrait être établie dans le cas d'imputations contre les directeurs et administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit.

Suivant l'article 35 de la loi française de 1881, la vérité des imputations se référant à des faits qui remontent à plus de dix années ne doit pas être admise.

Il est établi en droit turc par la jurisprudence de la Cour de cassation qu'il n'est pas permis de faire la preuve de la vérité pour un fait diffamatoire lorsque l'imputation se réfère à un fait constituant une infraction amnistiée. Mais, en tout cas, une précision législative qui établirait la règle pour les faits amnistiés ou prescrits ou ayant donné lieu à une condamnation effacée par la réhabilitation, s'impose.

Par ailleurs, nous ne sommes nullement partisan du maintien de l'alinéa 3 qui affirme que « la preuve de la vérité sera admise si le plaignant demande formellement que le jugement à intervenir se prononce aussi sur la vérité ou la fausseté du fait diffamatoire ».

C'est sans doute une disposition qui n'est qu'une pression morale injustifiée sur le plaignant pour le forcer à faire la demande afin qu'on accorde au diffamateur le droit de la preuve de la vérité. Mais c'est une prescription injuste qui décourage des honnêtes gens victimes du délit de diffamation.

En tout cas, l'histoire du droit de la preuve de la vérité montre combien les libertés publiques, la liberté de la presse et les principes démocratiques ont fait en Turquie d'énormes progrès dans un laps de temps assez court.

ÉTUDES ET VARIÉTÉS

L'évolution de la criminalité en Suisse de 1929 à 1963

Cette question a fait l'objet d'une table ronde à la Section de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, le 22 février 1965.

Nous croyons utile de donner ici le rapport introductif de M. H. Schultz et un compte rendu de la discussion qui a suivi le rapport.

I. — RAPPORT INTRODUCTIF

par Hans SCHULTZ
Professeur à l'Université de Berne.

Si on parle de l'évolution de la criminalité en Suisse de 1929 à 1963, il faut expliquer le choix de ces deux dates bien étranges. Mais il n'y a pas de grands secrets à dévoiler. Ce n'est qu'en 1929 que le Bureau fédéral de statistique a publié, pour la première fois, une statistique de la criminalité annuelle en Suisse et, depuis cette année, il a continué régulièrement à le faire. Et la dernière de ces statistiques s'occupe de la criminalité suisse en 1963.

Cependant une autre remarque préliminaire et générale est nécessaire : quelle est la criminalité que les tableaux des statistiques suisses retiennent ? Ce n'est pas, malheureusement, la criminalité réelle, la *criminalità reale* au sens de Enrico Ferri, car personne ne la connaît. Mais les statistiques suisses ne décrivent pas même la criminalité apparente, soit les infractions connues de la police. Car la police est de la compétence des cantons et des statistiques suisses en cette matière font défaut.

La statistique de la criminalité en Suisse est une statistique de condamnations et de personnes condamnées. Il n'est point nécessaire d'insister sur le fait qu'elle diffère sensiblement de la criminalité réelle. Toutefois, si les circonstances n'ont pas foncièrement changé, notamment si ni la relation entre la criminalité réelle et les dénonciations à la police, le *dark-number*, ni la proportion des poursuites pénales aboutissant à un non-lieu ou à un

acquittement n'ont changé, il est permis d'admettre que des différences assez prononcées des condamnations au cours de plusieurs années indiquent tout au moins la direction, sinon même l'étendue des altérations de la criminalité réelle. Mais il n'est pas nécessaire d'insister, en cette assemblée, sur la défaillance de toute statistique de la criminalité et sur les difficultés auxquelles se heurte toute comparaison internationale de ces statistiques, M. Marc Ancel ayant, en 1951 déjà [1], signalé tous les obstacles, à peine surmontables, de ces recherches en sociologie criminelle.

Une autre observation introductive est indiquée, c'est d'expliquer quels sont les jugements que les statistiques annuelles de la criminalité suisses englobent. Or ce sont les jugements inscrits au casier judiciaire fédéral. Le Code pénal suisse prescrit aux tribunaux de communiquer au Bureau suisse de police toutes les condamnations prononcées vis-à-vis des adultes et les condamnations pour crimes ou délits à l'encontre des adolescents, personnes âgées de quatorze à dix-huit ans en vertu du Code pénal suisse, les condamnations prononcées en vertu d'autres lois fédérales pour crimes ou délits et pour contraventions, pour celles-ci toutefois seulement si une peine d'arrêt ou une amende de cent francs au moins ont été infligées et s'il ne s'agit pas d'une condamnation à une amende pour contravention aux lois fiscales [2]. Les condamnations édictées en vertu du Code pénal militaire suivent les mêmes règles, cependant les condamnations à des peines militaires disciplinaires ne sont pas inscrites au casier judiciaire [3]. Il en ressort qu'il y a un groupe de justiciables dont les condamnations ne figurent pas dans la statistique, ce sont les enfants, soient les personnes âgées de six à quatorze ans. Et il faut ajouter que la plupart des tableaux statistiques nous renseignent seulement sur les condamnations prononcées en vertu du Code pénal suisse.

L'époque de 1929 à 1963, dont nous allons examiner la criminalité suisse, comme elle vient d'être définie, se divise en trois parties fort différentes. La première période commence avec la fin de la prospérité fallacieuse des premières années du temps entre les deux guerres et elle coïncide avec la grande crise économique mondiale dont les effets atteignirent en Suisse leur point culminant en 1935 et 1936, comme les chiffres de chômeurs le prouvent. Les année de 1939 à 1945 sont, aussi pour la Suisse, temps de guerre avec mobilisation générale de l'armée qui en septembre 1939 et mai 1940 avait appelé environ 450 000 soldats sous les drapeaux et qui, pendant toutes ces années jusqu'à la fin de la guerre en Europe, avait mobilisé, en moyenne, 120 000 hommes. Toutes les matières premières, les vêtements et — à l'exception des pommes de terre, fruits et légumes — toutes les vivres furent strictement rationnés dès le 1er septembre 1939 et les prix furent contrôlés. Après 1945 cette économie de guerre perdait de l'importance et la conjoncture excessive des années d'après-guerre, la scarcité des travailleurs et employés de toutes sortes, l'extrême mobilité de la population, bref la riche société des consommateurs commençaient leur règne.

1. Marc Ancel, « Observations d'ordre comparatif sur les statistiques criminelles », *Rev. int. de politique crim.*, n° 1, 1952, p. 43.

2. Code pénal suisse du 21 décembre 1937 [C.P.S. art.] 360 lit. *a* et *b*, 361, 362, al. 1er ; ordonnance sur le casier judiciaire du 14 novembre 1941 ; arrêté du Conseil fédéral modifiant l'ordonnance sur le casier judiciaire du 22 novembre 1960, portant le montant de l'amende en question de 50 F à 100 F.

3. Code pénal militaire du 13 juin 1927/13 juin 1941/21 déc. 1950, art. 226.

TABLEAU I

Chiffres absolus des condamnations prononcées en vertu du Code pénal suisse et du Code pénal militaire suisse

	Total	Patrimoine	Vie et intégrité corp.	Mœurs	Honneur	Communications pudliques	Faux dans les titres
1929	15.090	8.361	2.797	887	725	291	150
1930	16.807	8.896	3.187	1.053	748	373	312
1935	18.327	9.809	3.438	1.207	870	299	235
1936	19.185	10.686	3.289	1.230	930	271	232
1940	14.316	7.994	2.392	1.215	587	177	136
1945	17.911	10.669	1.712	1.337	1.018	361	262
1950	19.546	9.640	2.319	1.879	930	1.419	241
1955	19.343	8.343	1.847	2.207	630	3.073	400
1960	22.094	9.700	2.061	2.739	574	3.676	426
1962	22.876	10.053	2.156	3.017	523	4.048	333
1963	20.134	9.800	2.121	3.017	485	1.313	407

Le développement de la criminalité dans les trois stades de cette époque vous est présenté par le premier tableau en vous indiquant les chiffres absolus [1]. Il va sans dire que ces chiffres ne permettent pas de constater exactement l'évolution des condamnations et que ce n'est possible qu'en examinant des taux de criminalité qui mettent les condamnations en relation avec la population et ses changements. Ces taux indiquent les condamnations survenues sur 100 000 personnes de la population adulte ou du groupe d'âge en question. Mais, malheureusement, avant 1942 le Bureau fédéral de statistique n'a calculé que les taux de criminalité généraux. C'est pourquoi, avant cette date, l'évolution des condamnations pour les différentes catégories d'infractions doit être démontrée par des chiffres absolus.

Les taux de la criminalité démontrent que les condamnations des hommes et des femmes ont considérablement augmenté au cours des années de la crise économique. Les chiffres absolus révèlent que ce sont surtout les condamnations pour crimes ou délits contre le patrimoine qui y ont contribué en augmentant d'un cinquième depuis 1930. Mais ont augmenté de même les condamnations pour crimes et délits contre la vie et l'intégrité corporelle, l'honneur et les mœurs. Cependant tandis que les condamnations pour infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, le patrimoine et l'honneur diminueront aux années suivantes, l'augmentation des condamnations pour

1. Les tableaux ci-joints se basent sur les statistiques de la criminalité annuelle en Suisse, qui, de 1929 à 1945, paraissaient à l'*Annuaire statistique de la Suisse*, publié annuellement par le Bureau fédéral de statistique, et qui, dès 1946, forment une publication spéciale. Les taux de criminalité généraux de 1933 à 1941 furent mis à ma disposition aimablement par le Bureau fédéral de statistique.

délits contre les mœurs ne cessera de s'accentuer. Les condamnations pour infractions aux communications publiques et faux dans les titres diminuaient en temps de crise. L'expérience de ces années a fait voir que le chômage non seulement prive l'homme de ses moyens de subsistance et le rend, dès lors, plus accessible à la tentation de commettre des délits contre le patrimoine, mais que cette oisiveté octroyée le conduit facilement à perpétrer d'autres infractions.

En ce qui concerne les années de guerre, remarquons tout d'abord que nous ne dirons rien de la criminalité toute spéciale à ce temps, soit des contraventions aux prescriptions de l'économie de guerre. Car cette criminalité n'a rien de comparable ni au temps de la crise ni à l'époque de l'après-guerre. Par contre il a fallu retenir certaines condamnations prononcées par les tribunaux militaires en vertu du Code pénal militaire. En voici la raison : ce Code est applicable aux personnes en service militaire même si elles commettent des infractions de droit commun, tel que vol, escroquerie, homicide. Comme en ces années une grande partie de la population masculine, et surtout appartenant aux classes d'âge dont la criminalité dépasse la moyenne, était, et pour de longues périodes, en service militaire, il faut tenir compte des condamnations pour infractions de droit commun prononcées en vertu du Code pénal militaire afin d'éviter de donner une fausse impression de l'évolution de la criminalité pendant ces années.

L'évolution de la criminalité en Suisse depuis 1939 est bien particulière : tout d'abord les condamnations diminuent sensiblement. Mais bientôt un développement en sens inverse peut être observé, commençant déjà en 1940 chez les mineurs et un peu plus tard chez les femmes, et restant bien plus prononcé pour ces deux groupes de condamnés. Comme au temps de la crise, ce sont les infractions contre le patrimoine qui augmentent le plus.

La diminution des condamnations au début d'une guerre n'est en rien spécifique de la Suisse. On a observé ce phénomène déjà au cours de la guerre de 1870-1871 en France [1], au début de la première guerre mondiale en France, en Allemagne et en Autriche [2]. Et au début de la deuxième guerre mondiale ce recul des condamnations pénales fut observé non seulement en maints pays européens, mais aussi en Amérique centrale et en Amérique du sud [3].

Il n'est pas facile d'expliquer ces données statistiques. Est-ce vraiment l'expression d'une diminution de la criminalité réelle ? On peut en douter. Car il n'y a aucun doute que l'activité des organes policiers et judiciaires est, en ces temps, sensiblement entravée. Par contre la mobilisation surtout

1. Voir J. PINATEL, *Criminologie*, Paris, 1963, n. 77, A a 1, p. 107.
2. V. PINATEL, *op. cit.*, n. 77, A a 2, p. 107 ; Moritz LIEPMANN, *Krieg und Kriminalität in Deutschland*, Stuttgart-Berlin-Leipzig, New Haven, 1930, p. 15 ; Franz EXNER, *Krieg und Kriminalität in Oesterreich, mit einem Beitrag von G. Leweler über die Kriminalität von Militärpersonen*, Vienne et New Haven, 1927, p. 14 et 15.
3. C.I.P.P., « Les effets de la guerre sur la criminalité », Berne, 1951, p. 23, 27, 57, 87, 125, 137, 246 ; *Rapport statistique sur l'état de la criminalité*, 1937-1946, Nations Unies, Conseil économique et social, Commission des questions sociales, sixième session, E/CN 5/204 du 23 février 1950, p. 37-38.

des classes d'âge jeunes et les plus actives en matière de délinquance peut en partie expliquer ce phénomène, ces hommes étant soumis à la stricte discipline militaire. Et il se peut qu'au début d'une guerre beaucoup de citoyens ressentent la menace qui pèse sur tout le pays et que cette attitude contribue à la diminution des infractions. D'autre part cette même attitude peut diminuer la disposition à porter plainte pour des infractions qui ne sont pas trop graves. L'augmentation bien marquée des condamnations des mineurs et des femmes n'est en rien non plus spécifique de la Suisse [1], mais elle met en évidence que même un pays neutre comme la Suisse n'a pu échapper aux influences dominantes de cette période historique.

La criminalité des années d'après-guerre est tout autre. Si on considère les taux de criminalité généraux, la tendance générale ressort déjà assez nettement : la criminalité diminue. Si on examine les taux de criminalité, calculés sans tenir compte des infractions contre les communications publiques, cette tendance est encore bien plus marquée. Et il n'y a aucune raison qui aurait pu faire prévoir une autre évolution. Toutefois deux groupes de crimes ne suivent pas l'évolution générale : ce sont les condamnations des hommes pour délits contre les mœurs qui n'ont cessé d'augmenter jusqu'en 1963, et les condamnations, surtout des hommes, pour les infractions aux communications publiques. Cependant l'année passée a mis fin à ce développement. La raison en est dans un changement de la législation : depuis le début de 1963, la loi sur la circulation routière de 1958 est entrée en vigueur et son article 90 exclut l'application de l'article 237 du Code pénal, le fait d'entraver la circulation publique, à la circulation routière. Il va sans dire que dans la même mesure il y a plus de condamnations pour infractions à la loi sur la circulation routière. Il est facile de prédire que les condamnations en vertu du Code pénal suisse pour infractions aux communications publiques diminueront encore davantage.

L'augmentation des condamnations pour infractions aux communications publiques jusqu'en 1962 n'a pas besoin d'explications spéciales. C'est un signe et l'expression des conditions de vie, profondément changées par l'avènement de la technique, signe de la motorisation toujours croissante de la population suisse. La preuve en est qu'en 1962, 87,8 % des condamnations pour infractions aux communications publiques ont été prononcées pour entrave à la circulation publique (C.P.S., art. 237), soit pour infractions commises au cours de la circulation routière [2]. Il n'est point surprenant que les condamnations pour d'autres contraventions aux règles de la circulation routière ne cessent d'augmenter. Le taux de criminalité pour de telles condamnations qui, rappellons-le, ne tient pas compte de l'immense majorité des condamnations à une amende inférieure à cinquante francs et depuis 1961 inférieure à cent francs, fut calculé la première fois en 1955 et s'éleva pour les hommes à 508,6, pour les femmes à 14,4 et pour tous les condamnés à 249,1 [3]. Mais en 1963, ces chiffres sont 713 pour les hommes — augmen-

1. Voir les publications de Liepmann et Exner, citées à la note 2, page précédente, *loc. cit.*
2. *Statistique de la criminalité en Suisse, en* 1962, Berne, 1963, tabl. 8, p. 52.
3. *Statistique de la criminalité en Suisse, en* 1956, Berne, 1957, tabl. 24, p. 49.

tation de 45% — 19,7 pour les femmes — augmentation de 36,8% — et 358,4 pour tous les condamnés, augmentation de 43,8% [1].

En ce qui concerne les infractions contre les mœurs, il est extrêmement difficile de dire si l'augmentation bien prononcée de ces condamnations correspond à une augmentation de ces faits. Ajoutons qu'en 1963, 67,3% de ces condamnations ont été prononcées pour attentat à la pudeur des enfants et 15% pour outrage public à la pudeur, soit au total 82,3% pour ces deux seules infractions [2]. Et disons encore que, selon le droit suisse, se rend coupable d'un attentat à la pudeur des enfants celui qui commet un acte contraire à la pudeur sur un enfant de moins de seize ans [3]. Il ne fait aucun doute que le chiffre des infractions non détectées, le *dark-number*, de ces deux infractions, notamment des attentats à la pudeur des enfants, était et est extrêmement haut. Il est possible que l'augmentation des chiffres de condamnations ne soit rien d'autre que le signe d'une poursuite plus efficace et intensifiée de ces méfaits. Cette interprétation peut être appuyée par d'autres arguments : le Code pénal suisse a apporté, tout spécialement en matière d'attentat à la pudeur des enfants, pour certains cantons, un régime bien plus strict que ne l'était le droit cantonal, surtout en érigeant cette infraction en crime et en étendant la protection par le droit pénal jusqu'à seize ans. Et le Code pénal suisse a introduit dans toute la Suisse un droit spécial pour les mineurs ce qui facilite la poursuite des délits commis contre des mineurs car les victimes de ces délits sont assez souvent délinquantes elles-mêmes et la relation avec un adulte est la cause des autres délits. Cependant, d'autres arguments militent en faveur de l'opinion qu'il s'agit d'une augmentation réelle de ces délits. Je n'en nommerai que deux : premièrement, les condamnations pour ces infractions ont augmenté en Suisse continuellement depuis 1930 ; c'est pourquoi l'influence des innovations introduites par le Code pénal suisse en 1942 ne doit pas être surestimée. Deuxièmement, la comparaison de l'évolution des condamnations pénales en Suisse avec celle d'autres pays fait ressortir que les condamnations pour délits contre les mœurs y ont augmenté de même et parfois dans une mesure encore bien plus grande. Cela est vrai pour la Grande-Bretagne, le Danemark [4], dans une moindre mesure aussi pour l'Allemagne [5] et la France [6]. Mais même pour la Grande-Bretagne, où l'augmentation des dénonciations et des condamnations pour ces méfaits est très considérable, M. Radzinowicz émet des doutes sur le fait qu'il s'agisse d'une augmentation réelle de ces infractions et pas seulement du résultat des poursuites pénales beaucoup plus énergiques [7].

1. *Statistique de la criminalité en Suisse, en* 1963, Berne, 1964, tabl. 25, p. 87.
2. Idem., tabl. 8, p. 48.
3. C.P.S., art. 191.
4. V. *Sexual Offences. A Report of the Cambridge Department of Criminal Science* ; *English Studies in Criminal Science*, édité par L. Radzinowicz, vol. IX, Londres, 1957, p. 3 et s. ; Alvar Nelson, *Sexual Offences and Sexual Offenders in Denmark, ibid.*, p. 488-9.
5. Alfred-Johannes Rangol, *Die Straffälligkeit nach Hauptdeliktsgruppen* 1882 *bis* 1958, *Monatsschrift für Kriminologie & Strafrechtsreform* 44, 1961, p. 132-3.
6. Pinatel, *op. cit.*, p. 115-6.
7. *Op. cit.*, p. XIV.

TABLEAU II

Condamnés en vertu du Code pénal suisse, pourcentage des étrangers

1945	4,4%
1950	5,2%
1955	10,1%
1960	15,9%
1962	20,3%
1963	21,9%

Pourcentage des étrangers aux condamnations pour certaines infractions en 1963

Pourcentage des étrangers :	
à toutes les condamnations en vertu du Code pénal suisse en 1963	21,9%
aux condamnations pour délits contre l'honneur	8,2%
— faux dans les titres	15,8%
— délits contre les communications publiques	17,5%
— délits contre les mœurs	21,1%
— délits contre le patrimoine	23,7%
— délits contre la vie et l'intégrité corporelle	26,1%

Pourcentage des étrangers aux groupes d'âge des condamnés en vertu du Code pénal suisse en 1963

10,1%	des condamnés de 14 à 18 ans non révolus
24,7%	des condamnés de 18 à 20 ans non révolus
32,8%	des condamnés de 20 à 24 ans
32,4%	des condamnés de 25 à 29 ans
21,2%	des condamnés de 30 à 39 ans
11,7%	des condamnés de 40 à 49 ans
9,7%	des condamnés de 50 à 59 ans
6,3%	des condamnés de 60 ans et plus.

Un autre trait significatif de la criminalité suisse des années d'après-guerre est l'augmentation très marquée du pourcentage des étrangers parmi les personnes condamnées annuellement. Comme des taux de criminalité, calculés séparément sur des condamnations des Suisses et des étrangers, font défaut, il faut démontrer cette évolution par des chiffres absolus et par pourcentages de ces chiffres. En 1945 sur 17 134 personnes condamnées en vertu du Code pénal suisse, 750 ou 4,4%, en 1963 sur 20 065 personnes condamnées en vertu du Code pénal suisse, 4 040 ou 21,9% étaient des étrangers [1]. Les tableaux ci-joints font voir qu'en 1963 le pourcentage des condamnations de personnes étrangères pour délits contre le patrimoine et surtout contre la vie et l'intégrité corporelle dépasse sensiblement la moyenne de 21,9%. En outre, ces tableaux démontrent que le pourcentage des étrangers dans les groupes d'âges des condamnés en vertu du Code pénal suisse en 1963 est nettement plus élevé pour les condamnés de dix-huit à vingt-neuf ans, ce qui s'explique facilement par le fait que la Suisse a reçu pendant les dernières années de 700 000 à 800 000 ouvriers de nationalité

1. *Annuaire statistique de la Suisse*, 1945, p. 544 ; *Statistique de la criminalité en Suisse, en* 1963, Berne, 1964, tableau 1, p. 10.

étrangère et que ce sont évidemment surtout des jeunes étrangers qui séjournent en Suisse pour y gagner de l'argent.

C'est un vieux dicton de toute criminologie populaire de dire que c'est l'étranger, celui qu'on ne connaît pas, « l'autre », qui est en première ligne l'auteur des infractions commises dans un pays [1]. Mais il faut se garder de toute généralisation hâtive. Il est facile de prouver que l'augmentation des condamnations pénales de personnes étrangères est en relation étroite avec l'augmentation très marquée des étrangers se trouvant en Suisse. Si en 1941 — les chiffres pour 1945 n'ayant pas été établis — la population totale de la Suisse, dont le recensement a été fait pour 1941, était de 4 265 703 personnes, les étrangers y figurant avec 223 554 personnes (5,2%), en 1950 la population totale était de 4 714 992 personnes, dont 285 446 étrangers (6,8%). Mais en 1960, date du dernier recensement, sur une population totale de 5 429 061 personnes, on trouve 582 000 (10,7%) étrangers [2]. Cependant ces chiffres n'englobent que les étrangers se trouvant en Suisse au moment du recensement qui se fait régulièrement au début de décembre. Or à ce moment un grand nombre de travailleurs étrangers saisonniers a déjà quitté la Suisse. Et il est évident que les millions d'étrangers qui ne visitent la Suisse que passagèrement comme touristes, ne sont pas non plus retenus par cette statistique.

Il est toutefois possible de parer, dans une certaine mesure, aux défauts de la statistique qui se base sur les recensements. Car les ouvriers étrangers saisonniers, qui sont soumis à un contrôle de police spécial, sont comptés deux fois par an. En août 1960 le chiffre de ces ouvriers était de 435 476 et en août 1963 de 690 013 [3]. Il est dès lors permis de dire que séjournent en Suisse quelque 100 000 ouvriers étrangers de plus que ne le fait voir la statistique citée. Tenant compte de cette correction, le Bureau fédéral de statistique estime qu'en 1963 la population totale de la Suisse était de 5 770 000 personnes, dont environ 16% (923 200 personnes) étaient des étrangers [4]. Ainsi calculée l'augmentation du pourcentage des personnes étrangères condamnées en vertu du Code pénal suisse de 4,4% en 1945 à 21,9% en 1963, augmentation de 498%, dépasse nettement l'augmentation de la population étrangère en Suisse de 5,2% en 1941 à 16% en 1963, augmentation de 300% [5].

Mais même cette correction ne suffit pas. Car il ne faut pas perdre de vue que parmi les travailleurs saisonnier étrangers on ne trouve, à peu d'exceptions près, que des personnes ayant atteint la majorité pénale, soit l'âge de dix-huit ans, tandis que la population suisse englobe une grande partie de personnes au-dessous de cet âge. Et pour arriver à des chiffres vraiment

1. V. notamment Hans v. Hentig, *Das Verbrechen*, vol. 1, Berlin-Göttingen-Heidelberg, 1961, p. 11 et s.
2. *Annuaire statistique de la Suisse*, 1963, Bâle, 1963, p. 13 et 25.
3. Ces chiffres me furent aimablement communiqués par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail.
4. Communication que je dois à l'amabilité du Bureau fédéral de statistique.
5. Christine Oesch, dans « De quelques observations sur l'évolution de la criminalité en Suisse entre 1946 et 1962 », *Rev. pén. suisse*, 81.1965.107, employant une autre méthode de calcul, arrive à des résultats semblables.

comparables il ne faudrait tenir compte que de l'augmentation de la population suisse adulte et la mettre en relation avec l'augmentation de la population étrangère. En plus il faudrait examiner à quel groupe d'étrangers les auteurs des infractions appartiennent : aux étrangers domiciliés en Suisse, aux ouvriers saisonniers, aux touristes, ou bien s'il s'agit de criminels étrangers qui ont pénétrés en Suisse pour y commettre des méfaits [1]. A ma connaissance une seule enquête détaillée en cette matière existe, c'est celle de M. Jürg Neumann concernant la criminalité des ouvriers italiens du canton de Zurich [2], qui a même calculé des taux de criminalité pour ce groupe. Il en ressort que la criminalité de ce groupe d'étrangers se trouvant en Suisse est en dessous de la moyenne de la criminalité en Suisse et que les infractions commises ne sont, à la règle, pas trop graves [3].

Il y a cependant des indices selon lesquels parmi les auteurs de certains crimes les plus graves, on trouve une quote-part nettement plus élevée d'étrangers. En 1963 sur 27 personnes condamnées pour assassinat et meurtre au sens du droit français, 9, et sur 61 personnes condamnées pour brigandage, 21, soit un tiers, étaient des étrangers. Et sur 40 condamnés pour viol, 20, ou 50%, étaient des étrangers [4].

TABLEAU III

Pourcentage des adolescents (de 14 a 18 ans non révolus) et des jeunes adultes (18 a 20 ans non révolus) aux condamnations en vertu du Code pénal suisse en 1963

	Adolescents	Jeunes adultes	Mineurs
1929	5,7%*	7,4%	13,1%
1930	3,2%	5,9%	9,1%
1935	2,5%	4,9%	7,4%
1940	4,0%	6,6%	10,6%
1942	5,7%	6,3%	12,0%
1945	5,2%	5,2%	10,5%
1950	4,1%	5,2%	9,3%
1955	4,0%/6,33%**	5,5%/6,92%**	9,5%/13,25%**
1960	9,32%	8,16%	17,48%
1963	10,9%	9,8%	20,7%

* âge lors de la condamnation.
** âge au moment du délit.

Le dernier tableau qu'on vous a soumis s'occupe des trois classes d'âge les plus jeunes qui dénotent l'activité criminelle la plus grande. Le taux de criminalité de ces trois classes d'âge est sensiblement plus élevé que la

1. C'est ce dernier groupe dont les journaux mentionnent assez souvent les exploits.
2. Jürg Neumann, *Die Kriminalität der italienischen Arbeitskräfte im Kanton Zürich*, thèse, Zurich, 1963.
3. *Op. cit.*, notamment p. 40 et 49. Une communication de la police de la ville de Zurich, publiée par la *Neue Zürcher Zeitung* du 1er mars 1965, n° 847, confirme ces constatations, en ajoutant toutefois que le port d'armes défendues est considérablement plus souvent commis par des étrangers, notamment des italiens.
4. *Statistique de la criminalité en Suisse, en* 1963, tableau 7, p. 32 et 36.

moyenne des années et sexes en question. En 1963, 20,7% des condamnés en vertu du Code pénal suisse ont été des mineurs de quatorze à vingt ans, donc 57,2% de tous les condamnés en vertu du Code pénal suisse avaient de quatorze à vingt-neuf ans[1]. La deuxième constatation qu'on peut faire est la suivante : tandis que les condamnations pénales en Suisse indiquaient, en général, une nette tendance à la diminution, les classes d'âge les plus jeunes faisaient voir une tendance inverse. Ce n'est qu'en 1961 pour les condamnés de vingt à vingt-neuf ans mâles, en 1962 pour les jeunes adultes et les condamnés de vingt à vingt-neuf ans féminins, et enfin en 1963 pour les adolescents et jeunes adultes mâles, que la tendance générale de l'évolution de la criminalité suisse se fait remarquer et que les taux de criminalité atteignent, à quelques exceptions près, les chiffres de 1955, première année où ces taux furent calculés. Cependant, les taux de criminalité des adolescents de sexe féminin ne cessent d'augmenter.

***

Si l'on considère l'évolution de la criminalité en Suisse pendant l'époque de 1929 à 1963 tout entière, il est évident que ce sont les grands changements sociaux qui l'ont influencée. La crise économique, le temps de guerre apportant de grandes perturbations de l'équilibre social, notamment en ce qui concerne la vie économique, les années d'après-guerre avec leur vie facile, l'urbanisation, la motorisation, l'influence des conditions de vie de la nouvelle civilisation urbaine et technique, paraissent tous exercer des effets criminogènes et créer un milieu criminogène spécifique. Et comme l'a dit M. Jean Pinatel de l'évolution de la criminalité en France[2], l'influence de la législation et de l'activité de la police, des tribunaux pénaux et des établissements pénitenciers sur le développement de la criminalité est minime. Il n'y a que quelques exceptions confirmant la règle : l'exécution de quinze condamnations à mort, prononcées pendant la guerre par les tribunaux pénaux militaires à l'encontre d'espions au service des allemands, paraît avoir entravé considérablement l'activité des collaborateurs suisses[3] ; l'entrée en vigueur du Code pénal suisse a abaissé les condamnations pour infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, car le nouveau droit permet de ne poursuivre que sur plainte du lésé toutes les lésions corporelles simples

1. *Idem*, tableau 14, p. 73.
2. *Op. cit.*, p. 118-119.
3. Pour dissiper tout malentendu je précise que cette remarque n'est nullement un vote en faveur de la peine de mort qui ne peut, à la rigueur, être prévue que pour des circonstances tout à fait extraordinaires, comme par exemple le droit pénal militaire en rencontre en temps de guerre. Et ce n'était qu'en vertu du droit pénal militaire et en des circonstances bien exceptionnelles que la peine de mort avait été déclarée applicable dans le droit suisse en 1940. Car les peines privatives de liberté, même à perpétuité, avaient perdu leur force intimidante, les collaborateurs allemands étant sûrs d'être libérés lors de la conquête prochaine de la Suisse par l'Allemagne. Les services d'espionnage allemands ont même fait usage de cet argument pour recruter des agents ; v. « Bericht des Chefs des Generalstabes der Armee an den Oberbefehlshaber der Armee über den Aktivdienst 1939-1945 », *Die Tätigkeit des Sicherheitsdienstes der Armee*, p. 491.

au sens de son article 123, chapitre 1er, alinéa 1er, dont une grande partie était poursuivie d'office par les droits cantonaux ; enfin l'entrée en vigueur en 1963 de la loi sur la circulation routière fit diminuer considérablement les condamnations prononcées en vertu du Code pénal suisse, les entraves aux communications publiques tombant, dès lors, sous le coup de cette loi nouvelle si elles sont commises au cours de la circulation routière. Toutefois plus importante que l'effet de ces changements de la législation qui, pour une bonne part, ne font que changer l'étiquette juridique des faits réprimés, est l'influence des changements sociaux. Mais en disant ceci nous ne faisons rien d'autre que de confirmer par l'analyse scientifique moderne des statistiques de la criminalité ce que la sagesse d'un Montesquieu avait constaté intuitivement :

« Ce ne sont pas les peines qui diminuent les crimes, c'est le genre de vie des peuples et la facilité des subsistances »[1].

Tout au plus oserait-on ajouter : l'expérience de nos jours a montré que parfois c'est la facilité même des subsistances qui paraît faciliter le crime.

II. — DISCUSSION

Après avoir souligné la façon extrêmement complète, précise et vivante dont le professeur Hans Schultz a présenté les statistiques judiciaires établies en Suisse depuis 1929, M. Marc Ancel, présidant la séance, donne la parole à ceux qui ont des questions à poser au conférencier ou des observations à présenter.

Le R. P. Vernet demande des précisions sur trois points : la criminalité des anormaux, celle des étrangers et celle des femmes. En France l'importance de la criminalité des anormaux et des étrangers est assez alarmante.

Il est arrivé qu'on libère trop tôt des anormaux qui, à la suite de traitements tranquillisants, ne semblaient plus dangereux et qui ont augmenté notablement le nombre des meurtres. La criminalité des étrangers, qui occupe une place considérable en Suisse, est également importante en France, pays hospitalier mais quelque peu imprudent. Trente pour cent environ des crimes et délits commis en France sont dus à des étrangers, ce qui est à peu près le même taux que celui de la criminalité juvénile, alors que la proportion des étrangers est très certainement inférieure à celle de notre jeunesse. M. le R. P. Vernet qui a affectué des recherches personnelles sur la criminalité des étrangers en France[2] cite les statistiques inquiétantes de la Préfecture de police pour la région parisienne : les étrangers sont responsables de :

— 39% des vols à la roulotte ;
— 55% des vols à la tire ;
— 39% des agressions ;
— plus de 33% des proxénètes arrêtés sont des Nord-Africains.

1. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, VI, 12.
2. V. *Etudes*, 1964.

Pour la criminalité féminine, on constate, en France, une double évolution en sens inverse : tandis que la criminalité juvénile féminine augmente, la criminalité générale féminine diminue. En est-il de même en Suisse ?

M. Schultz répond immédiatement à ces trois questions.

La criminalité des anormaux ne préoccupe pas particulièrement les Suisses ; il est difficile de dire si la criminalité des anormaux a augmenté, car on ne trouve pas trace, dans une statistique basée sur les condamnations, des anormaux jugés irresponsables, qui ont été acquittés et hospitalisés. La prévention est plus facile dans un petit pays comme la Suisse, où l'on se connaît mieux : les voisins, voyant que quelqu'un a perdu son équilibre mental, n'attendent pas qu'il ait commis un meurtre pour saisir l'autorité tutélaire. Par ailleurs, les crimes dirigés contre la vie sont assez rares en Suisse ; depuis des années, le chiffre total des condamnations pour homicide volontaire ne dépasse pas vingt à vingt-cinq par an.

La criminalité des étrangers ne pose peut-être pas, en Suisse, un problème aussi sérieux qu'en France. Une thèse de M. Neumann [1] qui étudie la criminalité des ouvriers étrangers dans le canton de Zurich fait ressortir qu'il s'agit plutôt d'une criminalité de gravité moyenne : larçins, petits vols, lésions corporelles — ainsi celle des Italiens, qui ne perdent pas, en venant en Suisse, leur habileté à manier le couteau, et qui se livrent entre eux à des bagarres beaucoup plus fréquemment que les Suisses. Les journaux font bien état, de temps à autre, de brigandages commis par des étrangers contre une banque ou un grand magasin, mais on manque de données scientifiques à ce sujet.

En ce qui concerne la criminalité féminine, elle a augmenté de 1933 à 1945, passant du taux de 121,9 à celui de 181,8 : en temps de guerre la femme remplaçait l'homme ; elle éprouvait aussi de la difficulté à se procurer des vivres et se trouvait tentée de commettre des délits. Après 1945, la tendance générale est à la diminution, mais on n'a pas retrouvé le niveau de 1933 : l'émancipation de la femme suisse acquise lors de la guerre a entraîné une légère augmentation de sa criminalité, ce qui est normal.

L'évolution de 1962 à 1963 est intéressante, et un peu inquiétante, car il y a une nette augmentation de la délinquance féminine, qui porte surtout sur les délits contre le patrimoine.

M. le Président Chazal demande si les statistiques relatives aux adolescents ne comprennent que ceux qui ont été l'objet de condamnations pénales *stricto sensu* ou également ceux qui ont fait l'objet d'une mesure éducative. Il serait intéressant de le savoir pour comparer ces chiffres avec les statistiques françaises, qui intègrent aussi bien les condamnations pénales que les mesures éducatives prononcées à l'égard des mineurs de moins de dix-huit ans. S'il en est de même en Suisse, le tableau montre bien un accroissement de la délinquance des jeunes, mais cet accroissement est moins important que le phénomène de recrudescence assez considérable que nous trouvons en France.

M. Schultz indique que ces chiffres concernent la totalité des adolescents condamnés par le juge des mineurs, qu'il s'agisse d'une mesure de placement, d'un traitement spécial ou d'une peine *stricto sensu*, amende ou emprisonnement. Pour établir l'importance relative des mesures éducatives et des peines, il faut, en Suisse, faire des recherches spéciales pour chaque canton. Ainsi dans le canton de Berne, qui publie des statistiques assez détaillées, la plupart des adolescents comparaissent devant le juge des mineurs pour des faits de très minime importance et les condamnations sont, pour la plupart, des peines d'amende. Seule une toute petite minorité d'enfants, dont l'éducation est tout à fait compromise, sont soumis à l'éducation surveillée ou à un traitement spécial.

Pour l'ensemble de la Suisse, sur un chiffre de 2 195 adolescents condamnés en 1963, on peut compter à peu près 800 mesures éducatives seulement ; la plus grande partie des condamnations est constituée par des amendes.

M. le Président Chazal observe que ceci montre la difficulté de comparer les statistiques suisses et françaises, puisque les faits contraventionnels sont déférés en Suisse au juge des mineurs, lorsqu'ils sont commis par un mineur de dix-huit ans, alors qu'en France le juge des enfants ne connaît pas des contraventions, sauf cas très exceptionnels. On s'explique donc que la proportion suisse des mesures éducatives paraisse inférieure à ce qu'elle serait en France, car ces mesures sont rarement nécessaires pour des faits relevant de contraventions.

M. Schultz, répondant à une question de M. Levade, précise que les décisions de remise du mineur à sa famille sont également comprises dans les statistiques. La mesure consiste à confier le délinquant à une famille de confiance, et le juge peut décider que ce sera la propre famille du mineur, ce qui ressemble à une mesure d'éducation surveillée.

M. Herzog demande :

1° si l'augmentation impressionnante du pourcentage de criminalité des étrangers est en rapport avec une augmentation de l'immigration étrangère en Suisse ;

2° s'il existe, en Suisse, un phénomène analogue à celui que décrivent les sociologues et criminologues américains pour lesquels la criminalité des étrangers est, en réalité, celle des fils des étrangers qui se trouvent désadaptés du fait des contacts qu'ils ont avec deux cultures.

Mlle Marx ajoute une autre question à celles que M. Herzog a posées : ne faudrait-il pas distinguer différents groupes parmi les étrangers qui se trouvent en Suisse et y commettent des délits : d'abord les voyageurs, hommes d'affaires et touristes ; ensuite la main d'œuvre, dont l'augmentation massive explique peut-être l'augmentation de la délinquance due aux étrangers ; et enfin, phénomène spécial à la Suisse, ces étrangers qui viennent spécialement pour y commettre des délits ?

M. Schultz se déclare heureux que Mlle Marx et M. Herzog lui donnent l'occasion de revenir sur cette question inquiétante de la criminalité des étrangers en Suisse. Cette criminalité s'est développée dans une mesure considérable, et par ailleurs il faut lutter contre des partis pris, une résistance venant des mouvements ouvriers qui craignent de pâtir de cette concurrence de travailleurs étrangers et il faut éviter à tout prix que cela ne devienne des mouvements de xénophobie.

1. V. *supra*, p. 393, note 2.

Aux trois groupes que Mlle Marx énumérait, il faudrait ajouter un quatrième, celui des étrangers résidant en Suisse, parce qu'ils y fontdes études ou sont attachés à une entreprise industrielle, à une organisation internationale. La deuxième catégorie, celle des voyageurs, est aimée de la Suisse car elle lui apporte des devises dont elle a besoin ; elle est responsable notamment de contraventions de la circulation publique. C'est le troisième groupe, celui de la main-d'œuvre, qui est surtout en grande augmentation. Il est très difficile d'obtenir le chiffre exact, mais il se situe entre cinq et huit cent mille ouvriers étrangers sur une population totale de cinq millions cinq cent mille. Dans les rues de certaines villes suisses on n'entend parler que l'italien : les Italiens n'ont pas assez de logements, pas assez de pièces dans les logements, alors ils se promènent tout le temps dans la rue. On peut penser que c'est ce groupe, qui manque de logements, qui n'a pas de racines, qui a causé l'augmentation énorme de la criminalité des étrangers.

M. l'Avocat général Amor remarque qu'il faudrait savoir quelle a été l'augmentation de la population étrangère pour établir le rapport entre cette augmentation et l'augmentation de la criminalité des étrangers.

M. Schultz estime que la population des manœuvres étrangers a augmenté, depuis la guerre, de plus de quatre fois. Sans qu'on puisse indiquer de chiffres exacts, on peut dire que l'augmentation du nombre des étrangers en Suisse est plus grande que celle de la criminalité des étrangers.

M. Herzog souligne l'intérêt de cette constatation, car on retrouve là une application de la loi de saturation criminelle.

M. Amor suggère que l'augmentation de la criminalité étrangère est peut-être due non pas tant à l'augmentation de cette population qu'aux changements de nature de la population étrangère depuis dix ans : assez stable autrefois, elle est devenue beaucoup plus mouvante depuis dix ans ; les besoins de la construction, notamment, ont attiré une population très flottante de maçons, de terrassiers, italiens pour la plupart, plus remuante que la population étrangère que l'on avait antérieurement.

M. Schultz reprenant l'examen des différentes catégories de criminels étrangers, indique qu'il n'y a pas lieu de tenir compte, en Suisse, de la catégorie mise à jour par les sociologues américains, des enfants d'immigrants. En effet, la plupart des crimes commis par des étrangers en Suisse sont le fait, non des immigrants mais des visiteurs, voyageurs ou manœuvres, venus pour quelques mois seulement et qui ne laissent pas d'enfants, en tous cas pas d'enfants légitimes.

M. Amor rappelle ce que M. Schultz a dit de l'exécution des espions, qui a fait disparaître presque complètement l'espionnage. Il ne faudrait pas qu'on en tire des conclusions dangereuses pour les adversaires de la peine de mort, car ce résultat assez impressionnant s'explique par des circonstances très particulières.

M. le Président s'associe à la remarque de M. Amor. Il est aussi un adversaire résolu de la peine de mort et ne croit pas à sa valeur intimidante. Mais il faut faire une double remarque à cet égard, et d'abord admettre, comme

le faisait Beccaria lui-même, qu'on ne peut pas raisonner de la même façon en temps normal et lors de circonstances exceptionnelles. Le Code pénal suisse ne connaît pas la peine de mort, mais par suite des circonstances, elle s'est trouvée dans l'obligation de faire appel au Code de justice militaire, qui la prévoit, et de rétablir les exécutions, comme l'ont fait aussi la Belgique, la Norvège et le Danemark, sous la pression de l'occupant.

D'autre part l'affirmation que la peine de mort n'a pas une valeur intimidante, qui est celle de toute la sociologie criminelle, et que M. Ancel croit très exacte, joue principalement pour les crimes de droit commun, et aussi pour les crimes purement politiques, car les criminels politiques, criminels passionnels, ont fait au besoin le sacrifice de leur vie. Mais l'espionnage ne rentre pas tout à fait dans ces catégories, et lorsqu'il s'agit de personnes qui s'engagent avec hésitation dans la voie d'activités dangereuses, la peine, en général, (et pas seulement la peine de mort) peut avoir une certaine efficacité.

M. Andenaes le rappelait dans son célèbre article : la prévention générale est généralement une illusion, mais il y a des cas où c'est une réalité.

M. Schultz se joint à MM. Ancel et Amor : comme eux, il est un adversaire de la peine de mort. Il précise que la peine de mort n'était pas encore légalement prévue quand le Conseil fédéral a dû, sous la pression de l'idéologie allemande, l'introduire, pour la durée de la guerre.

L'effet intimidant de la peine privative de liberté était nul, à ce moment-là, car les condamnés pouvaient penser qu'ils seraient rapidement libérés.

M. le Président note qu'il n'y avait même plus de peine de remplacement et M. Amor estime que cette observation est très importante.

Mlle Marx se demande si la crainte d'une expulsion agit sur les étrangers comme un facteur de prévention.

M. Schultz pense qu'il faudrait examiner très prudemment des données recueillies avec une égale prudence pour donner une réponse scientifique à cette question. L'intimidation générale a peut-être une influence, mais il y a bien d'autres forces qui jouent : est-ce qu'un jeune Italien qui ressent la faim pense à l'expulsion ? La délinquance vis-à-vis des employeurs est probablement plus élevée qu'il ne paraît, car un assez grand nombre de délits ne doivent pas être suivis de plaintes pénales : les employeurs craignent de perdre ces précieux travailleurs qu'ils ont fait venir de l'étranger à grands frais, alors qu'ils n'ont causé que pour vingt ou trente francs de dommage.

M. le Président demande s'il n'y aurait pas un autre motif qui empêcherait l'employeur de porter plainte : le désir de taire les conditions irrégulières dans lesquelles il a pu embaucher son employé ?

M. Schultz signale qu'il n'y avait pas jusqu'à présent de réglementation sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère ; mais on est en train d'en introduire une, et alors il se pourra que le phénomène signalé par M. Ancel entre en jeu.

M. Crespy voudrait savoir si la statistique suisse distingue les récidivistes des autres délinquants.

M. SCHULTZ lui répond qu'il existe bien une rubrique « repris de justice » mais qu'il ne faut pas y attacher la moindre valeur, en raison de la façon dont les renseignements sont recueillis, par un employé subalterne du tribunal, sans utilisation d'une définition précise. Le « repris de justice » pourra être aussi bien celui qui, à dix-neuf ans, a conduit un véhicule remorquant un autre véhicule sans arrêt mécanique que l'auteur de la plus grave infraction. Cet état de choses a conduit M. Schultz à effectuer une recherche scientifique, qui n'est pas encore terminée, et à suivre jusqu'en 1963 tous les délinquants primaires condamnés en 1950.

Sur ce groupe de 3 500 à 4 000 condamnés primaires, il n'y aurait d'après une première approximation, qu'un tout petit nombre de récidivistes, en prenant comme critère de la récidive une nouvelle condamnation pour crime ou délit (et non pour contravention) : un huitième, ou un dixième peut-être.

Mme FLATAU-SCHUSTER, bien qu'elle ne soit pas féministe, défend les femmes suisses, accusées de manifester leur récente égalité avec les hommes par une criminalité accrue. En quoi consiste cette égalité, quand elles n'ont pas le droit de voter ?

M. LE PRÉSIDENT lui répond tout d'abord. Lorsque les femmes se livrent aux mêmes activités que les hommes, elles sont assez naturellement portées à les imiter en ce qui concerne également la criminalité ; elles sont très loin d'ailleurs de les rejoindre, en ce domaine. Ainsi pour la criminalité routière : les condamnations de femmes pour délits d'imprudence sont beaucoup moins nombreuses que celles des hommes, mais au fur et à mesure que la femme prend l'habitude de conduire plus facilement la voiture, et de la conduire comme un homme, c'est-à-dire pour sa profession, le nombre des délits d'imprudence commis par les femmes augmente.

Quand on place les femmes dans des conditions qui sont au point de vue criminogène assez semblables à celles dans lesquelles sont normalement placés les hommes, leur criminalité a tendance à augmenter, mais elle augmente cependant moins, proportionnellement, que la criminalité des hommes. Il reste encore à expliquer pourquoi la criminalité féminine, dans tous les pays du monde, reste très inférieure à celle des hommes. La raison qui est donnée généralement, à savoir que les femmes qui ont des tendances criminelles se livrent à la prostitution, est probablement insuffisante.

M. SCHULTZ répond, à son tour, à Mme Flatau-Schuster, que les femmes suisses ont obtenu depuis la guerre, une certaine émancipation. Elles ont conquis le droit de vote dans certains cantons. Cette question doit être vue de très près, car les cantons ont des régimes différents. Il faudrait aussi étudier de près les différents délits. On relève même certaines catégories de délits où la criminalité de la femme est plus élevée que celle de l'homme, et M. Schultz indique, avec humour, la raison statistique pour laquelle tant de Suisses n'épousent pas des Suissesses : les condamnations de femmes pour délits de création d'un danger collectif sont trois fois plus nombreuses que celles des hommes. On a l'impression que les femmes suisses sont des êtres vraiment très dangereux, mais cela tient aux conditions de la vie moderne. Une femme fait de la friture, on l'appelle au téléphone, un incendie se déclare. Voilà un délit qui en général n'est pas commis par des hommes.

M. KALOGEROPOULOS, s'étonne de constater, en 1950, une diminution de la criminalité contre les personnes par rapport à celle qui existait en 1935.

M. SCHULTZ explique cette apparente anomalie par les modifications entraînées par l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal. Les lésions corporelles de peu de gravité ne sont pas poursuivies par l'Etat, c'est le droit cantonal qui joue alors qu'elles se poursuivaient d'office autrefois. D'autre part, il peut y avoir des variations sensibles d'une année à l'autre ; par exemple une ou deux affaires d'avortement découvertes peuvent, avec les complices et les indicateurs, augmenter considérablement le chiffre des condamnations.

Il est possible aussi, comme le suggère M. LEVADE, que l'explication tienne à l'une des catégories regroupées sous la même rubrique de délits contre la vie et l'intégrité corporelle, comme celle des homicides et des blessures involontaires.

Mlle MARX demande s'il est vrai que la criminalité en Suisse soit moins élevée que dans les pays avoisinants.

M. SCHULTZ la renvoie à l'article de 1951 où M. Ancel a si bien mis en lumière les difficultés d'une comparaison internationale des statistiques. Tout ce qu'on peut dire de certain, c'est que la criminalité des adolescents et des jeunes adultes est vraiment beaucoup plus faible en Suisse qu'en Allemagne.

M. VÉRIN voudrait savoir s'il existe des différences importantes dans le taux de criminalité des grandes villes, des petites villes et de la campagne, et si la criminalité évolue différemment dans chacun de ces secteurs.

M. SCHULTZ regrette de ne pouvoir répondre avec précision à cette question, car c'est seulement depuis 1963 que la statistique comporte ces distinctions. Les grands cantons, ce qui veut dire aussi les grandes agglomérations urbaines, auraient une criminalité plus élevée. Mais il y a des faits qui résistent à toute explication, ainsi la différence de criminalité entre Genève et Bâle, deux villes frontières d'à peu près 200 000 habitants : pourquoi les Genevois calvinistes et réformés n'ont-ils pas plus de 50 à 60 % du nombre des condamnations que l'on trouve pour les Bâlois réformistes et puritains. Sont-ils deux fois meilleurs que ces derniers ? M. Schultz, qui est bâlois, dit que les raisons en sont tout autres : et c'est, en fait, dans la pratique des autorités judiciaires de Genève qu'il faut chercher l'explication.

Après avoir donné la parole à M. le Professeur HUGUENEY, qui admire à la fois la science et la prudence de M. Schultz, M. le Président remercie encore une fois ce dernier et lève la séance.

Jacques VÉRIN.

L'état actuel des recherches sur la délinquance des jeunes en Angleterre *

par T. S. LODGE, M. A. (Oxon), F.I.A., F.S.S.
Directeur des recherches criminologiques au Home Office, Londres.

Je ne saurais prétendre qu'en Grande-Bretagne nous ayons jusqu'ici effectué un grand nombre de recherches sur la délinquance ou le traitement des délinquants. En fait, il n'y a que sept ans que le Centre de recherche du *Home Office* a été créé et que les subventions accordées aux universités et à d'autres organismes pour la recherche criminologique ont atteint des proportions substantielles. Mais un assez grand nombre de travaux sont en cours ; un personnel permanent de vingt-cinq spécialistes est maintenant affecté par le *Home Office* à la recherche criminologique ; et les subventions du *Home Office* pour cette recherche s'élèvent à l'heure actuelle à environ £ 80 000 (1 100 000 francs actuels) par an. Je vais essayer de vous parler de quelques-unes des recherches qui ont été entreprises et, dans la mesure où celle-ci existe, de la politique générale sur laquelle elles sont basées. La liste des recherches en cours est beaucoup plus longue que celle des recherches dont il me sera possible de vous parler.

Il me paraît opportun de diviser *grosso modo* la recherche en deux sections :

— la recherche sur les causes et la prévention de la délinquance, et
— la recherche sur le traitement des délinquants.

Naturellement, elles sont intimement liées ; mais, étant donné que chacune d'elles exige en principe des méthodes différentes et que nous avons tendance, à mesure que la recherche progresse, à perdre de vue son but précis, une telle division nous aidera à systématiser nos idées.

La recherche sur les causes de la délinquance apparaît quelque peu déroutante si l'on en fait l'historique et je ne crois pas que, ni en Grande-Bretagne ni dans aucun autre pays, on ait encore abouti à beaucoup de conclusions solides. Il y a quarante ans, Sir Cyril Burt a effectué en Angleterre sa célèbre enquête sur le jeune délinquant. Elle consistait en une comparaison entre un groupe de délinquants et un groupe de contrôle, et Burt montra que différents facteurs, individuels ou relatifs au milieu, étaient susceptibles d'être associés à la délinquance, mais qu'aucun facteur

*. Conférence faite à la Section de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, le 8 mai 1964.

unique — ou groupe de facteurs — ne pouvait être isolé comme en étant la cause. Depuis lors, des études analogues ont été effectuées, avec des résultats tout aussi incertains, et de temps en temps, on prétend que certains facteurs particuliers, comme un milieu familial désuni ou le fait pour l'enfant d'avoir été séparé de sa mère en bas âge, ont une importance particulière ; mais aucun chercheur n'a réussi à construire une théorie cohérente sur la motivation de la délinquance.

Pour une grande partie des recherches sur la motivation, on a suivi l'exemple de Burt et utilisé un groupe de contrôle correspondant. Il est cependant rarement possible d'obtenir une correspondance satisfaisante. En premier lieu, il est difficile de savoir quels facteurs sélectionner pour la correspondance. Théoriquement, les groupes devraient être identiques sur tous les points et ne différer que par les quelques caractéristiques isolées et bien définies qu'on se propose de mesurer ; mais l'infinie complexité des différences humaines rend ceci impossible. Les erreurs seront principalement de deux sortes : les deux groupes peuvent différer par un aspect donné qui n'a été ni assorti ni mesuré, de sorte que les résultats trouvés peuvent être en relation, non avec les faits observés, mais avec quelque facteur extérieur ; ou encore la correspondance peut être telle qu'un ou plusieurs des facteurs assortis ont des corrélations non reconnues avec les caractéristiques observées et mesurées, de sorte que les résultats ne sont pas probants.

La méthode de recherche qui évite ces écueils est celle des études de *follow up*. Selon cette méthode, on suit, pendant un certain nombre d'années, un groupe d'enfants du même âge choisis au hasard. A des stades successifs de leur développement, on note un certain nombre de données détaillées. Certains de ces enfants, inévitablement, deviendront des délinquants, et les observations faites sur eux précédemment pourront alors être comparées à celles des non-délinquants. Cette méthode évite tout arbitraire dans le choix et tout parti pris *a posteriori* dans les observations, contrairement à ce qui se produit quand on demande aux professeurs et à d'autres personnes leur témoignage rétrospectif sur des enfants de qui ils savent qu'ils sont devenus des délinquants. L'inconvénient de cette méthode est que le pourcentage d'enfants qui deviennent des délinquants est si faible que l'échantillon doit être très grand pour fournir des chiffres suffisamment élevés. Un exemple de ce type de recherche est celui de l'enquête nationale sur la santé et le développement des enfants qui a été menée par le Dr Douglas sur des enfants nés pendant une semaine donnée en 1946 en Angleterre et au pays de Galles. Ces enfants sont maintenant âgés de 18 ans, et mon service collabore avec le Dr Douglas en vue d'étudier la délinquance parmi eux et de comparer leurs caractéristiques héréditaires, sociales, scolaires et autres, à celles des membres non délinquants de l'échantillon. Nous espérons que les résultats seront utiles et qu'il nous sera possible de collaborer de la même manière à une autre étude portant sur dix-sept mille enfants nés en 1958 ; ils ont été suivis de près du point de vue médical depuis leur naissance, et leurs progrès scolaires et sociaux vont maintenant être observés pendant les dix ou quinze ans à venir.

Aux Etats-Unis, on a émis beaucoup de théories sociologiques sur la façon

dont les tendances à la délinquance sont engendrées par la culture ambiante. La forme de recherche suggérée par ces études est la *community action research*, ou recherche sur l'action par et sur la communauté, mode d'expérimentation dans laquelle on modifie le milieu et où l'on observe l'effet des modifications sur la délinquance. Plusieurs vastes enquêtes de cette nature sont actuellement en cours aux Etats-Unis, mais en Grande-Bretagne nous n'en avons pas encore entrepris, quoique la question de savoir s'il serait souhaitable d'en effectuer ait été mise à l'étude. Ce que nous avons fait, en revanche, d'accord avec le ministère de l'Education, a été de mettre en œuvre un projet de recherche par l'action dans nos écoles, afin de faire jouer aux établissements scolaires le rôle d'un facteur actif pour donner aux enfants une éducation qui les empêche de devenir des délinquants. Ce projet, qui me tient particulièrement à cœur, est entrepris par la *National Foundation for Educational Research*, dont le directeur, le Dr Wall, est bien connu de nombre d'entre vous.

L'idée sur laquelle repose cette enquête est assez simple. L'école est la seule institution sociale qui ait sur la vie des enfants normaux une influence profonde pendant les années les plus décisives pour leur formation — soit pendant une dizaine d'années ou davantage. Une seule influence — celle du foyer — peut être plus importante que celle de l'école. Et celle-ci peut même intégrer les foyers de ses élèves dans une association éducative. Traditionnellement les écoles s'occupent du développement de la personnalité et des systèmes des valeurs morales aussi bien que de l'enseignement intellectuel. Nous pouvons donc suggérer que le jour où les connaissances de la psychologie moderne, de la sociologie et de la recherche concernant le développement de l'enfant seront exploitées plus largement par les écoles et introduites dans les méthodes éducatives, il sera possible d'aider les enfants et les adolescents à acquérir des personnalités plus riches, plus stables, mieux adaptées.

Etant donné que le projet s'occupera de ce qu'il est possible de réaliser dans la pratique plutôt que d'un idéal théorique, il convient d'avoir recours à deux sortes de méthodes d'approche. La première visera l'amélioration de l'école dans son rôle traditionnel, en tant qu'elle représente une petite communauté d'élèves et de professeurs s'occupant principalement des connaissances intellectuelles et plus ou moins coupée du monde, plus vaste, des adultes. Nous pouvons appeler cela la *méthode d'approche pédagogique*. La seconde, que nous pourrions appeler la *méthode d'approche psychosociale*, considère l'école comme une institution encastrée dans d'autres services, d'autres milieux ; elle aura ainsi pour mission de chercher à créer autour de l'école un certain nombre de relations entre celle-ci et les parents, les milieux du travail et les services sociaux, de façon à présenter à l'enfant un tableau plus cohérent de la communauté adulte que celui qui lui est offert actuellement.

Le plan de la recherche est basé sur l'action, c'est-à-dire sur l'agencement d'expériences portant sur un certain nombre d'écoles, pendant un assez grand nombre d'années, et essayant d'évaluer objectivement ce qui se produit, étape par étape. Le critère de son succès sera une diminution des cas d'enfants présentant une arriération intellectuelle ou suivant mal les

études, des cas d'inadaptation de différentes sortes, et, naturellement, aussi une diminution du comportement délictuel ou pré-délictuel. On espère aussi obtenir des résultats positifs — une augmentation de la stabilité, des attitudes scolaires et personnelles plus favorables, un sens plus développé des devoirs sociaux et, de façon générale une attitude plus féconde devant la vie et l'enseignement de la part des enfants et des jeunes gens fréquentant les écoles pilotes. On observera si les élèves de ces établissements parviennent à résoudre plus efficacement et de façon plus constructive leurs problèmes personnels et sociaux, ce qui représentera un important critère de réussite.

Avant d'abandonner le sujet de la recherche sur les causes et la prévention de la délinquance, je tiens encore à rappeler que l'Institut de criminologie de Cambridge effectue dans certaines écoles de Londres une étude portant sur des enfants de huit à quinze ans, afin d'observer l'incidence des tendances à la délinquance et à l'inadaptation, et de procéder à une évaluation psychiatrique de ses causes.

J'en arrive maintenant à la recherche sur le traitement des délinquants. Une grande partie des travaux de mon propre service ont été consacrés à ce type de recherche pour les raisons suivantes. En premier lieu, nous assumons une responsabilité directe dans l'administration de certains établissements, tels que les *borstals* et les *detention centres*, et une responsabilité indirecte importante pour d'autres — par exemple les *approved schools* ; et nous avons estimé que, de même que les grandes sociétés industrielles effectuent leurs propres recherches, il nous appartenait de faire nous-mêmes les nôtres. En deuxième lieu, les tribunaux attendent du *Home Office* qu'il les conseille, dans la mesure du possible, en ce qui concerne les avantages respectifs des divers types de peines ou de traitement en fonction de la catégorie de délinquants auxquels ils s'appliquent. Et en troisième lieu, nous estimons que, afin d'étudier le traitement des délinquants de façon satisfaisante, un programme de recherche cohérent, à grande échelle et de longue durée est nécessaire, et qu'à l'heure actuelle il n'existe pas d'autre solution pour organiser un tel programme de recherche en Grande-Bretagne que de faire ce travail nous-mêmes.

Nous avons par conséquent entrepris une série principale de recherches sur le traitement des délinquants, laquelle est complétée par un certain nombre d'études particulières (effectuées par nous-mêmes ou par les universités) qui lui sont plus ou moins parallèles. Le but ultime de notre programme est de rechercher quel est, pour un délinquant donné, le type de mesure prise par les tribunaux et (le cas échéant) le type de traitement pénitentiaire susceptibles d'offrir les meilleures chances de réussite. Parmi les différentes catégories d'enquêtes que ceci implique figurent :

1° L'étude des critères de l'efficacité du traitement ; par exemple la récidive ou l'absence de récidive, la nature et le degré de la criminalité subséquente, les modifications des relations sociales et des facteurs personnels.

2° L'étude des moyens pour obtenir les données permettant de décrire et de classer les délinquants et les méthodes de traitement.

3° Les recherches, à l'aide des méthodes psychologiques et sociologiques, sur les divers modes de description et de classement des délinquants et des méthodes de traitement.

4° L'étude des techniques mathématiques en vue de classer un grand volume de données et de faire ressortir les relations entre des attributs ou des mesures connexes.

5° Et, ce qui n'est pas le moins important, les investigations sur les modifications possibles des méthodes de traitement des délinquants.

On peut considérer que notre travail dans ce domaine a commencé avec l'étude de prédiction Mannheim-Wilkins sur le régime des *borstals*, qu'a patronnée, il y a environ dix ans, le *Home Office*. Il s'agissait d'une étude pilote appliquant la technique mathématique dite analyse de la régression multiple ; on y divisait les garçons des *borstals* en groupes présentant soit de faibles soit de fortes probabilités de récidive après la libération et on utilisait à cette fin les renseignements fournis par leurs dossiers. Cette méthode s'est révélée assez exacte, mais elle ne répondait pas à la question de savoir s'il convenait de diriger un délinquant donné vers le *bortal*, ou de le condamner à une amende ou à une peine de prison, etc. Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'étudier les renseignements sur les délinquants *avant* le prononcé du jugement, d'établir un pronostic général en se basant sur leur passé et leurs caractéristiques, et d'observer si ce pronostic se trouve modifié en fonction du type de la mesure prise à leur égard par le tribunal.

On effectue actuellement dans mon service une série d'études de ce type. Une de ces études, qui n'utilise que les données dont disposent normalement les tribunaux (car son but est d'aider les tribunaux à prendre des décisions en ce qui concerne le traitement des délinquants) est basée sur cinq groupes de délinquants, comprenant à la fois des mineurs et des adultes, soit un total de plus de dix mille délinquants. Certains résultats préliminaires seront bientôt publiés.

Nous nous proposons aussi d'étendre la recherche initiale Mannheim-Wilkins elle-même, bien que celle-ci ne s'applique qu'à une seule forme de traitement. Depuis plusieurs années, on a recueilli toutes les données qu'exige la formule Mannheim-Wilkins, ainsi que certaines données supplémentaires, pour tous les jeunes gens envoyés au *borstal*, et nous sommes en train d'étudier le moyen d'améliorer les pronostics de réussite et d'essayer différentes méthodes mathématiques nouvelles pour traiter les informations.

Il me faut aussi mentionner une autre étude sur les jeunes délinquants qu'effectue actuellement le Dr Charlotte Banks à l'*University College* de Londres. Il s'agit d'une étude psycho-sociologique exhaustive sur les jeunes garçons ou les adolescents envoyés au *borstal*, aux *detention centres* et en prison, et qui compare les résultats obtenus avec ces trois formes de traitement. Elle a été financée, d'abord par la Fondation Ford, puis par le *Home Office*. Elle fournira de nombreux renseignements sur ces délinquants, les infractions qu'ils ont commises et les résultats du traitement, et il sera sans doute très instructif de comparer ses résultats à ceux de l'étude sur les délinquants français actuellement en cours à Vaucresson.

Tout système particulier de traitement des délinquants comprend en fait de nombreuses méthodes différentes de traiter les délinquants ; et les délinquants eux-mêmes diffèrent les uns des autres d'innombrables façons. Il apparaît comme évident (et certaines enquêtes américaines l'ont dé-

montré) que si l'on parvient à classer les délinquants en catégories appropriées, et aussi à classer les différents traitements et à traiter chaque type de délinquant selon le type de traitement lui convenant le mieux, les résultats généraux de ce système de traitement s'en trouveront ainsi améliorés.

En vue de poursuivre les enquêtes de ce type et afin d'étudier en même temps le système de la probation d'une façon plus générale, mon service a commencé, il y a environ deux ans, une vaste enquête sur la probation (système selon lequel les délinquants restent en liberté et sont surveillés, contrôlés et guidés par des délégués des tribunaux ayant reçu une formation spéciale pour ce type de travail social). Une étude pilote a été effectuée en 1962 dans la circonscription de probation du Middlesex et la recherche a maintenant été étendue à d'autres régions de la Grande-Bretagne.

Au cours de la première partie de cette Enquête nationale, dans dix-huit villes et grandes cités sélectionnées sur l'ensemble du territoire de la Grande-Bretagne, on a interviewé cent quarante-cinq agents de probation sur les méthodes appliquées par eux pour jauger et traiter les probationnaires. Des informations ont été recueillies sur les services de probation et l'application de la probation par les tribunaux dans ces zones. Cette partie de l'étude est destinée à mettre en relief les différences du régime probationnaire en fonction de la région et en fonction de son application par des agents de probation dont l'expérience antérieure et la formation diffèrent.

Le stade suivant de l'Enquête nationale a débuté en janvier 1964 et porte sur un échantillon de quelque sept cents délinquants de sexe masculin âgés de dix-sept à vingt ans, soumis au régime de la probation en 1964 dans huit grandes villes. Son but est de mettre au point des méthodes systématiques pour décrire les probationnaires et le régime de la probation, et déterminer les effets des différentes variétés du régime de la probation sur les probationnaires ayant en commun les mêmes caractéristiques. Etant donné que les cas sont habituellement attribués aux agents selon une répartition géographique, il sera possible d'étudier les méthodes de traitement qu'applique chaque agent aux différentes catégories de probationnaires. A Sheffield, cependant, une expérience a été entreprise où les cas sont dévolus à l'agent que l'on considère comme le plus capable d'appliquer le mode de traitement approprié.

Pour ces enquêtes, il est nécessaire de classer les probationnaires selon un système qui ait une signification par rapport au traitement dont ils ont besoin et nous avons mis au point une classification provisoire, en partant des termes couramment employés par les agents de probation pour jauger les délinquants, termes tels que inadapté, caractériel, social, situationnel, occasionnel.

Après avoir décrit le probationnaire, il est nécessaire de décrire le traitement qui lui est appliqué. A cet effet on a mis au point une série de fiches trimestrielles donnant des détails sur le traitement au fur et à mesure que celui-ci progresse, mais pour correspondre au but de la recherche, une description du traitement capable d'en définir les grandes lignes s'impose dans ce dessein on a choisi quatre éléments du traitement qui semblent avoir une importance capitale.

Ces quatre éléments peuvent être scindés en deux paires. Dans la première paire, on distingue (1) les éléments de traitement qui sont destinés à aider le probationnaire à résoudre ou à pallier ses problèmes (assistance) et (2) les éléments qui sont destinés à contrôler, guider ou normaliser le comportement du probationnaire (contrôle).

Dans la seconde paire, on distingue (1) le traitement qui est principalement axé sur l'aide apportée au probationnaire par les entretiens particuliers ; ceux-ci peuvent soit porter sur des problèmes intérieurs qui lui sont personnels, soit l'encourager à faire face aux problèmes qui découlent pour lui de sa situation (traitement individuel), et, (2) le traitement par l'action sur le milieu, où l'agent de probation agit principalement sur sa situation sociale ou sa famille (traitement situationnel).

Dans chacune de ces paires, on part de l'hypothèse que l'on aura recours aux deux parties pour le traitement de la plupart des cas, et l'intention est de mettre l'accent sur l'importance relative de l'assistance ou du contrôle, et sur le traitement individuel ou le traitement situationnel.

Pour évaluer l'efficacité d'un type particulier de traitement pour un type particulier de probationnaire, il faut disposer d'un étalon quelconque pour mesurer la réussite ou l'échec. Le critère de réussite généralement admis — le fait que, durant la période probatoire ou une période ultérieure donnée, le probationnaire n'ait pas comparu devant le tribunal pour avoir contrevenu aux conditions de la probation ou pour quelque nouvelle infraction — est utile à certains égards, mais on peut citer des exemples de réussite « technique » qui, jugés sur un autre plan, seraient des échecs, et inversement. On espère arriver à mettre au point une méthode pour mesurer les progrès qui tiendra aussi compte du travail du probationnaire, de sa coopération durant la probation et, éventuellement, des observations subjectives de l'agent de probation.

Dans cette enquête de recherche, il sera seulement possible de donner un tableau général des types de délinquants mis sous probation et de l'efficacité des différentes méthodes de traitement. Des études plus poussées sur la nature du régime de la probation ont été commencées et, dans un ou deux ans, j'aurai peut-être l'occasion de vous entretenir de leurs résultats.

J'ai essayé de vous donner une idée de certains des travaux qui sont actuellement effectués en Grande-Bretagne. Comme vous le voyez, nous avons encore un long chemin à parcourir. En ce qui concerne l'avenir, il y a deux développements que je peux voir de façon précise. D'une part, nous allons renforcer notre coopération avec d'autres ministères — en particulier le ministère de l'Education — afin d'étudier et d'aborder conjointement, avec l'aide des universités et des instituts de recherche, les problèmes connexes de la délinquance, de l'inadaptation et de l'arriération des enfants, et de tenter de trouver le moyen d'assurer que l'école, le foyer, les services sociaux et les organismes pour la jeunesse travaillent en commun accord pour donner aux jeunes une vie heureuse pendant les années scolaires, les aident à trouver un emploi convenable quand ils quittent l'école, et leur donnent dans la vie des facteurs d'intérêt capables de les empêcher de tomber dans la délinquance avant qu'ils aient eu le temps d'organiser leur vie d'adultes. J'espère que nous verrons beaucoup d'autres projets de re-

cherche par l'action entrepris dans cet esprit et qu'ils pourront ainsi prendre la relève du travail que le Dr Wall vient à peine de commencer.

D'autre part, nous nous efforcerons de développer la recherche et les travaux expérimentaux dans nos établissements pour le traitement des délinquants, en faisant appel à la collaboration de ceux qui y travaillent. Parmi le personnel des *borstals*, des prisons, des *approved schools*, etc., nombreuses sont les personnes qui se montrent pleines d'ardeur pour participer à des projets de recherche et, de fait, si vaste est le domaine des recherches à entreprendre, que leur aide se révèle indispensable. Ce plan ne sera pas facile à organiser, mais si nous y réussissons, nous aurons fait un pas en avant et contribué à créer un climat où la réadaptation sera le résultat attendu du traitement, le résultat attendu, nous osons l'espérer, par les délinquants eux-mêmes.

CHRONIQUES

A. Chronique de jurisprudence

I. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

par Alfred LÉGAL
Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Montpellier, Doyen honoraire.

1. *Le non-cumul des peines et le cas d'une condamnation antérieure prononcée à l'étranger.*

Un Français avait été condamné par le Tribunal correctionnel de Monaco, le 28 octobre 1959, à un an de prison pour escroquerie. Ayant été, d'autre part, poursuivi en France pour des délits distincts de vol et de falsification de livret militaire, le même individu se voyait infliger par la Cour d'appel de Paris, le 20 février 1963, une nouvelle condamnation, cette fois à trois ans de prison. Il introduisit devant cette juridiction une requête en confusion de peines. La Cour jugea sa demande irrecevable, estimant que le non-cumul tel qu'il est consacré par notre législation est inapplicable à des condamnations prononcées par une juridiction étrangère et que les Conventions diplomatiques entre la Principauté et la France n'apportaient aucune dérogation à ce principe. La Chambre criminelle, par arrêt du 26 mai 1964 (*Bull. crim.*, n. 177) rejette le pourvoi. Il nous paraît qu'en effet la décision des juges d'appel était pleinement justifiée.

C'est tout d'abord, on le sait, un principe fondamental qu'en toute matière chaque Etat est maître de son système de règlement des conflits. Le juge d'un pays doit appliquer à la solution du litige qui lui est soumis la loi désignée comme compétente par sa propre législation internationale, il ne peut en conséquence s'adresser à une loi étrangère que tout autant qu'elle le lui commande. Or tel n'est jamais le cas dans le domaine de la répression. Dans toutes les hypothèses où le Code de procédure pénale leur attribue qualité pour connaître d'une situation, les tribunaux doivent l'apprécier en conformité de la loi française. Cette compétence du droit interne dépendra le plus souvent, elle même, en vertu du principe de territorialité, de la circonstance que l'acte coupable aura été commis à l'intérieur de nos frontières. Exceptionnellement cependant elle s'étendra, notamment dans le cas où l'auteur était un de nos ressortissants, à des faits commis à l'étranger. Mais elle interviendra toujours exclusivement sans aucun emprunt à la loi étrangère.

L'application de ces principes à la situation née d'un concours d'infractions ne souffrira pas de difficulté lorsque le juge français se trouvera, en l'absence de toute inter-

vention antérieure d'une juridiction étrangère, saisi par une poursuite unique de deux délits simultanés ou successifs relevant l'un et l'autre de sa compétence. S'il en est ainsi, peu importe que ces délits, ou l'un d'eux, aient été commis hors du territoire : non seulement il devra vérifier leur caractère punissable aux yeux de la loi française, mais encore c'est dans les termes de l'article 5 du Code pénal qu'il déterminera si les conditions du non-cumul se trouvent réalisées et quelles en seront les conséquences.

Mais la question se présentera sous un jour différent au cas de poursuites successives, la juridiction française étant saisie cette fois d'une seule infraction, alors que le prévenu aura déjà fait l'objet pour un délit concurrent d'une condamnation émanant d'une juridiction étrangère. Sans doute, s'il s'agissait d'une condamnation prononcée par un autre tribunal de notre pays, le juge devrait-il s'incliner devant l'autorité et la force exécutoire attachées à cette sentence : tenir pour acquise l'infraction antérieure aussi bien que la peine infligée et se borner à en tirer les conséquences en prononçant, s'il y a lieu, la confusion des peines suivant les distinctions établies en pareil cas par la jurisprudence sur le fondement de l'article 5.

Mais en sera-t-il de même dans le cas d'une condamnation infligée par une juridiction étrangère ? Ici se pose un problème distinct de celui de la compétence législative : la question de l'efficacité internationale des décisions judiciaires. On sait en quel sens il est traditionnellement résolu. Les principes de souveraineté interne et d'indépendance réciproque des Etats qui sont à la base de la territorialité du droit pénal, ont conduit également à refuser en matière répressive toute valeur juridique aux sentences rendues au nom d'un pays étranger : celles-ci seront hors de ses frontières réputées non avenues. En décider autrement reviendrait à consacrer une ingérence inadmissible dans le domaine de la souveraineté locale.

C'est pourquoi, en matière pénale, à défaut de toute organisation d'une procédure d'*exequatur*, les sentences étrangères sont dépouillées aux yeux de nos tribunaux non seulement de la force exécutoire, mais encore de l'autorité de chose jugée. Tels sont les principes qu'a toujours observés la pratique judiciaire, en décidant notamment qu'une condamnation prononcée à l'étranger ne saurait former le premier terme de la récidive (Cass. crim., 27 nov. 1828, S. chron. ; Cour d'Aix, 24 avr. 1875, S., 1876.II.5 ; Cour de Besançon, 15 janv. 1879, S., 1879.II.104). Si une telle interprétation a paru s'imposer pour les règles de la récidive dont l'objet essentiel est pourtant de sanctionner tout un passé criminel attestant la personnalité antisociale de l'individu, à plus forte raison devait-elle prévaloir dans le domaine du non-cumul qui, abstraction faite de toute considération de ce genre, constitue une simple mesure d'exécution dont le but est de régler dans le sens le plus indulgent l'application de plusieurs peines concurrentes.

La condamnation étrangère ne pourra même pas être prise en considération à supposer qu'elle ait été ramenée à effet au moment où le prévenu est appelé à répondre en France d'une autre infraction. Sans doute est-il un cas où la loi a tenu compte d'une circonstance de ce genre : le Français coupable d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger échappera à toute poursuite de ce chef dans notre pays, aux termes de l'article 692 du Code de procédure pénale, s'il justifie qu'ayant été condamné à l'étranger, il y a subi sa peine et le texte va même jusqu'à assimiler à l'exécution effective la remise par voie de grâce ou la prescription. Mais ces dispositions qui concernent des poursuites successives pour le même délit sont exceptionnelles. Elles ont pour objet essentiel d'assurer le respect de la règle *non bis in idem*, et ne sauraient s'appliquer par analogie au cas de condamnation antérieure pour un délit différent. D'ailleurs, d'après l'article 692, la peine précédemment infligée a pour résultat invariable de faire radicalement obstacle à toute condamnation en France, alors qu'en matière de non-cumul tout dépend de la nature et de la gravité respective des peines concurrentes. Comment, en l'absence de toute précision légale, le juge pourrait-il sans arbitraire établir une comparaison entre le système français et le système étranger de répression ?

C'est donc à juste titre qu'en l'espèce la Cour de Paris, dans une formule approuvée par la Chambre criminelle, avait affirmé que la règle générale de droit interne portée par l'article 5 du Code pénal ne saurait à défaut de dispositions spéciales être étendue à des condamnations émanant d'une juridiction étrangère distincte et indépendante des juridictions françaises.

Aussi bien le pourvoi ne contestait-il pas ce principe. Mais il entendait soutenir que, dans l'occurrence, son application n'était pas en cause, car le jugement monégasque ne devait nullement être traité comme une sentence étrangère, mais bien être assimilé à un jugement français.

Il faisait valoir tout d'abord en ce sens que, le délit correctionnel commis à Monaco ayant pour auteur un Français, la Cour de Paris aurait eu compétence, si elle en avait été saisie directement, pour le juger et le punir par application de la loi française et qu'à ce point de vue déjà la sentence antérieure était l'équivalent d'une condamnation rendue par nos tribunaux. Ce premier argument était sans aucun doute dénué de toute valeur juridique. Pour une juridiction, apprécier elle-même l'existence d'un fait commis à l'étranger et les sanctions propres qu'il comporte, c'est évidemment tout autre chose, nous l'avons observé, que d'entériner purement et simplement, à l'occasion d'un acte dont elle est exclusivement saisie, la décision prise au sujet d'un délit différent par la juridiction d'un autre Etat et lui attribuer une influence déterminante sur la peine applicable à la nouvelle infraction.

La Cour de cassation avait, d'ailleurs, par un précédent arrêt (5 déc. 1947, *Bull. crim.*, n. 245) condamné dans les mêmes termes une thèse analogue. Au temps du Protectorat, un ressortissant marocain fut condamné tout d'abord par une juridiction indigène, mais pour un délit distinct il avait été, d'autre part, en raison de sa complicité avec un de nos nationaux, déféré à une juridiction française, le tribunal correctionnel de Casablanca. La défense invoquait cette fois que le principe du non-cumul était un principe général applicable aussi bien devant les juridictions marocaines que devant les juridictions françaises et que dès lors la situation du coupable ne pouvait se trouver aggravée du seul fait qu'il avait été jugé pour un des délits concurrents par le tribunal de Casablanca. La Cour de cassation se refusa à admettre que cet argument d'équité puisse faire fléchir le principe. Son arrêt s'appuie, comme dans l'espèce actuelle, sur le caractère de juridictions étrangères distinctes et indépendantes que revêtaient les tribunaux indigènes pour affirmer que leurs sentences devaient rester sans influence sur les décisions d'un tribunal français.

Dans la présente espèce cependant le pourvoi invoquait en faveur de l'assimilation un autre argument plus digne d'attention. Elle se déduisait selon lui, dans les rapports franco-monégasques, de la Convention du 10 avril 1912 dont l'article 22 portait que les individus condamnés par les juridictions monégasques à diverses peines privatives de liberté pour crime ou délit de droit commun seraient reçus en vue d'y purger ces peines dans les établissements français (cette Convention se trouve remplacée aujourd'hui par une nouvelle Convention du 18 mars 1963 qui reproduit dans son article 14 la même solution). Mais du fait que les Services pénitentiaires de notre pays se trouvent de la sorte prendre en charge l'exécution matérielle des condamnations en question, pouvait-on conclure que l'Etat français s'engageait à reconnaître le plein droit et à tous points de vue l'efficacité internationale des décisions monégasques en matière répressive avec toutes les conséquences que comporte pour les décisions françaises la chose jugée ? Une telle interprétation était manifestement excessive en présence des termes de l'Accord.

Il est à noter, en particulier, que le texte ne concerne que l'application de certaines peines limitativement énumérées. Il faudrait donc tout au moins reconnaître que le Gouvernement français aurait fait confiance aux tribunaux de la Principauté pour cette seule catégorie de condamnation : ce qui serait difficilement compréhensible. De plus — et ce serait une nouvelle incohérence — à supposer un jugement répressif rendu dans ce domaine, il ne produirait pas son effet en France quant aux condamnations civiles qu'il aurait accessoirement prononcées, celles-ci restant soumises à *exequatur*. La vérité est bien plutôt que ce qui justifie dans leur principe les dispositions du Traité, en même temps que leur portée limitée, ce sont des considérations évidentes d'ordre pratique tenant au nombre restreint d'individus condamnés par les juridictions de la Principauté à un châtiment afflictif, qui ne permettait pas d'envisager la création sur son territoire d'établissements pénitentiaires ni le recrutement d'un personnel qui leur soit propre. Mettre à la disposition du Gouvernement monégasque des établissements français, n'était donc autre chose qu'un arrangement inspiré par le souci des bons rapports de voisinage et concernant strictement les relations entre les Services administratifs intéressés, sans pour le surplus préjuger en rien le bien fondé des condamnations prononcées, ni leur faire perdre juridiquement le caractère de décisions émanant d'une autorité étrangère.

Aussi bien est-ce toujours dans cet esprit que les deux Gouvernements ont interprété les dispositions en question. D'une documentation dont nous sommes redevable à l'amicale obligeance de M. le Premier Président et de M. le Procureur général à la Cour

de Monaco, il ressort, en particulier, que suivant une pratique constante, aujourd'hui confirmée par la Convention de 1963, les mesures de grâce ou de libération conditionnelle ne sont pas prononcées par l'Administration française, mais bien que celle-ci se borne à signaler les cas dignes d'intérêt au Gouvernement monégasque, la décision étant prise par le Prince régnant : ce qui écarte toute idée d'une identification pure et simple, même quant aux modalités d'exécution, entre les condamnations monégasques et les condamnations françaises.

D'ailleurs, pour ce qui concerne spécialement la question du non-cumul, on peut signaler tout au moins un précédent : le cas d'une femme qui, condamnée par défaut à deux ans de prison par le Tribunal de Monaco, s'était vue refuser la confusion avec des peines du même ordre prononcées en France et qu'elle subissait dans notre pays. Par la suite cette femme fut condamnée à deux ans de prison par le Tribunal de Grasse qui estima pouvoir confondre cette peine avec celle qui avait été infligée à Monaco. A l'occasion d'un recours en grâce présenté par l'intéressée au Gouvernement de la Principauté, le procureur général ne manqua pas de souligner l'erreur qu'à son sens avait commise la juridiction française.

Mais si la solution retenue en l'espèce par la Cour de Paris apparaît certaine dans l'état du droit positif, elle n'en demeure pas moins un exemple typique de l'insuffisance des conceptions traditionnelles en matière de répression internationale. Dans les relations avec un Etat, certes politiquement indépendant et souverain, mais dont le Code pénal est à quelques réserves près la reproduction du notre, et qui consacre, en particulier, au même titre la règle du non-cumul, le parti pris d'ignorance systématique entre les autorités judiciaires de pays différents, pourra aboutir à faire dépendre l'application de ce principe des hasards de la procédure, l'intéressé étant appelé à en bénéficier ou non suivant que les faits concurrents auront été l'objet d'une poursuite unique ou de poursuites distinctes de l'un et l'autre côté de la frontière. Et l'arrêt antérieur de 1947 suggère des observations analogues.

Une vue plus réaliste des choses et un souci d'équité commanderaient tout au moins de tenir compte de la peine effectivement subie en vertu de la condamnation étrangère. Et cela non seulement au cas, très exceptionnel, où, par application d'une entente diplomatique, elle aurait été purgée dans nos propres établissements sous le contrôle direct de notre Administration locale, mais encore toutes les fois que la preuve de son exécution à l'étranger aurait été rapportée. Une semblable solution, à tout prendre, ne comporterait aucun abandon véritable de souveraineté. Il ne s'agirait pas là en effet de la part de nos tribunaux de s'incliner à quelque titre que ce soit devant les décisions d'une autorité étrangère, mais bien simplement de tenir compte à l'individu d'un fait matériel, comme ce serait le cas dans un litige civil pour un justiciable qui, reconnu responsable d'une indemnité se verrait admis à déduire du montant de sa dette la somme déjà versée à sa victime en exécution d'une condamnation étrangère, indépendamment de toute procédure d'*exequatur* (v. l'étude restée classique de Bartin sur le jugement étranger considéré comme un fait, *Clunet*, 1924, p. 867). Cette conception conduirait à décider que, dans les circonstances envisagées, la plus forte des deux peines absorberait l'autre en donnant ainsi satisfaction à la préoccupation d'humanité qui a motivé l'adoption par notre droit du non-cumul. Quant aux difficultés pour le juge d'apprécier la gravité respective des condamnations, il pourrait y être remédié (v. Donnedieu de Vabres, *Principes modernes du droit pénal international*, p. 341, note 52) par l'établissement d'un tableau d'équivalence.

2. *Les cas privilégiés de légitime défense.*

Au lendemain de l'arrêt du 19 février 1959 (*J.C.P.*, 1959.11112, n. Bouzat ; cette *Revue*, 1959, chron., p. 839) où la Cour de cassation affirmait pour la première fois de façon explicite que la présomption de légitime défense édictée par l'article 329 du Code pénal, loin d'être irréfragable, pouvait se trouver écartée par la preuve contraire, certaines appréhensions se sont manifestées quant aux conséquences pratiques de cette interprétation (v. les observ. de M. Bouzat, *loc. cit.*). N'aboutirait-elle pas fatalement à vider le texte de toute portée, en rendant illusoire la sécurité du foyer domestique que seul pouvait garantir, dans les circonstances visées par la loi, le principe d'un droit de défense inconditionné ? Il était permis de juger ces craintes excessives. C'est ce que confirme, à notre avis, la lecture d'un arrêt rendu en la matière par la Cour de Dijon le 9 janvier 1965 (*Gaz. Pal.*, 27 févr. 1965) à propos d'une affaire de vol, particulièrement fertile d'ailleurs en péripéties (1). Un malfaiteur, après avoir escaladé le mur d'un cinéma, s'était introduit par une verrière dans le grenier de l'immeuble. Mais le propriétaire de l'établissement, qui logeait au même étage, ayant entendu du bruit, se porta sur les lieux muni d'une carabine. Il signifia à l'intrus son intention de le livrer à la police et sous la menace de son arme l'obligea à descendre au rez-de-chaussée dans le hall du cinéma. Sa femme étant venue le rejoindre, il lui demanda, tout en continuant à tenir en respect son adversaire, d'aller chercher les clefs de la porte extérieure qui se trouvait fermée. Entre temps le cambrioleur cherchait à le désarmer en lui arrachant sa carabine, mais sans y parvenir.

Une fois en possession des clefs, le propriétaire lui intimait l'ordre de les prendre et d'ouvrir la serrure. Ce qu'il fit, mais immédiatement il s'élançait au dehors. Son adversaire aussitôt tira une rafale dans sa direction. Atteint d'une balle, il réussit néanmoins à s'échapper et à gagner son domicile où il fut par la suite arrêté.

Les premiers juges condamnèrent l'agresseur pour tentative de vol. Mais en même temps ils infligeaient une amende à sa victime qu'ils reconnaissaient coupable de blessures volontaires. La Cour dans son arrêt confirme, en l'aggravant, la condamnation du voleur, mais quant à son adversaire, elle le déclare couvert par la légitime défense. Sa décision relève tout d'abord que les circonstances énumérées par l'article 329-1° se trouvaient réalisées. Effectivement le fait d'agression nocturne contre une maison habitée était constant. Seules les exigences relatives à l'escalade pouvaient prêter à discussion. On sait que la loi ayant visé seulement comme en état de légitime défense le propriétaire qui use de violences pour repousser l'escalade, on s'est demandé s'il en est de même lorsque la réaction de la victime ne s'est produite qu'une fois cette escalade consommée. Mais il est généralement reconnu que le texte ne saurait être pris au pied de la lettre : le bon sens indique qu'il doit s'étendre, à plus forte raison, au cas où l'assaillant ayant déjà franchi la clôture le danger couru par les habitants n'a fait que s'accroître (Cass. crim., 8 déc. 1871, S., 1872.1.346) et l'immunité jouera même à supposer qu'il ait été frappé au moment où il prenait la fuite (Cour d'Amiens, 16 mars 1843, S., 1843.II. 240).

Seulement après avoir admis que la présomption légale était applicable, la Cour ajoute immédiatement qu'elle n'est pas absolue et se met en devoir de rechercher si la preuve contraire pouvait être considérée comme établie. Or elle constate que tel n'était pas le cas. Dans son examen des faits elle s'inspire d'un principe très généralement admis : la règle d'après laquelle le juge, pour apprécier l'existence d'une défense légitime, ne doit pas considérer la situation seulement telle qu'elle se présentait en réalité, mais aussi telle qu'elle apparaissait au prévenu au moment où il agissait, en tenant compte à la fois de ce qu'il en connaissait et de ce qu'il en pouvait imaginer sous le coup d'une émotion violente de nature à obscurcir son jugement (v. Cass. crim., 7 août 1873, S., 1874.I.95). Bien que les faits justificatifs se présentent comme des causes d'impunité objectives, le recours à cette méthode d'appréciation est légitime, elle répond à l'idée qu'en matière de délits intentionnels, l'erreur de fait est exclusive de culpabilité toutes les fois qu'elle porte sur l'existence de l'un des éléments constitutifs de l'infraction. Or tel est précisément le cas lorsque le prévenu estimait que son acte n'était pas pénalement répréhensible parce qu'il croyait à tort bénéficier d'une circonstance qui aurait eu pour résultat d'effacer l'illégalité du fait.

Partant de là la Cour de Dijon observe que pour juger le comportement final de chacun des deux adversaires, il importait de le replacer dans l'ambiance de brutalité créé par les événements qui l'avaient précédé. Il en était ainsi notamment quant à cette condition primordiale de toute défense légitime que constitue le caractère actuel de l'attaque : celle-ci devant comporter la menace d'un péril imminent. Contre une agression passée il ne peut être en effet question de défense, mais seulement de vengeance. Encore faut-il pour qu'il en soit ainsi que l'agression ne soit pas sur le point de se renouveler. Dans le cas contraire, le danger subsistant, la réaction violente de la victime se trouvera couverte par le fait justificatif. La Cour de cassation soumet, d'ailleurs, à un contrôle rigoureux les constatations en ce sens des juges du fond : un individu blessé au cours d'une rixe réussit à s'emparer de l'arme de son adversaire et le frappe à son tour. La Chambre criminelle a estimé (28 mai 1937, *Rec. Gaz. Pal.*, 1937.2. 336 ; cette *Revue*, 1937, chron. Magnol, p. 682) que dans ces conditions, bien que la

(1) V. commentaire du même arrêt, *infra*, p. 421.

riposte eût été immédiate, la légitime défense n'était pas établie. En réalité tout est ici question d'espèce. La fuite, en particulier, n'est pas nécessairement exclusive, même hors du cas de l'article 329, de toute riposte légitime, car il peut se faire que pour protéger sa retraite, l'assaillant se retourne contre son adversaire (v. Cour de Bourges, 15 nov. 1905, S., 1906.II.277). Toutefois, pouvait-on objecter, rien en l'occurrence dans l'attitude du cambrioleur au moment où il avait été frappé ne manifestait qu'il eût effectivement cette intention. Mais l'arrêt répond que l'amorce de sa part d'une fuite précipitée aussitôt la porte ouverte avait pu faire naître dans l'esprit du propriétaire une surprise mêlée de crainte justifiée, étant donné qu'il avait été à même de se rendre compte qu'il se trouvait aux prises avec un malfaiteur particulièrement audacieux et que la rapidité de son geste n'avait été qu'un réflexe de l'instinct de défense.

C'est par des raisons du même ordre que la Cour écarte une autre objection, celle qu'on pouvait être tenté de tirer de la disproportion entre la gravité de l'attaque et celle de la riposte. Alors que le propriétaire avait en main un fusil chargé, son adversaire à aucun moment ne l'avait menacé de faire usage d'une arme et il n'était nullement établi que celui-ci en fût porteur. Pouvait-on dans ces conditions considérer que des coups de feu étaient le seul moyen de le mettre hors d'état de nuire ? Ici encore cependant notre arrêt prend en considération l'état d'esprit du prévenu : il pouvait croire, en présence de l'attitude antérieure de son agresseur, que ce dernier dissimulait une arme dont il entendait se servir comme dernière ressource, mettant ainsi sa vie en danger. C'est pourquoi estimant qu'on ne pouvait reprocher au propriétaire d'avoir excédé les bornes d'une défense légitime la Cour en conclusion prononce son acquittement.

On constate, en dernière analyse, le rôle non négligeable qu'a joué visiblement dans cette décision le renversement de la charge de la preuve résultant de la présomption légale. En faisant état pour exonérer le prévenu d'inductions psychologiques, c'est bien plutôt que sur une démonstration positive d'une nécessité actuelle de se défendre, sur une preuve insuffisante de l'absence de fait justificatif qu'elle se fonde. Il en allait tout autrement dans l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt du 19 février 1959, où les magistrats d'appel avaient au contraire prononcé une condamnation en la motivant cette fois par un ensemble de circonstances précises et certaines (v. cette *Revue*, 1958, chron., p. 623) : il était établi que l'intrus qui avait tenté de pénétrer chez autrui n'en voulait ni à ses biens ni a sa personne et qu'au surplus au moment où il avait été atteint par un coup de feu il s'était déjà retiré à l'écart en renoncant à renouveler son agression. Quant au propriétaire, il connaissait exactement l'identité de son adversaire, n'ignorait rien de ses intentions et avait agi de sang-froid. Ce sont des observations dans le même sens que suggère, d'ailleurs, la décision du Tribunal de Mayenne (6 mars 1957, D., 1957, p. 458, cette *Revue*, 1957, chron., p. 869) qui dans des circonstances analogues, avait également admis la responsabilité du propriétaire.

On peut donc, croyons-nous, faire confiance à la prudence des magistrats pour opérer sous le contrôle de la Cour suprême les discriminations nécessaires, en sanctionnant les actes de violence qui procéderaient indiscutablement d'un sentiment de vengeance ou de colère impulsive, dont l'impunité serait scandaleuse, mais en n'hésitant pas par contre à étendre l'immunité de l'article 329 à tous les cas où ses conditions étant réunies, le propriétaire ne s'est pas trouvé pleinement convaincu d'avoir méconnu les limites de son droit de défense.

3. *L'état de nécessité et les contraventions.*

Un automobiliste était poursuivi pour n'avoir pas respecté une bande jaune continue.

Le Tribunal de police d'Avesnes-sur-Helpe (12 déc. 1964, *Gaz. Pal.*, 6 févr. 1965) constate que le fait était établi. Mais il relève que si le conducteur avait enfreint le Code de la route, c'était uniquement pour éviter de heurter deux piétons imprudents qui traversaient la voie publique sans s'inquiéter d'une voiture arrivant au même moment. Le tribunal relaxe en conséquence le contrevenant car, déclare-t-il, on ne pouvait lui reprocher la manœuvre envisagée qui avait eu pour effet de prévenir un grave accident.

Qu'une transgression indiscutable des règlements puisse en matière de simple police laisser place pour un acquittement, on ne saurait le nier sous prétexte que les contraventions constituent, par excellence, des infractions matérielles. Cette qualification, malgré les formules trop absolues de certains arrêts, ne signifie pas que la responsabilité

du prévenu se trouve nécessairement engagée du seul fait que physiquement il aurait été l'auteur de l'acte incriminé. Sa seule conséquence est de dispenser la partie poursuivante de rapporter la preuve de la culpabilité, la faute étant réputée inhérente à l'acte par l'effet d'une presomption qui ne souffre aucune contradiction. Mais sous cette réserve elle n'interdit pas à la défense de faire valoir toutes les autres causes générales d'impunité prévues par la loi : notamment d'opposer l'exception tirée de la contrainte ou l'existence d'un fait justificatif.

Le cas de force majeure, en particulier, est couramment invoqué en la matière. C'est cette cause de non-imputabilité que, dans une affaire analogue à l'espèce actuelle, avait retenue une décision du Tribunal de police de Marsanne (17 mars 1910, S., *somm.*, 1910.2.46) pour acquitter un médecin qui, se rendant en automobile auprès d'un malade gravement atteint avait commis un excès de vitesse. Mais tel ne pouvait être en pareille circonstance le fondement juridique de l'impunité. La contrainte suppose un événement qui prive radicalement l'individu de ses facultés d'intelligence et de volonté, le mettant dans l'impossibilité absolue de se conformer à la loi. Or le fait matériellement commis par le prévenu procédait au contraire d'une libre et consciente détermination. Pas davantage, et pour les mêmes raisons, ne pouvait-il être dans l'affaire actuelle, question de force majeure. Ce qui était seul en cause c'était l'état de nécessité que longtemps la jurisprudence faute de texte, ne consacrait que sous le couvert de l'article 64 du Code pénal.

Mais depuis que la Chambre criminelle dans son arrêt du 25 juin 1958 (cette *Revue*, 1959, p. 111) a reconnu la nécessité comme une cause d'impunité autonome, rien ne s'oppose à ce que les tribunaux en fasse ouvertement état, comme c'est le cas dans la présente décision. Le juge de police pouvait d'autant moins hésiter à étendre ce fait justificatif à la matière des contraventions, au même titre que l'ordre de la loi ou la légitime défense, que c'est dans ce domaine que le Code pénal en avait prévu certaines applications (à la contravention d'embarras de la voie publique, par exemple, art. 471-4°, aujourd'hui R. 38, 11°).

Or, en l'espèce, toutes les conditions de l'acte nécessaire étaient effectivement réunies. Le prévenu s'était trouvé en présence d'un péril imminent. Il n'avait, en outre, d'autre moyen d'éviter l'accident que de commettre l'infraction. Enfin cette violation du règlement tout en n'entraînant le sacrifice d'aucun droit individuel n'était de nature à provoquer qu'un trouble social insignifiant qui ne pouvait entrer en balance avec la sauvegarde de vies humaines menacées. Aux yeux du bon sens l'impunité s'imposait avec une particulière évidence.

Tout au plus la décision du tribunal, telle qu'elle est formulée, suggère-t-elle une observation. Le jugement, à l'appui de la relaxe, constate que la manœuvre contraire aux prescriptions du Code de la route avait eu pour résultat effectif d'éviter une collision. Sans doute une pareille circonstance confirmait-elle le caractère nécessaire de cette manœuvre et c'est probablement tout ce qu'entendait dire le tribunal. Nous ne pensons pas, en tout cas, qu'on puisse aller jusqu'à faire de l'efficacité de l'acte une condition complémentaire de l'impunité. Sa légitimité doit être appréciée en se plaçant au moment où il a été accompli. Dès l'instant qu'il offrait aux yeux de l'agent une chance, si faible fût-elle, de conjurer le péril couru par lui ou par des tiers, on ne saurait lui faire grief d'avoir tenté d'y échapper. C'est ce que la Cour de cassation a reconnu dans un arrêt du 27 janvier 1933 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1933.2.489). Un cycliste s'était trouvé en présence d'une voiture qui, venant en sens inverse, roulait sur le côté gauche de la route. Il avait obliqué lui-même vers sa gauche dans l'espoir de prévenir une collision qui sans cela apparaissait inéluctable. L'accident néanmoins se produisit et le cycliste fut blessé. L'automobiliste soutenait que la responsabilité de celui-ci se trouvait partiellement engagée. La Chambre criminelle repousse cette prétention. Il résultait en effet des constatations des juges du fait que le conducteur était en faute. C'était donc à bon droit que l'arrêt attaqué l'avait tenu pour seul responsable des conséquences de l'accident, alors que la manœuvre de la victime s'avérait dans les circonstances de la cause comme un acte nécessaire qui excluait toute faute de sa part.

II. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

1. *Outrage envers un commandant de la force publique à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.*

Un lieutenant-colonel de gendarmerie en uniforme, circulant en voiture avec sa femme, avait à Rennes, en pleine ville, heurté une autre voiture dont le conducteur avait été blessé. Les blessures étaient même si sérieuses qu'elles devaient entraîner une incapacité de travail d'un mois.

Au cours de l'enquête effectuée sur les lieux immédiatement après l'accident une discussion s'était élevée entre les deux automobilistes. Si le blessé avait traité l'officier de maladroit, d'âne ou d'imbécile, l'affaire n'eût pas été bien grave. Le lieutenant-colonel, s'il est vrai qu'il était en uniforme, n'était pas dans l'exercice de ses fonctions et l'insulteur n'aurait eu rien à craindre de l'article 224 du Code pénal. Mais il avait eu le malheur de dire : « Regardez-moi ce porte galons, où a-t-il gagné toutes ces fanfreluches ? Pas à la guerre certainement... Regardez ce qu'il a l'air bête, ils sont tous comme ça ; j'ai envie de lui enfoncer son képi sur la tête... Vous êtes un être immonde ». Il avait, par delà l'officier, vilipendé la fonction. La Cour de Rennes l'a condamné pour outrage envers un commandant de la force publique à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et la Chambre criminelle (15 déc. 1964, D., 65. 83) a approuvé la condamnation.

C'est un arrêt que laissaient déjà présager un autre arrêt de la Cour suprême rendu dans un cas analogue (v. Cass. crim., 2 juill. 1958, et nos observ. dans cette *Revue*, 1959, p. 118) et, plus anciennement, un arrêt de la Cour de Bordeaux qui avait eu à connaître d'une espèce encore plus voisine (9 nov. 1893, D., 94.2.68) : il avait condamné pour outrage commis à l'occasion de l'exercice des fonctions la domestique d'un bourrelier qui avait dit à un gendarme entré dans la boutique de son maître pour acheter un morceau de cuir : « Vous voilà donc, canaille, propre à rien, meurt de faim. Tous les gendarmes sont des crapules et des fainéants... ».

2. *Offense à la justice.*

L'article 226 du Code pénal punissant « quiconque aura publiquement, par actes, paroles ou écrits, cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice » ne reste pas sans emploi.

Un journaliste avait publié dans *France-Dimanche*, sous le titre « En pleine folie », un article violent où, à propos d'un arrêt ayant ordonné la démolition d'un immeuble, il s'étonnait qu'une telle décision eût pu être rendue par des juges de Cour d'appel que « leur métier, leur culture devaient avoir habitués à réfléchir avant de prendre des décisions à tort et à travers » et concluait durement que « des juges sans jugeotte, ce n'est guère à l'honneur de la France ». Ces imprécations étaient d'autant plus imméritées que l'auteur, qui entendait se placer « au point de vue social et humain », avait eu le tort de ne pas faire savoir à ses lecteurs que les juges, pour ordonner la démolition, avaient pris soin de relever qu'il s'agissait de « bâtiments construits au mépris des règles les plus élémentaires d'hygiène, de salubrité et de sécurité publique ».

Il a été poursuivi et condamné pour cet article injurieux et le pourvoi qu'il a formé a été, à l'exemple d'autres (v. nos observ. dans cette *Revue*, 1964, p. 611), rejeté par la Cour suprême (Cass. crim., 11 févr. 1965, *J.C.P.*, 65.II.14128 *bis*).

3. *Ivresse au volant.*

La Cour de Paris, pour déclarer un individu coupable d'ivresse au volant (art. L. 1er du Code de la route), s'était fondé essentiellement sur les termes d'un certificat médical dressé par l'interne de service de l'hôpital Corentin Celton où l'homme avait été conduit à la diligence de l'autorité de police. Le condamné s'est pourvu en cassation sous prétexte qu'il ne pouvait être procédé à la requête des officiers de police à aucune vérification médicale, clinique ou biologique et qu'il n'était pas permis à la Cour de tenir compte de constatations médicales effectuées et consignées irrégulièrement.

La Chambre criminelle (10 nov. 1964, *Bull. crim.*, n° 292) a rejeté son pourvoi, estimant qu'« aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit aux juges de recourir à tout moyen de preuve pour déterminer d'après leur intime conviction si le prévenu s'est rendu coupable de conduite en état d'ivresse ;... que cette appréciation est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation » (Rappr. nos observ. dans cette *Revue*, 1962, p. 521).

4. *Interdiction de stationnement.*

I. — Un jour qu'un procès très important se déroulait au Palais et que des troubles étaient à craindre, la police, pour laisser place à ses voitures avait totalement interdit le stationnement quai des Orfèvres entre la place de Harlay et le boulevard du Palais.

Un automobiliste, jugeant cette interdiction illégale, avait refusé d'obtempérer à l'injonction d'un agent. Il a été condamné par le Tribunal de police de Paris, en vertu de l'article R 26, n° 15, du Code pénal pour avoir contrevenu aux décrets et arrêtés légalement faits par l'autorité administrative. Il s'est pourvu en cassation. La Chambre criminelle (5 nov. 1964, *Bull. crim.*, n° 289) a rejeté son pourvoi en s'appuyant sur l'ordonnance du Préfet de police du 1er juin 1950 qui, dans son article 2, alinéa 1er, permet aux fonctionnaires de police « en des circonstances exceptionnelles, de caractère urgent, de prendre des mesures provisoires en vue d'assurer l'ordre public, la sécurité des personnes, la facilité de la circulation ».

II. — Devant le Tribunal de police de Lille, une question plus embarrassante s'est posée, celle de savoir si le propriétaire d'un garage a le droit de laisser sa voiture en stationnement devant ce garage, là où il est interdit aux voitures d'autrui de stationner.

Le tribunal l'a tranchée une première fois par l'affirmative (29 sept. 1964, *Gaz. Pal.*, 19-22 déc. 1964) en relaxant un propriétaire qui avait, en zone bleue, stationné outre mesure devant son garage, une seconde fois par la négative (19 nov. 1964, *Gaz. Pal.*, 6-9 févr. 1965) en déclarant que l'article R 37, paragraphe 1er, du Code de la route, qui interdit le stationnement gênant l'accès des immeubles, ne fait aucune exception pour les occupants desdits immeubles ou pour les usagers autorisés par eux au stationnement.

5. *Refus d'ouvrir le coffre d'une voiture sur injonction d'un agent de la police de la circulation.*

L'article L 4 du Code de la route punit tout conducteur de véhicule qui, après sommation émanant d'un fonctionnaire ou agent chargé de constater les infractions et muni des insignes extérieurs et apparents de sa qualité, « aura refusé de se soumettre à toutes vérifications prescrites concernant le véhicule ou la personne ». La Cour de Caen en avait fait application à un automobiliste qui avait refusé d'ouvrir le coffre de sa voiture. La Chambre criminelle (23 juin 1964, *J.C.P.*, 65.II.14080) a cassé sans renvoi l'arrêt de Caen, estimant que « l'ouverture d'un coffre d'automobile ne saurait constituer en elle-même l'une des vérifications prescrites par cet article L 4 ».

III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

1. *Menace de mort, par écrit anonyme non accompagné d'ordre ou de condition.*

Un avocat avait reçu une lettre non signée portant l'en-tête du Front de libération nationale algérien dans laquelle il lui était fait savoir que ledit organisme l'avait condamné à mort et que les tueurs seraient incessamment désignés. On avait réussi à identifier l'auteur de la lettre. Il avait avoué et avait été condamné par application de l'article 306 du Code pénal qui punit la menace de mort non accompagnée d'ordre ou de condition.

Il s'est pourvu en cassation sous prétexte que cet article 306, à la différence de l'article 305 qui punit la menace accompagnée d'ordre ou de condition, n'a pas pris soin d'assimiler écrit anonyme et écrit signé. C'était un piètre moyen que la Chambre criminelle n'a pas eu de peine à repousser (27 oct. 1964, *J.C.P.*, 65.II.14010, avec la note R. de L.).

De la formule même de l'article 306 il ressort que « cette menace » qu'il incrimine, c'est la menace que vient de définir l'article 305. Et, si la question jusqu'ici ne s'était jamais posée en jurisprudence, c'est sans doute parce que la réponse semblait évidente.

2. *Blessure volontaire entraînant peine aggravée en raison d'une séquelle exclue par la mort de la victime survenue pour autre cause.*

Le 6 novembre 1962, un certain Lescot faisait du scandale. Un brigadier de police lui avait porté à la figure deux coups de poing qui avaient provoqué une fracture des os du nez. Dans la nuit du 6 au 7, le même Lescot, trouvé en état d'ivresse et appréhendé par la police, était tombé et s'était dans sa chute fait une fracture occipitale. On l'avait conduit à l'hôpital où il était décédé le 14. Le rapport d'autopsie concluait que la mort était due exclusivement à la fracture occipitale. Mais l'expert, très consciencieux, avait pris soin de noter que les blessures reçues à la face et notamment la fracture du nez étaient de nature à entraîner une incapacité de travail de trois semaines.

Le tribunal devant lequel le brigadier de police avait été traduit n'avait pas tenu compte de cette incapacité de trois semaines. Il s'était fié à la jurisprudence de la Cour de cassation, la vénérable jurisprudence déposée dans l'arrêt *Brassier* (18 mars 1854, S., 54.1.502 ; D., 54.1.163) et approuvée par la généralité de la doctrine (v. en particulier : Garçon, *Code pen. annoté.* nouv. éd., sous les art. 309 à 311, nos 107 et 108). Il lui avait semblé qu'on ne pouvait substituer sans arbitraire à un résultat effectif le calcul plus ou moins certain d'un homme de l'art. Il avait écarté les peines correctionnelles édictées par l'article 309, alinéa 1er, du Code pénal pour le cas où les blessures entraînent une incapacité totale de travail personnel de plus de huit jours et s'était rabattu sur l'article R 40, no 1, qui ne prévoit que des peines de simple police lorsque l'incapacité n'excède pas huit jours, ce qui était le cas.

Ces peines de simple police, pour un brigadier de police qui avait si gravement manqué à ses devoirs et qui avait la chance d'échapper de justesse aux peines correctionnelles peut-être parce que d'autres fonctionnaires de police avaient remis debout un ivrogne sans trop de précautions, ont paru à la Cour de Colmar des peines bien légères. Elle a eu

l'audace, au vu du rapport d'expert, de substituer à ces peines de simple police les peines correctionnelles de l'article 309, alinéa 1er.

Le condamné s'est pourvu en cassation. M. le Conseiller Combaldieu a très impartialement exposé les deux systèmes en présence. La Chambre criminelle (4 févr. 1965, avec le rapport de M. Combaldieu, *J.C.P.*, 65.II.14119), en rejetant le pourvoi, a renversé sa jurisprudence de 1854.

Peut-être est-ce le signe que nous avons aujourd'hui dans la science de l'expert une confiance que n'avaient pas les magistrats du siècle dernier.

3. *Blessures volontaires justifiées par la défense des biens.*

L'article 329, alinéa 1er, du Code pénal, qui range parmi les cas de légitime défense celui où l'homicide a été commis, les blessures faites ou les coups portés en repoussant pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances, n'a pas fini d'embarrasser la jurisprudence (v. à ce sujet les pénétrantes observations du professeur Savey-Casard, dans cette *Revue*, 1960, p. 29-40).

Deux arrêts récents nous en apportent encore la preuve.

I. — Le propriétaire d'un cinéma avait, au milieu de la nuit, surpris un cambrioleur qui avait pénétré dans son établissement en escaladant une verrière. Il l'avait d'abord tenu en respect avec une arme à feu, puis, au moment où le malfaiteur prenait la fuite, ne sachant pas s'il était armé et pouvant craindre qu'il fît usage d'une arme pour couvrir sa retraite, il avait tiré et l'avait blessé à la jambe (1).

Le Tribunal de Chaumont l'avait condamné pour blessure volontaire. La Cour de Dijon (8 janv. 1965, *Gaz. Pal.*, 27 févr.-2 mars) l'a relaxé, jugeant sa conduite légitimée par l'article 329, alinéa 1er, du Code pénal.

II. — Un propriétaire, qui avait été déjà en son absence victime d'une tentative de cambriolage et qui savait que de nombreux vols avaient été commis dans le quartier, avait, après avoir avisé les services de police, installé quelque part dans sa maison, sur un chevalet, à quarante centimètres du sol, un fusil de chasse chargé de plombs appelé à tirer automatiquement sur celui qui viendrait à pénétrer dans la pièce. Un garçon de quinze ans, — celui-là même, on le sut plus tard, qui avait commis la tentative antérieure de cambriolage — s'étant introduit, la nuit venue, dans la maison par escalade avait reçu le coup de fusil qui l'avait blessé aux jambes.

Le propriétaire a été poursuivi pour blessures volontaires avec préméditation et port d'armes.

Le Tribunal correctionnel d'Amiens (7 juill. 1964) l'a relaxé et la Cour d'Amiens, dans un arrêt du 23 février 1965, que nous communique obligeamment M. le Conseiller Pierron, a confirmé son jugement. Elle a considéré qu'il y avait pour le prévenu « nécessité actuelle de défendre ses biens à la merci d'une grave et imminente menace » et que « sa réaction défensive n'était pas hors de proportion avec les intérêts menacés ».

C'est un arrêt qu'on ne manquera pas de rapprocher de l'arrêt fameux de la Cour de Dijon dans l'affaire *de Fraville* et de l'arrêt de la Chambre des requêtes qui est venu en tirer les conséquences au point de vue civil (Cass. req., 25 mars 1902, S., 1903.1.1, avec la note de M. Lyon-Caen).

De plus en plus s'accrédite, en France comme à l'étranger (v. en particulier l'art. 52 du Code pénal italien et le § 53 du Code pénal allemand) l'idée que la défense des biens est permise mais à la condition d'être proportionnée à l'attaque.

4. *Causalité indirecte en matière de blessure par imprudence.*

Qu'il suffise, en matière de blessures ou d'homicide par imprudence, pour fonder la responsabilité pénale aussi bien que la responsabilité civile, d'un lien de causalité même assez lâche entre la faute et le dommage, nous l'avons maintes fois constaté (v. nos obs. dans cette *Revue*, 1959, p. 375 et les renvois). Un arrêt d'Aix-en-Provence (5 mai 1964, *Gaz. Pal.*, 19-22 déc. 1964) nous en donne un nouvel exemple.

Le propriétaire d'un véhicule l'avait laissé en station dans une rue étroite et mal éclairée où le stationnement était interdit. Un piéton, pour passer, avait été contraint d'emprunter un caniveau humide et glissant. Il avait fait une chute et s'était blessé.

(1) V. commentaire du même arrêt, *supra*, p. 415.

Le Tribunal correctionnel de Grasse s'était refusé à déclarer le propriétaire du véhicule coupable de blessures par imprudence. La Cour d'Aix a réformé le jugement de Grasse.

5. *Outrage public à la pudeur.*

A un moment où battait son plein la campagne menée en faveur du monokini, dont certains maires autorisaient et d'autres interdisaient le port en public, et tandis qu'une circulaire du ministre de l'Intérieur leur rappelait qu'il ne leur appartenait pas de prendre parti sur ce point, un restaurateur de Cannes avait, à fin de réclame, organisé sur la plage de la Croisette, devant son établissement, une partie de ping-pong à laquelle était associée, moyennant rétribution, une jeune personne poitrine dénudée.

La demoiselle et le patron du restaurant ont été poursuivis, la première comme auteur, le second comme complice du délit d'outrage public à la pudeur prévu à l'article 330 du Code pénal. Le Tribunal correctionnel de Grasse (24 juill. 1964, *Gaz. Pal.*, 10-12 févr. 1965 ; *J.C.P.*, 65.II.13974, avec la note de M. A. Rieg), fâcheusement impressionné par la mise en scène et la recherche du scandale, les a condamnés tous les deux.

On a critiqué son jugement (v. la note précitée). On est même allé jusqu'à dire malicieusement que « la soi-disant pudeur froissée n'était en l'occurence qu'une pudeur sur commandement de l'autorité légitime ».

Sur appel, la Cour d'Aix-en-Provence (20 janv. 1965, *Gaz. Pal.*, 20-23 mars) a relaxé les deux prévenus. « Le spectacle de la nudité du corps humain, fréquent à notre époque pour des raisons de sport, d'hygiène ou d'esthétique, n'a, dit-elle, rien qui puisse outrager une pudeur normale même délicate, s'il ne s'accompagne pas de l'exhibition des parties sexuelles ou d'attitudes ou gestes lascifs ou obscènes »: ce qui n'était pas le cas dans l'espèce.

La formule n'a pas le mérite de la nouveauté. Elle est textuellement empruntée à un arrêt de la Cour de Riom (16 oct. 1937, *D. H.*, 1938, p. 109) rendu dans une hypothèse analogue, au profit d'un directeur de ménagerie qui avait offert aux regards du public une femme n'ayant pour tout vêtement qu'un cache-sexe.

Souhaitons que le « deux-pièces moins une » n'abuse pas de sa victoire, qu'il demeure sur la plage et n'aille pas à la conquête de la ville (v. au surplus, les spirituelles réflexions de M. le Conseiller Laplatte, *Rec. de dr. pén.*, 1965, p. 81-88).

6. *Proxénétisme qualifié impulé à la gérante d'un débit de boissons.*

Une dame recevait habituellement dans le débit de boissons dont elle était propriétaire à Saint-Etienne des prostituées connues d'elle qui y rencontraient des partenaires. Ces femmes, parfaitement stylées, gardaient une apparente réserve, n'accomplissaient dans le débit aucun acte positif qui pût constituer une invite lancée par elles à l'adresse d'un partenaire éventuel et n'accompagnaient certains clients au-dehors que sur le signe que ceux-ci leur faisaient.

Le Tribunal correctionnel de Saint-Etienne lui avait fait application de l'article 335, n° 2, du Code pénal, un texte qui, modifié par l'ordonnance du 25 novembre 1960, punit aujourd'hui tout directeur d'établissement ouvert au public ou utilisé par le public « qui accepte ou tolère habituellement qu'une ou plusieurs personnes se livrent à la prostitution à l'intérieur de l'établissement ou dans ses annexes ou y *recherchent des clients en vue de la prostitution* ». Et il n'avait pas manqué d'ajouter à la sévère peine d'emprisonnement édictée par l'article 334-1 les deux peines complémentaires obligatoires prévues à l'article 335-1, le retrait de la licence et la fermeture de l'établissement.

Mais, sur appel, la Cour de Lyon, se fiant à une jurisprudence qui, à une certaine époque, avant l'ordonnance de 1960, avait été celle de la Cour de cassation (v. à ce sujet nos obs. dans cette *Revue*, 1953, p. 497, et celles de MM. Arpaillange et Vouin, *ibid.*, 1961, p. 374), avait écarté l'article 335 pour ne retenir à la charge de la prévenue que l'article 334, n° 1, punissant de peines moins lourdes « celui ou celle qui, d'une manière quelconque, aide, assiste ou protège sciemment la prostitution d'autrui ou le racolage en vue de la prostitution » : ce qui l'avait conduite à laisser tomber les deux peines complémentaires, retrait de licence et fermeture d'établissement.

Sur pourvoi du Procureur général de Lyon, la Chambre criminelle (20 oct. 1964, *Bull. crim.*, n° 271, *J.C.P.*, 65.II.13984, avec le rapport très persuasif de M. le Conseiller Combaldieu) a cassé l'arrêt de la Cour d'appel : « attendu, a-t-elle dit, que le délit prévu et puni par l'article 335, n° 2, du Code pénal n'exige point que les personnes aient racolé des clients dans l'établissement en vue de la prostitution ; qu'il suffit qu'elles les y aient *recherchés* ».

7. *Soi-disant adultère du mari.*

Peut-être viendra-t-il un jour où l'adultère du mari tombera sous le coup de la loi pénale aussi facilement que l'adultère de la femme. Ce jour n'est pas encore venu, comme le rappelle justement un arrêt de la Cour suprême.

La Cour de Paris, pour condamner un mari, s'était bornée à faire état d'un constat d'adultère dressé à la requête de sa femme. On avait, au domicile conjugal, dans le lit de l'unique chambre à coucher du logement où était alitée une certaine demoiselle, trouvé la trace encore tiède d'un autre corps.

La Chambre criminelle (20 oct. 1964, *J.C.P.*, 65.II.13998) a cassé l'arrêt de Paris qui ne constatait pas l'habitude, élément caractéristique du délit d'entretien de concubine dans la maison conjugale.

8. *Diffamation aux dépens de l'auteur d'un film.*

Un journal, le *Nouveau Candide*, s'était montré fort sévère vis-à-vis d'un film intitulé « Landru » et, à l'appui de ses critiques, avait annoncé que ce film avait été refusé par un acheteur américain.

L'auteur du film avait poursuivi en diffamation le directeur du *Nouveau Candide* et, à la suite de la citation en justice, un article intitulé « New York brûle pour Landru » avait dans le journal fait savoir non seulement que l'acheteur américain n'avait pas rejeté l'offre mais qu'il avait porté sa garantie pour ce film de 400 000 à 520 000 dollars.

Le Tribunal correctionnel de la Seine avait relaxé le journaliste. La Cour de Paris (20 janv. 1965, *Gaz. Pal.*, 27 févr.-2 mars) l'a condamné, considérant que « si les critiques doivent jouir d'une grande liberté pour apprécier la valeur des œuvres littéraires, artistiques ou cinématographiques, ils ne doivent cependant pas illustrer leurs avis d'informations inexactes destinées à leur donner un plus grand crédit ».

IV. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES BIENS

par PIERRE BOUZAT

Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Rennes, Secrétaire général de l'Association internationale de Droit pénal.

1. *Vol. Soustraction frauduleuse. Distinction du vol et de l'abus de confiance.*

Un nommé M... avait, pour payer une dette, remis son portefeuille à L... en l'invitant à prélever le montant de ce qui lui était dû, soit 300 F. Créancier peu scrupuleux, L... avait profité de la remise du portefeuille pour prendre en outre 600 F.

L... méritait certainement moralement d'être condamné. Mais quelle qualification juridique fallait-il donner à ses regrettables agissements ?

L... déclarait ne pouvoir être poursuivi pour vol, car, disait-il, il n'avait pas commis un élément essentiel du délit : la soustraction frauduleuse, le portefeuille lui ayant été volontairement remis.

La Chambre criminelle, dans un arrêt du 21 avril 1964 (*J.C.P.*, 1965.II.13975, 2e espèce, note R. Ottenhof), a néanmoins décidé qu' « en s'emparant dans ces conditions, de cette somme, contre la volonté de son propriétaire, L... l'a soustraite frauduleusement au préjudice de celui-ci ».

L'arrêt de la Chambre criminelle du 21 avril 1964 révèle une fois de plus les difficultés que soulève la définition de la soustraction frauduleuse (A), et celles que soulève la distinction du vol et de l'abus de confiance (B).

A. — La soustraction frauduleuse apparaît difficile à définir lorsque la victime a remis volontairement la chose entre les mains de celui qui se l'approprie injustement. Se livrant à une analyse très fouillée de la jurisprudence relative à la notion de soustraction frauduleuse, M. R. Ottenhof relève, dans une excellente note sous l'arrêt du 21 avril 1964, l'existence de deux conceptions opposées.

a) Dans la « conception matérielle », la soustraction frauduleuse est subordonnée à l'enlèvement, au déplacement de la chose par celui qui l'appréhende, ce qui exclut la qualification de vol lorsque la chose a été volontairement remise à l'inculpé (Crim., 7 janv. 1864, *Rec. Sirey*, 1864.1.242, rapport Faustin-Hélie ; 18 nov. 1837, *Bull. crim.*, n° 405 ; 2 mai 1845, *Bull. crim.*, n° 158 ; 1er mars 1850, *Bull. crim.*, n° 75 ; 15 mars 1917, *D.P.*, 1921.1.63 ; 6 juin 1924, *Bull. crim.*, n° 253 ; 17 janv. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.1.501 ; 22 janv. 1948, D., 1948.143). Et nous avons eu l'occasion de commenter dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1955, p. 527), l'arrêt de la Cour suprême du 26 avril 1955, qui avait refusé de condamner pour vol une dame X..., qui, sous prétexte d'héberger une demoiselle Y..., avait obtenu d'elle la remise de ses biens consistant en fonds, bijoux et meubles et qui, une fois mise en possession des biens, les avait conservés par devers elle et avait refusé de les rendre, bien qu'au mépris des accords intervenus, elle n'eût pas recueilli la demoiselle Y... chez elle, et qu'elle l'eût fait admettre à l'hôpital de Bagnères-de-Bigorre.

Nous avons eu également l'occasion de rappeler dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1948, p. 301) que la qualification de vol est exclue même lorsque la chose a été remise par erreur à l'inculpé (Crim., 2 mai 1845, *D.P.*, 1845.1.298 ; 31 janv. 1856, *Bull. crim.*, n° 36 ; 5 janv. 1861, *D.P.*, 1861.1.48 ; 22 janv. 1948, *J.C.P.*, 1948.II.4345, note Pierrard, et *Rec. Sirey*, 1949.1.149, 1e espèce, note Lemercier).

La « conception matérielle » entraîne, une conception restrictive du vol : la soustraction doit constituer en un acte matériel positif d'appréhension, une manifestation de ce que les criminologues appellent la criminalité rusée.

b) Dans la « conception juridique », la soustraction frauduleuse est subordonnée moins à l'appréhension matérielle de la chose qu'à l'usurpation de la possession civile de celle-ci par l'inculpé.

S'inspirant de la thèse proposée par Garçon (« De la soustraction dans le vol et du détournement dans l'abus de confiance », *Journal des parquets*, 1909,1, p. 4 et s.), la Chambre criminelle déclare qu'il y a vol, même au cas de remise volontaire, lorsque la remise est exclusive de tout désir d'abandonner la possession de la chose, le propriétaire ne la remettant à autrui qu'en simple communication, sous condition tacite de restitution immédiate (Crim., 11 janv. 1867, *D.P.*, 1867.1.358 ; 2 juin 1876, *Bull. crim.*, n° 131, et *Rec. Sirey*, 1877.1.43 ; 11 août 1899, *Bull. crim.*, n° 255 ; 16 mai 1903, *Bull. crim.*, n° 189 ; 4 juin 1915, *D.P.*, 1921.1.57, et *Rec. Sirey*, 1918-1919.1.225, note J. A. Roux ; 21 nov. 1934, *Gaz. Pal.*, 1935.1.330 ; 26 févr. 1948, *Bull. crim.*, n° 71 ; Garçon, *Code pénal annoté*, revu et mis à jour par Rousselet, Patin, Ancel, éd. 1958, nos 31 et s.; Rousselet, Patin, Goyet, *Droit pénal spécial*, 7e éd., n° 782, p. 512-513). Nous avons eu maintes fois l'occasion de signaler les diverses manifestations récentes de cette jurisprudence dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1959, p. 125, et 1960, p. 82, n° 3). Et nous avons tout récemment commenté dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1964, p. 858) l'arrêt particulièrement intéressant de la Cour suprême du 21 avril 1964, condamnant pour vol une dame P... qui avait profité de l'internement dans un hôpital psychiatrique du sieur M... pour vendre des animaux que celui-ci avait amenés à la ferme des époux P... lors de son embauchage par eux comme ouvrier agricole. La Chambre criminelle, pour justifier la qualification de vol retenue par la Cour d'appel à l'encontre de la dame P..., avait rappelé sa formule bien connue, aux termes de laquelle « la détention purement matérielle, non accompagnée de la possession, n'est pas exclusive de l'appréhension qui constitue un élément du délit de vol ».

La « conception juridique » entraîne une conception extensive du vol. Elle permet de sanctionner des actes moralement répréhensibles qui échappent à la qualification de vol sous l'empire de la « conception matérielle ». A une époque où les deux conceptions coexistaient, notre éminent maître, le professeur H. Donnedieu de Vabres avait fort justement souligné la nécessité de choisir « entre la conception traditionnelle qui, excluant toute fiction, subordonne la soustraction à l'appréhension de fait, au déplacement de la chose par le prétendu voleur, et l'interprétation large qui, partant de la distinction civilistique préconisée par M. Garçon, nous achemine à la notion romaine de *contrectatio* » (v. cette *Revue*, 1941, p. 204).

Mue sans doute par de louables motifs de sévérité la Cour suprême paraît bien s'être décidée en faveur de l'interprétation extensive. L'arrêt que nous commentons aujourd'hui le manifeste. Mais ce choix ne permet certainement pas de clarifier la distinction, parfois bien subtile, du vol et de l'abus de confiance.

B. — Bien que la qualification d'abus de confiance n'ait pas été évoquée dans l'espèce commentée, nous l'aurions envisagée avec faveur.

C'est également l'opinion de M. Ottenhof qui, après avoir analysé la situation juridique de M... et de L... conclut à l'existence d'un mandat donné par le débiteur à son créancier d'effectuer le recouvrement de sa propre créance.

Or, on sait que le détournement de tout ou partie de la somme remise au mandataire par le mandant, pour l'exécution de son mandat, constitue un abus de confiance (Crim., 13 mars 1840, *Bull. crim.*, n° 81 ; 14 oct. 1884, *Bull. crim.*, n° 303 ; 23 août 1877, *Bull. crim.*, n° 99 ; 22 févr. 1900, *Bull. crim.*, n° 78, 3 mars 1949, *Bull. crim.*, n° 79 ; Dakar, 14 avril 1954, D., 1956.168, note Larguier). Nous avons eu l'occasion de rappeler ce principe dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1956, p. 331).

Il faut bien reconnaître que l'admission de la notion extensive de la soustraction frauduleuse permet d'écarter la qualification d'abus de confiance dans les cas où la preuve de l'existence de l'un des contrats énumérés à l'article 408 suscite quelques doutes. Comme l'écrit pertinemment M. Ottenhof : « Dès lors que la remise volontaire de la chose n'est pas exclusive de l'appréhension, le vol risque d'empiéter sur le domaine traditionnellement réservé à l'abus de confiance ». La rigueur des principes subit peut-être quelque entorse, mais peut-on reprocher à la jurisprudence d'assurer ainsi la répression d'un plus grand nombre de détournements malhonnêtes ?

2. *Chèques. Retrait de la provision.*

On sait qu'il est de doctrine (v. Rousselet et Patin, *Droit pénal spécial*, 7e éd., par F. Goyet, n° 863) et de jurisprudence (v. notamment, Crim., 6 janv. 1961, *Bull. Crim.*, n° 2) bien établies que la loi du 14 juin 1865 modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques, ne punit pas seulement celui qui émet un chèque sans disposer d'une provision suffisante, mais aussi celui qui, ayant disposé de cette provision après l'émission, l'a retirée, de mauvaise foi, avant que le chèque ait été présenté au paiement.

C'est ce que confirme un arrêt de la Chambre criminelle du 27 juillet 1964 (D., 1965, somm. 2) qui déclare que « relève tous les éléments constitutifs du délit d'émission de chèque sans provision, et notamment la mauvaise foi au moment du retrait de cette provision, l'arrêt énonçant qu'après avoir émis au nom d'un agent d'affaires, qui a servi d'intermédiaire, un chèque destiné à couvrir une opération d'achat d'un fonds de commerce, le prévenu a retiré, en connaissance de cause, la provision en banque, au motif qu'il ne donnait pas suite au projet et que, de ce fait, le chèque ne put être payé et fut protesté ».

En l'espèce le condamné, demandeur au pourvoi, soutenait pour sa défense que le juge du fond avait l'obligation de tenir compte des faits mêmes qu'il constatait, à savoir que le chèque avait été remis à l'agent d'affaires et était émis au nom de celui-ci, à la condition expresse qu'il le conservât par devers lui pour ne le remettre en circulation qu'après la signature de l'acte définitif de vente du fonds de commerce du demandeur, d'où il aurait suivi que le fait pour l'agent d'affaires de transmettre le chèque par endossement à un tiers aurait constitué une violation de mauvaise foi du mandat accepté par lui. La Cour de cassation répond qu'au sens de la loi, le chèque est un instrument de payement qui rend exigible, à la date de son émission, la somme qui y figure sans que le tireur et le bénéficiaire puissent conventionnellement en modifier le caractère ni l'effet.

Nous ne saurions trop souligner la justesse de cette dernière formule de la Cour suprême. Nos lecteurs se rappelleront peut-être, en effet, que nous avons écrit plusieurs fois dans cette chronique (v. notamment cette *Revue*, 1958, p. 109) que le chèque avait été conçu, sans discussion possible, par le législateur comme un moyen de payement et non comme un instrument de crédit. La jurisprudence l'a toujours proclamé. La Cour de Montpellier déclarait très justement, le 18 janvier 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936.I.587, et observ. Donnedieu de Vabres, *in* cette *Revue*, 1936, p. 431) : « Le vœu de la loi est que le chèque ait la même valeur que le numéraire et que le porteur ait la certitude d'être payé ». Et nous avons rappelé (v. cette chronique dans cette *Revue*, 1958, p. 109) qu'il ne faut pas confondre, en matière d'émission de chèque sans provision, la mauvaise foi légale et la mauvaise foi psychologique, pas plus que d'une manière générale, en droit pénal, il ne faut confondre l'intention et les mobiles, et qu'il faut se rappeler que la doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour déclarer que la mauvaise foi, en matière de chèques sans provision, c'est simplement la connaissance qu'avait ou devait avoir le tireur au moment où il a émis le chèque, de l'absence, de l'insuffisance ou de l'indisponibilité de la provision.

Rappelons aussi que la jurisprudence décide que le retrait opéré de mauvaise foi après l'émission du chèque est délictueux, même si le porteur n'a réclamé le payement du chèque qu'après l'expiration du délai légal de présentation (Crim., 19 mars 1953, *Bull. crim.*, n° 97, p. 165, et notre commentaire dans cette *Revue*, 1953, p. 501 ; Crim., 13 nov. 1952, *Bull. crim.*, n° 257, p. 424 ; Crim., 19 janv. 1928, *D.H.*, 1929.I.24 ; Paris, 5 mai 1924, *D.H.*, 1924.461).

3. *Contrefaçon. Dessins et modèles.*

Les affaires de contrefaçon sont toujours très nombreuses et il n'est, hélas ! guère de nos chroniques où nous n'ayons à en relever une, voire plusieurs.

La Cour suprême, fort heureusement, se montre généralement sévère à l'égard des contrefacteurs et a tendance à reconnaître aisément que les éléments de l'infraction sont constitués (v. notamment cette chronique dans cette *Revue*, 1963, p. 119, et 1965, p. 135).

Elle vient de manifester à nouveau sa sévérité dans une espèce qui a fait l'objet d'un arrêt de la Chambre criminelle du 29 octobre 1964 (*J.C.P.*, 1965.II.13996, note P. Greffe) infirmant un arrêt de relaxe de la Cour de Limoges du 11 juillet 1963. Il s'agissait d'un fabricant de chaussures de luxe qui poursuivait un contrefacteur. La Cour de Limoges avait acquitté pour deux raisons qui méritent d'être signalées.

A. — Tout en reconnaissant que le modeliste de la chaussure de luxe avait fait un effort personnel d'imagination pour adapter le Charles IX ou le décolleté au goût du jour, et lui donner une ligne assez plaisante, la Cour avait analysé chaque élément du modèle, disant que le bout « rapporté droit » était banal, que l'adjonction d'un « nœud plat » ne présentait pas un caractère d'originalité, que la « hauteur du talon » était fonction de la ligne générale. Et elle avait déduit ensuite du manque de nouveauté de chacun desdits éléments qu'il n'était pas possible de dire que l'ensemble des éléments constituait une création originale.

La Cour de cassation trouve que ce raisonnement manque de logique. On ne peut que lui donner raison, car, comme le fait pertinemment remarquer M. P. Greffe dans une note très fouillée : « On conçoit parfaitement bien que la réunion harmonieuse, faite pour la première fois, d'une certaine quantité d'éléments ornementaux du domaine public, puisse présenter un caractère de nouveauté ».

Il est évident que la plupart des modèles dans les domaines les plus variés, sont le plus souvent formés d'un nombre plus ou moins grand d'éléments connus, diversement combinés. Et si l'on refusait la protection à ces « combinaisons » il n'y aurait plus contrefaçon qu'au cas de nouveauté totale, ce qui donnerait singulièrement de facilité aux nombreux contrefacteurs déjà en action ou en puissance. Notons que la Cour de Paris avait déjà décidé (7 mai 1935, *Ann. Prop. ind.*, 1938, p. 242) que « certains éléments peuvent se trouver épars dans diverses chaussures de dames, mais que la preuve n'est pas apportée qu'ils ont été utilisés tous ensemble, ce qui suffit à donner aux modèles précédemment décrits un caractère de nouveauté et d'originalité résultant de l'assemblage des détails ».

Ce qui nous gêne un petit peu dans cette relaxe c'est que la Cour d'appel avait reconnu, comme le relève d'ailleurs l'arrêt de la Chambre criminelle « que chacun des fabricants avait donné à sa chaussure un aspect différent, une facture et un fini qui ne sauraient tromper l'acheteur ».

B. — La Cour de Limoges pour écarter la contrefaçon s'était basée aussi sur le fait que le contrefacteur, assez modeste semble-t-il dans ses prétentions, avait mis en vente ses chaussures à un prix deux fois moins élevé que celui des chaussures contrefaites. Mais ce fait était évidemment inopérant car, d'après la loi du 11 mars 1957 (art. 71) il y a contrefaçon dès qu'il y a reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une œuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur, tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi, et d'après la loi du 14 juillet 1909 (art. 10) dès qu'il y a atteinte quelconque au droit de propriété des dessins et modèles. Et, comme le dit si bien M. P. Greffe, le fait pour le contrefacteur de vendre meilleur marché, bien loin de constituer une excuse, représente au contraire une circonstance aggravante par la dépréciation qui en est résultée du modèle contrefait. Certes, mais, d'un autre point de vue, il est déplaisant de constater que des modèles analogues peuvent être vendus du simple au double ! Cela laisse de singuliers aperçus sur les marges bénéficiaires ! Mais ceci est un problème de politique économique et commerciale, qui déborde singulièrement le cadre de cette chronique !

4. *Banqueroute. Abus de biens sociaux.*

Un arrêt de la Chambre criminelle du 10 novembre 1964 (D., 1965, p. 43) a tranché une affaire qui ne soulevait pas de difficultés juridiques. Il mérite cependant d'être signalé comme manifestant l'heureuse fermeté de la Cour suprême à l'égard des trop nombreux dirigeants de sociétés qui se conduisent malhonnêtement !

A. — Un nommé P... mandataire social de la Compagnie paysanne de production agricole (C.O.P.P.A.) n'avait pas ouvert les livres requis par la loi. Or, on sait que, d'après l'article 614-15 du Code de commerce, en cas de cessation de payement d'une société, sont punis des peines de banqueroute simple, « les administrateurs, directeurs ou liquidateurs d'une société anonyme, les gérants ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et d'une manière générale tous mandataires sociaux, qui ont en cette qualité et de mauvaise foi : ... 5° soit tenu ou fait tenir irrégulièrement la comptabilité de la société » (v. sur cette question notre chronique dans cette *Revue*, 1963, p. 356, et la chronique Jauffret in *Rev. trim. dr. com.*, 1960, p. 816).

La mauvaise foi est un élément essentiel de cette infraction. Il est de jurisprudence constante, que si cet élément ne saurait être déduit de la seule négligence dans la tenue de la comptabilité (Crim., 23 oct. 1962, *Bull. crim.*, n° 283, p. 589) il peut être déduit de la volonté délibérée du mandataire social de ne pas tenir une comptabilité régulière (Crim., 10 nov. 1964, *Bull. crim.*, n° 291 ; Crim., 23 oct. 1962, précité).

Se conformant à ces règles bien établies, les juges d'instance avaient décidé qu'en n'ouvrant pas les livres requis par la loi le prévenu n'avait pu ignorer le préjudice qui pouvait en résulter pour les créanciers de la société, et que sa mauvaise foi était par conséquent certaine. La Cour de cassation a confirmé leur décision en déclarant qu'il résultait nécessairement des constatations des juges du fond que ce n'était pas par simple négligence, mais délibérément que le demandeur n'avait pas tenu de comptabilité régulière.

B. — Le nommé P... avait fait plus grave encore ! Après avoir souscrit un billet à ordre et une lettre de change au profit de ses propres créanciers, pour un total de 6 500 000 AF, il avait transféré à la société C.O.P.P.A. la charge de cette dette.

Il avait bien essayé de justifier ce transfert en disant qu'il existait à son profit dans les comptes de la C.O.P.P.A. un compte courant largement créditeur. Mais, comme le répond justement la Cour suprême, un tel moyen ne pouvait pas être retenu car s'il était loisible à P... de prélever sur la caisse sociale dans les limites de ce compte courant les sommes dont il avait personnellement besoin, pourvu toutefois que la société ne fût pas en état de cessation de payement, sa situation de créancier de la société ne l'autorisait aucunement à user du crédit de celle-ci dans des conditions qui l'exposaient à un risque de perte et qui devaient, en fait, consommer sa ruine.

5. *Distinction des eaux libres et des eaux closes en matière de pêche.*

On sait que la pêche en eaux closes et la pêche en eaux libres sont soumises à des régimes différents. Alors qu'en eaux closes le propriétaire pêche quand il veut, la pêche en eaux libres n'est permise que dans les conditions prévues par la loi, aujourd'hui incorporée dans les articles 401 et suivants du Code rural (Cour Angers, 30 nov., 1899, *D.P.*, 1900.2.144 ; Limoges, 25 févr. 1904, *D.P.*, 1904.2.387 ; Crim., 3 avr. 1908, *D.P.*, 1910.I.229, et 27 janv. 1954, D., 1954.96). Mais il est quelquefois difficile de distinguer les eaux libres des eaux closes. Un intéressant arrêt de la Chambre criminelle (11 mars 1964, D., 65, p. 134, note J. F. Rerolle) rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Rennes décide que les juges du fond constatent souverainement qu'« un étang doit être considéré comme une eau ouverte, dès lors que la circulation du poisson était possible entre ledit étang et les ruisseaux qui l'alimentent et qui ont le caractère d'eaux publiques ».

Le demandeur au pourvoi prétendait pour sa défense que les ruisseaux alimentant son étang étaient de simples rigoles d'alimentation ne pouvant constituer un habitat pour le poisson qui pouvait tout au plus y passer de temps en temps. La Chambre criminelle répond que l'étang devait être considéré comme une eau ouverte, dès lors que la circulation du poisson était possible entre l'étang et les ruisseaux qui l'alimentent et qui ont le caractère d'eaux publiques ; qu'elle n'avait pas à rechercher si le poisson pouvait trouver dans le ruisseau un habitat et non un simple passage. M. le Substitut J. F Rerolle, dans une note très complète et très fouillée fait à juste titre remarquer que les articles 401 et 402 du Code rural n'opèrent aucune distinction entre les cours d'eau suivant leur importance, le volume ou la régularité du débit ; en visant de la manière la plus générale les « lacs, canaux, ruisseaux, ou cours d'eau quelconques », le législateur a bien clairement manifesté sa volonté de soumettre les plus importants comme les plus médiocres à une réglementation en principe commune, dès lors que la pêche y est possible en raison de la présence de poissons. Seuls échapperaient aux dispositions de la loi du 15 avril 1829 les ruisseaux qui, en toutes hypothèses, ne pourraient servir à la circulation du poisson et seraient, de façon permanente, dépourvus de peuplement.

Notre excellent maître, M. le Professeur L. Hugueney, a fait remarquer dans une de ses chroniques (v. cette *Revue*, 1961, p. 587) que le propriétaire d'un étang habituellement isolé des eaux libres ne perd pas son libre droit de pêche par cela qu'un événement exceptionnel, un cas de force majeure, aurait mis la pièce d'eau en communication avec une rivière. En l'espèce cette jurisprudence libérale ne pouvait pas intervenir.

La décision de la Chambre criminelle nous paraît fondée en droit mais, comme le fait

si justement remarquer M. le Substitut J. F. Rerolle, elle ne sera certainement pas de nature à faciliter la mise en valeur de l'étang litigieux parce que si le propriétaire n'obtient pas de l'administration l'autorisation de clore les ruisseaux, les riverains supérieurs verront sans contrepartie de leur part, la valeur de leur droit de pêche s'accroître.

6. *Fraudes et tromperies dans les ventes. Notion de mauvaise foi.*

Nous avons fait remarquer dans une récente chronique (v. cette *Revue*, 1964, p. 384) qu'en ce qui concerne la notion de mauvaise foi dans les fraudes et tromperies dans les ventes la Chambre criminelle semblait être revenue à la sévérité, et, dans notre dernière chronique (v. cette *Revue*, 1965, p. 140), nous avons exposé qu'un arrêt de la Chambre criminelle du 12 novembre 1963 (*J.C.P.*, 1964.II.13868, note Vivez) avait confirmé cette sévérité en déclarant que si les délits de fraude sur la qualité ou la quantité ne sont, en règle générale, commis ni par imprudence ni par négligence, les juges peuvent déduire la mauvaise foi et l'intention coupable de la circonstance que le responsable de l'entreprise n'a pas, comme il en avait le devoir, procédé à des vérifications de qualité et de poids.

Un arrêt de la Chambre criminelle du 27 juillet 1964 (*J.C.P.*, 1965.II.14027, note Vivez) s'inscrit dans cette ligne sévère. Il est vrai que les circonstances de la cause étaient particulièrement fâcheuses pour le prévenu. Le directeur d'une société, poursuivi pour tromperie sur les vins, déclarait pour sa défense que sa Société n'était ni productrice ni fabricante mais simplement intermédiaire, et, comme telle, n'était pas tenue de contrôler la marchandise qui lui avait été livrée par ses propres fournisseurs. La Cour suprême répond à juste titre qu'il incombait au directeur général de la Société de prendre toutes mesures qu'il jugeait utiles pour que la marchandise, vendue d'ailleurs à un prix très élevé, fût de la qualité indiquée sur le bordereau de vente et les prospectus et non, comme en l'espèce, impropre à la consommation.

Reprenant nous aussi des formules de style, nous dirions une fois de plus, qu'on ne saurait jamais être trop sévère pour tous les fraudeurs en matière viticole qui nuisent tant au bon renom de nos vins de France !

7. *Fraudes et tromperies dans les ventes. Emploi du ferrocyanure de potassium.*

Nous avons exposé longuement dans cette chronique (v. en particulier cette *Revue* 1955, p. 90 ; 1960, p. 476) toutes les difficultés qui se sont produites à propos du traitement des vins à l'aide du ferrocyanure de potassium, traitement destiné à remédier à la présence dans les vins d'un excès de fer, excès pouvant donner lieu à la « casse ferrique ». On se rappellera qu'un arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation motivé d'une façon très claire et très précise (v. cette chronique dans cette *Revue*, 1960, p. 476) a décidé que ce traitement constituait une manipulation frauduleuse du vin au sens de l'article 7 du Code du vin. Nous avions vivement approuvé cette décision déclarant que nos bons vins de France ne seraient jamais trop naturels (v. chron. précitée).

On se rappellera aussi que la Cour de Pau (3 janv. 1961, *J.C.P.*, 1961.II.12040, note J.V.) statuant comme cour de renvoi à la suite de l'arrêt des Chambres réunies avait entériné l'interprétation de ce dernier arrêt comme elle y était obligée (v. cette chronique dans cette *Revue*, 1961, p. 363).

Par la suite le décret du 22 septembre 1962 est venu autoriser sous des conditions strictes l'emploi du ferrocyanure de potassium. Nous n'avons pas accueilli ce texte avec une bien grande satisfaction ! (v. notre chronique à la *Revue trimestrielle de droit commercial*, 1963, Législation, p. 690).

Bien qu'il s'agisse d'un problème de droit pénal général qui n'entre pas à proprement parler dans le domaine de cette chronique, nous croyons utile de signaler que la Cour de Paris faisant preuve d'une grande sévérité avait décidé que le décret du 22 septembre 1962 autorisant l'emploi du ferrocyanure de potassium ne pouvait pas avoir d'incidences sur les peines prononcées avant sa promulgation. Cette décision allait à l'encontre du principe de la rétroactivité *in mitius* (sur ce principe : v. notre *Traité de droit pénal et de criminologie*, t. II, n° 1680). Le traitement des vins par le ferrocyanure de potassium étant autorisé sous certaines conditions, le délit de falsification et le délit de détention de produits permettant cette falsification disparaissaient. C'est ce que décide très justement l'arrêt de la Chambre criminelle du 24 novembre 1964 (*J.C.P.*, 1965.II.14026) qui déclare justement que les peines prononcées par un jugement frappé

d'appel avant la promulgation du décret du 22 septembre 1962 qui a autorisé sous certaines conditions le traitement de certains vins par le ferrocyanure de potassium interdit avant la publication de ce texte, ne pouvaient être maintenues par la Cour d'appel que dans le cas où les faits qui les avaient motivées auraient été encore punis par le décret susvisé. La Cour d'appel ne pouvait se fonder sur le motif que l'infraction devait être appréciée compte tenu de la législation applicable à la date de son exécution.

8. *Jeux de hasard et loteries.*

Nous avons commenté dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1953, p. 106 ; 1954, p. 772 ; 1958, p. 865 ; 1959, p. 382, ; 1964 p. 862) plusieurs décisions qui montrent combien est sévère la jurisprudence en matière de jeux de hasard et de loteries. Et nous avons dit que cette rigueur se comprend car le développement de la publicité sous toutes ses formes pour les jeux de hasard et loteries devient abusive. Nous avons signalé un arrêt de la Chambre criminelle qui a condamné un commerçant qui mettait en vente des paquets de café de sa marque dont un sur quatre cents contenait une pièce d'or de vingt francs, laquelle devenait la propriété de l'acquéreur du paquet (Crim., 26 févr. 1964, *J.C.P.*, 1964.II.13688). Nous avons approuvé l'arrêt de la Cour suprême car, dans cette affaire, se trouvaient bien réunis les quatre éléments du délit de loterie prohibée : publicité de l'opération, espérance d'un gain, gain acquis par le sort, sacrifice pécuniaire du participant.

Le commerçant avait bien soutenu à l'appui de son pourvoi que les louis d'or, s'ils étaient attribués par la voie du sort, constituaient un simple cadeau et qu'il n'est pas interdit à un commerçant de faire de temps en temps un cadeau à ses clients.

Mais avions-nous ajouté, si les commerçants peuvent bien faire des cadeaux à leur clientèle, comme la jurisprudence l'a reconnu légal, c'est à la condition qu'ils consistent en une libéralité pure et simple et que le client bénéficiaire n'ait pas à effectuer le moindre versement (Trib. corr. Nantes, 2 mars 1957, *Gaz, Pal.*, 1957.I.953).

Dès qu'il y a versement, si minime soit-il, il y a loterie. C'est ainsi que dans une espèce très voisine avait été condamnée la distribution d'enveloppes-surprises jointes aux marchandises achetées et donnant droit à des objets divers (Paris, 16 avr. 1937, *Gaz. Pal.*, 1937.II.220).

Et nous terminions en disant que d'aucuns trouveraient peut-être sévère la jurisprudence. Il est certain que le vendeur de paquets ne causait pas grand dommage en distribuant de temps en temps un louis d'or ! Mais comme nous le disions au début de cette chronique, la publicité prend de plus en plus des formes abusives ; il faut bien réagir et l'insérer dans un cadre sévère !

Une affaire très voisine de celle de la vente des paquets de café a été jugée par différentes instances judiciaires avec des résultats... opposés.

La directrice de publicité d'une Société de distribution de films avait fait paraître dans un quotidien de Paris une annonce publicitaire indiquant que les spectateurs qui assisteraient à la projection du film « Opération Amsterdam » dans une des trois salles de cinéma parisiennes désignées dans le texte, pourraient entrer en possession d'un véritable diamant ; et à l'entrée des dites salles, des panneaux annonçaient que les spectateurs recevraient une pochette contenant une pierre taillée qui serait peut-être un vrai diamant ; en fait, selon les déclarations de la directrice, un véritable diamant d'une valeur de 59 000 AF avait été inclus dans l'un des 15 000 sachets préparés à l'avance pour être distribués au public.

Le Tribunal de la Seine dans un jugement du 9 mai 1961, confirmé point pour point par un arrêt de la Cour de Paris du 22 février 1962, avait condamné pour loterie prohibée.

La prévenue avait excipé comme premier moyen de défense qu'en fait, il n'y avait pas eu attribution de lots par voie de tirage au sort. Le Tribunal de la Seine lui avait répondu avec pertinence que l'application du texte répressif visé dans la poursuite n'est pas subordonnée à l'existence d'une telle condition ; que la loi prohibe « toutes opérations offertes au public sous quelque dénomination que ce soit, pour faire naître l'espérance d'un gain acquis par la voie du sort ». Et il avait ajouté, ce qui n'était pas discutable, que le fait de placer un véritable diamant dans l'un des multiples sachets distribués aux spectateurs, consiste bien à s'en remettre au hasard pour constituer le gagnant.

La directrice avait soutenu de plus dans des conclusions régulièrement déposées que, loin de constituer l'accessoire des billets d'entrée, les sachets n'étaient offerts aux spectateurs — d'ores et déjà possesseurs de leurs tickets de place — qu'à l'intérieur de la salle et par les soins des ouvreuses, le public demeurant libre de les accepter ou de les refuser.

Malheureusement la Cour avait laissé sans réponse ces chefs de conclusion et la Cour de cassation, pour cette raison précise, avait été obligée dans un arrêt du 26 février 1964 de casser l'arrêt de la Cour de Paris. Notons au passage que la Cour de cassation déclare dans un de ses attendus : « qu'en laissant sans réponses ces chefs de conclusion, *quelle qu'en fût la valeur...* », ce qui pourrait laisser croire qu'elle ne leur attribuait peut-être pas une très grande valeur... Mais il ne nous appartient pas d'essayer de deviner les pensées des hauts magistrats !

L'affaire fut renvoyée devant la Cour d'Orléans, qui, dans un arrêt du 18 décembre 1964 (D., 1965, p. 146) a elle, au contraire, prononcé une relaxe.

La Cour déclare — ce qui est bien certain — qu'en employant les expressions « ventes » et « opérations » pour définir les loteries interdites par l'article 2 de la loi du 21 mai 1836, le législateur a eu en vue les faits constitutifs d'un véritable marché et, en tout cas, d'une opération à titre onéreux donnant au contractant l'espoir d'un gain mais le contraignant à verser une contrepartie et lui faisant ainsi courir le risque d'une perte. Mais elle ajoute ensuite que la remise publicitaire aux spectateurs — dans le but de lancer un film relatant l'exploit d'agents britanniques qui, pendant la guerre, avaient réussi à s'emparer d'un stock important de diamants à Amsterdam alors occupée par les Allemands — de sachets contenant les uns des pierres synthétiques, les autres de véritables diamants, est indépendante du contrat à titre onéreux intervenu entre l'entrepreneur de spectacle et son client puisque, si ce contrat était réalisé par l'achat d'un billet au guichet et pouvait être conclu d'une manière anonyme par toute personne désireuse de voir le spectacle sans distinction de sexe, la distribution des pierres devait se faire à l'intérieur de la salle, par une remise personnelle aux seules spectatrices présentes, ce privilège accordé à la féminité révélant à l'évidence le caractère gratuit de la distribution, caractère excluant l'application de sanctions pénales.

Déjà, dans un ancien arrêt du 15 juin 1931 la Cour d'Orléans avait estimé que la distribution gratuite de catalogues de vêtements portant un numéro permettant de participer à une tombola gratuite comportant soixante lots de diverses natures ne pouvait être considérée comme une loterie prohibée. La Chambre criminelle dans un arrêt du 1er juillet 1932 (*D.H.*, 1932, p. 446) lui avait donné raison en déclarant que le législateur, en employant les expressions « ventes » et « opérations », semble bien avoir eu en vue les faits constitutifs d'un véritable marché, d'une combinaison à titre onéreux, faisant naître dans le public l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort et que le terme « opération » s'applique plutôt à un marché qu'à une libéralité sans contrepartie.

Nous ne critiquerons guère l'acquittement prononcé par la Cour d'Orléans car, s'il y a eu faute, elle était bien minime et le tribunal de la Seine s'était d'ailleurs borné à prononcer une peine de 500 NF d'amende. Mais nous ne pouvons pas nous empêcher de remarquer que l'espèce que nous venons d'analyser était bien voisine de celle où avait été condamné le malheureux marchand de café aux louis d'or !

Faisant preuve d'une grande minutie la Cour d'Orléans s'est demandé si pour obtenir une condamnation l'on ne pouvait pas donner aux faits une qualification différente permettant de retenir le délit de vente avec prime prévu par la loi du 20 mars 1951. Elle répond que non et, cette fois, nous lui donnons entièrement raison. Après avoir noté que l'article 2 du décret d'application du 19 septembre 1951 édicte que ne sont pas considérés comme des primes au sens de la loi précitée les cadeaux faits à titre exceptionnel aux acheteurs à l'occasion d'événements particuliers de la vie de l'entreprise, elle constate qu'il s'agit bien en l'espèce d'un cadeau fait à titre exceptionnel à l'occasion d'un événement particulier de la vie de l'entreprise, puisqu'il s'agit d'une entreprise de distribution de films britanniques désireuse d'attirer l'attention du public français sur un spectacle retraçant et magnifiant un fait d'armes de l'Angleterre en guerre.

V. PROCÉDURE PÉNALE

par JEAN ROBERT
Procureur général près la Cour d'appel de Paris.

1. *Appel du ministère public. Pouvoirs du juge.*

Un prévenu avait interjeté appel. Son appel fut suivi de l'appel incident du procureur de la République, cet appel étant exprimé dans les termes les plus généraux. Devant la Cour, les condamnations prononcées par les premiers juges furent aggravées, ce qui était tout à fait conforme aux prescriptions de l'article 515 du Code de procédure pénale, qui énonce : « La Cour peut, sur l'appel du ministère public, soit confirmer le jugement, soit l'infirmer en tout ou partie dans un sens favorable ou défavorable au prévenu ».

A l'appui de son pourvoi, le condamné fit soutenir que le procureur de la République avait, dans sa requête d'appel, émis l'avis que le jugement déféré devait être confirmé : il en tirait la conséquence que liée par cette requête, la Cour d'appel ne pouvait pas augmenter les condamnations. Cette téméraire prétention fut rejetée, bien évidemment (Crim., 3 nov. 1964, *Bull crim.*, n° 284). La Cour d'appel tient de la loi son plein pouvoir d'appréciation : ni la requête d'appel, ni les conclusions prises à l'audience ne peuvent y porter atteinte.

Pour prévenir toute controverse s'il trouvait les condamnations suffisantes, le rédacteur de la requête eût été bien inspiré de se tenir à la formule rituelle, en écrivant que son appel avait été formé pour permettre à la Cour « d'apprécier l'affaire dans son entier » : tout le monde aurait compris, même le prévenu.

2. *Exploit. Nullité. Texte dont l'application est demandée.*

L'article 551 du Code de procédure pénale prescrit que la citation énonce le fait poursuivi et vise le texte de loi qui le réprime. Il n'y a nullité de l'exploit (art. 565) que dans le cas où cette nullité a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la personne qu'il concerne.

C'est ainsi, que, selon une jurisprudence constante, la citation visant seulement un procès-verbal constatant l'infraction, a suffisamment informé le prévenu des faits servant de base à la prévention et l'a mis en mesure de préparer ses moyens de défense, même si une erreur s'est produite sur le visa du texte de loi.

Il n'en était certainement pas de même dans l'espèce qui a été soumise à la Chambre criminelle le 20 octobre 1964 (*Bull. crim.*, n° 269). Un sieur D... s'était constitué partie civile pour faux témoignage contre un sieur G... Mais le juge rendit une ordonnance de non-lieu qui devint définitive. Se fondant sur cette plainte et sur cette ordonnance, G... cita D... devant le tribunal correctionnel. L'éminent juriste qui prépara la citation reprochait à D... de s'être rendu coupable du délit de dénonciation calomnieuse prévu et réprimé par l'article 91 du Code de procédure pénale. La citation ajoutait que tous les éléments du délit se trouvaient réunis, que la dénonciation avait été « spontanée, odieuse et préjudiciable », et le dispositif de cette citation était ainsi rédigé : « Par ces motifs, s'entendre D..., sur les réquisitions du ministère public, condamner aux peines prévues par l'article 91 du Code de procédure pénale, s'entendre également condamner à payer la somme de mille cinq cents francs à titre de dommages-intérêts ».

Il arrive que par l'inattention d'un clerc d'huissier ou d'un substitut, un prévenu d'escroquerie soit convié à s'entendre appliquer, par exemple, les peines de l'article 406 ; il lui est difficile de prétendre que cette erreur sur le numéro de l'article (« pour si » regrettable qu'elle soit, comme le dirait tel arrêt récent de la Cour suprême : ô Littré !) l'a empêché de préparer sa défense au fond. Mais dans la citation du sieur G..., ç'aurait été vraiment... un exploit de démêler exactement ce qu'il entendait poursuivre. Entendait-il mettre en mouvement l'action publique du chef de dénonciation calomnieuse, délit prévu par l'article 373 du Code pénal, et exercer en même temps l'action civile devant la juridiction répressive ? Voulait-il seulement saisir le tribunal correctionnel d'une demande de dommages-intérêts introduite suivant les formes particulières de l'article 91 du Code de procédure pénale ? La Cour d'appel, approuvée par la Chambre criminelle, a fort sagement estimé qu'un minimum de formalisme s'imposait dans un acte qui saisissait une juridiction pénale : la partie citée avait pu, recevant cette littérature confuse, avoir un doute sur l'objet et la portée de la citation qui la traduisait devant le tribunal. On a donc admis l'exception de nullité qui avait été régulièrement proposée *in limine litis*.

3. *Appel. Evocation.*

Par son arrêt du 7 octobre 1964 (*Bull. crim.*, n° 257), la Chambre criminelle a cassé un arrêt d'une Cour d'appel qui avait méconnu les dispositions de l'article 520 du Code de procédure pénale. Décision sans nouveauté, qui s'inscrit dans une très longue suite d'arrêts, même antérieurs à ce Code (l'article 215 du Code d'instruction criminelle commandait la même solution). Nous ne le rapportons ici que pour montrer la constante répugnance des cours d'appel à se saisir, lorsqu'elles annulent un jugement pour toute autre cause que celle d'incompétence.

Selon l'article 520, si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la Cour a l'obligation d'évoquer et de statuer elle-même sur le fond. Mis à part le cas d'incompétence, elle doit toujours se soumettre à cette règle, car l'énumération de l'article 520 n'est pas limitative.

Statuant sur l'appel d'une partie civile contre un jugement qui, avant dire droit, avait ordonné, dans une poursuite pour non-représentation d'enfant, une enquête sociale et un examen médico-psychologique, la Cour infirma ce jugement et ordonna le renvoi de la procédure au tribunal correctionnel pour qu'il fût statué immédiatement sur le fond. C'était une méconnaissance certaine de la loi. La Cour devait évoquer et juger, après avoir annulé. La prescription du Code est en effet empreinte de logique. Comment imposer aux juges du premier degré de statuer sur le fond de la procédure, alors que, s'estimant insuffisamment renseignés pour décider, ils avaient jugé nécessaires des mesures aussi essentielles dans la procédure dont ils étaient saisis ? Les contraindre à juger immédiatement au fond, ç'aurait été les mettre en contradiction avec eux-mêmes, ou même, disons-le net, tenter de violer leur conscience.

Dans la même ligne, la Chambre criminelle (Crim., 2 déc. 1964, *Bull. crim.*, n° 319) a approuvé une Cour d'appel qui avait évoqué dans une très importante affaire. Les circonstances étaient les suivantes :

A l'audience du tribunal correctionnel où le jugement était rendu, le président avait cru pouvoir se borner à lire le dispositif, afin de ne pas infliger à l'assistance la lecture de motifs qui dépassaient de loin la substance habituelle. Le dispositif lu, mandat de dépôt fut décerné contre le condamné. Aussitôt l'avocat de celui-ci demanda au tribunal qu'il lui fût donné acte de cette absence de motifs, laquelle lui paraissait violer l'article 485 du Code de procédure pénale. Un peu interloqué par cette demande assez inhabituelle, le président donna acte : il lui aurait été cependant loisible, aux termes d'une jurisprudence constante, de se reprendre et de commencer la lecture tant désirée... tout en faisant garder les portes de l'auditoire.

Le condamné détenu fit appel. Il déposa devant la Cour, *in limine litis*, des conclusions qui soulevaient la nullité, pour défaut de motifs, du jugement déféré. La tactique était évidente ; il s'agissait d'obtenir de la Cour qu'elle prononçât tout de suite la nullité du jugement et par voie de conséquence celle du mandat de dépôt. Les débats auraient continué, avec un prévenu libre et... instruit, par l'expérience, de la précarité de sa liberté. Avec une parfaite justesse de vue, la Cour d'appel joignit l'incident au fond en estimant « que l'examen du fond lui était nécessaire pour lui permettre de statuer sur el moyen soulevé ». Sans désemparer, elle procéda aux débats sur le fond et mit l'affaire

en délibéré. Au jour de l'arrêt elle déclara que le prévenu avait eu raison de se plaindre d'avoir été jugé et condamné sans motifs : elle annula donc ce jugement si critiquable, et, en tant que de besoin, elle donna main-levée du mandat de dépôt décerné à l'audience. Evoquant sur le fond, elle déclara le prévenu coupable des faits de la prévention, le condamna à des peines de prison et d'amende, et... décerna un nouveau mandat de dépôt.

La Chambre criminelle a constaté que cette manière de procéder était tout à fait régulière. D'une part la Cour devait, conformément aux articles 459 et 512 du Code de procédure pénale, joindre l'incident au fond et prononcer par même jugement, dès lors qu'il n'y avait ni impossibilité absolue, ni disposition touchant à l'ordre public qui l'eût contrainte à décider autrement. D'autre part, l'évocation ordonnée était une exacte application de l'article 520.

4. *Constitution de partie civile. Préjudice allégué.*

L'article 85 du Code de procédure pénale dispose : « Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit peut, en portant plainte, se constituer partie civile devant le juge d'instruction compétent ». On sait que cette plainte, accompagnée d'une constitution de partie civile, produit par la mise en mouvement de l'action publique, les mêmes effets qu'un réquisitoire du procureur de la République.

Par un important arrêt du 9 février 1961 (*Bull. crim.*, n° 83), rendu sous la présidence du regretté M. Patin, la Chambre criminelle avait fort exactement énoncé les conditions dans lesquelles cette mise en mouvement intervient. Il y a lieu en effet de retenir deux notions distinctes, quoique souvent confondues. D'une part le plaignant invoque une infraction ; d'autre part il invoque un dommage et la relation entre ce dommage et l'infraction.

En ce qui concerne l'infraction, pas de difficulté majeure quant à la recevabilité : il suffit que cette infraction soit prétendue et que les faits dénoncés, à les supposer établis, soient prévus par un texte répressif. Ce sera le rôle du magistrat instructeur d'en établir la réalité et d'en déterminer le caractère.

Le problème naît quand il s'agit du binôme dommage-infraction. C'est cette relation entre l'un et l'autre qui conditionne le droit d'intervention de celui qui a subi un préjudice. On ne peut pas admettre qu'il suffit à tout citoyen de se « prétendre lésé » pour être autorisé en fait par cette simple articulation, comme dit l'arrêt, à se substituer au ministère public. Dans l'expression dont il a usé sous l'article 85, le législateur a eu en vue l'existence « d'infraction dont il suffit qu'elle soit prétendue ». Quant au dommage prenant sa source directement dans l'infraction, à supposer celle-ci établie, il est nécessaire que la victime l'établisse *ab initio* pour qu'elle soit reçue à se constituer. Le juge d'instruction doit se refuser à informer, si par exemple le plaignant subordonne à l'ouverture préalable de l'information des justifications qui lui sont demandées sur ce préjudice et sur le rapport direct préjudice-infraction. Tels sont les principes posés par cet arrêt. Il ne perdait pas de vue le caractère toujours restrictif de l'action civile devant la juridiction pénale.

Nous ne pourrions dissimuler notre inquiétude si nous devions prendre à la lettre un arrêt de la Chambre criminelle du 6 octobre 1964 (*Bull. crim.*, n° 256), lequel atteste, à notre sens, un libéralisme qui peut être source d'abus. Sans doute l'espèce était-elle moralement très favorable à la partie civile : mais cette circonstance n'était pas suffisante.

Une Société avait licencié son directeur de travaux. Celui-ci assigna son ex-employeur devant le Conseil des prud'hommes pour congédiement abusif. En réponse à cette demande, la Société déposa plainte et se constitua partie civile. Elle reprochait à son ex-directeur d'avoir embauché fictivement des ouvriers et d'avoir touché des salaires qui ne correspondaient à aucun travail, d'avoir dérobé des plans et des documents comptables, d'avoir détourné du matériel et des matériaux entreposés dans un chantier, et d'avoir reçu de l'argent pour ne pas faire certains actes de sa fonction. Escroquerie, vol, abus de confiance, corruption, la panoplie était bien garnie.

Le directeur congédié fit valoir que cette constitution de partie civile était irrecevable, parce que l'existence d'un préjudice personnel né directement des infractions n'était pas établi. Cette prétention singulièrement audacieuse ne manquait pas d'humour ; les motifs par lesquels elle a été repoussée ne nous semblent pas dotés de la rigueur désirable. L'arrêt affirme d'abord qu'il appartient en définitive aux seuls juges du

fond de dire si la preuve de l'existence du préjudice allégué est ou non établie et si ce préjudice prend sa source dans l'infraction dénoncée. C'est le rappel d'une règle que personne n'a jamais contestée : la juridiction de jugement n'est pas liée par l'appréciation de la juridiction d'instruction. Mais la Chambre criminelle ajoute que « la recevabilité ne saurait être subordonnée à la preuve préalablement apportée par la personne qui se prétend lésée par une infraction, de l'existence du préjudice dont elle aurait souffert ; qu'il suffit, pour que la demande de constitution de partie civile soit recevable, que les circonstances sur lesquelles elle s'appuie permettent au juge d'admettre comme possible l'existence du préjudice allégué et la relation directe de celui-ci avec une infraction à la loi pénale » (le texte de l'arrêt imprimé au *Bulletin* comporte le mot possible au singulier : doit-on en déduire que ce mot ne s'applique qu'à l'existence du préjudice ?).

L'arrêt de 1961 affirmait pourtant que ce qui conditionnait le droit d'intervention, c'était le dommage prenant directement sa source dans l'infraction dénoncée. L'arrêt de 1964 va bien au delà, semble-t-il, puisqu'il suffirait, désormais, d'admettre comme possible (ou possibles) « l'existence du préjudice allégué et la relation directe... ». N'est-ce pas aller trop loin dans la faculté donnée à tout citoyen de jouer le censeur en présence d'un ministère public prétendûment inerte ? N'a-t-on pas le devoir d'exiger de ce censeur qu'il fasse la démonstration préalable de son état de personne lésée directement par l'infraction ?

Il convient d'observer d'ailleurs que les circonstances de l'espèce permettaient d'affirmer tout simplement que si les infractions dénoncées étaient établies, la partie civile en avait nécessairement et directement souffert. On peut se demander alors s'il ne s'est pas glissé dans la rédaction une confusion entre la preuve de l'existence du préjudice allégué, et la preuve de son étendue. Quand la victime d'un accident accuse un automobiliste de lui avoir causé un dommage, que dénonce-t-elle si elle se constitue partie civile ? Elle dénonce surtout l'infraction qui l'a directement lésée : personne ne s'avise de critiquer sa « demande de constitution de partie civile » (nous reprenons l'expression dont use l'arrêt : pourquoi la demande ?) au motif que l'existence du préjudice ne serait pas établie. Quand un patron constate des détournements dans sa caisse, nie-t-on le bien-fondé de son droit d'intervention ? Son préjudice est évident, aussi évident que celui de la victime de l'accident, aussi évident que celui dont souffrait, dans notre espèce, la Société de travaux à qui on avait volé ou détourné des plans, des documents, du matériel, des matériaux, etc. Au juge d'instruction de déterminer, par expertise s'il est nécessaire, l'étendue du préjudice de la victime de l'accident, du patron volé, de la Société de travaux spoliée à divers titres. Mais, pensons-nous, il n'était pas besoin, pour rejeter le pourvoi, de modifier la règle de l'arrêt de 1961. L'extension proposée par l'arrêt de 1964 n'est pas exempte de conséquences dangereuses ; elle ne s'inscrit pas dans la tendance restrictive, illustrée par quantité d'arrêts récents qui font barrage, très fermement et à juste titre, contre l'accès des victimes intempestives devant la juridiction répressive.

B. Chronique législative

par P. ARPAILLANGE
Secrétaire général du Parquet de la Cour de cassation.

et R. VOUIN
Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris,

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1er octobre au 31 décembre 1964).

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

1. *Suspension du permis de conduire.*

La suspension, l'annulation et l'interdiction de la délivrance du permis de conduire constituent des peines complémentaires que les cours et tribunaux peuvent prononcer en matière correctionnelle ou de police. Mais, d'autre part, les préfets peuvent également prononcer la suspension et l'interdiction de la délivrance de ce permis (art. L. 13 et L. 18 du Code de la route), par arrêté pris après avis d'une commission technique spéciale, le conducteur ayant été mis en mesure de présenter sa défense (art. R. 268 et R. 274 du même Code). Un *arrêté du* 10 *novembre* 1964 (*J.O.*, 3 déc., p. 10782), relatif aux modalités de la suspension du permis de conduire par l'autorité préfectorale, abrogeant un précédent arrêté du 24 juin 1960 (v. cette *Revue*, 1961, p. 129, n° 4), fixe aujourd'hui la composition de cette commission technique spéciale, dite « Commission de suspension du permis de conduire », et les règles de procédure applicables à la suspension du permis, dans ses différents cas d'application.

2. *Amnistie.*

Dans l'ordre de la législation pénale, le grand événement du dernier trimestre de l'année écoulée — ou, tout au moins, l'événement le plus attendu — a certainement été la *loi* n° 64-1269 du 23 *décembre* 1964 (*J.O.*, 24 déc., p. 11499) portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances. Pratiquement, cette loi a donné des résultats qu'on aurait tort de tenir pour dérisoires. Il s'explique, cependant, que certains l'aient jugée décevante, en raison de la précision de ses prévisions.

En ce qui concerne les *effets* de l'amnistie, il y a peu à dire de cette loi nouvelle, inspirée de celles qui l'ont précédée, si ce n'est pour signaler qu'elle marque fortement la volonté de voir sombrer dans l'oubli tout souvenir des condamnations ou déchéances effacées ; également, pour relever qu'elle étend l'effet extinctif de l'amnistie au bénéfice des personnes condamnées, pour évasion ou infraction à une interdiction de séjour, à la suite d'une condamnation principale aujourd'hui amnistiée (art. 10 et 11).

Mais la grande question, en matière d'amnistie, est toujours de savoir quelles sont les infractions comme les personnes auxquelles la mesure d'oubli est applicable de plein droit et, à cet égard, il faut reconnaître que le champ d'application de l'*amnistie de droit* paraît très réduit dans la loi du 23 décembre 1964, même en tenant compte du pouvoir d'appréciation de la chambre de contrôle de l'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat,

compétente pour statuer sur d'éventuelles contestations. Ne sont touchées par cette amnistie, en effet, et à la condition d'avoir été étrangères à toute entreprise subversive, d'une part, que les *infractions* commises en Algérie avant le 20 mars 1962, (date du cessez-le-feu), « en réplique aux excès de l'insurrection algérienne » (art. 1), et, d'autre part, que les *personnes* définitivement condamnées, à une peine n'excédant plus cinq ans de privation de liberté, compte tenu des mesures de grâce, pour des crimes ou délits commis en Algérie avant le 3 juillet 1962 (date de l'accession à l'indépendance) et « en relation directe avec les événements d'Algérie », mais à la condition que ces personnes aient été âgées de moins de vingt et un ans au moment des faits (art. 2).

En complément de l'amnistie de droit, la loi prévoit encore une *amnistie par mesure individuelle*, en la forme d'une admission au bénéfice de l'amnistie par décret du Président de la République, au profit des personnes définitivement condamnées pour crimes ou délits commis en Algérie avant le 3 juillet 1962 et « en relation directe avec les événements d'Algérie ». Mais, sont exclus du bénéfice de cette amnistie par mesure individuelle, tous les condamnés qui demeurent frappés d'une privation de liberté de quinze ans ou plus, compte tenu des décisions de grâce, et ceux qui ont participé à une entreprise subversive (art. 4).

Dans tous les cas ainsi définis, l'entreprise subversive s'entend de celle « tendant à empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat ou à substituer à cette autorité une autorité illégale » (cf. art. 698, al. 2, C. proc. pén., et art. 86 et s. C. pén.). Ceci étant, l'amnistie accordée, de plein droit, aux mineurs de vingt et un ans (art. 2), ou, par mesure individuelle, même aux adultes (art. 4), n'est refusée qu'à ceux qui auront assumé « un rôle déterminant d'organisation ou de commandement » dans l'entreprise subversive. Mais c'est à la condition, bien plus large, qu'elles aient été « sans rapport » avec une telle entreprise, que les infractions commises « en réplique aux excès de l'insurrection algérienne » se trouvent amnistiées de plein droit (art. 1).

Cependant, le législateur a encore ouvert la voie d'une *dispense de certaines incapacités et déchéances*, accordée par décret du Président de la République et pour l'avenir seulement, à tous les auteurs d'infractions « en relation directe avec les événements d'Algérie », commises, en Algérie ou en France, avant le 3 juillet 1962. Il s'agit d'une dispense relevant de tout ou partie des incapacités et déchéances résultant de la condamnation, à l'exception des incapacités électorales. Mais seules peuvent y prétendre les personnes définitivement condamnées et, en cas de condamnation à une peine privative de liberté, libérées (art. 12).

Cette dispense est évidemment de nature à préparer la réintégration dans la communauté et la vie nationales de condamnés auxquels le bénéfice de l'amnistie est encore refusé, dans l'attente d'une loi plus générale.

II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

3. *Débits de boissons et alcoolisme.*

Deux articles L. 13-2 et R. 1-1 avaient été ajoutés au Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, en vue d'interdire la vente à emporter de boissons des 3e, 4e et 5e groupes sous un conditionnement inférieur à un demi-litre, et pour réprimer de peines de police la violation de cette interdiction, par une ordonnance n° 60-1253 et un décret n° 60-1257 du 29 novembre 1960 (v. cette *Revue*, 1961, p. 371, n° 5). Mais ces dispositions se sont révélées difficiles à appliquer et d'une efficacité pratique très aléatoire. Un *décret* n° 64-1023 *du* 29 *septembre* 1964 (*J.O.*, 3 oct., p. 8918), qui a paru constitutionnellement suffisant à cet effet, en prononce donc l'abrogation.

4. *Chasse.*

Il est bien connu que certaines espèces de gibier de montagne (chamois ou isard, gélinotte ou bartavelle, par exemple), à reproduction lente et non susceptibles d'élevage en parc, sont actuellement en voie de disparition. Pour les protéger efficacement, il faut lutter contre le « braconnage pour la viande », et donc contrôler exactement la vente et le transport du gibier en question. Mais il est apparu qu'étaient insuffisantes les dispositions introduites à cet effet dans l'article 372 du Code rural par la loi n° 57-310 du

15 mars 1957 (v. cette *Revue*, 1957, p. 651, n° 5) l'interdiction de la vente et du transport étant laissée à la décision des préfets, ne pouvant intervenir qu'à titre exceptionnel, et pour un mois seulement, et ne donnant lieu, en cas de violation de l'interdiction, qu'à l'application de peines trop faibles.

C'est pourquoi une *loi* n° 64-1125 *du* 12 *novembre* 1964 (*J.O.*, 14 nov., p. 10139) complète le Code rural d'un article 371 qui, « en vue d'assurer la survivance d'espèces de gibier de montagne menacées dans leur existence même », permet au ministre de l'Agriculture, le Conseil supérieur de la chasse entendu, d'interdire totalement, pour une durée maximum de trois ans, la mise en vente, la vente et l'achat de ces gibiers, sous toutes leurs formes (notamment celles de pâtés et conserves), ainsi que leur transport en vue de la vente ou leur colportage. En même temps, la loi autorise la recherche du gibier de montagne au domicile de tous ceux qui peuvent détenir de la viande, tels que marchands, restaurateurs, bouchers, charcutiers ou conservateurs (art. 372, nouvel al. 7), et prévoit l'application d'une peine portée au double en cas de récidive ou autre circonstance aggravante (art. 377, nouvel al. 4).

5. *Fraudes alimentaires.*

Un *décret* n° 64-1166 du 19 *novembre* 1964 (*J.O.*, 25 nov., p. 10582) remplace par des dispositions nouvelles les articles 3 et 4 du décret du 11 mars 1908 portant règlement d'administration publique pour l'application, en ce qui concerne les graisses et les huiles alimentaires, de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes.

6. *Circulation routière.*

a) En ce qui concerne la *signalisation des véhicules*, noter un *arrêté du* 23 *octobre* 1964 (*J.O.*, 13 déc., p. 11093), pris à la suite d'un accord de Genève, en date du 20 mars 1958, et d'un règlement n° 3, annexé à cet accord, sur les prescriptions uniformes relatives à l'homologation des dispositifs catadioptriques pour véhicules automobiles.

b) Quant à la *suspension du permis de conduire*, on a déjà noté *l'arrêté du* 10 *novembre* 1964, relatif aux modalités de cette suspension prononcée par l'autorité préfectorale (*supra*, n° 1).

7. *Régime des eaux et pollution des eaux.*

L'article 25 de la loi du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale, réprimait jadis à la fois un acte de pêche interdit et la pollution des eaux, par déversement de substances nuisibles aux poissons, en dehors de toute idée de pêche (cf. R. Vouin, *Précis de droit pénal spécial*, 1953, n° 769). Les dispositions de cet article 25, reprises tout d'abord à l'article 434 du Code rural, sont aujourd'hui remplacées par celles qui se lisent aux articles 434 et 434-1 de ce même Code, depuis une ordonnance n° 59-25 du 3 janvier 1959 (v. cette *Revue*, 1959, p. 700, n° 10). Une protection est ainsi assurée contre le déversement des substances susceptibles de nuire aux poissons, dans leur vie, leur nutrition, leur reproduction ou leur valeur alimentaire. Mais cette protection ne concerne que les poissons de nos cours d'eau.

Bien plus étendue dans son champ d'application et ses prévisions est aujourd'hui la *loi* n° 64-1245 *du* 10 *décembre* 1964 (*J.O.*, 18 déc., p. 11258), relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, dont les soixante et un articles se répartissent en deux titres traitant respectivement de la lutte contre la pollution des eaux et de leur régénération (titre I) et du régime et de la répartition des eaux (titre II). Le contenu réglementaire de cette loi est trop abondant pour pouvoir être analysé ici. S'il s'y trouve l'interdiction de déverser ou immerger dans les eaux de la mer toutes matières ou déchets susceptibles de porter atteinte à la santé publique, à la faune ou à la flore sous-marines et au développement économique ou touristique des régions côtières, aucune sanction spéciale n'est prévue pour s'appliquer à la violation de cette interdiction. Mais la loi contient aussi certaines dispositions d'ordre répressif.

En cas de condamnation à une « peine contraventionnelle » (*sic* ; — cf. *infra*, n° 8), pour infraction à la loi ou à ses textes d'application, le tribunal peut fixer un délai avant l'expiration duquel le contrevenant devra se mettre en accord avec la réglementation (art. 20 et 54) et, en cas d'inobservation de ce délai, une amende correctionnelle pourra être prononcée, ainsi que l'interdiction de faire fonctionner l'installation défectueuse ou irrégulière, sous peine d'une nouvelle amende et d'un emprisonnement, et même l'exécution d'office des travaux ou aménagements nécessaires pour faire cesser l'infraction (art. 21 et 54). Des peines correctionnelles d'amende et d'emprisonnement sont également prévues contre quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des contrôles ou à l'action des agents chargés de la constatation des infractions (art. 23 et 56). Enfin, les chefs, directeurs ou gérants d'établissements peuvent être déclarés solidairement responsables des amendes et frais de justice prononcés contre les auteurs des déversements illicites (art. 22).

8. *Lutte contre les moustiques.*

Des zones de lutte contre les moustiques seront créées dans les départements du littoral Languedoc-Roussillon, et pourront être créées dans les autres départements, sur demande de leurs conseils généraux, d'après une *loi* n° 64-1246 *du* 16 *décembre* 1964, relative à la lutte contre les moustiques (*J.O.*, 18 déc., p. 11265). A l'intérieur de ces zones, des services et organismes habilités seront autorisés à procéder d'office aux prospections, traitements, travaux et contrôles nécessaires, avec le droit de pénétrer, après avis donné aux intéressés, même dans les maisons habitées.

Cette loi n'ignore pas la sanction pénale, mais elle se limite à en dire, dans son article 11, que « les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application auront un caractère contraventionnel ». Des peines de police seront donc fixées par un règlement, selon les articles 34 et 37 de la Constitution en vigueur.

9. *Pêche fluviale.*

Un *décret* n° 64-1263 *du* 19 *décembre* 1964 (*J.O.*, 22 déc., p. 11367) modifie un certain nombre d'articles du décret du 16 septembre 1958, relatif à la pêche fluviale (v. cette *Revue*, 1959, p. 147, n° 6), déjà modifié plusieurs fois et notamment, en dernier lieu, par un décret du 11 février 1963 (v. cette *Revue*, 1963, p. 573, n° 3).

10. *Proxénétisme.*

Dû à l'ordonnance n° 60-1245 du 25 novembre 1960, qui nous avait paru appeler sur ce point quelques réserves (v. cette *Revue*, 1961, p. 373, n° 14-1, *in fine*), l'article 335-4 du Code pénal permet au juge d'instruction, en cas de poursuites exercées pour l'un des délits visés aux articles 334, 334-1 ou 335, d'ordonner à titre provisoire la fermeture de tout ou partie de l'établissement constitutif du lieu du délit commis par son directeur, gérant ou préposé, ou dans lequel un inculpé aura trouvé un concours sciemment donné, soit pour altérer les preuves, soit pour reprendre son activité délictueuse, au cours des poursuites dont il est l'objet. Mais cette fermeture provisoire ne peut être prononcée que pour une durée de trois mois au plus.

Ce délai d'un trimestre ayant paru court, à l'usage, une *loi* n° 64-1271 *du* 23 *décembre* 1964, introduisant deux alinéas 2 et 4 nouveaux à l'article 335-4, décide que les mesures de fermeture provisoire pourront faire l'objet de renouvellements, ordonnés dans les mêmes formes, pour une durée de trois mois au plus, chacun, et que les juridictions de jugement, pour accorder la mainlevée de la fermeture en cours ou renouveler cette mesure, seront compétentes comme elles le sont pour statuer sur les demandes de mise en liberté provisoire, selon l'article 142, alinéas 2 à 4, du Code de procédure pénale.

III. — PROCÉDURE PÉNALE

11. *Tribunaux d'instance à compétence pénale exclusive.*

Aux termes de l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958, relative à l'organisation judiciaire, il a été prévu à Paris, à Lyon et à Marseille, un tribunal d'instance ayant seul compétence en matière pénale. Un *décret* n° 64-1236 *du* 11 *décembre* 1964 (*J.O.*, 16 déc., p. 11196) décide aujourd'hui, en y joignant quelques modalités d'application, qu'à Lyon, le ressort du Tribunal d'instance à compétence pénale exclusive est étendu à la totalité de la circonscription du Tribunal d'instance.

12. *Compétence pour le renouvellement ou la mainlevée d'une fermeture provisoire d'établissement.*

Voir *supra*, n° 10, les dispositions de la *loi* n° 64-1271 *du* 23 *décembre* 1964, modifiant l'article 335-4 du Code pénal.

IV. — DROIT PÉNAL DE L'ENFANCE

13. *Emploi des enfants dans les spectacles.*

Un *décret* n° 64-1020 *du* 24 *septembre* 1964 (*J.O.*, 2 oct., p. 8890) porte règlement d'administration publique relatif à l'emploi des enfants dans le spectacle, en application de l'article 59 du livre II du Code du travail, modifié par la loi n° 63-808 du 6 août 1963 (v. cette *Revue*, 1964, p. 158, n° 13), et fixe le régime de l'autorisation préfectorale que doit obtenir toute personne désirant engager ou produire dans un spectacle un enfant n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire.

V. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

....

C. Chronique pénitentiaire

DU BON USAGE DE LA COURTE PEINE D'EMPRISONNEMENT

par Jacques VÉRIN
Docteur en droit,
Magistrat à l'Administration centrale du ministère de la Justice.

La nocivité de la courte peine d'emprisonnement a été si souvent dénoncée, dans les réunions internationales, les congrès internationaux et les sociétés savantes, dans les articles de revue et les traités de science pénitentiaire, par les praticiens aussi bien que par les représentants de la doctrine, qu'il peut paraître présomptueux de vouloir remettre en cause une opinion si bien établie.

Et pourtant, il faut bien constater tout d'abord que ces condamnations répétées n'ont pas beaucoup fait reculer en pratique le domaine d'application de la courte peine d'emprisonnement. Depuis que le XII[e] Congrès pénal et pénitentiaire international réuni à La Haye en 1950 « constatait, une fois de plus, les graves et nombreux inconvénients des courtes peines d'emprisonnement, et qu'il émettait le vœu que le législateur fasse le moins possible appel à ces peines et que le juge soit encouragé à prononcer aussi souvent que possible des mesures d'un ordre différent », les choses n'ont évolué que bien lentement dans le sens souhaité. Ainsi, pour prendre l'exemple de notre pays, si la probation a conquis droit de cité et se substitue à une courte peine dans un nombre appréciable de cas (1), il n'en reste pas moins que la courte peine occupe toujours une place prépondérante dans l'ensemble du système pénitentiaire (2). Elle n'en a pas été réhabilitée pour cela, et c'est avec une sorte de résignation que l'Administration pénitentiaire elle-même la considère. « Dès lors que le temps de détention ne dépasse pas quelques mois, lit-on dans le *Rapport général sur l'exercice* 1963 (3), on ne saurait raisonnablement nourrir l'espoir de pouvoir modifier le comportement de l'intéressé par une action éducative menée en profondeur ». « Eviter la corruption des délinquants occasionnels par les éléments les plus mauvais » et « soustraire les détenus aux effets désastreux de l'oisiveté », tels sont les objectifs purement négatifs que l'Administration se propose en ce qui concerne les courtes peines.

Cette persistance d'une peine unanimement décriée est de nature à surprendre. M. Jacques Voulet recherchait déjà en 1951 (4) les raisons d'un tel phénomène. Il semble, en tous cas, qu'une situation si paradoxale nous oblige à un nouvel examen de

(1) 4 781 décisions en 1963.

(2) La population des maisons d'arrêt était, au 1[er] janvier 1964, de 22 189 sur un total de 29 157 détenus. Si, à cette même date, le nombre des condamnés à une courte peine ne s'élevait qu'à 7 069 contre 9 771 condamnés à une longue peine, il faut remarquer que c'est un total de plus de 80 000 personnes qui sont condamnées chaque année à une peine d'emprisonnement inférieure à un an sans le bénéfice du sursis ou de la mise à l'épreuve. Le *Compte général de la Justice* donne le chiffre de 82 000 pour l'année 1962.

(3) Imprimerie administrative de Melun, 1964, p. 27.

(4) *Revue internationale de droit pénal*, 1951, p. 586 et s.

la question. Car si la condamnation de la courte peine est justifiée, il faudra bien prendre le courage de faire disparaître cette mesure de la pratique. Mais ne se pourrait-il pas que les données du problème aient été peu à peu renouvelées par le progrès des sciences humaines, par des perspectives nouvelles en matière de détention : il faudrait alors réhabiliter la courte peine, en même temps qu'on s'efforcerait de réaliser concrètement les conditions qui lui assureraient sa pleine valeur. Deux autres circonstances incitent à ce nouvel examen : d'une part, l'existence de tentatives fort intéressantes, dans divers pays, pour faire de la courte peine une mesure constructive et, d'autre part, un certain fléchissement que nous croyons déceler dans l'attitude traditionnelle de la doctrine. Nous n'en voulons pour preuve qu'une récente intervention de M. le Conseiller Ancel à la Société des prisons (1) soulignant que des traitements comme la désintoxication alcoolique et la psychothérapie peuvent être entrepris même pendant les courtes peines, et ajoutant que « sans s'en déclarer partisan pour autant, il convenait de ne pas considérer qu'il n'y avait rien à en tirer ». M. Jean Dupréel, de son côté, écrit dans une récente étude sur les jeunes adultes et les courtes peines (2) qu'il ne lui paraît guère possible de préconiser une suppression complète des incarcérations de courte durée prononcées à l'égard des délinquants jeunes adultes et qu'il vaudrait mieux « dans une perspective réaliste de l'individualisation des peines, admettre les emprisonnements de courte durée, à la condition qu'ils répondent aux nécessités des cas particuliers et qu'on essaie de les utiliser à des fins éducatives, au même titre que les peines plus longues, mais en appliquant d'autres méthodes ».

Nous reprendrons donc, une à une, les principales critiques adressées à la courte peine de prison, et nous rechercherons si elles sont toujours fondées. Pour cet examen, nous nous placerons chaque fois successivement sur deux plans : celui de la réalité pénitentiaire actuelle, et celui des potentialités de la courte peine dans un cadre différent. Les reproches que l'on fait à la courte peine peuvent se ranger en deux catégories suivant qu'ils font ressortir sa nocivité ou son impuissance à contribuer positivement à l'amendement du détenu. Cette distinction nous dictera le plan de notre étude.

I. — Les effets nocifs de la courte peine

Les détracteurs de la courte peine estiment que ses effets, bien loin d'être bénéfiques, sont essentiellement négatifs et que les délinquants qui y sont soumis sortent de la prison plus pervertis qu'ils n'y étaient entrés.

Nous pensons, pour notre part, que cette vue pessimiste est toujours aussi fondée aujourd'hui qu'il y a vingt ans, si l'on envisage les conditions actuelles de fonctionnement des maisons d'arrêt. Car la situation n'a pas fondamentalement changé, malgré les améliorations indéniables qui y ont été apportées depuis la réforme de 1945. Mais il importe de distinguer, parmi les critiques, celles qui visent le cadre dans lequel s'exécute la peine — cadre dont on peut espérer la transformation — et celles qui s'adressent au principe même de la courte peine d'emprisonnement. Il faut de même distinguer les critiques faites à l'emprisonnement en général de celles qui ne concernent que la peine de courte durée. Ces critiques diverses sont-elles aussi justifiées sur le plan du principe de l'emprisonnement, du principe de la courte peine que sur celui de leur mode actuel d'exécution ?

C'est ce que nous voudrions rechercher en examinant successivement chacun des principaux reproches adressés à la courte peine.

(1) *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1964, p. 340. Voir également un examen d'ensemble de la question dans les importants rapports présentés aux VII[e] Journées de défense sociale sur « La mise en œuvre des peines dans les maisons d'arrêt », cette *Revue*, 1960, p. 41 à 60 et 125 à 134 ; voir de même les intéressantes suggestions de M. Cannat, dans cette *Revue* (1961, p. 384 et 385), qui tout en rappelant son hostilité aux courtes peines de prison, propose d'établir, pour les condamnés auxquels il reste au moins six mois d'emprisonnement à purger, un régime progressif (isolement, semi-liberté et libération conditionnelle) avec l'assistance d'éducateurs.

(2) *Etudes pénologiques dédiées à la mémoire de Sir Lionel Fox*, La Haye, 1964, p. 77 à 85.

Détérioration de la santé physique et mentale.

Il est certain que les maisons d'arrêt, à la différence des maisons centrales, sont encore aujourd'hui, dans leur grande majorité, des locaux vétustes, insalubres, trop exigus pour la population pénale qu'ils doivent abriter, dépourvus souvent d'installations sanitaires décentes, de chauffage et d'espace suffisant pour l'organisation du travail et des activités sportives.

Cette situation ne peut, évidemment, que retentir fâcheusement sur la santé physique des détenus. Ajoutons que la ration alimentaire, considérablement améliorée depuis quelques années, est encore jugée insuffisante par les spécialistes, sinon en quantité, tout au moins en qualité (1), et qu'elle ne peut pas toujours être complétée par des achats en cantine, notamment lorsque l'Administration ne trouve pas de travail à offrir au détenu qui lui permette de gagner un peu d'argent.

La santé mentale du détenu risque également de souffrir de son incarcération en maison d'arrêt ; celui qui entre en prison pour la première fois subit un choc psychologique intense que rien dans le déroulement actuel des opérations administratives de réception ne vient atténuer. Le contact de tous les instants avec des criminels endurcis ou pervertis, qu'il s'agisse du régime en commun, ou des cellules « triplées », peut constituer aussi, pour certains, une expérience traumatisante.

Cependant il convient de remarquer que ces effets de la courte peine ne tiennent qu'à la situation déplorable des maisons d'arrêt, et qu'il est possible d'y remédier. L'Administration pénitentiaire, particulièrement sensible à cet aspect du problème, a élaboré un vaste plan de rénovation des bâtiments (2). En l'espace de quinze années, cent-vingt et une prisons doivent être désaffectées ; et, compte tenu des regroupements souhaitables, soixante-sept établissements doivent être édifiés à leur place tandis que soixante autres seront rénovés.

Les normes d'hygiène, de lumière, d'espace de ces nouveaux établissements seront satisfaisantes. L'alimentation des détenus devrait pouvoir répondre aux vœux des médecins pénitentiaires. Il est possible de prévoir, à l'instar de ce qui se fait dans certains hôpitaux psychiatriques, une procédure de réception des entrants qui ne soit pas traumatisante, et qui permette un dépistage immédiat de ceux dont l'état mental ou émotionnel rendrait dangereux leur isolement complet.

Enfin des prisons cellulaires délivrées du fléau de la surpopulation ne présenteraient plus certains défauts signalés. En ce domaine, les réalisations ont déjà commencé ; une maison d'arrêt moderne vient être mise en service à Valenciennes ; le vaste complexe pénitentiaire de Fleury-Merogis pour la région parisienne et la maison d'arrêt de Bordeaux ont été mis en chantier. On peut donc espérer que d'ici quelques années la courte peine n'aura plus d'effets nocifs sur la santé des détenus.

Le désœuvrement démoralisant.

Rien n'est plus démoralisant que l'inaction forcée, et il est paradoxal, quand on sait que la paresse, l'impossibilité de s'astreindre à un effort régulier sont défauts fréquents chez les délinquants, de les condamner au désœuvrement total pendant des semaines et des mois. Pourtant force est de constater qu'aujourd'hui encore, plus de la moitié de la population des maisons d'arrêt est réduite au chômage (3). La même situation ne se retrouve pas dans les maisons centrales, qui assurent en général le plein emploi de leurs détenus. Ce défaut serait-il particulier à la courte peine ? On fait ressortir, dans ce sens, les difficultés considérables de l'organisation du travail dans les maisons d'arrêt,

(1) Voir *Journées de médecine pénitentiaire*, Collection « Etudes et documentation », imprimerie administrative de Melun, 1964, p. 41 : « Si le minimum journalier calorique est respecté, et souvent dépassé, l'équilibre diététique est très perturbé et la carence vitaminique se fait particulièrement sentir. Cette nourriture est à l'origine de la proportion exceptionnelle de gastralgies, de troubles carentiels des gencives, etc... ».

(2) Voir *Programme d'équipement et de rénovation*, collection « Etudes et documentation », imprimerie administrative de Melun, 1964 ; v. également le *Rapport général sur l'exercice* 1963, p. 8 et s.

(3) « Dans les maisons d'arrêt et de correction, 60 % de l'effectif total des détenus est sans travail. Plus précisément, 10 000 détenus valides et aptes au travail, sur un total général de 22 000 sont voués à l'oisiveté ». *Rapport général pour l'exercice* 1963, p. 21.

en raison du manque de place pour l'installation d'ateliers en commun, de l'extrême diversité de la population (prévenus et condamnés, jeunes et vieux, valides et invalides), de la faible durée des peines qui ne permet pas un long apprentissage, et de l'incessant mouvement d'entrées et de sorties. Ces difficultés se ramènent cependant pour une bonne part au problème déjà examiné des locaux et disparaîtraient en grande partie dans des bâtiments appropriés. Quant à l'hétérogénéité de la population (nous y reviendrons), elle pourrait être considérablement diminuée si certaines catégories de détenus étaient affectées à des prisons distinctes. L'Administration veut d'ailleurs entrer dans cette voie en créant des centres réservés aux « jeunes adultes ».

Par ailleurs, un nombre plus élevé de détenus pourraient être envoyés au travail en chantier extérieur ou sous le régime de la semi-liberté, dans une prison de petit effectif réservée aux condamnés à une courte peine, sans que la sécurité en souffre pour cela (1).

Nous conclurons donc, ici encore, que la critique, pertinente à l'égard de la situation actuelle, ne s'appliquerait pas aux établissements de demain, où chaque détenu pourrait être pleinement employé.

La contamination morale.

Le vice le plus grave reproché à la courte peine, c'est son effet de corruption des éléments sains par les éléments pervertis, conséquence inévitable de la promiscuité qui y règne entre détenus de toutes catégories.

Il est de fait que la maison d'arrêt offre à cet égard, un contraste étonnant avec la maison centrale : tandis que la population de ce dernier établissement est relativement homogène, on ne peut imaginer une communauté plus disparate que celle de la maison d'arrêt. Les prévenus en constituent déjà plus de la moitié. Le Code d'instruction criminelle de 1810 prévoyait pour eux des établissements distincts, mais un siècle et demi plus tard, ces établissements n'ont pas encore vu le jour. Or, cette catégorie est elle-même fort composite ; elle peut comporter des personnes parfaitement respectables et innocentes ; on y rencontre, à côté des prévenus d'infractions correctionnelles plus ou moins graves, les personnes accusées de crimes, des gens incarcérés pour la première fois et des « chevaux de retour », des normaux et des psychopathes... La catégorie des condamnés est tout aussi complexe. Elle devrait ne comprendre que ceux qui n'ont plus à subir, au moment où leur condamnation devient définitive, qu'une peine inférieure à un an. Mais tous ceux qui ont été condamnés à une longue peine de prison ou de réclusion demeurent en maison d'arrêt tant que leur condamnation n'est pas définitive, ce qui représente souvent plusieurs années, et tant que leur transfert au Centre national d'orientation n'est pas décidé. A défaut de prisons distinctes, on a bien essayé de séparer ces catégories multiples de détenus en leur assignant des quartiers distincts dans chaque établissement, mais il faut bien admettre que les bâtiments s'y prêtent mal, et que les précautions administratives sont souvent inopérantes.

La « sous-culture criminelle », suivant l'expression américaine, fleurit dans les maisons d'arrêt.

La courte peine est-elle irrémédiablement entachée d'un pareil vice ? Nous ne le pensons pas. Les dortoirs, les cellules où l'on entasse plusieurs détenus doivent disparaître, nous l'avons dit, et l'isolement de nuit deviendra la règle. Dans la journée, l'emprisonnement doit pouvoir s'effectuer en commun sans conserver d'effet corrupteur. Le problème n'est pas insoluble, et la pénologie moderne nous en indique les solutions qui tiennent au choix des détenus, aux locaux et, enfin, aux méthodes et au personnel chargé de les appliquer. Reprenons ces différents points.

1) *Sélection des détenus* : La maison d'arrêt *et de* correction est une monstruosité, et il faudra bien en venir à faire disparaître cette confusion entre deux établissements, entre deux régimes aux buts si différents. Les abus de la détention préventive ont été bien souvent dénoncés, des circulaires ont tenté d'en restreindre l'importance. Les résultats ne sont pas considérables. La longueur excessive de la détention préventive, la fréquence des cas où elle est ordonnée ont pour conséquence que la population des maisons d'arrêt est composée *pour plus de la moitié* de prévenus (2). En pratique, et

(1) V. les réflexions et les propositions extrêmement intéressantes de Merfyn Turner, *A Pretty Sort of Prison*, Londres, 1964, notamment p. 149, 150 et 153 (compte rendu dans cette *Revue*, 1964, p. 968).

(2) Au 1er janvier 1964, il y avait dans l'ensemble des maisons d'arrêt 11 850 prévenus et 10 339 condamnés ; les prévenus formaient ainsi 53 % de l'effectif total (*Rapport général sur l'exercice* 1963, p. 196).

cela se conçoit, le régime de la prévention et celui de la peine se sont sans cesse rapprochés : le nombre extrêmement faible des relaxes intervenues en faveur de détenus conduit naturellement, en prison, à renverser la présomption d'innocence, puisque l'anticipation d'une condamnation s'avère justifiée dans l'immense majorité des cas, et qu'au surplus la durée de la prévention s'imputera sur celle de la peine. Il arrive même souvent que le prévenu doive être libéré le jour où le tribunal l'a condamné à une peine d'emprisonnement de courte durée, et le cas se présente où les juges se sentent contraints, pour « couvrir la prévention » d'infliger une peine d'une durée supérieure à celle qu'ils auraient normalement fixée. C'est donc, pour beaucoup, le temps de prévention qui constitue la seule exécution de leur peine. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que les prévenus soient considérés en pratique comme des condamnés . Le travail est bien facultatif pour les uns, obligatoire pour les autres ; mais en réalité c'est une faveur que les prévenus sont les premiers à réclamer (et qu'ils n'obtiennent pas toujours). Les loisirs organisés, les activités scolaires ne pouvaient évidemment pas être réservés aux condamnés. Il ne subsiste, en définitive, pour distinguer les uns et les autres, que certains privilèges (visites et lettres plus nombreuses, salaire plus élevé, etc...) fort appréciés, certes, des prévenus, qui s'efforcent parfois de retarder le plus possible leur condamnation ; mais le régime d'ensemble est devenu le même, et à la sortie de prison, le stigmate social atteindra pareillement tous ceux qui y étaient détenus.

Ce système n'est pas défendable. Il enlève toute valeur exemplaire à la condamnation quand elle n'est pas suivie d'une peine, mais seulement précédée d'une détention moralement neutre. Il ne permet d'entreprendre aucune rééducation. Pour que la courte peine soit à la fois intimidante et constructive, il est indispensable de séparer les prévenus des condamnés. La détention préventive doit être, comme le voulait le législateur, exceptionnelle, réservée aux individus dangereux, ou susceptibles de fuir, ou d'empêcher la manifestation de la vérité ; elle doit s'effectuer dans des bâtiments spécialement conçus pour elle (1), ce qui, entre parenthèses, constituerait non une dépense supplémentaire, mais une économie considérable pour l'Etat, car la confusion actuelle oblige à prévoir des établissements de grande sécurité pour l'ensemble des détenus, alors que les condamnés à une courte peine pourraient être détenus dans des prisons de sécurité moyenne, bien moins onéreuses. Séparés des prévenus et des criminels condamnés à de longues peines, les délinquants qui subissent un emprisonnement de courte durée pourraient également être répartis en quelques grandes catégories détenues dans des établissements distincts.

Une réforme totale du système de la détention préventive et de la liberté provisoire nous paraît une des tâches les plus importantes et les plus urgentes à entreprendre : indispensable pour donner une valeur positive à la courte peine d'emprisonnement, cette réforme doit influer considérablement sur la conception même et la capacité des établissements dont la construction a été prévue pour remplacer nos prisons vétustes.

2) *Locaux* : Il est inutile de souligner l'importance des locaux dans les processus de corruption ou d'amendement. Il y a un monde entre la prison en commun, la cellule où s'entassent trois détenus ou davantage, en contact les uns avec les autres vingt-quatre heures sur vingt-quatre (2), et l'établissement pénitentiaire moderne, où chaque détenu dispose d'une cellule et peut s'isoler de ses co-détenus après une journée de travail dans un atelier bien équipé, où les activités de groupe culturelles, sportives, psychologiques, ne sont pas handicapées par l'absence de salles appropriées.

Mais pour supprimer toute influence corruptrice des éléments les plus mauvais sur les meilleurs, il ne suffit pas de séparer les condamnés à une courte peine des autres catégories de détenus et de prévoir des locaux décents et appropriés. Il faut également modifier les méthodes de traitement et les attitudes du personnel.

3) *Méthodes et personnel* : Le développement des sciences sociales a changé la conception purement individualiste qu'on se faisait des effets néfastes de la promiscuité : à côté de l'influence mauvaise que tel détenu pourra exercer sur tel autre, il existe un phénomène plus important encore, c'est la création d'une communauté criminelle

(1) Ce qui ne veut pas dire qu'elle doive être privée de tout souci éducatif. La détention préventive doit, au contraire, être dotée d'un caractère positif et constructif, comme l'a si bien fait ressortir M. François Clerc dans ses « Réflexions sur la détention préventive » (in *Etudes pénologiques*, p. 50 à 66).

(2) V. le récit saisissant d'une expérience vécue : A. Boudard, *La Cerise*, Plon éd.

dotée d'une structure sociale très hiérarchisée, d'un système autonome de valeurs et de règles de conduite hostile aux normes de la société. Que ce soit par coercition ou par attirance, les individus sont entraînés dans cette « sous-culture » qui s'oppose comme une barrière à toute tentative de rééducation. Mais l'analyse de ce phénomène a conduit précisément à préconiser une politique diamétralement opposée à l'attitude classique : ignorer la réalité sociologique de la sous-culture délinquante, tenter d'isoler les détenus les uns des autres, rechercher leur amendement par des méthodes exclusivement individuelles, c'est se condamner à l'échec, comme le démontre magistralement un sociologue américain dans une étude récente (1). Il faut au contraire attaquer de front la sous-culture délinquante pour y substituer les valeurs que l'on entend communiquer, et pour cela il ne faut plus craindre de réunir les condamnés à de courtes peines, dans les ateliers de travail, sur le terrain de sports ou dans la salle consacrée aux activités scolaires, culturelles ou de loisir.

Dans cette perspective nouvelle, le rôle du personnel doit évidemment se transformer ; il ne saurait plus rester passif, neutre, encore moins apporter son appui, comme il est arrivé, à la structure hiérarchique que les délinquants se sont donnée. On ne peut davantage, sans péril, réserver le rôle thérapeutique à un personnel spécialisé, en abandonnant à un personnel sans formation la tâche de surveiller les détenus pendant la majeure partie de la journée (2). C'est le milieu de vie lui-même qui doit être l'objet des préoccupations constantes d'un personnel spécialement préparé à son rôle.

Nous reviendrons sur ces problèmes puisque nous abordons ainsi les effets positifs que l'on peut espérer de la courte peine, et qui sont évidemment liés de façon étroite à l'élimination de ses effets négatifs.

Mais il est encore d'autres conséquences fâcheuses de l'emprisonnement à examiner.

Rupture des liens sociaux.

L'emprisonnement, car ce n'est plus seulement la courte peine qui est ici incriminée, entraîne la rupture du contrat de travail, et crée des difficultés considérables de reclassement, plonge souvent dans la misère la famille du délinquant, contribue à la désintégration de cette famille, accentue la désadaptation sociale du détenu, etc.

Nous ne le contesterons pas. L'exécution de la peine sous le régime de la probation supprime évidemment toutes ces conséquences fâcheuses ; mais puisque cette mesure ne saurait convenir à tous les délinquants, il importe de rechercher si les effets désocialisants de l'emprisonnement peuvent être, à tout le moins, atténués.

On observera tout d'abord que ces effets sont d'autant plus sensibles que la peine est plus longue ; ainsi l'institutionalisation (la *prisonization* décrite par Donald Clemmer) cette espèce d'abdication de la volonté et de l'initiative qui rend le détenu incapable de toute vie sociale, n'a pas le temps de s'installer en quelques mois ; la famille peut vivre d'expédients pendant un temps, et sa cohésion résiste mieux à une épreuve de courte durée.

La courte peine a donc, à ce point de vue, des avantages indéniables sur la longue peine. En second lieu la maison de correction telle qu'on peut la réaliser, dotée d'ateliers de travail modernes, et d'un service social plus important que celui des maisons d'arrêt actuelles, ne présenterait pas les mêmes inconvénients. Le détenu, fournissant une pleine journée de travail dans des conditions voisines de celles de l'extérieur, pourrait recevoir un salaire normal, l'expérience est actuellement tentée en Suède (3). Il continuerait ainsi à subvenir aux besoins de sa famille et pourrait même, dans une certaine mesure, assurer une réparation pécuniaire à sa victime.

Le service social de la prison, à condition d'être suffisamment équipé pour faire face à sa tâche, aurait un rôle capital à jouer dans le maintien et même le renforcement des liens familiaux et dans le reclassement social du libéré.

Il faut également citer l'expérience fort concluante entreprise dans toutes les prisons californiennes sous la direction de M. Norman Fenton pour associer la famille aux efforts de redressement des détenus et à leur resocialisation (4). Alors que trop souvent

(1) Howard W. Polsky, *Cottage Six*, Russel Sage Foundation, 1962 (v. compte rendu dans cette *Revue*, 1964, n° 4, p. 982).

(2) Cf. Polsky, *op. cit.*

(3) Voir de Ridder, « Voyage d'études en Suède », *Bulletin de l'Administration pénitentiaire belge*, 1964, p. 93.

(4) Norman Fenton, *The Prisoner's Family*, Pacific Books Publishers, Palo Alto, 1959 (v. compte rendu dans cette *Revue*, 1962, p. 208).

la visite d'un détenu est une démarche harassante et humiliante qui demande un courage dont tous les parents ne sont pas capables (1), M. Norman Fenton appela l'ensemble du personnel pénitentiaire à faciliter et à encourager les visites familiales.

Toutes les méthodes furent mises en œuvre, les unes à la portée du personnel de surveillance, les autres réservées aux spécialistes, pour faire connaître à la famille la vie du détenu en prison, les étapes du traitement, les difficultés de réadaptation à la libération et l'aide morale importante que sa famille pouvait lui apporter pendant cette période difficile. Distribution de brochures, causeries sur la vie en prison, la libération conditionnelle, etc., comptes rendus adressés régulièrement aux familles sur les progrès réalisés par les détenus, renseignements et conseils donnés individuellement lors des visites, réunions de toutes sortes des familles et jusqu'à la psychothérapie de groupe pour les femmes de détenus, leurs parents ou leurs enfants adultes, tels sont quelques-uns des moyens employés en Californie sur une grande échelle et qui contribueraient à retirer à la courte peine son effet désocialisant.

Rappelons enfin que la semi-liberté et la libération conditionnelle peuvent assurer, en maison d'arrêt comme en maison centrale, une précieuse transition entre l'internement et la libération définitive. Ces deux mesures gagneraient à être généralisées, car en les réservant à ceux qui se conduisent le mieux en prison, on prive ceux qui, en définitive, en auraient le plus besoin, de cette période de mise à l'épreuve et de transition.

Le nouveau Code pénal suédois (2) qui est entré en vigueur le 1er janvier 1965 nous donne l'exemple : il rend en effet obligatoire la libération conditionnelle si le délinquant est condamné à l'emprisonnement pour six mois ou plus. Le détenu doit être automatiquement libéré conditionnellement quand il a subi cinq sixièmes de la peine prononcée, quel que soit le pronostic le concernant et indépendamment de sa conduite en prison. Il peut, en outre, si sa conduite le justifie, être libéré conditionnellement avant l'époque où sa libération est obligatoire.

Le régime de la semi-liberté peut même être décidé aussitôt la peine prononcée, et l'application qui en a été faite en France dans le domaine des courtes peines d'emprisonnement est suffisamment encourageante pour qu'on puisse souhaiter son extension (3).

Absence d'effet d'intimidation.

Un argument a parfois été invoqué à l'encontre de la courte peine (4) : en raison de sa faible durée, elle n'intimiderait pas ceux qui risquent de tomber dans la délinquance.

Il semble bien qu'une longue peine doive intimider plus qu'une courte, mais il faut remarquer que les délinquants, tout comme les juges, ont le sens d'une proportionnalité entre la gravité de l'infraction et la durée de la peine qu'ils encourent en pratique, quel que soit le maximum prévu par la loi. En revanche, il paraît également logique de penser que la perspective d'un emprisonnement, si court soit-il, doit impressionner davantage qu'une mesure de surveillance en milieu libre. L'emprisonnement de courte durée joue d'ailleurs un rôle d'intimidation à l'égard des probationnaires eux-mêmes (et de ceux qui ont bénéficié du sursis simple) puisqu'en cas de défaillance, leur peine sera effectivement ramenée à exécution.

Il est vraisemblable que la valeur d'intimidation de la courte peine est fort différente suivant les diverses catégories sociales, et qu'elle pourrait notamment jouer un rôle plus important en matière d'accidents de la circulation, à la condition toutefois que les infractions les plus graves soient systématiquement sanctionnées par une peine d'emprisonnement, effectivement ramenée à exécution, et que la menace ne demeure pas platonique.

Reconnaissons cependant qu'en cette matière, tout est encore du domaine de la spéculation et qu'une étude scientifique reste à faire du rôle et des limites de l'intimidation en matière pénale.

(1) M. Merfyn Turner (*op. cit.*, p. 36) décrivant la salle d'attente pour les visiteurs remarque qu'à sa façon la prison cherche à punir ceux qui font preuve de loyauté envers les détenus, alors qu'ils constituent parfois leur dernier bien avec la société.

(2) V. Ivar Strahl, « Les grandes lignes du nouveau Code pénal suédois », cette *Revue*, 1964, p. 539.

(3) Cf. Charles Germain, « Variations sur certaines formes nouvelles de privation de liberté » ; Paul Cornil, « De la privation à la restriction de la liberté » ; Ernest A.M. Lamers, « Mr Prisoner Goes to Town », in *Etudes pénologiques*.

(4) V. notamment, Jacques Voulet, *R.I.D.P.*, 1951, p. 573.

***

Nous pensons avoir montré que la courte peine, aujourd'hui encore nocive et corruptrice dans bien des maisons d'arrêt, pourrait être organisée de telle façon qu'elle cesse d'être dangereuse pour la santé physique, intellectuelle et morale des détenus.

Il nous faut rechercher maintenant si cette valeur purement négative est la seule qu'on puisse espérer de l'emprisonnement de courte durée, ou si l'on peut en attendre — et à quelles conditions — les effets positifs d'amendement et de reclassement social que le législateur a posés comme buts essentiels de la peine.

II. — La valeur positive de la courte peine

Un certain nombre d'arguments sont invoqués, sur un plan théorique, pour dénier toute valeur positive à la courte peine, et nous les examinerons en premier lieu. Nous évoquerons ensuite certaines tentatives qui se font jour ici et là, dans le domaine de la pratique, pour donner un contenu positif à la courte peine.

A. — *Les objections théoriques*

Nous étudierons deux sortes d'objections : l'une, classique, vise le facteur temps : aucune rééducation sérieuse ne pourrait être entreprise dans un laps de temps trop court ; l'autre, plus récente, est tirée d'un examen de la personnalité de ceux qu'on envoie habituellement en prison pour une courte durée : aucun ne serait susceptible d'en tirer un profit quelconque.

Examinons d'abord cette argumentation, qui est appuyée notamment par une recherche entreprise en 1957 dans une prison londonienne par un psychologue, le Dr Andry, sur la suggestion du Dr Mannheim (1).

L'auteur étudie la personnalité d'une centaine de détenus subissant une peine d'emprisonnement inférieure à six mois ; après les avoir classés, en fonction de quatre facteurs principaux : immaturité émotionnelle, délinquance juvénile, caractère neurotique et agressivité, en douze types différents, et après avoir étudié leur comportement respectif après leur libération, il est arrivé à cette conclusion radicale que la courte peine de prison ne convient, en définitive, à aucun des types psychologiques étudiés. Pour ceux qui ne sont pas prédisposés à la récidive, il aurait suffi d'une peine bien moins sévère que la prison ; pour les autres, le processus de récidive a été encore accéléré par l'emprisonnement et M. Andry propose de remplacer pour eux cette peine par l'obligation de fréquenter, pendant une ou plusieurs années, à raison d'une soirée et d'une journée entière par semaine, un « centre de reconstruction » qui leur dispenserait, suivant leurs besoins, traitement psychothérapique individuel ou de groupe, formation professionnelle, éducation universitaire, artistique, etc.

Une seule catégorie de délinquants fait exception, c'est celle des agressifs (*extrapunitive type*). Pour eux le centre de reconstruction ne convient pas, ils ont besoin du choc de l'mprisonnement, mais alors d'un emprisonnement suffisamment long pour permettre la lente modification de leur personnalité.

Remarquons tout d'abord que M. Andry estime que la durée optimale de cette peine serait d'un an environ, ce qui n'est plus une courte peine suivant la définition anglaise ; mais ce qui entre encore dans la nôtre.

Il y a donc, même dans cette conception restrictive de l'auteur, une catégorie de délinquants — fort importante — qui est justifiable de la courte peine de prison, entendue au sens français.

D'ailleurs M. Andry ne propose pas de supprimer la maison de correction, puisque son centre de reconstruction, dans un but d'intimidation, devrait être situé à l'intérieur d'une prison.

Mais il faut surtout observer que cette étude des effets d'un emprisonnement de courte durée sur les délinquants, en fonction de leur personnalité, prend fatalement comme base la maison d'arrêt *dans les conditions actuelles de son fonctionnement*, qui sont, tout le monde l'admet, particulièrement déplorables en Angleterre comme en France.

(1) R. G. Andry, *The Short Term Prisoner*, Londres, Stevens and sons, 1963 (v. compte rendu dans cette *Revue*, 1963, p. 661).

Les conclusions de cette étude ne préjugent par conséquent en rien des effets qu'aurait un établissement rénové, employant précisément toutes les méthodes modernes de traitement que le Dr Andry énumère pour son centre de reconstruction.

D'autre part, s'il faut retrancher de la population actuelle des maisons d'arrêt certaines catégories de détenus qui ne tirent aucun profit de la courte peine, il n'est pas impossible qu'il faille en ajouter d'autres qui ne vont que bien rarement en prison, comme celle des auteurs de graves infractions routières. L'effet intimidant de l'emprisonnement serait probablement plus salutaire pour eux que pour d'autres, mais il ne faudrait pas croire qu'ils n'ont pas besoin d'une rééducation morale ; il est bien connu, en effet, que nombre d'entre eux ont le sens social plus perturbé que bien des malfaiteurs.

Il n'en reste pas moins que M. Andry a démontré de façon convaincante la nécessité d'un examen de personnalité des délinquants, au stade du jugement, pour que l'emprisonnement de courte durée soit réservé à ceux qui pourraient vraiment en recevoir un effet bénéfique. Ses observations conduisent à réduire le nombre des condamnés à la courte peine, mais non à abandonner le principe de cette mesure (1).

Abordons maintenant l'objection qui a toujours été adressée à la courte peine : le laps de temps pendant lequel le condamné demeure dans une maison d'arrêt ou de correction ne permet pas d'entreprendre, à son égard, une action éducative en profondeur.

Nous ne songeons pas à nier l'exactitude de cette vérité de bon sens : on ne peut espérer, en quelques mois seulement, faire pour des personnalités plus difficiles qu'à l'ordinaire, ce qu'une éducation normale demande des années pour atteindre.

Mais nous pensons que la portée de cette objection est limitée par une série de considérations que nous allons esquisser.

1° Toute entreprise de rééducation comporte deux phases : la première consiste à obtenir *l'adhésion du sujet* à l'œuvre de transformation de sa personnalité que l'on veut entreprendre. C'est aussi une vérité d'évidence que sans cette adhésion profonde, cette coopération active de l'intéressé lui-même, les efforts éducatifs les plus intenses et les plus soutenus seront voués à l'échec.

Or, cette sorte de conversion qui est recherchée ne demande pas des années pour se produire : elle intervient rapidement, ou alors elle risque de ne jamais intervenir. C'est qu'elle n'est pas de nature essentiellement intellectuelle ; on pourrait bien plutôt parler d'acte de foi, car il s'agit, pour l'intéressé, de renoncer à un système de valeurs et de se fier à un autre système de valeurs à d'autres conceptions, dont il ne fait qu'entrevoir la supériorité possible. La logique a bien moins part à ce processus que les facteurs affectifs ; ce n'est pas un apprentissage, mais une brusque conviction, un acte de confiance et une volonté de changement. C'est dire l'importance, pour ce moment premier de la rééducation, des rapports personnels et de la qualité morale des éducateurs. Mais c'est dire aussi que la courte durée de la peine peut suffire à atteindre cet objectif. Elle doit permettre également d'aborder la seconde phase de la rééducation, c'est-à-dire la consolidation de cette volonté naissante, la création d'habitudes nouvelles, la découverte intellectuelle de ce monde nouveau qui n'avait été qu'entrevu — toutes opérations qui demandent effectivement beaucoup de temps.

Il ne saurait être question d'achever cette tâche pendant une courte peine et ce n'est plus seulement par manque de temps, mais parce que l'épreuve de la liberté est également indispensable. L'œuvre de resocialisation ne peut que s'amorcer en prison, il lui faut la société pour se réaliser.

Nous touchons là à l'une des conditions essentielles pour que la courte peine ait une valeur réelle, c'est qu'elle soit prolongée par une action éducative efficace en milieu libre intimement liée à l'action commencée en prison. C'est une nécessité qui a toujours été marquée, en pratique, quelles que soient les méthodes rééducatives utilisées, et que nous retrouverons lorsque nous évoquerons les expériences conduites dans différents domaines.

2° La brièveté du temps légal fixé à la peine est compensée par *l'intensité de la durée vécue* par les détenus, et tout spécialement par ceux qui entrent en prison pour la

(1) Cf. dans le même sens une étude de Karen Berntsen et Karl O. Christiansen portant sur cent-vingt-six détenus danois purgeant des peines inférieures à cinq mois (« The Resocialisation of Short-Term Offenders », *Revue internationale de politique criminelle*, n° 6, juillet 1954, p. 25 à 40).

première fois. Il n'est pas besoin de faire appel aux philosophes mais seulement à ses propres souvenirs pour savoir que dans la vie d'un homme certaines périodes, qui peuvent se mesurer en mois, en jours, en heures parfois, comptent plus que des années entières.

L'emprisonnement, par le choc psychologique intense qu'il produit, est justement une de ces expériences émotives qui préparent un terrain favorable à des changements psychologiques inimaginables dans d'autres circonstances (1). Les éducateurs le savent bien, qui ont mesuré l'intensité avec laquelle des détenus peuvent écouter une page de musique, ou assister à un jeu dramatique, le retentissement que peut avoir en eux une parole ou un geste d'amitié ou, au contraire, une injustice flagrante, une attitude de mépris. Et l'on ne sait que trop aussi que cette réceptivité particulière, ce caractère privilégié du temps passé en prison jouent aussi bien dans l'autre sens, celui de la contagion de la culture délinquante.

Il résulte donc de ces observations que si la courte peine est organisée de façon à assurer le succès des influences favorables sur les mauvaises, la qualité du temps passé en détention est de nature à compenser sa brièveté.

Une autre conclusion à en tirer est que la courte peine doit viser essentiellement à la rééducation des « détenus primaires ». Si elle est efficace, elle doit empêcher la plus grande partie d'entre eux de récidiver. Pour les autres, la courte peine ne convient plus et leur récidive doit conduire à prononcer à leur égard une peine de longue durée.

3° Mais ce temps de détention, qui se compte en mois et parfois même en années (2), est-il si bref que cela ? Les intéressés, qui passent vingt-quatre heures sur vingt-quatre derrière les murs ne répondraient certainement pas affirmativement.

Il faut, ici encore, distinguer entre les conditions actuelles de détention qui ne permettent de consacrer effectivement à la rééducation qu'un temps très réduit, et celles d'un établissement réformé qui ouvriraient de tout autres perspectives.

Les institutions éducatives du monde libre ne disposent généralement de leurs élèves que pendant quelques heures par jour ; la prison, elle, est une « institution totale » : elle régit le travail, les loisirs et le sommeil, décide de l'isolement et des relations sociales, règle les repas, les déplacements et l'exercice physique...

Si ce temps est gaspillé, si le détenu est laissé à dormir, somnoler et jouer aux cartes dans sa cellule pendant la plus grande partie de sa détention, évidemment la peine est courte d'un point de vue éducatif. Mais si un programme intensif d'activités tire parti de cette disponibilité totale de l'individu, oriente l'intégralité de la journée vers sa rééducation, on ne peut plus dire qu'une période de plusieurs mois soit trop courte pour obtenir un résultat tangible (3).

(1) M. Allan Grossman, ministre des Institutions pénitentiaires de l'Ontario, disait au cours d'un discours prononcé le 17 février 1964 : « Pensez aux deux premières heures en prison, au premier jour, à la première semaine, et à l'effet que ces moments produisent sur le détenu. Si vous voulez dire sincèrement à un homme « nous sommes ici pour vous aider », et bien, c'est au moment où il arrive en prison pour la première fois qu'il faut le lui dire, c'est-à-dire quand il a un besoin urgent de votre aide. C'est pourquoi il nous paraît évident que nos premières préoccupations doivent être pour les établissements qui reçoivent prévenus et condamnés : les maisons d'arrêt » (in *Taking a Fresh Look at Correctional Institutions*, brochure éditée par The John Howard Society of Ontario, p. 3).

(2) Légalement le détenu est transféré en maison centrale si, *au moment où sa condamnation est définitive*, il doit purger plus d'un an d'emprisonnement. Mais, en pratique, les condamnés ne sont pas transférés en maison centrale lorsqu'il leur reste à subir moins de deux ans d'emprisonnement. Si l'on tient compte de la durée de la détention préventive, la peine subie en maison d'arrêt peut donc atteindre trois années et plus. Comme l'écrivait l'avocat général Granier (cette *Revue*, 1960, p. 126), « on en arrive à cette notion qui, pour un non-juriste, est peut-être curieuse, qu'une peine de deux ans sera parfois une courte peine ! ».

(3) Cf. dans ce sens le *Nordisk Kriminalistik Aarsbok* de 1959. M. le Conseiller Ancel, rendant compte de cette publication (cette *Revue*, 1961, p. 899), écrivait : « Il est apparu que certains criminalistes, au Danemark ou en Finlande, demeurent partisans de la possibilité d'un emprisonnement de courte durée pour les jeunes délinquants ; mais M. Torsten Eriksson a justement observé que cette privation de liberté de courte durée

Ce gaspillage du temps est d'ailleurs à déplorer aussi dans l'exécution des longues peines, et c'est encore un argument en faveur de notre thèse, car bon nombre de celles-ci ne dépassent pas, en durée utile pour la rééducation, une courte peine au régime intensif.

Il est, par exemple, des détenus condamnés à cinq ans de réclusion, qui passent d'abord trois ans en maison d'arrêt, avec les conséquences déplorables que l'on sait, pour être observés ensuite pendant six semaines au Centre national d'orientation, puis pendant un an dans une maison centrale au régime progressif, avant qu'on n'aborde un « traitement » proprement dit : il ne reste plus alors qu'une période de quelques mois avant leur libération — et ce n'est pas toujours suffisant pour combattre les tares qui se sont installées en eux au cours de leur détention.

***

Les considérations qui précèdent tenant au caractère privilégié de certains moments, et à la valeur de choc d'une action intense et courte menée dans une atmosphère propice, ne sont pas spéciales au milieu pénitentiaire. C'est même à l'extérieur qu'elles ont inspiré, dans la pratique, de nombreuses réalisations. Citons particulièrement les nouvelles méthodes d'éducation populaire mises en œuvre depuis 1945 par les services du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, la transformation de l'instruction militaire dans l'Armée nouvelle. Dans un autre domaine, on a vu aussi les techniques hospitalières se modifier ; l'asile d'aliénés, véritable maison de détention à perpétuité, a disparu pour faire place à l'hôpital psychiatrique où un traitement de durée limitée est suivi d'une réadaptation sociale en semi-liberté puis en liberté contrôlée.

Les perspectives nouvelles ouvertes dans le domaine de l'éducation ou dans celui de la médecine, le développement considérable des sciences sociales, sont incontestablement à l'origine d'expériences pénitentiaires, nées un peu sporadiquement dans divers pays, pour utiliser de façon constructive la courte peine d'emprisonnement. Ce sont ces applications pratiques que nous voudrions évoquer maintenant.

B. — *Expériences tentées dans le cadre de la courte peine* (1)

Ces expériences sont fort diverses, et sans grande liaison entre elles ; pour introduire cependant un certain ordre dans notre exposé, nous examinerons d'abord celles qui concernent l'ensemble des détenus puis celles qui s'adressent à des catégories plus restreintes de délinquants.

Le travail a, de tous temps, été considéré comme ayant une particulière valeur rédemptrice. Mais s'il est possible de l'organiser de façon satisfaisante en maison centrale, le problème est pratiquement insoluble dans nos vieilles maisons d'arrêt, en raison du manque de locaux, de la surpopulation et de l'extrême diversité de la population pénale.

La très moderne maison d'arrêt de Valenciennes, et le centre en cours de construction à Fleury-Mérogis (près de Paris), disposent d'importants ateliers industriels et il sera intéressant d'étudier la façon dont le travail pourra y être organisé.

Mais nous pouvons dès maintenant citer une expérience étrangère qui a pleinement

tend de plus en plus à se transformer en traitement. Certaines propositions étudiées à la fin de la séance cherchaient effectivement à organiser un semblable traitement à court terme de « tonification » physique et morale».

Voir également l'étude que la Commission pénitentiaire du Benelux a faite des caractéristiques d'un traitement de courte durée des jeunes adultes délinquants (prochainement publiée) et ses recommandations tendant à organiser des établissements spéciaux pour l'exécution des peines privatives de liberté de un à trois mois à l'égard des condamnés âgés de seize ou dix-huit à vingt-cinq ans (M. Jean Dupréel, in *Etudes pénologiques*, p. 81 et s., expose en détail le régime proposé pour ces établissements et inspiré des méthodes en honneur dans les *outward bound schools* : vie très dynamique, excluant tout temps mort, formation d'un esprit d'équipe, etc.).

(1) Cf. Pierre Cannat, « Les expériences tentées en matière d'exécution des courtes peines d'emprisonnement », cette *Revue*, 1954, p. 146 à 154.

réussi : c'est celle de la Suède (1). Le travail y est assuré pour tous les détenus, condamnés à une courte peine aussi bien qu'à une longue peine, dans des ateliers industriels aussi modernes et aussi mécanisés qu'à l'extérieur. On y observe la même durée, le même rythme de travail et jusqu'au pointage à l'entrée de chaque atelier. Le salaire, qui était déjà relativement élevé, vient d'être porté, à titre d'expérience, à un taux identique à celui touché, pour un même travail, par les ouvriers des entreprises privées.

Les détenus condamnés à de courtes peines peuvent être mis au travail presqu'immédiatement, car la formation professionnelle qu'ils doivent acquérir est minime en raison de l'organisation du travail à la chaîne et de sa mécanisation. Ils peuvent cependant, s'ils le désirent, mais en dehors des heures de travail, se perfectionner sur le plan professionnel ; ils reçoivent pour cela toute l'aide et les conseils nécessaires des techniciens de l'établissement.

Pour les jeunes gens subissant de courtes peines, un régime spécial a été organisé, qui atteste qu'une véritable formation professionnelle est possible en dehors du cadre des longues peines. Cette formation est organisée sur un rythme accéléré. Chaque cours s'étend sur quarante semaines, soit dix-huit cents heures, dont quatre cents sont consacrées à la théorie et quatorze cents aux exercices pratiques.

Ces méthodes de formation professionnelle accélérée sont d'ailleurs employées, en France, pour les jeunes adultes condamnés à de longues peines, et pourraient être transposées à des établissements consacrés exclusivement à l'exécution de courtes peines. Il faut observer, en effet que pour les détenus de la prison-école d'Oermingen, par exemple, (qui subissent des peines supérieures à deux ans) la période réservée à l'apprentissage ne dépasse pas six mois. On peut même concevoir une certaine formation professionnelle pour des peines inférieures à six mois, et c'est ainsi que l'A.N.I.F.R.M.O. notamment, a mis au point des cours de pré-formation qui permettent ensuite d'aborder l'apprentissage d'un métier déterminé avec un ensemble de connaissances et d'habitudes de travail appréciable (2).

Cette formation professionnelle seulement ébauchée, il faudrait évidemment la poursuivre après la libération ; ce métier appris en prison, il faudrait que le détenu puisse l'exercer ensuite, et c'est là où le besoin se fait sentir d'une liaison, sans faille, entre le « pénal » et le « post-pénal ». La cessation brutale, à la libération, de tout intérêt officiel pour le sort du détenu qui a appris un métier stérilise une partie des efforts déployés en prison par un personnel spécialisé. Si l'on veut assurer au travail pénal et à la formation professionnelle entreprise pendant la courte peine leur pleine valeur, il est indispensable qu'un service social soit chargé d'assister le détenu à sa libération jusqu'à ce que son reclassement soit assuré.

Le group counselling. — Bien que le *group counselling* soit une technique dérivée de la psychiatrie et de la psychothérapie de groupe, nous l'examinerons avant elles, car le *group counselling* s'adresse à la généralité des détenus, tandis que les autres méthodes concernent des individus dont la personnalité est plus ou moins gravement troublée.

C'est en Californie, à partir de 1960, que cette technique du *group counselling* a été employée, sur une très vaste échelle, dans les *county jails* correspondant à nos maisons d'arrêt. L'expérience entreprise par l'Institut de criminologie de Sacramento sous la direction de M. Norman Fenton est trop connue pour que nous la décrivions en détail (3). Disons seulement que ces discussions de groupe, organisées par les membres du personnel de surveillance, ont pour objectif essentiel de modifier l'atmosphère générale de la prison, de remplacer cet état de guerre permanente entre deux « cultures » si bien décrit

(1) Voir *Bulletin de l'Administration pénitentiaire belge*, 18e année, n° 3, mai-juin 1964, p. 83 à 112, compte rendu de voyage d'étude en Suède par M. J. de Ridder, inspecteur principal au ministère de la Justice à Bruxelles.

(2) V. aussi l'expérience de M. Dumont, directeur du centre «L'Espoir» à Marseille, qui, groupant deux ou trois apprentis seulement autour d'un moniteur, réussit à leur faire apprendre un métier simple, en l'espèce la soudure, en un mois et demi (cette *Revue*, 1959, p. 899 et 1960, p. 129).

(3) V. notamment deux ouvrages de M. Norman Fenton intitulés *An Introduction to Group Counselling in State Correctionnal Service* et *Explorations in the Use of Group Counselling in the County Correctionnal Program* (comptes rendus dans cette *Revue*, 1962, p. 853, et 1963, p. 219).

par Donald Clemmer (1) et tant d'autres après lui, par un climat de compréhension mutuelle. Le mérite essentiel du *group counselling*, tout en permettant aux détenus de mieux voir clair en eux-mêmes, est d'abaisser ces barrières qui rendaient vain tout effort de rééducation, et de permettre aux autres méthodes de traitement d'avoir leur pleine efficacité.

Cette technique est aussi utile dans un établissement pour courtes peines que dans une maison centrale, et il suffit parfois de quelques semaines ou de quelques mois pour transformer complètement le climat d'une prison locale.

L'expérience californienne est loin d'être isolée, et l'on connaît les réalisations du Dr Lloyd Mc Corkle à New-Jersey, ainsi que celles de Highfields et de Pilot Rock aux Etats-Unis, du *Borstal* de Pollington en Angleterre. Nous voudrions signaler encore l'emploi du *group counselling* en maison d'arrêt qui a été tenté, avec succès en Nouvelle-Zélande (2).

Pour tenir compte de la brièveté de la peine, les séances du *short term counselling* étaient plus fréquentes et plus directives. Dans un centre de diagnostic, elles avaient lieu deux fois par semaine, pendant deux mois ; dans un centre de détention quatre fois par semaine pendant neuf à dix semaines.

L'expérience de Highfields repose également sur l'idée qu'un traitement efficace doit durer de trois à quatre mois. Les Australiens, de leur côté, ont prévu des groupes de discussion pour une durée de six à huit semaines.

Signalons encore une recherche active fort intéressante effectuée par M. Hayit S. Sandhu, directeur adjoint d'une prison du Pundjab (3) qui a mis au point une méthode de *group counselling* tenant compte à la fois de la courte durée de détention et des caractéristiques sociales du groupe choisi. Il s'agissait de délinquants ruraux du Pundjab très typés, vaniteux à l'excès, dotés d'un sens maladif de l'honneur qui les pousse sans cesse à la violence pour venger des offenses vraies ou supposées. Là aussi, les séances de *group counselling* ont été fréquentes : une heure tous les deux jours pendant trois mois, et directives : les détenus étaient encouragés à exposer ouvertement leurs problèmes, à exprimer leurs opinions, mais aussi à écouter d'autres points de vue que les leurs, et l'on s'efforçait notamment, dans les discussions, de lutter contre leur vanité et leur justification de la violence.

Un autre intérêt s'attache à cette expérience, c'est que son auteur s'est efforcé d'en déterminer l'efficacité.

Les détenus qui participaient aux discussions de groupe ont été soumis à deux reprises à divers tests, huit jours après l'arrivée en prison, puis trois mois après l'incarcération.

Il en a été de même d'un groupe témoin de détenus qui n'avait reçu aucun traitement. Les résultats ont été fort nets : d'un côté l'emprisonnement pur et simple avait augmenté le potentiel de délinquance, aggravé l'hostilité des détenus à l'égard des représentants de l'autorité et de la société en général, et amoindri l'image qu'ils se faisaient d'eux-mêmes ; de l'autre côté, l'hostilité pour la société avait diminué, les détenus avaient acquis une meilleure opinion d'eux-mêmes, tout en étant moins sûrs de leur innocence et davantage préparés à accepter leur responsabilité. Ils s'intéressaient davantage enfin aux problèmes les attendant à leur libération avec l'espoir de reconstruire entièrement leur vie.

Tous ceux qui ont entrepris du *group counselling* dans le cadre de la courte peine attirent l'attention, il est bon de le noter, sur la nécessité de poursuivre les réunions après la libération des intéressés, au cours d'une assistance post-pénale qui doit être soudée au traitement institutionnel. C'est une exigence que nous retrouverons à propos de chacune des méthodes examinées, ce qui montre bien qu'elle est capitale pour un aménagement valable de la courte peine.

Les activités éducatives. — M. Donald Clemmer, directeur du *Department of Corrections* à Washington, D.C., déclarait au cours d'une récente conférence sur l'éducation

(1) *The Prison Community*, New York, Reinhart and Co, 1940 ; 2e éd. 1958 (v. compte rendu dans cette *Revue*, 1962, p. 204).

(2) V. J.G. Coughley, *Discussion Groups in New Zealand Penal Institutions*, Publication des Recherches psychologiques du ministère de la Justice, Wellington, 1964, particulièrement le chapitre VIII (v. compte rendu dans cette *Revue*, 1964, p. 711).

(3) In *The British Journal of Criminology*, vol. 4, n° 5, juill. 1964, p. 461 à 474.

en milieu pénitentiaire (1) : « Après une expérience de plus de trente-quatre années, j'incline à penser que ce sont les activités éducatives qui peuvent avoir sur les détenus la meilleure influence ». Enumérant toutes les formes possibles de traitement qu'il n'a pas manqué de mettre en œuvre de concert dans les établissements dépendant de son administration, il ajoutait : « Mais s'il fallait ne retenir qu'une seule technique, personnellement c'est celle de « l'éducation nouvelle » que je choisirais, et c'est vers elle que j'ai d'ailleurs dirigé le plus gros des crédits et de l'équipement ».

Par « éducation nouvelle » M. Clemmer entend une éducation à trois branches : enseignement scolaire, formation professionnelle et éducation sociale. Il souligne qu'elle a l'avantage d'être économique — une heure d'éducation revient à moins d'un dollar, tandis que la clinique psychologique coûte treize dollars par heure et par détenu — et rapide ; les enseignants ne passent pas des heures à rechercher dans le tréfonds de la personnalité du détenu les causes de ses tendances criminelles, ils le prennent tel qu'il est et s'efforcent d'en faire, par l'éducation, un être responsable de ses actes : autant de raisons d'introduire l'« éducation nouvelle » dans le régime des courtes peines.

A côté des activités scolaires, qui ont déjà été influencées par les méthodes actives nouvelles, mais qui demandent encore à être adaptées pour s'adresser utilement aux jeunes gens et aux adultes en prison, les activités culturelles mises au point dans le domaine de l'éducation populaire depuis vingt ans pourraient avoir un rôle important dans un programme de rééducation de courte durée.

A ce sujet, nous nous permettrons d'évoquer un bref essai que nous en avons fait dans une maison d'arrêt de la région parisienne avec un groupe de « jeunes adultes ».

Il s'agissait d'un stage de perfectionnement organisé à l'intention d'éducateurs en fonction dans les maisons centrales « réformées ». Le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports avait mis à la disposition de l'Administration pénitentiaire, l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi, et une équipe d'instructeurs nationaux. Mais, pour que leurs enseignements théoriques prennent toute leur valeur, il avait paru utile de les mettre en application, au cours même du stage, en milieu pénitentiaire.

C'est ainsi que les stagiaires et leurs instructeurs se transportèrent dix jours durant dans une maison d'arrêt pour y organiser, avec une quarantaine de détenus âgés de dix-huit à vingt et un ans diverses activités culturelles : lecture dramatique, peinture et dessin, réalisation d'une émission radiophonique et d'un montage audio-visuel. Ces activités se sont poursuivies après le stage, à raison d'une soirée par semaine ou par quinzaine suivant les sections, avec l'aide des instructeurs et d'animateurs bénévoles.

Aucune validation scientifique de l'efficacité de cette méthode n'avait été prévue, et nous ne disposons à cet égard que d'appréciations subjectives. Il nous semble cependant que ces témoignages, venant de milieux divers et concordant cependant en tous points, ont leur prix.

La réaction générale a été d'étonnement devant les possibilités souvent insoupçonnées des activités culturelles en milieu pénitentiaire.

Certains avaient un préjugé défavorable à leur encontre, pensant qu'il s'agissait là d'un passe-temps agréable, tout juste bon à adoucir la détention, et par là à amoindrir fâcheusement la force répressive de l'emprisonnement. Ils se sont rendu compte de l'effort considérable que les intéressés fournissaient d'eux-mêmes et de la valeur que représentait dans la lutte contre la récidive la découverte d'horizons nouveaux pour des adolescents tiraillés par le besoin de manifester leur personnalité mais incapables par manque total de culture, de le faire suivant des voies sociales.

Les détenus, une fois dissipé leur premier mouvement de défiance, se sont lancés avec enthousiasme dans les activités qui leur étaient proposée, découvrant leurs propres ressources d'expression en même temps que l'art et la littérature, sensibles au fait que les instructeurs attendaient d'eux les mêmes réalisations que de stagiaires ordinaires.

Les éducateurs de maisons centrales ont constaté avec envie que l'ardeur de ces jeunes permettait tous les espoirs en matière d'éducation, tandis que leur propre tâche était plus ardue à l'égard des condamnés à une longue peine.

Enfin les instructeurs nationaux du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports étaient frappés de la qualité du stage, qui dépassait celle des stages habituels en milieu

(1) XIIIe Conférence annuelle sur l'éducation en milieu pénitentiaire, tenue à l'Université de Carbondale, Illinois, du 15 au 17 juin 1964, *Papers and Reports*, p. 3 et s.

libre, de l'avidité de connaître manifestée par les jeunes détenus et des grandes possibilités *d'éducation morale* qu'offrait ce travail en apparence étranger aux problèmes de la conduite.

La question s'est posée tout naturellement des moyens que les détenus pourraient avoir, après leur libération, de continuer ce qu'ils avaient entrepris. C'est ainsi qu'une information leur a été donnée sur les institutions et associations d'éducation populaire, les divers stages organisés, les congés payés culturels, etc.

Il est certain que dans une structure nouvelle de la courte peine, il conviendrait d'assurer une liaison avec les groupements culturels extérieurs dès le stade de la détention et aussitôt après la libération : une bonne organisation des loisirs est au moins aussi importante, pour éviter la délinquance, qu'un travail régulier.

Avant de quitter le domaine des activités éducatives, rappelons la valeur éducative du sport, sans y insister autrement puisqu'elle est unanimement reconnue, et que le problème ici consiste seulement à développer ce qui existe maintenant un peu partout, en donnant aux maisons d'arrêt tout l'équipement et le personnel enseignant dont elles ont besoin.

Les méthodes de « self-government » sont souvent liées aux activités éducatives et de loisirs car c'est à leur propos qu'il est le plus naturel d'organiser un apprentissage des responsabilités.

Nous ne prendrons pas notre exemple aux Etats-Unis ou au Canada, où ces méthodes sont cependant fréquemment employées mais, plus près de nous, en Allemagne : c'est le camp ouvert de Staumühle, en Rhénanie du Nord, qui reçoit quatre cents à cinq cents « jeunes adultes » délinquants pour un séjour d'une durée moyenne de neuf mois.

Le camp est organisé suivant un système de groupes, qui impose des responsabilités particulières aux délégués des groupes (*Gruppenälteste*), en particulier dans l'organisation des loisirs : cinéma, télévision, théâtre, peinture, musique, cercle littéraire et sports. Notons, par ailleurs, que l'emploi du temps des détenus est chargé, car il comporte, par semaine, quarante-quatre heures de travail en atelier, quatre heures d'enseignement professionnel et quatre soirées de cours scolaires, outre les sports et les activités de loisir.

Désintoxication alcoolique. — Nous en arrivons à une catégorie particulière de détenus assez large cependant, celle des alcooliques. Puisqu'on a mis au point, depuis quelques années, en milieu hospitalier, des cures de désintoxication, l'idée est venue naturellement de profiter du temps de détention pour essayer de guérir les alcooliques d'un vice qui est bien souvent à l'origine de leur délinquance.

Nous constatons, là aussi, une supériorité de l'établissement de courte peine sur la maison centrale ou le centre de relégués : c'est qu'elle peut prendre le mal à la racine, quand il n'a pas entraîné des ravages définitifs.

Comme le remarquait le révérend père Vernet lors du colloque du Goupement médical d'études sur l'alcoolisme (1), « ce ne sont pas les multirécidivistes que nous avons beaucoup de chance de réadapter par une cure de désintoxication alcoolique, mais surtout les délinquants *jeunes*, petits délinquants en maisons d'arrêt ».

Mais comment traiter les alcooliques en prison ?

La privation d'alcool a pour résultat d'améliorer leur santé générale, mais l'absence d'occasions de boire ne permet pas de mettre à l'épreuve la volonté qu'ils expriment de ne plus s'enivrer. La cure médicamenteuse peut aider cette volonté (2), mais ce n'est encore qu'un commencement de traitement. Le docteur Reyss-Brion parle, à ce propos, d'un « mythe de la cure en trois semaines d'hôpital, bien commode pour ne pas voir les vrais problèmes ; ce mythe conduit encore à bien des échecs qui, trop nombreux, risquent de discréditer la notion même de traitement de l'alcoolisme ». « La phase la plus importante est constituée par la post-cure » (3). On pourrait, nous l'avons dit, transposer cette dernière observation et l'appliquer intégralement à la courte peine.

L'une des tentatives les plus intéressantes pour s'attaquer, dès la prison, aux pro-

(1) Lyon, 24 octobre 1960, v. la *Revue de l'alcoolisme*, p. 45 et 46.

(2) Voir sur la très intéressante expérience tentée à Lyon, « Quatre années de cures de répulsion alcoolique à l'annexe psychiatrique des prisons de Lyon », par P. Broussolle, Mlle Thiebaut, J. Bouvard et Mme Roques, in *Revue de l'alcoolisme*, 1961, n° 7, p. 29 et s.

(3) *Cahiers médicaux lyonnais*, vol. 39, n° 6, juin 1963.

blèmes de l'alcoolisme et pour établir une liaison étroite entre la période de détention et celle qui suivra la libération est incontestablement celle des *Alcoholics Anonymous* aux Etats-Unis. Cette association bien connue crée entre ses membres des liens de solidarité et une foi commune qui les aide à surmonter les défaillances individuelles (1). C'est en 1941 que le directeur de la prison de San Quentin, en Californie, donna accès pour la première fois dans un établissement pénitentiaire américain aux responsables de l'association pour y mener leur action. Actuellement deux cent cinquante groupes ont été constitués dans les diverses prisons, touchant plus de dix mille détenus ; ces groupes ont la même forme qu'à l'extérieur, et fonctionnent avec des comités de détenus et des détenus responsables. Chaque groupe entretient des rapports avec ceux de l'extérieur, ainsi qu'avec les groupes constitués dans d'autres prisons : accueil de conférenciers, publication et échange de journaux, enregistrement au magnétophone des discussions et circulation des bandes enregistrées, etc. Les règlements pénitentiaires ont dû être modifiés pour permettre aux anciens détenus réhabilités grâce aux « Alcooliques anonymes » de pénétrer en prison pour prouver aux autres, en racontant simplement leur propre histoire, qu'on peut réussir, une fois en liberté, à mettre en application dans la vie de tous les jours, le programme des « Alcooliques anonymes ». Les résultats sont particulièrement encourageants, aussi bien quant au pourcentage des rechutes qu'en ce qui concerne la récidive (2).

Inutile de dire que le service social a, de son côté, un rôle capital à jouer dans la lutte contre l'alcoolisme (3), en agissant sur le milieu de vie et particulièrement la famille du détenu, soit qu'il s'efforce de remédier aux causes initiales de l'alcoolisme, soit qu'il fasse comprendre à l'entourage la nécessité d'épauler les efforts de l'ancien alcoolique à sa libération. Citons, pour mémoire, le traitement des toxicomanes, qui peut s'effectuer, tout comme le traitement anti-alcoolique, dès la maison d'arrêt à telle enseigne que la loi du 24 décembre 1953 l'a même autorisé au cours de la détention préventive.

La psychothérapie et les traitements psychiatriques.

Il semble, bien que la terminologie soit encore très flottante (4), que le terme de psychothérapie doive, actuellement tout au moins, être réservé au traitement de malades mentaux, entrepris à l'aide de méthodes psychologiques par des spécialistes, psychiatres, psychanalystes ou psychologues. La psychothérapie ne s'adresse pas aux grands malades mentaux ni à de trop grands débiles, mais à des névrosés et à certains psychopathes. C'est pourquoi nous l'avons rangée avec les traitements psychiatriques car, au fond, il n'y a entre eux qu'une différence de degré et de méthode, qu'il s'agisse de la psychothérapie individuelle ou de la plus récente psychothérapie de groupe.

(1) Voir notamment, sur l'ensemble du mouvement, Joseph KESSEL, *Avec les alcooliques anonymes*, Gallimard, 1960.

(2) Voir le chapitre consacré aux « Alcooliques anonymes » in *Penology, a Realistic Approach*, ouvrage collectif édité par Clyde B. Vedder et Barbara A. Kay, Ch. Thomas, Springfield, Illinois, 1964.

(3) Voir en ce sens la conférence de M. P. MARCHAND, premier substitut du procureur du Roi à Bruxelles sur « La réinsertion sociale de l'alcoolique ». *Rapport général de l'office de réadaptation sociale de Bruxelles, Exercice* 1963, p. 29 à 52, et notamment p. 45 : « au stade pénitentiaire, une politique résolument novatrice peut être instaurée ... Une cure de désintoxication ou de dégoûtation obligée ne peut avoir d'effets durables ; ce qui paraît plus efficace, c'est une action psychologique qui a pour objectif d'informer l'alcoolique avéré sur les bienfaits qu'il peut retirer de l'abstinence, ensuite, si nécessaire, une psychothérapie pour résoudre les conflits propres du détenu et, enfin, une action sur le foyer et, éventuellement, sur le milieu social ... Pour cette catégorie de délinquants, le régime de semi-liberté pourrait convenir dans de nombreux cas, tout comme l'exécution des peines de fin de semaine. A la sortie de prison, certaines conditions particulières devraient être prévues pour libérés conditionnels alcooliques En général, une tutelle leur est imposée, celle-ci devrait être envisagée et préparée dans la perspective d'une cure ambulatoire ». Et plus loin : « On a déjà beaucoup insisté sur la nécessité d'une meilleure préparation des libérations. Pour l'alcoolique, cette élaboration d'un plan de resocialisation s'impose encore davantage. Dès avant la mise en liberté, l'approche — et dans certains cas le traitement — du milieu familial ou social doivent être entrepris... ».

(4) Voir notamment les débats à ce sujet à la Société des Prisons, *Revue pénitentiaire, et de droit pénal*, 1963, p. 200 et s.

Toutes ces techniques ont depuis longtemps conquis droit de cité dans le milieu pénitentiaire ; mais, comme l'écrit à leur propos le Dr Hivert, médecin de l'annexe psychiatrique des maisons d'arrêt de Fresnes et de la Santé, « on remarquera que l'on a tendance jusqu'à maintenant à ne se pencher que sur les peines les plus graves et à négliger l'entrée dans la délinquance, peut-être parce que le nombre et le manque de temps laissent peu de possibilités d'agir. Le stade de la maison d'arrêt apparaît pourtant en fait comme le moment le plus fécond pour une action curative » (1).

La très remarquable évolution des thérapeutiques dans les hôpitaux psychiatriques, caractérisée par la diminution considérable de la durée d'hospitalisation et par l'importance accordée désormais à la post-cure, doit conduire également à utiliser davantage, dans le milieu pénitentiaire, les possibilités de traitement offertes par la courte peine. Les annexes psychiatriques, devraient être, à cet effet, multipliées et dotées de l'équipement en matériel et en personnel qui leur est nécessaire. L'expérience de psychothérapie de groupe, qui a été effectuée dans les maisons d'arrêt de Lyon par le professeur Colin et son équipe est fort encourageante à cet égard (2).

Elle prouve que les difficultés tenant à la faible durée de la peine et au renouvellement fréquent des détenus ne sont pas des obstacles véritables. Le renouvellement du groupe présente même certains avantages (3). La durée du traitement est en moyenne de sept à huit mois (4) à raison de deux séances par semaine (au lieu d'une seule en maison centrale). Ce rythme plus rapide a, lui aussi, ses avantages. Comme l'indique Mme Buffard, « le temps carcéral est un temps mort. Certains détenus se mettent en hibernation, ce qui leur permet d'ailleurs de bien supporter l'incarcération, mais ils en sortent en aussi mauvais état que les fakirs. Le rythme des entretiens de groupe, au contraire, donne un intérêt puissant à la vie du détenu (5) ».

Mais ce temps de sept à huit mois n'est qu'une durée moyenne ; en fait, elle varie considérablement suivant les individus et la durée de leur peine, allant de quatre mois jusqu'à quinze mois. Comme l'a souligné M. Amor, « le fait que le traitement n'a pas de durée précisée et qu'il doit être interrompu pose un problème très grave. Il faudrait quelque chose qui, sans se substituer au groupe, puisse le continuer sinon le bien qui y a été fait, risque d'être annihilé » (6).

Nous retrouvons ici l'exigence capitale qui a été exprimée par les tenants de chacune des méthodes envisagées : le traitement entrepris pendant la courte peine doit être poursuivi en milieu libre. M. Pinatel, relatant les séances de psychothérapie de groupe organisées à Boscoville (Canada) par le R. P. Mailloux, ajoutait : « les jeunes sentent le besoin de maintenir des contacts et s'organisent à la façon des « alcooliques anonymes » : ils constituent des associations où ils se repêchent entre eux » (7).

M. Gonin, parlant de l'expérience de Lyon, indiquait lui aussi qu'il est nécessaire « de prendre en charge, à leur sortie, ceux qui ont bénéficié de psychothérapie dans le régime carcéral, car un sevrage brutal peut leur être très préjudiciable » (8).

(1) *Le service médical en milieu pénitentiaire*, Collection « Etudes et documentation », 1964, p. 80.

(2) Sur les différentes thérapeutiques de groupe, v. la publication par la Fondation internationale pénale et pénitentiaire des Actes du Colloque de Bruxelles (26-31 mars 1962) : *Les nouvelles méthodes psychologiques de traitement des détenus*, imprimerie administrative, Nivelles, 1963 ;

— sur « la psychothérapie de groupe en tant que possibilité de traitement des délinquants », v. les débats de la Société des Prisons, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1963, p. 11 à 23, 199 à 210, 385 à 396, 597 à 609 ;

— sur l'expérience de Lyon, v. *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1964, p. 499 à 509 et 527 à 533 ;

— sur l'expérience à la maison centrale de Melun, *eod loc.*, p. 511 à 527.

(3) « Du fait que notre expérience se déroule dans une maison d'arrêt, le groupe n'est jamais renouvelé entièrement, sa mort est toujours partielle et sa vie échappe à la monotonie ... Le groupe a besoin de l'apport des membres nouveaux pour retrouver sa vitalité » (Mme BUFFARD), *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1964, p. 504.

(4) Voir sur la durée du traitement, *loc. cit.*, p. 504, 548 et 552.

(5) *Eod. loc.*, p. 504.

(6) *Eod. loc.*, p. 506.

(7) *Eod. loc.*, p. 507.

(8) *Eod. loc.*, p. 549.

Nous avons évoqué quelques-unes des méthodes de rééducation ou de traitement récemment mises en application dans les maisons d'arrêt ; il faut ajouter que ce ne sont pas les seules et il faut également rappeler l'importance du rôle des aumôniers et des visiteurs de prison, et celui que pourraient avoir les éducateurs, jusqu'ici affectés pour la plupart dans les maisons centrales.

***

Ayant ainsi examiné dans quelle mesure il serait possible d'éviter les effets nocifs de la courte peine d'emprisonnement et de lui donner une valeur positive, nous pouvons maintenant conclure.

Malgré les quelques améliorations qui ont été apportées au régime des maisons d'arrêt, la courte peine mérite, encore aujourd'hui, toutes les critiques qui lui ont été adressées et c'est à juste titre qu'on a pu la qualifier de criminogène. On ne peut cependant continuer à en déplorer les vices tout en lui laissant la plus large place dans le système pénitentiaire.

Or ces vices ne tiennent pas à l'essence même de la courte peine, mais à la manière dont elle est exécutée ; il est donc possible, en transformant ses conditions d'exécution, de surmonter les obstacles signalés par la doctrine ; et la pratique nous montre que le chemin a été ouvert par de nombreuses expériences.

Mais il ne faut pas se le dissimuler, il s'agit d'une tâche considérable, comparable par son ampleur à la révolution qui est intervenue, au lendemain de la Libération, pour la longue peine.

Il revient au législateur et aux tribunaux de modifier la procédure pénale et la pratique judiciaire de telle façon que la détention préventive ne soit plus qu'exceptionnelle et de courte durée.

Le développement des substituts de la courte peine, comme la probation, et un usage plus fréquent des dispositions de l'article 81 du Code de procédure pénale concernant l'examen médico-psychologique du prévenu, permettraient de réserver l'emprisonnement de courte durée aux délinquants susceptibles d'être améliorés par cette mesure.

L'Administration pénitentiaire a commencé la réalisation de son vaste plan de construction et de rénovation des bâtiments ; l'affectation d'établissements distincts pour les condamnés à une courte peine et la formation d'un personnel qualifié devraient permettre d'appliquer dans ces établissements les méthodes de traitement modernes que nous avons évoquées.

Mais tout cela ne saurait encore suffire pour donner à la courte peine toute son efficacité. Nous voudrions rappeler, pour terminer, quelques-unes des conditions qui paraissent essentielles pour atteindre ce but. La première a trait à la dimension de l'établissement ; tous les pénologues sont d'accord sur ce point, seule une prison de petit effectif peut permettre d'entreprendre une œuvre de rééducation, tandis que les grands rassemblements de détenus engendrent une préoccupation à peu près exclusive de sécurité (1).

La seconde condition est qu'il existe une étroite liaison entre toutes les activités de la prison, que le but de l'amendement et du reclassement social des détenus soit poursuivi dans un même esprit par toutes les catégories de personnel et qu'un programme cohérent de rééducation soit établi et mis en œuvre par une autorité directrice.

La troisième, et peut-être la plus importante de toutes les conditions, est que l'établissement de courte peine ne soit pas fermé aux influences extérieures, mais qu'il soit au contraire tout entier orienté vers ce monde de la liberté et de la responsabilité dans lequel les détenus seront à brève échéance replongés.

Ses murs ne doivent plus être le symbole de cette séparation absolue entre deux mondes hostiles dont parle M. Merfyn Turner (2) et qui était le fondement de tout le système pénitentiaire classique. La prison doit être ouverte aux éléments extérieurs

(1) Cf. Merfyn Turner, *op. cit.*, p. 149 « Une foule peut être contenue, contrôlée et organisée. On ne peut la changer. Le système éducatif le plus ambitieux et le plus prudent n'a aucune chance de succès s'il doit s'appliquer à un rassemblement de plusieurs centaines d'individus dans un même établissement ».

(2) *Op. cit.*, p. 34.

de valeur : visiteurs, dirigeants d'associations anti-alcooliques, conférenciers, animateurs culturels (1).

Les détenus doivent reprendre contact progressivement avec la société : pour cela, il doit être fait plein usage des chantiers extérieurs, de la semi-liberté et de la libération conditionnelle. Nous devons, comme le demandent le Dr Andry et le Dr Mannheim (2) écarter ces barrières qui ont trop souvent été élevées entre le « milieu fermé » et le « milieu ouvert » et il serait souhaitable, par exemple, de pouvoir combiner une période initiale de détention et une mesure de probation.

Enfin une dernière condition, sans laquelle, suivant l'expression de M. Cannat, « toute l'œuvre rééducative pénitentiaire ne serait qu'eau remuée » (3), c'est que les efforts entrepris en prison pour remplacer la « culture délinquante » par une culture véritable, pour susciter chez le détenu le désir et la résolution de mener une vie nouvelle, que ces efforts soient poursuivis activement au delà de la libération.

Pour que l'emprisonnement cesse de dégrader, pour qu'il contribue utilement à la lutte contre la récidive et la délinquance, l'œuvre qui reste à accomplir est certes considérable, mais elle doit être entreprise si nous voulons que notre pays demeure parmi les pionniers de la « réforme pénitentiaire ».

(1) Cf. Pierre Cannat, « La rééducation des délinquants adultes », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1950, p. 727 : « Il ne faut pas hésiter à faire pénétrer dans l'établissement pénitentiaire des éléments extérieurs ; c'est le meilleur moyen, peut-être, de relier la prison à la cité, de combler le fossé et, partant d'adoucir pendant la peine cette ségrégation presque inévitable qui rend cependant si difficile le retour dans la vie libre ».

(2) *The Short-Term Prisoner*, avant-propos, p. XIX.

(3) Pierre Cannat, *La rééducation des délinquants adultes*, p. 734 : « Je mettrai l'accent sur la vanité de toute rééducation carcérale si elle n'est pas suivie, au delà de la libération, d'une période de contrôle discret et d'assistance obligatoire ». « La rééducation des délinquants adultes n'est pas une chimère. Il suffit de trouver les a moyens déquats et d'organiser l'établissement pénitentiaire en fonction de ce qui doit être sa véritable nature et non plus en considération d'une simple garde axée sur une peine-châtiment dont la prétendue exemplarité a fait largement faillite. Quand l'homme est le but, rien n'est chimère ».

D. Chronique de criminologie

par JEAN PINATEL
Inspecteur général de l'Administration,
Secrétaire général de la Société internationale de criminologie.

DE LA PRÉVENTION SOCIALE DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE A LA RECHERCHE ACTIVE EN CRIMINOLOGIE

Les premières expériences de prévention sociale de la délinquance juvénile ont été conçues par des travailleurs sociaux et des philanthropes. Elles obéissaient à des préoccupations empiriques et généreuses, encore qu'elles pouvaient être fondées sur des observations scientifiques, comme, par exemple, l'existence de zones de délinquance juvénile dans les grandes villes. Elles reposaient sur l'idée qu'il convient d'implanter dans ces zones des institutions préventives de manière à combattre en quelque sorte le mal à sa source.

Il était dans la nature des choses que les spécialistes de la criminologie scientifique fussent intéressés par ces expériences. Ils s'efforcèrent de les décrire aussi exactement que possible, puis posèrent la question de l'évaluation de leurs résultats.

A ce stade, la recherche scientifique restait distincte de l'action sociale. Mais, voici que ces dernières années, se manifeste un courant nouveau tendant à associer plus intimement recherche scientifique et action sociale. De plus en plus l'on parle de recherche active basée sur l'expérimentation de mesures d'envergure susceptibles d'entraîner une prévention ou une réduction de la délinquance juvénile (1).

Ces données révèlent qu'il est nécessaire d'envisager successivement : 1) les premières expériences de prévention sociale de la délinquance juvénile ; 2) le problème de l'évaluation de leurs résultats ; 3) les tendances actuelles de la recherche active.

I. — Les premières expériences de prévention sociale de la délinquance juvénile

Elles ont revêtu deux formes, qu'il convient de distinguer dans un but didactique, à savoir celle de la thérapeutique de masse et de la thérapeutique de groupe. Mais, dans la pratique, leurs interférences sont manifestes.

D'emblée, il faut également souligner, qu'à côté de ces expériences de prévention sociale, il existe des expériences de prévention médico-psychologique orientées vers la thérapeutique individuelle (2). Il est souvent malaisé de distinguer thérapeutique

(1) Dans la littérature de langue française, l'ouvrage fondamental à consulter est le suivant : Comité européen pour les problèmes criminels, *L'efficacité des programmes en cours concernant la prévention de la délinquance juvénile*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1963, 134 pages. Cet ouvrage contient en annexe une bibliographie très complète à laquelle nous renvoyons. Il sera cité, dans la présente chronique, sous la référence abrégée : Conseil de l'Europe, *La prévention de la délinquance juvénile*.

(2) Comp. E. De Greeff et collaborateurs, « De l'importance d'un centre médico-psychologique pour l'étude de la prévention de la délinquance », *Annales internationales de criminologie*, 1962, p. 94 à 109 ; S. Lebovici, « Peut-on utiliser les centres de guidance infantile dans l'action préventive et éducative en matière de délinquance juvénile ? » *ibid.*, 1962, p. 110 à 116.

de groupe et thérapeutique individuelle. Ici encore, ce sont des considérations didactiques qui nous ont conduit à limiter nos développements à la thérapeutique de masse et à la thérapeutique de groupe.

A. — *Thérapeutique de masse*

On entend par thérapeutique de masse la mise en œuvre de procédés tendant à exercer une action préventive à l'échelle de la société globale. Le domaine de la thérapeutique de masse est donc extrêmement vaste, il englobe l'action préventive organisée sur le plan national, régional et local.

a) Action nationale. — Sur le plan national, l'action préventive se confond avec l'information objective de l'ensemble des citoyens.

Un bon exemple d'une telle action nous est donné par la *Société de New York pour la prévention du crime*. Organisée sur le plan national, elle a constitué un Conseil comprenant les principaux criminologues des Etats-Unis et des travailleurs sociaux représentant toutes les régions. Cet organisme étudie de façon continue la situation du crime et s'efforce d'en vulgariser les données. Le principal moyen de vulgarisation est une revue mensuelle qui est envoyée aux journaux du pays (1).

Rien d'analogue n'existe en France. Il ne serait pas, pourtant, inconcevable d'organiser une société semblable, diffusant des données sérieuses et relevant systématiquement les erreurs commises par la presse écrite et parlée.

b) Action régionale. — Sur le plan régional l'action préventive peut s'exercer d'une manière plus directe.

Aux Etats-Unis, il faut citer l'expérience des *Comités de coordination*. C'est en 1932 que le juge Samuel Black rassembla à Los Angeles les fonctionnaires, policiers, travailleurs sociaux et délégués d'organisation s'intéressant à la réduction de la délinquance. Dans les années qui suivirent, cinquante-deux comités de coordination furent créés dans cette ville. Leurs buts étaient les suivants :

1) *Diriger des études*, des enquêtes et des conférences, dans le but de découvrir les enfants, les groupes d'enfants et les zones ayant besoin d'être pris en considération par les agences publiques ou privées. A la suite de ces investigations :

— le renseignement est transmis directement ou par le Comité des agences sociales aux agences les mieux équipées pour satisfaire aux besoins envisagés ;

— l'adaptation des problèmes présentés par les enfants est étudiée par un groupe de fonctionnaires et de délégués d'agences de travail social (le Comité d'adaptation) ;

— des programmes de loisirs pour la formation du caractère sont établis pour des enfants ou des groupes d'enfants, par les représentants des organismes de formation du caractère (Comité de formation du caractère).

2) *Stimuler la communauté locale* par l'intermédiaire des représentants d'organisations civiques afin de :

— faire face aux responsabilités entraînées par l'influenc de la situation de la communauté sur la vie des enfants ;

— travailler avec les officiels et les travailleurs sociaux pour faire de la communauté un endroit plus agréable à vivre.

Le mouvement ainsi lancé s'est développé très rapidement en Californie, puis dans les autres régions. Il est remarquable, partout, de constater la collaboration apportée par la police à ces institutions et c'est une véritable police sociale qui se constitue ainsi (2).

S'il n'existe pas en France d'initiatives semblables, du moins, faut-il rappeler ici, l'*action préventive des services de police et de gendarmerie dans les stations balnéaires* (3). Cette expérience a débuté en 1959, sous une forme limitée. Elle a été étendue par la

(1) Barnes et Teeters, *New Horizons in Criminology*, Prentice Hall, Inc., New York, 1943-1945, 1069 pages, p. 965 à 986.

(2) Barnes et Teeters, *New Horizons in Criminology*, *op. cit.*, p. 972-973.

(3) J. Susini, « La police face aux gangs de jeunes », cette *Revue*, 1959, p. 888 à 894 ; « Contribution de la police à la connaissance de la délinquance juvénile », *ibid.*, 1960, p. 118 à 121 ; « Deux essais de prévention de la délinquance juvénile par la police française », *ibid.*, 1960, p. 697 à 701 ; « Police et gendarmerie nationales face à la délinquance juvénile », *ibid.*, p. 139 à 145.

suite à toute la Côte d'Azur et aux agglomérations de Lyon et de Marseille. Elle consiste dans des interventions massives et globales (contrôle systématique de certains véhicules, patrouilles aux heures de fermeture des lieux de spectacles, etc.) et dans des actions spécifiques plus discrètes (admonestations à des groupes de jeunes ; mise en garde des parents, intervention auprès de groupes isolés dès leur arrivée, liaisons avec les responsables des camps et colonies de vacances, etc.).

Cette action se distingue des interventions policières traditionnelles, moins par ses méthodes, que par l'esprit social qui l'anime. Il s'agit de créer un climat général tel, que la liberté ne dégénère pas en licence.

c) Action locale. — Sur le plan local, on en arrive à la thérapeutique de masse organisée au bénéfice d'une aire géographique précise (1).

L'illustration la plus remarquable en est le *Chicago Area Project* qui se rattache plus directement aux travaux écologiques de Clifford Shaw (2). L'idée directrice est de s'efforcer de déterminer dans quelle mesure des changements constructifs du *milieu social* peuvent réduire la délinquance dans les quartiers déshérités.Pour cela, il convient d'organiser le milieu local pour traiter ses propres problèmes (3). « Les zones les plus misérables d'une ville comme Chicago — écrit Clifford Shaw — ont assez de chefs possibles pour provoquer les changements d'attitude, de sentiments, d'idéaux et de loyalisme nécessaires pour créer une vie commune plus acceptable. Il y a dans ces zones un réservoir insoupçonné de matériel humain pouvant donner des chefs remarquables. La réduction de la délinquance dépend cependant de la compréhension du public et de la volonté de créer un programme commun d'amélioration. Elle dépend de la mesure dans laquelle cette communauté veut bien s'approprier le programme et y collaborer ».

C'est cette stimulation des gens d'un quartier, cet encouragement à avoir confiance dans leurs propres possibilités qui constitue l'originalité du *Chicago Area Project*. Il ne s'agit pas d'une organisation extérieure à la communauté, mais d'une organisation de la communauté elle-même.

Quant au programme lui-même, il englobe les activités diverses (sports, clubs, occupations, musique, théâtre, entreprises civiques). Certaines d'entre elles se confondent avec la thérapeutique de groupe dont il va être question maintenant.

B. — *Thérapeutique de groupe*

La thérapeutique de groupe s'entend d'une action sélective menée à l'égard de jeunes menant, par suite de conditions écologiques particulières, une vie très largement collective. Ce sont, en effet, les données sur la formation des bandes d'enfants, sur l'organisation défectueuse des loisirs des jeunes qui ont amené la création aux Etats-Unis d'*agences récréatives*. Elles ont pour but de créer des terrains de jeu, des piscines dans les zones déshéritées, ainsi que des clubs de jeunes, où l'on trouve des distractions appropriées.

Ces agences récréatives travaillent en liaison et en coopération avec la police qui se trouve ainsi participer à un véritable travail social. La police prend les enfants arrêtés pour de menus délits et les amène aux directeurs des clubs ou des terrains de jeu pour qu'ils participent activement à leurs programmes, au lieu d'aller au commissariat.

L'action empirique de ces agences récréatives a été valorisée par les *méthodes de travail social* (4). Grâce à ces dernières il est possible de transformer l'action des agences récréatives en une véritable action socio-éducative. On peut rattacher à ce mouvement le fameux *Cambridge-Somerville Youth Project* qui permit de soumettre un groupe de garçons à un traitement social de *casework* (5).

(1) Une expérience de récupération d'une aire de délinquance à Porto-Alegre (Brésil) a été décrite sous le titre : « Le problème des aires de délinquance », par Mlle Armida Bergamini Miotto, in *Annales internationales de criminologie*, 1962, p. 347 à 356.

(2) C. Shaw, H. Mc Kay, *Juvenile Delinquency and Urban Area*, University of Chicago Press, 1942, 451 pages.

(3) G. Mazo, « Le Chicago Area Project (une expérience américaine de prévention sociale de la délinquance », *Rééducation*, 1951, p. 78 à 87.

(4) Barnes et Teeters, *New Horizons in Criminology*, *op. cit.*, p. 975 à 977.

(5) Howard Jones, *Crime and the Penal System*, University Tutorial Press, Londres, 1956, p. 255-256.

Ces méthodes de travail social conduisent naturellement à effectuer des expériences plus audacieuses. C'est ainsi que l'on a commencé à exercer une action directe sur les gangs de jeunes. Le premier spécialiste qui s'est aventuré dans cette voie a été William George, avant la fondation de sa célèbre république d'enfants. Plus tard, en 1947, vit jour à New York le *Central Harlem Street Clubs Project*, première tentative de prévention dans la rue (1). Il s'agit là d'une ébauche de thérapeutique de groupe utilisée sur le terrain préventif.

En France, nous possédons à l'heure actuelle, de rares *clubs de prévention* (2), dont l'activité consiste dans une intervention socio-pédagogique, confiée à des éducateurs spécialisés et se développant dans certains quartiers urbains, vis-à-vis de jeunes en danger, principalement à l'occasion de leurs loisirs. Cette intervention peut, soit s'exercer en utilisant des locaux ouverts aux jeunes, soit revêtir la forme « d'équipes de rue ».

Dans le premier cas, l'action préventive comporte essentiellement l'animation du club de loisirs et l'intervention psychologique de soutien à l'égard du jeune. Elle est complétée par l'intervention auprès des familles et si possible l'animation sociale du quartier.

En définitive, les expériences françaises relatives aux clubs de prévention s'inspirent des expériences américaines, particulièrement de celles concernant les agences récréatives, valorisées par les méthodes de travail social. En revanche, l'animation sociale du quartier n'est pas comparable à celle qui découle du *Chicago Area Project*. Mais du moins, faut-il noter ici encore que la thérapeutique de masse et la thérapeutique de groupe interfèrent bien souvent. Par ailleurs la thérapeutique de groupe ouvre aux Etats-Unis la voie au *casework* et en France à l'intervention psychologique de soutien, c'est-à-dire à la thérapeutique individuelle.

II. — L'Évaluation des résultats des expériences de prévention sociale

La description des expériences de prévention sociale de la délinquance juvénile conduit à poser le problème de l'évaluation de leurs résultats. Il convient à cet égard de préciser l'état actuel de la question et de tenter d'en dégager les leçons.

A. — *Etat actuel de la question*

Il convient de faire une distinction fondamentale entre la situation aux Etats-Unis et en Europe.

a) Etats-Unis. — Dès 1954, une étude faite par Witmer et Tufts pour le compte du Bureau de l'enfance (*Children's Bureau*) posa le problème de l'évaluation des mesures préventives. En mars 1959, les *Annals* consacrèrent un numéro spécial à la prévention de la délinquance juvénile (3). Depuis lors, les études se sont multipliées sur l'évaluation de la prévention.

(1) Howard Jones, *ibid.*, p. 259 à 262.

(2) J. Chazal, « Prévention de la délinquance juvénile. Les expériences socio-éducatives de quartier », in *La prévention des infractions contre la vie humaine et l'intégrité de la personne*, vol. 2, éd. Cujas, 1956, p. 33 à 53. Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée, *Clubs de prévention, Expériences de socio-pédagogie en milieu urbain*, éd. Cujas, 1964, 172 pages.

(3) I. Richard Perlman, « Delinquency Prevention : the Size of the Problem », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, mars 1959, p. 1 à 9 ; Eveoleen N. Rexford, « Some Meanings of Aggressive Behavior in Children », *ibid.*, p. 10 à 18 ; Solomon Kobrin, « The Chicago Area Project — A 25 – year Assessment », *ibid.*, p. 19 à 29 ; Gisela Konopka, « Co-ordination of Services as a Means of Delinquency Prevention », *ibid.*, p. 30 à 37 ; Antoinette Fried, « A Work Camp Program for Potential Delinquents », *ibid.*, p. 38 à 46 ; Roscoe C. Brown et Dan W. Dodson, « The Effectiveness of a Boys'Club in Reducing Delinquency », *ibid.*, p. 47 à 52 ; Paul Hoover Bowman, « Effects of a Revised School Program on Potential Delinquents », *ibid.*, p. 52 à 61 ; Adele Franklin, « The All-Day Neighberhood Schools », *ibid.*, p. 62 à 68 ; G. Lewis Penner, « An Experiment in Police and Social Agency Co-operation »,

Il est possible de dégager de cette littérature abondante deux idées directrices. La première, c'est que les premières tentatives d'évaluation n'aboutissent pas à des résultats optimistes. Ainsi, une analyse des résultats du *Chicago Area Project* aboutit à la constatation qu'il n'est pas possible de distinguer ses effets quant à l'amélioration du milieu de ceux produits par d'autres tendances et d'autres forces. Ainsi encore une rétrospective sur le *Cambridge-Somerville Youth Project* permet de comparer les résultats du groupe de garçons soumis à un traitement social de *casework* avec ceux d'un groupe de contrôle, composé de garçons livrés à eux-mêmes. Or, les résultats de cette expérience n'ont pas été, apparemment, à l'avantage du traitement social. Mais, et c'est la deuxième idée directrice qui s'impose, rien de décisif ne peut être inféré de ces essais d'évaluation car, en fait, ils ont posé plus de problèmes qu'ils n'en ont résolu.

b) Europe. — Sur l'initiative des Nations Unies un cycle d'étude européen sur *l'évaluation des méthodes employées pour la prévention de la déliquance juvénile* a eu lieu à Frascati en octobre 1962. A l'occasion de ce cycle, le Conseil de l'Europe a demandé à ses pays membres de lui faire parvenir « la liste de toutes les recherches récentes, en cours ou envisagées pour l'immédiat, qui avaient ou qui ont pour objet d'évaluer les programmes de prévention dans le domaine de la délinquance juvénile ». Le bilan des réponses obtenues s'est révélé négatif. Huit pays ont déclaré sans équivoque qu'aucune recherche évaluative fondée sur des principes scientifiques rigoureux n'avait été ou n'était actuellement entreprise. Cinq autres n'ont pu citer d'exemple concret de recherches sérieuses. Le rapport du Conseil de l'Europe constate : « Peut-être le trait le plus saillant des recherches actuelles, telles qu'elles ressortent de notre documentation, est-il l'absence presque totale d'évaluations concises, maniables et relativement à court terme d'expériences spécifiques de prévention à caractère direct (par exemple, dans le domaine des clubs de jeunes) ».

Tel est l'état actuel de la question en Europe. Le rapport du Conseil de l'Europe se livre à des conjectures sur les raisons profondes de ce phénomène de carence. « Reflète-t-il une certaine incompatibilité entre, d'une part, les qualités de personnalité ou les attitudes des individus ou organismes qui s'occupent de prévention « directe » et, d'autre part, la méthode « scientifique » ? Ou bien soupçonne-t-on, avec un certain sentiment de gêne et sans vouloir complètement l'admettre, l'impossibilité de démontrer que de telles activités « spécifiques » produisent des effets notables, soit parce qu'elles constituent de « faibles stimulants », soit parce que les techniques de la recherche sont, dans leur état présent, insuffisantes pour permettre de les évaluer convenablement ?» (1).

Ces interrogations définissent avec précision les problèmes soulevés.

B. — *Les problèmes soulevés*

Les problèmes soulevés sont d'ordre humain, méthodologique et sociologique.

a) Problèmes humains. — Il est incontestable que les pionniers de l'action préventive n'avaient pas de préoccupations scientifiques. Ils étaient avant tout des militants et n'éprouvaient que du dédain pour les soi-disants scientifiques. A la limite, une coupure totale entre l'aspect pratique et l'aspect scientifique de la criminologie sociale n'était pas inconcevable.

La persistance de cette opposition en Europe s'explique, sans doute, par le fait que des moyens financiers très peu importants ont été investis dans les expériences de prévention sociale. Il n'y a pas, dans ces conditions, à se préoccuper de leur rentabilité. Au contraire, aux Etats-Unis des fonds de plus en plus importants sont affectés à la

ibid., p. 79 à 88 ; Joan et William McCord, « A Follow-up Report on the Cambridge-Somerville Youth Study », *ibid.*, p. 89 à 96 ; Walter B. Miller, « Preventive Work with Street-Corner Groups : Boston Delinquency Project », *ibid.*, p. 97 à 106 ; John M. Gandy, « Preventive work with Street-Corner Groups : Hyde Park Youth Project, Chicago », *ibid.*, p. 107 à 116 ; Marion Strahanan et Cecile Schwartzman, « An Experiment in Reaching Asocial Adolescents through Group Therapy », *ibid.*, p. 117 à 125 ; J. Douglas et Marguerite Q. Grant, « A Group Dynamics Approach to the Treatment of Nonconformists in the Navy », *ibid.*, p. 126 à 135 ; Eva Rosenfeld, « A Research-Based Proposal for a Community Program of Delinquency Prevention », *ibid.*, p. 135 à 145.

(1) Conseil de l'Europe, *La prévention de la délinquance juvénile*, p. 9.

prévention de la délinquance juvénile. Il en résulte l'obligation de justifier de l'efficacité de l'emploi de ces fonds. Ainsi, le nouveau programme fédéral contre la délinquance juvénile stipule que toute collectivité qui désire obtenir une subvention doit présenter des plans comportant l'appréciation systématique des résultats.

b) Problèmes méthodologiques. — La nécessité de procéder à une évaluation scientifique des résultats des expériences de prévention étant établie par des considérations d'opportunité financière, il reste à savoir s'il est possible de la mener à bien sur le plan scientifique.

Théoriquement, il est aisé de montrer qu'il y a lieu de comparer la situation qui précède et celle qui suit l'introduction de l'action préventive. En outre, il convient de se référer aux changements de situation intervenus pendant une période identique dans une communauté qui n'a pas bénéficié d'une action préventive analogue.

Mais cette banalité théorique dissimule des difficultés techniques considérables. En premier lieu, il n'est pas aisé de décrire un programme de prévention. La réponse officielle norvégienne à l'enquête du Conseil de l'Europe, réponse qui émane de l'Institut de criminologie et de droit pénal d'Oslo, pose à cet égard les questions suivantes : « Que se passe-t-il en fait une fois qu'un programme de prévention a été lancé ? Quelles sont — dans le détail — les activités des personnes préposées à sa mise en œuvre ? Combien de temps consacrent-elles à chacun de leurs « clients » ? Combien d'entre eux parviennent-elles à atteindre ? Comment se comportent-elles dans leurs rapports avec eux et, point plus important encore, comment les jeunes réagissent-ils ? Le programme est-il une sorte de symbole d'assistance à la communauté ? Ou bien l'existence même de ce programme donne-t-elle à penser qu'il s'agit d'une communauté particulièrement corrompue ? Les habitants pourraient en effet considérer le programme comme l'une des preuves de leur déchéance » (1).

Aux difficultés de description s'ajoutent, en deuxième lieu, celles inhérentes aux critères d'efficacité. Ceux-ci pour avoir « valeur scientifique » doivent être définis sur une base objective. En criminologie, il doit s'agir des statistiques relatives à la délinquance juvénile. Encore faut-il pour apprécier les changements survenus dans les situations que l'instrument statistique soit précis. La principale difficulté qui surgit réside dans la mesure des variations qualitatives de la délinquance juvénile (2).

En troisième lieu, de nouvelles difficultés se font jour, lorsqu'il s'agit de préciser la portée d'une expérience — ou, pour reprendre la terminologie du Conseil de l'Europe, l'applicabilité d'une mesure préventive. Il convient, en effet, de s'efforcer d'établir si cette applicabilité est générale — c'est-à-dire s'étend à l'ensemble de la lutte contre la délinquance juvénile — ou seulement spécifique — c'est-à-dire limitée à certaines catégories de délinquants ou à certains types de délits.

Dans cette perspective il semble au Conseil de l'Europe « que le problème essentiel en matière d'évaluation puisse se définir en ces termes : pour quelles catégories de délinquants en puissance tel ou tel type (ou tel ou tel degré) d'action préventive a-t-il des chances de se révéler plus efficace ? Une fois la question ainsi posée, les conséquences qui en découlent pour la recherche (ou, du moins, le schéma général de celle-ci) apparaissent clairement. Idéalement parlant, une réponse complète exigera, soit des séries connexes d'investigations comparables, soit des études complexes capables d'analyser l'interaction entre les types de méthodes préventives et les catégories de délinquants en puissance » (3).

Cette observation méthodologique doit être précisée à plusieurs points de vue. Il faut, tout d'abord, reconnaître qu'elle ne concerne pas les mesures de thérapeutique de masse qui, par définition, sont de nature générale. Elle ne s'applique qu'aux mesures de thérapeutique de groupe, prolongées par les mesures de traitement social, du type *casework*. A l'égard de ces mesures, on conçoit la recherche d'une correspondance entre les types de mesures (agences récréatives, agences de travail social, clubs de prévention, prévention dans la rue, *casework*) et les types de délinquants en puissance. Mais s'il est relativement facile de classer les divers procédés de prévention sociale, il est difficile de mettre au point une classification scientifique des délinquants, et plus encore des

(1) Conseil de l'Europe, *La prévention de la délinquance juvénile*, p. 64.

(2) Comp. Th. Sellin et M. Wolfgang, *The Measurement of Delinquency*, John Wiley & Sons, New York, 1964, 423 pages, notamment p. 334 à 349.

(3) Conseil de l'Europe, *La prévention de la délinquance juvénile*, p. 101.

délinquants en puissance. On se trouve ici au carrefour du social et du sociologique, d'une part, et de la clinique, d'autre part. Or, en clinique, après avoir éliminé les types psychiatriquement définis, l'on renonce provisoirement à répartir les sujets dans des catégories *a priori*. A la description par types, l'on substitue la description à l'aide de traits, celle-ci devant aboutir, par la suite, à la mise en évidence de types criminologiques proprement dits. C'est dire qu'il est aujourd'hui prématuré d'envisager d'établir des correspondances entre les types de méthodes préventives et les catégories de délinquants en puissance.

Ainsi les problèmes méthodologiques ne sont pas faciles à résoudre : 1) sur le plan statistique, les variations qualitatives de la délinquance juvénile sont très difficilement mesurables ; 2) sur le plan socio-culturel, la description des situations et des expériences s'avère fort malaisée ; 3) sur le plan clinique, la mise en évidence de types de délinquants en puissance est prématurée.

Dans ces conditions, nous pensons, que sans renoncer aux efforts nécessaires pour redresser ces difficultés techniques, il ne serait pas inutile d'avoir également recours à une analyse sociologique du milieu général, régional ou local, basée sur la recherche des conditions favorisant le développement des traits psychologiques qui définissent le noyau central de la personnalité criminelle. L'hypothèse de travail sur laquelle elle reposerait, c'est que les mesures de prévention sociale doivent avoir pour effet de les diminuer. Techniquement, il n'est pas impossible de réduire grâce à cette analyse, certaines difficultés statistiques, socio-culturelles et cliniques.

c) Problèmes sociologiques. — De la méthodologie nous débouchons ainsi sur la sociologie. Or, sur le terrain sociologique, de nouvelles difficultés apparaissent. Elles ont été signalées au Conseil de l'Europe par la réponse norvégienne et concernent la connaissance de la culture de la jeunesse, d'une part, la mesure des faibles stimulants, d'autre part.

1) *Connaissance de la culture de la jeunesse.* — Ce n'est pas *notre connaissance, mais bien notre ignorance touchant la culture de la jeunesse*, que relève la réponse norvégienne de laquelle nous extrayons ce qui suit (1) :

« Appliquer une mesure préventive revient, en quelque sorte, à ordonner un médicament que nous connaissons mal pour une maladie dont nous ignorons tout.

« La plupart des programmes préventifs — dans les quartiers défavorisés notamment — s'adressent à des groupes de jeunes qui sont très mal compris. Certes, nous savons certaines choses sur les jeunes de nos pays. Nous connaissons leurs antécédents familiaux, le revenu du père, celui de la mère, les histoires de famille, etc. Nous savons aussi certaines choses sur leur formation scolaire et professionnelle. Mais peut-être ignorons-nous le plus important : nous ne savons pratiquement rien de la vie sociale à l'intérieur de ces groupes de jeunes. Quel genre de système social représentent-ils ? Est-il exact de dire, comme on le fait dans bien des milieux, que la plupart de ces jeunes déshérités représentent des conglomérats quelque peu désorganisés qui vont à vau-l'eau, sans aucune espèce d'organisation ? Est-il vrai qu'ils connaissent à peine le nom de leurs camarades ? Leurs vêtements symboliques sont-ils réellement le seul point qu'ils ont de commun ? Comment communiquent-ils entre eux ? Comment s'accordent-ils pour déterminer ce qui est légal ou illégal ? Quelles sont à leurs yeux les valeurs dominantes ? Quel peut être leur idéal dans un tel milieu ? Comment jugent-ils leurs amis ou amies ? Quelle idée se font-ils de la société en général et, ce qui importe peut-être davantage encore, quelle idée croient-ils que la société se fait d'eux ? Sur tous ces points, nous manquons singulièrement d'informations ».

Ce que nous savons de l'activité des jeunes en groupe, notamment en France après la solide étude du Centre de Vaucresson (2), n'infirme pas totalement l'opinion norvégienne sur les insuffisances de notre approche socio-culturelle du problème.

2) *Mesure des faibles stimulants.* — Ici encore, c'est la difficulté de mesurer de « faibles stimulants » qui est mise en cause par la réponse norvégienne, qui déclare à ce sujet (3) :

(1) Conseil de l'Europe, *La prévention de la délinquance juvénile*, p. 65.

(2) Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée, *La délinquance des jeunes en groupe*, éd. Cujas, Paris, 1963, 327 pages.

(3) Conseil de l'Europe, *La prévention de la délinquance juvénile*, p. 63-64.

« Il n'existe que très peu de programmes de prévention qui puissent exercer un effet stimulant appréciable sur la situation générale de la jeunesse. Dans la meilleure hypothèse, des travailleurs sociaux seront introduits dans une communauté, on ouvrira peut-être un nouveau centre de jeunesse où il sera créé des services plus développés à l'intention de familles-problèmes. Toutefois, au regard de tous les événements dont la communauté est le théâtre, ces nouveaux stimulants ne joueront qu'un rôle très secondaire. La plupart du temps passé dans le quartier continuera d'être employé de la même façon. D'autres stimulants — souvent très puissants — viendront influencer les jeunes pendant la plus grande partie de la journée. Ces autres stimulants eux-mêmes évolueront avec le temps et, en fin de compte, il est extrêmement difficile de démêler les causes et les effets. Il est presque impossible d'organiser des expériences réellement contrôlées. Il est aussi très difficile de trouver des critères valables pour évaluer les résultats des programmes. Dans ces conditions, tout changement survenant dans la communauté considérée — ou l'absence de changement — offre un nombre quasi illimité de possibilités d'interprétation. On peut presque toujours trouver des éléments militant pour — ou contre — un programme de prévention. Le résultat dépend malheureusement beaucoup trop de l'enquêteur lui-même, ou de ceux pour qui il travaille ».

Il y a, en réalité, dans cette réponse deux éléments à considérer. Le premier, déjà souligné par Witmer et Tufts, se réfère à ce qu'il est convenu d'appeler la théorie « des causes multiples de la délinquance ». Il est clair que si l'on accepte cette théorie « on ne doit pas attendre des résultats sensationnels de toute méthode de prévention de la délinquance employée isolément ». Quant au deuxième, il a trait à l'insuffisance des stimulants eux-mêmes qui sont à peine susceptibles de jouer un rôle secondaire.

Ainsi, pas plus sur le plan sociologique, que sur le plan méthodologique et humain, l'évaluation des résultats de la prévention sociale n'est chose aisée. Mais ce qui demeure, c'est que, dans une large mesure, l'on a eu recours jusqu'ici à de trop faibles stimulants, incapables de produire des effets observables sur une communauté. De là, est née l'idée d'associer la recherche et l'action sociale à travers le développement de projets de grande envergure.

III. — Les tendances actuelles de la recherche active

Les notions de projet de grande envergure (*saturation project*) et de recherche active (*action research*) se rejoignent dans la mise en œuvre d'un programme global dont les effets font l'objet d'une évaluation continue.

Il convient d'attirer l'attention, dans les développements qui vont suivre, sur deux projets importants dans cet ordre d'idées.

A. — *Le mouvement « Mobilisation for Youth »*

Ce projet, établi à New York, est basé sur les idées de Ohlin et Cloward, pour qui la délinquance juvénile résulte d'un manque de possibilités (1). De là, l'hypothèse que la meilleure façon de prévenir la délinquance juvénile est de fournir des possibilités économiques aux jeunes. Cela suppose, l'organisation d'une véritable lutte contre la pauvreté par l'augmentation des compétences professionnelles et des possibilités d'emploi des jeunes. De même, des efforts seront faits en vue d'une scolarisation plus étendue et du développement de la participation à la vie sociale et politique de la communauté.

Le budget affecté à l'opération est de l'ordre de quinze millions de dollars.

B. — *Le projet suédois*

Dans un pays prospère comme la Suède, où la société est relativement stable, la théorie marxiste qui établit une relation entre la criminalité et la pauvreté — théorie que les Américains viennent de redécouvrir — ne pouvait expliquer l'augmentation de la délinquance juvénile, notamment celle des vols commis par des jeunes. Mais il a été observé que, dans un certain nombre de villes de moyenne importance (60 à 80 000 habitants) et, en particulier, dans la ville de Västeras (77 000 habitants), le développement

(1) R.A. Cloward et L. E. Ohlin, *Delinquency and Opportunity*, The Free Press of Glencoe, 4e éd., New York, 1963, 220 pages.

des activités de jeunesse (villages de jeunes, organisations de jeunesse, travail social concernant les jeunes) entraînait une diminution sensible de la délinquance juvénile (1).

Sur la base de cette observation, le Riksdag a donné mandat à la Commission d'Etat pour les activités expérimentales de lutte contre la délinquance juvénile d'élaborer un programme global dans une ville suédoise d'importance moyenne. Il s'agit de créer dans une ville donnée des conditions optimales de travail social. C'est ainsi que le contenu du programme prévoit des améliorations (notamment en personnel) en ce qui concerne les services de police, d'hygiène mentale, d'assistance sociale, d'enseignement, de main-d'œuvre, etc.

Cette expérience se déroulera pendant une durée de trois à cinq ans. Dès lors, conclut le rapport suédois au Conseil de l'Europe « si la délinquance juvénile — définie selon certains critères — a diminué à l'issue de l'expérience dans la localité choisie par rapport à la délinquance juvénile dans les villes de référence, et à condition qu'on puisse estimer, par ailleurs, que les facteurs extérieurs se sont modifiés partout d'une façon à peu près semblable, on devrait pouvoir en conclure provisoirement que l'expérience a produit les effets voulus ».

C. — *Observations générales*

Ces projets ont fait l'objet d'échanges de vues, lors des deux premières conférences des directeurs d'instituts de recherches criminologiques, organisées par le Conseil de l'Europe (déc. 1963, nov. 1964). Ils ont également provoqué des controverses dans les milieux scientifiques, dont nous avons, pour notre part, dégagé les conclusions suivantes :

a) Du point de vue strictement social de telles expériences, développant à l'extrême la notion de thérapeutique de masse, doivent produire une certaine diminution de la délinquance juvénile. Il est acquis, en effet, que l'intensification des mesures d'hygiène et d'assistance sociales et l'amélioration des conditions économiques préviennent les comportements délictueux des inadaptés sociaux. Mais les véritables jeunes délinquants, ceux engagés dans des gangs criminels ou dans des bandes de dévoyés, risquent de ne pas être touchés par de telles mesures.

b) L'intérêt social indiscutable de ces entreprises ne doit pas faire oublier qu'elles n'apporteront pas vraisemblablement grand'chose de nouveau *du point de vue scientifique*, à moins que l'on n'en profite pour tenter d'analyser les faits, à l'aide de théories nouvelles.

c) *Sur le plan politique*, il est à craindre qu'une augmentation de surface de la délinquance juvénile, provoquée, tout au moins au début, par l'activité accrue des services de police et de dépistage, ne vienne prématurément développer la croyance en l'échec de ces expériences.

d) Enfin, *sur le plan administratif*, un projet d'envergure nécessite la coordination de services très divers. En France, où un projet limité, placé sous l'égide du ministère de la Santé publique vient d'être lancé en Seine-et-Oise, afin de préparer les projets globaux de demain, de telles expériences exigeraient l'étroite coopération des départements de la Justice, de l'Intérieur, de l'Education nationale, du Travail et de la Santé publique. C'est dire que la recherche active doit s'inscrire normalement dans l'activité d'un *Institut national de criminologie*, établissement public chargé d'assurer les coordinations nécessaires entre les ministères intéressés.

Quoi qu'il en soit, la criminologie sociale, limitée jusqu'ici à des généralité de politique sociale et à la description des consultations médico-psychologiques, s'ouvre aujourd'hui à des perspectives plus vastes et plus scientifiques. Il faut souhaiter bonne chance à ce nouveau chapitre de la criminologie.

(1) Conseil de l'Europe, *La prévention de la délinquance juvénile*, p. 67 à 75.

E. Chronique de police

par JEAN SUSINI
Commissaire divisionnaire à la Sûreté nationale.

LA QUESTION D'UN INDEX POLICIER DE LA CRIMINALITÉ FRANÇAISE

Ce problème entretient d'étroites relations avec le problème plus général de la mesure en criminologie. Nous aurions pu dire de notre thème qu'il se proposait d'explorer l'une des contributions de la police à la connaissance exacte de la criminalité. Le problème est vaste. Il incite à de réelles études de l'entreprise de la mesure des phénomènes criminologiques et de ceux qui en reçoivent l'empreinte. De proche en proche on finirait par étudier l'ensemble des techniques et des implications théoriques qui constituent l'immense effort voué à un très prochain progrès, de l'introduction de l'univers des mesures dans la maîtrise des faits « humains ». La criminologie, dont la richesse clinique est insoupçonnée, entre désormais dans cette phase que l'art de formuler, de condenser et d'interpréter de façon prédictive domine. L'idée d'index est un aspect de cette mise en état d'évoluer de la part de notre science fondamentale qu'est la criminologie.

Les procédés que l'on range sous le titre général « statistique » constituent désormais une force scientifique dont la progression s'avère irrésistible. Bien des préjugés qui datent d'une imagerie épistémologique désuète y perdront la vie. Mais on y gagnera en commodité. On pourra mieux et plus vite vérifier les hypothèses cliniques, les convergences de vraisemblance et peut-être pourra-t-on enfin utiliser, prudemment, les méthodes d'analyse causale.

La « statistique » n'est pas une pensée. Mais c'est une instrumentation. C'est même une certaine façon de forcer le phénomène que l'on étudie à accepter le contact. Il y a dans la statisticisation d'un phénomène, une sorte de démystification, une sorte de métamorphose. Nous oserions dire que parfois la pensée armée de concepts statistiques agit sur le réel et dans la mesure où elle réalise le regard objectif du groupe, transforme l'objet visé, le forçant, un peu, à être conforme au modèle théorique, à la loi approximative trouvée. En quelque sorte on pourrait admettre que l'objet à son tour reçoit une impulsion statistique, subit une prise de conscience de son objectivité, laquelle le transforme en objet accessible à l'action. Car la statistique est un engagement. Et finalement on peut, et ceci justifie nos efforts pour imaginer une police « artificiellement représentée », penser que la révélation statistique achève l'objet et le corrige, et qu'ainsi l'étape statistique, dans toutes ses directions, à toutes ses échelles, sera socialement thérapeutique.

Et l'on pourrait de même souligner le fait que la transformation des objets permet à la pensée inventante, qui affine son intuition dans un champ ne pouvant pas dépasser une certaine extension, de poursuivre sereinement sa route.

Le problème de l'index du crime en France est donc un bon problème. La criminographie, qui se mêle étroitement à la criminomètrie, doit donc se constituer dans toute son ampleur. Et toutes les polices, réunies dans l'unité d'un même acte d'aide à la science et au bien public, doivent y collaborer sans réserve.

1. — *Pourquoi un index policier du crime national ?*

Il n'est plus possible, à notre époque, de séparer l'action de la théorie. Le rapport entre une activité quelconque et ses objectifs est bien trop complexe pour que l'on persiste à s'en tenir aux seules possibilités de la pratique. Désormais des ensembles de professions se dévoilent comme devant être des champs d'application de certaines sciences fondamentales. Tout service pubic est dans une certaine mesure une antenne avancée de la science qui domine l'ensemble dont il fait partie. Aussi longtemps que cette vérité n'aura pas gagné le cœur même des horizons vécus de l'administration, les organismes demeureront archaïques, seront des choses en retard, végéteront dans un temps ralenti, se réfèreront indéfiniment à des textes légaux exprimant des situations socio-historiques figées dans le passé. C'est un peu le cas en ce qui concerne la police. L'idée d'une supra-structure souple, tissée de concepts modernes entretenant avec les objectifs phénoménaux d'allure spatio-temporelle moderne des contacts sans cesse rectifiés, y progresse trop lentement. On confond encore « organisme » de police et « problèmes » de police. On croit encore, en ce qui concerne la criminalité, à la vertu d'une pluralité d'actions menées dans le cadre désuet des compartiments administratifs. On n'arrive pas encore à prendre conscience de l'intégration de la France et on voit les efforts louables des polices s'épuiser en de stériles adaptations à des unités de contact parcellaires, non planifiées, impuissantes par essence à atteindre une information assez exhaustive et assez rapide pour permettre d'agir durablement sur la criminalité !

Le problème de l'index pourrait être une occasion de manifestation de l'unité d'action des polices. Car la criminalité nationale possède des conditions, des traits, des caractères d'unité. Il s'agit d'une unité phénoménale. Non pas d'une unité matérielle. Elle n'est donc pas perceptible dans les manifestations parcellaires de la criminalité locale ou furtive, ni reconstituée dans les actes de répression du type « coups de main ».

Or, il se trouve que la police française depuis longtemps déjà élabore au niveau du ministère de l'Intérieur qui en recouvre toutes les formes, organiquement ou opérationnellement, des statistiques nationales de police. Ce sont celles que nous avons présentées à différentes reprises, notamment dans notre précédente chronique (1).

Certains principes domineront la très prochaine évolution de la police. Les générations nouvelles accéléreront cette évolution. Elles refléteront la métamorphose socio-culturelle du pays.

L'idée de concevoir des services assez souples pour tenir le contact avec les formes souples des objectifs s'imposera. La criminalité dévoilera ceux de ses traits qui font d'elle un phénomène nationalement mobile, toujours plus intentionnellement ample que les services locaux et les procédures. Les jeunes générations de la police réaliseront certainement une nouvelle forme policière de maîtrise du crime national. Et cela parce qu'elles auront une formation de base nouvelle. Celle des nouvelles couches qui partout organisent un contact nouveau avec les faits sociaux à extension spatio-temporelle irréductible aux concepts administratifs d'antan. Et d'ailleurs la mobilité personnelle des hommes de demain les conduira à projeter tout naturellement des cadres techniques nouveaux, car ils évolueront de la même manière que leurs objectifs.

Il convient toutefois de ne pas retarder l'évolution de la police. Elle risquerait sans cela de devenir critique.

La police est détentrice, de façon irréversible, d'un certain contact avec la criminalité. Elle a donc le devoir d'y introduire toutes les transformations que la science exige. En l'occurrence il s'agit de la criminologie.

Elle doit donc, idéal plus éloigné, axer ses propres transformations organiques et théoriques sur des objectifs perçus dans toute leur ampleur, non plus sous l'angle étroit de la visée de passage, de la contemplation besogneuse des conséquences. Et elle doit transformer ces objectifs en objets de science.

L'un des problèmes capitaux, en l'occurence, et dont la solution est réclamée par l'actualité, c'est de réaliser la mesure exacte de la criminalité, afin d'y contrôler *exactement*, et non pour satisfaire de naïves considérations de rivalité entre les aspects organiques de la dimension policière générale, les variations significatives, les effets des actions que l'on tente (répression, prévention, thérapeutique, mesures diverses...).

Ce faisant la police se dévoile rouage de l'expérimentation criminologique. Dans la

(1) Cette *Revue*, 1965, p. 173.

mesure où la société moderne exige que l'on évalue les mesures prises contre le crime, l'index policier du crime est une nécessité. Sa confection fait partie de la mission de la police. On doit donc se mettre en mesure de le bâtir. Il ne saurait être limité à tel ou tel lieu ou à telle ou telle époque. Il s'agit d'une production synthétique devant être, indéfiniment et à très courts intervalles, tenue à jour, fidèlement, valablement, sensiblement et de façon consistante.

Ce ne sont pas de simples collections de chiffres qu'il faudra triturer. Il faut d'abord un préalable criminologique à l'examen et à la mise en œuvre de l'index.

2. — *Le concept d'index*

Il faut éviter de piétiner dans la compilation des archives stériles. Il est certain que l'idée d'index incite à une vision mathématisée de certaines caractéristiques du phénomène criminel. Mais on ne saurait réaliser un index fidèle, sensible et solide sans avoir d'abord organisé criminologiquement le phénomène à étudier.

Le lieu le plus proche d'où jeter sur la criminalité un regard ayant une certaine consistance phénoménale, exprimant certainement une certaine relation entre un service à vocation de contrôle général et un ensemble se donnant sous la forme d'une certaine cohérence, en ce qui concerne la criminalité, c'est la police. Ceci est une première hypothèse. Nous estimons en ce qui concerne notamment l'index devoir la considérer très attentivement. Car le fait policier lui-même réalise peut-être d'une certaine façon l'index lui-même que l'on s'efforce de bâtir ailleurs, par exemple sur des produits judiciaires résultant du jeu d'une multitude de facteurs opérant le long d'un itinéraire de moins en moins criminologique. Il s'agirait alors d'analyser certaines formes de la police pour en extraire l'index qu'elles portent en elles.

C'est sur l'hypothèse que la police est, dans une certaine partie ou manière, un phénomène directement et étroitement en contact avec la criminalité qu'il convient de s'efforcer de confectionner un index criminologique. Cette hypothèse postule que ce rapport est permanent, analysable et positif. Qu'il exprime une certaine corrélation entre le phénomène policier et le phénomène criminel. La police serait donc le fait symptomatique le plus fidèle et le plus sensible du crime.

Mais peut-être faudra-t-il s'efforcer de détecter dans le phénomène policier ce qui concerne la criminalité sans accorder une préférence à ce qui est connu sous forme d'une procédure pénale possible. En d'autres termes il ne s'agit pas de rechercher dans la police la genèse des unités ultérieures du comptage judiciaire. Il faut, au contraire, définir une notion d'événement complexe, perceptible au niveau et dans l'espace criminologique original de la police. Il est fort possible que l'on doive pour cela analyser les différentes variables qui constituent son contact opaque, inconscient, inexprimé, informel avec la criminalité réelle. L'hypothèse de la proximité temporelle et spatiale entre la police et le crime, et c'est pour cela qu'il y a une police, permet d'imaginer que cette proximité peut être traduite en termes d'information sur le phénomène criminel global, c'est-à-dire en termes de contacts avec la population criminelle totale, les effectifs connus n'étant qu'un certain produit.

Notre idée est que la police peut accroître son information et ainsi permettre la construction dans son sein d'un modèle théorique représentant la criminalité existant dans son champ de perception.

Par conséquent il faut déterminer des points critiques dans la structure policière afin d'y organiser des regards criminologiquement armés sur le crime national. Il ne s'agira pas de partir de l'état de la criminalité en état de criminalité connue par la police dans une perspective judiciaire. Mais, au contraire, de l'état de la police sensibilisée par les faits, par les événements, dans une certaine atmosphère fonctionnelle. Cette atmosphère fonctionnelle est celle qui est vécue par les services avant que les stimulations ne soient criblées, filtrées et, si la chose est possible, transformées en produits exploitables judiciairement. La relation entre le fait judiciaire éloigné et la réalité dont certaines composantes peuvent prendre l'état transportable dans l'atmosphère judiciaire est plus complexe que celle qui unit la police spontanée à cette même réalité. Il faut donc résolument se situer et s'organiser criminologiquement en deçà de la ligne de partage, avant la mastication procédurale des faits judiciairement comestibles.

Il faut donc chercher à confectionner l'index dans la ligne du contact police-crimi-

nalité et non pas dans l'aire déjà dénaturée des enquêtes conscientes d'un certain objet individualisé.

En d'autres termes il faut faire un index qui soit une représentation matérielle des hypothèses formulables dans l'optique policière pure, dans le sein même de son horizon vécu concrètement, avant le souci de toute procédure formelle, sur la forme et le contenu du crime total existant réellement dans le champ perceptif des techniciens engagés, champ perceptif devant se matérialiser clairement par la découverte d'un bon rapport entre l'unité du service et l'unité naturelle du champ. Ce qui exclut tout comptage stérile d'éléments morts. Il n'est pas possible de se représenter l'inconnu sans se mettre le plus près possible de lui afin de surprendre certains de ses traits furtifs. Les symboles, les indices, les médiations à trouver, ce sera là où le contact existe qu'il conviendra de les créer. La science des faits clandestins c'est l'avenir de la dimension policière. L'index, si l'on veut qu'il serve, doit être correctement équilibré, doit donc comprendre un paramètre correct de ce clandestin.

Il faut — dit-on lorsqu'on s'angoisse à l'idée que si la puissance théorisante de l'homme était invitée à intervenir là où l'on se débat avec les ressources de la pratique courante les résultats seraient infiniment meilleurs — garder les pieds sur terre ». Précisons qu'il faut s'efforcer de n'avoir sur ladite terre que les seuls pieds.

Le problème est donc d'installer les forces de théorisation dans le cadre même des engagements pratiques. Il s'agit d'une modernisation radicale. C'est l'organisation de l'aptitude permanente à évoluer, à s'adapter.

Pour situer l'esprit dans lequel on doit étudier la phénoménologie « police-criminalité » en vue d'équilibrer un système jouant la fonction d'index, il faudrait faire d'abord un long exposé théorique.

3. — *Comment faire un index*

Il convient d'abord d'examiner certaines tentatives analogues tentées actuellement par d'excellents auteurs.

Deux recherches sont remarquables en l'occurrence. L'une a été présentée au XIVe Cours international de criminologie de Lyon. Elle est l'œuvre de MM. A. Davidovitch et R. Boudon. L'autre vient de faire l'objet d'un magistral ouvrage, *The Measurement of Delinquency* (1). Elle est l'œuvre de MM. T. Sellin et M. E. Wolfgang.

a) Dans son exposé sur les « Statistiques criminelles descriptives », M. Davidovitch souligne la valeur du procédé consistant à rechercher des équivalents de la criminalité cachée. Les criminologues qui travaillent exclusivement sur la criminalité légale s'efforcent de se rassurer en admettant que la criminalité *connue* constitue le meilleur échantillon de la criminalité *réelle*. Dans le sens de cette hypothèse nous estimons devoir aller. Mais en réalisant cette opération le plus près possible du phénomène criminel. C'est-à-dire non pas au niveau des statistiques policières, mais au niveau des activités et des variables diverses qui équilibrent la médiation policière entre l'état policé et l'état chaotique. C'est-à-dire qu'il y a un fonctionnement de la police spontané, préjudiciaire et même pré-administratif, qui est un certain traitement de l'événement. Un savoir que l'on organiserait là serait riche en information directement liée à toute l'épaisseur du contexte criminologique réel, celui qui est rapidement dissipé, clandestinisé, ralenti, dé-signifié, masqué, menti et en fuite... Il s'agit là de certains états, au sens où les phénomènes ont des états, comme on dit état liquide, solide...

On voit combien les variables extraites des produits judiciaires, même ré-animés par le procès, sont peu significatives de l'ensemble complexe du phénomène, ensemble que la police doit percevoir et sur lequel on pourrait opérer des calculs théoriques cernant de très près la réalité.

M. Davidovitch souhaite une meilleure exploitation des documents relatifs à la délinquance constatée. Il a raison. Mais ces documents ne sont eux-mêmes que des produits. Ils tuent l'information. Il y a une observation criminologique primordiale, d'allure phénoménologique, à faire avant de fabriquer des documents qui n'entretiendront jamais plus de relations valables et sensibles avec la réalité de base. Notamment pratiquement aucune avec les données nucléaires du crime.

(1) *The Measurement of Delinquency*, John Villey & Sons, Inc., New York, Londres, Sydney, 1964, 423 pages.

C'est l'analyse criminologique au niveau de la structure policière qui importe avant tout. Il faut donc d'abord inciter la police à modifier son engagement. Il faut qu'elle organise elle-même son double regard. Qu'elle soit à la fois, mais distinctement, sans confusion, criminologue et criminaliste. Alors seulement, par le truchement d'un service d'études policier, des objets scientifiquement utilisables pourront être mis à la disposition de la recherche scientifique.

A notre époque on dispose d'une puissance impressionante d'analyse et de transformation des variables. Mais toutes ces possibilités, corrélativement, exigent un affinement clinique de base tout aussi valable.

Il faut donc que l'index policier du crime soit d'abord étudié dans une perspective de criminologie clinique.

Il y a « la criminalité dont la connaissance ne franchit pas les seuils des services de police ». Encore faudrait-il s'entendre sur le sens du mot connaissance. Il y a un écart sensible entre la connaissance virtuelle, non technicisée, de ce qui se passe et la connaissance officiellement accueillie dans le service. Pour comprendre cela il faut vivre assez longtemps, en tous les cas compréhensivement, dans un commissariat de police, à la frontière très fine des grandes totalités phénoménales qui le traversent. Un service concret, engagé, ce n'est pas une variable unidimensionnelle. On y remarque une épaisseur, une temporalité complexe et une succession de niveaux emboités les uns dans les autres. Il y a un processus policier sous-jacent, différent des productions objectivées selon les normes de l'administration, c'est-à-dire d'un certain intérieur vécu par le service lui-même.

Une nouvelle hypothèse doit être ici formulée. Il ne faut pas confondre l'information qu'ont les hommes d'un service et celle du service. Il y a des niveaux de connaissance, des savoirs, des souvenirs, des recoupements. Il y a un savoir concret inexploré. Pas mis en état d'objectivité. L'information des services, celle qui est en état de formulation et d'échange administratifs, est plus pauvre, plus grossière quoique mieux formulée. Et déjà, aussitôt qu'on la veut enregistrer, elle se dénature sous l'effet de l'action anticipée des concepts du droit pénal. C'est donc à la police elle-même d'exploiter l'information secrète qu'ont du crime les hommes qui la constituent. Tout progrès dans ce sens enrichira la masse d'information communicable. La proportion entre l'information « objective », celle dont on peut tirer des documents et l'information vivante, si on l'explicitait mieux, fournirait certainement un type de contact avec la criminalité dite inconnue. On y pourrait trouver la forme du rapport entre le crime dit connu et le crime réel, entrevu, deviné, connu de vue, plus ou moins tacitement.

C'est pourquoi nous pensons que l'une des tâches de la police scientifique de demain, fécondée par les sciences de l'homme, sera d'approfondir, dans tous les plans de l'espace psycho-sociologique, cet incomparable contact crimino-technique, qui est, du même côté, ou presque, que la criminalité inconnue.

Ainsi nous dépassons la pertinente remarque de M. Davidovitch sur la meilleure exploitation de l'existant constaté. Mais nous avons toujours considéré qu'on ne pouvait analyser la police qu'en reconnaissant qu'elle est une réalité *sui generis*, et non une sorte de rouage, sans existence intelligible ou isolable, transitoirement mis en branle par les opérations judiciaires. Se situer focalement dans l'univers judiciaire c'est se condamner à y rester. Mais le phénomène criminel n'y est qu'une variable secondaire. Car c'est un autre produit que le système a pour mission de réaliser. Par conséquent l'index policier risque fort d'être avant tout une découverte, une innovation, à exiger de la part de la criminologie clinique que l'on doit inviter à intervenir, par intégration, dans le cadre original de l'engagement policier.

A cette frontière interphénoménale il y a donc un préalable criminologique à réaliser. Avec toutes les garanties, nuances et subtilités que cela implique. On fabriquera certainement alors de nombreuses variables spécifiques, d'un type nouveau, à ce jour, encore inconnues. Et l'analyse factorielle, l'analyse descriptive la plus fine, voire l'analyse causale, pourront intervenir. Mais sans un tel préalable criminologique on risque fort de piétiner.

Deux mécanismes paraissent jouer au niveau du processus de classement par les autorités judiciaires : la pression quantitative de l'ensemble des affaires traitées et un certain critère de gravité perçue. Il y a un seuil de gravité ressentie qui se déplace sous la pression de la masse criminelle. Ces constatations de M. Davidovitch décrivent des mécanismes qui jouent également, mais du côté où elle a son contact avec la criminalité

réelle, dans la police. L'étude de M. Davidovitch a utilisé un indice de gravité de quinze infractions. Cet indice a été réduit à l'observation de « la proportion des peines de simple amende prononcées à titre principal ». Nous montrerons dans une chronique ultérieure que l'on peut fort bien déceler au niveau de la police pure des critères qui devront être maniés avec soin dans de véritables observatoires criminologiques de la police que l'on ne manquera pas de créer prochainement. Ces critères devront être extraits de la phénoménologie policière concrète. Ils ne devront pas être contaminés par l'esprit pénal.

Le concept de gravité perçue ne saurait être limité à la mesure qu'on en peut prendre à travers les réactions judiciaires. Il a des formes particulières à tous les autres points où des décisions formelles, techniques, opaques ou clandestines se produisent et donnent à la criminalité connue sa physionomie finale. Il y a une criminalité connue qui n'est pas acceptée à certains moments parce que la pression matérielle des tâches déborde les disponibilités de la police. Ce phénomène a des rythmes. On peut l'observer. Il convient donc de repérer ces rythmes à travers l'index, que nous concevons comme un instrument non de mesure d'un volume mais d'un certain équilibre entre des variables dûment assorties de paramètres minutieusement calculés.

Il sera possible de simuler le contact d'un commissariat de police avec un champ criminologique donné. En étudiant l'ensemble des commissariats de police sous cet angle on pourra observer des variations ayant une valeur indicative à longue portée. Si la police s'étudiait elle-même, dans une perspective extensive et compréhensive, elle s'apercevrait qu'elle possède le secret de l'hypothèse sur les formes, la proportion et la nature de la criminalité réelle. Et on pourrait alors construire l'index du crime, et non celui des émotions provoquées par celui-ci à travers les lourdes structures judiciaires.

b) MM. Sellin et Wolfgang se sont efforcés de construire un index de la délinquance juvénile. Un petit manuel *Constructing an Index of Delinquency* a été publié par leurs soins, par le Centre de recherche criminologique de l'Université de Pennsylvanie, en 1963. Il s'agit d'une recherche exécutée par les auteurs depuis 1960 à Philadelphie, avec la coopération de la police.

Le besoin d'un index sensible et spécifique est évident. On pense que si la délinquance pouvait être bien représentée par un système d'observations permanent on pourrait contrôler les hypothèses relatives aux mesures destinées à la réduire. C'est donc bien la mise en place d'un observatoire criminologique permanent, enregistrant les régularités et les secousses criminologiques. Il s'agit donc d'une tâche précise. Il n'est pas question de mesurer toute la criminalité des jeunes, mais de construire un indicateur de ses variations. Indicateur assez sensible pour enregistrer les effets de mesures déterminées, prises et réalisées dans le cadre du champ où cet indicateur est en place.

Les services de police réalisent un grand volume d'activités extra-judiciaires sur les jeunes délinquants. Cinquante à soixante pour cent de ceux-ci sont connus et traités officieusement par la police.

Pour construire un index de la criminalité grave le système américain d'enregistrement se fonde sur la criminalité connue par la police. De même c'est sur les faits connus par la police que les auteurs ont basé leur index. Ils ont considéré les cas où les délinquants arrêtés étaient âgés de sept ans au moins et de dix-huit ans au plus. On a exclu des bases de l'index les faits relevant de la simple inadaptation juvénile ou sociale.

On a distingué entre les manifestations spécifiquement juvéniles de troubles de la conduite et les infractions du Code pénal. On s'est, par conséquent, limité aux secondes. Mais on a considéré qu'on ne devait baser l'index que sur des infractions d'une nature telle que le mal causé par elles déterminerait de la part de la victime ou d'une personne privée leur dénonciation spontanée à la police. Par conséquent un tel index doit être basé sur des infractions jouissant d'une aptitude *constante* à la dénonciation. Ces infractions sont d'abord celles qui ont causé un dommage corporel à une victime. Puis ce sont celles qui ont lésé par vol ou destruction la propriété. L'intention est claire. Il faut que l'index soit directement en rapport avec la totalité de la dimension criminelle réelle, avec la totalité des infractions de l'espèce considérée, qu'elles soient enregistrées ou non. C'est la constance de la dénonciabilité qui compte.

C'est ensuite à la façon de distinguer dans l'enregistrement statistique certaines composantes différentielles graves des événements criminels que l'on en vient. Cette notion d'événement complexe est importante. Elle est de nature criminologique. Elle rejoint les intuitions policières relatives à l'élaboration d'une criminologie spéciale différente du droit pénal spécial.

Les auteurs de l'index de Philadelphie ont recherché une manière de classer et de scorer un événement dans sa totalité et pas seulement d'après ses éléments les plus graves. Ainsi un meurtre peut être le fait principal d'un événement plus ou moins complexe. Cette complexité criminologique doit être ressentie par l'index.

Un événement est *a*) ce qui entraîne dénonciation à la police et qui s'avère contenir au moins une infraction à la loi pénale, ou *b*) ce qui est découvert, directement ou non, par la police à l'occasion de ses patrouilles et qui comporte, de même, au moins une infraction. Il suffit qu'un tel événement comporte les éléments retenus pour les besoins de l'index pour qu'il soit analysé et scoré. Mais il y a des événements compliqués difficiles à réduire en formules statistiques. C'est le problème des multiples comptages ou de la dénaturation trop profonde des unités criminologiques naturelles. Ce qui porterait atteinte à la validité et à la sensibilité réelle de l'index. Enfin il faut faire en sorte que la notion d'événement, le classement et le scoring des événements permettent des comparaisons d'une collectivité à l'autre.

Afin de permettre la construction de sous-index utilisables dans une perspective comparative, les événements ont été classés par référence aux effets causés. Un événement peut comporter (a) seulement un dommage à la personne d'une ou de plusieurs victimes, (b) seulement le vol d'une certaine quantité de propriété, ou (c) seulement un dommage à la propriété. Mais ces trois éléments peuvent s'associer. On doit tenir compte de ces combinaisons. Car il peut s'avérer désirable de confectionner des index séparés pour des événements comportant (a), (a) (b), (a) (c), (a) (b) (c), (b), (b) (c) et (c).

Les auteurs ont voulu s'écarter de la nomenclature légale stricte. Ils ont cherché à spécifier et à différencier les scores relatifs aux événements en utilisant tout ce que les étiquettes légales masquent. C'est ainsi qu'ils ont construit une échelle ordinale de la délinquance. Les statistiques de la criminalité tiennent compte à la fois de sa quantité et de sa qualité. Aux U.S.A. il existe un système national de comptage de la criminalité. C'est le *Uniform Crime Reporting System*. Il contient une rubrique réservée aux *index crimes*.

MM. Sellin et Wolfgang proposent, eux, un système basé sur les *index events*. Ils estiment qu'il ne suffit pas de constater que le crime varie en quantité. Mais qu'il est capital de préciser comment varie sa *gravité*. Il se peut que la variable « volume » varie indépendamment de la variable « gravité ».

Dans le système officiel de l'*Uniform Reporting* on détermine le degré de gravité d'un fait en considérant sa composante se situant le plus haut sur la liste de gravités décroissantes des sept crimes sélectionnés dans l'index. Car les sept *index crimes* ont été ordonnés par degré de gravité décroissante : homicide volontaire, viol, vol qualifié, agressions... Dans un tel système tous les faits situés sur une ligne de gravité donnée sont censés également saturés en cette variable. Ils sont tous scorés du nombre 1. Ce qui n'est pas conforme à la réalité.

Pour résoudre quantitativement cet aspect qualitatif de leur problème les auteurs ont adopté un système différent. Une échelle d'intervalles a été construite. Elle prévoit des valeurs différentes pour les divers éléments des *index events* retenus. Et l'addition de ces valeurs d'éléments fournit la valeur totale de l'événement considéré.

Dans le livre cité plus haut *Measurement of Delinquency*, on trouve décrite la procédure suivie pour élaborer cette échelle de valeurs. Il s'agissait de traduire quantitativement des évaluations qualitatives. C'était reprendre le vieux problème de la mesure physique de la subjectivité. Par des procédés variés, désormais classiques en sciences psycho-sociales, on peut classer des faits axiologiques. Notamment on peut établir le contact avec certaines variables consistantes au moyen de diverses rotations opérées à propos des mêmes variables visées au moyen de facteurs différents. De telles rotations de facteurs dans un certain espace permettent généralement d'individualiser des éléments significatifs. En sorte que l'évaluation quantitative s'objective sans qu'il ait été nécessaire de traduire réellement le quantitatif en physiquement mesurable. C'est ainsi qu'un groupe important de sujets ont été testés. Notamment des policiers, des étudiants... On leur avait demandé d'évaluer comparativement la gravité de cent quarante et une versions différentes d'infractions. Et cette estimation devait se matérialiser par l'emploi soit d'une échelle de grandeur soit d'une échelle de catégorie (1). Les

(1) Deux échelles ont donc été utilisées pour déterminer l'échelle finale. La première présentait les versions des événements criminels en demandant de les évaluer au moyen

corrélations entre les résultats obtenus ont permis de construire l'échelle adoptée par MM. Sellin et Wolfgang.

C'est ainsi que des poids différents ayant pu être attachés à chacun des éléments constitutifs des événements, on a pu construire un index de la délinquance. On peut réaliser en tous les lieux d'une nation de telles procédures d'évaluation de la gravité perçue et ainsi réaliser à l'échelon national un atlas des valeurs en vigueur à l'époque considérée. Et plus les sondages sont rapprochés moins les tendances ont le temps de changer. On peut ainsi définir une *pente* des valeurs, observables dans un cadre spatio-temporel *optimum*. Et ainsi construire le cadre théorique de l'état des valeurs pour l'intervalle allant d'un sondage à l'autre. Dans le cas où l'expérience infirmerait la prévision on aurait enfin le contact contrôlé avec des faits significatifs.

De toute façon on peut rendre entre elles comparables les évaluations, les échelles. Et, comme de nombreux travaux semblent le constater, à l'heure actuelle les tables des valeurs paraissent avoir une stabilité générale qui transcende les variations régionales. Ceci permet d'ailleurs de retrouver, à travers de multiples facteurs intermédiaires, l'unité de la culture occidentale. Mais justement cette forte stabilité qui s'affirme à travers la configuration des différentes notes en facteurs et à travers les différentes saturations en ces facteurs incite à redouter que l'index n'y perde sa qualité fondamentale : la sensibilité. Et surtout qu'il enregistre des phénomènes animés par des temporalités différentes. Il semble qu'en évaluant la criminalité par rapport à la phénoménologie conventionnelle on se coupe du bloc criminologique en soi. Finalement les mesures indexées refléteront la configuration, affectivement bloquée, des valeurs objectives, non forcément vécues. Et justement la criminalité est une forme particulière de la vie des valeurs. Dans ces conditions l'index du crime n'est valable que si les valeurs varient pareillement des deux côtés de la barricade. Finalement on retrouve le problème de la relation entre le monde non criminel et le monde criminel. On risque de se heurter de nouveau à la problématique de la criminalité inconnue. Et de se demander comment y sont estimées les valeurs.

La gravité ressentie par les témoins des valeurs sélectionnées serait-elle liée à l'information publique sur l'actualité criminelle ? Alors l'échelle devrait varier. Si pour une période donnée on omettait de faire écho aux crimes de sang, l'ordination des valeurs devrait changer. Sinon cela voudrait dire que l'échelle des valeurs figée dans le ciel théorique est insensible à ce qui se passe dans la vie. Et pratiquement la réalité criminelle pourrait évoluer dangereusement sans être perçue à travers l'évaluation de sa gravité conventionnelle. Car il y a une grande différence entre le concept de gravité et celui, criminologique, de dangerosité.

Nous pensons qu'un index devrait se fonder sur la *dangerosité* criminologique du crime. Lorsque, dans une prochaine chronique, nous proposerons notre index policier du crime nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

Les éléments retenus pour le système du scoring de MM. Sellin et Wolfgang sont les suivants :

1) nombre des victimes qui ont subi des dommages corporels, en précisant la gravité de ce dommage (mineur, avec ou sans soins ou hospitalisation, ayant entraîné la mort) ;
2) nombre des victimes de viol, avec précisions sur les menaces employées (armes notamment) ;
3) la présence d'une forme d'intimidation (physique, verbale, armée) ;
4) le nombre de locaux forcés ;
5) le nombre de véhicules volés ;
6) le montant total de la propriété perdue pendant un événement : par vol, dommage ou destruction.

Dans chaque événement analysé on doit relever la présence de l'un ou de plusieurs de ces six éléments. Remarquons dès maintenant qu'il s'agit d'événements objectifs qui peuvent fort bien être utilisés indépendamment de l'échelle des valeurs de la

d'un cercle autour de l'un des nombres de 1 à 11. C'est l'échelle par catégories. La seconde demandait de trouver (entre 0 et ∞) un nombre exprimant la gravité perçue. C'est l'échelle par grandeur. On incitait donc à une certaine arithmétique des estimations. Les résultats des deux échelles furent analysés selon les procédés mathématiques les plus valables.

délinquance ci-dessus évoquée. On peut concevoir que ces éléments objectifs se rattachent à une perspective criminologique différente. Par exemple à la dangerosité.

Dans le système de MM. Sellin et Wolfgang l'indexation de la criminalité enregistrée est meilleure que celle des statistiques trop uniformisantes. Sous les réserves que nous avons énoncées ci-dessus quant à la valeur criminologique d'un concept de gravité conventionnelle des éléments du crime l'image de la criminalité ainsi produite a des reflets plus vivants que celles qu'empruntent les comptages morts, statistiques de faits bruts, d'étiquetages pénaux, de produits intermédiaires, judiciaires. Elle pourrait permettre de constituer une maquette représentative de la délinquance que l'on devrait suivre à travers l'itinéraire criminalistique. La criminologie pourrait ainsi observer une certaine série de manifestations consistantes de son objet. C'est ainsi que le système a prévu les coefficients de saturation suivants pour les événements de l'index :

— l'élément « dommage physique léger » est scoré 1, « soigné sur place » 4, « hospitalisé » 7, « tué » 26 ;

— l'élément « intimidation » par moyens physiques ou verbaux est scoré 2, par armes 4 ;

— les butins de plus de 80 000 dollars valent 7...

Tous les événements d'une période considérée ayant été ainsi scorés les index de la délinquance sont facilement construits. On ne tient compte que des scores égaux ou supérieurs à 2. On fait la somme des scores ainsi retenus. Des opérations complémentaires sont évidemment nécessaires. Il faut corrélativement éclairer le contexte au sein duquel les phénomènes observés s'inscrivent. Notamment l'évolution démographique. Les auteurs s'intéressent à la délinquance juvénile. Ils ont donc ramené les totaux observés à l'unité de population la plus commode, soit à dix mille jeunes de huit à dix-huit ans. C'est ce taux qu'ils appellent l'index de la délinquance. Des sous-index sont construits, déduits du matériel ainsi réuni. Il s'agit de taux spécifiques divers. Notamment on peut étudier la fréquence des diverses combinaisons possibles, probables et réelles entre les éléments retenus.

Dans le but de faciliter la comparabilité des résultats les auteurs conseillent de traiter à part les trois classes suivantes d'événements :

1) ceux comportant un dommage physique à la personne de la ou des victimes ;
2) ceux comportant un vol, mais sans dommage physique à la personne ;
3) ceux comportant *seulement* un dommage à la propriété (par exemple effraction de portes et de meubles sans vol ou agression d'une personne).

Des taux de fréquences par périodes peuvent être calculés. En l'occurrence les auteurs estiment pouvoir ainsi permettre d'observer les variations qualitativo-quantitatives de la délinquance juvénile. Notamment on pourra déterminer le taux de fréquence de délinquance par mille ou dix mille jeunes. De même pourra-t-on calculer la valeur du score moyen d'un événement pour chacune des classes ou pour toutes les classes à la fois. Toutes ces manipulations permettront de savoir si les éléments jeunes de la population tendent à s'engager plus ou moins dans la délinquance mesurée. D'autre part la valeur du score moyen d'un événement indiquerait, dans la perspective du concept de moyenne, si les événements ont tendance à devenir plus ou moins graves.

Et pour de plus amples besoins comparatifs ou calculera le taux par cent mille unités de la population totale. Il est intéressant de remarquer que dans leurs conclusions les auteurs suggèrent que leur méthode pourrait s'appliquer à toutes les espèces d'événements semblables à ceux choisis dans leur étude. Il suffit que l'information recueillie par la police révèle la présence d'éléments nécessaires aux scores. Or ceux-ci ne concernent que le mal causé. Ils décrivent un certain phénomène *intermédiaire* entre la criminalité objet de la criminologie, c'est-à-dire considérée dans sa structure spécifique *et* l'ensemble des réactions et des évaluations relatives à la criminalité évoquée fictivement. On peut fort bien isoler le tableau des coefficients et des éléments indicatifs retenus par les auteurs et les rattacher directement à la criminologie de la criminalité.

4. — *Suggestions pour un index policier du crime*

Il devra être construit sur le versant de la phénoménologie policière tourné vers la criminalité réelle. Nous nous limiterons dans ces conclusions à quelques remarques fondamentales. Sur la ligne de contact entre la police et le crime un certain nombre

de phénomènes se produisent de façon constante. Ces phénomènes sont constitués par la rencontre entre le phénomène criminel total et la police elle-même agissant en tant que phénomène total.

Un certain nombre de variables doivent pouvoir être détectées et isolées. On doit pouvoir les qualifier en grandeurs et ainsi opérer à même la relation entre la police et le crime réel. Et dans cette opération il conviendra de ne pas oublier les phénomènes « historiques ». Ils devront faire l'objet de mises en variables spécifiques ou de neutralisations paramétriques. Ces phènomènes ne concernent pas l'information objectivée, mise en état de faits de service public, mais celle saisie à l'état de connaissance corrélative de l'inconnu visé, c'est-à-dire non pas d'un inconnu radical, mais d'un inconnu conventionnel dans un connu massif.

Pour ce faire il nous faudra revenir à l'étude des statistiques de police et en extraire leur contenu d'information masquée. Il faudra se situer bien au delà d'elles. Et chercher à situer dans la structure policière globalement envisagée des regards criminologiques privilégiés sur le crime réel. Des indexations locales, fréquentes, du crime doivent permettre la construction nationale d'un index dynamique et serrant de très près la courbe des tendances du réel. On démystifiera ainsi l'image du crime. Des index fonctionnels divers devront être constitués. Ils équivaudront à des rotations au sein du champ criminologiquement significatif de l'espace commun à certains facteurs criminologiques. Tous ces index engagés dans le concret devront avoir, à l'échelon global, une stabilité relative. Le problème sera justement de trouver cette stabilité. Mais les opérations ainsi menées dans un véritable laboratoire criminologique de la police permettront de découvrir la forme positive de la relation qui existe entre la police et le crime réel.

Pour que toutes ces délicates opérations puissent être commodément effectuées il faudra situer, équiper et faire vivre des observatoires policiers régionaux du crime. Ces observatoires devront être des superstructures policières totales. C'est-à-dire que toutes les dimensions policières opérant dans leur champ y devront collaborer. Et de proche en proche on élaborera en restant à la frontière commune des réalités un index fonctionnel du crime doté de la plus fine sensibilité.

Nous reviendrons donc sur ce point. Car la police, en tant que phénomène social, est précisément l'index lui-même que l'on cherche à bâtir ailleurs. Et la société doit exiger qu'elle accomplisse justement ce pour quoi elle est faite. Se mettre en état de mesurer exactement la criminalité c'est la mission même de la police.

F. Chronique du parquet et de l'instruction

I. — QUELQUES QUESTIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE D'EXTRADITION

par M. Brocherieux

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Rouen.

I. — Suivant la procédure instaurée par la loi du 10 mars 1927, le Gouvernement français, saisi d'une demande d'extradition par un Etat étranger, doit avant de décider de la suite qu'il donnera à cette demande, la soumettre à l'appréciation de la chambre d'accusation de la Cour d'appel, dans le ressort de laquelle est appréhendé le ressortissant étranger, objet de la demande. Si ce dernier ne consent pas formellement à être livré aux autorités du pays requérant, la chambre d'accusation donne son avis motivé sur la demande d'extradition (art. 16, loi de 1927). Si cet avis est défavorable, l'extradition ne peut pas être accordée. S'il est favorable, le Gouvernement conserve sa liberté de décision, dans les limites que peut lui laisser la convention internationale existant éventuellement entre la France et le pays requérant.

La question qui se pose est de savoir si l'avis, que la chambre d'accusation est ainsi appelée à émettre, doit faire l'objet d'un arrêt qui sera prononcé en présence de l'intéressé en audience publique, ou s'il doit être prononcé toujours en présence de l'intéressé mais en chambre du conseil, ou s'il s'agit d'un avis confidentiel, destiné uniquement au Gouvernement, dont il n'y a même pas lieu de donner communication à celui qui est l'objet de la demande et à son conseil.

En l'absence de toute précision dans la loi de 1927 et de jurisprudence de la Cour de cassation, les avis sur ce point divergent.

Nous pensons que pour répondre à cette question, il est utile de remonter à la période antérieure à la loi de 1927. La procédure de l'extradition était alors administrative et ses règles étaient fixées non par une loi, mais par plusieurs circulaires dont les dernières étaient en date des 12 octobre 1875, 23 mars 1897 et 1er décembre 1897. Seuls participaient à la procédure, en dehors des fonctionnaires de police chargés de procéder à l'arrestation, les magistrats du ministère public. Le procureur de la République, devant lequel était conduit l'individu arrêté, vérifiait l'identité de celui-ci, recevait ses explications et adressait les pièces, avec son avis motivé, au procureur général. Ce dernier à son tour transmettait le dossier à la Chancellerie avec son appréciation également motivée. Au vu des avis motivés ainsi formulés, le garde des Sceaux proposait, s'il y avait lieu, au président de la République un décret accordant l'extradition.

Il est bien évident que, par leur nature même, les avis des magistrats du parquet étaient confidentiels et seulement destinés à éclairer le Gouvernement, maître de la décision définitive. Il n'était pas question de les communiquer à l'intéressé, ni *a fortiori* de leur donner une quelconque publicité.

La loi de 1927 a introduit dans la procédure une phase judiciaire comportant l'intervention d'une juridiction, la chambre d'accusation, qui aux termes de l'article 16 doit donner son avis motivé. Sans doute est-il prévu à l'article 14 que l'interrogatoire,

les débats, les conclusions du ministère public, la défense de l'étranger ont lieu en audience publique. Mais l'article 16, en ce qui concerne la conclusion de cette procédure, se borne à préciser que la chambre d'accusation, statuant sans recours, donne son avis motivé. Il n'est rien dit sur la façon dont est rendue cette décision, la publicité étant prévue seulement pour l'interrogatoire et les débats.

Sans doute le législateur en confiant à une juridiction le soin d'apprécier la demande, après un débat public, a-t-il entendu assurer des garanties plus substantielles à celui qui est visé par une demande d'extradition. Mais en employant le mot « avis » et en excluant, pour l'intéressé et le ministère public, la faculté du pourvoi en cassation (seul est possible le recours dans l'intérêt de la loi prévu à l'article 620 du Code de procédure pénale), le législateur a marqué qu'il entendait conserver à la décision de la chambre d'accusation le caractère d'un avis destiné, tout comme l'était l'avis des magistrats du parquet dans la procédure antérieure, à la seule Chancellerie. Le verbe « donne » utilisé par l'article 16 paraît significatif, par opposition aux verbes « prononce » ou « rend », qui sont employés lorsque la décision est un jugement ou un arrêt. D'ailleurs, cet avis la chambre d'accusation le « donne » au Gouvernement, puisque c'est lui qui prendra la décision finale. C'est donc à lui seul qu'il est destiné.

De ces considérations, il semble résulter que cet avis n'a pas à être rendu public et qu'il n'y a même pas lieu de le porter à la connaissance de l'étranger, objet de la demande.

Et c'est bien ainsi que fut interprétée la loi dans les années qui suivirent sa promulgation. On en trouve la preuve dans un article publié dans cette *Revue* (1), sous la signature de M. Rey, substitut du procureur général à Paris, article intitulé « L'extradition des étrangers et la jurisprudence de la Cour d'appel de Paris ». L'auteur de cet article souligne que l'arrêt est uniquement réservé à la Chancellerie et que l'expédition qui en est délivrée est pour elle seule et ne pourrait être rendue publique sans son autorisation expresse. Le détenu ne connaît éventuellement le sens de l'avis donné par la Cour que par la libération immédiate dont il bénéficie si cet avis est défavorable à la demande d'extradition. Même dans ce cas il ignorera les motifs, qui ne lui sont jamais communiqués. M. Rey précise que la publicité peut d'ailleurs présenter de graves inconvénients et éveiller dans certains cas les susceptibilités de l'Etat requérant. Ce point de vue a été repris par M. Donnedieu de Vabres dans son *Traité de droit pénal* (n° 1820, note 1).

La loi de 1927 n'ayant depuis lors reçu aucune modification, tout porte à croire que l'interprétation qui en était ainsi donnée en 1936 reste valable.

Il semble cependant que ces principes aient été quelque peu perdus de vue. Il suffit de parcourir les recueils de jurisprudence depuis 1945, particulièrement les tables de la *Gazette du Palais*, pour constater que, dans nombre de cours, y compris celle de Paris, les chambres d'accusation rendent leurs décisions sur les demandes d'extradition en audience publique. La Cour de Montpellier, dans un récent arrêt du 30 octobre 1962 (*Gaz. Pal.*, 1963.1.72, 2e arrêt) a même expressément décidé que l'avis émis devait être lu intégralement, motifs et dispositif, en audience publique, pour la raison qu'en l'absence de disposition contraire, il convenait d'appliquer la règle générale posée par l'article 485 du Code de procédure pénale prévoyant la publicité des jugements. Il est vrai que l'affaire dans laquelle a été rendu cet arrêt avait fait quelque bruit en raison des conditions particulières dans lesquelles un ressortissant américain avait été refoulé du territoire des Vallées d'Andorre à la diligence du viguier français, pour être remis aux gendarmes français qui l'attendaient à la frontière afin de mettre à exécution la demande d'extradition adressée à la France. Les magistrats de Montpellier, en faisant droit aux conclusions de la défense qui réclamait une décision publique, ont vraisemblablement saisi cette occasion pour proclamer ouvertement la régularité de l'arrestation qui avait été mise en doute par l'avocat au cours du débat public.

Quoi qu'il en soit la position ainsi prise par la Cour de Montpellier a été critiquée, notamment par le commentateur du *Jurisclasseur de procédure pénale* (M. Levasseur, professeur à la Faculté de droit de Paris). Celui-ci fait observer que les magistrats ont perdu de vue en l'espèce qu'il ne s'agissait pas d'un arrêt au sens propre du terme, mais d'un avis que la chambre d'accusation donne au Gouvernement.

Il apparaît qu'il serait logique et conforme à l'esprit de la législation promulguée en 1927 de revenir à la pratique exposée par M. Rey dans son article de 1936, pratique

(1) 1936, p. 597.

à laquelle certaines cours restent fidèles. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que dans la procédure propre à la chambre d'accusation telle qu'elle est fixée par le Code de procédure pénale, la règle est que tout se passe en chambre du conseil. La loi de 1927 ne dérogeant à cette règle que pour les débats proprement dits, il semble qu'il n'y ait pas lieu d'étendre au delà la publicité.

Il est toutefois un point sur lequel on peut ne pas être entièrement d'accord avec la pratique exposée par M. Rey. Sans doute l'avis est-il uniquement destiné à éclairer le Gouvernement. Mais il convient de considérer que cet avis intéresse aussi celui dont l'extradition est demandée, puisqu'il s'agit en définitive de son sort.

Les garanties de la défense, dont notre droit se préoccupe à juste titre d'assurer le respect avec une rigueur toujours accrue, semblent exiger que le dispositif de l'avis lui soit aussi communiqué. L'intéressé sera ainsi en mesure de faire parvenir de son côté un mémoire à la Chancellerie pour discuter le bien-fondé de la décision. Il doit semble-t-il jusqu'à la décision finale pouvoir discuter un problème qui le touche personnellement.

En résumé il convient de penser que l'avis de la chambre d'accusation reste un avis au sens propre du terme et n'a pas à être lu en audience publique, ni même en chambre du conseil. Dès qu'il est rédigé l'expédition en est délivrée pour être adressée à la Chancellerie par le procureur général. Toutefois le respect des droits de la défense nous paraît commander qu'il ne reste pas secret vis-à-vis de celui dont l'extradition est réclamée, d'où nécessité d'en porter le dispositif à sa connaissance.

II. — A propos de la procédure d'extradition, une seconde question mérite un examen particulier. A tout moment de la procédure l'intéressé peut solliciter sa mise en liberté provisoire. Dans quelle forme et suivant quelles modalités sera-t-il alors statué sur cette demande par la chambre d'accusation ? L'article 14 de la loi du 10 mars 1927 indique que la mise en liberté interviendra conformément aux règles qui gouvernent la matière. Il y a donc lieu de recourir aux règles du droit commun telles qu'elles figurent au Code de procédure pénale.

Mais pour autant le problème ne paraît pas clairement résolu.

On peut être tenté de faire appel à la procédure normale de la chambre d'accusation telle qu'elle est fixée au chapitre II du titre III du livre Ier du Code de procédure pénale par les articles 191 et suivants. Ce chapitre est intitulé : « De la chambre d'accusation, juridiction d'instruction du second degré ». Les règles qu'il contient paraissent en effet constituer le droit commun de la chambre d'accusation, puisque le législateur, après y avoir fixé sa composition, y décrit la façon dont elle est saisie, le déroulement des débats et la façon dont les arrêts sont rendus puis signifiés aux parties ou portés à leur connaissance et à celle de leurs conseils.

Si l'on applique cette procédure il faut alors décider que l'intéressé et son avocat sont avisés à la date de l'audience par lettre recommandée, que les débats se déroulent en chambre du conseil, l'intéressé n'étant pas appelé à comparaître, sauf si la chambre en décide autrement, seule lui étant donnée la faculté de rédiger un mémoire ou de faire présenter par son avocat des observations sommaires (art. 199, C. proc. pén.). Il faut également décider que l'arrêt est rendu en chambre du conseil, hors la présence de l'intéressé, et qu'il lui est signifié dans les trois jours à la requête du procureur général (art. 199 et 217). Cette procédure semble être applicable non seulement lorsque la chambre est saisie de l'appel d'une ordonnance d'un juge d'instruction statuant en matière de liberté provisoire, mais aussi lorsqu'elle est directement saisie d'une demande de mise en liberté provisoire soit au cours d'un supplément d'information, soit avant le règlement d'une procédure qui lui a été déférée sur le fond. On peut donc être porté à penser qu'elle s'applique en matière d'extradition lorsque la chambre d'accusation est saisie d'une question de liberté provisoire.

Cette solution se heurte toutefois à une objection tirée de l'existence des articles 142 et 143 du Code de procédure pénale, qui figurent à la section VI du chapitre réservé au juge d'instruction et traitent de la détention préventive.

L'article 142, après avoir précisé que la mise en liberté provisoire peut être demandée en tout état de cause par tout inculpé, prévenu ou accusé, et en toute période de la procédure, donne compétence pour connaître d'une telle demande à la juridiction de jugement lorsque celle-ci a été saisie. Le même article ajoute qu'« avant le renvoi en Cour d'assises et dans l'intervalle des sessions d'assises » le pouvoir de statuer en matière de liberté provisoire appartient à la chambre d'accusation.

L'article 143 fixe la procédure qui doit être suivie par la juridiction de jugement lorsqu'elle connaît d'une demande en liberté provisoire conformément à l'article précédent. Cette procédure apparaît quelque peu différente de celle prévue au chapitre II par les articles 191 et suivants. Les parties, comme leurs conseils, sont convoqués par lettre recommandée, et non pas seulement avisées de la date d'audience. Les parties comparaissent et sont entendues en personne, alors qu'aux termes de l'article 199 elles ne comparaissent pas, les avocats seuls étant admis à présenter des observations sommaires. En outre la décision est prononcée en présence des parties, ce qui exclut la nécessité d'une signification. Enfin, bien que l'article 143 reste muet sur ce point, tout le monde semble d'accord (voir notamment le paragraphe C 288 de la circulaire d'application) pour estimer que l'audience doit être publique, ce qui implique que la décision est rendue en audience publique.

Est-ce donc cette procédure que devra observer la chambre d'accusation chaque fois qu'elle sera saisie directement d'une demande de mise en liberté provisoire, notamment en matière d'extradition ? On peut le penser.

Pour écarter l'article 143 dans cette dernière hypothèse, il est sans doute possible d'objecter que les dispositions qu'il comporte sont seulement prévues pour les juridictions de jugement et qu'elles ne s'appliquent donc pas à la procédure à suivre devant la chambre d'accusation, même si celle-ci est saisie au titre de l'article 142, la procédure de la chambre d'accusation restant même dans ce cas celle prévue par les articles 191 et suivants : cette objection n'est toutefois pas décisive, l'article 143 pouvant être considéré comme définissant la procédure applicable aux demandes présentées en vertu de l'article 142 quelle que soit la juridiction compétente (à l'exclusion évidemment du juge d'instruction). Tout au plus pourrait-on dire que la publicité de l'audience n'étant pas exigée par l'article 143, la procédure devant la chambre d'accusation se déroulera en chambre du conseil, la publicité étant la règle seulement devant les juridictions de jugement.

L'incertitude nous paraît donc régner sur le choix qui doit être fait pour la procédure à employer lorsqu'un individu, arrêté à la suite d'une demande d'extradition, sollicite sa mise en liberté provisoire. Sans doute en ce cas la chambre d'accusation n'intervient-elle pas comme juridiction de jugement ou comme suppléant une telle juridiction ; mais elle n'intervient pas non plus en tant que juridiction d'instruction du second degré.

Dans le doute la solution la plus sage est de choisir la procédure qui présente le plus de garanties pour les droits de la défense et il semble que cette procédure soit celle de l'article 143, qui, en assurant la présence des parties et de leurs conseils pour un débat oral et contradictoire en audience publique, réunit toutes les conditions propres à garantir les intérêts non seulement de cette défense mais de la Justice tout court.

Ainsi au terme de cette brève étude peut-on comparer deux aspects de la procédure d'extradition. On y voit prédominer pour chacun d'eux le caractère contradictoire et public des débats. Par contre, alors que pour la mise en liberté provisoire c'est une décision publique qui semble devoir intervenir, pour la conclusion de la phase purement judiciaire de l'extradition, il s'agit d'un avis qui n'a pas à être rendu public. Une autre différence existe, que nous devons signaler pour être complet. Si l'avis donné sur la demande d'extradition n'est pas susceptible de pourvoi en cassation, la décision sur la mise en liberté provisoire peut être soumise à l'appréciation de la Cour de cassation par un pourvoi de droit commun.

***

II. — PEINE JUSTIFIÉE ET QUALIFICATION

par Louis HARDY

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Rouen

Condamné le 27 janvier 1964 par la Cour d'appel de Rouen à six mois d'emprisonnement pour complicité de détournement de gage et recel, un sieur P... s'était pourvu en cassation.

Par arrêt du 23 juillet 1964, la Chambre criminelle observa que les faits constituaient non pas les délits poursuivis, mais celui d'escroquerie. Néanmoins, la peine étant justifiée elle rejeta le pourvoi.

En l'état de ces deux décisions, on conçoit l'embarras du greffier de la Cour d'appel chargé d'établir les pièces d'exécution de l'arrêt du 27 janvier 1964 : fallait-il porter sur l'extrait, sur la fiche destinée au casier judiciaire et ses duplicata, les qualifications retenues par les juges du fond ou celle d'escroquerie ?

En faveur de la première solution, les arguments juridiques ne font pas défaut :

1° Le rejet du pourvoi donne à la décision attaquée l'autorité de la chose jugée ;

2° Il n'y a pas lieu de s'arrêter à la motivation de l'arrêt de la Chambre criminelle, car comme pour les décisions des juridictions de jugement, seul le dispositif doit être pris en considération.

Cependant, si ces raisons de technique procédurale tendent à faire prévaloir la qualification retenue par les juges du fond, il n'en est pas moins vrai que cette solution est loin d'être entièrement satisfaisante pour l'esprit.

Elle comporte en effet le fâcheux inconvénient de rendre lettre morte un motif dans lequel la plus haute juridiction a dit le droit et de consacrer ainsi l'erreur de qualification qu'elle a relevée.

Il faut du reste ajouter qu'il semble inhérent à l'application de la théorie de la peine justifiée d'aboutir à des résultats imparfaits au point de vue de la qualification.

C'est ainsi que dans une poursuite pour vol et abus de confiance, si la Chambre criminelle constate que les éléments du vol sont réunis, elle n'examine pas le moyen dirigé contre l'autre chef de prévention, la peine étant justifiée : en conséquence, on ne saura pas si c'est à bon droit que les juges ont retenu l'abus de confiance et pourtant, l'intéressé demeurera définitivement condamné sous cette qualification.

Jusqu'à présent, la difficulté qui nous occupe ne paraît pas avoir été résolue en jurisprudence

On relève seulement deux arrêts anciens qui, pour répondre à un moyen du pourvoi, et c'est là une différence essentielle avec notre espèce, écartaient expressément, dans leurs motifs, certaines conséquences de la qualification déclarée illégale, tout en se bornant, dans leur dispositif, à rejeter le pourvoi (sur la récidive spéciale, Crim., 14 févr. 1895, D., 1897.I.396 ; 10 nov. 1899, D., 1900.I.403 ; cet arrêt mentionne en outre l'incapacité électorale).

L'autorité de ces précédents ne paraît pas pouvoir être invoquée, précisément parce que, contrairement aux arrêt de 1895 et 1899, celui de 1964 ne tire aucune conséquence de la disqualification qu'il contient.

De plus, dans un arrêt de rejet beaucoup plus récent (Crim., 28 mai 1959, D., 1959.228, et la note signée M.R.M.P.), la Chambre criminelle s'est bornée à constater que la peine était justifiée, bien que les faits aient été qualifiés à tort de délit, alors qu'il s'agissait d'une contravention de blessures par imprudence. La note en déduit que « par l'effet du rejet du pourvoi, l'intéressé demeurera condamné pour un délit et restera éventuellement frappé des incapacités qui peuvent être attachées à ce délit alors que c'est d'une contravention seulement qu'il s'était rendu coupable ».

Il semble donc que, si le cas présent lui avait été soumis, l'annotateur aurait estimé qu'il y avait lieu de maintenir la qualification retenue par la Cour d'appel de Rouen.

C'est du reste en ce sens et, somme toute, parce qu'il n'est pas possible de faire autrement, que des instructions ont été données au greffier.

G. Chronique de défense sociale

LE MOUVEMENT DE DÉFENSE SOCIALE NOUVELLE ET LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

par Naguib Hosni
Professeur à la Faculté de droit du Caire.

Le Code pénal égyptien actuel, promulgué et mis en vigueur en 1937, n'étant que la reproduction — sauf quelques modifications ne touchant ni la structure ni les principes fondamentaux — de l'ancien Code de 1904, est largement inspiré des principes néo-classiques. Pourtant, ce Code et les lois complémentaires rendues nécessaires par une évolution énergique politique, économique et sociale du pays ont subi — par rapport à certains points — une influence positiviste. De la sorte, la législation criminelle actuellement en vigueur en Egypte représente à la fois les deux tendances néo-classique et positiviste.

Un projet de réforme du Code pénal a été élaboré en 1959 ; ce projet, étant influencé par le Code pénal italien de 1930, présente un caractère technico-juridique tout en essayant de faire une certaine conciliation entre les principes néo-classiques et positivistes.

En abordant notre sujet, il nous est permis de dire un mot précisant ce que nous comprenons par l'expression « mouvement de défense sociale nouvelle » ; nous entendons faire du contenu de cette expression la base de l'aperçu que nous allons faire de la législation criminelle de la République arabe unie. Le mouvement de défense sociale nouvelle est un mouvement réformateur et humaniste aspirant à une nouvelle orientation de la politique criminelle basée sur une sorte de conciliation entre la protection due à la société contre la criminalité et le respect dû aux droits fondamentaux et à la dignité humaine de l'individu même s'il est délinquant. Cette conciliation s'établit en faisant du respect des droits individuels et de la dignité humaine le moyen de la protection sociale. Développant cette idée on peut dire que le mouvement de défense sociale cherche à élaborer un droit criminel ayant pour but la lutte contre la criminalité en empêchant les non-criminels de devenir criminels et en resocialisant les criminels. Ce droit serait basé sur les principes suivants : la reconnaissance de la resocialisation comme but des mesures que l'on doit prendre contre les délinquants, la fondation de la législation criminelle sur une étude scientifique du phénomène criminel ainsi que la reconnaissance du rôle de l'examen scientifique du délinquant dans la détermination de la mesure qui lui serait adéquate, la multiplicité des mesures reconnues par la loi afin que le juge puisse choisir pour chaque délinquant la mesure appropriée, et — ce qui d'ailleurs revêt une importance capitale dans l'économie du mouvement — l'humanisation des mesures et le respect absolu de la légalité ainsi que des garanties des droits individuels et de la dignité humaine.

Adoptant cette analyse de la notion du mouvement de défense sociale nouvelle comme plan de l'aperçu que nous faisons de la législation criminelle de la République arabe unie, nous entreprendrons de préciser — d'après cette législation — les buts reconnus aux mesures prises à l'égard des délinquants ; nous envisagerons ensuite le caractère scientifique de cette législation ; nous chercherons à préciser si elle connaît une multiplicité des mesures telle que le recommande le mouvement de défense sociale ;

en dernier lieu nous préciserons la place qu'occupe la légalité et le respect des droits individuels et de la dignité humaine dans cette législation en même temps que nous chercherons à savoir à quel point elle reconnaît à ces mesures le caractère d'humanité et de modération. Pour conclure, il nous paraît opportun de résumer les points essentiels de divergence entre les principes de défense sociale et la législation criminelle de la République arabe unie.

I. — Il est certainement exagéré de prétendre que le législateur égyptien ait subi l'influence directe des principes de la défense sociale nouvelle, étant donné que le plan d'ensemble de la législation égyptienne était fixé à un moment précédant la diffusion des idées préconisées par le nouveau mouvement ; cette législation s'occupe d'ailleurs à l'heure actuelle de chercher des solutions pratiques pour les problèmes d'actualité qui se présentent. Notre tâche se restreint donc à la recherche des points de coïncidence qui peuvent être constatés entre cette législation et ce mouvement. Il nous est loisible d'ajouter que les principes de ce mouvement ont été accueillis avec faveur par la plupart des auteurs égyptiens qui les trouvent en pleine harmonie avec leurs propres conceptions.

Abordant les buts reconnus aux mesures consacrées par la législation égyptienne à l'égard des délinquants, il est légitime d'affirmer qu'une place importante est reconnue à la resocialisation des délinquants, c'est-à-dire à leur réinsertion dans le groupe social. Ses auteurs sont unanimes à reconnaître ce but comme visant la fonction sociale primordiale de la peine. De son côté, le législateur a — dans une loi promulguée en 1956, portant organisation des prisons et contenant une réglementation détaillée de l'exécution des peines privatives de liberté — reconnu formellement ce but et en a déduit des conséquences qui, dans leur ensemble, se présentent sous la forme d'une adoption des principes modernes préconisés par la science pénitentiaire : classification des détenus (art. 13 de la loi précitée), consécration de l'idée des établissements spécialisés (art. 1er de cette loi), organisation d'un travail pénitentiaire ayant pour but la formation professionnelle des détenus (art. 21-24), soin donné à l'éducation et à l'instruction (art. 28-32), préconisation d'une aide post-pénale (art. 57-58).

Il est vrai que la plupart des auteurs assignent en même temps à la peine les fonctions de rétribution morale et de prévention générale, mais ils reconnaissent aussitôt que l'importance de la resocialisation prédomine sur celle de tout autre but reconnu à la peine et enseignent qu'en cas de conflit entre les exigences de la resocialisation et celles des autres buts, ce sont ces dernières qu'il faut sacrifier. Pourtant ils sont de l'avis qu'un pareil conflit ne survient que dans des cas très rares, étant donné que la rétribution morale et la prévention générale se réalisent par le seul fait de la privation de liberté, c'est-à-dire par cette privation dans son aspect négatif tandis que la resocialisation se réalise par le contenu de la privation de liberté, c'est-à-dire par l'effort déployé au cours de la peine afin de ramener le détenu au groupe social, ce qui veut dire en d'autres mots qu'elle se réalise par la privation de liberté dans son aspect positif.

II. — Envisageant le caractère scientifique de la législation criminelle de la République arabe unie, il faut reconnaître que ce caractère est en voie de réalisation sans pourtant arriver au stade d'un développement satisfaisant. Une étape a été franchie en ce sens par la création d'un centre national de recherches criminologiques, dont le personnel compte — à côté d'un groupe important de juristes — des spécialistes de toutes les sciences et de tous les arts se rattachant à la lutte contre la criminalité. Ce centre s'occupe de l'élaboration des recherches juridiques, criminologiques et pénitentiaires ayant pour but de préparer les réformes pénales jugées nécessaires et de fournir aux juges et au personnel pénitentiaire les connaissances qu'exigent un bon fonctionnement de la justice répressive ainsi qu'une bonne administration des services pénitentiaires.

Le système de l'observation préalable au jugement, système qui donne à la justice répressive un caractère foncièrement scientifique, n'a pas été reconnu par le législateur égyptien comme procédé général applicable à tous les délinquants. Pourtant, reconnaissant son importance, le législateur l'a consacré à l'égard des délinquants mineurs (art. 347, C. proc. pén.). Ce commencement sera, prévoit-on, le prélude d'une généralisation de ce système.

Les établissements pénitentiaires égyptiens comptent parmi leur personnel de nombreux techniciens dont l'influence est de donner un caractère scientifique à l'exécution des peines privatives de liberté. Parmi ces techniciens figurent un médecin, un assistant

social, un psychologue, un ou plusieurs spécialistes du travail, des pédagogues et instituteurs et un religieux.

III. — Envisageant le problème de la multiplicité des mesures consacrées à l'égard des délinquants, nous reconnaissons que la législation égyptienne est peu évoluée en ce sens : le Code pénal connaît trois peines privatives de liberté : les travaux forcés qui peuvent être à perpétuité ou à temps, la détention et l'emprisonnement qui peut être soit simple, soit accompagné du travail. On voit donc que l'idée d'une unification des peines privatives de liberté est loin d'être consacrée par le législateur, pourtant elle gagne toujours des partisans parmi les auteurs. Il est à noter cependant que — malgré la différence essentielle entre ces peines quant à leur système juridique — elles offrent très peu de différence quant à leur système d'exécution, ce qui équivaut à une unification établie au point de vue pratique : la détention et l'emprisonnement sont exécutés dans les mêmes établissements pénitentiaires, ce qui signifie que les condamnés à l'une ou à l'autre de ces peines sont soumis au même régime ; d'autre part certaines catégories des détenus condamnés aux travaux forcés sont dispensés du régime de cette peine, ce qui a pour conséquence de les soumettre au régime de la détention et d'unifier, par rapport à eux, les deux peines précédentes ; parmi ces catégories figurent les femmes, les personnes âgées de plus de soixante ans, les personnes malades et les détenus ayant accompli la moitié de leur peine ou une durée de trois ans en faisant preuve d'une bonne conduite.

Le Code pénal égyptien ne connaît pas les mesures de sûreté comme système juridique homogène ayant sa structure propre et ses règles générales. Pourtant, il connaît des mesures qu'il qualifie le plus souvent comme étant des peines, mais qui sont d'après leur nature et leurs buts de véritables mesures de sûreté : telles sont les mesures consacrées à l'égard des délinquants mineurs (art. 65-70, C. pén.), les mesures prévues à l'égard des vagabonds, l'internement des délinquants aliénés qui n'a lieu qu'en vertu d'une décision judiciaire (art. 347, C. proc. pén.).

D'autre part, le législateur égyptien est peu soucieux de prévoir des mesures adéquates à l'égard de certains délinquants connus par leur danger tout particulier pour la société : les délinquants anormaux ne font l'objet d'aucune disposition du Code, ils sont donc traités par les juges comme des demi-responsables et se trouvent frappés d'une peine ordinaire quoique atténuée. Les délinquants multi-récidivistes font l'objet d'une forte aggravation de la peine (art. 51, 54, C. pén.), les travaux forcés peuvent, pour eux, remplacer l'emprisonnement, mais aucune mesure de sûreté n'est établie à leur égard. Il est à noter pourtant qu'une loi n° 5 de 1908 a prévu leur internement dans un établissement spécialisé pour une durée indéterminée (anciens art. 52 et 53, C. pén.) ; cette mesure a été abolie en 1956 pour le motif fort discutable que, puisque toutes les peines ont pour but le redressement des délinquants, il n'y aurait pas lieu d'assigner à une seule catégorie d'établissements pénitentiaires le but de redresser ses détenus. Ce motif est en contradiction avec cette vérité pénitentiaire que le redressement de chaque catégorie pénitentiaire exige des méthodes propres, ce qui rend légitime la création des établissements spécialisés.

Il est à noter qu'une loi récente ayant pour objet la lutte contre les stupéfiants a octroyé au juge — par rapport aux toxicomanes qui sont toujours frappés d'une pénalité grave — le choix entre la peine ordinaire et l'envoi à un centre d'hospitalisation où les toxicomanes peuvent trouver les soins qu'exige leur cas. Cette innovation est d'une valeur dont l'importance n'échappe à personne.

Le projet du Code pénal a réalisé beaucoup de progrès en ce domaine. En excluant de ses dispositions la peine des travaux forcés, il s'est rapproché d'une unification des peines privatives de liberté puisqu'il ne connaît en matière de crimes qu'une peine unique privative de liberté, c'est la détention, et ne connaît en matière de délits qu'une autre peine, l'emprisonnement.

Le projet a d'ailleurs élaboré un système d'ensemble des mesures de sûreté (art. 106-144) : il les a divisées en quatre catégories : les mesures privatives de liberté, d'autres restrictives de liberté, des mesures privatives de droits, et enfin il y a des mesures réelles. Les mesures privatives de liberté sont au nombre de deux : l'internement dans un centre de soins et l'internement dans un établissement de travail. Les mesures restrictives de liberté sont au nombre de cinq : l'interdiction de fréquenter les débits de boissons, l'interdiction de séjour, la surveillance, le patronage et l'extradition. Les mesures privatives de droits sont au nombre de trois : la déchéance de la tutelle, l'interdiction d'exercice d'une profession et le retrait du permis de conduire. Les mesures réelles sont au nombre de quatre : la confiscation, la caution provisoire, la fermeture de l'établissement et la suspension d'activité de la personne morale ou sa dissolution. On voit par là quelle multiplicité de mesures est mise à la disposition du juge afin de choisir pour chaque délinquant la mesure qui lui est appropriée.

Le projet a d'autre part prévu un système pour les délinquants anormaux : dans son article 68, il a octroyé au juge le choix entre une peine atténuée et une mesure de sûreté, il a en outre reconnu la possibilité de cumuler la peine et la mesure. Le projet a voulu ainsi répondre à toutes les situations que présente le problème des délinquants anormaux. La mesure qu'il consacre à l'égard de ces délinquants est l'internement dans un centre de soins médicaux ; cet internement étant d'une durée indéterminée est placé sous le contrôle d'un juge qui doit se prononcer périodiquement, et chaque année au moins, sur la nécessité de sa prolongation. Le projet a encore pris le soin de préciser les mesures de sûreté qui doivent être prononcées à l'égard des toxicomanes (art. 70, 115) et des multi-récidivistes (art. 164-167).

Les auteurs égyptiens insistent sur la nécessité de mettre à la disposition du juge une multiplicité de mesures lui laissant la possibilité de prononcer pour chaque délinquant la mesure appropriée. Ils sont unanimes à critiquer le Code actuel en tant qu'il ignore une théorie générale de la mesure de sûreté. Ils sont encore partisans d'une autonomie des mesures de sûreté par rapport aux peines et se prononcent en conséquence contre une fusion entre les deux systèmes telle que la préconisent le mouvement de défense sociale nouvelle. Leur argumentation est qu'en dépit de leur rapprochement quant aux méthodes d'exécution, une différence essentielle subsiste entre la peine et la mesure de sûreté, en tant que la première est par sa nature d'une durée déterminée tandis que la seconde est par sa nature aussi d'une durée indéterminée. Cette différence, qui n'est pas d'ailleurs accidentelle, provient de ce que la peine a une certaine orientation vers le passé puisqu'elle a une fonction d'ordre moral et de prévention générale tandis que la mesure de sûreté, qui ne vise qu'un état dangereux à combattre, a une orientation absolue vers l'avenir des délinquants.

IV. — Cherchant enfin à préciser la place qu'occupe, dans la législation criminelle de la République arabe unie, le principe de la légalité et le respect des libertés individuelles et de la dignité humaine, nous affirmons que cette législation y est étroitement attachée. Quant à la modération et à l'humanisation des mesures qu'elle consacre, il faut reconnaître que cette législation fait une large place à ces idées : la règle *nullum crimen, nulla poena sine lege* est implicitement reconnue par l'article 5 du Code pénal. Les règles de la personnalité des peines, de la non-rétroactivité des lois pénales, de la nécessité d'une intervention judiciaire pour la prononciation de la peine (*nulla poena sine judicio*), de la séparation des organes de poursuite et des organes de jugement sont également reconnues par le législateur égyptien.

Envisageant l'humanisation des mesures et le respect de la dignité humaine, nous constatons que cette législation met en honneur ces tendances humanistes. La peine de mort voit son domaine d'application bien restreint : elle n'est consacrée que pour certaines atteintes intentionnelles, par voie directe ou indirecte à la vie et pour certains crimes portant atteinte à la sûreté de l'Etat ; une loi récente de 1964 est venue dans le champ procédural restreindre encore son domaine d'application en exigeant — pour son prononcé — l'unanimité des membres de la Cour d'assises (art. 381, C. proc. pén.). En ce qui concerne les peines privatives de liberté, on constate que leur exécution s'est largement adoucie au cours de ces dernières années : une loi de 1951 a exempté les condamnés à la peine des travaux forcés d'avoir les mains et les pieds enchaînés au moyen d'une chaîne en fer fixée à la ceinture et laissant au détenu une faible possibilité de se mouvoir. Des règlements sont intervenus pour permettre aux détenus de fumer et pour introduire la radio, le cinéma et la télévision dans les établissements pénitentiaires. Le travail pénitentiaire s'est largement modernisé et des machines bien modernes ont fait leur apparition sur les chantiers de travail. Un effort a été déployé pour assimiler les conditions des travailleurs détenus à celles des travailleurs libres. L'éducation et l'instruction des détenus occupent une place très importante dans le système pénitentiaire égyptien ; elles sont d'ailleurs placées sous la direction de véritables pédagogues. Ce qui est plus important encore, c'est le nouvel esprit qui règne dans les établissements pénitentiaires égyptiens. Les idées archaïques de vengeance et d'expiation ont cédé la place aux idées nouvelles de reclassement social grâce à la formation de certains

administrateurs — qui sont d'ailleurs d'anciens officiers de la police —, aux instituts juridiques et surtout à l'Institut de sciences criminelles de l'Université du Caire où l'enseignement de la science pénitentiaire occupe une place importante.

Pour conclure, nous constatons que la législation criminelle de la République arabe unie, aussi bien que la doctrine de ce pays, ne se place pas en contradiction avec les préceptes du mouvement de la défense sociale nouvelle ; bien au contraire elles sont dans leurs tendances et structures générales en pleine harmonie avec ce mouvement. Reste cependant à signaler des points de divergence qui subsistent encore. La doctrine égyptienne est très attachée aux idées de la faute, de la responsabilité pénale ayant pour base une responsabilité morale, des fonctions morales et de prévention générale de la peine et de l'autonomie du système des mesures de sûreté par rapport à celui des peines. La jurisprudence semble donner à la doctrine son appui à l'égard des points précédents. Le législateur, en ignorant la situation des délinquants anormaux, en faisant abstraction d'une mesure appropriée à l'égard des multi-récidivistes, en mettant à la disposition du juge peu de mesures et en laissant en dehors de ses préoccupations une observation préalable au jugement et générale à tous les délinquants, se sépare nettement des préceptes du mouvement de la défense sociale nouvelle. Pourtant, la doctrine, en critiquant ces lacunes, et le projet, en tâchant de les combler, font un effort de rapprochement avec les préceptes de ce mouvement dont l'importance ne doit pas être sous-estimée.

INFORMATIONS

Ve CONGRÈS FRANÇAIS DE CRIMINOLOGIE (1)

(Tours, 8-10 octobre 1964)

Le Ve Congrès français de criminologie a réuni, à Tours, du 8 au 10 octobre 1964, cent cinquante participants français et étrangers sous la présidence du professeur Legeais, de la Faculté de droit et de sciences économiques de Poitiers.

Le secrétariat général était assuré par le docteur Lutier qui constitua les groupes de travail et assuma l'organisation avec la collaboration de M. Robert, magistrat.

Après les allocutions de bienvenue prononcées par M. Cornu, doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de Poitiers, par le président Legeais, et par le révérend père Vernet, M. Pinatel présenta le rapport introductif du Congrès.

Se plaçant dans une perspective dynamique, le secrétaire général de la Société internationale de criminologie montra l'évolution irréversible de la criminologie au cours des dernières décennies ; puis il présenta les différents thèmes d'étude :

— équipement,
— enseignement,
— recherche,

à partir des expériences françaises et étrangères.

Les congressistes se séparèrent ensuite en quatre groupes de travail, qui se retrouvèrent le dernier jour pour la présentation et la discussion des conclusions.

A la séance de clôture, M. Pinatel réunit dans une remarquable synthèse tous les éléments dégagés par les différentes sections afin de montrer que la criminologie, science multi-disciplinaire, présentait finalement une unité clinique, de recherche, et d'enseignement qu'il souhaitait voir réunis dans un organisme national.

I. — Equipement des services cliniques en milieu pénitentiaire

Les débats furent dirigés par le professeur Cotte (Besançon).

La première journée fut consacrée à l'étude du rapport du Dr Fully, médecin inspecteur général de l'Administration pénitentiaire, portant sur l'organisation des services cliniques en milieu pénitentiaire et plus particulièrement sur l'organisation sanitaire.

Les participants prirent ainsi connaissance des documents communiqués par l'Administration, établissant que de 1962 à 1965, vingt milliards d'anciens francs avaient été affectés à la rénovation des prisons et que dans l'avenir sur les 181 établissements divers que comporte l'équipement pénitentiaire actuel, 57 seraient conservés et entièrement rénovés et 124 estimés inutilisables seront détruits et remplacés par des établissements entièrement nouveaux et conçus selon les normes les plus modernes et ce, dans les quinze années à venir.

A cette occasion, un certain nombre de photographies des maquettes des futurs établissements furent présentées aux participants.

(1) Ce compte rendu est dû à l'obligeance du professeur J. Lutier, de la Faculté de médecine et de pharmacie de Tours. La direction de la *Revue* tient à lui exprimer ici ses vifs remerciements.

Ce premier rapport donna lieu à une série d'interventions notamment de la part du R. P. Vernet et du docteur Hivert.

La deuxième journée fut consacrée à l'étude du deuxième rapport de M. L. Reversat, juge de l'application des peines de Tours, concernant plus particulièrement le traitement, au sens rééducatif, du délinquant en milieu pénitentiaire et la création de centres médico-psychologiques et sociaux.

Le rapporteur conclua à la nécessité de la création de ces services cliniques, exposant qu'en l'état actuel, le juge de l'application des peines était insuffisamment informé sur la personnalité du délinquant, compte tenu du petit nombre d'enquêtes de personnalité effectuées, pour déterminer le traitement le plus efficace de nature à assurer la réinsertion sociale du condamné.

Les participants recommandèrent la constitution d'une équipe criminologique composée notamment du psychiatre, d'un médecin de médecine générale, d'un psychologue, d'une assistante sociale, d'un éducateur... et l'implantation d'un centre au niveau régional.

En fin de journée, un petit comité restreint se réunit pour préparer le rapport de synthèse du groupe, qui était présenté le lendemain par M. Robert, substitut du Procureur à Tours et directeur des études de l'Institut de sciences criminelles de Tours.

Les conclusions suivantes furent adoptées :

L'équipement sanitaire, tout en conservant une certaine autonomie, devrait s'inspirer de l'équipement de la Santé publique sur le plan général.

A l'échelon départemental, on a demandé la constitution d'un service clinique médico-psychologique et social chargé d'effectuer le dépistage systématique des affections somatiques et mentales ; cette équipe pratiquerait également l'orientation socio-professionnelle et le traitement médical des détenus de l'établissement.

Sur le plan régional, on a préconisé le développement en capacité de l'organisation hospitalière pénitentiaire, et certains ont demandé la création de centres médicaux à compétence régionale.

On a aussi préconisé la transformation des annexes psychiatriques existantes, et la création de centres régionaux médico-psychologiques et sociaux.

Ces centres devraient faire partie intégrante de l'établissement pénitentiaire situé à proximité d'un centre universitaire et judiciaire.

Leurs fonctions seraient :

1° *assurer le traitement des détenus atteints de troubles mentaux aigus, ne nécessitant pas de placement en hôpital psychiatrique ;*

2° *prendre en charge les sujets présentant des anomalies psychiques, et posant des problèmes marginaux ;*

3° *pratiquer une étude suivie de la personnalité du délinquant en vue de la constitution du dossier de personnalité prévue par l'article* 81 ;

4° *jouer le rôle d'auxiliaire du J.A.P. dans l'élaboration et la réalisation des modalités du traitement pénal ;*

5° *participer à la recherche criminologique et à l'enseignement.*

L'action de ces centres devrait être continue et s'exercer dans deux cadres différents :

— d'une part à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire,

— d'autre part à l'extérieur de la prison, et par conséquent viser les prévenus libres, les post-pénaux, les probationnaires.

Sur le plan national, a été affirmée la nécessité de maintenir l'existence du C.N.O. de Fresnes, et de développer son équipement en vue d'améliorer son rendement.

Enfin, les participants ont recommandé le développement des établissements spécialisés pour les condamnés aux longues peines et présentant des anomalies psychiques.

II. — Enseignement

Réunissant une trentaine de congressistes appartenant à des professions très diverses (professeurs de médecine légale, professeurs de droit, sociologues, psychiatres, policiers, éducateurs), le groupe « Enseignement » a essayé d'abord de prendre conscience du caractère anarchique et peu scientifique de l'enseignement de la criminologie tel qu'il est dispensé actuellement en France. Puis, à la lumière de quelques expériences étrangères, notamment canadiennes, suisses et belges, il a tenté de dégager les formules qui, tant dans l'immédiat que dans un avenir plus lointain, permettraient d'améliorer sensiblement cet enseignement.

Deux rapports permirent d'améliorer la discussion et de préparer les échanges de vues. Ils furent présentés, le premier par M. Denis Szabo, directeur du Département de criminologie à la Faculté des sciences sociales de Montréal, le second par M. Jean-Marie Aussel, professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Montpellier.

M. Szabo, qui a une solide formation de sociologue et dont l'action au Canada en faveur de l'enseignement de la criminologie est bien connue, s'attacha à montrer surtout comment l'enseignement de la criminologie devait être organisé et développé en liaison avec les besoins professionnels. Ces besoins, à l'heure actuelle, sont très réels dans de nombreux pays : de plus en plus un nombre important de spécialistes (médecins, psychologues, sociologues, éducateurs, policiers et gendarmes, magistrats, personnel de l'administration pénitentiaire, etc.) sont conduits, dans l'exercice même de leur profession, à faire de la criminologie pratique : des connaissances criminologiques de base leur sont indispensables.

Or, dans la plupart des pays, aucun organisme ne se soucie de leur donner la formation adéquate, ou bien les efforts de diffusion des connaissances criminologiques sont très dispersés et mal adaptés aux intéressés qui n'ont le plus souvent aucun avantage matériel à posséder le diplôme qui sanctionne ces études. M. Szabo fit profiter les membres du groupe de son expérience canadienne et expliqua l'organisation de l'enseignement de la criminologie à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal.

M. Aussel, lui, devait exposer les problèmes posés par l'enseignement de la criminologie dans le seul cadre des Facultés de droit françaises. Envisageant successivement le problème des enseignements et celui des enseignants, il ne cacha pas les conditions difficiles dans lesquelles cet enseignement est donné : contenu incertain d'une science jeune, insuffisante préparation des étudiants à recevoir un tel enseignement, absence de formation criminologique des professeurs de droit, insuffisance des moyens de recherche, manque de coordination entre les divers spécialistes concernés dans le cadre de l'Université, etc. En revanche, M. Aussel montra la nécessité d'un tel enseignement, fût-il élémentaire et imparfait, au sein d'une Faculté de droit et l'importance pour le pénaliste de connaissances criminologiques. Il fit, en terminant, quelques suggestions destinées à améliorer l'enseignement existant, et insista notamment sur le rôle capital qui pourrait être dévolu aux instituts de sciences criminelles à condition qu'ils soient rénovés, dotés de moyens sérieux et organisés de telle sorte qu'ils puissent permettre la rencontre et la collaboration des diverses personnes intéressées par le phénomène criminel.

A la suite de ces deux rapports eurent lieu plusieurs séances de discussion placées sous la présidence du doyen Légal. La plupart des membres du groupe intervinrent soit pour faire état de leur propre expérience, soit pour signaler les insuffisances de l'enseignement actuel dans le secteur qu'ils connaissent bien. Prirent la parole notamment des professeurs de droit comme le doyen Bouzat, les professeurs Legeais et Delmas Saint-Hilaire, des professeurs de médecine légale et des psychiatres, un policier (qui fit le point de l'enseignement criminologique à l'Ecole supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or), un officier de gendarmerie (qui exposa le programme de sciences criminelles professées à l'Ecole des officiers de gendarmerie de Melun), des professeurs de Lausanne, de Liège, de Gand, etc. Au cours d'une de ces séances, M. Jean Pinatel vint exposer ses propres conceptions en matière d'enseignement de la criminologie : pour lui trois catégories d'établissements seraient chargés de dispenser les connaissances criminologiques : d'abord, à un stade très inférieur, la Faculté de droit et la Faculté de médecine donneraient une « information criminologique » suffisante pour certains juristes et susceptible d'éveiller des vocations. Ensuite, des instituts régionaux de criminologie seraient chargés de la formation des criminologues professionnels (membres de la police, de l'administration pénitentiaire, etc.), tout en ayant une activité de recherche. Enfin, au sommet, un Institut national de criminologie, chargé de l'enseignement supérieur de la criminologie, accueillerait les futurs agrégés, cliniciens ou chercheurs en criminologie.

Après l'exposé très brillant et convaincant de M. Pinatel, la discussion reprit. La majorité des congressistes émirent l'opinion que l'idéal était sans doute l'Institut national dominant les instituts régionaux ; mais, dans l'immédiat, qu'il fallait agir avec

des objectifs plus limités : notamment qu'il conviendrait dans les mois à venir de prendre des contacts au sein de l'Université avec toutes les personnes susceptibles de coopérer dans un institut de criminologie, et d'établir la structure type de cet institut de manière à parvenir peu à peu à des instituts de criminologie homogènes.

Les vœux suivants furent adoptés :

Considérant que la criminologie, dont les aspects fondamentaux se sont développés parallèlement au sein des différentes sciences humaines, constitue désormais une science autonome, mais complexe et de caractère multidisciplinaire.

Considérant que la nécessité d'une formation criminologique est ressentie par tous les professionnels qui concourent à quelque titre que ce soit à la prévention de la criminalité, à l'administration de la justice, au traitement et à la réinsertion sociale des délinquants,

Considérant que les enseignements actuellement dispensés du fait de leur dispersion et de leur manque de coordination ne répondent ni à la conception présente de la criminologie ni aux besoins constatés,

Formule les vœux suivants :

I. — *Dans le cadre des Universités.*

a) Que soit maintenue ou organisée dans les Facultés traditionnelles une initiation générale à la criminologie, dispensée de préférence par le professeur dont la discipline est la plus directement concernée par les problèmes criminologiques ;

b) que soit organisée, au sein d'un institut, la formation des praticiens de la criminologie ;

que cet institut soit un institut d'Université permettant une collaboration efficace entre les différents spécialistes, cette solution pouvant dans certains cas se réaliser à partir des instituts existants dont les programmes d'enseignement et de recherche devront être unifiés ;

que, dès à présent, le certificat délivré par ces instituts procure des avantages à leurs titulaires, soit au niveau des concours, soit pour l'avancement, et même soit exigé pour certaines catégories de professionnels.

II. — *A l'échelon national.*

Qu'en vue de former des chercheurs et les cadres de l'enseignement supérieur en criminologie:

a) soit, dès à présent, créée une Direction d'études à l'Ecole pratique des hautes études ;

b) soit créé un Institut national de criminologie.

III. — Recherche scientifique

Cette section animée par le professeur Colin réunissait des médecins, des sociologues, des assistantes sociales, et quelques juristes.

Dans un bref rapport introductif le professeur Blanc présenta une synthèse des travaux du Cours international de Lyon et orienta le débat vers les problèmes de méthodologie et d'organisation de la recherche au niveau régional et national.

Une discussion s'établit sur les moyens de recherches scientifiques et les structures nécessaires à laquelle prirent part MM. Houchon, Davidovitch, Debuyst, Hochmann, Fourcade, Lafont, le révérend père Rousset, Mlle Marx.

La nécessité d'une coordination et d'un travail en équipe a été soulignée afin d'aider les chercheurs isolés.

Le problème de la validation des résultats envisagée dans une approche normative ou thérapeutique fut ensuite abordé ; ainsi que la distinction entre la prophylaxie et le traitement.

L'intérêt d'une étude du criminel en dehors de la prison amena le professeur Colin à rappeler les trois fonctions essentielles du service pénitentiaire : fonctions de sûreté, de rééducation, thérapeutique, sans que l'une d'entre elles fasse disparaître les deux autres.

A la suite de cette discussion les vœux suivants furent adoptés :

Vœu n° 1.

Dans une optique planificatrice, il serait dangereux de ne considérer comme chercheurs que ceux qui s'adonnent à plein temps à une activité de recherche, et de négliger la fonction de recherche inhérente à toutes les professions engagées pratiquement dans la lutte contre le crime et le traitement des délinquants.

La recherche exige le recours à des techniques spécifiques, la mise en œuvre des connaissances spécialisées et la volonté de réfléchir sur son action. La recherche en criminologie peut se faire seul, mais doit, à partir d'un certain niveau, se faire en équipe.

Dans cette perspective, il serait désirable que l'équipe puisse intégrer les fonctions les plus diverses : recherche, enseignement, *engagement pratique dans les services.*

Les chercheurs à l'intérieur de l'équipe doivent venir des horizons les plus divers. Ils peuvent être exclusivement spécialisés dans la recherche, ou n'y consacrer qu'une partie de leur activité.

Vœu n° 2.

Il serait souhaitable que la délégation française de la Société internationale de Criminologie favorise la création d'un Centre de coordination.

Le Centre devrait :

1° *permettre la coopération entre des personnes isolées (médecins, psychiatres, psychologues, sociologues, magistrats, assistantes sociales, éducateurs, etc.) et les centres régionaux pour la mise en commun des efforts de recherche ;*

2° *assurer la communication entre organismes de recherche (universitaires ou non) tribunaux et administrations intéressées ;*

3° *pourvoir à des échanges entre centres régionaux pour permettre des études comparatives ;*

4° *assurer une liaison entre les organismes nationaux et internationaux de la Recherche scientifique ;*

5° *diffuser les résultats et méthodes de la recherche criminologique.*

Vœu n° 3.

Le Congrès souhaite que des recherches qui lui paraissent urgentes, soient entreprises ou poursuivies :

1° *une étude systématique du* devenir des sujets *ayant fait l'objet des différents modes de* traitement criminologique *tels que* :

— *traitement pénitentiaire en Centrale de réforme,*

— *méthodes récentes d'assistance éducative et d'éducation surveillée,*

sans oublier qu'une telle recherche implique la définition rigoureuse des moyens d'étude et des critères de réussite du traitement ainsi qu'un échantillonnage précis.

2° *une* étude des techniques psychothérapiques adaptées *aux délinquants incarcérés ou en milieu ouvert, de leur association avec les méthodes éducatives et de leurs résultats.*

3° *une* étude du milieu pénitentiaire *et de l'effet de l'institution sur les relations interpersonnelles.*

4° *une recherche méthodologique qui permettrait la traduction conceptuelle des expériences relationnelles.*

IV. — Criminologie et police

Cette section présidée par le docteur J. Lutier était constituée de fonctionnaires de police, d'officiers de gendarmerie et de C.R.S., de magistrats, de médecins, de psychologues, d'assistantes sociales et d'éducateurs ; elle réunissait une quarantaine de participants.

Deux thèmes ont été discutés : l'équipement des services de police en criminologie, et la prévention de la délinquance juvénile.

Dans son brillant rapport sur les « Equipements des services des police judiciaire », M. le Contrôleur général Tarniquet, sous-directeur des affaires criminelles à la Direction des services de police judiciaire, montra l'évolution de la police dont l'action répressive s'associe de plus en plus à une action préventive. Il mit en évidence la situation privilégiée de la police dans l'observation du délinquant et la richesse de la documentation ainsi collectée.

La nécessité d'une coordination de la statistique policière et judiciaire est apparue indispensable ainsi que l'élaboration d'une statistique policière qui soit une véritable statistique criminologique.

Le commissaire Susini intervint enfin pour demander la création d'un Centre de recherche appliquée au niveau de la police.

La prévention de la délinquance juvénile occupa une partie importante des travaux.

Le commandant Joly (gendarmerie) et M. le Commissaire Bouit (Préfecture de police)

présentèrent dans leurs rapports d'intéressantes réalisations effectuées en province et à Paris.

Le capitaine Manent (C.R.S.) montra plus particulièrement l'action préventive développée pendant les vacances dans les stations balnéaires. Il montra l'intérêt d'une organisation rationnelle des loisirs en période estivale et rapporta l'expérience du Centre de loisirs d'Hossegor-Cap-Breton.

Le rôle des « brigades de protection des mineurs » dans cette action préventive fut souligné par plusieurs membres du groupe.

Le commissaire Plouhinec et Mlle Dolcerocca firent part aussi de leurs riches expériences.

Avec M. Epaud, plusieurs participants soulignèrent que le problème de la délinquance juvénile ne pouvait être séparé de celui de la jeunesse en général et nécessitait une coordination des efforts et des moyens, à tous les niveaux.

Le médecin-commandant Landry montra le rôle de l'Armée et son évolution dans son mode de sélection des recrues, ce qui peut, dans l'avenir, constituer un facteur nouveau dans le développement de la délinquance juvénile.

A la suite de ces travaux, le groupe de travail a formulé les vœux suivants :

A. — *Pour l'équipement :*

a) que soit élaborée une véritable statistique criminologique ;

b) que soient mis en place rapidement les bureaux de prévention ;

c) que soit créé un Centre de recherche appliquée dans le cadre de la police.

B. — *Pour la prévention de la délinquance juvénile :*

a) que l'on développe les brigades de protection des mineurs et des équipes spécialisées de la police judiciaire, des C.R.S. et de la gendarmerie nationale ;

b) que l'on crée des centres d'accueil permanents pour mineurs, des centres de loisirs organisés et des clubs de jeunes dans les villes et les stations balnéaires ;

c) que l'on étende à la province les assistantes de police ;

d) que l'on intensifie l'action du Comité départemental de protection de l'enfance ;

e) que la participation du Commissariat à la jeunesse et aux sports à la prévention de la délinquance juvénile, devienne plus active.

L'ENSEIGNEMENT DE LA CRIMINOLOGIE ET LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE EN FRANCE

Il nous paraît intéressant de publier le texte de la *Résolution* « adoptée à la suite d'une réunion des directeurs des Instituts de criminologie des Facultés de Droit et professeurs de Droit pénal et de Sciences criminelles, à l'Institut de criminologie de la Faculté de Droit de Paris ».

Réunis le samedi 30 janvier 1965 pour examiner les conclusions à tirer du V^e^ Congrès français de criminologie qui s'est tenu à Tours les 8, 9 et 10 octobre 1964, les directeurs d'Instituts de criminologie et les professeurs de Droit pénal et de Sciences criminelles, soussignés, estiment :

1° *Que le développement de l'enseignement et la recherche criminologique requièrent une coopération toujours plus étroite entre les diverses Facultés d'une même Université ; cette coopération devant intervenir dans le cadre des Instituts déjà existants, et, à défaut dans celui d'Instituts à créer au sein des Universités, dans l'esprit du décret n° 64-1361 du 24 décembre 1964, aux termes duquel les Facultés peuvent proposer dans les Universités, la création d'Instituts pour la gestion commune d'organismes de recherches hautement spécialisés.*

2° *Que les besoins de formation d'enseignants et de chercheurs en criminologie pouvant être satisfaits dans le cadre des Universités (doctorat de sciences criminelles, certificat de médecine légale et de médecine du travail, licence de psychologie et de sociologie, doctorat de troisième cycle des diverses facultés, etc.), la création d'un Institut national de criminologie, qui serait d'ailleurs contraire à la tradition universitaire française, doit être formellement écartée.*

Cette résolution a été signée par MM. les Professeurs Légal, Stefani, Levasseur, Jambu-Merlin, Bouzat, Merle, Chavanne, Léauté, Delmas Saint-Hilaire, Legeais et Gassin.

PROJET DE LOI FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION DE LA *ROSCOE POUND ACADEMY OF CRIMINAL JUSTICE*

« La pénurie actuelle des juristes spécialisés dans le droit pénal reflète une absence d'intérêt pour le droit pénal qui a abouti à décharger les tribunaux et le barreau du soin d'introduire des réformes bien que notre tradition nationale s'en remette à eux d'administrer équitablement la justice répressive », lit-on dans l'exposé qui accompagne le projet de loi inspiré par le professeur Sheldon Glueck sur la création d'un Institut d'études judiciaires criminelles, baptisé en hommage au célèbre criminaliste *Roscoe Pound Academy of Criminal Justice*. Pour susciter des vocations, pour lutter contre la sclérose qui menace le droit pénal, pour donner aux futurs juges, avocats, procureurs, officiers supérieurs de police et administrateurs des établissements pénitentiaires une vue plus large et une conception plus haute de leur tâche, le professeur Sheldon Glueck, s'adressant en juin 1963 à un groupe d'étudiants de l'Université de Harvard, a lancé l'idée de créer un institut spécialisé, qui semble s'apparenter à nos grandes écoles, où un petit nombre d'étudiants (cent cinq dans le projet présenté devant le congrès) pourraient recevoir une formation plus complète et plus adaptée à leur future profession que celle que leur dispense l'enseignement traditionnel des facultés de droit. Il s'agirait donc de former une élite capable d'apporter un sang nouveau dans le domaine de la justice pénale. Le premier de ces instituts, qui pourrait servir de modèle à d'autres, serait créé auprès de l'Université de Harvard et recevrait momentanément des étudiants venus de tout le territoire des Etats-Unis.

Situé dans l'orbite d'une Faculté de droit, cet Institut jouirait cependant d'une grande autonomie. Il serait administré par un Conseil de direction, le *Board of Regents*, présidé par l'*Attorney General* des Etats-Unis et composé d'universitaires et de praticiens éminents. A la tête de l'Institut se trouverait un directeur nommé à vie par le Conseil de direction et agréé par la Faculté de droit. Une étroite collaboration s'établirait entre l'Institut et la Faculté de droit chargée d'une grande partie de l'enseignement de base et de la délivrance des diplômes. L'Institut préparerait à une licence (LL.B) délivrée au bout de quatre années d'études dont le programme, établi par le directeur, comporterait à côté des études de droit fondamentales communes à tous les étudiants en droit, des cours portant sur la criminologie, le droit pénal et la procédure pénale comparés, l'organisation judiciaire et pénitentiaire, la peine, l'administration de la *parole* et de la probation et les questions de médecine, de psychiatrie, de psychologie et de sociologie se rapportant à l'administration de la justice pénale.

Les étudiants — tous boursiers — devraient pour être admis dans cet Institut satisfaire aux mêmes conditions que pour entrer dans les facultés de droit (être bacheliers ou titulaires d'un diplôme considéré comme équivalent par le Conseil de direction) et être désignés à raison de un par Sénateur et de cinq par le Président des Etats-Unis. Des cours de recherche pourraient en outre être organisés pour les praticiens et les titulaires de la licence.

Pour préparer les étudiants à la vie professionnelle, l'Institut pousserait le soin de leur formation jusqu'à les placer durant les vacances universitaires dans des services de la police, du parquet ou de l'administration pénitentiaire. Ceux des étudiants qui, une fois diplômés, souscriraient un engagement de faire carrière dans une branche quelconque de l'administration de la justice pénale, recevraient une dotation de plusieurs milliers de dollars, payable en un an, pour les aider dans la période de transition s'écoulant entre leur sortie de l'*Academy* et leur accès à une profession rémunératrice.

C. L.

POUR UNE RÉFORME DE LA COUR D'APPEL CRIMINEL ANGLAISE (1)

L'association *Justice*, section anglaise de la Commission internationale des Juristes, vient de publier un rapport de quatre-vingts pages environ sur les appels criminels en Angleterre, contenant à la fois une analyse de la situation présente et de très nombreuses

(1) *Criminal Appeals, A Report by Justice,* Londres, Stevens et Sons, 1964.

et très précises suggestions de réforme. La réforme de la Cour d'appel criminel, instituée non sans mal en 1907 après un demi-siècle d'efforts infructueux, qui se traduisirent par le rejet de pas moins de trente-et-un projets de loi, est un sujet d'actualité chez les juristes d'outre-Manche et ne s'est fait que trop attendre aux yeux de bon nombre d'entre eux. Très souvent sollicités par des plaideurs désireux d'être conseillés ou exprimant leur doléances à l'égard du système actuel — doléances qui, pour émaner de personnes de parti pris et souvent considérées comme peu recommandables, n'en étaient pas moins dans un assez grand nombre de cas fondées sur des griefs très valables — les juristes de *Justice* ont pris particulièrement conscience de certaines faiblesses et de certaines lacunes du système des appels criminels tel qu'il fonctionne actuellement.

Leur étude et les propositions qu'ils ont été amenés à faire portent particulièrement sur trois questions, soumises par le Comité directeur de *Justice* à une commission de treize membres qui s'est réunie pour la première fois fin 1961 et vient de publier le résultat intégral de ses travaux (deux rapports intérimaires ayant déjà paru sur le pouvoir d'ordonner un nouveau procès et sur l'assistance judiciaire).

— Dans quelle mesure la Cour d'appel criminel est-elle à même, étant donné sa structure et sa composition actuelles, de remplir efficacement les fonctions d'une Cour d'appel criminel ?

— La Cour d'appel criminel dispose-t-elle des moyens nécessaires pour être en mesure de redresser les erreurs commises par les juridictions inférieures ?

— Les justiciables jouissent-ils des facilités nécessaires pour présenter leur cause en appel ?

La première partie du rapport est consacrée à l'étude de la structure et de la composition de la Cour d'appel criminel et passe brièvement en revue les diverses critiques adressées au système actuel et les projets de réforme qu'elles ont inspirés. Les rapporteurs de *Justice* ne se montrent pas partisans de réformes radicales ; leur propos est surtout de permettre à la Cour par une série de réformes portant sur des points très précis dégagés par leur analyse, de parfaire une œuvre qu'ils considèrent comme déjà très importante dans certains domaines — et dont ils soulignent les progrès au cours même des quelques années qu'a duré leur enquête. « Les imperfections essentielles que nous avons été amenés à souligner, disent-ils en conclusion, proviennent à notre avis des limitations que [la Cour] a imposées à ses propres pouvoirs, et de la façon dont elle a été constituée à l'origine ».

Les recommandations les plus importantes s'adressent donc à la fois au législateur — en ce qui concerne la modification de la structure de la Cour d'appel criminel et l'élargissement sur certains points particuliers de ses compétences et de ses pouvoirs — et dans une non moindre mesure à la Cour d'appel criminel qui par son interprétation restrictive des textes a elle-même entravé ses pouvoirs d'action.

La principale source de faiblesse de la Cour d'appel criminel aux yeux des commentateurs en général vient de la fluidité de sa composition et de ce qu'elle n'a pas un véritable statut de Cour d'appel. La loi de 1907 constituait un moindre mal à cet égard, huit juges de la Division du Banc de la Reine seulement devant être désignés par le *Lord Chief Justice* pour en faire partie. Dès 1908 des réformes dans l'organisation judiciaire rendaient cette formule impraticable et les dix-sept juges de la Division du Banc de la Reine pouvaient être appelés à siéger à la Cour d'appel criminel (dont le quorum est normalement de trois membres, et parfois de cinq). Les mêmes juges peuvent donc être juges en première instance et en appel. En règle générale enfin, un jugement unique est prononcé sauf en ce qui concerne les points de droit où des décisions séparées peuvent être prononcées (mais ne le sont que de façon très exceptionnelle, ce qui témoigne bien de l'apport limité de la Cour d'appel criminel au droit substantiel). Malgré l'œuvre très utile accomplie par la Cour « dans les domaines de la procédure et de l'administration de la preuve, et dans celui de la condamnation (*sentencing*) ... nous pensons néanmoins que si la constitution de la Cour était différente et sa composition plus stable, son apport au droit pénal et à son administration pourrait être plus substantiel encore... » (p. 4). Les réformes proposées par la commission de *Justice* se veulent modérées et immédiatement réalisables. C'est pourquoi elle écarte pour le moment l'idée d'une fusion de la Cour d'appel criminel et de la Cour d'appel en matière civile (à l'instar de la Nouvelle-Zélande, par exemple). Il lui apparaît nécessaire cependant de lui donner un statut égal à celui de la Cour d'appel et de la composer de *Lords Justices* — le *Lord Chief Justice* en étant membre de droit et la présidant si possible — tout en maintenant une certaine souplesse analogue à ce qui existe pour la Cour d'appel, les *Lords Justices* de la Cour d'appel criminel pouvant éventuellement siéger à la Cour d'appel et comme juges de première instance.

La deuxième question étudiée par la commission appela deux séries de recommandations, les unes adressées au législateur visant à combler certaines lacunes révélées par l'expérience et pouvant aboutir à des dénis de justice, les autres aux juges, quant à leur interprétation des pouvoirs que leur confère la loi de 1907.

Pour le premier point, citons notamment la nécessité de permettre les appels contre les verdicts de *Guilty but insane* (que les rapporteurs proposent de libeller différemment dans les termes de *Not guilty by reason of insanity*), techniquement assimilés à des acquittements non susceptibles d'appel mais qui privent l'accusé de tout recours sur la question de savoir s'il a réellement commis les faits incriminés, et sur celle de sa santé mentale. Citons également le droit qui devrait être accordé à l'accusé ayant plaidé coupable devant un *magistrate* et ferait appel de la condamnation prononcée par la Cour de session trimestrielle, de voir la Cour d'appel criminel autorisée à examiner le bien-fondé de sa décision de plaider coupable alors que, pour le moment, sa compétence est limitée à l'examen du montant de la peine prononcée.

Plus lourdes de conséquences possibles sont les recommandations adressées à la Cour elle-même.

Vue avec défaveur comme une atteinte à la tradition du jugement par le jury, la Cour d'appel criminel semble s'être montrée plus royaliste que le roi en manifestant dès sa création une très grande répugnance à « usurper les fonctions du jury » ou à « substituer sa propre opinion à celle du jury » (cité par le rapport, p. 22) et en se montrant d'une façon générale imbue d'un respect excessif pour les verdicts du jury. La Cour a traditionnellement considéré que son rôle n'était pas de juger du fait mais de s'assurer que les formes du procès avaient bien été observées, ce qui explique qu'il est très rare de la voir infirmer une décision pour l'un des deux premiers motifs inscrits dans l'article 4-1°, de la loi de 1907 qui énumère les motifs d'appel, à savoir : « que le verdict du jury est déraisonnable » ou que « le verdict du jury ne peut être confirmé eu égard aux preuves » (1). La loi de 1907 était pourtant loin de vouloir interdire au juge d'appel de juger au fond comme en témoigne la clause finale de l'article 4-1°, selon laquelle « La Cour peut même si elle estime que la question soulevée en appel pourrait être tranchée en faveur de l'appelant, rejeter l'appel si elle estime qu'aucune erreur judiciaire substantielle n'a réellement été commise ». Une assez grande incertitude règne sur le point de savoir ce qui aux yeux de la Cour, constitue « une erreur judiciaire *substantielle* » ; « Les interprétations de la Cour depuis sa création n'ont été ni uniformes ni consistantes », constate le rapport avec une certaine sévérité (p. 24). D'après l'analyse de la jurisprudence contenue dans le rapport, la Cour semble s'en tenir au principe adopté dans Haddy (2), et considérer « que si les preuves démontrent la culpabilité de l'appelant, elle est libre de dire qu'il n'y a pas eu d'erreur judiciaire substantielle même si les irrégularités du procès peuvent avoir eu un caractère substantiel et fondamental » (p. 25), se reconnaissant ainsi assez librement le droit de juger au fond (même si là encore elle ne fait qu'entériner le verdict du jury).

La Cour est donc invitée à interpréter de manière moins restrictive les dispositions qui lui permettent de modifier les décisions des tribunaux inférieurs eu égard aux questions de fait mais la commission suggère de modifier la rédaction de la clause finale de l'article 4 selon les termes suivants, de façon à laisser une moindre marge d'appréciation au juge :

« La Cour peut, bien qu'elle estime que la question soulevée en appel pourrait être tranchée en faveur de l'appelant, rejeter l'appel si elle considère que, si ce qui fait l'objet de la plainte n'avait pas eu lieu, le jury aurait certainement déclaré l'accusé coupable ».

Les réflexions de la commission sur le droit d'ordonner un nouveau procès, dénié à la Cour par la loi de 1907 pour lui permettre d'être votée, sauf en cas de nullité de toute la procédure en première instance, ont sans doute perdu une partie de leur intérêt

(1) Les deux autres motifs d'appel sont : « qu'il y a une décision erronée sur une quelconque question de droit ou que, sur un point quelconque, il y a une erreur judiciaire ».

(2) (1944), Cour App. R., 189.

depuis le *Criminal Appeals Act* de 1964. Il est toutefois intéressant de noter que cette question donna lieu au sein même de la commission à des prises de position très tranchées et que l'unanimité ne put se faire qu'au prix de multiples réserves et sur des points très limités. Le droit d'ordonner un nouveau procès devrait être accordé à la Cour au cas où l'appel est basé sur l'existence de nouveaux moyens de preuve, ce qui toutefois ne pourrait avoir d'effet que si la Cour révisait sa conception de ce qui constitue à ses yeux de nouveaux moyens de preuve (v. rapport, p. 30). Ce droit ne devrait en aucune façon permettre de remettre en cause l'acquittement de l'accusé en première instance, ou limiter le droit pour la Cour d'appliquer la clause finale de l'article 4 ou encore d'infirmer purement et simplement la condamnation au cas où les nouvelles preuves établiraient suffisamment à ses yeux l'innocence de l'accusé. Telles sont les recommandations ayant recueilli l'adhésion de tous les rapporteurs.

La dernière partie du rapport met en relief l'extrême complexité des règles qui gouvernent l'assistance judiciaire, règles mal connues des plaideurs et souvent même des praticiens. Il ne faut pas moins de quatorze pages, sur un rapport qui en compte quatre-vingts, pour décrire la situation actuelle ; à plus forte raison nous sera-t-il impossible de la résumer en quelques lignes. La constatation la plus frappante est que, l'assistance judiciaire prenant très souvent fin avec la condamnation en première instance, le plaideur qui n'est pas en mesure de payer un avocat, n'est pas conseillé au moment le plus important, celui où il lui faut apprécier l'opportunité de faire appel et remplir sa notice d'appel. L'assistance judiciaire peut en effet être accordée par la Cour d'appel criminel mais le plaideur devra en faire la demande en même temps qu'il demande l'autorisation de faire appel et la recevabilité de l'appel décidera en fait de l'octroi de l'assistance judiciaire.

Il en résulte dans la pratique beaucoup de confusion et d'incohérence dans la rédaction des notices d'appel au détriment des appelants et aussi des juges de la Cour d'appel criminel.

Même lorsqu'il bénéficie de l'assistance judiciaire, l'appelant rencontre encore d'autres difficultés dues à la brièveté du délai où il peut former appel — dix jours à compter de la déclaration de culpabilité ou du prononcé de la peine — et à l'impossibilité d'obtenir la transcription gratuite du compte rendu de l'audience, pourtant nécessaire pour juger des chances de succès de l'appel, et que la Cour accordera généralement en même temps qu'elle autorisera l'appel. La différence entre les plaideurs fortunés et indigents s'accuse encore sur ce point.

Cette situation aboutit également à une perte de temps considérable pour les juges que toutes les mesures destinées à pénaliser les appels futiles ou vexatoires, telle que la règle des six semaines que l'appelant ne peut voir imputer sur le décompte de la peine purgée, ou la menace qui pèse sur les appelants qui font appel d'une condamnation (*sentence*) de voir augmenter leur peine, protègent beaucoup moins efficacement que ne le feraient une réorganisation de l'assistance judiciaire et la réforme de certaines règles de procédure. De telles réformes, souligne le rapport, seraient aussi infiniment plus profitables aux appelants que la suppression de l'autorisation préalable de faire appel dont les rapporteurs mettent en valeur les très nombreux avantages et qui n'apparaît contraire aux intérêts des plaideurs que dans la mesure où ceux-ci sont dans l'incapacité d'être conseillés dès le début de la procédure.

Les très nombreuses recommandations faites par *Justice* sur tous ces points comportent notamment la création dans les établissements pénitentiaires d'un service de conseil juridique, pour lequel diverses formules sont proposées. De telles mesures permettraient en tout état de cause aux plaideurs de se défaire de l'amertume et de la frustration qu'ils ressentent lorsqu'ils sont déboutés et qui ne peuvent que nuire à leur réhabilitation en renforçant chez eux le sentiment d'être victimes d'une injustice.

C. L.

LES FONDEMENTS DU DROIT PÉNAL DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Tout ce qui peut éclairer le lecteur occidental sur le droit pénal de la Chine populaire est bienvenu dans la mesure où la curiosité dans ce domaine est loin d'être satisfaite. En se fondant sur quelques textes législatifs de base et surtout, sur un manuel publié en 1957 à l'usage des étudiants en droit de Pékin, traitant des « Principes généraux du droit pénal de la République populaire de Chine » (1), M. Fu-Shun Lin se livre à une comparaison entre les fondements du droit pénal en Chine et en Union soviétique (2), et montre comment, bien qu'il s'inspire de la même philosophie politique que le droit soviétique et qu'il en dérive directement, l'interprétation qu'il donne à certains principes finit par conférer au système chinois une originalité propre. Nous retiendrons surtout de cet article la contribution qu'il apporte à notre connaissance du système pénal chinois.

Le manuel cité ci-dessus commence par des affirmations d'une idéologie marxiste fort orthodoxe sur la fonction historique du droit pénal : « ... le droit pénal est un instrument pour la protection de la classe dirigeante et une arme utilisée par la classe dirigeante dans la conduite de la lutte des classes ».

On retrouve à peu près les mêmes formules pour définir la fonction du droit pénal dans les deux pays, à cette différence près qu'à la protection de l'Etat socialiste, de la propriété socialiste, des structures de la société..., l'U.R.S.S. ajoute la « protection de l'individu et des droits des citoyens », que la Chine semble pour sa part ignorer. Contrairement à l'U.R.S.S. cependant où la première codification date de 1922, la Chine populaire n'a encore procédé à aucune codification, en dépit de projets en cours, et le justifie par la nécessité de conserver à la loi pénale toute la souplesse requise pour faire face à une situation révolutionnaire essentiellement mouvante.

Le principe de la légalité des délits et des peines est inconnu en Chine populaire. L'analogie est expressément admise par plusieurs textes. Ainsi, l'article 16 du Règlement sur la répression des activités contre-révolutionnaires dispose :

« Les personnes qui ont commis à des fins contre-révolutionnaires des infractions autres que celles qui sont spécifiées dans le présent Règlement peuvent être punies des peines applicables aux infractions ressemblant le plus à celles qui sont spécifiées dans le présent Règlement ».

En l'absence de tout texte législatif ou réglementaire applicable, c'est aux organes juridictionnels, étroitement contrôlés par le parti, de dire le droit en s'inspirant de la ligne générale du parti (voir sur ce point les Instructions générales du Comité central du parti communiste sur l'abolition des six Codes du Kuomintang, rapportées dans l'ouvrage cité à la note 1, p. 12).

La rétroactivité des lois pénales est une conséquence normale et prévisible de cette absence de sécurité juridique. L'article 18 du Règlement sur la répression des activités contre-révolutionnaires dispose laconiquement :

« Le Règlement est également applicable aux activités contre-révolutionnaires commises avant qu'il n'entre en vigueur ».

L'auteur du manuel cité indique, qu'à son sens, toutes les lois pénales promulguées depuis l'avènement du régime communiste prennent effet à dater du 1er octobre 1949, et même à dater « de la libération des métropoles et capitales provinciales ».

La procédure pénale n'offre pas non plus beaucoup de sécurité aux accusés. Considérée comme un reliquat de la société bourgeoise, la présomption d'innocence a été formellement et ironiquement rejetée à plusieurs reprises et notamment au VIIIe Congrès du Parti communiste chinois en 1956, et, conséquence logique, c'est à l'accusé de faire la preuve de son innocence et non à la poursuite de faire celle de la culpabilité de celui-ci. L'auteur de l'article fait remarquer que, sur ce point, le droit chinois va beaucoup plus loin que n'est jamais allé le droit soviétique qui, même s'il n'a pas inscrit dans ses Fondements la présomption d'innocence, laisse au procureur le fardeau de la preuve.

Dans l'énoncé des buts de la peine, par contre, le système chinois ne se différencie pas des autres systèmes pénaux : rétribution, châtiment des coupables, prévention et rééducation. Toutefois cette dernière doit être entendue dans un sens particulier et comporte une bonne part d'endoctrinement politique et idéologique. La rééducation commence dès la détention préventive, ce qui montre bien que tout prévenu est présumé

(1) Ce recueil de cours a été traduit en anglais en 1962 sous le titre *Lectures on the General Principles of Criminal Law in the People's Republic of China*, J.P.R.S., Document n° 13.331, p. 1 et s.

(2) Fu-Shun Lin, « Communist China's Emerging Fundamentals of Criminal Law », *American Journal of Comparative Law*, vol. 13, n° 1, 1964, p. 80-93.

coupable ; elle se poursuit en prison et dans des camps de travail établis à cette fin sur le modèle soviétique. La durée de la peine dépend de la conduite du détenu et peut être abrégée ou allongée selon son application au travail et s'il fait preuve d'un sincère repentir et d'une conviction idéologique satisfaisante. La Chine a emprunté à l'U.R.S.S. l'institution du « travail forcé sur place » pour les condamnés pour vol, escroquerie, jeu ou *racketting*. Ceux-ci accomplissent leur peine, qui consiste en amendes retenues sur leur salaire, sur leur lieu de travail habituel sous la « surveillance des masses ».

La peine de mort n'a jamais été abolie en Chine communiste bien que le VIII[e] Congrès y ait fait allusion. Elle est en principe considérée comme une mesure de dernier ressort, bien qu'assez largement appliquée en fait. Elle ne sanctionne que les crimes les plus graves de trahison, corruption, contrefaçon..., sensiblement les mêmes dans toutes les démocraties populaires. Son prononcé doit toujours être confirmé par une instance supérieure et son exécution est le plus souvent différée de deux ans pour permettre au condamné de faire preuve d'un repentir actif et lui laisser une dernière chance de s'amender par le travail forcé. Au bout de deux années son cas est réexaminé. Cette pratique s'est instaurée en l'absence de toute disposition législative.

C. L.

IV[e] RÉUNION ITALO-FRANCO-SUISSE DE MÉDECINE LÉGALE

(Lausanne, 29 et 30 mai 1964)

La IV[e] Réunion italo-franco-suisse de médecine légale a eu lieu les 29 et 30 mai 1964 à Lausanne en Suisse. Elle était organisée cette année d'une part par M. le Professeur Thelin, professeur de médecine légale à Lausanne, et M. le Professeur Mathyer, professeur de police scientifique à l'Université de Lausanne, d'autre part par M. le Professeur Roche, professeur de médecine légale à Lyon.

Le thème général de la première journée de travail était : « Les expertises médico-légales dans les procès en filiation ». M. le Professeur Thelin a tout d'abord situé les travaux de ces deux journées dans le cadre des autres réunions de même type qui s'étaient tenues les années précédentes, rappelant l'intérêt qu'il y a pour trois pays proches géographiquement de mettre en commun des idées concernant une même discipline, rappelant également le principe de ces réunions qui est celui de l'exposé suivi de discussion simple entre les participants.

M. G. Flattet, professeur à la Faculté de droit de Lausanne, fit une remarquable étude de droit comparé entre les législations des trois pays participants.

L'aspect scientifique de ce problème a été étudié par M. Hassig, privat docent, directeur du Centre de transfusion sanguine de Berne, qui montra les techniques pouvant être utilisées et les difficultés qui surgissent. Le Dr Jouvanceau qui s'occupe de ces questions dans la région lyonnaise en évoqua à son tour les possibilités et les limites.

La première journée de travail se termina par un exposé de M. J. A. Baumann, professeur d'anatomie à l'Université de Genève, concernant « La recherche en paternité par la méthode anthropobiométrique » ; il rappela que cette méthode d'usage légal en Suisse est basée sur la répartition biomathématique des individus d'une collectivité en plusieurs classes. Cette méthode n'a pas la rigueur scientifique de la méthode des groupes sanguins, mais le professeur Baumann a souligné qu'il s'agissait là d'une discipline médicale relativement jeune qui peut rendre service aux magistrats.

Un dîner champêtre dans le style vaudois a ensuite réuni les congressistes, dans le cadre de l'Exposition nationale suisse.

Le samedi matin était consacré entièrement à la visite de l'Institut de police scientifique et de criminologie, présenté par M. Mathyer, qui en a montré le fonctionnement, l'organisation et les buts.

A quinze heures, M. Thelin a fait visiter l'Institut de médecine légale, réorganisé récemment et qui doit permettre un travail efficace et rationnel dans un cadre agréable.

M. Pinatel, secrétaire général de la Société internationale de criminologie, a fait un compte rendu de son récent voyage au Canada, exposant ainsi le fonctionnement de la criminologie au Canada.

A la fin de cette deuxième journée de travail, les congressistes se sont séparés après que les conclusions de ces deux journées eurent été exposées par MM. les Professeurs Roche et Thelin, qui ont souligné l'intérêt de telles réunions et jeté les jalons de la prochaine réunion qui doit se tenir en mai 1965 à Dijon.

On est heureux de souligner que cette réunion était organisée de façon précise et agréable.

Ch. VITANI.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE NÉERLANDAISE (1)

Sous ce titre, nous avons reçu des Pays-Bas le texte d'une note présentée en juillet 1964 au président de la Deuxième Chambre des Etats généraux par le ministre de la Justice, M. Y. Scholten, et relative à l'Administration pénitentiaire ainsi qu'à ses perspectives d'avenir au moment de la discussion du budget du département.

Ce document donne une image panoramique de la situation actuelle des Pays-Bas en matière d'exécution des peines. Cependant, l'état présent de la question n'y est pas seul mis en lumière. Nous y trouvons également les grandes lignes du développement futur des principaux aspects de la politique pénitentiaire de ce pays.

Résumer cette note par le détail nous conduirait certainement trop loin. Néanmoins, nous avons voulu en retirer quelques éléments orientés vers l'avenir.

Citons particulièrement ce qui est prévu en matière de constructions : la réalisation à Gouda du premier des trois centres pénitentiaires régionaux envisagés, d'une capacité d'environ trois cents places, la reconstruction de Veenhuizen (six pavillons de vingt-quatre places chacun), l'édification d'une prison centrale pour femmes à Arnhem (capacité de soixante-quinze places, suffisante en raison de la faible population féminine des prisons), la construction de quatre maisons d'arrêt destinées à remplacer des établissements existant à Amsterdam, Arnhem, Maastricht et Zwolle, la transformation et l'agrandissement de certaines autres maisons d'arrêt, la reconstruction d'institutions pour jeunes, le déplacement de l'hôpital central de Vught à La Haye, la modernisation de la clinique d'observation psychiatrique et, enfin, une série de travaux d'aménagement jugés nécessaires dans certaines prisons.

En ce qui concerne la différenciation et la sélection des condamnés (classification et spécialisation), on envisage les possibilités de placement dans une institution semi-ouverte. D'autre part, un essai va être tenté pour élargir le système des établissements « ouverts » en permettant entre autres leur accès à des détenus qui ne bénéficieront pas d'une libération conditionnelle. Le ministre de la Justice a accepté les recommandations faites par la Commission pénitentiaire Benelux à l'égard des jeunes adultes condamnés à des courtes peines (2). Pour leur réalisation, un « camp de traitement pénitentiaire » d'une capacité provisoire de cinquante à soixante places va être construit. Des études sont en cours pour l'acquisition du terrain nécessaire.

Le Centre de sélection et d'orientation fonctionnant à la prison I à La Haye en est encore à ses débuts et n'a, jusqu'à présent, reçu qu'un nombre restreint de détenus (délinquants d'habitude et professionnels) ; il va être agrandi afin de pouvoir accepter des détenus d'autres catégories. Un psychiatre supplémentaire va être recruté. Le Centre restera en contact étroit avec le monde scientifique. Dans ses avis, il ne se limitera pas à désigner l'établissement le plus approprié pour le détenu mais il donnera aussi, lorsque c'est possible, des indications concernant le traitement à appliquer. L'idée de base est que la prison de destination, de son côté, tiendra le Centre au courant des résultats donnés par les directives reçues.

L'accent est mis sur l'importance attachée à la répartition des détenus en « unités de vie » qui sont des groupes composés de vingt à vingt-cinq hommes. La construction du Centre régional — trois bâtiments comportant chacun quatre pavillons de vingt-quatre hommes — et les pavillons à réaliser à Veenhuizen, prévoient l'application pratique de cette méthode d'hébergement.

---

(1) *L'Administration pénitentiaire néerlandaise*, document parlementaire, Deuxième Chambre des Etats généraux, session 1963-1964, 7.709, 61 pages, Imprimerie et Edition d'Etat, La Haye, 1964.

(2) V. *Bulletin de l'Administration pénitentiaire belge*, n° 1, janv.-févr. 1964, p. 32.

Un autre point du traitement concerne le « travail correctionnel de groupe ». Cette forme de traitement est encore au début de son développement. De plus en plus, il apparaît que la population d'une institution n'est pas constituée seulement par la somme d'un certain nombre d'individus mais que le groupe, le comportement du groupe et les influences réciproques au sein du groupe peuvent fournir des points de départ importants pour l'œuvre de réadaptation. Le choix du conducteur de groupe est capital. Il est envisagé provisoirement de ne pas faire appel à des personnes étrangères à l'administration mais d'utiliser le personnel des institutions mêmes. Généralement, les fonctionnaires sociaux attachés aux établissements se partageront cette tâche.

Signalons encore qu'une expérience d'arrêts de fin de semaine a été entamée dans un arrondissement des Pays-Bas.

Ces points, comme d'autres que nous aurions pu citer, montrent parfaitement dans quelle mesure l'Administration néerlandaise s'efforce d'organiser l'exécution des peines selon les exigences des conceptions modernes. Les problèmes posés par la privation de liberté sont traités dans le rapport de façon libre et détaillée et tous leurs aspects y reçoivent une solution qui allie heureusement la théorie à la réalité quotidienne.

Celui qui souhaite faire plus ample connaissance avec les réalisations et avec les objectifs néerlandais à court et à long terme, consultera utilement ce document parlementaire très détaillé qui est complété par des statistiques et des graphiques.

B. De Hovre,
Directeur de prison
attaché au Bureau d'Etude.

UNE STATISTIQUE BRÉSILIENNE SUR LES ÉVASIONS DES PRISONNIERS DÉTENUS DANS DES ÉTABLISSEMENTS OUVERTS

La *Revista Brasileira de Criminologia* a repris depuis deux ans, sous la direction du professeur Benjamin Moraes et le rédactorat en chef du professeur Heleno Claudio Fragoso, l'un et l'autre bien connus des juristes du Brésil, une vie nouvelle. Elle a, depuis deux ans, consacré la plupart de ses numéros à l'étude des avant-projets de Code pénal, de Code de procédure pénale et de Code d'exécution des peines. Mais elle a également publié d'autres contributions, souvent de réelle valeur, à l'étude du droit criminel brésilien. Dans son dernier numéro (oct.-déc. 1964), M. Alipio Silveira, chargé de cours à l'Université de Niteroi, a exposé les résultats d'une étude à laquelle il a procédé à l'Institut pénal agricole de Bauru, qui est un établissement ouvert situé à seize kilomètres de São Paulo. Pour être limitées à un seul établissement situé dans un Etat donné, les statistiques de M. Silveira n'en paraissent pas moins dignes d'être portées à la connaissance des lecteurs de cette *Revue*.

1° Il y a eu d'octobre 1955 à mars 1962, 416 évasions du pénitentier agricole de Bauru alors que sa population pénale, pendant la même période, a atteint 1698 détenus. Cela représente un pourcentage d'évasion de 24,4 % qui est évidemment très élevé. Il ne faut toutefois pas le porter *a priori* au passif du principe des établissements ouverts. M. Alipio Silveira a comparé les statistiques de l'Etablissement de Bauru à celles de l'Institut pénal agricole d'Itapatininga, qui est également situé dans l'Etat de São Paulo. Il y a relevé un taux d'évasion de 15 % et n'a pas hésité à écrire que la situation enregistrée à Bauru devait avoir pour cause la mauvaise organisation de l'Etablissement. Sans doute peut-on toutefois observer que le pourcentage de 15 % paraît lui-même élevé, supérieur à celui qui semble résulter des données nationales et internationales (1).

2° Sur les 416 évadés de l'Institut pénal agricole de Bauru, 345 seulement sont pris en considération dans les données statistiques de M. Alipio Silveira ; son enquête ne recouvre donc que 83 % des évasions enregistrées dans l'établissement ouvert.

3° La première question qui puisse être utilement évoquée est celle du temps que

(1) Il y a eu en France, en 1963, 333 évasions sur une population pénale atteignant 29.157 détenus, soit 1,2 %. Sur les 333 évadés, 154 se trouvaient placés sous le régime de la semi-liberté. Seuls 18 se sont évadés d'un établissement ouvert ou semi-ouvert.

les détenus ont passé dans l'établissement avant de s'en évader. Les chiffres sont, à cet égard les suivants :

une semaine	57
un mois	118
un an	162
plus d'un an	7
	344 (1)

Il en résulte que la moitié des évasions se produit dans le mois qui suit l'arrivée des détenus dans l'établissement ouvert. Or, l'envoi dans l'Institut pénal agricole est subordonné au fait que le condamné a *donné sa parole* qu'il ne tentera pas de s'en évader ! La provenance des 345 évadés était la suivante :

Pénitentier (2)	148
Maison de détention	73
Prisons de l'intérieur	116
Instituts de rééducation	7
autre Institut pénal	1
	345

Peut-on en conclure qu'il y a une lacune dans le mécanisme des transferts des pénitentiers vers les instituts agricoles ouverts et que les critères de classification sont insuffisants ? On observera, à cet égard, que les dossiers examinés par le professeur Alipio Silveira présentent en ce qui concerne les avis émis par les divers organes de classification, et notamment par l'Institut de bio-typologie criminelle de São Paulo, dont j'ai naguère entretenu les lecteurs de cette *Revue* (3), les indications qui suivent :

Avis favorables	76
Avis réservés	27
Avis défavorables	47
Sans avis	195
	345

Les données de cette statistique paraissent ainsi recouper celles qui précèdent ; le professeur Alipio Silveira souligne que le régime des établissements ouverts ne convient pas aux délinquants psychopathes dangereux et trouve dans une autre perspective la vérification de cette observation élémentaire.

4° Le résultat *le plus frappant* des statistiques étudiées a trait au nombre *considérable* des évadés récidivistes d'infractions contre les biens. Les chiffres fondamentaux sont les suivants :

A. — *Population pénitentiaire* :

Crimes contre les personnes (4)	485
Crimes contre le patrimoine	873
Crimes contre les mœurs	114
Crimes divers	226
	1 698

(1) Les renseignements concernant une des évasions font défaut.

(2) Etablissements où s'exécute *en principe* la peine de la réclusion, la plus haute dans l'échelle des peines brésiliennes

(3) V. cette *Revue*, 1950, p. 264.

(4) On sait qu'en droit brésilien, la division des infractions est bipartite : crimes et contraventions.

B. — *Infractions commises par les détenus évadés* :

Crimes contre les personnes	43
Crimes contre le patrimoine	263
Crimes contre les mœurs	33
Crimes divers	20
	359 (1)

C. — *Evasions effectuées par des récidivistes* :

Délinquants primaires	118
Récidivistes généraux	29
Récidivistes spéciaux	198
	345

D. — *Infractions commises par les récidivistes spéciaux* :

Crimes contre les personnes	8
Crimes contre le patrimoine	176
Crimes contre les mœurs	10
Crimes divers	4
	198

L'interprétation de ces chiffres permet d'avancer les observations suivantes :

— le pourcentage des délinquants détenus pour crimes contre le patrimoine est de 52 % (873 sur 1 698) ;

— le pourcentage des délinquants contre le patrimoine évadés est légèrement supérieur à 30 % (263 sur 873) ;

— il est intéressant de rapprocher ce pourcentage de celui des délinquants contre les personnes. Pour être de même importance, il aurait fallu que s'évadent 145 détenus (30 % de 485). Or le nombre des détenus du chef de crimes contre les personnes qui se sont évadés n'a atteint que 45. D'où la conclusion que les évasions de l'Institut pénal de Bauru, de 1955 à 1962, ont environ été *cinq fois plus nombreuses* de la part des délinquants contre les biens que de celle des délinquants contre les personnes ;

— les chiffres relatifs à la récidive sont peut-être encore plus éloquents puisque les évadés récidivistes spéciaux ont été à raison de 89 % (176 sur 198) des délinquants contre le patrimoine. Il faut en conclure, non seulement que les évasions « atteignent » plus le secteur des infractions contre les biens que toutes les autres activités délinquantielles, mais également que cette tendance s'accentue avec la récidive. M. Alipio Silveira est conduit par là à l'étude du multirécidivisme et se référant à plusieurs travaux français, parmi lesquels la modestie m'incite à ne citer que ceux de MM. Pinatel et Cannat, il pose *en principe* que, seuls, les délinquants occasionnels devraient être dirigés vers des établissements ouverts.

5° Les dernières données qu'il est intéressant de recueillir sont celles qui ont trait au comportement des évadés, avant et pendant leur évasion. Les renseignements recueillis par l'enquêteur sont à peu près inexistants et cette carence peut avoir deux causes. Elle peut s'expliquer par une lacune de l'enquête. Elle peut aussi trouver sa raison dans le fait que les évasions, généralement précoces, n'ont pas été déterminées par des éléments extérieurs mais ont, le plus souvent, répondu à une volonté délibérée et préméditée des détenus.

A. — *Situation des évadés par rapport à la libération conditionnelle* :

N'y ayant pas droit	177
N'ayant pas été proposés	41
Refus intervenus	13
Requête possible dans les deux mois	16
Requête impossible avant un long délai	98
	345

(1) La différence entre ce chiffre et celui de 345 provient de ce que certains évadés étaient détenus pour plusieurs délits.

B. — *Comportement antérieur à l'évasion* :

Vol au sein de l'établissement	6
Attitude incorrecte envers l'épouse d'un gardien	3
Influence d'un co-détenu	8
Sans observation	328
	345

C. — *Incidents survenus immédiatement avant l'évasion* :

Observation du directeur sur un trafic d'alcool ou de stupéfiants	3
Informations concernant la mauvaise conduite de l'épouse	1
Annonce d'une nouvelle condamnation	1
Refus de libération conditionnelle ou de recours divers	10
Sans indication	330
	345

D. — *Comportement au cours de l'évasion* :

Ont été retrouvés dans une maison de tolérance, en état d'ébriété	2
Ont été l'objet de nouvelles poursuites en cours	7
Arrêtés en flagrant délit de vol simple ou qualifié	12
Ont commis un nouveau crime pour lesquels ils ont été condamnés	13
Ont été l'objet de nouvelles poursuites et acquittés	2
Sans indication	309
	345

Il n'est pas aisé de tirer un enseignement valable de ces données partielles. A en croire M. Alipio Silvera, le seul chiffre sur lequel il soit possible d'épiloguer est celui qui concerne les 309 évadés dont la conduite en évasion est demeurée inconnue ! Un certain nombre d'entre eux a été capturé mais il n'a pas été possible d'obtenir de déclarations sur leur comportement de fugitifs. Le professeur de Niteroi présente alors deux observations :

— Il est vraisemblable que la plupart des évadés ont quitté l'Etat de São Paulo et sont allés se fondre dans la population d'un Etat, voisin ou lointain, où ils ont changé de nom, procédé dont l'auteur précise qu'il est commun de la part des habituels de la délinquance contre les biens. Ont-ils commis de nouvelles infractions sous leur nouveau nom ? Il est impossible de se prononcer sur ce point avec certitude.

— Mais l'auteur en est personnellement persuadé, parce que cette hypothèse est à son avis, consolidée par le fait qu'un très grand nombre d'évadés de l'Institut pénal agricole de Bauru (et les statistiques concernant l'Institut d'Itapatininga sont dans le même sens) sont des délinquants contre les biens récidivistes, voire multirécidivistes, habituels et professionnels.

M. Alipio Silveira, qui ne paraît pas tenir en spéciale estime l'administration de l'Institut de Bauru, lui jette la pierre ultime, en constatant que sur 345 évasions, 222 ont eu lieu les dimanches, samedis et jours fériés, et en expliquant, que les dits jours, les détenus sont entièrement libres d'aller et venir dans le domaine, n'étant soumis qu'à l'obligation d'un appel nocturne !

Telles sont les données de l'enquête à laquelle M. Alipio Silveira a procédé. Tels sont les enseignements qu'il a prétendu en tirer. Il n'entre pas dans mes intentions de les discuter. Mon seul propos a été de fournir aux spécialistes du droit pénitentiaire les éléments d'information et de discussion contenus dans cette enquête. Je pense avoir atteint cet objectif limité !

Jacques-Bernard HERZOG.

UNE NOUVELLE PUBLICATION : *LIAISONS*, BULLETIN D'INFORMATION DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

Créé en août 1963, le bulletin hebdomadaire *Liaisons* est, comme l'indique son sous-titre, un organe d'*information*. Il est publié par la Préfecture de Police de Paris à l'intention du grand public et dans le but de faire mieux connaître aux Parisiens la police de leur ville, son organisation, son rôle et la façon dont elle entend assumer ce rôle. A l'occasion du premier anniversaire de sa publication, *Liaisons* avait fait paraître un numéro spécial, dont la présentation avait été particulièrement soignée et qui reprenait un certain nombre d'articles parus au cours de l'année. Nous en extrayons le passage suivant qui nous paraît mettre parfaitement en évidence les buts recherchés par ceux qui ont créé *Liaisons* et en assurent la publication :

« Semaine après semaine, nous nous attachons à faire connaître la Préfecture de Police, seule cette connaissance pouvant permettre de mieux comprendre l'ampleur et la multitude des responsabilités de ceux qui, à des titres divers, ont pour tâche d'assurer la sécurité publique. En même temps que nous nous efforçons d'analyser les problèmes posés par cette notion même de sécurité publique, problèmes complexes qui concernent la police, certes, mais aussi la société, et dont les données fondamentales sont par conséquent en continuelle évolution » (p. 84).

Ainsi apparaît en quelque sorte la trame du bulletin dont les articles, pour la quasi-totalité anonymes, vont s'orienter principalement — si l'on s'en tient aux seules questions intéressant le droit pénal — vers : 1° Rôle de la police dans la cité : la Préfecture de Police, son organisation, la direction générale de la police municipale ; la formatiom des gardiens de la paix ; la formation et le rôle des commissaires ; la police judiciaire la brigade criminelle, etc. Et 2° Point de vue de la police face aux problèmes dans lesquels elle se trouve directement impliquée par l'entremise de ses services.

Les multiples activités de la police parisienne s'exercent ainsi dans des domaines très variés, allant de la surveillance des jeux dans la région parisienne aux recherches de laboratoire (Laboratoire municipal, Laboratoire de toxicologie, etc.), en passant par les activités ayant directement pour but l'ordre et la sécurité de Paris et dont les plus connues sont : la réglementation de la circulation, la lutte contre la délinquance, juvénile et adulte, contre la prostitution, le vagabondage.

Il est notable que nombre de ces activités se soient modifiées au cours des années sous la pression de changements dans les conditions de vie et d'une façon parfois inattendue. C'est ainsi par exemple que les problèmes de la circulation de plus en plus dense à Paris sont à l'origine de la disparition ou restriction de ces grands rassemblements qu'étaient les fêtes populaires que réglementait et surveillait la police (les fêtes du Bœuf Gras, le Carnaval, qui ont disparu ; par contre, survivance du passé, la Foire à la Ferraille s'est maintenue mais est à nouveau, depuis l'ordonnance du préfet de police du 27 février 1962, réservée exclusivement aux brocanteurs).

Pour répondre à l'accroissement de la population de Paris, l'urbanisme moderne a édifié les grands ensembles, qui groupent des gens provenant de lieux et de milieux fort différents, modifiant ainsi la physionomie des quartiers d'autrefois, et par là la délinquance, avec comme conséquence la nécessité pour la police d'adapter ses méthodes à la situation nouvelle afin d'y faire face ; en particulier il importe de lutter contre les « bandes », trop généralement prédisposées à commettre des délits. Il est à remarquer que la délinquance des jeunes est l'un des sujets le plus souvent traité dans le bulletin ; on voit dans ce fait l'importance du phénomène et celle de l'action de la police, action qui s'efforce de plus en plus souvent d'être préventive.

Autre signe des temps, le personnel féminin a fait son apparition dans les rangs de la police, en tant qu'assistantes de police, spécialement dans la brigade de protection des mineurs.

Mais il ne saurait être question de faire ici un résumé du contenu de *Liaisons*, d'autant que sa publication hebdomadaire rendrait notre information dépassée dès avant son impression. Néanmoins il nous a paru utile d'attirer l'attention de nos lecteurs sur ce bulletin qui décrit la vie policière d'une façon simple et vivante. On ne saurait de plus oublier que la police travaille « sur le vif », qu'elle est en contact permanent avec le public, donc qu'elle a, des individus, une connaissance directe que ne vient obscurcir aucune considération de psychologie théorique ; enfin dans les cas de délinquance,

c'est la police qui se trouve la première en contact avec l'auteur de l'infraction après la commission du délit : c'est dire que, autant son intervention peut-être déterminante, autant son expérience pratique a de valeur. Cela le grand public ne le sait pas assez, il est bon de lui en faire prendre conscience.

Il est un autre point qu'il ne faut pas oublier, et c'est à quoi s'efforce de répondre *Liaisons* : c'est qu'il est de l'intérêt de tous, des usagers comme de la police elle-même, que les Parisiens sachent avec exactitude ce qu'est *leur* police, son organisation et son rôle, ce rôle souvent obscur mais dont témoignent nombre d'actes courageux et désintéressés ; qu'ils sachent l'étendue des responsabilités de ce corps aux multiples services, mais en même temps les responsabilités qui leur incombent à eux usagers, en matière de témoignage par exemple, à l'égard de la police. Il importe enfin de faire échec à une certaine presse avide de scandale et de sensation qui n'hésite pas à grossir démesurément la défaillance d'un seul en oubliant l'héroïsme de tant de policiers.

Il faut souhaiter à *Liaisons* d'être largement diffusé, surtout auprès du grand public, auquel il est, nous l'avons dit, spécialement destiné.

J. F. et S. P.

Notes bibliographiques

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL ET OUVRAGES AUXILIAIRES

Droit pénal général et procédure pénale, par G. Stefani et G. Levasseur, 2 vol., t. I, *Droit pénal général*, t. II, *Procédure pénale*. Paris, Dalloz, 1964, 452 et 564 pages.

C'est à un véritable travail de Sisyphe que s'exposent de nos jours les auteurs d'un manuel à l'usage des étudiants de licence. L'« accélération de l'Histoire » caractéristique de l'époque actuelle ne se traduit pas seulement par des réformes législatives fréquentes, portant parfois sur des principes fondamentaux. Elle se manifeste encore sur le plan de l'enseignement par des remaniements successifs du régime des études et des programmes d'examens.

Les disciplines du droit pénal n'ont pas échappé à cette double cause d'instabilité. C'est ainsi qu'à la suite de l'introduction de la licence en quatre ans, le décret du 27 mai 1954 avait substitué au cours annuel portant sur l'ensemble du Droit pénal et de la Procédure une répartition des matières comportant en deuxième année un enseignement semestriel consacré au Droit pénal général et à la Criminologie, tandis que l'année suivante un semestre était réservé respectivement au Droit pénal complémentaire, c'est-à-dire aux matières considérées dans cette branche comme les plus techniques, et à la Procédure.

Dans le cadre ainsi tracé, M. Stefani et M. Levasseur avaient publié dès 1957, tout d'abord un précis conforme au programme de deuxième année (v. cette *Revue*, 1957, p. 254, compte rendu de M. Hugueney). L'ouvrage devait être bientôt après complété d'une mise à jour (cette *Revue*, 1960, p. 541) suivie elle-même, en 1961, d'une nouvelle édition (cette *Revue*, 1962, p. 824). Nos collègues parisiens avaient d'autre part, à l'intention de la troisième année, fait paraître, en 1957 également, un précis de procédure (cette *Revue*, 1959, p. 203), alors que le Code de procédure pénale n'était encore que partiellement promulgué. L'ouvrage de ce fait nécessita une mise à jour au 10 janvier 1959 (cette *Revue*, 1960, p. 349) en attendant sa deuxième édition, publiée en 1962.

Mais les rééditions de ces deux excellents manuels venaient à peine de sortir de presse que le décret du 10 juillet 1962, par un retour à la formule de l'ancienne licence, plaçait en deuxième année un enseignement annuel de Droit pénal embrassant l'ensemble des règles de fond et de procédure, sous réserve que la science pénitentiaire se trouvait reportée ainsi que la criminologie, en troisième année.

Cette refonte des programmes a réalisé, nous semble-t-il, un progrès sur la précédente en ce que, tout d'abord, elle supprime le découpage artificiel qui avait été introduit dans le Droit pénal proprement dit, tout en lui associant l'étude de la procédure qui est son complément indispensable et, d'autre part, en ce qu'elle rapproche dans un même cours semestriel la criminologie de la science pénitentiaire où elle trouve ses applications les plus directes. Mais les solutions ainsi adoptées ne vont pas sans certains inconvénients qui sont inévitables sitôt que les besoins pratiques de l'enseignement conduisent à scinder des matières étroitement liées entre elles. C'est ainsi qu'il apparaît bien difficile de délimiter de façon précise ce qui relève de l'étude générale des peines de ce qui touche à leur mode d'exécution dont l'analyse fait l'objet spécifique de la science pénitentiaire. D'autre part, il serait fâcheux, dans un cours destiné à la formation générale des étudiants, de faire entièrement table rase de la criminologie sans laisser entrevoir le rôle

que ses données sont appelées à jouer dans l'évolution de toutes les institutions juridiques. Enfin si théoriquement les programmes prévoient un enseignement complet de la procédure, n'est-il pas à craindre, un semestre autonome n'étant plus réservé à cette matière, qu'elle risque en fait de se trouver quelque peu sacrifiée à l'étude du Droit pénal ?

Ce n'est pas le moindre mérite dont on doive faire honneur à nos collègues que d'avoir su éviter ces écueils. En particulier, dans l'introduction au tome I de leur précis, ils s'attachent à montrer les rapports qui unissent la criminologie aux différentes branches du Droit pénal et ils n'ont pas manqué non plus d'en faire état dans le corps de l'ouvrage où ils étudient successivement l'infraction prise en elle-même et son auteur, pour consacrer une deuxième partie aux sanctions qui traduisent sur le plan juridique la réaction sociale en présence du crime.

Dans l'analyse classique des éléments de l'infraction, ils réintroduisent, à côté de la règle *nulla poena*, l'exposé du principe de non-rétroactivité dont les programmes antérieurs avaient amputé l'enseignement de deuxième année. Peut-être est-il permis de regretter que les auteurs, après avoir défini la portée d'application des textes dans le temps, n'aient pas cru devoir traiter des conflits de lois dans l'espace. Ils abordent, il est vrai, cet ordre de problèmes, conformément à la technique de notre législation, dans leur tome II, à propos de la procédure. Mais la compétence juridictionnelle est sous l'étroite dépendance de la compétence législative, elle-même commandée par le principe de territorialité. C'est pourquoi, malgré les difficultés que peut comporter cette matière pour les débutants, il paraît indiqué de leur offrir une vue d'ensemble des conséquences de la souveraineté interne dans le domaine de la répression internationale.

Quant à l'auteur de l'infraction l'ouvrage, après avoir défini la notion de délinquant, analyse les conditions auxquelles est subordonnée la responsabilité pénale du sujet.

Les développements consacrés à la réaction collective contre le crime se présentent sous la forme d'un parallèle, particulièrement instructif, entre les peines et les mesures de sûreté. Nos collègues se montrent partisans en la matière de la conception dualiste. Ils précisent les caractères qui opposent à leurs yeux les deux ordres de sanctions, mais n'en affirment pas moins que leur mise en œuvre comporte le respect de certaines garanties fondamentales qui leur sont communes. Suivent une analyse brève, mais précise, des différentes peines en vigueur et un inventaire des mesures de sûreté organisées pratiquement par le Droit positif avec les classifications diverses qu'on en peut concevoir.

A l'étude des sanctions envisagées dans leur nature succède une rubrique qui concerne, conformément au programme, leur mesure : en particulier la théorie de la récidive. Un détail dans ce domaine nous a arrêté au passage. Les auteurs attribuent à la récidive en matière de contraventions un caractère spécial, exigeant la rechute dans une contravention strictement identique. Une affirmation aussi catégorique appellerait quelques explications, car si cette opinion a pu être soutenue, le texte de l'article 474 nouveau, à première vue, paraît bien plutôt désormais se contenter d'une récidive générale.

Les causes de suspension ou d'extinction des sanctions constituent la partie de l'enseignement où il serait le plus malaisé de respecter rigoureusement les cadres tracés par le nouveau programme. Comment, en particulier, à propos de la libération conditionnelle ou de la mise à l'épreuve, passer sous silence, sous prétexte qu'il relève du régime pénitentiaire, le traitement applicable au bénéficiaire de ces mesures, avec l'organisation de contrôle et d'assistance qui le caractérise ? Aussi l'ouvrage fournit-il sur ce point au lecteur les indications indispensables pour comprendre la préoccupation commune qui préside désormais à ces deux institutions.

Quant au second volume, la matière de la procédure pénale ayant été intégralement traitée dans la précédente édition, il ne nécessitait pas de profondes modifications. Sous réserve de condenser quelque peu certains développements, l'ouvrage conserve la même ordonnance générale. Les auteurs s'attachent avant tout, à titre d'introduction, à marquer l'importance et la complexité, dans ce domaine, des institutions procédurales qu'ils mettent en parallèle avec le Droit judiciaire privé, pour les considérer ensuite dans leur évolution historique. Puis, abordant la réglementation positive, ils exposent avant tout la théorie des actions pour définir ensuite les organes de la répression. Ayant déterminé ainsi d'un point de vue statique les cadres du procès pénal, ils en décrivent les étapes : enquête, jugement et voies de recours

L'ouvrage dans son ensemble réalise ainsi un heureux équilibre entre les deux disciplines fondamentales du Droit criminel. Classique dans sa composition, il est moderne

par sa présentation. Sans insister sur les controverses purement techniques, mais animé par le souci de mettre en valeur les courants de pensée actuels, il constituera pour les étudiants un guide sûr en vue de la préparation de leur examen, tout en offrant, grâce à des bibliographies abondantes et précises, à ceux d'entre eux dont les préoccupations vont au delà du succès aux épreuves de fin d'année, le moyen d'approfondir leurs connaissances. Souhaitons que nos collègues, à l'abri désormais d'un nouveau bouleversement des programmes venant interrompre l'expérience en cours, nous présentent dans un proche avenir le volume qui complètera le cycle des enseignements consacrés à la formation des criminalistes.

A. LÉGAL.

Quelques procès criminels des XVII^e et XVIII^e siècles, présentés par un groupe d'étudiants sous la direction de Jean Imbert, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 206 pages.

Cet ouvrage se présente trop modestement comme un recueil de travaux d'étudiants. Sans doute le professeur Imbert s'est-il adressé à certains de ses disciples pour leur demander d'étudier quelques procès typiques des XVII^e et XVIII^e siècles et sans doute s'agit-il bien, à l'origine, d'exposés ou de rapports établis par des étudiants. Mais il n'est pas douteux que ceux-ci ont été soigneusement choisis et non moins soigneusement guidés, et leurs travaux ont été revus tant par M. Imbert lui-même que par M. Lelièvre, maître-assistant à la Faculté de droit de Paris. Il suffit du reste de se reporter à l'analyse des différents procès examinés pour se rendre compte du sérieux avec lequel ce travail a été effectué. L'ouvrage est présenté par M. Imbert qui, dans un premier chapitre, expose lui-même les principes généraux de la procédure pénale dans les deux derniers siècles de l'ancien droit. Cette introduction, remarquable dans sa brièveté, est infiniment instructive, surtout pour ceux qui n'ont pas le loisir de se reporter à la célèbre *Histoire de la procédure criminelle en France* de A. Esmein. En quelques développements brefs, mais aussi nourris que précis, M. Imbert rappelle les règles générales relatives à la conduite du procès, au système des preuves et à l'arbitraire des peines. Sous la première rubrique, il montre fort bien la persistance de la notion de *justice retenue*, à laquelle se rattachent le droit d'évocation du roi devant son conseil, ainsi que le système des lettres de cachet et des lettres de grâce. La justice pénale est sans doute, à cette époque, largement une justice *déléguée*, mais les règles sont loin d'en être uniformes, lors même que certaines rigidités de procédure voisinent avec une singulière souplesse des institutions. On s'en rend mieux compte encore en examinant le système des preuves et cet arbitraire des peines qui, l'un et l'autre, devaient soulever les protestations des réformateurs de la fin du XVIII^e siècle. Il suffit toutefois de quelques pages à M. Imbert pour faire comprendre que le problème est peut-être plus complexe que ne le croient certaines personnes et même certains juristes.

Les autres chapitres sont consacrés à l'analyse de certains grands procès : Ravaillac, Théophile de Viau, Urbain Grandier, Fouquet, la Brinvilliers, Calas, le chevalier de La Barre et jusqu'à celui de Camille Desmoulins qui, à certains égards, constitue le dernier procès de l'ancien régime. M. Imbert a laissé aux auteurs des différents chapitres une grande marge de liberté dans la présentation et l'exposé de chacun des procès en cause. Le léger disparate qui en résulte est largement compensé par la manière vivante dont sont traitées les différentes matières étudiées par ceux à qui le maître avait fait confiance. La présentation, la discussion, l'appareil scientifique et la bibliographie se présentent dans des conditions légèrement différentes (et parfois inégales) d'un chapitre à l'autre, encore que les grandes lignes de l'ouvrage soient harmonisées comme il convient. Il est impossible d'entrer ici dans le détail des différents procès étudiés ; mais il nous suffira d'indiquer que ces analyses se lisent toutes avec le plus grand intérêt.

On regrettera peut-être que certains autres procès aient été omis et que, bien qu'il fît double emploi sans doute avec celui de Ravaillac, le procès de Damiens n'ait pas été retracé ; mais il fallait choisir, et le choix qui nous est offert est assurément très judicieux. Les documents qui nous sont ainsi présentés constituent une précieuse source d'informations pour tous ceux qu'intéresse l'histoire du droit pénal, à laquelle on sait tant de gré à M. Imbert de se consacrer comme il le fait.

Marc ANCEL.

Schuld, Verantwortung, Strafe (Faute, responsabilité, peine), œuvre collective parue sous les auspices de Erwin R. Frey, Zürich, Schulthess & C° AG, 1964, 323 pages.

Sur l'initiative du professeur Frey, de l'Université de Zürich, une série de conférences, qui ont été réunies en un élégant volume, ont été données à l'Université de Zürich en 1962-1963 par quatorze professeurs appartenant à six Universités d'Europe : les uns juristes, les autres sociologues, médecins, théologiens ou philosophes. Elles ont pour thème général : la faute, la responsabilité et la peine.

Le Dr Maria Bindschedler a traité de la peine dans la poésie du Moyen Age, le Dr Staiger, du caractère et de la faute dans la tragédie. Le Dr Rich s'est fait le porte-parole de la théologie protestante, le Dr Rahm, de la théologie catholique. Le professeur Nuvolone, de l'Université de Bologne, a creusé avec beaucoup de soin le problème de la responsabilité dans le droit pénal italien. Le Dr Bleuler, un médecin, a très franchement reconnu qu'il y a bien des criminels que les médecins sont impuissants à guérir et qu'il ne faut pas trop compter sur la médecine pour venir à bout de la criminalité. Le Dr Bickel, un économiste, a curieusement suivi les relations, au cours des âges, de la peine et du milieu économique. Le Dr Bader, un juriste, a montré que l'évolution du droit pénal a été beaucoup plus compliquée qu'on ne le croyait en l'an 1900 et que, pour arriver à une juste peine, il faut tenir compte aussi bien du délit que du délinquant. Le Dr Barth s'est particulièrement indigné des efforts faits dans certains pays pour réduire l'homme à l'état de machine. Le Dr Keller s'est attaché à percer les nuages qui enveloppent les rapports du libre arbitre avec la faute et la responsabilité. Le Dr Ehrhardt, un médecin, a parlé surtout des psychopathes et des homosexuels. Le Dr Hadorn, un philosophe, est savamment allé à la recherche des facteurs héréditaires. Le Dr Lange, un juriste, a fait une incursion dans le domaine de l'anthropologie et des autres sciences qui, avec elle, concourent à former la criminologie.

La préface, la leçon d'ouverture et la conférence finale du professeur Frey sont particulièrement à retenir. Il s'était autrefois laissé éblouir par la doctrine de von Liszt et le programme de Marburg. Il a depuis quinze ans reconnu qu'il faisait fausse route et n'hésite pas à déclarer, au risque de passer pour réactionnaire, qu'il faut « réobjectiver » le droit pénal pour mettre fin à la crise dont il souffre, rendre à la prévention générale la place qu'elle mérite et, pour donner satisfaction à la conscience publique, frapper plus lourdement qu'on ne le fait actuellement. en Suisse en particulier, les délits de mœurs et les fautes d'imprudence des automobilistes.

L. H.

Il delitto tentato. Indagini (Recherches sur le délit tenté), par Giovanni Brichetti, Naples, Casa Editrice Dott. Eugenio Jovene, 1963, 173 pages.

Dans un livre profondément pensé et d'une conscience admirable, M. Brichetti, Premier Président honoraire de la Cour de cassation, un juriste doublé d'un philosophe, s'est appliqué surtout à mettre en relief la distinction fondamentale des actes préparatoires et des actes d'exécution, qu'à son avis l'article 56 du Code pénal italien de 1931 a eu le tort d'escamoter ; à séparer, en cas de délit impossible, de l'impossibilité absolue l'impossibilité relative qui laisse place à la répression, et à définir au mieux le commencement d'exécution, avant de passer en revue un certain nombre de cas choisis parmi les plus embarrassants.

L. H.

Fede pubblica e prova nel sistema del falso documentale (Foi publique et preuve dans le système du faux documentaire), par Mario Spasari, Milan, Dott. A. Giuffrè éd., 1963, 101 pages.

C'est la notion de foi publique qui, aux yeux de M. Mario Spasari, chargé de cours de droit pénal à l'Université de Rome, constitue le pivot de toute la théorie du faux en écritures et c'est en partant de cette idée de foi publique qu'il passe en revue, à la lumière de la doctrine italienne confrontée à l'occasion avec la doctrine allemande, les dispositions des articles 476 et suivants du Code pénal italien rapprochées de celles des articles 2699 et suivants du Code civil.

La théorie du faux en écritures est une matière entre toutes abstruse. Ceux-là

mêmes qui ne parviendraient pas à suivre l'auteur dans les méandres de sa consciencieuse analyse rendront hommage à son effort.

L. H.

Schach dem Verbrechen (Echec au crime), par Wolfgang Wehner, Cologne, Verlag, J. P. Brachem, 1963, 307 pages.

Sous un titre piquant, un journaliste apprécié, spécialisé dans la chronique judiciaire, nous retrace toute l'histoire de la lutte contre le crime, depuis l'ancienne Egypte jusqu'à nos jours. Il n'a pas la prétention de faire œuvre de science, mais son livre, quoiqu'il prenne volontiers figure de roman, n'est pas non plus un roman ; il est puisé aux meilleures sources et les criminalistes ne trouveront pas à le feuilleter moins d'intérêt que le grand public.

Il leur rappellera, pour le haut Moyen Age, tout le système des ordalies, puis, après l'apparition de la procédure inquisitoire, l'affreux emploi de la torture ; et, pour les temps plus récents, leur présentera, avec les procès les plus angoissants et les détectives les plus fameux, toutes les inventions, telles que l'anthropométrie ou la dactyloscopie, et toutes les institutions, telles que l'Interpol, qui ont fondé sur les progrès de la science ceux de la criminalistique.

Quelques planches hors texte séduisent par leur extrême variété. Une bibliographie et une table des matières facilitent les excursions au-dehors et au-dedans du livre.

L. H.

II. — PROCÉDURE PÉNALE

Manuale di diritto processuale penale (Manuel de procédure pénale), par Silvio Ranieri, 5e édition revue et mise à jour, Padoue, Cedam, Casa Editrice Dott. Antonio Milani, 1965, 510 pages.

Le *Manuel de procédure pénale* du professeur Ranieri, de l'Université de Bologne où se retrouvent toutes les qualités déjà signalées dans son *Manuel de droit pénal* (v. nos comptes rendus dans cette *Revue*, 1958, p. 304 ; 1962, p. 860) et dont nous avons eu déjà occasion de faire l'éloge (cette *Revue*, 1960, p. 559), a été l'objet d'une cinquième édition qui témoigne de son succès.

L'auteur a conservé le plan très clair adopté dans l'édition précédente mais pris grand soin d'ajouter tout ce qu'ont apporté de nouveau doctrine et jurisprudence : ainsi sur le renvoi pour cause d'ordre public ou de suspicion légitime (p. 192) ; sur le caractère du ministère public regardé par les uns comme un organe juridictionnel au sens large, par les autres comme un organe administratif (p. 215) ; sur l'appel incident du ministère public destiné à rendre possible la *reformatio in pejus* (p. 434), et sur bien d'autres points encore...

L. H.

Verso la riforma del processo penale (Vers la réforme du procès pénal), par Francesco Carnelutti, Naples, Morano Editore, 1963, 201 pages.

Le Code de procédure pénale italien a soulevé dans ces dernières années bien des critiques. A la suite d'un colloque tenu à Venise en 1961 au Centre de culture et de civilisation de la Fondation Cini, le ministre de la Justice, qui avait assisté de bout en bout aux réunions, a nommé une commission chargée de préparer un projet de réforme : commission composée de magistrats, de professeurs et d'avocats et dont la présidence est échue à l'illustre professeur Carnelutti. Le professeur Carnelutti, avis pris de deux membres éminents de la commission, l'avocat général Reale, de la Cour de cassation, et le professeur Vassalli, a rédigé un premier projet, puis, sur les observations présentées par la commission, un second projet. Ce sont ces deux projets qu'il publie aujourd'hui à la suite l'un de l'autre, le premier seul précédé d'une introduction.

Dans le premier projet les dispositions audacieuses ne manquent pas. L'article 9 tend à briser les liens entre le procès pénal et le procès civil en décidant que, dans l'hypothèse où les deux procès sont portés devant des juridictions différentes, le juge civil n'est pas plus lié par la décision du juge pénal que le juge pénal par celle du juge civil. L'article 90 autorise le défenseur à communiquer à tout moment avec le prévenu en état de détention préventive. L'article 194 prévoit, à côté de la revision pour cause d'erreur de fait, une revision d'espèce nouvelle : « Si la conduite du condamné, de l'avis unanime du juge de l'exécution, du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'aumônier, montre que la peine à lui infligée est excessive ou insuffisante au point de vue de l'amendement, la cour d'appel, à la demande du condamné ou même d'office, peut, sur rapport du juge de l'exécution, modifier la mesure de la peine qui lui a été infligée ».

Le second projet est moins révolutionnaire. L'article 9 et l'article 194 n'y figurent plus. L'article 90 est édulcoré. Il n'autorise plus la communication entre le défenseur et l'inculpé en état de détention préventive qu'après le premier interrogatoire et encore à la condition que le ministère public ne fasse pas opposition.

L. H.

Las nulidades en el proceso penal (Les nullités dans le procès pénal), par Jesus A. Castano Marin, thèse présentée pour l'obtention du doctorat en droit devant la « Pontificia Universidad Javeriana », Bogota, 1961, 47 pages.

Les étudiants de l'Université de Bogota ne se lassent pas de faire parvenir leurs travaux aux dirigeants de cette *Revue*. Je ne me lasserai pas d'indiquer à ses lecteurs, que ces travaux me paraissent très généralement indigents ! Ce n'est pas l'œuvre de M. Castano Marin qui me fera revenir sur ce jugement. Catalogue de citations doctrinales et d'extraits d'arrêts colombiens, elle a au moins ce mérite de consacrer quelques pages au droit positif de la Colombie. On ne peut s'empêcher toutefois de penser que l'enseignement du droit pénal et de la procédure pénale demeure en Amérique latine exagérément livresque et que tous les jours, ô philosophie du droit, des crimes universitaires sont commis en ton nom !

J.-B. H.

Tre studi sulle prove penali (Trois études sur les preuves pénales), par Franco Cordero, Milan, Dott. A. Giuffrè, Editore, 1963, 240 pages.

Le livre du professeur Cordero, de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan, réunit trois études étroitement apparentées qui avaient été déjà publiées séparément.

La première embrasse l'ensemble des preuves employées en matière pénale, les unes constituées au cours du procès, les autres préconstituées. La seconde est spéciale aux preuves illicites. La troisième a pour objet de tirer au clair les dispositions compliquées des articles 462 à 466 du Code de procédure pénale italien sur les lectures permises et les lectures interdites à l'audience.

Que retenir de ce savant livre qui touche à tant de questions délicates et où de longues notes témoignent de l'ampleur et de la profondeur des recherches ?

Que l'auteur condamne à la fois la narco-analyse et le *lie-detector* (p. 65-70 et 170, note 1) ;

Qu'il interdit de révéler le secret d'une lettre ou d'une communication téléphonique interceptée (p. 84-85) ;

Qu'il ne croit pas à la possibilité de concilier, à la manière du Code italien, une instruction écrite et secrète avec un débat oral et public (p. 240)...

L. H.

Die Untersuchung des Zeugen auf seine Glaubwürdigkeit (L'examen du témoin sous le rapport de sa crédibilité), par Ursula Panhuysen, Berlin, Walter de Gruyter & Co., 1964, 155 pages.

La preuve par témoins, qui joue en matière pénale un rôle si important, est une preuve dangereuse, non seulement parce qu'il se rencontre de faux témoins que les peines du faux serment n'empêchent pas de mentir, mais encore parce qu'il y a de mauvais témoins qui, faute d'intelligence ou de mémoire, sont incapables de comprendre ou de retenir ce qu'ils ont vu ou entendu. Pour dépister ces mauvais témoins, le juge ou le représentant du ministère public, lorsque ses connaissances personnelles ne lui paraîtront pas suffisantes, aura-t-il la ressource de faire appel à un expert, un psychiatre ou un psychologue, qui soumettra le témoin à toutes investigations utiles ?

C'est une question qui, en Allemagne, dans ces dernières années, a maintes fois embarrassé les magistrats. Dans un petit livre très clair, solidement appuyé de doctrine et de jurisprudence et où sont rapportés en appendice quelques curieux rapports d'experts, le Dr Ursula Panhuysen émet l'avis, *de lege lata* et aussi *de lege ferenda*, que ces explorations, comme elle les appelle, ne peuvent être pratiquées qu'avec le consentement du témoin et qu'il y a des procédés de recherche, comme la narco-analyse, qu'il faut en tout cas interdire.

L. H.

Dialektik im Strafprozess (La dialectique dans le procès pénal), par Jürgen Meyer, Tübingen, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), 1965, 153 pages.

Le Dr Jürgen Meyer, lorsqu'il faisait son apprentissage de magistrat, avait été surpris de constater que le représentant du ministère public qui lui servait d'éducateur réclamait, dans des affaires de tout point semblables, des peines plus ou moins élevées suivant que le prévenu avait ou n'avait pas de défenseur. Il lui en avait demandé la raison et son bon maître lui avait répondu que c'était de la dialectique, une dialectique qui s'imposait pour le bon fonctionnement de la balance de la justice.

Cette réponse l'avait frappé. Elle l'a conduit à rechercher ce que les philosophes ont pensé de la dialectique, depuis Héraclite jusqu'à Hegel et même au delà et à s'assurer, au vu de tout un ensemble de statistiques concernant les jugements et les voies de recours en matière pénale, que la discussion est bien la voie qui mène à la vérité et à la justice.

C'est l'objet d'un petit livre, tiré d'une thèse de doctorat, devant lequel un Français reste un peu pantois, mais qui n'en a pas moins son mérite.

L. H.

III. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL ET DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

Deutsches Strafrecht. Besonderer Teil (Droit pénal allemand. Partie spéciale), par Reinhart Maurach, 4e éd., Karlsruhe, Verlag C. F. Müller, 1964, 767 pages.

Le « Maurach », comme l'appellent familièrement les Allemands, est un traité dont l'éloge n'est plus à faire (v. dans cette *Revue*, nos comptes rendus de la partie générale, 2e éd., 1959, p. 249, et de la partie spéciale, 1960, p. 366).

La quatrième édition, soigneusement révisée et complétée, de la partie spéciale, qu'il a fallu publier sans attendre la révision du Code pénal, témoigne une fois de plus de la juste faveur dont il jouit dans le monde du Palais comme dans celui de l'Ecole.

L. H.

Lições de direito penal. Parte especial (Leçons de droit pénal. Partie spéciale), par Heleno Claudio Fragoso, 2e éd., 1er et 2e volumes, art. 121 à 226, Sao Paulo, José Bushatsky Editor, 1962, 629 pages.

La seconde édition du manuel de droit pénal de M. Heleno Claudio Fragoso, qui est chargé de cours à la Faculté de Droit de l'Université nationale du Brésil, est très différente de la première, mais continue à retenir l'intérêt. L'ouvrage a été entièrement revisé et à certains égards complètement modifié ; il est désormais précédé d'une *Introduction* dans laquelle sont étudiés les problèmes généraux de la partie spéciale du droit pénal en même temps que les principes fondamentrux du droit pénal général. L'étude des lésions corporelles est très renouvelée et il en est de même des développements consacrés à l'abandon d'enfant ou d'incapable et à l'omission de porter secours, englobés dans un chapitre sur « les crimes de mise en péril de la vie humaine ». On constate également que les explications concernant le vol, l'extorsion de fonds et l'abus de confiance ont été étoffés.

Les *Leçons de droit pénal* ne témoignent sans doute pas de la maîtrise des *Commentaires du Code pénal*, de M. Nelson Hungria et du *Traité de droit pénal* de M. Basileu Garcia, non plus que de l'originalité de l'œuvre de M. Anibal Bruno. Elles n'en constituent pas moins un excellent exposé du Code pénal brésilien confronté à la doctrine contemporaine.

J.-B. H.

(1) V. cette *Revue*, 1963, p. 897.

Tratado de la parte especial del derecho penal, t. II, *Infracciones patrimonialies de apoderamiento* (Traité de la partie spéciale du droit pénal, t. II, Infractions d'appropriation du patrimoine d'autrui), par Antonio Quintano Ripollès, Madrid, Editorial Revista de Derecho Privado, 1964, 1092 pages.

J'en veux à mon cher camarade Antonio Quintano Ripollès : il me contraint à me répéter. Lorsque j'ai, dans cette *Revue*, rendu compte du premier volume de son *Tratado de la parte especial del derecho penal* (1), j'ai écrit que cet ouvrage prenait place parmi les œuvres fondamentales de la science pénale espagnole et que l'abondance de la documentation, la rigueur de la pensée, la précision de l'exposé, témoignaient des qualités sur lesquelles il avait fondé sa réputation internationale. Que puis-je dire de plus à la lecture du second volume ?

Sous un titre que la volonté dialectique de l'auteur rend peut-être hermétique au juriste moyen de notre pays, M. Antonio Quintano Ripollès étudie, avec une minutie remarquable, les infractions groupées par M. Vouin dans son *Précis de droit pénal spécial*, sous le vocable de « violations juridiques du droit de propriété ». Il s'agit en fait du vol simple (*hurto*) ou avec violence (*robo*), de l'escroquerie (*estafa*) et de l'abus de confiance, qu'il est préférable de désigner sous sa traduction littérale en la qualifiant d'appropriation indue (*apropriacion indebida*), parce qu'il sanctionne en droit espagnol, le fait de détourner, au préjudice du seul propriétaire, les fonds ou biens meubles confiés à un titre emportant obligation de les livrer ou de les restituer.

La méthode de M. Antonio Quintano Ripollès est digne de tous les éloges. Chaque infraction fait l'objet d'une étude systématique, l'auteur s'efforçant de la situer dans son cadre dogmatique et dans sa perspective comparative avant de la placer sous le microscope de l'analyse juridique. Il en expose, alors, les divers éléments caractérisants et sa tâche est souvent malaisée parce que, en Espagne comme en France, les situations ne sont pas toujours nettes et que, plus on étudie ces délits issus d'une commune souche latine, plus on s'aperçoit que les frontières en sont fluctuantes.

Il n'y a pas, à ce propos, un pénaliste intéressé par le droit pénal spécial qui ne lise avec une attention soutenue les développements consacrés par M. Antonio Quintano Ripollès à situer le délit d'abus de confiance par rapport au vol et à l'escroquerie. La distinction est d'autant plus malaisée que l'escroquerie étant, en droit espagnol, définie comme une fraude, a longtemps englobé les hypothèses d'appropriation indue et que certaines formes du vol s'en approchent toujours. Ce ne sont pas les criminalistes au fait de la jurisprudence française sur le vol, l'abus de confiance et l'escroquerie (et des notes ou articles écrits à ce sujet par les professeurs Chavanne et Léauté) qui s'étonneront de lire sous la plume de M. Antonio Quintano Ripollès que « les similitudes entre les véritables vols et les authentiques abus de confiance ne sont pas rares » (p. 872). En est-il d'ailleurs meilleure preuve que l'existence, en droit espagnol, de « vols qualifiés du fait qu'est intervenu un abus de confiance » (art. 516, 2°) ?

Distinct du vol domestique qui est prévu par la même disposition légale, le vol par abus de confiance a retenu l'attention de la doctrine hispanique. Pour en comprendre la portée, il convient de dire que les auteurs estiment qu'au delà de l'état de domesticité, la disposition vise toutes les relations de travail. Il suffit de signaler que la jurisprudence en a fait application à un chauffeur de taxi qui s'était emparé d'un objet oublié dans son véhicule par un voyageur inconnu, à un coiffeur qui avait dérobé un objet appartenant à un client de son établissement, à un infirmier qui avait soustrait les produits de la clinique, à un ouvrier qui avait volé un camarade de travail (p. 299).

On voit, par ces quelques réflexions, combien le droit des infractions patrimoniales est, en Espagne, complexe et difficile à exposer. On vient par exemple, de se rendre compte que la notion française du vol aggravé ou qualifié se dédouble puisque coexistent, en Espagne, les *hurtos qualificados*, qui sont des vols caractérisés par les éléments de leur exécution (vol sacrilège, vol domestique, vol avec abus de confiance, vol en récidive, vol commis dans les conditions de l'article 10 du Code pénal qui définit les circonstances

(1) V. cette *Revue*, 1963, p. 897.

aggravantes de la responsabilité pénale) et les *robos*, qui se caractérisent du fait que ce sont des vols commis avec violence sur les personnes ou les choses (vols avec port d'armes, dans une maison habitée, un édifice public ou culturel, vols avec menaces ou violences, vols avec homicide, viol ou mutilation, vols en réunion, à l'aide de fausses clefs, etc.). Aucune deces nuances n'échappe à la vigilance de M. Antonio Quintano Ripollès. La clarté de son exposé ne cesse pas d'être lumineuse.

J'ai toutefois un reproche à lui adresser. J'ai trouvé, dans les 1092 pages de son ouvrage *une* légère erreur ! Elle est relative à une référence de bibliographie. Mais comme elle me concerne personnellement, les lecteurs de cette *Revue* me permettront de poursuivre en une correspondance particulière, le commentaire du remarquable ouvrage qui fait honneur à M. Antonio Quintano Ripollès, et à la science juridique espagnole !

J.-B. H.

Derecho penal mexicano, parte especial, t. 1, *Delitos contra la vida y la integridad corporal* (Droit pénal mexicain, partie spéciale, t. 1, Délits contre la vie et l'intégrité corporelle), par Raul F. Cardenas, Mexico, Editorial Jus, S. A., 1962, 225 pages.

L'Ecole libre de Droit de Mexico reprend, avec cet ouvrage, la série de ses publications interrompues depuis quelques années. Avocat, économiste et pénaliste, l'auteur qui a été conseiller juridique de la présidence de la République et procureur général adjoint du District et des Territoires fédéraux, avant d'enseigner l'économie politique et le droit pénal spécial, est un homme de savoir et d'expérience. Le livre est, en dépit de son titre, entièrement consacré à l'étude des délits de « lesiones » c'est-à-dire, dans une traduction approximative « des coups et blessures ». La définition de l'article 288 du Code mexicain est la suivante « sous le nom de « lesiones » sont comprises non seulement les blessures, les excoriations, les contusions, les fractures, les dislocations, les brûlures, mais également toute altération de la santé, et tout autre dommage qui laisse une trace matérielle dans le corps humain, si ces effets sont produits par une cause externe ».

On voit combien cette incrimination est plus large que celle de l'article 309 du Code pénal français et il y aurait à cet égard une étude comparative à poursuivre. Car la conception mexicaine ne lui est pas personnelle mais lui vient du droit italien. Le droit ibéro-américain offre à cet égard les traits suivants : l'influence française est demeurée vivace au XIX^e^ siècle. Mais actuellement toutes les codifications modernes répondent, plus ou moins fidèlement, à l'exemple italien (art. 129, Code pén. brésilien ; 371, Code pén. de Colombie ; 200, Code pén. de Costa Rica ; 165, Code pén. du Pérou ; 316, Code pén. de l'Uruguay ; 415, Code pén. du Venezuela...).

Pour en revenir à l'ouvrage de M. Cardenas, il poursuit l'étude de l'infraction selon un plan très logique, allant du délit simple au délit aggravé et au délit praeter intentionnel. Les faits justificatif et les causes de non imputabilité sont examinés en tant qu'aspects négatifs de l'infraction, terminologie dont l'auteur explique qu'il l'a empruntée à la doctrine allemande et plus particulièrement à Sauer, connu de lui à travers l'écran de M. Luis Jimenez de Asua. Les citations de doctrine, nombreuses, ne sont pas excessives. Rares, les références à la jurisprudence nationale ne sont pas inexistantes. La bibliographie est convenable. En ce qui concerne la France, l'auteur connaît le *Traité de droit pénal* du doyen Bouzat, et les ouvrages essentiels dans des éditions vieillies. Mais on regrette de ne pas voir figurer dans sa bibliographie le nom de Garçon et celui de ses continuateurs.

J.-B. H.

Lucro de funcionarios publicos (Mise à profit des fonctions publiques) par Rafael Naranjo Ostty, Morris Sierraalta et Reinaldo Escala Zerpa, Caracas, Sociedad Corporativa, « Amigos del Derecho Penal », 1961-1962, 83 pages.

Le *lucro de funcionarios publicos* n'est exactement ni la concussion, ni la corruption, ni le fait d'ingérence prévu par la loi française. C'est le délit commis par un fonctionnaire public qui a profité de ses fonctions pour acquérir, directement ou par personne interposée, un avantage personnel. Il est puni par l'article 205 du Code pénal vénézuélien. Les auteurs, qui sont tous trois avocats, publient une brochure contenant le compte rendu d'un procès qui s'est, en la matière, déroulé, en 1961 et 1962, devant le troisième

juge pénal de la circonscription judiciaire du District fédéral, Mme Hélène Fierro Herrera.

En fait, le débat a porté essentiellement sur l'admissibilité et la pertinence des témoignages produits par l'accusation et il n'est pas de nature à attirer la passion des juristes étrangers. On me permettra une remarque. Même si elle est livresque, la culture juridique des avocats de l'Amérique latine est étonnante ! M. Reinalda Escala Zerpa a été chargé de répliquer au ministère public (dont on aurait aimé lire l'argumentation) et s'est acquitté de sa mission en une note brève mais très dense. Il y cite Carnelutti, Radbruch, Beling, Florian, Villalobos, Luis Jimenez de Asua, dont on observera qu'aucun d'entre eux n'est vénézuélien ! Est-il irrespectueux de s'interroger sur la réponse qui serait faite à qui, au soir d'une audience correctionnelle parisienne, demanderait aux avocats présents à la barre (et peut-être aux magistrats !) de lui citer le titre d'une des œuvres de ces très grands criminalistes ?

J.-B. H.

La solidaridad humana en la ley penal (La solidarité humaine dans la loi pénale), par Fernando Alamillo Canillas, Madrid, Seccion de publicaciones del Ministerio de Justicia, 1962, 226 pages.

Préfacé par M. Antonio Quintano Ripollès, dont le nom est garant de la solidité de l'ouvrage, le livre de M. Alamillo Canillas est un excellent commentaire de la loi du 17 juillet 1951 qui a introduit les délits d'omission de porter secours dans le système juridique espagnol. Après avoir évoqué les principes solidaristes qui sont à la base de la loi de 1951, ses précédents historiques, et les exemples étrangers qui lui ont servi d'inspiration, l'auteur étudie soigneusement les éléments de l'infraction définie par la loi espagnole. Il consacre les deux derniers chapitres à l'analyse des interférences entre la loi du 17 juillet 1951 et la théorie des délits de commission par omission ainsi qu'à l'examen des problèmes particuliers posés à la profession médicale par l'omission de porter secours. Bornons-nous à une observation ! Alors que l'article 63 du Code pénal n'est pas sans susciter, en France, des difficultés d'interprétation et d'application, deux pays proches, l'Espagne et la Belgique, viennent d'incriminer l'omission de porter secours. N'est-ce pas la preuve que la protection de la solidarité humaine par la loi pénale constitue un courant législatif universel, qu'il est possible et peut-être utile d'endiguer, mais qu'il serait impossible, dangereux et immoral de tarir ?

J.-B. H.

La accion material constitutiva del delito de hurto (L'action matérielle constitutive du délit de vol), par Jorge Frias Caballero, Buenos Aires, Abeledo-Perrot, 1962, 99 pages.

C'est à la notion de soustraction frauduleuse qu'est consacrée cette étude de M. Jorge Frias Caballero. Les pénalistes connaissent les difficultés auxquelles l'évolution des idées a, sur ce point, donné naissance. Ils savent combien s'est compliquée la notion, en apparence simple, de la soustraction frauduleuse et combien elle a, par exemple, été élargie par la jurisprudence qui a accepté de considérer comme une soustraction frauduleuse le fait de s'emparer d'un bien qui a été remis par son propriétaire, sans que ce dernier ait eu la volonté de se défaire de sa propriété. L'acheteur qui disparaît avec le bijou confié momentanément par le bijoutier, afin de lui permettre de le passer à son doigt ou à son cou et d'en admirer la perfection, commet un vol et non pas un abus de confiance ! L'étude de M. Jorge Frias Cabellero montre que le droit argentin, parti d'une définition spécifique de la soustraction frauduleuse, considérée comme l'appropriation du bien d'autrui, aboutit aux mêmes hésitations que le droit français et que, notamment, le particularisme du droit pénal prétend s'y manifester par le même dédain envers les règles civiles de la possession ! Le petit ouvrage dont il est rendu compte présente une qualité assez rare chez les auteurs d'Amérique latine pour ne pas être signalée. M. Frias Caballero n'ignore pas les jugements rendus par les tribunaux argentins ! Enfin un auteur ibéro-américain qui, non seulement veut bien se référer à la jurisprudence de son pays, mais encore y consacre une annexe de son ouvrage. Sans doute la raison en est-elle qu'il s'agit de décisions rendues sur les plaidoiries de l'auteur ! Mais le péché mignon qui est ainsi révélé compte peu à côté du mérite d'une étude

qui ne fonde pas uniquement l'analyse du droit argentin sur des citations d'auteurs allemands et italiens !

J.-B. H.

Algunos aspectos del delito de estafa (Quelques aspects du délit d'escroquerie), par Norella Giovanna Rossi, thèse présentée pour l'obtention du doctorat ès sciences juridiques devant la « Pontificia Universidad Catolica Javeriana », Bogota, 1962, 62 pages.

Une chose est certaine, l'Université catholique de Bogota ne délivre pas les diplômes de doctorat ès sciences juridiques au poids ! Les décerne-t-elle en fonction de la valeur ? Qu'on en juge.

Mlle Rossi consacre à l'histoire de l'escroquerie un chapitre de trois pages qui va, en deux pages et demie du Code d'Hammourabi au Code des Siete Partidas et en dix lignes du Code espagnol de 1822 au Code vénézuélien. Une curieuse numérotation fait qu'après ces trois pages, le second chapitre, qui traite du concept d'escroquerie, commence à la page 25 ! Traitant des éléments de l'infraction, l'auteur, dont la documentation ne va pas au delà des législations de l'Amérique latine, évoque les manœuvres frauduleuses, a le mérite de poser la question de savoir si le mensonge est un élément caractérisant et de répondre par la négative enseignée par un arrêt de la Cour suprême de Justice du 16 février 1953, a le tort de s'appesantir sur le problème de l'escroquerie réalisée au moyen de chèques sans provision et perd son temps à comparer, à moyen de citations, l'escroquerie aux autres infractions contre le patrimoine d'autrui.

On parvient ainsi, tout doucettement, à la page 45 et au chapitre III, qui résout, en trois pages et demie, les problèmes posés par la distinction entre le dol civil et le dol pénal et par le caractère particulier du dol en matière d'escroquerie ! Il ne reste plus qu'à consacrer quatorze pages à la « sociopsychologie » en évoquant, d'abord les causes générales des délits contre la propriété, et ensuite certains aspects psychiques de l'escroc ! Mais il faut que je prenne garde. Le compte rendu va bientôt être plus long et plus nourri que l'ouvrage. Ce ne sont point quelques aspects de l'escroquerie que l'auteur a étudiés. C'en sont quelques bribes qu'elle a livrées à notre curiosité insatisfaite.

J.-B. H.

Pressefreiheit und militärisches Staatsgeheimnis (Liberté de la presse et secret d'Etat d'ordre militaire), par Hans-Heinrich Jescheck, Berlin, Walter de Gruyter & Co., 1964, 39 pages.

A la suite de l'émotion soulevée par le procès intenté au journal le *Spiegel*, le professeur Jescheck, de l'Université de Fribourg-en-Brisgau, a été invité à exposer le 11 octobre 1963, devant la Société juridique de Berlin, l'épineuse question de la liberté de la presse en face des secrets d'Etat d'ordre militaire.

Bannissant toute considération d'ordre politique ou sentimental, il a reconnu, sur le terrain du droit pur, que la liberté de la presse, si nécessaire qu'elle soit dans un Etat démocratique et si haut que la place la Constitution, doit, en cas de nécessité, céder devant l'intérêt supérieur de cette défense du pays que la Constitution a aussi mission de sauvegarder et que les § 99 et 100 du Code pénal, sur la trahison, encore qu'ils appellent quelques retouches, ne sont pas, comme on l'a de divers côtés prétendu, des dispositions inconstitutionnelles. Il s'est appliqué à résoudre quelques problèmes de détail qui, à propos de l'affaire en cours, avaient spécialement donné lieu à discussion et, pour finir, s'est prononcé sur certaines réformes de procédure parfois préconisées en ce qui touche les procès de presse : ainsi la substitution, que, pour sa part, il n'approuve pas, du principe d'opportunité au système de légalité des poursuites actuellement en vigueur en Allemagne.

Le professeur Jescheck est un savant comparatiste. Il n'a pas manqué d'assaisonner sa conférence d'enseignements tirés des législations étrangères : ce qui ne lui en donne que plus de saveur.

L. H.

Die Strafbestimmungen des Bundesgesetzes über den Strassenverkehr (Les dispositions pénales de la loi fédérale sur la circulation routière), par Hans Schultz, Berne, Verlag Stämpfli & Cie, 1964, 387 pages.

La loi fédérale du 15 mars 1932, qui, en Suisse, régissait la circulation des véhicules à moteur et des cycles, a été remplacée par une loi du 19 décembre 1958 sur la circulation routière, entrée en vigueur le 1er janvier 1963.

Cette loi nouvelle, sans bouleverser tout le système antérieur, y a cependant apporté d'importances modifications, sur le terrain pénal notamment.

C'est à ses dispositions pénales, d'application si fréquente, que le professeur Schultz, de l'Université de Berne, après étude approfondie des travaux préparatoires, a consacré un livre divisé en trois parties : la première où sont dégagées les conditions générales de répression et fixés les rapports entre Code de la route et Code pénal ; la seconde où sont passées en revue les différentes infractions considérées séparément ; la troisième où sont réunies quelques dispositions complémentaires tirées de textes postérieurs à la loi de 1958.

Dans la première partie, deux dispositions, neuves et hardies, sont particulièrement à retenir : celle de l'article 100, chiffre 2, sur les infractions commises dans l'intérêt d'un employeur ou sous l'influence d'un supérieur, et celle de l'article 101 qui, dans certaines circonstances, permet de punir en Suisse pour une infraction dont elle s'est rendue coupable à l'étranger une personne résidant en Suisse quelle que soit sa nationalité. Le professeur Schultz, tout en les approuvant, ne cache pas les difficultés qu'elles soulèvent.

Une bibliographie et des tables complètent un ouvrage où la jurisprudence a été recueillie jusqu'au 31 décembre 1963 et qui sera pour les tribunaux suisses un excellent guide.

L. H.

IV. — SCIENCES CRIMINOLOGIQUES

Alla ricerca della criminologia, par Leon Radzinowicz, traduction italienne par Franco Ferracuti de *In Search of Criminology*, Milan, Dott. A. Giuffrè, Editore, 1964, 289 pages.

Dans le compte rendu qu'il a fait ici même (1) de *In Search of Criminology*, M. Marc Ancel signalait tout l'intérêt et l'originalité de ce livre dans lequel le professeur Radzinowicz examine, en une étude critique « née de l'expérience vivante », l'aspect actuel de l'enseignement et de la recherche dans le domaine de la criminologie, tant dans les principaux pays d'Europe qu'aux Etats-Unis d'Amérique. C'est donc à un double point de vue que nous sommes heureux de signaler la traduction italienne qui vient de paraître — d'une part parce qu'elle montre combien l'œuvre de M. Radzinowicz a été appréciée par les comparatistes du monde entier, d'autre part parce qu'elle rend ce livre accessible à tous les juristes et criminalistes italiens qui seront dorénavant à même de puiser directement à cette source si précieuse de renseignements.

Dans sa pertinente introduction, le professeur Silvio Ranieri souligne que la traduction du livre de M. Radzinowicz paraît au moment même où les études de criminologie prennent un nouvel essor avec la création à l'Université de Rome d'une chaire d'anthropologie criminelle, dont le titulaire est, précisons-le, M. Di Tullio bien connu de nos lecteurs. *Alla ricerca della criminologia* forme le premier volume de la nouvelle collection de la *Scuola positiva, Scritti di criminologia e diritto criminale*.

Traduit par le professeur Franco Ferracuti, criminaliste émérite et linguiste distingué, ce livre a gardé en italien la précision et l'élégance de son style.

Signalons enfin que la traduction italienne représente, grâce à de nombreuses notes complémentaires ajoutées par l'auteur, une mise à jour de l'édition anglaise originale et donne une vue très complète de l'état de l'enseignement et de la recherche dans le domaine de la criminologie à l'heure actuelle.

Denyse CHAST.

(1) Cette *Revue*, 1962, p. 834.

Les causes et la prévention du crime dans les pays en développement, Actes du douzième Cours international de criminologie, publiés sous la direction d'Israël Drapkin, par l'Institut de criminologie de l'Université hébraïque de Jérusalem, 3 vol., 1963, 227, 468 et 239 pages.

L'Institut de criminologie de l'Université hébraïque de Jérusalem a publié sous la direction du professeur Drapkin les travaux du douzième cours international de criminologie consacré à l'étude des causes et de la prévention du crime dans les pays en voie de développement, qui s'est tenu à Jérusalem du 2 au 20 septembre 1962. Cette publication se compose de trois volumes :

— Le premier est consacré d'une part au programme et à l'organisation du cours et comprend par ailleurs les textes des discours d'ouverture, d'un certain nombre de conférences, et enfin, des résolutions adoptées.

— Le deuxième volume, multigraphié, se divise en deux parties, la première consacrée aux conférences reproduites dans la langue des différents participants (anglais, français ou espagnol), la seconde à des résumés et des extraits des conférences et des discussions de groupes.

— Le troisième volume enfin, reproduit les débats du symposium international qui a clôturé la session pour en dégager les enseignements et les conclusions, symposium qualifié de « passionnant » par M. Pinatel qui en a rendu compte dans cette *Revue* (1).

C. L.

Berufs- und Gewohnheitsverbrecher (*Eine Untersuchung zur allgemeinen Charakteristik dieser Tatergruppe*) (Les délinquants professionnels et d'habitude. Une recherche sur les traits caractéristiques généraux de ce groupe de délinquants), par Willy Gœdecke, Wiesbaden, Schriftenreihe des Bundeskriminalamtes, 1962, I, 102 pages.

Dès les premières pages du livre de M. Gœdecke, de la *Landeskriminalpolizeistelle* de Stade (Basse-Saxe), on a le sentiment d'un malentendu. Est-ce que ce sujet, sur lequel la théorie mondiale de la science criminelle n'est certes pas unanime, peut vraiment être traité par une méthode sociologique quelque peu simplifiée ? Comment les données statistiques et les exemples choisis pour les illustrer peuvent-ils convaincre, si les définitions mêmes de ces types de délinquants demeurent controversées ? Est-ce que le fait même d'avoir affaire à un récidiviste, en dépit des mesures de sûreté, dites infaillibles qu'il a subies, suffit à le classer dans la catégorie des délinquants professionnels ou d'habitude, particulièrement dangereux ? Cette stigmatisation, imbibée de la doctrine positiviste des sciences criminelles, ne laisse-t-elle pas trop peu de place aux idées de progrès de la criminologie et de la science pénitentiaire modernes, qui s'orientent vers la dignité humaine et qui tiennent à croire que l'homme est accessible aux efforts visant à le réformer ?

Certes, ce sujet n'est pas sans tradition dans la pratique législative allemande et dans la théorie de la science criminelle de ce pays, ce qui explique l'intérêt avec lequel l'auteur s'est penché sur ce sujet. Il convient d'ailleurs de souligner que M. Gœdecke lui-même doute parfois de la clarté et de la rigoureuse solidité de ces notions. La lecture de son ouvrage, consciencieusement élaboré, ne peut qu'éveiller dans l'esprit du juriste comparatiste des doutes et des questions ; celles que nous avons soulevées pourraient facilement être suivies de toute une série d'autres. Mais si ce livre incite à la discussion, il faut déjà, pour ce seul fait, en savoir gré à l'auteur.

Alexandra FLATAU-SHUSTER.

Tunejadcev k otvetu (En accusation, les fainéants !), par A. S. Šljapočnikov, Moscou, Juridičeskaja Literatura, 1964, 43 pages.

Le petit ouvrage que nous propose M. Šljapočnikov, « candidat » ès sciences juridiques, et spécialiste du droit pénal, se présente sous la forme d'un réquisitoire contre les individus qualifiés de fainéants ou parasites à cause de leur oisiveté.

L'auteur pose comme principe que le travail est une dette et un devoir incombant

(1) 1963, p. 179.

à chaque membre de la société, et à l'appui de cette thèse, il cite tantôt Lénine, tantôt Nikita Krusčev.

Le fainéant a plusieurs visages ; il existe donc différentes catégories de fainéants-parasites : les uns, aptes au travail, refusent d'exécuter une tâche socialement utile, ou ne travaillent que de manière épisodique, et vivent aux crochets de leurs parents (cas de Anatole A... qui fut jugé le 24 octobre 1963 par le tribunal populaire d'Armavir) ; d'autres mènent une vie immorale, tels les « chiffonniers » (cas d'Oleg S... qui collectait, dans le but de les revendre, tous les objets qu'il pouvait se procurer auprès des étrangers ; il fut interdit de séjour à Moscou pour une durée de cinq ans). Dans d'autres cas, la vie parasitaire est liée à l'appartenance à des sectes religieuses.

« Il faut absolument fermer les issues aux fainéants, affirme l'auteur, car, bien qu'en U.R.S.S., leur nombre soit infime, le mal moral qu'ils causent est important ».

Les lois de renforcement de la lutte contre les fainéants prévoient l'adoption de mesures sociales et administratives telles que la prévention, d'une part, l'interdiction de séjour pour une durée de deux à cinq mois avec confiscation des biens acquis en dehors du travail, d'autre part. Cette dernière mesure ne s'applique qu'aux fainéants endurcis, sur lesquels la prévention n'a eu aucun effet.

Le critère du parasitisme tel qu'il se dégage de la loi soviétique, consiste dans le fait de ne pas exécuter une tâche socialement utile ; mais cette définition paraît assez extensive et risque de laisser au juge une trop grande latitude d'appréciation. En effet, ne semble-t-il pas surprenant, voire contradictoire, de lire dans l'ouvrage de M. A. S. Šljapočnikov que le seul fait d'effectuer une tâche socialement utile dans sa famille suffit à exonérer un fainéant de toute responsabilité, alors que le poète I. Brodski, qui ne tirait ses revenus que de son activité littéraire (qui a sans doute été jugée comme une tâche « socialement inutile » !) s'est vu assimilé en 1964 par le tribunal populaire de Léningrad à un de ces parasites-fainéants, et condamné, de ce fait, à une peine de cinq ans dans une colonie de travaux correctifs ?

Il y a peut-être eu dans ce cas précis une erreur de qualification...

Nadine MARIE.

Taschendiebe (Les pickpockets), par Gerhard Harnisch, Wiesbaden, Schriftenreihe des Bundzskriminalamtes, 1962/2, 179 pages.

Enrichi du fruit des recherches de plusieurs spécialistes, l'ouvrage du commissaire criminel Gerhard Harnisch du *Kriminalamt* de Hambourg s'adresse en premier lieu aux policiers chargés de combattre le vol à la tire. Le problème est présenté sous tous les angles possibles et selon le schéma sociologique classique : typologie et personnalité des auteurs de ce délit (sexe, âge, santé, formation et intelligence, récidivisme, nationalité), lieu et temps du délit, motivations, techniques, etc. L'auteur en tire des conclusions, afin de rendre plus efficace les méthodes de la lutte contre ces délits, face surtout au grand nombre des cas non détectés. Il insiste sur la nécessité d'une collaboration étroite et internationale, de tous les services policiers ayant pour tâche de combattre les pickpockets, ce délit tendant à prendre de plus en plus une envergure internationale.

Certes, il est intéressant et utile d'apprendre comment il faut se protéger mieux contre le vol à la tire, dont chacun peut devenir, tôt ou tard, la victime. Mais on est surtout enclin à s'attarder sur les pages relatant les légendes qui entourent le pickpocket, filou habile et souvent ingénieux. Puni cruellement au Moyen Age, il fut immortalisé par Dickens dans *Oliver Twist*, et inspire aujourd'hui encore des films comiques et toute une littérature sans parler d'une quantité d'anecdotes auxquelles M. Harnisch consacre un chapitre illustré.

Evidemment, cette indulgence littéraire et artistique ne tend point à disculper l'auteur de ce type de délits. Par contre, M. Harnisch souligne plus d'une fois que les vols à la tire constituent des délits qu'il convient tout particulièrement de réprouver, car les victimes faciles en sont souvent des personnes infirmes ou âgées.

La lecture de ce livre s'avérera sûrement très utile pour le policier, mais elle ne semble pas tellement indispensable pour le juriste.

Alexandra FLATAU-SHUSTEL.

Zapiski sledovatelja (Carnet de notes d'un agent d'instruction), par Lev Šejnin, Moscou, Edition des belles lettres, 1962, 567 pages.

Dans ce livre, M. Lev Šejnin relate, avec le talent indéniable d'un écrivain brillant, les cas allant des simples pickpockets aux criminels sanguinaires que lui-même ou ses collaborateurs ont eu à connaître.

Un de ces récits a spécialement retenu notre attention pour deux raisons. Tout d'abord, parce que dans ce récit l'auteur expose un vaste panorama d'un intérêt exceptionnel sur les individus du bas-fond criminel typiquement russe comme s'ils étaient descendus des tableaux ou des romans de l'époque tsariste, et surtout parce qu'il s'agit d'une aventure vécue par Edouard Herriot pendant son séjour en U.R.S.S. en 1922 et que la majorité du public français ignore. Notre auteur reproduit ce récit qu'il a entendu de la bouche d'un vieux collègue, Vassiliev, agent d'instruction en chef.

Edouard Herriot est le premier homme politique étranger d'envergure qui soit venu en U.R.S.S. pour manifester sa sympathie à l'égard de la Russie nouvelle. Le gouvernement soviétique lui a fait un accueil des plus chaleureux. Après Moscou, E. Herriot est parti pour Petrograd (1). Naturellement on lui a fait visiter le célèbre Ermitage. Au cours de cette visite, il eut besoin de consulter sa montre-bréguet en or, il mit la main dans sa poche et... la montre n'y était plus. Tout son entourage fut très confus. E. Herriot émit la supposition qu'il l'avait laissée à l'hôtel, mais la communication téléphonique avec l'hôtel révéla, hélas, qu'il s'agissait d'une affaire qui pouvait prendre la mauvaise tournure d'un vrai scandale international : le vol commis dans la galerie de tableaux était évident. Le procureur du département (gouvernement) de Petrograd averti sur le champ, convoqua immédiatement à son bureau Vassiliev. Compte tenu, d'une part, de la brièveté du séjour de Herriot à Petrograd (deux jours au maximum) et, d'autre part, de la nécessité d'une quinzaine de jours pour mener l'enquête par voie ordinaire, Vassiliev proposa une méthode fort originale de rechercher la montre disparue, en faisant appel à deux voleurs récidivistes bien connus dans le monde criminel de Petrograd et détenus dans la prison de cette ville. Le procureur croyant tout d'abord qu'il s'agissait d'un compromis entre les autorités et les détenus, d'après le principe *do ut des* : vous trouverez la montre et nous vous libérerons, s'opposa à cette éventualité. Mais Vassiliev avait un autre plan d'action : il voulait obtenir des détenus leur parole d'honneur qu'ils reviendraient à la prison leur mission accomplie. « Si un détenu donne sa parole d'honneur, ajouta-t-il, on peut être sûr qu'il la tiendra ». « Pour quelle raison ces criminels vous donneraient-ils leur parole ? » demanda le procureur étonné, « Pour des raisons patriotiques », fut la réponse. Le procureur hésita. On servit du thé. Quand le deuxième verre fut bu, le procureur se leva et dit : « Eh bien, d'accord. Faites attention cependant à ce que toute la ville ne se moque pas ensuite de nous ».

Deux détenus, l'un après l'autre, furent introduits dans le bureau de Vassiliev. Les conversations que l'agent d'instruction a menées avec eux pour éveiller leur patriotisme sont reproduites par notre auteur avec un grand talent. En définitive, les deux détenus ont été envoyés dans la ville avec mission de retrouver la montre d'or de l'hôte français. Des pages entières sont consacrées à la description des démarches qu'ont effectuées ces deux envoyés inaccoutumés dans le milieu des voleurs organisés. Les chefs de deux bandes rivales furent cette fois d'accord pour reconnaître le vol de la montre comme une offense à l'honneur de la ville. Les bas-fonds de Petrograd, convoqués, consentirent à prendre part énergiquement à la recherche de la montre. Mais très vite on constata que le vol n'avait pas été commis par un voleur faisant partie d'une des bandes : c'était l'acte d'un voleur isolé. Trouver la montre dans ces circonstances était très difficile. Cependant, un hasard sauva la situation. Le chef d'une bande, surnommé « grand-père », était un amateur de ce genre de montre (bréguet) ; les voleurs connaissant sa passion, venaient lui vendre à vil prix des montres volées. Juste au moment du grand désarroi parmi les membres des bandes, un voleur apporta au « grand-père » la montre de Herriot. A son grand étonnement l'accueil fut glacial. « Où as-tu piqué cette montre ? — A l'Ermitage — Nom d'un chien ! sais-tu que tu as failli provoquer un incident entre la France et la Russie et nous faire mettre en prison ? » Sans donner au voleur le temps de revenir à lui, le « grand-père » l'amena chez l'autre chef de bande, le « chirurgien ». « Voilà la montre, dit le « grand-père » en

(1) A cette époque Leningrad s'appelait encore Petrograd.

la tendant au « chirurgien », et voici le héros ! ». Le « chirurgien » asséna au voleur une paire de gifles en l'injuriant. Ce n'est qu'après cet accueil un peu sévère que le voleur fut informé de l'affaire.

Remettre la montre à Herriot, sans qu'il puisse le remarquer, était une affaire très délicate. Le « chirurgien » se chargea lui-même de cette mission. Etant informé que Herriot passait la soirée à l'Opéra, il réussit à le joindre au foyer et à glisser la montre dans la poche même où elle avait été dérobée. Notons que le « chirurgien » ne perdit pas son temps et tandis qu'il rendait à E. Herriot sa montre, il subtilisait le portefeuille d'une autre personne...

Leur mission accomplie, les deux détenus retournèrent dans le bureau de Vassiliev. Un coup de téléphone avertit le procureur de ce retour qui lui avait semblé très improbable. Pour récompenser les détenus, il ordonna de les ramener à la prison non pas en fourgon, mais il mit à la disposition de Vassiliev sa voiture. Vassiliev, au lieu d'amener les détenus directement à la prison, ordonna au chauffeur de faire une longue promenade dans la « Ville des cents ponts » chantée par Pouchkine. C'était le seul geste de reconnaissance qu'il pouvait accomplir envers ces détenus.

Le récit se termine par une scène plutôt sentimentale au cimetière où notre auteur, deux ans après avoir entendu l'histoire de la montre de Herriot, se rendit aux funérailles de Vassiliev depuis longtemps rongé par la tuberculose.

M. Lev Šejnin remarqua un homme près de la tombe qui, appuyé à un bouleau, avait laissé tomber sa casquette. Il pleurait à chaudes larmes. Croyant avoir affaire à un collègue de Vassiliev, il s'approcha de cet homme et lui ramassa sa casquette. Par la description que lui avait fait en son temps Vassiliev, il devina qu'il avait devant lui un des détenus mêlés à l'histoire de la montre. C'était exact et l'homme raconta à notre auteur que, libéré par anticipation en tant que détenu amendé, il travaillait actuellement en usine. Il voulait faire plaisir à Vassiliev en lui annonçant cette nouvelle, mais hélas, il était arrivé trop tard à Petrograd.

M. FRIDIEFF.

Criminal abortion (L'avortement criminel), par Jerome E. Bates et Edward S. Zawadzki, Springfield (Ill.), Charles C. Thomas, Publisher, 1964, 250 pages.

L'avortement est encore, pour beaucoup, un sujet tabou et quelque peu obscène qu'ils se refusent à discuter. C'est pourtant un problème social important qui revêt les aspects les plus divers et qui intéresse aussi bien la théologie, l'éthique et le droit, que la médecine, la génétique, la sociologie, la psychologie, l'économie politique, la statistique, la pénologie, etc.

L'ouvrage écrit par MM. Jerome Bates et Edward Zawadzki, qui porte le sous-titre d'« étude de sociologie médicale », déborde largement le domaine sociologique et fait de nombreuses incursions dans les autres disciplines ; aussi ne faut-il pas en attendre une grande rigueur d'exposition. La richesse de la documentation est cependant remarquable ; pour décrire et analyser scientifiquement le milieu criminel de l'avortement, les auteur ont examiné un grand nombre de procédures judiciaires, étudié les statistiques disponibles et se sont livrés à une large enquête auprès des avorteurs, des policiers, des médecins et pharmaciens, des représentants du ministère public, des agents de probation, etc. Comme ils l'indiquent avec un certain humour noir, de nombreuses femmes avortées ont été, par leurs soins, soit interviewées, soit autopsiées... En effet, l'avortement clandestin est meurtrier, et l'on compte aux Etats-Unis plus de cinq mille morts par an dont cette pratique est officiellement responsable (le chiffre réel est aussi incertain que le nombre même des avortements fixé selon les études entre un et deux millions).

On ne saurait s'étonner de cette mortalité, et du cortège de souffrances de toutes sortes qui entoure la plupart de ces avortements, si l'on considère, avec les auteurs, les graves périls qui menacent les femmes, qu'elles cherchent à se procurer elles-mêmes l'avortement, qu'elles s'adressent à des gens qui ne savent pas plus de médecine qu'un boucher, ou même qu'elles aient recours à de véritables médecins, car ceux-ci sont compétents mais souffrent presque tous de déviations : alcoolisme ou perversions sexuelles... Parmi les chapitres les plus intéressants de l'ouvrage, citons notamment ceux qui décrivent les organisations plus ou moins vastes d'avortements connues sous le nom de *mills* ou de *rings* et les conditions dans lesquelles elles opèrent : rémunération

des rabatteurs, dîme aux policiers corrompus, précautions contre les investigations des policiers honnêtes et contre les dénonciations possibles des clientes mécontentes, etc. ; les chapitres qui esquissent une psychologie des femmes avortées (celles qui utilisent l'avortement comme une sorte de *birth control*, celles qui sont poursuivies de remords, etc.) et une psychologie des avorteurs qui sont fréquemment d'un type punitif, dominateur et sadique ; enfin le dernier chapitre, consacré à l'évolution du problème et aux perspectives d'avenir : lois et projets de lois tendant, dans divers pays, à légaliser l'avortement dans un nombre de cas plus ou moins grand (avec les progrès médicaux, les indications pour un avortement thérapeutique diminuent constamment, mais en revanche les psychiatres sont appelés de plus en plus à l'aide, et les considérations sociales interviennent directement ou indirectement). Les auteurs relèvent, pour terminer, certains facteurs favorables dans la lutte contre l'avortement : une recherche médicale accrue de nouvelles techniques pour espacer les grossesses, qui soient acceptables aussi bien pour les catholiques que pour les protestants ; le développement de l'éducation sexuelle des jeunes et des adultes ; enfin le développement de l'éducation du public concernant les dangers de l'avortement.

Signalons aussi les très intéressantes annexes de cet ouvrage : histoires de cas, analyse statistique, extraits du jugement *R. v. Bourne* (Londres, 1939), loi fédérale sur l'avortement, et importante bibliographie du sujet.

Jacques VÉRIN.

Die Kinderschändung, (L'attentat à la pudeur commis sur les enfants), par Günter Weiss, Hambourg, Kriminalistik Verlag, 1963, 184 pages.

L'auteur étudie 191 cas de délinquants sexuels, déférés aux tribunaux entre 1949-1957 dans le district industriel de Ludwigshafen/Rhin et sa banlieue, agglomération de près deux cent mille habitants. Les victimes, âgées de moins de quatorze ans, comprennent 165 filles et 19 garçons. Les actes illicites les plus fréquemment commis sur les filles sont les attouchements manuels de la région génitale ; l'acte sexuel consommé n'intervient que dans 7 % des cas, et la tentative dans 8,6 % des cas ; l'exhibitionnisme figure pour 8,8 %. A 184 délinquants correspondent 385 victimes, ce qui signifie que si dans de nombreux cas, il n'y a qu'une victime, dans beaucoup d'autres, elles sont plusieurs. Leur âge moyen est 9-13 ans pour les filles et 11-13 ans pour les garçons. La classe d'âge proportionnellement la plus nombreuse des délinquants est celle de 16 à 18 ans ; la tranche 14-21 ans représente 14 % du total. Seuls 87 délinquants (= 45,5 %) ont été expertisés. Parmi eux, 14 ont été déclarés débiles intellectuels, 20 séniles, 12 psychopathes ; les récidivistes, 40 %, sont pour la moitié d'entre eux débiles ou psychopathes. Près des deux tiers des délinquants présentent des anomalies du caractère ou des symptômes d'inadaptation. Deux seulement sont des homosexuels caractérisés.

L'auteur estime qu'à l'égard des délinquants sexuels, la peine n'agit ni préventivement, ni curativement. Il émet le vœu qu'on essaie au moins de les soigner durant leur détention.

Cette étude n'apporte pas de nouvelles informations sur la délinquance sexuelle. Elle confirme la proportion élevée de *dark numbers* dans ce secteur de la criminalité. La forte proportion de récidivistes ne correspond pas à d'autres recherches. D. Szabo (1) écrit à ce sujet : « selon l'opinion générale des criminologues, le taux des récidivistes, chez les délinquants sexuels, se situe parmi les taux les plus bas » (p. 39). En revanche, l'accroissement de ces délits par rapport à la criminalité générale est un phénomène quasi-universel, qui n'a pas reçu jusqu'ici d'explication satisfaisante. On en est réduit à des hypothèses. Si cette délinquance s'accroît généralement au point de vue quantitatif, elle ne s'aggrave pas. La grande majorité des actes illicites sont des attouchements. Certes, le fait qu'ils sont commis sur des enfants, le plus souvent en plein développement pubertaire, constitue vraiment un attentat qui a parfois des conséquences graves pour les jeunes victimes qui en restent traumatisées ou deviennent sexuellement déviées. Cependant une catamnèse médicale faite il y a quelques années en Suisse, sur les ex-victimes mineures d'attentats à la pudeur avait démontré que la plupart surmontent le trouble causé par les actes délictueux.

(1) D. SZABO, *Contribution à l'étude de la délinquance sexuelle*, Université de Montréal, 1960, 57 pages.

Actuellement, on tend, avec raison, à soumettre les jeunes victimes à un examen médico-pédagogique et à un traitement si besoin est. On fait de même à l'égard des condamnés qui sont admis au bénéfice du sursis en les astreignant à un traitement psychiatrique. Mais il faut constater que beaucoup d'entre eux interrompent le traitement après quelques semaines en prétextant qu'ils se sentent guéris ! Les psychiatres de leur côté, déclarent qu'un traitement n'a quelque chance de succès que si le « malade » désire réellement la guérison. Or, la plupart des délinquants sexuels ne se considèrent ni comme malades, ni comme anormaux. Le fait que peu récidivent semble à la fois leur donner raison et attester l'efficacité de la peine, du moins à l'égard de délinquants qui ne sont ni névrosés, ni psychopathes, mais des humains faibles devant la tentation. Or, il n'est pas nécessaire d'être expert en victimologie pour savoir que nombre de victimes de délits sexuels sont non seulement tout à fait consentantes, mais encore provocantes. Et l'érotisme ambiant, artificiellement cultivé à des fins commerciales dans notre société occidentale, ne peut qu'affaiblir la résistance morale de beaucoup d'individus qui placés dans un autre « climat » résisteraient aux pulsions naturelles ou « contre nature » de l'instinct sexuel.

On peut dire aussi qu'une société a la délinquance sexuelle qu'elle mérite. Telle est implicitement la conclusion de l'auteur dont nous analysons la laborieuse étude et qui se termine par les lignes suivantes :

« Tant que les bases éthiques de notre peuple et nos conceptions vacillantes sur le droit et la morale ne se rénoveront pas, les efforts poursuivis par tous les responsables pour diminuer les attentats à la pudeur des enfants demeureront peu efficaces, sinon vains. Il faut que chacun s'efforce de mobiliser chez les humains les forces qui sont indispensables à une vie collective ordonnée dans nos structures sociales modernes : la discipline, la responsabilité, la conscience et les sentiments religieux ».

Maurice VEILLARD-CYBULSKI.

Der kriminelle Aberglaube in der Gegenwart (La superstition criminelle à l'époque actuelle), par Herbert Schäfer, Gladbeck/Westfalen, Schriftenmissions-Verlag, 1963, 96 pages.

La sortie du premier être humain dans l'espace cosmique est un fait accompli. Il est ainsi infiniment difficile de croire qu'à notre époque spatiale des superstitions moyenâgeuses puissent survivre et entraîner des adhérents convaincus. Cependant, M. Schäfer nous assure qu'aucun pays de l'Europe n'est exempt de ce phénomène et que l'on croit actuellement encore un peu partout dans le monde, que certaines personnes jouissent de forces magiques et surhumaines.

En effet, est-ce une date tellement éloignée, que celle du mois d'août 1962, ou un congrès d'occultistes se tint à Würzburg (Allemagne). Un nombre considérable de représentants de l'Allemagne fédérale et de biens d'autres pays y assistèrent. La description, pittoresque et ironique, de ce congrès par M. Schäfer, permet de suivre ces « rapports scientifiques » gravement discutés et ces démonstrations d'expériences toujours réussies. Les vedettes de ces séances furent des « voyants », des médiums et leurs hypnotiseurs, des rebouteux et des magiciens, des magnétopathes, des spirites, des sourciers et des radiesthésistes, des initiés de la « science du Mantra-Yoga », sans parler des adhérents de *l'ufologie*, cette jeune « science » qui traite des soucoupes volantes venues de la planète Vénus (UFO = *unidentified flying object*). Amusante et distrayante, la lecture de ces pages ne retient sérieusement l'attention du juriste que lorsque l'auteur met à nu, avec beaucoup de compétence, la force crimogène de ces superstitions.

Ce n'est pas en soi-même la crédulité ni la naïveté humaine qui constituent le danger principal. C'est surtout l'habileté avec laquelle on sait tirer profit de ces faiblesses humaines qui incitent aux activités criminelles les différents types d'escrocs qualifiés dans le vaste domaine des superstitions. Car, comme il y a des sorciers et des sorcières, il faut qu'il y ait forcément des conjureurs de mauvais esprits, des exorciseurs. Puisqu'il y a des personnes qui doutent, il faut qu'il y ait des voyants qui sachent résoudre toutes ces inquiétudes — et c'est surtout dans ce groupe d'escrocs que se recrutent les récidivistes les plus hardis, car l'attrait de leurs honoraires exorbitants l'emporte sur l'ennui répété des peines. Mais en plus de l'escroquerie, des délits de violence peuvent résulter de ces tristes survivances. Comme le dépeint à plusieurs reprises M. Schäfer,

le sort des personnes stigmatisées comme sorcier ou sorcière (villageois habituellement) ne diffère pas tellement de celui de leurs prédécesseurs du Moyen Age.

Certes, il nous manque ici des données chiffrées pour avoir une image globale de ce type d'activités criminelles et crimogènes. Il reste à souhaiter que l'auteur puisse un jour approfondir les résultats de ses recherches consciencieuses. Le but de cette petite esquisse, comme le signale M. Schäfer lui-même, est d'informer et non de convertir. Ainsi, le chat noir qui traverse la route sera désormais moins inquiétant.

Alexandra FLATAU-SHUSTER.

***Famous** Trials. Ninth Series. Roger Casement* (Les procès célèbres. Neuvième série. Roger Casement), par H. Montgomery Hyde, Harmondsworth, Middlesex, Penguin Books Ltd, 1964, 233 pages.

Le retour de la dépouille mortelle de Sir Roger Casement et ses obsèques nationales furent un véritable événement en Irlande cette année. En effet, un demi siècle après son exécution, grâce aux efforts conjugués des autorités britanniques et irlandaises, le repos éternel dans sa terre irlandaise bien-aimée lui fut accordé conformément à son dernier vœu.

La parution récente du livre de M. H. Montgomery Hyde contribuera à raviver dans la mémoire des juristes tous les détails de ce procès aussi célèbre que sinistre, et de son tragique épilogue : l'exécution précipitée, sans recours, sans sursis ni grâce, de ce grand patriote irlandais, inculpé et condamné pour haute trahison. C'est aussi sur la personnalité contestée et controversée de Sir Roger Casement, que ce livre portera indubitablement un maximum de lumière.

M. Hyde fait revivre ce sombre procès avec une objectivité parfaite et louable. Son ouvrage, richement documenté, offre des textes authentiques et des appendices portant sur l'instruction, le déroulement des débats judiciaires, la défense (à laquelle participèrent de nombreuses personnalités telles que Bernard Shaw et Sir Arthur Conan-Doyle) et la sentence rendue à la hâte afin de réduire l'opposition politique irlandaise luttant pour l'indépendance. Il dépeint fidèlement l'atmosphère du procès, assombri par l'influence néfaste sur l'opinion publique puritaine de la découverte (qui n'avait rien d'accidentel à l'époque) des mémoires très intimes du détenu datant de la période où il appartenait aux services consulaires à Rio de Janeiro. Classés dans les registres de Scotland Yard sous la dénomination de « Mémoires noirs » (*Black Diaries*), ces pages, dont une partie est publiée dans le livre de M. Hyde, prouveraient l'homosexualité passionnée et insatiable de Sir Roger Casement. En effet, la lecture de ces pages ne peut que choquer et étonner même le lecteur impartial et tolérant sur la question des déviations sexuelles.

Le portrait de Sir Roger Casement reste donc quelque peu nuageux. Ajoutons que ses activités en Allemagne lors de la première guerre mondiale peuvent laisser quelques doutes. Mais il paraît équitable — maintenant qu'il repose dans cette terre pour l'indépendance de laquelle il a sacrifié sa vie — de lui souhaiter : *requiescat in pace* !

A l'auteur de ce livre on ne peut qu'exprimer une vive reconnaissance pour avoir ravivé d'une manière tellement compétente ce procès célèbre aux implications passionnantes.

Alexandra FLATAU-SHUSTER.

Murder Mistaken (Erreur sur le meurtrier), par John Rowland, Londres, John Long, 1963, 192 pages.

Le « meurtre du Soleil Levant » et « l'affaire de la bicyclette verte » sont des procès célèbres des années 1907 et 1919. Chacun d'eux à déjà été évoqué, par différents auteurs, à quatre ou cinq reprises.

M. John Rowland, qui se présente comme un criminologue, a estimé qu'il se devait de nous les raconter pour la cinquième ou sixième fois. On ne voit pas bien pourquoi. Est-ce pour rappeler aux innocents impliqués dans un meurtre, comme les héros de ces deux affaires, qu'ils risquent, en cherchant à se soustraire aux recherches de la police au lieu de lui confier aussitôt ce qu'ils savent, de se retrouver aux assises, sans avoir toujours à leur disposition l'immense talent d'un Edward Marshall Hall pour sauver leur tête ?

Une bibliographie et un index ont également paru nécessaires à cet ouvrage d'une criminologie qui aura, en tous cas, la faveur du grand public.

Jacques VÉRIN.

La delincuencia en Venezuela. Su prevencion (La délinquance au Venezuela. Sa prévention), par Andres Aguilar Mawdsley, Caracas, Ministère de la Justice, 1961, 85 pages.

Cette brochure luxueusement présentée réunit les discours prononcés, les 23 et 29 mai 1961, au cours de la « Semaine antidélictuelle » de Caracas, par celui qui portait le titre, désuet ou futuriste, de « citoyen ministre de la Justice ». Il ne faut pas compter sur M. Mawdsley pour critiquer le système répressif du Venezuela ! Au moins, fait-il part à ses auditeurs de ses préoccupations inhérentes au développement de l'alcoolisme, aux carences familiales et éducatives, aux conséquences de la sous-prolétarisation industrielle, et aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la loi de *vagos y maleantes*. Il y a deux parties dans les conférences du « citoyen ministre » : des considérations sur les causes endogènes et exogènes de la criminalité qui ont, depuis longtemps, cessé d'être originales ; et des statistiques susceptibles de servir d'instruments de travail, si elles correspondent à la réalité pénitentiaire du Venezuela.

J.-B. H.

V. — SCIENCE PÉNITENTIAIRE

Crisi e Avvenire della pena carceraria, (Crise et avenir de la peine de prison), Cahiers des cours de Bari, Lecce et Potenza, Milan, Dott. A. Giuffré, Editoré, 1964, 39 pages.

Un colloque sur la crise et l'avenir de la peine de prison s'est tenu à l'Université de Bari, sur l'initiative de l'Institut de droit pénal, du 4 au 6 mai 1964. Trois rapports suivis de discussion y ont été présentés.

Après avoir rappelé les origines de la peine de prison, le professeur Contento, chargé du cours de sociologie, s'inspirant de la « défense sociale nouvelle » préconisée par M. Ancel, n'a pas manqué de souligner les défauts des courtes peines d'emprisonnement qu'il faudrait, à son avis, remplacer par d'autres sanctions telles que le travail obligatoire, les prestations d'utilité publique, la liberté surveillée, le *weekend-prison*, ou encore les peines privatives de droits telles que le retrait du permis de conduire.

Le professeur Ruggiero, chargé du cours de criminologie, a montré comment le règlement pénitentiaire est, sur certains points, volontairement, sur d'autres, involontairement, inappliqué et comment, parmi ses dispositions, beaucoup sont en désaccord avec le principe de rééducation posé dans l'article 27 de la Constitution actuelle.

Le professeur Dell'Andro, titulaire de la chaire de droit pénal et directeur de l'Institut, a, dans un discours plein de feu, affirmé que le condamné à la peine d'emprisonnement n'est pas un homme placé « en dehors du droit » et qu'il doit continuer à participer à la vie publique et garder en particulier le droit de vote.

L. H.

Probation and Parole (Probation et libération conditionnelle), par Reed K. Clegg, Springfield (Ill.), 1964, Charles Thomas, Publisher, 180 pages.

Ce précis destiné aux étudiants est remarquable par la clarté du style et de la conception : il a le souci de dégager les principes généraux sur lesquels s'appuient aussi bien la probation que la libération conditionnelle moderne, mais il ne les sépare pas pour autant de leur application concrète et il souligne, quand il le faut, les insuffisances ou les erreurs de la pratique.

Maints administrateurs pourraient, eux aussi, tirer profit des vigoureuses critiques de l'auteur. Ainsi, dit-il, il ne faut plus parler de probation, quand on donne à un agent la responsabilité de quatre ou cinq cents cas, alors qu'il ne devrait en avoir au plus que cinquante à soixante-quinze ; ainsi encore, la « probation sommaire », largement utilisée dans certains districts ruraux, n'est qu'une parodie de justice, car ils ne disposent en réalité d'aucun service de probation qui puisse procéder aux enquêtes préliminaires et mettre la mesure à exécution, et il ne s'agit que de vider (provisoirement) une prison

trop encombrée. La formation des agents de probation et de libération conditionnelle laisse aussi souvent à désirer, car il n'y a pas d'accord général sur le genre d'études qu'elle demande. D'une façon plus générale, les services de probation ont une réalité et une valeur fort différentes suivant les Etats.

Signalons l'intérêt particulier des trois derniers chapitres ; ils sont consacrés respectivement à « *l'inter-state compact* », convention inter-étatique approuvée par le Congrès en 1934 et ratifiée depuis par tous les Etats, qui permet, dans chacun d'eux, le fonctionnement de la probation et de la libération conditionnelle à l'égard des ressortissants des autres Etats ; au système fédéral de probation, qui est remarquable par son efficacité et sa coordination avec l'administration pénitentiaire ; et enfin aux mérites du système centralisé, qui gagne du terrain aux Etats-Unis et dont on peut trouver le modèle dans l'organisation anglaise des *Borstals* et dans l'expérience californienne, toutes deux analysées succinctement.

Divers modèles d'enquêtes et de rapports, une bibliographie et un index alphabétique complètent utilement l'ouvrage.

Jacques VÉRIN.

Sourcebook on Probation, Parole and Pardons, par Charles L. Newmann, 2e éd., Springfield (Ill.), Charles C. Thomas, Publisher, 1964, 345 pages.

Il s'agit d'une seconde édition de l'ouvrage où M. Charles Newman a rassemblé, à l'intention des étudiants, de nombreux articles et rapports sur la probation, la libération conditionnelle et la grâce, publiés par divers auteurs entre 1939 et 1958.

Ces textes, un peu anciens déjà, auxquels n'ont été ajoutées que deux études plus récentes (1960 et 1962) gardent cependant, aujourd'hui encore, beaucoup de leur intérêt. Ils sont groupés en chapitres, et chaque chapitre est précédé d'une courte introduction qui fait le point de la question. L'une des idées que l'on retrouve souvent dans ces commentaires de M. Newman, c'est que la probation comme la libération conditionnelle ne constituent qu'une partie du cycle pénal, et ne peuvent avoir plus de valeur que l'élément le plus faible de ce cycle. Ainsi la probation sera-t-elle rendue peu efficace si les tribunaux jouent mal leur rôle, la libération conditionnelle sans valeur si la prison n'a pas préparé le retour du détenu dans la vie sociale ; ainsi encore l'incompréhension du public ou au contraire sa participation active à la réhabilitation des délinquants, donnera suivant le cas, une portée toute différente à l'œuvre des agents de probation et de libération conditionnelle.

On ne saurait trop insister sur cette profonde solidarité entre chacune des phases du processus pénal, car c'est encore cette liaison entre le judiciaire, le traitement institutionnel et l'assistance post-pénale qui fait le plus cruellement défaut en pratique. On saura gré à M. Newman de nous l'avoir rappelé.

Jacques VÉRIN.

The Probation Service (Le Service de la probation), publication de l'Association nationale des Officiers de probation, sous la direction de Joan F. S. King, 2e éd., Londres, Butterworths, 1964, 252 pages.

Cette seconde édition (1) du précieux manuel publié par l'Association nationale des Officiers de probation anglais, tient compte des derniers développements intervenus en matière pénale, et notamment des importants rapports qui ont été déposés par diverses commissions : rapport Streatfeild sur les juridictions criminelles, rapport Morison sur le Service de la probation et rapports du Conseil consultatif pour le traitement des délinquants (A.C.T.O.). L'ouvrage donne ainsi un tableau très complet de l'histoire, de l'organisation actuelle, des méthodes et des perspectives d'avenir d'un service qui a pris, dans le système pénal anglais, une importance grandissante. Quelques chiffres suffiront à en donner une idée : le nombre des personnes placées en probation dans l'année est passé de vingt-cinq mille en 1938 à quarante et un mille en 1962. Celui des officiers de probation a plus que doublé entre 1950 et 1964, passant de mille à plus de deux mille. Les attributions de l'officier de probation ont également acquis une importance croissante, non seulement dans le domaine proprement dit de la probation où les méthodes se sont

(1) V. le compte rendu de la première édition dans cette *Revue*, 1960, p. 361.

affinées et diversifiées, mais encore en matière de conciliation matrimoniale, d'enquêtes *pre-sentence* et d'assistance post-pénale.

La réforme de l'assistance post-pénale qui est actuellement à l'étude doit faire d'un service de probation encore accru le véritable pivot du traitement de la délinquance en milieu ouvert. Les auteurs envisagent avec confiance les perspectives nouvelles, le service a fait ses preuves et saura répondre à la confiance qu'on place en lui.

Pour qui veut connaître le système anglais de la probation, cet ouvrage, auquel de nombreux officiers de probation ont contribué, est un outil indispensable.

Jacques VÉRIN.

VI. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

Die nationalsozialistischen Gewaltverbrechen. Geschichte und Gericht (Les forfaits nationaux-socialistes. Histoire et répression), par Reinhard Henkys, publié sous la direction de Dietrich Goldschmidt, Stuttgart et Berlin, Kreuz-Verlag, 1964, 392 pages.

Les crimes nazis, qui n'ont pas été tous expiés et dont certains prêtent encore à poursuites, continuent à jeter dans la conscience des Allemands un trouble profond. Il s'est traduit dans ces dernières années par de nombreuses publications officielles ou privées. Le livre qui vient de paraître sous la direction d'un sociologue, le professeur Dr Dietrich Goldschmidt, n'est pas la moins instructive d'entre elles.

M. Reinhard Henkys, après avoir fait l'inventaire de ces crimes affreux qui, dans les camps de concentration et ailleurs, ont conduit à la mort tant de victimes — cinq à six millions à ne compter que les seuls Juifs — nous explique comment la répression en a été tant bien que mal assurée par le Tribunal international de Nüremberg et les tribunaux alliés d'abord, par les tribunaux allemands ensuite, ceux de l'Allemagne fédérale et ceux de l'Allemagne démocratique.

Un théologien, le président du Conseil de l'Eglise évangélique en Allemagne Kurt Scharf, nous assure que cette répression s'impose au nom de la religion comme du droit.

Un criminaliste chevronné, le professeur Baumann, de l'Université de Tübingen, s'attache à résoudre tous les difficiles problèmes qu'elle soulève dans le domaine de la procédure comme dans celui du fond.

Le professeur Goldschmidt se demande s'il n'y aurait pas à tirer de ces procès d'utiles leçons pour la réforme du Code pénal, actuellement en cours.

Des cartes où figurent en bonne place les camps de concentration, des notes tantôt reléguées en fin d'article, tantôt glissées au bas des pages, des documents de différentes sortes et une abondante bibliographie ajoutent à l'intérêt d'un livre où une table des noms facilite les recherches, mais qui se lirait plus facilement s'il était plus aéré.

L. H.

Die Verfolgung nationalsozialistischer Straftaten im Gebiet der Bundesrepublik Deutschland seit 1945 (La poursuite des crimes nationaux-socialistes dans le domaine de la République fédérale d'Allemagne depuis 1945), Bonn, Ministère fédéral de la Justice, 1964, 108 pages.

La presse, dans beaucoup de pays, continue à reprocher à la République fédérale d'Allemagne de n'avoir pas fait tout le nécessaire pour juger et punir les crimes nationaux-socialistes. En réponse à ces critiques, le ministère fédéral de la Justice avait déjà, il y a quelques années, publié une brochure pour se disculper. Le développement de la répression à la dernière époque l'a encouragé à rééditer cette brochure épuisée et à la mettre à la page.

On y voit par quels moyens Hitler s'est emparé du pouvoir, en quoi ont consisté les grands crimes du national-socialisme, comment ils ont été réprimés d'abord par le Tribunal militaire international de Nüremberg et les tribunaux des Alliés dans leur zone d'occupation respective, puis par la justice allemande, au début avec difficulté et ensuite, après création de l'Office central de Ludwigsburg, avec bien plus d'efficacité, en

dépit de tous les moyens de défense tirés de la prescription, du commandement de l'autorité, de l'état de nécessité et d'autres sources encore.

Des tables font connaître le sort de ceux qui, de 1933 à 1945, ont tenu les postes de commande et dont la vie dans bien des cas s'est terminée par le suicide. Elles nous donnent aussi et surtout la liste de tous les procès importants jugés de 1945 à 1963 avec indication des charges et des condamnations.

L. H.

Im Namen des deutschen Volkes. Zwischenbilanz der Prozesse wegen national-sozialistischer Verbrechen (Au nom du peuple allemand. Bilan provisoire des procès concernant les crimes nazis), par Hermann Langbein, Vienne, Cologne, Stuttgart, Zurich, Europa Verlag, 1963, 205 pages.

M. Hermann Langbein est un Autrichien, aujourd'hui journaliste, qui, après beaucoup de tribulations, a été pendant la guerre interné à Dachau, à Neuengamme et à Auschwitz et qui a eu la chance de sortir vivant de ces enfers. Il est naturel qu'il s'intéresse à la répression des crimes nazis et la réclame « au nom du peuple allemand » et pour l'honneur même de l'Allemagne.

Dans un livre qui n'est pas dépourvu d'objectivité, il nous montre comment cette répression, d'abord confiée aux tribunaux alliés, n'a pu, de la part de la justice allemande s'exercer utilement qu'après la création, à Ludwigsburg, en 1958, d'un Office central chargé des recherches et de la haute direction des poursuites ; souligne toutes les difficultés de la tâche ; nous rapporte ce qui a été fait déjà vis-à-vis des responsables d'exécutions en masse, d'atrocités commises dans les camps de concentration ou encore de crimes isolés, et souhaite que des facilités nouvelles accordées pour l'extradition permettent d'atteindre ceux des coupables qui se sont réfugiés à l'étranger.

Des statistiques suivies d'une table détaillée des procès déjà jugés, de leur objet et de leur résultat, et de l'indication précise des sources auxquelles l'auteur a puisé ses renseignements ajoutent à la valeur de l'œuvre.

L. H.

NS-Verbrechen. Strafjustiz, deutsche Selbstbesinnung (Les crimes des Nazis et la justice pénale : ce qu'en pensent les Allemands), par Erwin Wilkens, Berlin et Hambourg, Lutherisches Verlagshaus, 1964, 44 pages.

Les crimes commis par les Nazis font maintenant, à retardement, l'objet d'une série de procès devant les tribunaux allemands. Que pensent de ces procès les Allemands ? Dans une déclaration en date du 13 mars 1963, suivie trois mois plus tard d'instructions à l'adresse des pasteurs, le Conseil de l'Eglise évangélique en Allemagne n'hésite pas à les approuver, pensant avec les Proverbes que « la justice élève un peuple tandis que le péché conduit les peuples à la ruine ». Et c'est l'opinion à laquelle M. Erwin Wilkens prête appui en réfutant les objections qu'on n'a pas manqué de soulever : qu'en temps de guerre on a toujours commis des cruautés et qu'au cours de la dernière guerre les Allemands n'ont pas été les seuls à en commettre ; qu'il y a danger à rappeler des crimes qu'on allait oublier et sur lesquels, après tant d'années, la lumière n'est pas facile à faire ; qu'on a déjà hors d'Allemagne trop tendance à considérer les fautes des Nazis comme la faute collective de toute l'Allemagne.

L. H.

Der Prozess von Jerusalem (Le procès de Jérusalem), par Bernd Nellessen, Düsseldorf et Vienne, Econ Verlag, 1964, 336 pages.

Le Dr Bernd Nellessen, un journaliste aussi coté en Amérique qu'en Allemagne, a, comme chef du service de reportage du journal *Die Welt*, suivi à Jérusalem, du 11 avril 1961 au 29 mai 1962, le procès fameux d'Adolf Eichmann, un procès qui est venu, à tort ou à raison, remémorer les crimes nazis et qui a fait l'objet déjà d'importantes études (v. en particulier l'ouvrage de Lord Russel of Liverpool avec le compte rendu de M. Costa, dans cette *Revue*, 1962, p. 634 et s.).

Son livre, en tête duquel il n'a pas manqué de silhouetter finement l'accusé, est avant tout un document, un document très précieux. Il nous présente le réquisitoire introductif du Procureur général ; les dépositions des témoins choisies parmi les plus émouvantes ; les déclarations de l'accusé sous la foi du serment au cours de l'interrogatoire croisé ; la plaidoirie du défenseur, le Dr Servatius, sur la question de faute ; les passages les plus importants du long jugement rendu par le tribunal sur cette même question ; le réquisitoire final du Procureur général, la plaidoirie finale du défenseur et les observations finales de l'accusé sur la peine : après quoi viennent la condamnation à mort et l'exécution par pendaison décrite dans tous les détails.

Un appendice nous donne le texte en allemand de la loi israélienne du 1er août 1950, en vertu de laquelle fut, au mépris du principe de non-rétroactivité, prononcée la sentence, et de l'acte d'accusation dressé par le Procureur général.

Une table des noms et une table des matières facilitent les recherches au milieu d'un dédale de crimes où l'on ne sait où découvrir les plus affreux.

L. H.

VII. DROIT PÉNAL COMPARÉ ET DROIT PÉNAL ÉTRANGER

La Administracion de Justicia (L'administration de la justice), par Raoul Carranca y Trujillo, Mexico, Cuadernos « Criminalia », n° 23, 1961, 106 pages.

« Le programme de la Révolution mexicaine engagée en 1910 tient en un mot. Ce mot est la Justice ». Ayant ainsi présenté, avec force, l'intention qui l'anime, M. Carranca y Trujillo consacre une étude rapide mais incisive à l'administration de la justice mexicaine. Il en rappelle successivement les bases constitutionnelles, les cadres légaux et réglementaires et en montre les réussites sans chercher à en masquer les échecs, notamment le fait que, si l'inamovibilité judiciaire a été rétablie en 1944, la loi sur « la responsabilité des fonctionnaires judiciaires » n'a jamais été votée, faute de quoi n'ont pas pu être mises en place les institutions disciplinaires destinées à conseiller le pouvoir exécutif dans l'accomplissement des fonctions constitutionnelles lui permettant « d'éliminer de l'administration de la justice les éléments indignes d'y appartenir ».

M. Carranca ne paraît pas des plus optimistes ! A l'en croire (et il faut lui laisser l'entière responsabilité de son jugement) il reste beaucoup à faire pour que la promesse de justice apportée par la révolution soit satisfaite, parce qu'en général le mexicain manque de foi et de confiance dans la justice de son pays. Mais les progrès sont constants et M. Carranca demande aux pouvoirs publics de ne pas relâcher leurs efforts. Quelle conclusion un lecteur détaché des luttes politiques d'un pays étranger peut-il tirer de la brochure de M. Carranca ? Un doute, en premier lieu, sur le fait que la justice puisse et doive être au service d'une révolution, quelle qu'elle soit. Une inquiétude, ensuite, sur le point de savoir si le problème de la confiance du justiciable en la justice n'est pas un faux problème : dans tout procès, il y a un gagnant qui encense ses juges et un perdant qui les maudit ! L'indépendance du juge, c'est en lui-même et parfois contre lui-même qu'il l'acquiert et la valeur de la justice, c'est de la conscience des hommes plus que de la perfection des institutions qu'elle dépend. Il n'y a peut-être pas de bonne ou de mauvaise justice ! Toute justice est peut-être à la fois bonne et mauvaise, nécessaire et irritante dans la mesure où elle est humaine !

J.-B. H.

Interpretacion dogmatica de la definicion del delito en la legislacion penal mexicana (Interprétation dogmatique de la définition du délit dans la législation pénale mexicaine) par Raoul Carranca y Trujillo, Mexico, Cuadernos « Criminalia », n° 25, 1961, 39 pages.

L'auteur se limite à rappeler et à comparer la définition du délit qui a été donnée dans les diverses codifications mexicaines. La comparaison est superficielle et descriptive mais l'intérêt de ce catalogue juridique est outre : c'est un rappel d'histoire et de géographie du droit pénal mexicain. M. Carranca passe en revue le code de 1871, ceux de 1929 et 1931, les codifications des Etats fédérés, et consacre un paragraphe aux projets en cours d'élaboration. Il conclut de sa chevauchée que le délit est « l'action typiquement anti-juridique, imputable, coupable et punissable » et rend à M. Luis Jimenez de

Asua l'hommage, qui lui revient, d'avoir exercé une influence décisive sur la doctrine pénale de l'Amérique ibérique. Jetons sur la tombe de Beling quelques fleurs de cette gerbe méritée !

J.-B. H.

Casos de derecho penal (Cas de droit pénal), par Edward Kern, Buenos Aires, Depalma, t. 1, partie générale, t. 2, partie spéciale, Buenos Aires, Ediciones Depalma, 1962, 182 et 193 pages.

Guia para el tratamento de casos de derecho penal (Guide pour le maniement des cas de droit pénal), par Edward Kern, Buenos Aires, Ediciones Depalma, 1962, 75 pages.

Professeur à l'Université de Tübingen, M. Edward Kern a publié un manuel de travaux pratiques en deux volumes qu'il a complété d'une courte brochure indiquant, non pas tant le maniement usuel de l'ouvrage que le mode de raisonnement qu'il suggère de proposer aux étudiants. Le professeur Ricardo Nunez, directeur de l'Institut de droit pénal de Cordoba, a fait traduire, par un de ses étudiants, la troisième édition allemande du livre, qui a paru en 1959. Il est utile qu'il ait mis cette documentation à la disposition des lecteurs de langue espagnole.

Pour donner une idée de l'ouvrage, indiquons que le tome 1 comporte 332 cas et que le tome 2 en réunit 356. Chacun d'entre eux est divisé en deux parties énonçant, l'une toutes les données, l'autre toutes les solutions. Prenons l'exemple du cas n° 3 dans la partie générale.

« *Question* : Un détenu aide un autre détenu à s'évader. Tous deux peuvent-ils être punis de prison ou d'arrêts à domicile ? (page 1).

« *Réponse* : Celui qui s'évade n'est pas pénalement punissable. Celui qui a prêté assistance est punissable selon le paragraphe 120 du Code pénal. Tous deux encourent des peines disciplinaires » (page 67).

Les deux volumes de cas se présentent ainsi sous la forme d'un catalogue de questions et de réponses et c'est dans le guide qu'il convient de chercher quelques notions générales. Le professeur Kern y insiste sur l'importance de la terminologie, sur les méthodes à employer suivant qu'il s'agit de devoirs à domicile ou de devoirs de contrôle à la Faculté. L'ensemble, didactique, n'est pas sans intérêt et les 688 hypothèses de travail imaginées par le pénaliste allemand sont susceptibles de donner d'utiles idées à ceux qui seraient tentés d'imiter son excellente méthode d'enseignement.

J.-B. H.

Un recurso de habeas corpus *contra practicas nocivas e incriminables de algunos funcionarios de la policia tecnica judicial* (Un recours d'*habeas corpus* contre les pratiques nocives et délictuelles de certains fonctionnaires de la police technique judiciaire), par Morris Sierraalta, Caracas, Association corporativa « Amigos del derecho penal », 1962, 125 pages.

La brochure que le docteur Sierraalta a fait parvenir à la direction de cette *Revue* est intéressante. Certes, elle a son origine dans les luttes politiques qui ne cessent de diviser le malheureux Venezuela et elle manque peut-être de recul scientifique, d'autant plus que, concernant le frère de l'auteur et les membres de sa famille, elle a évidemment un contenu passionnel. Mais dépouillé de son contexte méta-juridique, elle pose, sur le plan pénal, une question du plus haut intérêt dont on peut dire qu'elle est celle de l'enquête préalable et des pouvoirs de la police judiciaire au Venezuela. Les documents qui composent la brochure soulèvent quatre problèmes :

1° la police judiciaire peut-elle détenir des suspects qui n'ont pas été surpris en flagrant délit et ne font pas l'objet d'une information sommaire préalable ?

2° la police judiciaire peut-elle prolonger pendant huit jours cette « garde à vue » ?

3° la police judiciaire peut-elle délivrer des réquisitions, notamment à l'effet d'interdire à un Vénézuélien la sortie du territoire national ?

4° les membres de la police judiciaire, qui excèdent leurs pouvoirs légaux, sont-ils exempts de châtiment ?

A ces quatre questions, l'auteur du mémoire, joint à la requête d'*habeas corpus*, et les personnalités, dont il a recueilli et réuni les consultations, ont unanimement répondu par la négative. A l'appui de leur opinion, ils ont invoqué la Constitution vénézuélienne, les Codes et les règlements en vigueur. Mais les consultations des professeurs de droit n'ont pas toujours l'heur de convaincre les magistrats, même si, comme en l'espèce, elles abritent leurs conclusions derrière l'autorité de Kelsen, de Stammler, de Manzini et de Vidal. Le docteur Morris Sierraalta ne nous dit pas comment sa requête a été accueillie par le septième juge pénal de la circonscription judiciaire du district fédéral. Il ne nous reste donc qu'à classer sa brochure au double dossier de l'instabilité politique ibéro-américaine et de l'*habeas corpus* en Amérique latine !

J.-B.-H.

La detencion preventiva y la libertad del procesado eu la legislacion colombiana (La détention préventive et la liberté du prévenu dans la législation colombienne), par Nestor S. Rueda Rueda, thèse présentée devant la « Pontificia Universidad Javeriana », Bogota, 1962, 122 pages.

J'ai déjà trop souvent maltraité les mémoires présentés sous le nom de thèses, devant l'Université de Bogota (et je crains de jeter à nouveau, à ce propos, mon venin dans le présent numéro de la *Revue*) pour ne pas dire, dès l'abord, que le travail de M. Rueda me paraît de beaucoup supérieur à la moyenne de ceux dont j'ai déjà été appelé à rendre compte. Il n'est pas exempt de défauts. Le premier chapitre est un historique universel, simpliste et confus, et le dernier chapitre est inutilement consacré aux institutions du sursis, de la grâce et de l'amnistie. Mais l'étude des dispositions colombiennes sur la détention préventive est d'un intérêt général, parce que M. Rueda réussit, sans forcer le ton, à montrer comment les formules insuffisantes de l'article 379 du Code de procédure pénale colombien ont été déformées et rendues illusoires par les réformes introduites par les gouvernements successifs : décret n° 2184 du 19 octobre 1951, décret 0014 de 1955. L'étude de M. Rueda doit ainsi être vue dans une perspective historique et sa thèse ne fait pas double emploi avec celle de M. Sanchez Pulido dont j'ai naguère rendu compte dans cette *Revue* (1). M. Rueda émet, en conclusion, le vœu que la législation colombienne accueille la procédure de l'*habeas corpus*. Elle ne ferait que se conformer, en cela, à une tendance générale du droit ibéro-américain.

J.-B. H.

Esposizione di Giurisprudenza sul Codice Penale (1958-1963) *con indicazioni bibliografiche* (Exposé de jurisprudence sur le Code pénal (1958-1963) avec indications bibliographiques), sous la direction de Giuseppe Lattanzi, par les soins de O. de Pascalis et Giorgio Lattanzi, Milan, Dott. A. Giuffrè, Editore, 1964, 1730 pages.

L'Italie est un pays qui, avec son abondante jurisprudence et sa doctrine pleine de finesse, offre au criminaliste un champ d'études de premier ordre. Mais elle dispose de tant de revues qu'il n'est pas toujours facile de trouver ce que l'on cherche. Et il faut savoir gré à MM. de Pascalis et Giorgio Lattanzi d'avoir pris la peine de rassembler dans un gros livre, où la table des matières n'a pas été oubliée, toute la jurisprudence sur le Code pénal de 1958 à 1963 avec indication des innombrables notes et articles qui lui font cortège.

Les deux auteurs, qui se sont partagé cette tâche énorme, ont pris pour base le Code de 1930, dont ils ont rigoureusement suivi le plan. Ils ont, sous chaque titre du Code, donné d'abord quelques indications doctrinales d'ensemble, puis, sous chaque article, relevé successivement la doctrine et la jurisprudence s'il s'en rencontre. Lorsque, à propos d'un même article, plusieurs questions se sont posées dans la pratique, ils ont à chaque question consacré, dans l'ordre logique, un numéro et, sous chaque numéro, rangé dans l'ordre chronologique les sommaires de toutes les décisions publiées, qu'elles émanent de la Cour de cassation ou de la plus modeste des prétures.

L. H.

(1) 1960, p. 192.

A Concise Explanation of the Illinois Criminal Code of 1961 (Une explication succincte du Code pénal de l'Illinois de 1961), par Claude R. Sowle, Chicago (Ill.), Burdette Smith Company, 1961, 173 pages.

En vigueur depuis le 1er janvier 1962, le nouveau Code pénal de l'Illinois est une belle preuve de l'influence des travaux de l'*American Law Institute* et notamment de son *Model Penal Code*, sur les mouvements de révisions législatives aux Etats-Unis. Son exemple incite des travaux législatifs visant à remplacer des codes pénaux souvent périmés dans un certain nombre d'Etats des U.S.A. ; cela justifie pleinement la dizaine d'années d'efforts des membres de l'*American Law Institute* de Washington.

En effet, le Code pénal d'Illinois, remontant à 1827, était visiblement archaïque, d'autant plus que plusieurs révisions partielles n'avaient contribué qu'à donner une image confuse de la législation pénale de cet Etat. Le chaos législatif qui caractérisait le droit pénal de l'Illinois avant l'élaboration du nouveau Code pénal de 1961, est décrit d'une manière extrêmement convaincante dans la préface de ce projet législatif par les membres du Comité de révision. Il suffit de mentionner, par exemple qu'avant cette réforme, la législation pénale de l'Illinois était dispersée dans cent quarante-huit chapitres des statuts en vigueur, provenant de diverses périodes, superposés et souvent contradictoires. Un chapitre contient une disposition en vertu de laquelle le vol d'un cheval est punissable d'une peine minimum de trois ans de prison, tandis qu'un autre article d'une autre loi prévoit une peine minimum d'un an pour le vol d'une automobile. En outre, les formes possibles, variées, subtiles et complexes de ce seul délit de vol, se trouvaient décrites minutieusement dans le texte de pas moins de soixante-quatorze articles. Il n'est donc pas étonnant que l'administration de la justice ait eu une tâche extrêmement difficile dans ces conditions et que la réforme ait été ressentie comme urgente.

Ce manuel est destiné en premier lieu à des buts pratiques : rendre accessible aux praticiens de l'administration de la justice la nouvelle teneur de la législation pénale. Le professeur Claude R. Sowle, de la Northwestern University, y expose brièvement et clairement les changements adoptés, parmi lesquels il convient de signaler avec satisfaction l'usage désormais restreint, de la responsabilité stricte (*strict liability*), ce qui montre bien la force des nouvelles tendances représentées dans le *Model Penal Code*, expression moderne de la pensée juridique américaine.

Alexandra FLATAU-SHUSTER.

Proposed Minnesota Criminal Code (Le projet de Code pénal du Minnesota), préparé par l' *Advisory Committee on Revision of the Criminal Law*, et la *Minnesota Legislative Interim Commission*, Saint Paul (Minn.), West Publishing Co., 1962, 257 pages.

Préfacé par les membres du Comité préparatoire de codification, ce livre présente le projet de Code pénal du Minnesota de 1963. L'Etat de Minnesota est l'un des Etats américains, avec la Louisiane, le Wisconsin et l'Illinois, qui ont tenu à aborder courageusement la voie de la réforme législative tracée par le *Model Penal Code*, fruit d'une dizaine d'années de travaux difficiles et minutieux entrepris par l'*American Law Institute* de Washington.

Certes, le point de départ de chacune de ces réformes législatives devait forcément tenir compte de la situation de *lege lata* de l'Etat donné. Mais il y a indubitablement un caractère commun et essentiel qui rend impérieuse, tôt ou tard, une modification législative fondamentale dans la plupart des Etats des U.S.A. C'est notamment l'apparent archaïsme des législations pénales en vigueur, contenant des textes tombés en désuétude, des dispositions inapplicables et inadéquates à l'époque actuelle, devenues lettre morte. Aussi, la première question qui se posait au Comité préparatoire de la réforme législative de l'Etat du Minnesota, fut-elle : peut-on se contenter d'une remise à jour d'un texte législatif vieilli, sans procéder à une refonte de l'ensemble du Code pénal ? Suivant la voie adoptée par les Commissions respectives de codification des Etats de Louisiane, du Wisconsin et de l'Illinois, l'*Advisory Committee* de l'Etat du Minnesota a décidé qu'une solution partielle n'était pas satisfaisante.

Les législateurs de l'Etat de Minnesota indiquent clairement que la réforme envisagée — bien qu'insérée dans le cadre général de la législation actuellement en vigueur — reflètera les acquisitions modernes et les idées et institutions les plus récentes de la science juridique américaine. Le Code pénal de 1963 du Minnesota offre ainsi un profond rajeunissement de son aïeul, le Code pénal de 1885, mais surtout un re-examen minutieux et approfondi des innombrables problèmes théoriques et pratiques de la législation pénale.

Nous ne pouvons, dans le cadre d'un bref compte rendu, entrer dans les détails de cette œuvre nouvelle de codification, à laquelle prirent part le sénateur Harold W. Schultz ainsi que le professeur Maynard E. Pirsig de l'Université de Minnesota. Mais l'on peut facilement imaginer l'intérêt avec lequel un comparatiste abordera l'étude de ces deux réformes législatives — celle du Minnesota et celle de l'Illinois — et de l'écho qui s'y fait entendre des idées directrices du *Model Penal Code*.

Alexandra FLATAU-SHUSTER.

Osobennosti u regolovnyh kodeksov soiuznyh respublik (Les particularités des Codes pénaux des Républiques fédérées), recueil d'articles sous la direction générale de V. N. Men'šagin, Moscou, Juridičeskaja literatura, 1963, 545 pages.

Les « Fondements de la législation pénale de l'U.R.S.S. et des Républiques fédérées » de 1958, bien qu'ils traitent exclusivement la partie générale du Code pénal, ont laissé aux Républiques fédérées une certaine autonomie leur permettant d'introduire des dispositions qui leur sont propres dans certains articles de la partie générale des Codes pénaux. Dans notre article sur le Code pénal de la R.S.F.S.R. nous avons montré quel usage a fait le législateur de cette République de la liberté qui lui est octroyée par le législateur fédéral (1).

Les auteurs de l'ouvrage que nous présentons à nos lecteurs ont choisi la même voie, mais en l'étendant aux Codes de toutes les Républiques fédérées et en prenant pour base de comparaison des parties spéciales la partie spéciale du Code de la R.S.F.S.R.

En définitive, ils ont réussi à constituer une solide et complète source d'information concernant le droit pénal comparé de l'Union soviétique.

L'ouvrage débute par un article dû à la plume de M. Men'šagin et consacré aux « Fondements ». Ensuite viennent quinze autres articles — autant qu'il y a de Républiques fédérées — écrits par des juristes des Républiques fédérées correspondantes. L'étude du Code pénal de la R.S.F.S.R. a été faite aussi par M. Men'šagin.

Cependant, les auteurs ont malheureusement perdu de vue que l'utilisation de leur ouvrage serait moins difficile si celui-ci comportait une table analytique. Nous avons passé beaucoup de temps à essayer d'établir, à titre d'expérience, une liste comparative des circonstances atténuantes et aggravantes. Le résultat fut un peu décourageant. Nous craignons que cette difficulté n'empêche les chercheurs d'utiliser comme il le mériterait l'ouvrage de M. Men'šagin. Cette absence de table analytique n'est pas propre à cet ouvrage : on peut généralement reprocher aux éditeurs soviétiques d'ignorer complètement la nécessité de munir les ouvrages d'un certain genre d'une telle table, qui paraît réservée aux seuls codes.

En somme, c'est l'unique reproche que nous formulons à l'égard du livre examiné et nous souhaitons vivement que de semblables ouvrages soient publiés en d'autres matières : lois d'organisation judiciaire, codes civils, codes de procédure pénale et civile, ainsi que sur les codes actuellement en élaboration dans l'Union soviétique.

M. FRIDIEFF.

Entscheidungen des Obersten Gerichts der deutschen demokratischen Republik in Strafsachen (Décisions du Tribunal suprême de la République démocratique allemande en matière pénale), t. V, Berlin, V.E.B. Deutscher Zentralverlag, 1962, 424 pages.

Le cinquième volume des décisions rendues en matière pénale par le Tribunal suprême de la République démocratique allemande range ces décisions par catégories et par dates à la manière du quatrième dont nous avons précédemment rendu compte dans cette *Revue* (1961, p. 439).

Il couvre la période de 1958 à 1961.

En tête figurent les directives données aux tribunaux par l'Assemblée plénière du

(1) V. cette *Revue*, 1962, p. 75.

Tribunal suprême. Certaines touchent aux droits de la victime dans le procès pénal ; d'autres à l'emploi qu'il convient de faire des longues ou des courtes peines d'emprisonnement, des peines qui ne supposent pas privation de liberté, de la publicité du jugement de condamnation ; d'autres encore aux affaires de peu de gravité pour lesquelles il n'y a pas renvoi devant la juridiction de jugement ou pas lieu pour elle de prononcer une peine.

L. H.

Justiz im Dritten Reich (La justice sous le Troisième Reich), une documentation publiée par Ilse Staff, Francfort-sur-le-Main, Hambourg, Fischer Bücherei, 1964, 265 pages.

La dictature du Troisième Reich n'était pas bâtie tout crûment sur la force. Hitler tenait à donner un cachet de légalité à ses entreprises les plus monstrueuses, ainsi en particulier à ses persécutions contre les Juifs. Il lui fallait, sous le couvert des lois, avec la complaisance des juges, des avocats et des professeurs de droit, faire passer pour juste ce qui était le comble de l'iniquité.

Ilse Staff, dans un livre fortement documenté, nous montre comment, de 1933 à 1945, s'est opérée cette perversion du droit dont les signes avant coureurs étaient apparus déjà, avant 1933, sous l'empire ou, plus exactement, au mépris de la constitution de Weimar.

Pourquoi rappeler de si tristes souvenirs ? Pour empêcher, dit l'auteur, que ce qui s'est vu dans le passé puisse se voir encore dans l'avenir.

L. H.

Grundgesetz und Strafgesetzgebung (Loi constitutionnelle et législation pénale), par Andreas Hamann, Neuwied et Berlin, Luchterhand, 1963, 92 pages.

Un nouveau Code pénal s'élabore en Allemagne : le Dr Hamann, avocat et notaire, a cru le moment bien choisi pour rappeler au législateur ses devoirs vis-à-vis de la Constitution.

Son livre, qui témoigne de beaucoup de scrupules, n'est pas facile à résumer. N'en retenons que quelques idées, quelques conseils :

Que le législateur n'oublie pas d'incriminer la préparation à la guerre d'agression et les autres actes de nature à troubler la paix entre les nations.

Qu'il maintienne fermement à la base du droit pénal la faute et ne s'avise pas de substituer au *Tatstrafrecht* ce *Täterstrafrecht* si prisé au temps de l'hitlérisme.

Qu'il ne s'imagine pas que toute règle morale comporte une peine pour sanction.

Qu'il s'abstienne, le plus possible, d'édicter des peines, comme la réclusion perpétuelle, que le juge n'a pas le moyen de proportionner à la faute.

L. H.

Strafrechtliche Nebengesetze (Lois pénales annexes), publiées par Georg Erbs et Max Kohlhaas, mises à jour par Georg Erbs, Max Kohlhaas, Albert Lorz, Christian Mayr, Gerhard Potrykus et Walter Zipfel, 12e, 13e, 14 et 15e fascicules, Munich et Berlin, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, s.d., feuillets mobiles.

C'est à plusieurs reprises que nous avons dit tout le bien que nous pensions des *Lois pénales annexes* publiées par MM. Erbs et Kohlhaas (1). Cette collection s'enrichit régulièrement avec une ponctualité et une exactitude remarquables et devient une mine de connaissances presque inépuisables. Nous avons le plaisir de signaler que les douzième, treizième, quatorzième et quinzième mises à jour ont été publiées. Extérieurement cette collection a maintenant atteint sa forme définitive. Elle est présentée en trois classeurs et les éditeurs ne prévoient pas une augmentation telle qu'un quatrième serait nécessaire. Avec la quinzième mise à jour, l'ouvrage est maintenant complet. Il ne reste plus en effet qu'à y inclure des modifications qui, comme il s'agit d'un simple changement de feuillets, ne prendront pas beaucoup plus de place que les feuillets qu'ils remplaceront.

(1) V. notre dernier compte rendu dans cette *Revue*, 1963, p. 675.

L'ouvrage est mis à jour au 1er octobre 1964, ce qui correspond à peu près à l'état au 1er janvier 1965, car dans les derniers trois mois de l'année précédente, il n'y a eu que peu de modifications dans la matière du droit pénal auxiliaire.

Citons, parmi les lois nouvelles incorporées, entre autres la loi sur le contrôle des armes de guerre, la loi sur la distribution des écrits mettant la jeunesse en péril, nouvellement formulée (douzième mise à jour) ; des lois sur la protection des aliments (lait et graisses, sucre), sur les transports fluviaux intérieurs (treizième mise à jour). Ce qu'il y a de plus important à signaler dans la quinzième mise à jour, c'est l'augmentation des maxima prévus des amendes pour infractions, qui passent de cent cinquante à deux cents marks allemands, augmentation introduite par la deuxième loi pour la sûreté du trafic routier du 26 novembre 1964. Cette augmentation n'est valable que pour le droit fédéral. En ce qui concerne le droit pénal auxiliaire des *Länder*, de telles modifications restent dans le domaine de leur compétence législative.

Y. M.

Rechtslexikon. Handbuch des österreichischen Rechtes für die Praxis (Dictionnaire juridique. Manuel du droit autrichien pour la pratique), publié par F. Maultaschl, W. Schuppich et F. Stagel, Vienne, Verlag Brüder Hollinek, fascicules 38 à 41 inclus, octobre 1963 à août 1964, feuillets mobiles.

Rien n'est plus difficile que de continuer à travers les années une œuvre de publication juridique. Nous avons signalé plusieurs fois les divers fascicules du *Rechtslexikon* dont la publication remonte à 1956 ; la régularité et la ponctualité avec lesquelles les fascicules ont paru depuis sont remarquables et doivent être soulignées (1).

Cette fois-ci, les auteurs ont traité plutôt de questions de droit civil et il n'y a pas grand-chose à signaler pour les pénalistes, si ce n'est l'article de M. Gaisbauer sur l'alcooltest contenu dans le 39e fascicule de janvier 1964. Il s'agit de la constatation par voie chimique de la proportion d'alcool contenue dans l'haleine. La notice indique d'abord l'exécution du test (quelles sont les personnes compétentes pour l'appliquer, dans quelles conditions il peut être appliqué et le déroulement du procédé), puis son exploitation, ce qu'il prouve d'abord en général, ensuite chacun des faits à prendre en considération et les causes d'erreur. L'auteur étudie alors le but et la valeur de ce test en tant que preuve devant les tribunaux, ainsi que les dispositions pénales et celles concernant les frais s'y rapportant. On peut s'étonner que la bibliographie indiquée en fin d'article ait déjà atteint une telle ampleur en ce qui concerne un sujet aussi nouveau.

Y. M.

A Trial in Burma, The Assassination of Aung San (Un procès en Birmanie. L'assassinat d'Aung San), par Maung Maung, La Haye, Martinus Nijhoff, 1962, 117 pages.

M. Maung Maung est docteur en droit de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas) et professeur de droit dans son pays (Birmanie). Il a été, pendant un certain temps, sous le régime du général Ne Win, substitut du procureur général de la République (1958-1960). Il a rédigé ce livre dans le cadre du programme de recherches sur l'Asie du Sud-Est de l'Université de Yale (U.S.A.).

Le 19 juillet est la journée des Martyrs de Birmanie. C'est le jour où ont été assassinés le leader national birman Aung San et ses compagnons pendant qu'ils se trouvaient réunis dans leur Conseil exécutif, en 1947. L'ampleur de ce crime a bouleversé à l'époque la conscience du monde entier, elle a secoué la jeune nation de Birmanie, qui faisait alors les premiers pas de sa renaissance.

Ce livre retrace, pour la première fois, l'histoire complète de cet événement. Il en donne l'arrière-plan politique, il passe en revue tous les personnages qui y ont pris part, il fait état, enfin, du procès de U Saw, lui-même ancien premier ministre et homme qui avait organisé et dirigé le complot. Des extraits de l'histoire de Birmanie traversent en filigrane d'un bout à l'autre les pages de ce livre, avec des instantanés pris sur l'action du peuple, lequel a prêté la main pour écrire le dernier épisode de cette histoire.

La Birmanie est un des pays du Sud-Est asiatique qui a conquis sa liberté et sa démo-

(1) V. notre compte rendu précédent dans cette *Revue*, 1964, p. 484.

cratie au prix de pénibles efforts et de moments difficiles. Il a connu une insurrection communiste, des mutineries et des soulèvements de toutes sortes, il a connu un manque total de légalité laissé en héritage par la guerre. Mais il n'a jamais cessé de croire à la valeur des principes démocratiques inscrits dans sa Constitution et il a pu ainsi survivre dans la dignité et l'honneur, malgré toutes les vicissitudes de son histoire.

C'est donc dans le cadre du règne du droit enfin rétabli que U Saw et ses hommes ont été jugés, en bénéficiant de toutes les garanties de la justice au sens le plus moderne du terme. La leçon historique qui a pu être tirée de leur procès pour l'avenir, c'est que le crime ne paie pas et que la politique par assassinat paie encore moins.

M. Maung Maung a servi, pendant la guerre et la résistance, dans l'armée commandée par Aung San. Son livre est donc celui d'un témoin.

K. STOYANOVITCH.

Die Kleinstaaten Europas (Les petits Etats d'Europe), par Clemens Amelunxen, Hambourg, Verlag Kriminalistik, 1964, 124 pages.

Il y a en Europe cinq petits Etats, les plus petits de tous, qu'on regarde volontiers comme des Etats d'opérette : trois complètement encerclés dans un grand Etat, Monaco en France, Saint-Marin et la cité du Vatican en Italie ; deux autres intercalés entre deux Etats : le Liechtenstein entre la Suisse et l'Autriche, l'Andorre entre la France et l'Espagne. Le Dr Amelunxen, conseiller de Cour d'appel, ne s'est pas borné, comme tant d'autres, à les visiter en touriste : il y a fait d'assez longs séjours, est entré en liaison avec les autorités du lieu et nous présente de ces curieux pays non seulement l'histoire et la géographie mais encore les institutions : magistrat et criminologue, il s'est appliqué surtout à nous peindre l'organisation fort originale de la justice et de la police.

On ne lira pas sans agrément un livre tiré pour une bonne part d'articles déjà parus dans la revue *Kriminalistik*, qui témoigne d'autant de conscience que de finesse d'analyse, qui s'accompagne de tableaux comparatifs et d'une précieuse bibliographie et que viennent égayer d'intéressantes photographies.

L. H.

VIII. — ENFANCE ET ADOLESCENCE DÉLINQUANTES

Child Law (Le statut juridique de l'enfant), par Thomas E. James, avec un chapitre sur *Conflict of Laws*, par Gareth Jones, Londres, Sweet et Maxwell, 1962, 202 pages.

Les études anglaises sur le statut juridique de l'enfant sont assez nombreuses, mais elles se limitent généralement à un ou à quelques aspects tels que le droit de l'enfant dans la famille, le statut de l'enfant légitime, illégitime, adoptif, l'enfant dans le droit pénal, etc.

M. James a essayé d'esquisser une sorte de synthèse. Il s'efforce notamment de présenter un tableau comparatif des institutions juridiques concernant le droit de l'enfance dans ses divers aspects et selon l'ordre chronologique. L'entreprise est rendue difficile par le système de la *common law* et les principes de l'*equity* selon lesquels les lois anglaises se superposent non sans se chevaucher parfois.

Le mérite de l'auteur est d'embrasser la très vaste jurisprudence qui s'étend sur plusieurs siècles. En prenant comme point de départ les droits des parents envers leurs enfants, M. Thomas James expose d'abord la situation de l'enfant légitime, puis celle de l'illégitime. Viennent ensuite les problèmes de l'adoption, de la protection de l'enfance maltraitée ou négligée, de l'éducation et du travail des adolescents. Les biens de l'enfant, sa capacité juridique d'en disposer, l'acquisition et la perte de la propriété, ses obligations, n'ont pas été oubliés.

La dernière partie est consacrée au droit pénal des mineurs d'âge. Après un bref historique, l'auteur explique les fonctions du tribunal des mineurs et indique les modalités du traitement des délinquants mineurs et des enfants *in need of care or protection*. Une description détaillée des peines et des mesures applicables suivant les règles de la procédure est suivie du témoignage des enfants. Le dernier chapitre, écrit par M. Gareth Jones, étudie les conflits de lois.

Ce traité du droit de l'enfance est si riche qu'il n'est pas possible d'en faire un compte

rendu détaillé dans cette courte note bibliographique. Il faut souligner seulement sa valeur juridique et historique ; plus de quatre-vingts lois anglaises (en commençant par les *Statutes of Merton* de 1235) y sont citées et plus de trois cent-cinquante cas de jurisprudence analysés.

Cet ouvrage sera précieux pour les spécialistes qui désirent se documenter sur le droit anglais concernant l'enfance.

H. VEILLARD-CYBULSKA.

Položai mladih punoletnika u krivičnom pravu (La situation des jeunes adultes délinquants dans le droit pénal), par Lubisa Lazarević, Belgrade, Edition de l'Institut de criminologie, 1963, 316 pages.

La loi du 30 juin 1959 sur la modification des dispositions du Code pénal concernant le régime pénal des mineurs avait introduit, tout en maintenant la séparation des jeunes délinquants suivant leur âge, une innovation importante dans la législation pénale yougoslave. En créant un groupe nouveau de jeunes délinquants, juridiquement majeurs, âgés de dix-huit à vingt et un ans, mais auxquels le juge peut appliquer, dans des conditions spéciales, certaines mesures de rééducation, le législateur yougoslave s'est rangé parmi ceux qui considèrent que l'âge légal ne coïncide pas nécessairement avec l'âge de la maturité personnelle qui doit être déterminante pour le jugement et le traitement de l'auteur. M. Lazarević a choisi comme sujet de son étude le problème des jeunes adultes délinquants qui intéresse actuellement tous les systèmes pénaux et que le VI[e] Congrès international de défense sociale, tenu à Belgrade en 1961, avait pris comme thème de ses discussions.

L'ouvrage présenté par M. Lazarević est précédé d'une préface de M. Nikola Srzentić, juge à la Cour constitutionnelle, qui fut président du Comité d'organisation du VI[e] Congrès international de défense sociale. M. Srzentić ne cache pas les difficultés du problème et les oppositions que soulève la création dans les codes pénaux modernes d'une catégorie à part des jeunes délinquants, en insistant sur les mérites de M. Lazarević d'avoir abordé ce problème avec le sérieux d'un scientifique.

Dans la première partie l'auteur fait une brève description historique de la délinquance juvénile dans les différentes législations pénales depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Il constate avec satisfaction que la question concernant les jeunes adultes délinquants est actuellement à l'ordre du jour dans un grand nombre de pays où se confrontent partisans et adversaires sur la nécessité d'un traitement particulier applicable à cette catégorie de délinquants. Il examine ensuite les différentes méthodes utilisées par toutes les législations pénales pour définir le statut légal du délinquant d'après son âge. M. Lazarević est contre l'établissement de cloisons étanches entre mineurs, jeunes adultes et adultes, la pratique ayant démontré que le processus de maturation criminelle varie suivant l'individu. Il faut examiner la personnalité du délinquant sous tous les aspects : bio-psychologiques, sociologiques et juridiques pour déterminer la responsabilité du délinquant, et non seulement d'après son âge. La tendance nouvelle, dans le droit pénal moderne, pour la création d'un régime particulier applicable aux jeunes adultes délinquants donne l'occasion à l'auteur de souligner les avantages d'une telle législation.

En ce qui concerne les différentes catégories d'infractions commises par les jeunes d'après les statistiques pour la période 1953-1958, l'auteur compare les chiffres pour montrer l'évolution de la délinquance juvénile en Yougoslavie et déterminer les causes qui ont influencé les jeunes à violer les règles de la société. Mais le problème essentiel restant la situation des jeunes adultes délinquants, M. Lazarević étudie les dispositions de l'article 79 du Code pénal yougoslave et les conditions de leur application. En vertu de ce texte le juge a le pouvoir d'appliquer au jeune adulte auteur du délit, s'il n'a pas atteint vingt et un ans révolus au moment du jugement et si la peine prévue par la loi est supérieure à cinq ans, soit la mesure de surveillance renforcée par l'organe de tutelle, soit une mesure de rééducation dans une maison spéciale jusqu'à l'âge de vingt-trois ans accomplis. Trois conditions sont nécessaires pour qu'une telle mesure soit appliquée : *a*) que le délinquant soit conscient de son acte ; *b*) que la peine prévue soit supérieure à cinq ans ; *c*) la gravité de l'acte.

L'auteur précise que les délinquants jeunes adultes n'ont pas, en principe, un statut pénal autonome différent des statuts des mineurs ou des adultes. On leur applique en

général les dispositions prévues pour les adultes. La différence essentielle se trouve dans les dispositions de l'article 79 qui donne droit au juge yougoslave d'appliquer aux jeunes adultes délinquants soumis en principe aux règles du droit commun, et sous certaines conditions, des mesures d'éducation. Il en ressort que la procédure criminelle applicable aux jeunes âgés de dix-huit à vingt et un ans est celle qu'on applique aux adultes, avec possibilité toutefois de leur appliquer certaines règles de procédure prévues pour les mineurs, si le jeune adulte délinquant remplit les conditions de l'article 79 en liaison avec les dispositions de l'article 421 du Code de procédure pénale.

M. Lazarević s'est efforcé de savoir si depuis la promulgation de la loi de 1959 les dispositions de l'article 79 ont trouvé une application dans la pratique, en particulier dans la République de Serbie. Il constate avec une certaine tristesse que les tribunaux de Serbie appliquent rarement les dispositions de l'article 79 aux jeunes adultes délinquants. Ainsi pendant la période de 1960 et 1961 plusieurs milliers de jeunes adultes âgés de dix-huit à vingt et un ans ont été condamnés, mais la surveillance renforcée des organes de tutelle a été appliquée à douze personnes et une mesure de rééducation à quarante-deux. L'auteur conclut qu'il faudra attendre une période plus longue pour voir si les dispositions de l'article 79 recevront une application générale.

D'autres questions aussi importantes, telles que le choix des sanctions pénales contre les jeunes adultes délinquants, la classification des condamnés, la création d'établissements spéciaux pour les jeunes adultes, l'application de la peine et des mesures d'éducation sont examinées par M. Lazarević. Elles présentent un grand intérêt pour les chercheurs qui s'intéressent au droit pénal yougoslave.

Th. PETROFF.

Evolution des techniques de semi-liberté et de réinsertion sociale, compte rendu des travaux de la 7e journée d'études de l'A.R.S.E.A. de Bourgogne-Franche-Comté, « Sauvegarde de l'enfance », octobre-novembre 1964, 45 pages numéro spécial.

« Il est très encourageant de constater que les éducateurs, dans leur ensemble, se refusent à une attitude conservatrice dans leur travail, mais recherchent activement à adapter ce travail aux besoins des adolescents et de la société, cette adaptation des besoins de l'individu et de son milieu étant incontestablement un des plus sûrs gages d'adaptation sociale ».

C'est sur cette phrase pleine de bon sens et de confiance que se termine le compte rendu des travaux de la septième journée d'études de l'Association régionale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de Bourgogne-Franche-Comté (Dijon, 23 sept. 1963), et l'on ne saurait mieux exprimer l'impression qui ressort des travaux auxquels *Sauvegarde de l'enfance* a consacré la moitié de son numéro d'octobre-novembre 1964.

Le thème, « évolution des techniques de semi-liberté et de réinsertion sociale », fait parfaitement ressortir la double préoccupation des directeurs d'institutions, et plus particulièrement le rôle que peut jouer la semi-liberté comme transition entre la vie en internat et la vie normale. On ne reviendra pas sur les difficultés qui peuvent surgir, jusqu'à parfois compromettre l'œuvre de rééducation, de la reprise brusque de la vie libre après un séjour plus ou moins long en milieu fermé. Mais aussi, et à peine d'échec, il importe que la préparation du retour à la vie libre se fasse, non selon des formules uniques et immuables, mais en tenant compte de la personnalité du jeune, d'une part, et d'autre part, et à un égal degré, de ce que la société attend de ce jeune.

La lecture des cinq rapports présentés à la journée de Dijon montre que leurs auteurs sont, non des théoriciens, mais des praticiens qui se heurtent journellement aux difficultés dont ils parlent, et qui s'efforcent de les résoudre. La Bourgogne et la Franche-Comté sont relativement (au moins en ce qui concerne la diversité des établissements) bien équipées en matière de semi-liberté, et cela a permis aux rapporteurs, directeurs ou responsables de foyers, d'étudier le processus de la réinsertion sociale des filles et des garçons, caractériels ou débiles mentaux, d'âge scolaire ou adolescents, et, par la variété même des types traités, de montrer les ressources de la semi-liberté.

On ne s'étonnera pas de voir les efforts éducatifs se rejoindre, par différents cheminements, toujours à revoir, toujours à adapter, sur les problèmes les plus préoccupants et qui sont : les relations avec autrui, le travail (la formation professionnelle et aussi la stabilité dans l'emploi, également pour les filles la formation ménagère et la préparation à leur vie de femme responsable d'une famille), l'organisation des loisirs enfin, peut-être

le problème le plus délicat car il s'agit d'abord de faire comprendre aux jeunes que « loisir » ne devrait jamais être synonyme de « temps perdu ».

Ce n'est pas la première fois que nous rendons compte des travaux des associations régionales de sauvegarde. Point n'est donc besoin d'insister sur leur valeur et leur intérêt de témoignages vécus et actuels.

J. F.

Growth to Freedom. The Psychosocial Treatment of Delinquent Youth, par Derek Miller, Londres, Tavistock Publications, 1964, 224 pages.

On admet maintenant que le traitement institutionnel réservé aux cas les plus graves des délinquants mineurs d'âge, implique une post-cure, c'est-à-dire une réinsertion guidée et graduelle dans la vie normale. Cette phase n'apparaissait pas nécessaire aussi longtemps qu'on avait l'illusion de « corriger » complètement en établissement les jeunes envoyés « en correction ». On ne se rendait pas compte qu'à l'inadaptation primaire qui avait motivé l'internement, venait s'ajouter une désadaptation secondaire due au caractère artificiel, contre nature de l'internat et que l'hospitalisation peut donner naissance au phénomène dénommé « hospitalisme ». D'autre part, on méconnaissait le danger du passage brusque de la vie en institution à la vie libre, où l'adolescent « libéré » retrouve tout d'un coup le milieu de vie (famille, quartier, copains, tentations diverses) qui avait contribué à son inadaptation sociale.

C'est ainsi que pour éviter des rechutes qui sont souvent plus graves que les premiers délits, de nombreuses lois pénales (dont la loi anglaise) prévoient une post-cure après la libération d'un établissement de rééducation. Mais on sait que cette post-cure est encore loin d'être développée comme il convient dans la plupart des pays.

Pour faire de la post-cure une phase aussi importante que le traitement en internat, un centre-pilote, foyer ouvert, a été créé à Northway (Angleterre) avec un programme de traitement psycho-social et une équipe de spécialistes bien choisie. Le Dr Miller (psychanalyste et consultant psychiatrique de *Tavistock Clinic Adolescent Unit* et *Herts Training School*) décrit dans son livre les premiers résultats de cette expérience.

Dans l'introduction, M. Frank Foster, directeur de la post-cure correctionnelle (*Borstal, After-Care*) montre d'abord comment l'idée de ce traitement spécial a été conçue et réalisée grâce à la collaboration parfaite d'un groupe de gens aussi éclairés que dévoués.

L'« aventure » commença en janvier 1961 par l'arrivée des quatre premiers garçons, ex-élèves d'une maison de correction. A ce jour, vingt et un adolescents (sélectionnés d'après les mêmes critères qu'un groupe de contrôle) ont été traités, aidés, guidés, suivis pendant deux ans et demi.

L'ouvrage relate les méthodes de traitement utilisées. Après avoir décrit la sélection des mineurs, leurs personnalités, les effets de l'institutionnalisation et des privations émotionnelles, ainsi que les actifs et passifs des garçons, l'auteur consacre trois chapitres aux techniques thérapeutiques. Les relations individuelles et celles du groupe, le système social et la resocialisation des jeunes, y sont traités à tour de rôle. L'évaluation des succès et échecs et la comparaison des résultats avec ceux du groupe de contrôle, permet de déduire que même les individus dont le pronostic a été tout à fait défavorable n'ont pas récidivé, lorsqu'ils ont reçu le soutien matériel, psychologique et social dont ils avaient besoin.

L'expérience de Northway montre encore que les résultats obtenus ne concordaient pas avec le diagnostic standard posé lors de l'examen clinique. Ainsi de deux garçons à réactions schizophréniques, l'un récidiva, tandis que l'autre évolua bien. On n'a pas trouvé non plus de corrélation entre la durée du séjour en établissement et la réussite ultérieure : un des garçons qui avait le plus long séjour institutionnel (quinze ans) ne tarda pas à rejoindre les récidivistes condamnés pour vol. En revanche, l'auteur attribue les échecs au manque de relation valable entre jeune et adulte. Les garçons qui n'ont pas réussi à Northway, n'étaient pas capables de nouer des relations personnelles avec un adulte. Ils étaient si repliés sur eux-mêmes, si hypersoupçonneux que toutes les bonnes intentions du côté des adultes ont été mal interprétées et perçues comme hostiles.

On pourrait évidemment discuter certaines opinions de l'auteur, surtout celles qui sont peut-être trop exclusivement basées sur la psychologie des profondeurs, mais on

ne peut que l'approuver lorsqu'il considère la post-cure comme une phase décisive du traitement des cas les plus graves, phase opérationnelle qui nécessite des conceptions et des méthodes neuves.

H. VEILLARD-CYBULSKI.

Erneuerung des Strafvollzugs (Renouvellement de l'exécution pénitentiaire), édité par la Section des sciences sociales de Goetheanum Dornach (Suisse), cahier 1, Dornach, Philosophisch-Anthroposophischer Verlag am Goetheanum, 1963, 55 pages.

La Section des sciences sociales de la Société anthroposophique universelle, dont le siège est à Dornach (Suisse) paraît vouloir publier quelques cahiers sur la réforme de l'exécution des peines, envisagée dans l'optique de cette association philosophique. Fondée par Rudolf Steiner en 1923, elle se définit comme une « association de personnes désireuses de cultiver la vie de l'âme dans l'individu et dans la société humaine en se fondant sur la vraie connaissance du monde spirituel ».

Le premier cahier contient cinq exposés dont deux sont particulièrement intéressants. Le juge des mineurs Kahl (Hagen, Allemagne fédérale) expose le système des *règles de conduite* (*Weisungen*) du droit pénal des mineurs allemand Il s'agit d'une institution juridico-pédagogique originale qui figure aussi dans le Code pénal suisse. On pourrait la définir comme une mesure complémentaire de la liberté surveillée ayant pour but soit de préserver le jeune délinquant d'une rechute, soit de l'obliger à réparer de façon plus ou moins symbolique le mal qu'il a causé. La loi allemande sur les tribunaux pour mineurs (*Jugendgerichtsgesetz*) donne les huit exemples suivants de règles de conduite :

1°-2° Assignation de résidence (localité, famille ou institution déterminée).
3° Apprentissage ou emploi déterminé à accepter.
4° Exécuter un certain travail.
5° S'abstenir de fréquenter certaines personnes ou certains locaux publics.
6° S'abstenir d'alcool ou de tabac.
7° (Pour les contrevenants aux règlements de circulation) suivre un cours de police sur la circulation routière.
8° Se soumettre au traitement d'un spécialiste, auquel le représentant légal — et le mineur s'il a plus de seize ans — a donné son approbation.

Cette énumération est donc exemplaire et non limitative. Le juge des mineurs Holzschuh, de Darmstadt (1) s'est acquis une réputation particulière par l'imagination qu'il a déployée pour inventer des règles de conduite pédagogiques. Le juge des enfants bruxellois Slachmuylder a montré (2) le parti que l'on peut tirer des réparations symboliques comme complément de la liberté surveillée. Dans le cahier anthroposophe analysé ici, un pédagogue bâlois, M. K. Heymann conteste la valeur pédagogique des règles de conduite imposées par un juge. Il estime que la notion de peine, qui est associée à celle de juge, contredit formellement la notion d'éducation. Seule la punition infligée par des parents peut éduquer. Cette argumentation nous paraît infirmée par l'expérience. Plus sérieuses nous semblent les critiques faites en Allemagne contre le moralisme un peu naïf de certaines règles de conduite. On a souvent cité l'exemple de l'obligation faite à un mineur qui avait involontairement tué un piéton en roulant imprudemment à vélo, d'aller fleurir sa tombe pendant six mois. Les effets psychogènes d'une telle « règle » semblent évidents. En revanche, la réparation du dommage totale ou partielle se justifie à l'égard de jeunes vandales indifférents au tort qu'ils causent à leurs victimes. Certaines règles de conduite proprement dites peuvent certainement s'inscrire dans le cadre des mesures éducatives comme la liberté surveillée, mais la pratique nous a convaincus qu'il fallait en user modérément et pour un temps limité : par exemple, interdiction de rouler à vélomoteur pour le jeune contrevenant récidiviste et imprudent ; abstention de boissons alcooliques pour le jeune automobiliste récidiviste du délit d'ivresse au volant ; fixation des heures de rentrée le soir pour l'adolescent incapable de revenir chez lui avant minuit, etc. De telles prescriptions ne peuvent être imposées par le juge que s'il dispose de sanctions *sui generis* pour le cas où le mineur désobéit. Dans le canton de Vaud (Suisse), le juge peut infliger des arrêts de fin de semaine au mineur qui se soustrait à ses ordres. En vertu de l'adage *de minimis non curat praetor*, il nous semble que le juge doit être réservé dans l'imposition de règles de conduite. En revanche, le délégué à la liberté surveillée est dans son rôle en fixant certains prescriptions à des jeunes gens indisciplinés, surtout lorsqu'il obtient l'accord des parents.

Pour en revenir à l'étude du groupe anthroposophe, on peut se demander si en considérant les règles de conduite comme l'esquisse d'une nouvelle conception de l'exécution des peines, il n'a pas méconnu le caractère révolutionnaire du droit des mineurs dans son ensemble. Le grand juriste américain Roscoe Pound a déclaré que la création de ce droit nouveau était la révolution juridique la plus importante depuis la Grande Charte de 1215.

Dans un autre article de la brochure analysée, le pédagogue bâlois Heymann, déjà cité, décrit notre ignorance de l'influence psychique et morale de la détention. Et pourtant, l'emprisonnement reste un des moyens essentiels de notre droit pénal.

Maurice VEILLARD-CYBULSKI.

(1) K. HOLZSCHUH, « Erziehung und Strafe im deutschen Jugendstrafrecht », in *Bekämpfung der Jugendkriminalität*, her. vom Bundeskriminalamt, Wiesbaden, 1955, p. 147 et s.

(2) L. SLACHMUYLDER, « Les réparations symboliques », tirage à part de la *Revue (belge) de droit pénal et de criminologie*, janvier 1964, 28 pages.

Juvenile Vagrancy. A Socio-Ecological Study of Juvenile Vagrants in the Cities of Kanpur and Lucknow (Vagabondage des mineurs. Etude socio-écologique de jeunes vagabonds à Kanpur et Lucknow), par Shankar Sahai Srivastava, Londres, Asia Publishing House, 1963, 254 pages.

Cette étude, qui a valu à son auteur le titre de docteur, est le fruit d'une recherche laborieuse. M. Shankar Sahai Srivastava a parcouru les rues, les *slums* et ce qu'il appelle les « zones opérationnelles » de deux villes indiennes pour y étudier trois cents jeunes vagabonds de sept à dix-huit ans. Il s'est entretenu à maintes reprises avec eux, avec leurs familles et leurs groupes afin de mieux comprendre le phénomène et l'interpréter correctement. De nombreux diagrammes ainsi que des plans et cartes topographiques, exécutés par l'auteur lui-même, aident à saisir les divers aspects du vagabondage juvénile et son fond étiologique.

Dans sa préface, le professeur Radhakamal Mukerjee qualifie cet ouvrage de « livre important et révélateur ». Ces adjectifs sont bien justifiés car nous sommes encore peu renseignés de façon compétente, sur la psychologie sociale de l'Asie.

H. VEILLARD-CYBULSKI.

Bibliographie Freundschaftseros (Bibliographie de l'éros des jeunes), par Ernst Günther Welter, Francfort-sur-le-Main, Dipa-Verlag, 1964, 145 pages.

Nos lecteurs connaissent la collection *Série d'écrits concernant la détresse de la jeunesse*, dont nous avons publié le compte rendu d'un ouvrage (1). Le dernier volume paru, *Bibliographie de l'éros des jeunes*, par M. Ernst Günther Welter, a pour but de distinguer entre deux notions, l'érotique de l'amitié, qui est une belle chose et dont traitent de nombreux ouvrages sérieux et même de grandes œuvres de la littérature, et l'homosexualité et certaines de ses formes qui sont punissables. Le régime national-socialiste avait volontairement confondu les deux afin d'avoir une raison de plus pour poursuivre certaines personnes considérées comme ennemies du régime. L'auteur estime que cette situation peut avoir des conséquences graves et cite l'exemple suivant : un professeur recevant les confidences d'un de ses élèves malheureux dans son foyer lui pose amicalement un bras sur l'épaule ; il est dénoncé par un camarade jaloux de l'élève et a ensuite les pires ennuis. Le but poursuivi par l'auteur est évidemment utile. Toutefois l'ouvrage n'est pas à mettre entre toutes les mains car si l'on y trouve une bibliographie sur l'éros pur de l'amitié, on n'y rencontre pas moins tous les ouvrages traitant de sujets plus scabreux, tels l'amour des animaux, la pédérastie, etc. Il ne s'agit pas

(1) E. G. WELTER, *Die Sprache der Teenager und Twens*. V. cette *Revue*, 1964, p. 718.

d'ailleurs seulement d'une bibliographie, mais également d'une énumération de revues, de statues, de peintures et de photographies.

Y. M.

Clubs de prévention, ouvrage publié par le Centre de formation et de recherche de l'Education surveillée, Paris, Editions Cujas, 1964, 172 pages.

On ne saurait trop dire et répéter l'importance de la prévention, dans le domaine de la délinquance comme dans tout autre domaine, et sa supériorité sur les meilleures méthodes de rééducation. Les efforts de prévention de la délinquance juvénile qui ont été entrepris en France depuis des années sont encore trop peu connus (1) et c'est une première raison d'accueillir avec satisfaction la publication par le Centre de formation et de recherche de l'Education surveillée d'une étude sur les « clubs de prévention ».

Mais il faut en outre souligner la valeur de cette recherche aussi bien sociolologique que pédagogique.

Les auteurs ne se bornent pas, en effet, à décrire diverses formules de clubs de prévention : ils s'efforcent d'analyser et de mettre à jour, à travers des structures et des méthodes encore mouvantes, ce qu'il peut y avoir de constant dans leur action pédagogique ; ils font ressortir en même temps, les rapports étroits qui existent entre cette action et les caractéristiques accusées du milieu social de la « clientèle » spécifique des clubs de prévention. L'étude sociologique et psycho-sociologique de ces quartiers urbains en marge de la société normale, où se rencontre un taux élevé d'inadaptation et de délinquance juvéniles, permet de comprendre pleinement la nature et les formes de l'intervention préventive.

Un autre intérêt de cet ouvrage est qu'il constitue une recherche d'un type très particulier, une recherche « engagée » qui implique la collaboration continue des théoriciens et des praticiens engagés dans l'action : l'étude, en effet, a bénéficié du concours constant des éducateurs des clubs de prévention ; leur expérience, leur connaissance irremplaçable du milieu et leur participation à l'action quotidienne assurent qu'aucun problème sérieux n'a échappé aux enquêteurs, et que l'abstraction scientifique nécessaire n'a jamais conduit à méconnaître la réalité.

S'il est pratiquement impossible d'évaluer avec précision les effets de l'intervention préventive, on peut cependant apprécier la portée d'ensemble des expériences qui sont ici analysées : elle est considérable.

Les clubs de prévention contribuent à réduire l'inadaptation juvénile dans leur secteur d'action ; ils ont aussi une influence heureuse sur les adultes, sur les familles, dont ils normalisent les rapports à l'intérieur du quartier, et surtout avec le milieu social extérieur ; mais de plus, ils agissent comme des catalyseurs à l'égard des divers services publics, qui ont besoin souvent d'être stimulés pour prendre conscience des problèmes de pathologie sociale.

Citons enfin l'avertissement sur lequel se termine l'ouvrage : les clubs de prévention « mettent quotidiennement et concrètement en évidence le danger qu'il y a à laisser se créer dans des zones défavorisées ou mal structurées ce qui tend à devenir progressivement des isolats sociaux où se constitue une sub-culture génératrice de conflits avec la société globale ». Certains sont d'origine toute récente, et « le risque de voir s'en créer de nouveaux existe donc, soit d'une façon délibérée par le regroupement de personnes déplacées, soit par l'évolution plus ou moins rapide de certains quartiers « colonisés » par des immigrants, affrontés à des difficultés considérables d'acculturation, soit même simplement par l'isolement et le sous-équipement de certains ensembles neufs d'habitations. Une des leçons qu'on peut tirer de l'expérience des clubs est qu'il faut s'opposer à ces reconstitutions en prenant des mesures appropriées avant que ne se structurent des attitudes marginales ».

Souhaitons que cette étude soit lue non seulement des spécialistes, mais de tous ceux qui s'intéressent à la jeunesse et aux problèmes sociaux, et que les leçons qui s'en dégagent soient entendues des pouvoirs publics !

Jacques VÉRIN.

(1) On trouvera une intéressante bibliographie du sujet en annexe, page 167 et s.

Annales de Vaucresson 1963, Publication du Centre de formation et de recherche de l'Education surveillée, Paris, Editions Cujas, 1964, 230 pages.

Après quelques années passées à réunir patiemment et sans bruit les moyens importants et modernes indispensables à notre époque : équipe multidisciplinaire de chercheurs, bibliothèque considérable, équipement statistique, réseau de collaborateurs en province, budget assuré dans le cadre du Plan, le Centre de Vaucresson de l'Education surveillée (1) apparaît aujourd'hui comme un instrument de recherche de premier ordre. Sa prochaine transformation en Etablissement public est une consécration. Mais si l'on voulait une preuve de sa vitalité, elle nous serait donnée par la variété et la valeur des ouvrages qui rendent compte de ses premiers travaux.

Une première collection, *Etudes et documents*, atteste, par son souci pédagogique, que le Centre de Vaucresson n'a jamais séparé dans ses préoccupations la Recherche de l'Enseignement. La formation initiale de «L'éducateur de jeunes délinquants» (2) est maintenant donnée à l'Ecole d'Etat de Savigny-sur-Orge ; mais c'est à Vaucresson que se déroulent les sessions d'études des juges des enfants, ainsi que de nombreux stages de perfectionnement ou colloques. De ces rencontres et de ces échanges d'expérience et de réflexion entre les spécialistes les plus divers de la rééducation et de la criminologie, nous pouvons attendre des comptes rendus enrichissants.

La seconde collection est plus spécialement chargée de présenter les résultats des *Enquêtes et recherches* menées par l'équipe de chercheurs de Vaucresson.

Plusieurs études ont déjà été publiées dans cette collection ; la plus récente est consacrée aux « Clubs de prévention » (3).

Enfin les *Annales de Vaucresson* constituent une troisième série de publications qui a pour but de mettre au courant, année par année, de l'état des travaux de recherche conduits à Vaucresson dans le domaine de la délinquance juvénile. Le premier numéro, dont il est ici rendu compte, porte sur l'année 1963.

Ses articles sont répartis sous trois rubriques : Etudes, Notes et Documents, Chronique bibliographique.

La distinction ne sera peut-être pas toujours facile à opérer entre les deux premières rubriques qui groupent l'une et l'autre des comptes rendus de recherches, des présentations de résultats et des réflexions méthodologiques ; c'est peut-être le stade de la recherche ou de l'enquête qui servira à les différencier, car il est indiqué dans l'avant-propos que les Notes et Documents « précisent un moment dans le déroulement des travaux » tandis que les Etudes dressent le bilan de recherches achevées.

Nous trouvons dans ces premières *Annales de Vaucresson* une étude du Dr P.-R. Bize, sur la psycho-motricité des mineurs d'un Centre d'observation comparée à celle de diverses populations de non-délinquants ; la première partie d'une étude des docteurs D.-J. Duche et C. Col consacrée aux facteurs de l'inadaptation sociale juvénile tels qu'ils ressortent de la comparaison de différents groupes de jeunes inadaptés, délinquants ou non-délinquants ; une étude de M. Y. Chirol, statisticien au Centre de Vaucresson, qui pour remédier au défaut d'adaptation aux adolescents français du test d'intelligence de Wechsler-Bellevue, en propose un étalonnage complet établi par lui sur une population de mineurs délinquants ; des recherches sociométriques sur les groupes en internat d'éducation surveillée dues à MM. B. Jannin et J. Maisonneuve qui utilisent les ressources de l'analyse dyadique ; une note de M. J. Selosse à propos d'un questionnaire de choix de rôles cinématographiques appliqué à des mineurs délinquants (primaires et récidivistes) ; une étude de Mlle M.-T. Mazerol sur l'intérêt du test de Rorschach pour un éventuel contrôle des évolutions des sujets en rééducation ; des remarques d'ordre méthodologique de Mlle M. Robert à l'occasion de l'application d'un questionnaire à un milieu scolaire trop particularisé pour présenter une valeur générale ; enfin une chronique bibliographique de M. J. Selosse consacrée aux ouvrages américains qui relatent les méthodes appliquées et les résultats obtenus aux Etats-Unis en matière de prévention de la délinquance juvénile.

Comme on peut le constater à la lecture de ce sommaire, les travaux de recherche

(1) V. sur le Centre de Vaucresson, une conférence de son directeur, M. Michard, cette *Revue*, 1962, p. 459 et s.

(2) Tel est le premier titre de la collection.

(3) Il en est rendu compte *supra*, p. 544.

conduits à Vaucresson intéressent toutes les disciplines criminologiques ; les articles qui en rendent compte s'adressent à des techniciens, à tous les techniciens associés à la détection, à la prévention, l'observation et la rééducation des jeunes délinquants » ; aussi ne saurait-on leur reprocher leur caractère technique et leur absence de concession au profane.

Tout au plus pourrait-on souhaiter que les points de vue très spécialisés qui se sont exprimés à propos de telle ou telle étude soient intégrés dans une introduction accessible à l'ensemble des criminologues, qu'ils soient médecins, sociologues ou juristes, et qui brosserait le tableau général des recherches entreprises à Vaucresson dans l'année, faisant ressortir ainsi les liaisons de chaque étude avec l'ensemble de la recherche et l'influence que ses conclusions peuvent avoir sur la prévention et le traitement de la délinquance juvénile.

Jacques VÉRIN.

IX. — POLICE SCIENTIFIQUE ET CRIMINALISTIQUE

La police et le crime, par Reginald Morrish, Paris, Librairie Polytechnique Béranger, 1964, 159 pages.

Nous avions signalé aux lecteurs de cette *Revue* (1) le petit traité publié par M. Reginald Morrish sous le titre *The Police and Crime Detection To-Day*. Il vient d'en paraître une excellente traduction française qui ne manquera pas de satisfaire ceux qui ne sont pas très familiers avec la langue anglaise. On aurait pu penser qu'un ouvrage dont la première édition remonte à 1940 et qui porte essentiellement sur la technique de l'enquête policière, ne présente aujourd'hui qu'un intérêt restreint, car dans aucun domaine les progrès des méthodes scientifiques n'ont été plus marquées — si ce n'est celui des procédés criminels. Mais le fait qu'une seconde édition ait vu le jour en 1955, et qu'une traduction — portant d'ailleurs sur un texte rajeuni et mis à jour — ait semblé digne d'être entreprise et publiée en 1964, montre bien les grandes qualités de l'ouvrage de M. Morrish qui ne doivent rien à l'actualité, mais reposent sur une connaissance profonde de tous les aspects de la criminalité et de sa détection laquelle, en définitive, doit beaucoup plus aux hommes qu'aux appareils scientifiques mis à leur disposition.

R. M.

The Policeman in the Community (La police et le public), par Michael Banton, Londres, Tavistock Publications, 1964, 276 pages.

Les rapports entre la police et le public sont fréquemment générateurs d'attitudes passionnées, particulièrement à la suite d'incidents abondamment diffusés, amplifiés, et les courants d'opinion se forment dans l'ignorance du rôle du policier et des lourdes charges qui lui incombent.

Dans ce livre, un sociologue étudie méthodiquement et scientifiquement l'organisation, le fonctionnement, les devoirs et les missions de la police, analysés d'une façon doctrinale et pragmatique dans de grandes cités d'Ecosse et des Etats-Unis d'Amérique.

Résultat d'une enquête sérieuse effectuée objectivement et en profondeur, cet ouvrage apporte un complément à la connaissance de la sociologie des métiers, tout en exposant les facteurs qui régissent les relations entre la police et le public.

Un lecteur averti ne sera pas surpris par les impressions qui se dégagent de la comparaison des institutions et de la déontologie policière de Grande-Bretagne avec celles des Etats-Unis ; mais la conclusion de l'auteur lui-même est de nature à inspirer les plus sages réflexions.

Et l'ouvrage sera consulté avec fruit, non seulement par les spécialistes, mais aussi par quiconque s'intéresse aux relations humaines, trop souvent dénaturées dans ce domaine par la recherche exacerbée de la sensation, de la fiction, ou de la caricature, surtout en France.

Roger LAFONTAINE.

(1) V. cette *Revue*, 1957, p. 996.

X. — BIBLIOGRAPHIE DES PÉRIODIQUES DE LANGUE FRANÇAISE

(Janvier, février et mars 1965)

par Michel GENDREL

Ancien chargé de cours des Facultés de Droit,
Maître-assistant à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

I. — HISTOIRE DU DROIT PÉNAL

1. — JEAN-VINCENT, « Le procès des sorcières de Salem », *La Vie judiciaire*, 25-30 janv. 1965 (n° 981), p. 6 et 7.
2. — JEAN-VINCENT, « Les causes perdues de Chauveau-Lagarde », *La Vie judiciaire*, 20 déc. 1964 - 2 janv. 1965 (n° 977), p. 7.
3. — PERRIN (B.), « L'installation et le « baptême » du *proximus pubertati* en droit pénal romain classique », *Mélanges R. Savatier*, Paris, Dalloz, 1965, p. 763-778.

II. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

A. — *L'infraction et le délinquant.*

4. — LAUNAIS (H.) et BOKOBZA (A.), « Le commissaire aux comptes des sociétés anonymes devant l'obligation de révéler au procureur de la République les faits délictueux dont il a eu connaissance à l'occasion de l'exercice de sa fonction », *Gaz. Pal.*, 27-29 janv. 1965, p. 4.
5. — LECŒUR (J.), « Le secret professionnel médical. Ses limites. Peut-il nuire au client ? Doit-il couvrir des crimes ou des délits graves » ? *La Vie judiciaire*, 1er-6 mars 1965 (n° 986), p. 9-11 ; 8-13 mars 1965 (n° 987), p. 8 et 9 ; 15-20 mars 1965 (n° 988), p. 8 et 9 ; 22-27 mars 1965, p. 9.
6. — PELIER (J.), Note sous Trib. corr. Montbéliard, 18 déc. 1964, *D.*, 1965.J.167 (cas limite entre cumul réel et cumul idéal).
7. — TOULEMON (A.), « La parabole du Bon Samaritain et la loi pénale », *Gaz. Pal.*, 9-12 janv. 1965, p. 1 et 2.

B. — *La sanction pénale.*

8. — ANCEL (M.), « Droit pénal classique et défense sociale (A propos d'une confrontation récente) », *Rev. pén. suisse*, 1965, n° 1, p. 1-23.
9. — RAYMONDIS (L. M.), « Le rôle de la sanction », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. Police), 22 mars 1965 (n° 81), 7 p. (Reproduit de la *Rev. intern. crim. et pol. techn.*, 1964, p. 283 et s.).
10. — RIGAUD (J.),Concl. pour C.E., 18 déc. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14068 (Disparition obligatoire de la condamnation amnistiée de tous dossiers, même de ceux tenus par un ordre professionnel).
11. — STANCIU (V. V.), « Entre le sadisme et la démagogie pénale », *La Vie judiciaire*, 4-9 janv. 1965 (n° 978), p. 1 et 6.

III. — PROCÉDURE PÉNALE

A. — *Action publique et action civile.*

12. — J. B. et C. H., Note sous Cass. crim., 17 nov. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14052 (Recevabilité de la constitution de partie civile de l'Ordre national des pharmaciens).

B. — *Police judiciaire et enquête préliminaire.*

13. — P. C., Note sous Cass. crim., 17 juin 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14028 (Inapplicabilité de l'art. 105 C. proc. pén. à la phase de l'enquête préliminaire).

14. — MAESTRE (J.-C.), Note sous Paris, 3 juin 1964, *D.*, 1965.J.98 (Responsabilité du préfet pour saisies de journaux ordonnées en vertu de l'art. 30 C. proc. pén. : les conditions de sa mise en œuvre).

C. — *Juridictions répressives (organisation-compétence-preuve).*

15. — NICOLAS-JACOB, « Le secret des communications téléphoniques », *La Vie judiciaire*, 22-27 févr. 1965 (n° 985), p. 13.

D. — *Procédure de jugement et jugement.*

16. — COMBALDIEU (R.), Note sous Cass. crim., 17 déc. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14042 (Limites de l'incompatibilité entre les fonctions de magistrat debout et celles de juge).

17. — GUELOT (A.), « Des effets des condamnations au paiement de dommages-intérêts prononcées par la juridiction pénale en cas de faillite ou de règlement judiciaire du débiteur », *Gaz. Pal.*, 17-19 févr. 1965, p. 3 et 4.

18. — R. J., Note sous Cass. crim., 9 déc. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14097 (Obligation de rejeter les circonstances atténuantes par autant de déclarations que d'accusés).

19. — J. M., Note sous Cass. crim., 7 janv. 1965, *D.*, 1965.J.114 (Délai accordé après flagrant délit pour préparer la défense).

20. — ROBERT (J.), *Juris-clas. proc. pén.*, art. 355 à 380, « Du jugement en Cour d'assises », 2-1965, 42 p.

21. — VASSAS (R.), « Le problème de la répression immédiate de la violence et des accidents corporels (application du flagrant délit dans le cadre de la législation actuelle) », *Gaz. Pal.*, 30 janv.-2 févr. 1965, p. 4.

E. — *Voies de recours.*

22. — J. A., Note sous Trib. corr. Seine, 11e Ch., 7 janv. 1965, *J.C.P.*, 1965.2.14070 (Nullité de l'opposition pour absence de mention du domicile réel).

23. — BANCAL (J.), « De l'automatisme des appels *a minima* consécutifs à des appels limités aux intérêts civils », *J.C.P.*, 1965.1.1883.

24. — F. J., Note sous Paris, 13e Ch., 9 févr. 1965, *J.C.P.*, 1965.2.14105 (Nullité de l'appel interjeté par un avoué sur les seules instructions de l'assureur).

25. — LEMERCIER (P.) et AYMOND (P.), *Juris-clas. proc. pén.*, art. 496 à 520, « De la Cour d'appel en matière correctionnelle », 2-1965, 76 p.

26. — J. M., Note sous Cass. crim., 7 janv. 1965, *D.*, 1965.J.114 (Droit d'évocation de l'art. 520 C. proc. pén.).

F. — *Autorité de chose jugée.*

27. — WALINE (M.), Note sous C.E., 13 juin 1964, *Rev. dr. public*, 1965, p. 85 (Inapplicabilité de la règle *non bis in idem* en matière de contravention de voirie déjà sanctionnée par le paiement d'une amende de composition).

IV. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

A. — *Infractions contre la chose publique.*

28. — BLAEVOET (C.), « Des recours en cas d'atteinte à la liberté individuelle », *Gaz. Pal.*, 27-29 janv. 1965, p. 4.

29. — J. M., Note sous Cass. crim., 7 janv. 1965, *D.*, 1965.J.114 (Délit de contrebande).

30. — SCHNEYDER (P.), « La divulgation de « secret militaire » et la presse », *La Rev. administr.*, 1965, janv.-févr., p. 26-30.

B. — *Infractions contre les personnes.*

31. — COMBALDIEU (R.), Rapport pour Cass. crim., 4 févr. 1965, *J.C.P.*, 1965.2.14119 (Qualification pénale de coups et blessures volontaires au préjudice d'une victime accidentellement décédée durant la période d'incapacité).

32. — GUYON (Y.), « De la dénonciation calomnieuse en cas de classement de la plainte contre la personne dénoncée (art. 373 C. pén.) », *J.C.P.*, 1965.1.1895.

33. — LECŒUR (J.), « Le secret professionnel médical ? Ses limites. Peut-il nuire au client ? Doit-il couvrir des crimes ou des délits graves » ? *La Vie judiciaire*, 1er-6 mars 1965 (n° 986), p. 9-11, 8-13 mars 1965 (n° 987), p. 8 et 9, 15-20 mars 1965 (n° 988), p. 8 et 9, 22-27 mars 1965, p. 9.

34. — R. de L., Note sous Cass. crim., 27 oct. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14010 (Répression pénale des menaces écrites anonymes).

35. — RABINOVITCH (W.), Note sous Trib. police Moutiers, 8 juill. 1964, *D.*, 1965.J.16 (Responsabilité pénale de l'exploitant de télésiège et de son préposé).

36. — TOULEMON (A.), « La parabole du Bon Samaritain et la loi pénale », *Gaz. Pal.*, 9-12 janv. 1965, p. 1 et 2.

C. — *Infractions contre les mœurs.*

37. — COMBALDIEU (R.), Rapport pour Cass. crim., 20 oct. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.13984 (La *recherche* de clients en vue de la prostitution, élément constitutif de l'art. 335-2° C. pén.).

38. — RIEG (A.), Note sous Trib. corr. Grasse, 23 sept. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.13974 (Port du « monokini » et outrage public à la pudeur).

D. — *Infractions contre la famille, l'enfance et la natalité.*

39. — X... (Cres Lefeuvre et Bouvier), « Les enfants maltraités », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 1er mars 1965 (n° 78), 6 pages, 8 mars 1965 (n° 79), 4 pages.

40. — X..., Note sous Cass. crim., 20 oct. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.13998 (Pluralité des éléments constitutifs du délit d'entretien de concubine au domicile conjugal).

E. — *Infractions contre les biens.*

41. — CHAVANNE (A.), Note sous Cass. crim., 4 nov. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14066 (Qualification pénale adéquate de l'appropriation d'un bien remis par erreur ou à titre de simple détention).

42. — HOMONT (A.), Note sous Cass. crim., 8 oct. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14008 (Responsabilité pénale du maire du chef d'abattage d'arbres appartenant à autrui).

43. — OTTENHOF (R.), Note sous Cass. crim., 21 avr. 1964 (2 arrêts), *J.C.P.*, 1965.2. 13973 (Détention matérielle et soustraction frauduleuse en matière de vol).

F. — *Droit pénal commercial et droit pénal économique.*

44. — GREFFE (P.), Note sous Cass. crim., 29 oct. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.13996 (Conditions et nature de la protection des modèles).

45. — LAUNAIS (H.) et BOKOBZA (A.), « Le commissaire aux comptes des sociétés anonymes devant l'obligation de révéler au procureur de la République les faits délictueux dont il a eu connaissance à l'occasion de l'exercice de sa fonction », *Gaz. Pal.*, 27-29 janv. 1965, p. 4.

46. — MAZARD (J.), Note sous Cass. crim., 15 mai 1961 et 4 févr. 1965, *D.*, 1965.J.195 (Etendue de la responsabilité pénale de l'expert-comptable et du comptable agréé).

47. — NICOLAS-JACOB, « Crédit et usure », *La Vie judiciaire*, 25-30 janv. 1965 (n° 981), p. 1.

48. — J. R., Note sous Angers, 2e Ch. corr., 26 nov. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14062 (Responsabilité pénale pour fausse déclaration lors de la constitution d'une S.A.R.L.).

49. — VIVEZ (J.), Note sous Cass. crim., 27 juill. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14027 (Responsabilité pénale du directeur général d'une société pour tromperie sur la qualité).

G. — *Droit pénal du travail.*

50. — X..., Note sous Cass. crim., 29 avril 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14127 (Portée de la prohibition du placement privé de la main-d'œuvre).

H. — *Droit pénal rural.*

51. — Bouche (M.), Note sous Cass. crim., 15 juill. 1964, *D.*, 1965.J.60 (Légalité et sanction de la violation de l'arrêté municipal suspendant l'exercice de la chasse, temporairement et dans l'intérêt de la sûreté des campagnes).

52. — Rerolle (J.-F.), Note sous Cass. crim., 11 mars 1964, *D.*, 1965.J.134 (Réglementation du droit de pêche dans les étangs).

I. — *Polices particulières.*

53. — Bloch (E.), Note sous Cass. crim., 15 juill. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14129 (Exigence d'un arrêté préfectoral avant tout déplacement d'une machine agricole automotrice dont les dimensions excèdent les limites réglementaires).

54. — Bloch (E.), Note sous Cass. crim., 16 juin 1964, et Douai, 1er juill. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14051 (La police de la circulation dans les voies privées).

55. — Boucheron (J.), Note sous Cass. crim., 30 janv. 1964, *D.*, 1965.J.3 (La preuve de l'intention coupable en matière de provocation de militaires à la désobéissance).

56. — Bouzat (P.), Note sous Cass. Ass. plén. civ., 20 janv. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.13983 (Coaction et complicité en matière de diffamation).

57. — Meiss (L.), Rapport pour Cass. crim., 30 janv. 1964, *D.*, 1965.J.3 (La preuve de l'intention coupable en matière de provocation de militaires à la désobéissance).

58. — Schwob (R.), Cass. crim., 16 déc. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14086 (Répression, en Alsace-Lorraine, de l'affichage illicite et nature de ce délit).

V. — Délinquance juvénile

59. — Lutz (P.), « La psychanalyse de l'adolescent délinquant », *Rééducation*, janv.-févr. 1965, p. 25-28.

60. — Selosse (J.), « L'éducateur et la recherche », *Rééducation*, janv.-févr. 1965, p. 1-23.

VI. — Droit pénal militaire

61. — Cathelineau (J.), Note sous Cass. crim., 27 juill. 1964, *J.C.P.*, 1965.2.13997 (De la compétence des tribunaux militaires pour connaître de l'infraction commise par un gendarme).

VII. — Science pénitentiaire

62. — « De l'éventualité d'utiliser le jeu de groupe socio-dramatique dans le traitement des délinquants adultes » (Séance de section de la Soc. gén. des Prisons), *Rev. pénit.*, 1965, p. 9-20.

VIII. — Droit pénal étranger et droit pénal comparé

A. — *Droit pénal étranger.*

1. *Belgique.*

63. — Matthijs (J.), « La loi de défense sociale à l'égard des anormaux. Evolution des conceptions », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1964-1965, p. 399-483.

64. — Staquet (W.), « Le contrôle des films en Belgique », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1964-1965, p. 318-340.

65. — Vanderveeren (J.) et Fischer (F.), « La loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience », *Journ. des Tribunaux* (Bruxelles), 1965, p. 49-54.

2. *Canada.*

66. — Mac Leod (A. J.), « Détention aux fins de traitement en vertu de la loi canadienne sur les stupéfiants », *Rev. pénit.*, 1965, p. 25-37.

3. *Espagne.*

67. — X..., « La guardia civil », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 2-13.

4. *Etats-Unis.*

68. — Goff (D. H.), « Les camps de travail pour jeunes délinquants », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 20-26.

69. — X..., « Il y a une autre méthode », *Chron. intern. de police*, mars-avril 1965, p. 15-23. (L'intégration raciale et la lutte à domicile, procédés préventifs de la délinquance juvénile en Californie).

5. *Grande-Bretagne.*

70. — X..., « Le prix de l'imposture », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 55-56 (L'usurpation de titres ou de fonctions).

6. *Italie.*

71. — Garofalo (A.), « Le système pénitentiaire italien dans le cadre de la législation actuelle et dans celui du projet de réforme », *Rev. pénit.*, 1965, p. 40-63.

7. *Monaco.*

72. — Clerc (C.), « La révision du Code de procédure pénale de Monaco », *Rev. pén. Suisse*, 1965, n° 1, p. 75.

8. *suisse.*

73. — Bonnard (C.), Note sous Trib. sup., 20 mai 1964, *Journal des Tribunaux* (Lausanne), I, 1965, p. 14 (Droits du plaignant et de la partie civile).

74. — Clerc (F.), « De la répression de l'évasion simple », *Rev. pén. suisse*, 1965, n° 1, p. 76-81.

B. — *Droit pénal comparé.*

75. — Lopez-Rey (M.), « La protection pénale de la famille », *Rééducation*, mars 1965 p. 1-17. (Reproduit de la *Rev. intern. crim. et police technique*, 1964, p. 106 et s.).

IX. — Droit pénal international

A. — *Domaine d'application de la loi pénale.*

76. — Legeais (R.), « L'évolution des solutions françaises de conflits de lois en matière pénale », *Mélanges R. Savatier*, Paris, Dalloz, 1965, p. 545-558.

77. — Meurisse (R.), « Les conséquences pénales et civiles des accidents causés par des véhicules des membres des forces américaines ou des éléments civils des forces américaines stationnées en France », *J.C.P.*, 1965.1.1899.

78. — Petit, Réquisitoire pour Trib. corr. Montbéliard, 3 juill. 1964, *D.*, 1965.J.69 (Conditions de la répression, en France, de délits commis par des nationaux français à l'étranger).

B. — *Extradition.*

79. — A.P., Note sous Paris, 1re Ch. acc., 18 févr. 1964, et 25 mai 1964, *J.C.P.*, 1965.2.14009 (Conditions devant être remplies, en matière d'extradition, par l'Etat requérant).

C. — *Effet international des jugements répressifs.*

80. — Belgamini Motto (A.), « Les effets des jugements pénaux étrangers au Brésil », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1964-1965, p. 532-545.

D. — *Justice répressive internationale.*

81. — GLASER (S.), « Quelques observations sur la prescription en matière de la (*sic*) criminalité de guerre », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1964-1965, p. 511-531.

82. — JANKELEVITCH (V.), « L'Imprescriptible », *La Rev. administr.*, janv.-févr., 1965, p. 37-42 (Réflexions sur le sujet précédent).

X. — CRIMINOLOGIE

83. — HOUCHON (G.), « Observations sur les techniques mesurant les effets du traitement en criminologie clinique », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1964-1965, p. 293-305.

84. — MIMIN (P.), « Indécente télévision », *La Vie judiciaire*, 18-23 janv. 1965 (n° 980), p. 1 et 7.

85. — OESCH (C.), « De quelques observations sur l'évolution de la criminalité en Suisse entre 1946 et 1962 », *Rev. pén. suisse*, 1965, n° 1, p. 106-109.

86. — X..., « La délinquance et la criminalité au cours du 4e trimestre 1964 », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 22 févr. 1965 (n° 77), 5 pages.

XI. — MÉDECINE LÉGALE ET MÉDECINE MENTALE

87. — BADONNEL (M.), « Réactions agressives des délirants », *Rev. pénit.*, 1965, p. 21-24.

88. — BENOISTON (J.-E.), « Une mythomane accusatrice », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 14-19.

89. — X..., « Janus et les policiers », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 8 févr. 1965 (n° 75), 4 pages (Les dédoublements de personnalité).

XII. — POLICE SCIENTIFIQUE ET POLICE TECHNIQUE

A. — *Police scientifique.*

90. — ABD EL AZIZ HAMDY, « Le rôle du laboratoire de police scientifique dans une affaire d'incendie volontaire », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 34-41.

91. — KINGSTON (C. R.) et KIRK (P. L.), « La « règle des 12 points » dans l'identification par les empreintes : historiques et valeur », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 62-69.

92. — PURI (D. K. S.), « Un véritable « modèle de faux », *Rev. intern. police crim.*, *in* 1965, p. 52-54.

93. — X..., « Le laboratoire de toxicologie », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 15 mars 1965 (n° 80), 7 pages.

94. — X..., « La police scientifique en Italie. Le laboratoire mobile des services de police scientifique », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 73-76.

B. — *Police technique.*

95. — CASTILLO (G. del), « Un aspect imprévu de la fraude bancaire », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 27-28.

96. — DEBRIE (A.), « L'automation dans les services de la Préfecture de police », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 42-51.

97. — HIRSCH (C.), « Au sujet de la poursuite pénale », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 70-72 (Propos sur la prévention et la répression de l'escroquerie par chèque).

98. — X..., « Effectifs et tâches de la police », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 15 mars 1965 (n° 80), 4 pages.

99. — X..., « L'activité de Police-Secours », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 8 mars 1965 (n° 79), 3 pages.

100. — X..., « La Direction de la police économique et de la répression des fraudes », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 15 févr. 1965 (n° 76), 6 pages.

101. — X..., « La lutte contre les malfaiteurs. Bilan 1964 de la Direction de la Police Judiciaire », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 22 mars 1965 (n° 81), 5 pages.

102. — X..., « La surveillance de la rue. Quelques résultats significatifs », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 15 févr. 1965 (n° 76), 6 pages.

103. — X..., « L'électronique au service de la police », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 15 mars 1965 (n° 80), 3 pages.

104. — X..., « Les femmes-policiers », *Liaisons* (Bull. inform. Préf. police), 18 janv. 1965 (n° 72), 4 pages.

XIII. — VARIA

A. — *Etudes doctrinales.*

105. — BOSSIN (A.), « Le quatrième pouvoir et ses limites », *La Vie judiciaire*, 22-27 févr. 1965 (n° 985), p. 1 et 5 (Le « quatrième pouvoir » désigne la presse).

106. — DABIN (J.), « Droit et politique », *Mélanges R. Savatier*, Paris, Dalloz, 1965, p. 183-218.

107. — GALASSI (C.), « Les responsabilités civiles et pénales du commis d'entreprise », *La Vie judiciaire*, 15-20 mars 1965 (n° 988), p. 10-12, 22-27 mars 1965 (n° 989), p. 12-14.

108. — GAVALDA (C.), « Le secret des affaires », *Mélanges R. Savatier*, Paris, Dalloz, 1965, p. 291-316.

109. — LINDON (R.), « La presse et la vie privée », *J.C.P.*, 1965.I.1887.

110. — SAVATIER (R.), « L'ordre public économique », *D.*, 1965, Chr., 37.

111. — WILSON (O. W.), « Le pouvoir de police dans une société libre », *Rev. intern. police crim.*, 1965, p. 77-80.

B. — *Affaires criminelles.*

112. — BAUMGARTEN (R.), « La mort mystérieuse du procureur Fualdès », *La Vie judiciaire*, 15-20 févr. 1965 (n° 984), p. 6 à 8, 22-27 févr. 1965 (n° 985), p. 6 et 7, 1er-6 mars 1965 (n° 986), p. 8, 8-13 mars 1965 (n° 987), p. 6.

113. — CORIOLIS (A.), « Les mémoires d'un procureur de la République. Le crime du repaire », *La Vie judiciaire*, 26 déc. 1964-2 janv. 1965 (n° 977), p. 8 et 9, 4-9 janv. 1965 (n° 978), p. 8 à 10, 11-16 janv. 1965 (n° 979), p. 8 et 9, 18-23 janv. 1965 (n° 980), p. 8 à 10, 25-30 janv. 1965 (n° 981), p. 8 et 9.

114. — LECLERCQ (C.), « Les causes célèbres : l'affaire Steinheil », *Journ. des Tribunaux* (Bruxelles), 1965, p. 27 et 28.

Imp. F. BOISSEAU, RUE DU TAUR, 34 - TOULOUSE (FRANCE)
Dépôt légal, 3e trimestre 1965